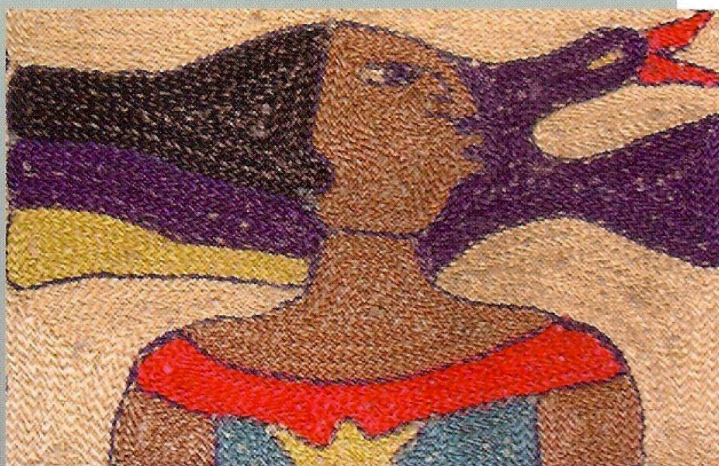


# Genre, mouvements populaires urbains et environnement



Dirigé par  
Christine Verschuur

IUED-EFI, Genève

**Cahiers**  
*genre et développement*

n°6 2007

L'Harmattan

THE  
GRADUATE  
INSTITUTE  
GENEVA

INSTITUT DE HAUTES  
ÉTUDES INTERNATIONALES  
ET DU DÉVELOPPEMENT  
GRADUATE INSTITUTE  
OF INTERNATIONAL AND  
DEVELOPMENT STUDIES

NOUVELLE ÉDITION



Graduate Institute Publications

---

# Genre, mouvements populaires urbains et environnement

Sous la direction de Christine Verschuur

---

DOI : 10.4000/books.iheid.5777  
Éditeur : Graduate Institute Publications, L'Harmattan  
Lieu d'édition : Genève  
Année d'édition : 2007  
Date de mise en ligne : 27 avril 2018  
Collection : Cahiers genre et développement  
ISBN numérique : 978-2-940503-91-9



<https://books.openedition.org>

## Édition imprimée

ISBN (Édition imprimée) : 978-2-296-04191-2  
Nombre de pages : 403

Fourni par Geneva Graduate Institute



## RÉFÉRENCE NUMÉRIQUE

Verschuur, Christine, éditeur. *Genre, mouvements populaires urbains et environnement*. Graduate Institute Publications, L'Harmattan, 2007, <https://doi.org/10.4000/books.iheid.5777>.

---

Ce document a été généré automatiquement le 22 juillet 2025.



Le format PDF est diffusé sous licence Creative Commons - Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International - CC BY-NC-ND 4.0 sauf mention contraire.



Le format ePub est diffusé sous licence Creative Commons - Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International - CC BY-NC-ND 4.0 sauf mention contraire.

## RÉSUMÉ

Le désordre urbain et les défis environnementaux que nous connaissons ne sont pas perçus ni vécus pareillement aux Suds et aux Nords, par les femmes et les hommes, par les puissants et les exclus. Les mouvements populaires urbains et de lutte pour l'environnement participent de la réflexion sur les changements de paradigme de développement qui sont urgents et nécessaires. La perspective de genre donne des clés de lecture pour comprendre comment les asymétries féminin-masculin structurent la perception et l'organisation concrète de la vie sociale. La forte présence des femmes dans les organisations urbaines et de lutte pour l'environnement est généralement peu ou pas reconnue. Ce livre explore certains mouvements populaires urbains, qui participent au travail de prise de conscience et de revendications de droits et qui permettent ainsi d'envisager des alternatives sur des territoires de vie, *sans plus attendre*.

## CHRISTINE VERSCHUUR (DIR.)

Anthropologue, chargée de cours en genre et développement à l'Institut universitaire d'études du développement (IUED), Genève. Elle a été coordinatrice du projet de recherche suisse "Villes, environnement et rapports sociaux entre hommes et femmes" du programme MOST de l'UNESCO de 1996 à 2005 avec François Hainard. Elle est responsable du Pôle genre et développement de l'IUED soutenu par la coopération suisse, avec Fenneke Reysoo.

**Genre,  
mouvements populaires  
urbains  
et environnement**



n° 6 • 2007

**Genre,  
mouvements populaires  
urbains  
et environnement**

*Dirigé par Christine Verschuur*

Editions L'**H**armattan

**Responsable de la publication**

Christine Verschuur, IUED

**Assistante de coordination**

Emmanuelle Chauvet, IUED

**Recherche documentaire**

Anne Piraux, IUED

**Traductions**

Aurélie Cailleaud • Emmanuelle Chauvet • Yves Le Scieller • Nathalie Reichert •  
Saskia Velásquez

**Relectures**

Brigitte Boucheron • Aurélie Cailleaud • Emmanuelle Chauvet • Dominique Courtel •  
Guillaume Long • Emmanuelle Narjoux

**Mise en pages**

Céline Chevalley • Catherine Fragnière, IUED

**Couverture**

Tapiserie en sisal, artisanat populaire du Nicaragua

**Financement**

- Direction du développement et de la coopération suisse (DDC)
- Institut universitaire d'études du développement (IUED)

**Collaborations diverses**

- Département Etudes genre de l'Université de Genève
- Faculté des sciences sociales et politiques de l'Université de Lausanne
- Institut d'études du développement (IED), Université catholique de Louvain-la-Neuve
- Centre d'enseignement, de documentation et de recherche pour les études féministes (CEDREF), Université de Paris 7
- Réseau Genre en action, Centre d'étude d'Afrique noire, Institut d'études politiques de Bordeaux
- IEPALA (Instituto de estudios para Africa y América latina), Madrid
- Institute of Social Studies (ISS), La Haye
- Royal Tropical Institute (KIT), Amsterdam

**Contacts**

- EFI: 2, rue de la Tannerie, 1227 Carouge (Suisse) <efige@worldcom.ch>
- IUED: 20, rue Rothschild, 1211 Genève 21 (Suisse) <www.iued.unige.ch>  
Pôle Genre et développement <www.genre-dev.org>



# ..... Sommaire .....

---

## Présentation

---

Mouvements populaires urbains et environnement à l'épreuve du genre : instrumentalisation des identités féminines ou prise de conscience de droits <i>Christine Verschuur</i>	13
---	----

---

## 1. Cadres conceptuels

### Genre, environnement, développement urbain

---

Les femmes, l'environnement et le développement durable <i>Rosi Braidotti, Ewa Charkiewicz, Sabine Häusler et Saskia Wieringa</i>	19
Le débat femmes et environnement : les apports de la réflexion en Inde <i>Bina Agarwal</i>	31
L'écoféminisme, unité et diversité <i>Maria Mies</i>	41
Essentialisme, anti-essentialisme et féminisme <i>Lorena Parini</i>	45
Le féminin est-il au masculin ce que la nature est à la culture ? <i>Sherry B. Ortner</i>	49
Les femmes, les distinctions hommes/femmes et la politique de développement urbain <i>Caroline Moser</i>	69



---

## 2. Mouvements sociaux et genre

---

Les réponses collectives des femmes aux programmes de restructuration et à la pauvreté urbaine <i>Amy Lind et Martha Farmelo</i>	91
ONG et mouvements sociaux <i>Alejandro Bendaña</i>	111
La solidarité féministe dans les luttes anticapitalistes <i>Chandra Talpade Mohanty</i>	131
Féminisme et altermondialisation <i>Diane Lamoureux</i>	139
Mouvements de quartier, genre et droits <i>Christine Verschuur</i>	147

---

## 3. Mouvements urbains et environnementaux : mise en scène des identités de genre, luttes pour les droits

---

Vouloir et pouvoir, la participation des femmes dans les organisations du mouvement urbain au Mexique <i>Alejandra Massolo</i>	167
Un fleuve dans lequel nous avons appris à nager. Les femmes dans l'environnement urbain à Bogotá <i>Marie-Dominique de Suremain</i>	177
Associations féminines et entreprises privées dans la filière de gestion des déchets à Ouagadougou : un <i>empowerment</i> laborieux <i>Kadidia Tall et Mouniratou Tangara</i>	193
Transformations urbaines et rapports de pouvoir entre hommes et femmes : l'exemple de Santhiaba, Thiaroye-sur-Mer <i>Mohamadou Abdoul</i>	205
Ecologie politique du pouvoir et du conflit. L'exemple du mouvement Ceinture verte au Kenya <i>Cyril I. Obi</i>	215

Les survivantes de Bhopal luttent pour une justice écologique <i>Jashodhara Dasgupta</i>	233
---	-----

---

#### 4. Recherche et politiques publiques à l'épreuve du genre : l'angle mort ?

---

Comment les programmes de foresterie participative maintiennent-ils les exclusions de genre, de caste, de classe ? L'exemple du Népal <i>Marlène Buchy et Suman Subba</i>	249
---	-----

Genre et gestion de l'eau : institutions, politiques et pratiques au Gujarat <i>Sara Ahmed</i>	271
---	-----

Gestion de l'eau, privatisation et droits : divers articles	283
---	-----

I. Les femmes du Kerala contre Coca-Cola <i>Vandana Shiva</i>	283
--	-----

II. Les femmes de l'armée zapatiste des femmes mazahuacas menacent de fermer les robinets de Mexico <i>Anne Vigna</i>	288
---	-----

III. Nestlé et le commerce de l'eau en bouteille <i>ATTAC</i>	291
--	-----

IV. Des femmes repeuplent la mer d'Aral <i>Kitty Bentvelsen</i>	296
--	-----

V. Le Centre des droits humains et de l'environnement à Córdoba en Argentine <i>Valeria Libedinsky</i>	300
--	-----

Changement climatique : analyse de genre et expériences des organisations de femmes <i>Irene Dankelman</i>	309
--	-----

Les questions de genre dans les contextes de catastrophe naturelle : points clés et pistes de recherche <i>Elaine Enarson</i>	323
---	-----

Les mécanismes d'application des recommandations internationales : biais de genre ?	339
I. Le plus gros échec : l'égalité de genre <i>Ewa Charkiewicz</i>	339
II. Les Agendas 21 locaux <i>Jules Falquet (dir.)</i>	345
III. Mouvements pour l'environnement, politiques et Agenda 21 en Amérique latine <i>María Pilar García-Guadilla</i>	351
Education populaire, genre et transformations sociales : réflexions à partir des études réalisées en République dominicaine et à Cuba <i>Isabel Rauber</i>	353
Anciens et nouveaux enjeux pour la recherche-action <i>Germán Solinís</i>	371
Organisations populaires et réseaux de solidarité de femmes : la redécouverte d'une ressource pour les politiques <i>Maxine Molyneux</i>	385

---

## ..... Présentation .....

La collection «Cahiers Genre et Développement», lancée depuis l'année 2000, publie ici son sixième volume. Chacun est constitué de recueils de documents de référence et d'articles originaux relatifs au concept de genre et à l'analyse des problèmes de développement qu'il permet, sur une thématique particulière. La collection ne constitue pas un «manuel» mais propose, de manière accessible et en langue française, un choix de documents avec la perspective genre et développement : articles théoriques, analyses sectorielles, outils de planification selon le genre, études de cas, données de base, bibliographies. Ce matériel se compose notamment de traductions, de synthèses ou d'extraits de documents, mais aussi de contributions originales d'auteur-e-s du Sud et du Nord. Ils sont destinés à des responsables ou à des chargé-e-s de projets, à des chercheurs et chercheuses ou étudiant-e-s, dans des institutions de recherche et de développement, des ONG ou des organismes de coopération.

Le premier numéro des Cahiers Genre et Développement fournit des éléments pour mieux comprendre le concept de genre, trop peu maîtrisé dans le milieu francophone. Les numéros 2 et 3 portent sur l'économie, constituant un ensemble. Le numéro 2 présente un premier éclairage des rapports sociaux entre hommes et femmes, de leurs transformations, et de l'ensemble des situations dans lesquelles les femmes sont insérées économiquement. Il expose également les principales notions qui informent structurellement ces situations, comme celle de la division sexuelle du travail, de l'articulation entre les rapports de production de type domestique et les rapports de production de type capitaliste. Le numéro 3 poursuit cette analyse économique, en se penchant particulièrement sur l'accélération du mouvement de mondialisation économique néolibérale, l'accroissement des inégalités et des écarts entre la pauvreté pour les uns et la prospérité pour les autres. Le numéro 4 présente les réflexions sur les pouvoirs, les processus d'*empowerment*, les transformations des rapports et des identités de genre, les processus d'organisation autour de la prise de conscience et la défense des droits. Il aborde les mouvements et organisations de base et féministes qui cherchent à promouvoir des changements allant dans le sens de leur

vision d'une société, avec une plus grande justice sociale et des rapports plus équitables entre hommes et femmes. Dans le numéro 5, ces questions sont abordées dans le contexte de la division internationale du travail et des migrations. La perspective de genre permet, non seulement de rendre les femmes visibles parmi les migrants, mais aussi de souligner les discriminations particulières qui les affectent. Elle interroge les transformations identitaires des hommes et femmes migrants, la manière dont les femmes migrantes se constituent en sujets de leur propre histoire, les organisations qui soutiennent ces projets de vie et de transformation sociale. L'ouvrage pose la question de l'échange inégal du travail des soins et de l'attention aux autres (« *care* ») entre le Sud et le Nord, le « *care drain* ».

Le présent volume des Cahiers Genre et Développement s'intéresse aux mouvements populaires urbains et environnementaux<sup>1</sup>, et à la façon dont ils sont traversés par les asymétries de genre, en particulier dans les pays du Sud, sur lesquels portent plus particulièrement les textes sélectionnés.

Les Cahiers Genre et Développement ont pour objectif de contribuer à ce que la perspective de genre soit incorporée dans les recherches, formations, programmes et projets. Ils devraient encourager l'intégration de cette perspective dans les pratiques de développement et les échanges sur ces expériences. Ils favorisent la circulation des résultats des recherches, maintenant plus nombreuses, entreprises avec cette perspective. Cela devrait permettre aux personnes de mondes professionnels, académiques, ou géographiques plus variés de contribuer à la conceptualisation et au débat critique sur cette problématique. Jusqu'à présent, ce débat était en grande partie réservé à un panel de spécialistes, majoritairement du monde anglophone et/ou nordique, suggérant une absence de réflexion sur ce thème dans d'autres cercles ou régions, ce qui n'est plus vrai. Nos efforts pour mettre en lumière ces autres contributions se poursuivent afin de mieux rendre compte des apports des chercheurs et chercheuses du Sud, dont les théories féministes sont redevables.

Pour accompagner ces efforts, un « pôle de renforcement des compétences en genre et développement » s'est mis en place au sein de l'IUED (Institut universitaire d'études du développement), à Genève, avec le soutien de la Direction au Développement et à la Coopération suisse (DDC). Le Pôle genre et développement a pour objectif de renforcer, de promouvoir et d'in-

---

<sup>1</sup> Une recherche a été menée de 1996 à 2005 sur cette problématique par l'IUED, avec l'Institut de Sociologie de Neuchâtel, dans le cadre du programme MOST-UNESCO, avec sept équipes de chercheurs de pays d'Afrique de l'Ouest, d'Amérique latine et d'Europe de l'Est, coordonnée par Ch. Verschuur et F. Hainard. Cette recherche a été le point de départ de la réflexion sur les mouvements sociaux qui luttent en milieu urbain et pour l'environnement.

tégrer des initiatives de réflexion, de recherche, de formation et d'échanges dans le domaine de la perspective de genre au sein des études du développement. Il cherche à encourager la prise en compte, dans les politiques et programmes de développement, de cette perspective, qui n'y est pas encore soutenue de manière conséquente.

Le Pôle genre et développement de l'IUED mène diverses activités qui se renforcent mutuellement: enseignements; programmes de recherches en réseau, encadrement de mémoires de master et de thèses de doctorat, école doctorale; colloques internationaux; publications; large fonds documentaire sur genre et développement au sein de sa bibliothèque et site Internet avec des ressources en ligne (<[www.genre-dev.org](http://www.genre-dev.org)>). Le Pôle genre et développement collabore avec un réseau d'autres institutions, en Suisse, en Europe, ainsi que dans des pays du Sud. En 2008, l'IUED fonde avec IUHEI (Institut universitaire de hautes études internationales) un nouvel Institut, l'IHEID (Institut de hautes études internationales et du développement), plus important.

Reconnaissant la pertinence de ce nouveau champ de savoir interdisciplinaire en «genre et développement», l'IUED a construit ce «pôle» à la fois comme un espace et comme une perspective qui traverse l'ensemble de ses activités d'études et de recherche en développement.

Inclure une perspective de genre donne des outils pour infléchir l'orientation des paradigmes de développement actuels, en particulier dans le contexte de la mondialisation, en y incluant les critiques et les revendications de trois décennies de luttes et d'études féministes, aux Suds comme aux Nords, sans oublier les pays de l'Est.

Une transformation des rapports de genre implique de profonds changements, pour aller vers une société plus juste et équitable. Il s'agit non seulement de chercher à défendre un développement aux rapports de genre plus équitables, mais de promouvoir des rapports de genre plus équitables qui favoriseraient un développement économique, social, politique et culturel différent et plus juste.





---

## Mouvements populaires urbains et environnement à l'épreuve du genre : instrumentalisation des identités féminines ou prise de conscience de droits ?

13  
.....



Le désordre urbain et les défis environnementaux que nous connaissons ne sont pas perçus ni vécus pareillement aux Suds et aux Nords, par les femmes et les hommes, par les puissants et les exclus. Un formidable essor est en cours, pour prendre conscience de ces enjeux, des injustices et des droits. Les mouvements populaires urbains et de lutte pour l'environnement participent de la réflexion sur les changements de paradigmes de développement qui sont urgents et nécessaires.

Dans les mouvements populaires urbains, la sensibilité envers l'environnement représente souvent un élément mobilisateur, déclencheur, dans les luttes pour une vie plus digne. Les mouvements environnementaux sont de leur côté souvent portés par des personnes vivant en milieu urbain.

La perspective de genre donne des clés de lecture pour comprendre comment les asymétries féminin-masculin structurent la perception et l'organisation concrète de la vie sociale, et notamment la représentation et l'utilisation de l'environnement et de l'espace urbain. Elle demande de se pencher sur la construction de la féminité et de la masculinité dans des contextes différents, sur le fonctionnement des institutions et des organisations structurées selon les asymétries féminin-masculin, sur les changements des rapports de pouvoir entre hommes et femmes, sur le pouvoir entendu comme constellation dispersée de rapports inégaux et, à l'intérieur de ces processus et structures, sur les capacités d'action de la personne comme sujet.

Pour des raisons qui tiennent à la constitution des identités et des rapports de genre, les femmes, selon leur classe et leur groupe ethnique, sont particulièrement affectées par la dégradation de l'environnement et de l'habitat urbain. Dans l'urgence, et devant le manque de services publics, des femmes interviennent activement, de manière plus ou moins organisée, dans les mouvements de base pour réclamer, résister, proposer des solutions. Cependant la forte présence des femmes dans les organisations urbaines et de lutte pour l'environnement est généralement peu ou pas reconnue.

14

Malgré leur présence importante et active, les femmes n'exercent que rarement des responsabilités dans ces mouvements, ce qui traduit le fait que les rapports de genre sont une manière d'exprimer des rapports de pouvoir et pose la question de leurs changements. Ces mouvements sont également traversés par des rapports de pouvoir entre femmes, plus ou moins marqués et reflétant des inégalités d'accès aux ressources.

Les hommes, face aux transformations en cours, réagissent en exprimant leur malaise au niveau personnel et domestique. Même s'ils le souhaiteraient – pour certains –, ils ont du mal à s'investir dans les mouvements de quartier, dans des activités qui sont connotées féminines et transgressent l'ordre dans la division sexuelle des tâches, et ils se limitent à exercer des tâches de représentation. S'intéresser aux mouvements populaires urbains et environnementaux demande de se pencher sur la construction de la masculinité, elle aussi traversée par les inégalités de classe et de race, et mise à mal par les transformations liées au modèle économique dominant.

En mettant en scène et en jouant avec leurs identités féminines, les femmes obtiennent des avantages et renforcent leur pouvoir de négociation auprès des municipalités, de leurs compagnons de vie ou des associations de base. L'identité de «mère», de «chargée des soins et de l'attention aux autres» («*carer*») ou de «gardienne stable du foyer» est instrumentalisée par les femmes elles-mêmes pour obtenir des bénéfices au niveau de l'espace public, qui vont en leur faveur et en faveur des personnes qui sont à leur charge. La conquête de cet espace de revendication au niveau public sert également de levier pour réclamer des changements dans l'espace privé.

L'instauration fugace de nouveaux rapports sociaux, la mise en lumière d'interstices dans lesquelles peuvent s'introduire des femmes – et des hommes – pour modifier le système de reproduction des inégalités, la constitution de nouvelles identités contribuent à remettre en question les inégalités sociales et de genre.

Les mouvements populaires urbains et environnementaux entreprennent des actions diverses, qui déclenchent un processus de prise de conscience de droits et de lutte pour ces droits. Ces luttes sont menées par des femmes qui ne se réclament pas du féminisme et ne cherchent pas – de manière ainsi affirmée – à renverser les rapports de pouvoir entre hommes et femmes. Elles ne cherchent pas non plus à renverser le système économique néo-libéral dominant, sous une direction idéologique. Elles n'attendent plus quelque chose de l'Etat (plus toujours), mais montrent une volonté d'intervenir personnellement sur leurs conditions de vie. Il s'agit d'une autre manière de faire et de voir le politique.

Des avancées locales dans la prise de conscience et la revendication des droits peuvent être observées, mais sans soutien au niveau de la législation, elles sont souvent insuffisantes et éphémères. L'inverse est vrai aussi, et l'on constate que des législations avancées en termes d'équité de genre et de justice sociale ne suffisent pas pour transformer des rapports de genre, si elles ne sont pas ancrées dans des pratiques de prise de conscience et de revendication de droits.

Les mouvements populaires urbains et de lutte pour l'environnement correspondent-ils à une forme de redéploiement de l'Etat, qui leur délègue des activités? S'inscrivent-ils plutôt dans la dynamique des nouveaux mouvements sociaux, où l'on observerait des renégociations des identités et rapports de genre, où se révélerait une prise de conscience des droits? Quels sont les enjeux de pouvoir dans l'un et l'autre cas?

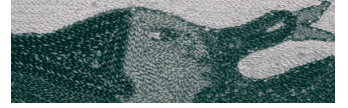
Dans certains cas, nous observons le redéploiement de l'Etat à travers des modalités indirectes, avec la possibilité pour des intermédiaires de *prélever de bénéfices*, tant symboliques que matériels. Ces situations ne constituent pas des espaces de remise en question des mécanismes de reproduction des inégalités entre hommes et femmes.

Dans d'autres cas, nous assistons, dans des mouvements de base, parmi les sujets – hommes et femmes – qui y sont engagés, à la prise de conscience et à l'affirmation de nouvelles valeurs, à un engagement qui s'articule autour de la *prise de conscience de droits*. Il s'agit non seulement du droit à avoir de l'eau ou de l'électricité à un tarif abordable, à avoir un environnement non nuisible à la santé, à avoir un travail dignement rémunéré, mais aussi du droit à ne pas être battue, à ne pas être expulsée de sa maison, à sortir librement de chez soi, à participer aux choix politiques.

Dans certains mouvements populaires urbains, qui participent de ce travail de prise de conscience et de revendication des droits, il nous semble que des brèches s'ouvrent pour envisager des alternatives, sur ces territoires de vie, *sans plus attendre*.

*Christine Verschuur  
Institut universitaire d'études du développement  
Genève, juillet 2007*

1



---

## Cadres conceptuels

**Genre, environnement,  
développement urbain**

---



# Les femmes, l'environnement et le développement durable

*Rosi Braidotti\**, *Ewa Charkiewicz\*\**,

..... *Sabine Häusler\*\*\** et *Saskia Wieringa\*\*\*\**

---

« *Women, the environment and sustainable development* », in : Visvanathan Nalini, Duggan Lynn, Nisonoff Laurie et Wiegiersma Nan (Dir.), 1997, *The Women, Gender and Development Reader*, Zed Books, pp. 54-61

---

*Traduit de l'anglais par Emmanuelle Chauvet*

## Femmes, environnement et développement durable : perspective historique

Au début des années 1970, le discours sur le développement a commencé à accorder un intérêt croissant aux relations des femmes avec l'environnement dans les pays du Sud.

Le « choc pétrolier », déclenché par les pays producteurs de pétrole en 1973, ainsi que les effets à grande échelle de la sécheresse au Sahel, ont beaucoup ébranlé le Nord où l'on a réalisé que les ressources naturelles n'étaient pas infiniment exploitables. Les responsables de la planification

---

\* Distinguished Professor in the Humanities à l'Université d'Utrecht. Certains thèmes de ce texte ont été repris et développés dans *Transpositions. On nomadic ethics*, Cambridge, Polity Press, 2006.

\*\* Activiste et chercheuse sur la théorisation des questions de pouvoir, écologie et féminisme.

\*\*\* Conseillère sur les questions d'environnement et d'énergie, Ministère des Affaires étrangères des Pays-Bas.

\*\*\*\* Amsterdam School for Social Science Research, Université d'Amsterdam.



du développement ont commencé à sérieusement envisager la nécessité d'une planification énergétique mondiale plus systématique pour l'avenir.

Il était clair que, dans les décennies à venir, le bois de chauffage allait être essentiel pour satisfaire les besoins en énergie de la majorité des peuples du Sud, et que, pour ces populations, le pétrole ou les autres sources d'énergie allaient être tout simplement trop coûteuses. Les femmes, parce qu'elles utilisaient le bois, allaient devenir le groupe cible d'une stratégie en deux volets visant à juguler les tendances futures à la diminution des ressources énergétiques en bois : 1) réduction de la consommation de bois de chauffage par l'introduction de cuisinières économes en bois ; 2) lancement d'une reforestation à grande échelle pour développer les provisions de bois.

Une image forte a alors commencé à s'imposer : les pauvres du Sud avaient trop d'enfants et utilisaient trop de combustible ; les pauvres étaient vus comme n'ayant d'autre choix que de détruire leur propre environnement. C'était peut-être vrai dans certaines régions, mais on ne pouvait pas généraliser. Comme l'a montré Madhu Sarin, qui depuis longtemps travaille pour la promotion de l'utilisation des cuisinières dans l'Himalaya, la déforestation dans cette région était bien plus imputable aux abattages commerciaux d'arbres et à l'extension de l'agriculture vers les terres forestières qu'à la consommation domestique de combustible (Sarin 1991).

Au milieu des années 1970, avec le travail de Boserup, on avait commencé à s'intéresser au rôle des femmes dans l'agriculture et dans le développement rural en général. Les problèmes économiques mondiaux, la dégradation croissante de l'environnement et la féminisation de la pauvreté au Sud avaient relancé le débat sur les effets spécifiques de ces processus pour les femmes.

Lors de la conférence des ONG qui s'est tenue parallèlement à la Conférence des Nations unies sur l'environnement humain à Stockholm en 1972, les initiatives des peuples locaux pour la protection de la forêt en Inde – le mouvement Chipko maintenant largement connu – ont été présentées par Sundarlal Bahuguna, le leader du mouvement. Le succès des activités des femmes du Chipko a ensuite inspiré d'autres initiatives locales dans le Sud et encouragé les acteurs qui souhaitaient stimuler un travail de développement venant de la base, orienté vers le peuple.

Au Forum de Nairobi de 1985, qui a eu lieu parallèlement à la Conférence des Nations unies sur les femmes et le développement, des études de cas ont présenté les actions et le rôle particulier des femmes dans la gestion de l'environnement en rapportant les expériences de certaines femmes du Sud et en

montrant leur implication dans la foresterie, l'agriculture, l'énergie, etc. **Les femmes étaient décrites comme des responsables de l'environnement dont l'implication était essentielle pour arriver à un développement durable.** Ces études ont été des instruments puissants qui ont permis de poursuivre le débat sur les femmes, l'environnement et le développement durable et d'arriver à une reconnaissance internationale des problèmes des femmes en relation avec la gestion des ressources naturelles.

Chipko, en hindi, signifie : « prendre dans ses bras ». Les membres du mouvement Chipko prenaient les arbres dans leurs bras pour empêcher qu'ils soient coupés. Mixte à ses origines, le mouvement a attiré de plus en plus de femmes. Quand le Département des questions forestières a annoncé son intention de mettre aux enchères 2500 arbres de la forêt Reni, dans l'Uttar Pradesh, une femme, Gaura Devi, s'est organisée avec les femmes de son village pour empêcher physiquement la coupe des arbres. Deux ans plus tard, le gouvernement interdisait la coupe dans toute cette zone du pays pour une durée de dix ans. Par la suite, d'autres femmes empêchèrent la coupe d'arbres dans différentes zones aux confins de l'Himalaya. Depuis, elles ont monté des coopératives pour protéger les forêts communales et pour organiser la production de plantes de fourrage à une distance raisonnable des forêts fragiles, ainsi que des pépinières et différents projets pour améliorer les sols dégradés.

Source : Rousset S., Sagory P., 1997, « Le mouvement Chipko et la sauvegarde de la vie », in *Passerelles* n° 10, *Quand les femmes se mobilisent pour la paix, la citoyenneté, l'égalité des droits*, Ritimo, Paris, DPH, FPH, juillet, cité dans Falquet J., 2002, *Ecologie : quand les femmes comptent*, Paris, L'Harmattan, p. 33

Le rapport Brundtland, *Notre avenir à tous*, publié en 1987, préconisait des stratégies à long terme pour arriver à instaurer un développement durable (défini comme un développement qui satisfait les besoins du présent sans compromettre la possibilité pour les générations futures de satisfaire leurs propres besoins) et soulignait l'importance des questions d'environnement dans le processus de développement. Dans les années qui ont suivi la publication du rapport Brundtland, le débat sur les femmes, l'environnement et le développement durable s'est concentré sur la nécessité d'impliquer les femmes dans les stratégies et les programmes visant à atteindre un développement « durable ». Peu à peu, l'expression « femmes, environnement et développement » est devenue « femmes, environnement et développement durable ».

A la fin des années 1980, les manifestations nationales et internationales organisées sur le thème femmes, environnement et développement durable ont pris de plus en plus d'importance. **Auparavant présentées comme des victimes, les femmes pauvres du Sud ont alors été montrées comme des personnes fortes et pleines de ressources.** Dans le débat plus général sur le

développement durable, les femmes étaient de plus en plus mises en avant comme « gestionnaires privilégiées de l'environnement » et décrites comme détentrices de compétences et connaissances spécifiques en matière de protection de l'environnement.

## **La pensée du thème femmes, environnement et développement durable**

Le débat sur femmes, environnement et développement durable est traversé par plusieurs courants de pensée. L'un d'eux souligne les effets, en termes de gestion, de la recherche d'un processus de développement moins néfaste et propose d'attribuer l'aide au développement aux femmes prioritairement, en tenant compte des effets du développement sur l'environnement. Cette analyse est reprise par les agences de développement. D'autres approches tendent plutôt à l'anti-développement ou soutiennent des positions transformatrices, et assurent que le modèle de développement occidental est fondamentalement vicié, comme l'attestent ses effets pour les femmes, pour l'environnement et pour les peuples du Sud. Cette ligne de pensée appelle à des transformations pour l'avènement d'un développement alternatif. La conception de la relation femme/nature est un élément essentiel de différenciation entre les différentes argumentations.

Une ligne de pensée économiciste conceptualise le thème femmes, environnement et développement durable du point de vue du travail des femmes : la division sexuelle du travail a assigné aux femmes un rôle particulier dans la gestion des ressources naturelles. Ce rôle est considéré comme un produit de l'évolution historique du patriarcat attribuant aux hommes des rôles dans la production économique et aux femmes des rôles moins valorisés liés à la reproduction économique.

Un courant de pensée plus « culturel » considère que la position des femmes est par essence plus proche de la nature car, dans le cadre de la division sexuelle du travail, le travail féminin a toujours impliqué une étroite relation avec la nature. Les femmes sont décrites comme des gestionnaires de l'environnement « par nature » privilégiées qui, depuis des générations, ont accumulé des connaissances spécifiques, différentes et plus appropriées que celles des hommes en général sur les processus naturels. Selon cette approche, la relation femme/nature est réciproque, symbiotique, harmonieuse, mutuelle et conjointe car les femmes dépendent étroitement de la nature pour satisfaire les besoins de subsistance. Dans leurs luttes politiques, les femmes ont réussi à s'appuyer sur les deux argumentations, qu'elles ont déclinées dans différentes stratégies.

***Différentes conceptualisations du thème femmes,  
environnement et développement durable dans la littérature***

Pour arriver à une nouvelle conceptualisation du travail des femmes, Maria Mies (1986), d'obédience marxiste, commence par définir comme un travail le rôle que les femmes jouent dans la maternité et l'éducation des enfants. Dans une perspective marxiste/féministe, cette définition est importante. En outre, pour Mies, la reproduction, qui consiste à apporter les éléments essentiels à la survie de la famille, représente la relation la plus étroite des femmes avec la nature. Par ce rôle double, les femmes comprennent mieux la nature que les hommes. Non seulement elles travaillent plus étroitement avec la nature, mais elles «sont» la nature parce qu'elles donnent la vie et nourrissent leurs enfants ; c'est pourquoi globalement elles sont doublement exploitées par la société patriarcale.

Shiva (1989) se fonde sur la religion hindoue et la philosophie qui décrit le «principe féminin» (*prakriti*) comme source de toute vie. En rapprochant le principe féminin du vécu réel des femmes, elle élabore une construction de la relation pratique des femmes avec la nature, dans la réalité rurale indienne, comme l'incarnation du principe féminin. On doit revenir à cette relation pour trouver le point de départ d'un mode durable de développement. Selon Shiva, en Inde, ce mode de développement existait avant l'époque coloniale. Sous le colonialisme, et plus tard sous l'influence du processus de développement, le mode capitaliste de développement et les technologies de la révolution verte ont pénétré les économies rurales de l'Inde, et ce processus a détruit la base économique de l'agriculture locale de subsistance et de petite échelle. Shiva déplore le passage à une agriculture à grande échelle, mécanisée, orientée vers le marché et finalement non durable. Ce processus a engendré la marginalisation de la plupart des petits paysans du Sud, et en particulier des paysannes pauvres.

Shiva considère le mode dominant de développement comme occidental, patriarcal et basé sur un modèle réductionniste qui asservit la science et la technologie au marché mondial et qui est en fait destructeur pour les femmes, pour la nature et pour tous les «autres» – les peuples non occidentaux. **Shiva oppose le modèle de développement occidental, blanc, masculin, patriarcal, destructeur, au système agricole indien traditionnel qui œuvre en harmonie avec la nature.** Le modèle occidental diffuse des techniques de monocultures, tant dans la sylviculture que dans l'agriculture, au service du marché et de l'accumulation capitaliste. Selon la description de Shiva, le modèle économique indien traditionnel préserve une relation de réciprocité avec la nature car il préconise une polyculture destinée à la production locale de subsistance et qui n'utilise que les produits naturels issus du système agricole traditionnel.

Comme celle de Mies, la pensée de Shiva se construit dans la recherche d'un modèle alternatif de développement. Toutes les deux concluent que la solution est un retour aux systèmes d'agriculture de subsistance à l'échelle mondiale. Le modèle occidental de développement a entraîné la marchandisation de la nature et du travail des femmes et des peuples non occidentaux, et créé une accumulation du capital dans les pays riches «développés» et la pauvreté des pays «en développement».

Selon Mies, le rôle des femmes du Nord consiste à dénoncer et à s'abstenir de toute consommation inutile dans le but ultime de saper les bases du capitalisme. Shiva donne l'exemple du rôle important que les femmes ont joué dans le mouvement Chipko pour montrer que le «principe féminin» créateur et protecteur de la vie incarné par ces femmes doit être revendiqué comme source d'un modèle alternatif de développement mondial.

*Staying Alive* (1989), le livre dans lequel Shiva a développé sa thèse, a eu une influence sur le développement du thème femmes, environnement et développement durable, mais aussi sur la pensée de l'environnement et du développement alternatif, notamment pour les ONG, les mouvements sociaux du Nord et pour les agences de développement. Shiva a eu beaucoup moins d'influence chez elle en Inde. Le problème est que la catégorie théorique qu'elle a construite en établissant une relation concrète entre les femmes et la nature dans l'agriculture de subsistance est de type essentialiste – le principe féminin comme force qui donne la vie. Elle laisse penser que seules les femmes pauvres qui vivent en milieu rural et portent presque tout le poids de la crise de l'environnement et du développement dans leur lutte quotidienne pour la survie, savent comment survivre, et ce depuis des temps immémoriaux, et donc qu'elles seules ont les solutions à la crise.

Shiva idéalise l'agriculture de subsistance indienne et recrée un passé dans lequel l'humanité vivait en parfaite harmonie avec la nature et où les femmes jouissaient d'un très grand respect. Mais il se pourrait bien que ce passé idéal n'ait jamais existé. En Inde, l'agriculture de subsistance a supplanté les cultures des peuples tribaux, et souvent par la violence. L'histoire montre que le système agricole n'a été introduit dans le sous-continent qu'avec l'invasion aryenne. De nos jours encore un grand nombre de peuples tribaux reste exclus du système des castes et n'est pas intégré dans la société. Le modèle de la société traditionnelle de Shiva ne tient pas compte des structures d'exploitation humaine qui suivent des considérations de race, de classe et de caste dans la société indienne actuelle; elle fait également abstraction des structures patriarcales. Au lieu de cela, elle attribue la totale responsabilité de la crise de l'environnement à «l'Etat» et à l'économie mondiale. Parce qu'elle néglige totalement les questions de



classe dans la société indienne, Shiva a été beaucoup critiquée, notamment par des universitaires marxistes indiens.

Shiva et Mies développent un modèle mondial d'agriculture de subsistance. Mais on peut se demander si, pour attirant qu'il soit à certains égards, ce modèle pourrait à lui seul être une option viable dans la situation actuelle, notamment si l'on pense aux pays densément peuplés d'Europe et à l'Inde, pour ne citer qu'eux.

L'apport de Shiva (et de nombreux autres universitaires) tient à ce qu'elle remet fondamentalement en cause l'idée que le seul modèle de développement possible soit le modèle occidental. Par contraste, elle souligne la valeur des connaissances des peuples assujettis et marginaux pour la recherche de modèles durables de développement et de protection de l'environnement. Elle montre que ces connaissances sont sophistiquées et non « primitives », qu'elles s'appuient sur des générations d'observation étroite des processus naturels, même si elles ne sont pertinentes que sur un site localisé particulier. Elle introduit également la question des valeurs et des perceptions différentes : qu'est-ce que la vraie pauvreté matérielle et qu'est-ce qu'une pauvreté qui n'est qu'une perception culturelle ? Les peuples ruraux qui vivent des ressources locales sont-ils « attardés » en regard des peuples urbains du Nord qui surconsomment l'énergie mondiale et les ressources naturelles à des niveaux tels qu'ils ne sont pas durables ? A cet égard, elle participe à une contestation des hypothèses épistémologiques qui sont à la base du modèle dominant de développement ; elle en montre la violence pour les peuples et pour la nature ainsi que les effets destructeurs pour les cultures et les modes de vie locaux.

### **La conceptualisation du thème femmes, environnement et développement durable par les agences de développement**

C'est pour chercher à améliorer les pratiques actuelles que les principales organisations de développement ont élaboré une argumentation sur le thème femmes, environnement et développement durable. En général, cette argumentation met en parallèle l'abstraction qui est faite des femmes et l'abstraction qui est faite de la destruction de l'environnement dans le processus de développement. Elle souligne la nature institutionnelle du problème. Si les femmes et l'environnement étaient pris en considération dans la pratique du développement, la crise de l'environnement serait résolue. La prise en considération des « femmes pauvres du tiers-monde » et de l'environnement apparaît essentielle pour l'avènement du développement durable. On fait rarement le lien entre les processus macro-économiques et les processus

politiques : la surconsommation des ressources naturelles par une minorité au Nord et la pauvreté de la majorité dans le Sud.

Selon Mies/Shiva, mais aussi selon nombre d'ONG et agences de développement, les intérêts des femmes coïncident avec ceux de l'environnement dans une certaine mesure : la cause du rétablissement de l'environnement devient celle des femmes (pauvres du tiers-monde). Mais les deux thèses se distinguent par les solutions qu'elles proposent pour mettre fin à la dégradation de l'environnement : d'un côté il faut repenser radicalement les paramètres de base du modèle de développement ; de l'autre il suffit de les améliorer.

26

Les publications récentes sur le thème femmes, environnement et développement durable montrent les femmes comme des gestionnaires privilégiées de l'environnement parce qu'elles ont une relation plus étroite avec la nature, relation qui leur permet de connaître intimement les processus naturels ; les femmes sont vues comme la solution à la crise ; elles détiennent les solutions ; elles sont les détentrices d'une connaissance privilégiée des processus naturels.

La valorisation des modes de connaissance des femmes peut sembler positive, mais on peut se demander si vraiment, dans la réalité, les femmes connaissent les processus naturels de façon exclusive et privilégiée. Dans les économies rurales du Sud, les hommes eux aussi connaissent la nature, mais leurs connaissances sont plus étroitement liées à leurs domaines de travail traditionnels. Dans le cadre développementaliste, les femmes sont considérées comme *la ressource la plus précieuse* pour réussir à établir un développement durable.

Cette pensée a incité les responsables de la planification du développement à prendre sérieusement en considération les rôles des femmes dans les projets environnementaux ; *dans pratiquement tous les documents de projets liés à l'environnement, les femmes ont au moins une place rhétorique, mais on a tout lieu de se demander si elles ne sont pas instrumentalisées au service d'une utilisation durable de l'environnement et d'un rétablissement de l'environnement.*

Les critiques de l'approche femmes, environnement et développement durable telle qu'elle est exposée chez Shiva (1989) et à laquelle souscrivent de nombreuses ONG du Nord et du Sud émanent souvent des membres de mouvements de femmes (et pour l'environnement) du Nord, des mouvements qui depuis des décennies traitent du lien femme/nature dans leur lutte pour l'émancipation. Selon ces analyses critiques, en replaçant les femmes dans la nature, on renforce leur subordination permanente aux hommes.



Si traditionnellement, dans les cultures du Sud, on a souvent vu la relation masculin/féminin comme complémentaire, dans la perspective du Nord, cette relation est de type supérieur/inférieur depuis le Moyen-Age. L'identification à la nature est ainsi moins problématique pour les femmes du Sud qui s'appuient donc sur cet argument dans leur lutte.

Dans une veine différente, et dans le contexte même du développement, Melissa Leach (1991) part de l'approche genre et développement (GED) pour développer sa thèse sur femmes, environnement et développement durable. Elle prône des politiques de développement plus pertinentes et voit le lien femme/nature d'une façon différenciée. Leach explore les relations de genre, et non simplement les femmes, et leurs interactions avec les responsabilités, les droits et l'évolution des activités de gestion et d'utilisation des ressources naturelles dans l'histoire. Elle analyse le cas du Sierra Leone où l'introduction des cultures commerciales du cacao et du café a modifié tout le modèle de la production agricole. Leach démontre, d'une part, que ce changement a eu des effets sur la production vivrière du riz, sur la distribution du temps au sein de divers groupes, sur les droits à la terre et sur l'accès aux ressources ; elle souligne, d'autre part, les effets de ce même changement sur les relations de genre, montrant ainsi que tous ces effets sont de nature interdépendante. Cette approche permet d'identifier les différences existant entre divers groupes de femmes et entre divers groupes d'hommes, différences qui n'apparaîtraient pas si on se concentrait seulement sur les femmes.

Bina Agarwal (1991) développe une approche de femmes, environnement et développement durable qui englobe de façon holistique beaucoup d'éléments déjà mentionnés de ce débat. Dans son analyse de la crise indienne de l'environnement, de ses causes, de ses effets, des réponses qui lui sont apportées, elle combine le niveau de la réalité matérielle et celui des constructions idéologiques de sens. Elle affirme que les femmes sont victimes de cette crise selon des modes spécifiques à leur genre et qu'elles sont en même temps des actrices importantes de la résolution de cette crise. Agarwal s'inspire de l'expérience indienne, comme Shiva, mais, contrairement à celle-ci, elle affirme qu'il faut replacer dans son contexte l'émergence des femmes comme principales actrices du mouvement pour l'environnement en Inde en rappelant que, du fait de leur marginalité, elles ont dû maintenir des liens de réciprocité avec la nature. **Pour Agarwal, le lien femme/nature a été construit socialement et culturellement et non déterminé biologiquement** (Agarwal 1991 : 60).

Partant de là, elle appelle à lutter pour des ressources aussi bien symboliques que matérielles. Elle propose une stratégie sur deux fronts : il faut s'adresser aux groupes qui contrôlent des ressources mais il faut aussi s'attaquer aux

façons de penser les ressources, et ce avec l'aide des médias, des institutions éducatives, religieuses et légales. Selon Agarwal, les féministes devraient contester et repenser les notions liées au genre tout autant que se battre contre la réelle division du travail; et les environmentalistes devraient contester et repenser les représentations de la relation entre la nature et les humains tout autant que les réelles méthodes d'appropriation des ressources naturelles au profit de quelques uns. Pour conclure elle souligne la nécessité d'une approche du développement économique plutôt transformatrice qu'orientée vers le bien-être.

28

La thèse d'Agarwal correspond tout à fait à notre conception de la thématique femmes, environnement et développement durable car elle replace la situation matérielle des femmes dans le contexte de la construction idéologique du lien femme/nature et montre bien que cette construction sert en réalité des intérêts particuliers.

Avec un point de départ encore différent, le réseau Development with Women for a New Era (DAWN) a présenté une autre position des femmes du Sud. Partant de l'analyse des expériences des femmes en matière de dégradation de l'environnement dans différentes régions du Sud, Wiltshire (1992) conteste le mythe développementaliste du Nord qui veut que les pauvres détruisent leur environnement, que la croissance de la population soit responsable de la dégradation de l'environnement et que les peuples locaux du Sud aient besoin des «experts» du Nord pour apprendre à retrouver leur environnement. Wiltshire s'abstient d'enjoliver le lien femme/nature, mais on peut trouver un certain essentialisme dans des déclarations précédentes de DAWN parlant de la «femme pauvre du tiers-monde» comme de l'intersection entre toutes les formes de domination – les dominations basées sur le sexe, la nationalité, la race, la classe et la caste –, ce qui lui donnerait une perspective privilégiée pour définir les paramètres d'un paradigme alternatif de développement.

Néanmoins, l'apport de Wiltshire tient à ce qu'elle attaque l'ordre économique international et les styles de vie des riches du Nord, et des élites du Sud. Elle montre que des approches démocratiques, décentralisées et centrées sur le peuple sont nécessaires en matière d'utilisation des ressources naturelles.

## Références bibliographiques

- AGARWAL B., 1991, «Engendering the Environmental Debate: Lessons Learnt from the Indian Subcontinent», *CASID Distinguished Speakers Series Monograph*, n° 8, Michigan State University.
- LEACH M., 1991, «Gender and the Environment: Traps and Opportunities», communication à la Conférence de la Development Studies Association, Swansea, Royaume-Uni, 11-13 septembre.
- MIES M., 1986, *Patriarchy and Accumulation on a World Scale. Women in the International Division of Labour*, Londres, Zed Books.
- SARIN M., 1991, «Improved Stoves, Women and Domestic Energy», *Environment and Urbanization*, vol. 3(2), octobre.
- SHIVA V., 1989, *Staying Alive*, Londres, Zed Books.
- WILTSHIRE R., 1992, *Environment and Development: Grass Roots Women's Perspective*, Development Alternatives with Women for a New Era (DAWN).



---

# Le débat femmes et environnement : les apports de la réflexion en Inde

31

..... **Bina Agarwal\***

---

« *The Gender and Environment Debate : Lessons from India* », in : Visvanathan Nalini, Duggan Lynn, Nisonoff Laurie et Wiegersma Nan (Dir.), 1997, *The Women, Gender and Development Reader*, Londres, Zed Books, pp. 68-75

---

*Traduit de l'anglais par Emmanuelle Chauvet*



uelle relation les femmes ont-elles avec l'environnement ? Cette relation est-elle différente de celle des hommes ? En Occident, et notamment aux Etats-Unis, la littérature sur l'écoféminisme est de plus en plus abondante et elle conceptualise le lien entre le genre et l'environnement avant tout en termes idéologiques. Mais la lutte pour la survie qui s'intensifie dans le monde en développement met en évidence la base matérielle de ce lien et pose les fondements d'une formulation alternative à l'écoféminisme, que j'appelle un « environnementalisme féministe ».

## Quelques questions conceptuelles

### *Ecoféminisme*

On retrouve l'écoféminisme dans plusieurs thèses, dont la plupart ne sont pas encore totalement explicitées, et qui reflètent, entre autres, différentes positions au sein du mouvement féministe occidental (radical, libéral, socialiste).

---

\* Professeure d'économie, Institute of Economic Growth, Université de Delhi.

Le corpus de pensée de l'écoféminisme n'est encore qu'au début de son développement et il est en pleine évolution, mais il est de plus en plus porteur. Mon objectif n'est pas de faire une critique détaillée du discours écoféministe mais de me concentrer sur certains de ses éléments les plus importants, afin, notamment, de voir si et comment il pourrait alimenter la formulation d'une perspective venue du tiers-monde sur les questions de genre et environnement. En démêlant les différents fils du débat et en se concentrant sur ceux qui sont le plus clairement formulés, on peut résumer les arguments de l'écoféminisme de la façon suivante<sup>1</sup> : 1) Des liens importants existent entre la domination et l'oppression des femmes et la domination et l'exploitation de la nature ; 2) La pensée patriarcale présente les femmes comme plus proches de la nature et les hommes comme plus proches de la culture. La nature est considérée comme inférieure à la culture ; les femmes sont donc considérées comme inférieures aux hommes ; 3) Parce que la domination des femmes et la domination de la nature vont de pair, l'abolition de la domination de la nature, « la guérison de la nature aliénée humaine et non humaine » représente un enjeu particulièrement important pour les femmes<sup>2</sup> ; 4) Le mouvement féministe et le mouvement pour l'environnement défendent des systèmes égalitaires, non hiérarchiques. Ils ont donc beaucoup en commun et doivent travailler ensemble pour développer une perspective, une théorie et une pratique communes.

L'écoféminisme voit donc le lien entre la domination des femmes et celle de la nature comme fondamentalement idéologique, enraciné dans un système d'idées et de représentations, de valeurs et de croyances qui placent les femmes et le monde non humain en-dessous des hommes dans leur hiérarchie. Il incite les femmes et les hommes à repenser, selon des modes non hiérarchiques, leur façon de se conceptualiser eux-mêmes, de conceptualiser leurs relations et la relation qu'ils ont avec le monde non humain.

<sup>1</sup> Voir notamment KING Ynestra, 1981 «Feminism and the Revolt», *Heresies* 13, numéro spécial sur féminisme et écologie, pp. 12-16 ; 1989, «The Ecology of Feminism and Feminism of Ecology» in PLANT Judith (Ed.), *Healing the Wounds: The Promise of Ecofeminism*, Philadelphie, New Society Publishers, pp. 18-28 ; 1990, «Healing the Wounds: Feminism, Ecology and the Nature/Culture Dualism» in DIAMOND Irene, ORENSTEIN Gloria (Eds.), *Reweaving the World: The Emergence of Ecofeminism*, San Francisco, Sierra Club Books, pp. 98-112 ; SALEH Ariel Kay, 1984, «Deeper than Deep Ecology: The Eco-Feminist Connection», *Environmental Ethics* 16 (Hiver), pp. 339-345 ; MERCHANT Carolyn, 1980, *The Death of Nature: Women, Ecology and the Scientific Revolution*, San Francisco, Harper & Row ; GRIFFIN Susan, 1978, *Women and Nature: The Roaring within Her*, New York, Harper & Row. Voir aussi les discussions et critiques de ZIMMERMAN Michael E., 1987, «Feminism, Deep Ecology and Environmental Ethics», *Environmental Ethics* 9 (Printemps), pp. 21-44 ; WARREN Karen J., 1987, «Feminism and Ecology: Making Connections», *Environmental Ethics* 9 (Printemps), pp. 3-20 ; CHENEY Jim, «Ecofeminism and Deep Ecology», *Environmental Ethics* 9 (Été), pp. 115-145 ; et la critique de Merchant par Helen E. LONGINO dans *Environmental Ethics* 3 (Hiver 1981), pp. 365-369.

<sup>2</sup> KING, «Ecology of Feminism», 18.

On peut alors poser la question suivante : où peut-on situer l'origine de ce lien entre la nature et les femmes ? C'est Sherry Ortner qui a introduit dans le discours féministe contemporain l'idée d'une perception des femmes comme plus proches de la nature que les hommes. Elle affirme que « la femme est identifiée à – ou, si l'on veut, semble être le symbole de – ce que toutes les cultures dévalorisent et définissent comme d'un ordre d'existence inférieur à l'ordre culturel... [Il s'agit de] la « nature » au sens le plus général du terme... [Partout les femmes sont] symboliquement associées à la nature, contrairement aux hommes qui sont identifiés à la culture. »<sup>3</sup> Dans sa formulation initiale, le lien entre les femmes et la nature trouvait clairement son origine dans les processus biologiques de reproduction, bien que, même dans cette formulation, Ortner reconnût que les femmes, comme les hommes, se situent entre nature et culture.

Depuis lors, Ortner a révisé sa position, qui a aussi été critiquée (notamment par les anthropologues sociaux) pour plusieurs raisons, et notamment parce que *la division nature/culture n'est pas universelle et ne se retrouve pas dans toutes les cultures, pas plus qu'il n'existe de définition uniforme de « nature », « culture », « masculin » et « féminin »*<sup>4</sup>. Mais certaines écoféministes ne contestent pas la place centrale qui est attribuée à la nature et déclinent cette idée de différentes façons. Cette position connaît des formes extrêmes, comme celle d'Ariel Kay Saleh qui fonde toute conscience des femmes dans la biologie et la nature. Elle affirme : « Le cycle de fertilité mensuel des femmes, l'épuisante symbiose de la grossesse, le déchirement de l'accouchement et le plaisir de donner le sein à un bébé, toutes ces choses, déjà, fondent la conscience des femmes dans la connaissance de leur proximité de la nature. Fût-elle tacite ou inconsciente pour de nombreuses femmes... cette identité n'en est pas moins "un fait" »<sup>5</sup>. D'autres, comme Ynestra King et Carolyn Merchant, affirment que la dichotomie nature/culture est fausse, qu'elle est une construction de l'idéologie patriarcale et qu'elle est donc utilisée pour entretenir la hiérarchie entre les genres. En même temps, elles acceptent l'idée que la construction idéologique qui présente les femmes comme plus proches de la nature ait un fondement biologique<sup>6</sup>.

---

<sup>3</sup> ORTNER Sherry, 1974, « Is Male to Female as Nature is to Culture ? » in ROSALDO Michelle Z., LAMPHIERE Louise (Eds.), *Women, Culture and Society*, Stanford, Stanford University Press, pp. 72, 73.

<sup>4</sup> Voir les études de cas et notamment l'introduction de Carol P. MacCormack dans MACCORMACK Carol P., STRATHERN Marilyn (Eds.), 1980, *Nature, Culture and Gender*, Cambridge, Cambridge University Press, p. 13. Voir également MOORE Henrietta L., 1989, *Feminism and Anthropology*, Minneapolis, University of Minnesota Press.

<sup>5</sup> SALEH, p. 340.

<sup>6</sup> Voir MERCHANT, p. 144.



Mais Merchant, dans une brillante analyse historique, montre que, dans l'Europe prémoderne, le lien conceptuel qui unissait les femmes et la nature reposait sur deux images divergentes et coexistantes : l'une qui réprimait la destruction de la nature, et l'autre qui l'approuvait. Les deux images identifiaient la nature au sexe féminin. La première image, alors la plus prégnante, identifiait la nature, et notamment la terre, à la mère nourricière et délimitait culturellement « les types d'actes humains socialement et moralement acceptables envers la terre. On ne peut pas tuer une mère, creuser ses entrailles pour chercher de l'or, mutiler son corps... »<sup>7</sup>. L'image opposée était celle de la nature sauvage et incontrôlable et source possible de violence, de tempêtes, de sécheresses et de chaos général. Cette image entérinait culturellement la maîtrise et la domination des humains sur la nature.

Selon Merchant, entre le <sup>xvi</sup>e et le <sup>xvii</sup>e siècles, la Révolution scientifique et le développement d'une culture marchande en Europe ont affaibli l'image d'un cosmos organique avec à son centre une terre vivante et féminine. Cette image a laissé la place à une vision du monde mécaniste dans laquelle on a créé une nouvelle conception de la nature comme devant être maîtrisée et contrôlée par les humains. En se conjuguant, les deux idées de mécanisme et de domination sur la nature validaient à la fois le pillage de la nature et la domination des hommes sur les femmes. Merchant observe : « L'identification antique de la nature à une mère nourricière lie l'histoire des femmes à l'histoire de l'environnement et du changement écologique... Pour explorer les origines du dilemme environnemental que nous vivons actuellement et ses liens avec la science, la technologie et l'économie, nous devons ré-étudier la formation d'une vision du monde et d'une science qui, en reconceptualisant le réel comme une machine et non plus comme un organisme vivant, entérine la domination de la nature et des femmes. »

De nos jours, selon Merchant, la juxtaposition des objectifs égalitaires défendus par les mouvements de femmes et par le mouvement pour l'environnement peut ouvrir sur « de nouvelles valeurs et de nouvelles structures sociales basées non pas sur la domination des femmes et de la nature considérées comme des ressources mais sur l'expression sans entrave des talents tant féminins que masculins et sur la préservation de l'intégrité de l'environnement. »<sup>8</sup>

Par conséquent, le discours écoféministe met en avant : 1) certains liens conceptuels importants qui existent entre la construction symbolique des femmes et celle de la nature, et les moyens de faire évoluer ces liens (même si seule Merchant dépasse le niveau des affirmations et recherche les liens de

---

<sup>7</sup> *Ibid.*, pp. 2, 3.

<sup>8</sup> Pour cette citation et la précédente, voir *ibid.*, XX-XXI, XIX.

façon concrète, historiquement); 2) les points communs sous-jacents entre les enjeux et les objectifs du mouvement des femmes et ceux du mouvement pour l'environnement; et 3) une vision alternative d'une société du futur plus égalitaire et harmonieuse.

Mais cette construction de la thèse écoféministe est problématique à plusieurs égards. Tout d'abord elle pose le principe de «la femme» comme catégorie unitaire et ne fait pas de distinction entre les femmes de différentes classes, différentes races, différentes appartenances ethniques, etc. Elle ne tient donc pas compte d'autres formes de domination que celle du genre, des formes qui pourtant ont aussi un impact déterminant sur la position des femmes<sup>9</sup>. Ensuite, elle explique la domination des femmes et de la nature de façon presque exclusivement idéologique et néglige les sources matérielles (et en interrelation) de cette domination (basée sur l'avantage économique et le pouvoir politique). Troisièmement, même dans la construction idéologique, elle traite très peu (sauf dans l'analyse de Merchant) des structures sociales, économiques et politiques dans lesquelles ces constructions sont produites et évoluent. Elle ne traite pas non plus de la question centrale des moyens par lesquels certains groupes dominants (s'appuyant sur le genre, la classe, etc.) arrivent à induire des évolutions idéologiques en leur faveur, et ni de la façon par laquelle ces évolutions deviennent structurelles. Quatrièmement, la thèse écoféministe ne tient pas compte de la relation matérielle des femmes avec la nature, relation différente de la conception qu'elles en ont elles-mêmes et de celle qu'en ont les autres. Cinquièmement, les courants de l'écoféminisme qui expliquent les liens entre les femmes et la nature par la biologie peuvent être considérés comme une forme d'essentialisme (la notion d'une «essence» féminine qui serait immuable et irréductible)<sup>10</sup>. Cette formulation contredit les éléments très divers qui montrent que les concepts de nature, de culture, de genre, etc. sont construits historiquement et socialement et varient entre les cultures et au sein même des cultures et des époques<sup>11</sup>.

En d'autres termes, le débat montre que les constructions idéologiques jouent un rôle important dans la formation des relations de domination de genre et dans les formes d'action sur le monde non humain. Mais pour contester ces constructions, nous avons besoin d'aller plus loin. Nous avons besoin de comprendre de façon théorique ce que l'on pourrait nommer «l'économie

---

<sup>9</sup> Dans «Feminism and the Revolt», King dit bien que cette différenciation est nécessaire (alors qu'elle ne la fait pas dans ses travaux plus anciens), mais elle ne dit pas en quoi elle modifierait son analyse de base.

<sup>10</sup> Pour une brillante discussion sur l'essentialisme et le constructionnisme dans la théorie féministe, voir FUSSELL Diane, 1989, *Essentially Speaking*, New York, Routledge

<sup>11</sup> Voir des études de cas dans *Nature, Culture and Gender*.

politique de la construction idéologique», c'est-à-dire l'interaction entre : 1) des discours qui s'opposent ; 2) les groupes qui défendent des discours particuliers ; et 3) les moyens utilisés pour matérialiser structurellement les idées présentées dans ces discours. Il est tout aussi important d'explorer la base de la relation des femmes avec le monde non humain à des niveaux autres que ceux de l'idéologie (par exemple en analysant le travail des femmes et des hommes et la division des biens et du pouvoir selon le genre). **Il convient aussi d'étudier en quoi l'appartenance à une classe/caste/race et les différentes réalités matérielles qu'elle induit influencent les réponses des femmes à la dégradation de l'environnement.** Les Occidentales, par exemple, apportent des réponses spécifiques à la menace de destruction de l'environnement, par exemple en organisant le Greenham Common pour résister aux missiles nucléaires en Angleterre, et en participant au mouvement des Verts partout en Europe et aux Etats-Unis. De la même façon, les femmes du tiers-monde ont mené diverses actions. On peut alors poser la question suivante : ces réactions ont-elles, par certains aspects, un lien avec le genre ? Et dans ce cas, où ces réactions trouvent-elles leurs origines ?

Le travail de Vandana Shiva sur l'Inde va un peu plus loin. Comme les écoféministes, elle attribue l'origine de la violence contre la nature et contre les femmes à la perception même de la nature et des femmes. Comme Merchant, elle affirme que la violence contre la nature est intrinsèque au modèle dominant industriel/du développement, qu'elle qualifie de diktat colonialiste. Selon Shiva, l'adoption de ce modèle de développement s'est accompagnée d'une rupture conceptuelle radicale qui a mis à l'écart la vision cosmologique indienne traditionnelle. Cette vision associait la nature (animée et inanimée) à Prakriti, à «l'activité et la diversité» et à «une expression de Shakti, le principe féminin et créatif du cosmos» qui «crée le monde... conjointement avec le principe masculin (Purusha)». Par cette rupture, la relation dynamique, nourricière, entre l'homme et la nature vue comme notre mère a été supplantée par la notion de l'homme séparé de la nature inerte et passive et dominant cette nature inerte et passive. «Du point de vue de la nature, ou des femmes inscrites dans la nature», la transition a entraîné répression et violence. «Pour les femmes... la mort de Prakriti marque aussi le point de départ de la marginalisation, de la dévalorisation, de la mise à l'écart et, finalement, de l'effacement. A l'origine de la crise écologique, on trouve la mort du principe féminin... »<sup>12</sup>

En même temps, Shiva note que la violence contre les femmes et la violence contre la nature sont liées non seulement du point de vue idéologique mais

---

<sup>12</sup> SHIVA Vandana, 1988, *Staying Alive: Women, Ecology and Survival*, Londres, Zed Books. Citations extraites des pp. 39- 42.

aussi du point de vue matériel. Par exemple, les femmes du tiers-monde dépendent de la nature «où elles puisent leurs moyens de subsistance, ceux de leur famille et ceux de la société». La destruction de la nature devient donc la destruction des sources «de survie» des femmes. S'inspirant de son expérience avec les femmes activistes du mouvement Chipko – le mouvement pour l'environnement défendant la protection et la régénération de la forêt dans les montagnes de Garhwal au nord-ouest de l'Inde – Shiva affirme que les «femmes du tiers-monde» vivent dans une dépendance particulière de la nature dont elles ont en même temps une connaissance particulière. Cette connaissance a été systématiquement marginalisée sous l'influence de la science moderne : «La science moderne réductionniste, comme le développement, s'avère être un projet patriarcal qui a exclu l'expertise des femmes en même temps qu'il excluait, au titre de la science, l'écologie et les chemins holistiques de la connaissance, qui comprennent et respectent les processus naturels et les interrelations naturelles.»<sup>13</sup>

Shiva va plus loin que les écoféministes occidentales et explore les liens entre la pensée du développement, les processus de changement par le développement et leurs effets sur l'environnement et sur les personnes dont les moyens de subsistance dépendent de l'environnement. Ces liens ont une importance déterminante. Mais, d'un point de vue analytique, sa thèse pose essentiellement trois problèmes. Tout d'abord, ses exemples sont liés avant tout aux femmes des zones rurales du nord-ouest de l'Inde, mais ses généralisations rassemblent toutes les femmes du tiers-monde dans une seule catégorie. Certes, elle distingue les femmes du tiers-monde des autres femmes, mais, comme les écoféministes, elle ne fait pas de différence entre les femmes de différentes classes, de différentes castes, races, zones écologiques, etc. On pourrait donc trouver dans son travail une forme implicite d'essentialisme en ce sens que toutes les femmes du tiers-monde, qu'elle voit comme «ancrées dans la nature», ont, en leur qualité de femmes, une relation particulière avec l'environnement naturel. Ce qui revient une fois encore à éluder la question suivante : d'où provient cette relation et comment les femmes acquièrent-elles cette connaissance particulière ?

Deuxièmement, Shiva n'indique pas quels sont les institutions et les processus concrets qui ont fait évoluer les constructions idéologiques du genre et de la nature en Inde, pas plus qu'elle ne reconnaît que, compte tenu de la diversité ethnique et religieuse de l'Inde, plusieurs courants idéologiques coexistent. Par exemple, le principe féminin qu'elle présente comme l'idée directrice du discours philosophique indien ne concerne que le discours hindou et ne peut pas être considéré comme pertinent pour tous les Indiens

---

<sup>13</sup> *Ibid.*, pp. 14-15.

de toutes convictions religieuses<sup>14</sup>. Et en fait, l'hindouisme lui-même est pluraliste, évolutif, et voit coexister plusieurs discours dont les implications en terme de genre sont différentes<sup>15</sup>. Mais le plus important probablement est qu'on ne voit pas clairement comment et à quelle(s) époque(s) de l'histoire le concept du principe féminin a en pratique eu des effets sur les rapports de genre ou sur les rapports entre les humains et la nature.

Troisièmement, Shiva impute les formes actuelles de destruction de la nature et l'oppression des femmes (en termes tant réels que symboliques) principalement à l'histoire coloniale du tiers-monde et au fait que la science occidentale et le modèle de développement occidental ont été imposés. Indéniablement, l'expérience coloniale et les formes prises par le développement moderne dans les pays du tiers-monde ont entraîné des destructions et fait naître des déséquilibres économiques, institutionnels et culturels. Mais on ne peut pas ignorer le fait que ce processus s'est développé sur des bases déjà existantes d'inégalités économiques et sociales (comprenant des inégalités de genre).

<sup>14</sup> Voir également la discussion de DIETRICH Gabrielle, 1989, «Plea for Survival Book Review», *Economic and Political Weekly*, 18 février, pp. 353-354. Indépendamment de la spécificité religieuse du discours sur le principe féminin, les bois sacrés sont un exemple intéressant de relation entre l'environnement et différentes traditions religieuses. Ces bois, consacrés à des divinités locales et qui s'étendent parfois sur 100 acres, étaient traditionnellement protégés par les communautés locales hindoues et tribales. On pouvait en trouver dans plusieurs régions du pays. On ne pouvait pénétrer dans ces bois que sous certaines conditions restrictives, et il était en général interdit d'en couper les arbres. (Voir GADGIL Madhav, VARTAK V.D., 1975, «Sacred Groves of India: A Plea for Continued Conservation», *Journal of the Bombay Natural History Society* 72, n° 2). Ces bois sont en voie de disparition. Dans la tribu Khasi du nord-est de l'Inde, les aînés khasi non chrétiens avec qui j'ai parlé pensent que la cause principale de cette destruction est la conversion à grande échelle des Khasi au christianisme qui a supplanté les croyances traditionnelles en ces divinités et a donc levé le principal obstacle à l'exploitation de ces bois pour le profit personnel.

<sup>15</sup> Par exemple, on dit que le Rig-Veda, le recueil d'hymnes sacrés sanskrits transmis oralement depuis plus de 3000 ans, qui constitue l'origine de l'hindouisme brahmanique, est resté traditionnellement inaccessible aux femmes et aux castes intouchables, ces deux groupes n'ayant pas le droit de réciter les hymnes au motif qu'ils allaient profaner le pouvoir magique des mots (pour plus de détails voir O'FLAHERTY, Wendy, 1990, *Other People's Myths*, New York et Londres, Macmillan). En revanche, le mouvement Bhakti, qui est apparu vers le v<sup>e</sup> siècle, a cherché à établir une relation directe entre Dieu et l'individu (sans la médiation des prêtres brahmaniques), indépendamment du sexe et de la caste, et a permis le développement de nombreux chants et poèmes de dévotion en langues vernaculaires. De nombreuses femmes sont associées au mouvement, l'une des plus connues étant la sainte-poétesse du xvi<sup>e</sup> siècle Mirabai. De nos jours, la tradition Bhakti coexiste avec la tradition brahmanique plus ritualiste et rigide. En fait, la volonté de certains d'imposer une interprétation de l'hindouisme et d'abolir toutes les autres – une lutte visible, contemporaine, autour du sens – est précisément une dimension importante de l'essor du fondamentalisme hindou en Inde ces dernières années.

De la même façon, plusieurs versions du *Ramayana*, la grande épopée, ont existé dans l'histoire, dont certaines versions où le personnage féminin central, Sita, est très loin d'être aussi asservi à son mari que dans la version populaire (traîtée comme un texte sacré) qui a façonné l'idéal de la femme indienne dans les médias modernes. Parmi les formes de résistance féministe à ces constructions de genre, l'une remet en question les interprétations populaires des personnages féminins des poèmes épiques et met en avant des interprétations alternatives. Voir par exemple l'article de CHAKRAVARTY Uma, «The Sita Myth», *Samya Shakti* 1 (juillet 1983); et le poème de AGARWAL Bina, «Sita Speak», *Indian Express*.



Il est important ici de faire la distinction entre le modèle de modernisation particulier qui a clairement été importé/adopté d'Occident par nombre de pays du tiers-monde (qu'ils aient ou non un passé colonial), et la base socio-économique sur laquelle ce modèle a été imposé. L'Inde d'avant la colonisation britannique, particulièrement pendant la période Mughal, connaissait une très forte stratification de classe/caste, avec cependant des variations selon les régions. Cette stratification aura certainement eu des effets sur les modèles d'accès aux ressources naturelles et d'utilisation de ces ressources par les différentes classes et les différents groupes sociaux. Les recherches sur l'économie politique de l'utilisation des ressources naturelles dans la période précoloniale sont encore trop peu nombreuses, mais les éléments recueillis à l'époque dans des communautés paysannes différentes mettent en garde contre les généralisations historiques trop rapides sur les effets du gouvernement colonial.

En situant le « problème » presque entièrement dans l'histoire du tiers-monde avec l'Occident, Shiva oublie les forces locales bien réelles que représentent les relations de pouvoir, de privilège et de propriété antérieures au colonialisme. Le contexte actuel est un héritage complexe d'interactions coloniales et précoloniales. Cet héritage définit les contraintes et les paramètres à partir desquels la pensée et l'action actuelles sur le développement, sur l'utilisation des ressources et sur le changement social doivent procéder. En particulier, une stratégie pour le changement appelle une analyse explicite des causes structurelles de la dégradation de l'environnement, de ses effets et des réponses qui ont été apportées. La suite de ce texte propose donc l'ébauche d'un cadre alternatif que j'appelle environnementalisme féministe.

### *L'environnementalisme féministe*

Je souhaiterais que l'on appréhende la relation des femmes et des hommes avec la nature comme une relation ancrée dans leur réalité matérielle et dans leurs formes spécifiques d'interaction avec l'environnement. Par conséquent, dans la mesure où il existe une division du travail et une distribution de la propriété et du pouvoir basées sur le genre et sur la classe/caste/race, le genre et la classe (caste/race) structurent les relations des humains avec la nature. Ils structurent donc aussi les effets du changement de l'environnement sur les humains et les réactions des humains à ces changements. Et lorsque la connaissance de la nature découle de l'expérience, les divisions du travail, de la propriété et du pouvoir qui déterminent l'expérience déterminent également la connaissance qui en résulte.

Par exemple, depuis longtemps dans les communautés paysannes et tribales pauvres, la responsabilité typique des femmes inclut l'approvisionnement en

combustible et en fourrage, et, dans les communautés montagnardes et tribales, elle inclut également la culture de la terre. Il est donc probable que les femmes souffriront de façon spécifique des effets négatifs de la dégradation de l'environnement. En même temps, dans leurs interactions quotidiennes avec la nature, elles acquièrent une connaissance particulière des différentes espèces et des processus de régénération naturelle. (Une partie de leurs connaissances leur est transmise, par exemple par leurs mères). On pourrait donc les considérer comme à la fois victimes de la destruction de la nature, laquelle les frapperait d'une façon différente de la façon dont elle frappe les hommes de leur classe, et dépositaires du savoir sur la nature, d'un savoir lui aussi différent de celui des hommes de leur classe. Leur position de victimes serait le moteur, propre à leur genre, de leur résistance et de leur réaction à la destruction de l'environnement. Leur statut de dépositaires conditionnerait leurs perceptions et leurs choix d'actions. En effet, les connaissances et la compréhension qu'elles acquièrent par l'expérience pourraient leur donner une perspective particulière sur les processus de régénération de l'environnement, une perspective qui doit nous aider à concevoir des approches alternatives du développement. (Par extension, les femmes qui n'utilisent plus cette connaissance de façon active pour leur subsistance quotidienne, et dont le contact avec l'environnement naturel a changé, risquent de perdre cette connaissance avec le temps, et donc de perdre la possibilité de la transmettre aux autres.)

Selon cette conceptualisation, le lien entre les femmes et l'environnement est donc structuré par une organisation de la production, de la reproduction et de la distribution liée au genre et à la classe (caste/race). Les constructions idéologiques comme celles du genre, de la nature et de la relation entre genre et nature peuvent être vues comme une partie (interactive) de cette structuration mais on ne peut pas considérer qu'elles la recourent intégralement. Je nomme cette perspective «l'environnementalisme féministe».

Traduite en action, cette perspective inciterait à lutter pour les ressources et à se battre autour du sens donné aux choses. Elle implique de lutter contre les groupes dominants qui ont les biens, le pouvoir et les privilèges, pour prendre le contrôle des ressources ; elle implique également de lutter contre ces mêmes groupes, ou d'autres, qui, par l'intermédiaire des institutions éducatives, médiatiques, religieuses et légales, contrôlent la façon de penser les ressources. Sur le front féministe, on devrait alors contester et repenser les notions sur le genre et la division réelle du travail et des ressources entre les genres. Sur le front de l'environnement, on devrait réfuter et repenser non seulement les notions liées aux rapports entre les humains et la nature mais aussi les méthodes effectives d'appropriation des ressources de la nature par quelques-uns. L'environnementalisme féministe souligne la nécessité d'attaquer ces dimensions sur les deux fronts.

---

## L'écoféminisme, unité et diversité

..... *Maria Mies\**

41

---

*Propos recueillis par Pierre Rousset, Rouge, 2 septembre 1999, <http://www.lcr-rouge.org/archives/090299/contro.html>*

---

### D'où vient la référence écoféministe ?

*Maria Mies* — La formule est apparue dans les années 1970<sup>1</sup>, en France. Puis, à la suite de nombreuses catastrophes écologiques (dont l'accident nucléaire de Three Miles Island), une conférence a été organisée aux Etats-Unis, en mars 1980, sous l'intitulé « L'écoféminisme et la vie sur terre ». Les participantes ont adopté un manifeste sur les rapports entre mouvements écologistes et mouvements des femmes, entre la destruction de la nature, le militarisme, l'humiliation et la domination subie par la femme... A l'époque, les Etats-Unis installaient en Europe de l'Ouest des missiles nucléaires, suscitant un vaste mouvement pacifiste dans lequel participaient de nombreuses femmes. Des femmes qui commençaient à percevoir le lien existant entre le militarisme, l'industrie, le capitalisme et son mode de croissance économique, et l'oppression des femmes. Nous donnons dans notre ouvrage de nombreux exemples de cette prise de conscience, effectuée dans le sud-ouest de l'Allemagne, en Inde, en Sicile... Pour moi-même et pour Vandana Shiva, l'écoféminisme n'a pas commencé comme une théorie, mais comme une pratique. A l'instar d'autres femmes engagées, dans le monde entier, dans des mouvements fort variés, c'est cette pratique qui nous a rendues conscientes de la relation entre notre corps féminin et les attaques menées partout contre l'environnement ou contre d'autres peuples.

---

\* Professeure émérite en sociologie à la Fachhochschule de Cologne.

<sup>1</sup> NDLR : la formule a été proposée en 1978 par l'écrivaine française Françoise d'Eaubonne.



Une Russe, après Tchernobyl, dresse ainsi un parallèle entre la conquête du corps d'une femme et la conquête d'un autre peuple. Il existe de même une relation très étroite entre l'agression patriarcale contre les femmes et l'agression contre la terre. C'est pourquoi nous avons appelé ces femmes écoféministes, même si elles ne s'appellent pas nécessairement ainsi elles-mêmes. En fait, au début, dans bien des cas, elles n'étaient pas féministes. Pour nous, donc, l'écoféminisme apparaît d'abord comme une pratique. Mais d'autres féministes ont commencé par la théorie. C'est notamment le cas de nombreuses Américaines engagées dans des mouvements écologiques plus spiritualistes. Nous sommes, Vandana et moi-même, matérialistes ; Vandana peut-être un peu moins que moi. Pour ma part, je ne crois pas à la nécessité d'une transcendance pour changer le monde. Mais, particulièrement en Californie, il existe des écoféministes spiritualistes. Ce n'est pas un problème. Nous n'avons pas de querelles avec elles : on peut discuter de ces questions. Vandana écrit par exemple, dans notre livre, que pour sauver la nature, il faut recréer un concept de sacré. Peut-être que oui, peut-être que non ; je ne sais pas. Je ne vois pas comment c'est possible en Allemagne. Mais en Inde, ce sens du sacré existe : il n'est pas nécessaire de le réinventer. Il faut reconnaître la diversité des femmes dans les diverses parties du monde, les diverses cultures. Les points de départ, notamment culturels, sont différents. Mais, par-delà ces différences, et c'est ce qu'il y a de formidable dans ce concept d'écoféminisme, nous avons une même analyse, une même vision : sauver la vie sur terre – et pas seulement nettoyer les débris laissés par les hommes à la suite de leurs guerres industrielles et de leurs guerres militaires. Il y a des femmes et des mouvements qui utilisent le terme d'écoféminisme. Je suis par exemple invitée à parler de cette question en Espagne ou en Irlande. En Allemagne, certaines femmes préfèrent employer la formule de féminisme écologique, mais est-ce que cela change quelque chose quant au fond ? Jusqu'ici, les femmes ont toujours dû remettre de l'ordre après les guerres, faire en sorte que la vie puisse continuer. Nous voulons mettre un terme aux guerres : aux guerres contre les femmes, contre la nature, contre d'autres peuples...

### **On critique parfois l'écoféminisme pour son «essentialisme».**

*Maria Mies* — Cette critique se fonde notamment sur le fait que nous rejetons l'idée rationaliste selon laquelle la «tête est supérieure à tout le reste du corps». Mais je suis un tout, une femme entière ! Nous insistons sur le lien, l'interconnexion. En séparant des éléments pourtant liés, on crée nécessairement une relation de domination. Nous créons un antagonisme : la tête contre le reste... On rencontre ce problème dans les technologies reproductives. La question n'est pas qu'éthique : des technologies sont créées en

suivant une logique de domination, d'accumulation où l'on retrouve le lien entre patriarcat et capitalisme. Le corps des femmes devient un champ de bataille. Des scientifiques utilisent leurs corps pour créer des marchandises. Bien des féministes nous considèrent «essentialistes» et «romantiques», et nous critiquent au nom du rationalisme occidental (encore que le rationalisme ne soit pas qu'occidental). Pour ce rationalisme, depuis les Lumières, la tête est supérieure au corps, l'homme à la femme, la culture à la nature... : c'est une vision dualiste et hiérarchique que cette logique occidentale. Le plus grave, ici, c'est la séparation et la division, la fragmentation de la réalité puis sa reconstruction mécanique, comme on construit une machine. Il y a par exemple une conception très mécanique de l'émancipation des femmes, qui découle de cette logique (la supériorité de la tête sur le reste, la domination de la rationalité sur le reste – le «reste» étant évidemment jugé irrationnel). Nous rejetons cette démarche : elle n'est pas réaliste, elle ne correspond pas à la réalité et elle est violente. C'est donc parce nous refusons ce morcellement que l'on nous qualifie d'essentialistes. Nous avons cependant critiqué depuis longtemps l'essentialisme biologique, la notion de détermination biologique, les conceptions non historiques de la femme. Pour ma part, je ne crois pas que la femme soit supérieure à l'homme, ou que la femme ait par essence une relation plus proche de la nature que l'homme. La différence actuelle que l'on note entre homme et femme dans leurs relations à la nature ou à leur corps est une résultante historique. C'est le résultat de 6000 ans de patriarcat et, plus récemment, du capitalisme, du colonialisme aussi. Il nous faut être conscientes de cette histoire pour comprendre ce que nous sommes aujourd'hui. De même, il n'y a pas d'infériorité biologique des peuples du Sud par rapport à ceux du Nord. Le penser est un non-sens. L'inégalité Nord-Sud est le produit du colonialisme, d'une histoire. Bien entendu, nous parlons de femmes et d'hommes. Leurs corps sont différents. Mais **la différence n'est pas notre problème** – pas plus qu'entre des gens qui sont noirs ou qui sont blancs. **Le problème est que ces différences ont été transformées en antagonismes au cours de notre histoire coloniale et capitaliste.**



---

## Essentialisme, anti-essentialisme et féminisme

45

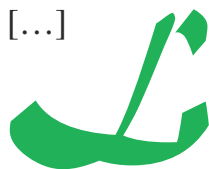
..... Lorena Parini\*

---

*Le système de genre. Introduction aux concepts et théories, Zürich, Editions Seismo, 2006, pp. 104-107*

---

[...]



a question de l'essentialisme dans les études genre mérite d'être abordée avec une certaine attention. Généralement les prises de position épistémologiques se polarisent très nettement sur l'un ou l'autre des éléments de la dichotomie (essentialisme/anti-essentialisme) sans pour autant creuser les implications logiques d'une telle polarisation. Si par essentialisme nous entendons que femmes et hommes possèdent des attributs essentiels qui découlent de leur biologie et qui sont actifs dans les rapports sociaux, nous sommes dans ce que Sayer (1997) appelle « *strong essentialism* », c'est-à-dire une forme de biologisme selon lequel les caractéristiques biologiques seraient la cause linéaire et déterministe de certains comportements sociaux ou déterminations sociales. Par exemple affirmer que les femmes possèdent « l'instinct maternel » et que par conséquent elles sont mieux à même de s'occuper des enfants ou affirmer que les hommes « sont par nature plus violents que les femmes » et que de ce fait ils font la guerre, relève de l'essentialisme (ou du biologisme). Cela masque les processus de construction sociale de l'être féminin et masculin et les rapports de pouvoir qui les sous-tendent.

---

\* Politologue, maître d'enseignement et de recherche au Département Etudes genre de l'Université de Genève.

Il paraît évident dans ces conditions que les analyses féministes ont largement critiqué l'essentialisme car il favorise l'émergence de discours enfermant les femmes dans leurs corps (dans leurs caractéristiques anatomiques, biologiques et dans leur fonction reproductrice). Cette stratégie discursive a été largement utilisée par les philosophes classiques du politique, notamment pour cantonner les femmes dans le domaine domestique et les priver ainsi des droits dont elles auraient dû bénéficier dans le domaine public. Du côté des hommes, l'essentialisme peut être utilisé pour justifier leur position sociale dominante sous prétexte qu'elle serait ainsi « par nature ». Pour ces raisons on ne peut admettre du point de vue politique une causalité directe entre biologie et social.

Toutefois, on peut reconnaître et analyser le fondement social de ce que l'on attribue comme « naturel » aux femmes et aux hommes. En effet, la socialisation différenciée entre filles et garçons, le contact quotidien avec des agents de la socialisation véhiculant des discours essentialistes sur les sexes influence la perception de soi, de sa propre identité, de sa place dans le monde. La conscience de ces constructions sociales et de leur effet performatif sur l'identité sexuée, sur les choix de vie sexués et sur les positions sociales sexuées peut donner lieu à une critique du modèle essentialiste et au développement d'une position féministe.

Il faut bien comprendre qu'il ne s'agit pas d'évacuer les femmes en tant que catégorie, ce qui aurait comme conséquence d'annuler toute possibilité de revendiquer l'égalité, mais de reconnaître que l'être femme a une fondation sociale et non biologique. Cette conscience peut nous permettre d'articuler des demandes dans l'espace public. Un anti-essentialisme extrême, comme pourrait l'être celui prôné par les postmodernistes, ne peut permettre de formuler ce « nous » nécessaire à la revendication politique (Walby 1992). Si les femmes en tant que groupe n'existent pas, comment alors articuler une pensée politique féministe (McKinnon 2001)? Peut-être que les catégories femme/homme sont des constructions sociales et culturelles et n'ont aucun fondement biologique; il n'empêche que la construction des identités a produit et produit encore des effets discriminatoires dans le monde vécu des femmes. L'essence d'un groupe social ne se loge pas dans sa biologie mais dans une identité qui lui a été assignée par le groupe dominant. Cette identité assignée (qu'elle soit justifiée par nature ou non) est subie, mais peut parfois être revendiquée par le groupe lui-même pour construire un projet d'émancipation politique. Vouloir à tout prix l'indifférence des sexes peut-il conduire à masquer les inégalités? « *Entre la vérité métaphysique et la vérité politique il y a un gouffre* » (Collin 2001 : 191). Ainsi lorsqu'on utilise le terme « femmes » on ne doit pas sous-entendre le groupe biologique mais le groupe « social » femmes. Ce dernier a été défini historiquement comme

naturellement subordonné au groupe dominant des hommes. Il n'y a rien de biologique dans cela : c'est du social.

Cela va nous permettre de parler des femmes en termes d'identité et non en termes d'essence ou de nature. **Etre femme est une identité sociale, non pas un état biologique.** Les femmes partagent des attributs qui ont contribué de manière déterminante à façonner leur place dans les sociétés. En particulier leur état de dominées. L'essence des femmes pourrait être constituée par le fait d'être dominées, mais cette terminologie véhicule un sentiment d'immuabilité qui se prête mal à l'analyse sociale. Les formes de la domination sont variables dans le temps et dans l'espace ; il n'y a donc pas de déterminisme quant à la forme de la domination ni à la persistance de la domination. **Les caractéristiques biologiques d'un groupe social ne sont pas les causes de sa domination mais sont des éléments qui *potentiellement et sous contrainte* peuvent devenir des arguments exploités par un groupe pour en dominer un autre. L'activation de rapports de pouvoir basés sur des caractéristiques biologiques ou corporelles doit être comprise dans son contexte historique.**

47

Ainsi dans ce domaine comme dans d'autres une attitude épistémologique constructiviste permet d'éviter les écueils essentialistes. Les réalités sociales, ou ce que les acteurs sociaux perçoivent comme des réalités, sont construites par des discours et des pratiques. **Le constructivisme reconnaît que ce qui est considéré comme naturel est une convention sociale qui n'a rien à voir avec la nature.** Cette dernière, si elle existe, ne nous est accessible qu'à travers des constructions symboliques, langagières, etc. Pour cela il faut sortir du biologisme qui entoure encore souvent les discours sur les rapports sociaux de sexe et se tourner vers l'analyse politique de la problématique.

[...]

### Références bibliographiques

- COLLIN F., 2001, « Différence/Indifférence des sexes », *Actuel Marx. Les rapports sociaux de sexe*, n° 30, pp. 183-199.
- MCKINNON C., 2001, « Féminisme, marxisme et post-modernisme », *Actuel Marx. Les rapports sociaux de sexe*, n° 30, pp. 101-130.
- SAYER A., 1997, « Essentialism, socialconstructionism, and beyond », *The Sociological Review*, vol. 45, n° 3, pp. 453-487.
- WALBY S., 1992, « Post-post-Modernism ? Theorizing Social Complexity », in BARRET M., PHILLIPS A., *Destabilizing Theory. Contemporary Feminist Debates*, Cambridge, Polity Press.



---

## Le féminin est-il au masculin ce que la nature est à la culture ?

49

..... Sherry B. Ortner\*

---

« *Is Female to Male as Nature is to Culture ?* » in : Rosaldo Michelle Zimbalist, Lamphere Louise (Eds.), 1974, *Woman, Culture and Society*, Stanford, Californie, Stanford University Press, pp. 67-83, 87<sup>1</sup>

---

*Traduit de l'anglais par Emmanuelle Chauvet*



a créativité de l'anthropologie tient pour beaucoup à ce qu'elle doit répondre à deux types d'attentes : celles qui veulent que nous expliquions les universels humains et celles qui veulent que nous expliquions les particularités culturelles. Si l'on s'inscrit dans ce cadre, la femme nous pose l'un des problèmes les plus difficiles que nous ayons à traiter. Le statut secondaire de la femme dans la société fait partie des véritables universels, c'est un fait pan-culturel. Mais à l'intérieur même de ce fait universel, les conceptions et symbolisations culturelles particulières de la femme sont extraordinairement diverses voire contradictoires. En outre, la condition des femmes, leur pouvoir relatif et la contribution relative qu'elles apportent varient énormément d'une culture à l'autre et, au sein de traditions culturelles particulières, d'une période historique à l'autre. Ces deux points – le fait universel et la variation culturelle – posent des problèmes et appellent des explications.

---

\* Distinguished Professor en anthropologie à l'University of California, Los Angeles (UCLA).

<sup>1</sup> © Board of Trustees of the Leland Stanford Jr. University, 1974. Tous droits réservés. Traduit et reproduit sur autorisation.



Bien sûr, mon intérêt pour cette question dépasse le domaine académique : je souhaite pouvoir assister à un vrai changement, à l'émergence d'un ordre social et culturel dans lequel le potentiel humain est aussi ouvert pour les femmes que pour les hommes. **L'universalité de la subordination des femmes, le fait que cette subordination existe dans tous les types d'organisations sociales et économiques et dans tous les types de sociétés, quel que soit leur degré de complexité, me fait penser que nous nous trouvons face à quelque chose de très profond, très tenace, une chose que nous ne pouvons pas faire disparaître en nous contentant de réorganiser les quelques tâches et rôles établis dans le système social, ni même en réorganisant toute la structure économique.** Dans cet article, j'essaie de mettre au jour la logique sous-jacente de la pensée culturelle qui postule l'infériorité des femmes ; j'essaie de montrer la nature éminemment convaincante de cette logique, car, si elle n'était pas convaincante, on n'y souscrirait pas aussi indéfectiblement. Mais j'essaie également de montrer les origines sociales et culturelles de cette logique pour identifier les lieux potentiels de changement.

Il convient de bien distinguer les différents niveaux du problème car il peut être incroyablement confus. Par exemple, selon que l'on étudie un aspect de la culture chinoise ou un autre, on va arriver à des interprétations et des conclusions totalement différentes quant au statut des femmes en Chine. Dans l'idéologie taoïste, on attribue un poids égal au yin, le principe féminin, et au yang, le principe masculin ; « c'est de l'opposition, de l'alternance et de l'interaction de ces deux forces que naissent tous les phénomènes de l'univers » (Siu 1968 : 2). On pourrait en déduire que la masculinité et la féminité sont également valorisées dans l'idéologie générale de la culture chinoise<sup>2</sup>. Mais en explorant la structure sociale, on voit un principe patrilinéaire très marqué, les fils ayant une grande importance et le père détenant une autorité absolue dans la famille. On pourrait ainsi conclure que la Chine est la société patriarcale archétypique. Ensuite, si l'on étudiait les rôles que jouent réellement les uns et les autres, le pouvoir et l'influence qu'ils exercent, les contributions matérielles des femmes à la société chinoise – lesquelles sont, quand on les observe, assez substantielles – on devrait dire que, dans le système, les femmes se voient attribuer un statut (implicite) important. On pourrait également se concentrer sur le fait que la déité centrale (la plus vénérée et la plus représentée) du bouddhisme chinois est une déesse, Kuan Yin, et on pourrait être tenté d'en conclure, comme beaucoup ont essayé de le faire en parlant des cultures qui révéraient des déesses dans les sociétés préhistoriques ou des débuts de l'histoire, que la Chine est

---

<sup>2</sup> Bien sûr, il est vrai que le yin, le principe féminin, a une valence négative. Néanmoins, le taoïsme établit une complémentarité absolue entre le yin et le yang et reconnaît que, pour survivre, le monde a besoin que les deux principes s'exercent et interagissent.

en fait une sorte de matriarcat. Pour résumer, avant toute explication il nous faut dire clairement *ce que* nous essayons d'expliquer.

Pour étudier le problème, nous pouvons distinguer trois niveaux :

1. Le fait universel que les femmes se voient attribuer culturellement, dans toutes les sociétés, un statut de seconde classe. Deux grandes questions se posent alors : premièrement, quel est le sens de cette affirmation ? Quelle preuve avons-nous de l'universalité de ce fait ? Deuxièmement, une fois qu'il est établi, comment allons-nous expliquer ce fait ?
2. Des idéologies, symbolisations et organisations culturelles relatives aux femmes qui varient fortement d'une culture à l'autre. Le problème qui se pose à ce niveau est de rendre compte de tous les complexes culturels particuliers en analysant les facteurs spécifiques au groupe – c'est le niveau standard de l'analyse anthropologique.
3. Des éléments observables, constatés sur le terrain, sur les activités, les contributions, les pouvoirs, l'influence, etc. des femmes, qui, souvent, se démarquent de l'idéologie culturelle (tout en restant toujours enfermés dans le postulat qui veut que les femmes n'aient jamais la prééminence officielle dans le système global). C'est le niveau de l'observation directe qui est souvent adopté désormais par les anthropologues d'orientation féministe.

Cet article traite avant tout du premier niveau, du problème de la dévalorisation universelle des femmes. L'analyse ne se base donc pas sur des données culturelles précises mais plutôt sur une analyse de la « culture » prise au sens générique comme type de relation au monde. Pour discuter du deuxième niveau, de la question des variations, d'une culture à l'autre, dans les conceptions et les valorisations relatives des femmes, on aura besoin de nombreuses recherches transculturelles ; on remettra cette discussion à plus tard. En ce qui concerne le troisième niveau, mon approche montrera clairement que j'aurais tendance à juger vain de se concentrer, dans une société donnée, sur les pouvoirs réels des femmes alors qu'ils ne sont pas reconnus et qu'ils sont sous-valorisés culturellement. Je pense préférable de commencer par comprendre l'idéologie générale et les principes plus profonds propres à une société donnée et qui rendent ces pouvoirs triviaux.

## **L'universalité de la subordination des femmes**

Quel est le sens de ma pensée lorsque je dis que partout, dans toutes les cultures connues, les femmes sont considérées comme plus ou moins inférieures

aux hommes ? Je dois d'abord insister sur le fait que je parle des valorisations *culturelles* des femmes et des hommes ; je veux dire que chaque culture, d'une manière qui lui est propre et selon des termes qui lui sont propres, procède à cette valorisation. Mais quels éléments permettraient d'établir qu'une culture particulière considère les femmes comme inférieures ?

Trois types de données suffiraient : 1) des éléments d'idéologie culturelle et les déclarations des informateurs qui dévalorisent explicitement les femmes et attribuent aux femmes, aux rôles qu'elles tiennent, aux tâches qu'elles accomplissent, à leurs productions et aux milieux sociaux dans lesquels elles évoluent moins de prestige qu'aux hommes et à leurs attributs ; 2) des dispositifs symboliques, par exemple les causes de souillure, qui peuvent être interprétés comme des formulations implicites de l'infériorité ; 3) des organisations socio-structurelles qui empêchent les femmes d'apporter leur contribution dans certains domaines perçus comme le siège des plus hautes instances de pouvoir de la société<sup>3</sup> ou d'entrer en contact avec ces domaines. Bien entendu, il se peut que, dans un système, ces trois types de données soient liées entre eux, mais il n'est pas nécessaire qu'ils le soient. En outre, une seule de ces catégories, n'importe laquelle, suffit en général à établir l'infériorité des femmes dans une culture. Le fait que les femmes soient exclues du rite le plus sacré ou de l'instance politique la plus haute est, aussi, à coup sûr une preuve suffisante. Une idéologie culturelle qui dévalue explicitement les femmes (ainsi que les tâches qu'elles accomplissent, leurs rôles, leurs produits, etc.) est à coup sûr une preuve suffisante. Des indicateurs symboliques comme la souillure suffisent en général, bien que, dans certains cas, par exemple lorsque les femmes et les hommes se souillent mutuellement, on ait besoin d'un autre indicateur – et, selon mon expérience, il en existe toujours un.

Une seule de ces raisons suffirait, mais pour toutes ces raisons, j'affirme donc catégoriquement que, dans toutes les sociétés connues, l'on constate que les femmes sont subordonnées aux hommes. On a vainement recherché une culture authentiquement égalitaire, sans parler d'une culture réellement matriarcale. L'exemple d'une société traditionnellement jugée comme égalitaire suffira à le prouver. Chez les Crow, une société matrilineaire, Lowie (1956) a montré que « les femmes... avaient des fonctions hautement honorifiques lors de la Danse du Soleil ; elles pouvaient diriger la Cérémonie du Tabac et jouaient un rôle peut-être encore plus prééminent que les hommes ;

---

<sup>3</sup> Certains anthropologues considéreraient peut-être ce type d'élément (des organisations socio-structurelles qui, explicitement ou *de facto*, excluent les femmes de certains groupes, de certains rôles ou de certains statuts) comme un sous-type du second type d'élément (les expressions symboliques d'infériorité). Je ne suis pas totalement en désaccord avec cette conception, mais la plupart des anthropologues sociaux distingueraient probablement les deux types.

parfois elles accueillaien les invités lors de la Fête de la Viande Cuite ; on ne leur interdisait pas de pratiquer la guérison par la sudation, de soigner ou de provoquer des visions» (p. 61). Pourtant, «autrefois, [pendant leurs menstruations] les femmes montaient de moins bons chevaux, ce qui, de façon évidente, annonçait une source de contamination car elles n'avaient pas le droit de s'approcher d'un homme blessé ou d'un homme prêt à partir à la guerre. Le tabou qui les empêche de s'approcher des objets sacrés pendant leurs règles subsiste.» (p. 44). Plus loin, juste avant d'énumérer les droits qui viennent d'être évoqués et qui permettaient aux femmes de participer aux rituels, Lowie parle d'une Effigie de la Danse du Soleil qui ne doit pas être démontée par les femmes (p. 60). En continuant on peut lire : «Selon tous les informateurs de Lodge Grass et d'ailleurs, l'effigie est la propriété de Wrinkled-Face et avait la préséance non seulement sur toutes les autres effigies mais aussi sur tous les soigneurs Crow quels qu'ils soient... cette effigie précisément n'était pas censée être manipulée par une femme.» (p. 229)<sup>4</sup>.

En somme, les Crow sont probablement un cas assez typique. Certes, les femmes ont certains pouvoirs et certains droits, dans ce cas précis des pouvoirs et des droits qui leur confèrent des positions assez hautes. Mais au final, on trouve une limite : les menstruations représentent une menace pour la guerre, c'est-à-dire pour l'une des institutions les plus précieuses de la tribu, une institution fondamentale qui permet à la tribu de se définir ; et l'objet le plus sacré de la tribu est un tabou qui ne doit pas être directement vu ni touché par les femmes.

On pourrait multiplier les exemples à l'infini, mais je crois qu'il ne nous revient plus de démontrer que la subordination des femmes est un universel culturel ; il reviendrait aux tenants de la thèse inverse de fournir des contre-exemples. Pour poursuivre, je vais donc tenir pour acquis que les femmes ont universellement un statut secondaire.

## **Nature et culture<sup>5</sup>**

Comment expliquer la dévalorisation universelle des femmes ? Bien sûr, on pourrait s'appuyer sur le déterminisme biologique. Les tenants du déterminisme biologique affirmeraient qu'au sein des espèces les mâles sont dotés

---

<sup>4</sup> Puisque nous parlons d'injustices diverses, on peut noter que Lowie acheta secrètement cette effigie, l'objet le plus sacré du répertoire tribal, à la personne qui en avait la garde, c'est-à-dire la veuve de Wrinkled-Face. Celle-ci en demanda 400 \$, un prix «bien au-delà des moyens [de Lowie]». Il l'acheta finalement pour 80 \$ (p. 300).

<sup>5</sup> Avec tout le respect dû à Levi-Strauss (1969a, b et *passim*).

d'une chose génétiquement inhérente au sexe masculin et qui lui donne le statut naturel de dominant; ce «quelque chose» manque aux femmes, en conséquence de quoi elles sont des subordonnées naturelles qui en plus sont généralement assez satisfaites de leur position parce qu'elle leur permet d'être protégées et de profiter au maximum des plaisirs de la maternité, laquelle est pour les femmes l'expérience la plus satisfaisante qui soit. Sans entrer dans les détails pour réfuter cette position, je pense juste d'affirmer que personne dans l'anthropologie académique n'a jamais été convaincu par ce raisonnement. Il ne s'agit pas ici de dire que la biologie n'a pas d'influence, ni de nier les différences entre hommes et femmes, mais d'affirmer que ces faits et ces différences ne se traduisent en supérieur/inférieur que dans le cadre d'un système de valeurs définies culturellement.

Si l'on refuse de se baser sur le déterminisme génétique, il me semble que nous n'avons qu'une manière de procéder. Nous devons essayer d'interpréter la subordination des femmes à la lumière d'autres universels, de facteurs inscrits dans la structure la plus générale dans laquelle se trouvent tous les êtres humains, quelle que soit leur culture. Par exemple, tout être humain a un corps physique et le sentiment d'avoir un esprit non physique, chaque être humain fait partie d'une société d'individus et porte l'héritage d'une tradition culturelle, chaque être humain doit entrer en relation, même indirecte, avec la «nature» ou avec le domaine non humain pour pouvoir survivre. Chaque être humain naît (d'une mère) et finit par mourir, chacun est censé avoir intérêt à survivre personnellement, et la société/culture a son propre intérêt (ou au moins un élan) qui vise à maintenir une continuité et à survivre, au-delà de la vie et de la mort des individus particuliers qui la composent. Et on pourrait continuer. C'est dans la sphère de ces universels de la condition humaine que nous devons chercher l'explication du fait universel de la dévalorisation des femmes.

Autrement dit, je traduis le problème en une seule et simple question: quel est le facteur qui, dans la structure générale et dans les conditions de vie que l'on retrouve partout, incite toutes les cultures à donner aux femmes une moindre valeur? Précisément, ma thèse consiste à dire que la femme est identifiée à – ou, si l'on veut, semble être le symbole de – ce que toutes les cultures dévalorisent, définissent comme appartenant à un ordre d'existence inférieur à l'ordre culturel. Or il semble qu'une seule chose corresponde à cette description, il s'agit de la «nature» au sens le plus général du terme. Chaque culture ou, de façon générique, «la culture» suit un processus de création et de maintien de systèmes de formes porteuses de sens (des symboles, des artefacts, etc.) par lesquels l'humanité transcende les données de l'existence naturelle, transforme ces données pour les adapter à ses objectifs et les contrôle pour servir ses intérêts. Pour généraliser, on pourrait assi-



miler la culture à la notion de conscience humaine, ou aux produits de la conscience humaine (c'est-à-dire aux systèmes de pensée et à la technologie) par lesquels l'humanité essaie de contrôler la nature.

Les catégories de «nature» et de «culture» sont bien sûr des catégories conceptuelles – nulle part, dans le monde réel, on ne trouve de frontière entre les deux états ou les deux domaines du vivant. Et, incontestablement, certaines cultures énoncent une opposition bien plus forte que d'autres entre les deux catégories – on a même affirmé que les peuples primitifs (tous ou certains seulement) ne voient ou ne sentent aucune distinction entre l'état culturel humain et l'état de nature. Mais je maintiendrais tout de même que l'universalité des rituels montre que dans toutes les cultures humaines s'affirme la capacité spécifiquement humaine à agir sur les données de la vie humaine, à réguler ces données au lieu de simplement évoluer avec eux ou d'être soumis à leur contrainte. Dans le rituel, c'est-à-dire dans la manipulation calculée des formes données dans un but de régulation ou de maintien de l'ordre, chaque culture affirme que les bonnes relations entre la vie humaine et les forces naturelles sont celles où la culture utilise ses pouvoirs particuliers pour réguler les processus généraux du monde et de la vie.

Ces idées sont souvent développées dans la pensée culturelle sur les concepts de pureté et de souillure. Chaque culture pour ainsi dire a des croyances de ce type, lesquelles semblent traiter en grande partie (mais bien sûr pas totalement) de la relation entre culture et nature (voir Ortner 1973). Un aspect bien connu des croyances relatives à la pureté/souillure dans toutes les cultures est celui de la «contagion» naturelle de la souillure ; si on la laisse opérer, la souillure (dans ce cas assimilée, schématiquement, à un fonctionnement débridé des énergies naturelles) se répand et terrasse tout ce qu'elle approche. Ce qui pose une énigme : si la souillure est si forte, comment la purification est-elle possible ? Pourquoi l'agent purificateur n'est-il pas lui-même souillé ? La réponse, pour rester dans notre raisonnement, est que la purification se fait dans un contexte rituel ; le rituel de purification, activité calculée qui oppose une action consciente (symbolique) aux énergies naturelles, est plus puissant que ces énergies.

Quoi qu'il en soit, je cherche simplement à montrer que chaque culture reconnaît et affirme implicitement une distinction entre le fonctionnement de la nature et le fonctionnement de la culture (la conscience humaine et ses productions) ; et, pour aller plus loin, que la particularité de la culture tient précisément à ce qu'elle peut, dans presque toutes les circonstances, transcender les conditions naturelles et les adapter à ses propres objectifs. Ainsi, à un certain niveau de conscience, la culture (c'est-à-dire toutes les cultures) s'affirme comme non seulement distincte de la nature mais aussi supérieure

à la nature, et cette idée de particularité et de supériorité découle précisément de la capacité à transformer – à «socialiser» et «culturaliser» – la nature.

56

Pour revenir aux femmes, on pourrait expliquer, en termes simples, leur statut de seconde classe dans toutes les cultures en postulant qu'elles sont identifiées ou symboliquement associées à la nature, contrairement aux hommes qui sont identifiés à la culture. Le projet de la culture étant toujours de subsumer et de transcender la nature, si les femmes étaient considérées comme faisant partie de la nature, alors il serait «naturel» pour la culture de les subordonner, voire de les opprimer. Cet argument peut paraître très fort, mais il simplifie trop le raisonnement. La formulation que j'aimerais alors défendre et développer dans la prochaine section dit que **les femmes sont «simplement» considérées comme plus proches de la nature que les hommes**. C'est-à-dire que la culture (toujours clairement assimilée aux hommes) reconnaît la participation active des femmes dans son processus particulier tout en les considérant comme plus enracinées dans la nature, ou en affinité plus directe avec la nature.

La correction peut sembler mineure voire triviale, mais je pense qu'elle traduit plus fidèlement les présupposés culturels. En outre, l'argument, formulé en ces termes, possède des atouts analytiques qu'une formulation plus simple n'a pas ; j'y reviendrai plus tard. On doit juste souligner ici que l'argument corrigé rend toujours compte de la dévalorisation des femmes dans toutes les cultures, car même si les femmes ne sont pas assimilées à la nature, elles n'en sont pas moins considérées comme des représentantes d'une forme de vie appartenant à un ordre inférieur, comme moins transcendantes de la nature que ne le sont les hommes. Cet article va donc chercher à étudier les raisons pour lesquelles on peut les considérer ainsi.

### **Pourquoi la femme est-elle perçue comme plus proche de la nature ?**

Bien entendu, tout commence avec le corps et les fonctions procréatrices naturelles spécifiques aux femmes. Pour la discussion, on peut dire que cette réalité physiologique absolue joue un rôle à trois niveaux : 1) le *corps et les fonctions du corps* de la femme, impliqués plus fortement et plus fréquemment dans la «vie de l'espèce» semblent la situer plus près de la nature, contrairement à la physiologie masculine qui libère l'homme plus complètement et lui permet de porter les projets de la culture ; 2) le corps et les fonctions du corps féminins attribuent à la femme des *rôles sociaux* qui, à leur tour, sont considérés comme d'un ordre inférieur à l'ordre masculin dans le

processus culturel ; 3) les rôles sociaux traditionnels de la femme, imposés par son corps et les fonctions de son corps, finissent par lui donner une *structure psychique* différente, laquelle, tout comme sa nature physiologique et les rôles sociaux qu'elle joue, est considérée comme plus proche de la nature. Je discuterai tous ces points successivement en commençant par montrer que, dans chaque cas, certains facteurs ont fortement tendance à rapprocher les femmes de la nature, puis en montrant d'autres facteurs qui démontrent que la femme peut totalement être rapprochée de la culture, la combinaison de tous ces facteurs plaçant donc les femmes dans une position intermédiaire problématique. Dans le développement de la discussion, on verra clairement apparaître les raisons qui font que les hommes, par contraste, sont dans une position moins intermédiaire, plus « purement » culturelle que les femmes. Je rappelle que je ne parle ici que du niveau des universels culturels et humains. Les arguments que je présente ont vocation à s'appliquer à l'humanité en général ; ils émergent de la condition humaine telle que l'humanité l'a vécue et affrontée jusqu'à maintenant.

### ***1. La physiologie des femmes considérée comme plus proche de la nature***

Cette partie de mon raisonnement a déjà été développée, avec subtilité et force, et étayée par de nombreuses données scientifiques, par Beauvoir (1953). Beauvoir analyse la structure, le développement et les fonctions physiologiques du féminin humain et conclut que « le féminin, plus que le masculin, est la proie de l'espèce » (p. 60). Elle souligne que de nombreuses zones et des processus importants du corps de la femme n'ont apparemment aucune fonction pour la santé et la stabilité de l'individu ; au contraire, lorsqu'ils accomplissent leur fonction organique spécifique, ces processus sont souvent source d'inconfort, de douleur et de danger. Les seins ne sont pas utiles à la santé de la personne ; on pourrait en faire l'ablation à n'importe quel moment de la vie d'une femme. « Beaucoup des sécrétions ovariennes fonctionnent au profit de l'ovule, elles favorisent sa maturation et elles adaptent l'utérus à ses besoins ; si l'on prend l'organisme dans son ensemble, ces sécrétions vont vers le déséquilibre et non vers la régulation – la femme est plus adaptée aux besoins de l'ovule qu'à elle-même. » (p. 24). Les règles sont souvent désagréables, parfois douloureuses ; elles s'accompagnent souvent de phénomènes émotionnels négatifs et, en tout cas, elles demandent une toilette fastidieuse et produisent des déchets désagréables ; et – Beauvoir ne le mentionne pas – dans toutes les cultures, les règles provoquent une rupture dans les habitudes des femmes, les mettent dans une situation où elles sont stigmatisées et se voient donc imposer des restrictions diverses dans leurs activités et dans les contacts sociaux qu'elles peuvent avoir. Pendant la grossesse, beaucoup de ses ressources en vitamines et en minéraux servant à nourrir le fœtus, la femme se voit retirer une partie de



ses forces et de son énergie. Et finalement, l'accouchement lui-même est douloureux et dangereux (pp. 24-27 *passim*). Pour résumer, Beauvoir conclut que le féminin «est plus esclave de l'espèce que le masculin, l'animalité de la femme est plus manifeste» (p. 239).

Le livre de Beauvoir est idéologique, mais son étude de la situation physiologique des femmes semble juste et exacte. Il est un fait que les processus naturels liés à la reproduction de l'espèce mobilisent, proportionnellement, une plus grande partie du corps de la femme, et ce pendant une plus grande partie de sa vie, et avec un coût certain – parfois important – pour sa santé personnelle, ses forces et sa stabilité générale.

58

Beauvoir poursuit en montrant que «l'enchaînement [de la femme] à l'espèce» pèse sur les projets dans lesquels les humains s'investissent, des projets qui créent et définissent la culture. Elle arrive ainsi au point déterminant de son raisonnement (p. 84): «Nous tenons ici la clef de tout le mystère. Au niveau de la biologie, c'est seulement en se créant à neuf qu'une espèce se maintient; mais cette création n'est qu'une répétition de la même Vie sous des formes différentes. C'est en transcendant la Vie par l'Existence que l'homme assure la répétition de la Vie: par ce dépassement il crée des valeurs qui dénie à la pure répétition toute valeur. Chez l'animal, la gratuité, la variété des activités mâles restent vaines parce qu'aucun projet ne l'habite; quand il ne sert pas l'espèce, ce qu'il fait n'est rien; tandis qu'en servant l'espèce, le mâle humain modèle la face du monde, il crée des instruments neufs, il invente, il forge l'avenir.»

En d'autres termes, le corps de la femme semble la condamner à la simple reproduction de la vie; le masculin, en revanche, parce qu'il n'a pas les fonctions créatives naturelles, doit affirmer sa créativité à l'extérieur (ou il a la possibilité de le faire), «artificiellement», aux moyens de la technologie et des symboles. De cette façon, il crée des objets relativement durables, éternels, transcendants, alors que la femme ne crée que des produits périssables – des êtres humains.

Cette affirmation soulève un certain nombre d'idées importantes. Elle renvoie par exemple à cette grande énigme: pourquoi attribue-t-on souvent un plus grand prestige aux activités masculines qui impliquent la destruction de la vie (la chasse et la guerre) qu'à la capacité des femmes à donner la vie, à créer la vie. Dans le cadre posé par Beauvoir, on réalise que l'élément qui donne leur valeur à la chasse et à la guerre n'est pas le fait de donner la mort; c'est plutôt la nature transcendante (sociale, culturelle) de ces activités, par opposition au caractère naturel du processus de la naissance: «Car ce n'est pas en donnant la vie mais en risquant sa vie que l'homme s'élève

au-dessus de l'animal; c'est pourquoi dans l'humanité la supériorité est accordée non au sexe qui engendre mais à celui qui tue » (*ibid.*).

Ainsi, il n'est pas difficile de comprendre pourquoi le masculin est, c'est du moins ce que je dis, partout associé (inconsciemment) à la culture et le féminin à une plus grande proximité de la nature. Il n'est qu'à étudier les conséquences du contraste physiologique entre le masculin et le féminin. Mais en même temps, on ne peut pas complètement consigner la femme dans la catégorie de nature tant il est évident qu'elle est un être humain à part entière doté, comme n'importe quel homme, d'une conscience humaine; elle représente la moitié de la race humaine et, sans sa coopération, toute l'entreprise s'effondrerait. On pourrait croire qu'elle est plus sous l'emprise de la nature que l'homme mais, puisqu'elle a une conscience, elle pense et elle parle; elle crée, elle communique, manie les symboles, les catégories et les valeurs. Elle participe aux dialogues des humains, non seulement avec les autres femmes mais aussi avec les hommes. Pour reprendre Lévi-Strauss: «la femme ne pourrait jamais devenir un signe et rien de plus puisque, même dans un monde d'hommes, elle reste une personne et puisque, définie comme signe, elle doit [tout de même] être reconnue comme générant des signes » (1969a: 496).

En effet, **ironiquement, le fait que la femme ait une conscience humaine, qu'elle participe pleinement aux projets de transcendance de la culture sur la nature et qu'elle soit impliquée dans ces projets explique une autre des énigmes du « problème de la femme » – l'acceptation inconditionnelle et presque universelle par la femme de sa propre dévalorisation.** Car il semblerait que, en tant qu'humaine consciente et que membre de la culture, elle ait suivi jusqu'au bout la logique de la culture et en soit arrivée aux mêmes conclusions que la culture, tout comme les hommes. Pour citer Beauvoir (p. 84-85): «car elle est aussi un existant, elle est habitée par la transcendance et son projet n'est pas la répétition mais son dépassement vers un avenir autre; elle trouve au cœur de son être la confirmation des prétentions masculines. Elle s'associe aux hommes dans les fêtes qui célèbrent les succès et les victoires des mâles. Son malheur, c'est d'avoir été biologiquement vouée à répéter la Vie, alors qu'à ses yeux mêmes la Vie ne porte pas en soi ses raisons d'être, et que ces raisons sont plus importantes que la vie même. »

En d'autres termes, le fait même que la femme accepte sa propre dévalorisation et adopte le point de vue de la culture contribue à établir sa conscience – son appartenance, d'une certaine façon, à la culture.

Je viens donc d'essayer de montrer une partie de la logique de cette thèse; celle qui se dégage directement des différences physiologiques entre les

hommes et les femmes. Parce que son corps est plus fortement impliqué dans les fonctions naturelles liées à la reproduction, la femme est considérée comme faisant davantage partie de la nature que l'homme. Mais parce que, entre autres, elle a une conscience et parce qu'elle prend part au dialogue social humain, elle est reconnue comme participant à la culture. Elle apparaît donc comme un élément intermédiaire entre la culture et la nature, un élément situé, sur l'échelle de la transcendance, à un niveau inférieur à celui de l'homme.

## *2. Le rôle social de la femme considéré comme plus proche de la nature*

60

Comme je viens de le dire, les fonctions physiologiques des femmes pourraient en elles-mêmes amener à concevoir<sup>6</sup> la femme comme plus proche de la nature, une conception que la femme elle-même, observatrice de sa propre personne et du monde, pourrait approuver. La femme crée naturellement à partir de son être propre tandis que l'homme est libre de créer artificiellement, ou contraint à créer artificiellement, c'est-à-dire par des moyens culturels, et de façon à entretenir la culture. Pour aller plus loin, j'aimerais maintenant montrer que les fonctions physiologiques de la femme ont presque universellement limité son mouvement social et l'ont presque universellement confinée à certains contextes sociaux qui, eux aussi, sont considérés comme plus proches de la nature. C'est-à-dire que ce message est porté non seulement par les processus corporels qu'elle vit, mais aussi par la situation sociale dans laquelle ses processus corporels la placent. Et dans la mesure où elle est en permanence associée (aux yeux de la culture) à ces milieux sociaux, ceux-ci renforcent (peut-être même de façon décisive) le fait que les femmes sont perçues comme étant plus proches de la nature. Je vais bien sûr parler ici du confinement de la femme dans la sphère familiale domestique, confinement indéniablement motivé par les processus de lactation.

Le corps de la femme, comme celui de toutes les femelles mammifères, produit du lait pendant et après la grossesse pour nourrir le nouveau-né. A ce stade de sa vie, le bébé ne peut pas survivre sans lait maternel ou sans un lait artificiel proche du lait maternel. Le corps de la mère vivant ses processus de lactation en lien direct avec une grossesse et avec un enfant en particulier, la relation qui naît entre la mère et l'enfant pendant l'allaitement est considérée comme un lien naturel, les autres choix de nutrition étant le plus

---

<sup>6</sup> La théorie sémantique utilise le concept de motivation du sens qui recouvre les divers moyens par lesquels un sens peut être donné à un symbole en considération de certaines propriétés objectives de ce symbole et non par une association arbitraire. En quelque sorte, cet article est une enquête sur la motivation du sens de la femme comme symbole et demande pourquoi inconsciemment la femme se voit assigner le sens d'une proximité plus grande avec la nature. Pour un exposé concis des différents types de motivation du sens, voir Ullman (1963).

souvent considérés comme non naturels et peu satisfaisants. Dans la logique culturelle, les mères et leurs enfants vont de pair. Ensuite, les enfants un peu plus grands ne sont pas assez forts pour pouvoir exécuter des tâches importantes, mais ils bougent beaucoup et sont turbulents et n'ont pas conscience du danger ; ils ont donc besoin d'une surveillance permanente et que l'on s'occupe d'eux. La mère apparaît comme la personne toute trouvée pour s'occuper de l'enfant et le surveiller dans un prolongement du lien naturel qu'elle a avec lui depuis qu'elle l'a allaité, ou parce qu'elle a un autre bébé et qu'elle se consacre déjà à des activités liées aux enfants. C'est le niveau des capacités et des forces de ses enfants qui délimite le champ de ses actions personnelles<sup>7</sup>, et les enfants ont souvent de faibles capacités et peu de forces : elle est confinée dans le groupe familial ; « la place des femmes est à la maison ».

En associant la femme à la sphère domestique, on renforce la conception dans laquelle elle est plus proche de la nature, et ce de plusieurs façons. Tout d'abord, le simple fait d'être constamment associée aux enfants n'est pas anodin ; on voit facilement que les bébés et les enfants peuvent eux-mêmes être considérés comme relevant de la nature. Les bébés sont à peine humains et absolument pas socialisés ; comme les animaux, ils ne savent pas marcher en se tenant droits, ils ne contrôlent pas leur excrétion, ils ne parlent pas. Même les enfants un peu plus grands ne sont, de toute évidence, pas complètement imprégnés de culture. Ils ne comprennent pas encore les devoirs, les responsabilités et la morale de la société ; leur vocabulaire est limité, et ils ne savent pas faire grand chose. Nombre de pratiques culturelles reconnaissent implicitement une association entre les enfants et la nature. Par exemple, la plupart des cultures comprennent des rites d'initiation pour les adolescents (surtout pour les garçons ; j'y reviendrai plus tard), dont le propos est, par un rituel, de faire sortir l'enfant de l'état d'infra-humain pour le faire participer pleinement à la société et à la culture ; beaucoup de cultures ne suivent pas de rite funéraire lorsqu'un enfant meurt en bas âge, et c'est explicitement parce que l'enfant n'est pas alors un être complètement social. On va donc probablement classer les enfants dans la catégorie naturelle et la relation étroite de la femme avec les enfants se conjugue avec la conception qui la place elle-même dans une proximité plus grande avec la nature. On notera l'ironie qui fait que, dans nombre de cultures, le rite d'initiation soit présenté comme nécessaire parce que les garçons doivent se purger des souillures qu'ils ont accumulées en restant si longtemps avec leur mère et avec les autres femmes, quand en fait la souillure de la femme tient à ce qu'elle passe tellement de temps avec les enfants.

---

<sup>7</sup> Une situation dans laquelle la femme elle-même devient souvent pour ainsi dire une enfant.

L'association étroite entre les femmes et le contexte domestique a une autre grande conséquence négative due aux conflits structurels qui, dans tout système social, opposent la famille à la société dans son ensemble. Les conséquences de l'«opposition privé/public» sur la situation des femmes ont été développées de façon très convaincante par Rosaldo [1974], et je veux simplement relever leur pertinence dans le développement de cet article. La notion d'opposition entre l'unité domestique – la famille biologique responsable de la reproduction et de la socialisation des nouveaux membres de la société – et l'entité publique – la superposition d'alliances et de relations qu'est la société – est aussi la base du raisonnement de Lévi-Strauss dans *Les structures élémentaires de la parenté* (1969a). Lévi-Strauss affirme que cette opposition se retrouve dans tous les systèmes sociaux, mais aussi qu'elle a une importance dans l'opposition entre nature et culture. L'interdit universel de l'inceste<sup>8</sup> et son corollaire, la règle de l'exogamie (le mariage en dehors du groupe) garantissent que «le risque de voir une famille biologique s'établir en système clos est tout à fait éliminé; le groupe biologique ne peut se tenir à l'écart et l'alliance avec une autre famille garantit la suprématie du social sur le biologique et du culturel sur le naturel» (p. 479). Et même si toutes les cultures n'énoncent pas une opposition entre le privé et le public, on peut difficilement nier que le privé est toujours subsumé par le public; les unités privées s'allient par la mise en œuvre de règles qui se situent logiquement à un niveau supérieur à celui des unités elles-mêmes; elles font naître une unité – la société – qui logiquement se situe au-dessus des unités domestiques qui la composent.

Or, les femmes étant associées au contexte privé, auquel elles sont en effet plus ou moins confinées, elles sont assimilées à cet ordre inférieur de l'organisation sociale/culturelle. En quoi cela influe-t-il sur la façon dont on les considère? Pour commencer, si on met en avant la fonction biologique (reproductive) spécifique de la famille, comme dans la thèse de Lévi-Strauss, la famille (et par conséquent la femme) est purement et simplement assimilée à la nature par opposition à la culture. Mais c'est évidemment trop simple; le propos est mieux formulé si on le présente de la façon suivante: la famille (par conséquent la femme) est le lieu des préoccupations inférieures, sources de division sociale, particularistes, contrairement aux relations interfamiliales qui sont le lieu des préoccupations supérieures, intégratives et universalistes. Les hommes n'ayant pas de base «naturelle» qui les attache à la famille (par l'allaitement, et, au sens plus large, l'éducation des enfants), on définit leur sphère d'activité au niveau des relations interfamiliales. La

---

<sup>8</sup> David M. Schneider (selon une communication personnelle) se prépare à affirmer, en se basant sur des informations recueillies en Océanie, que le tabou de l'inceste n'est pas universel. A ce stade, disons alors qu'il est presque universel.



logique culturelle semble donc en déduire que les hommes sont les propriétaires « naturels » de la religion, des rites, des décisions politiques et des autres domaines de la pensée et de l'action culturelles, lieux où des énoncés universalistes permettent de réaliser la synthèse spirituelle et sociale. Ainsi non seulement les hommes sont assimilés à la culture, au sens de toute activité créative humaine, par opposition à la nature ; mais ils sont assimilés à la culture au sens ancien du terme, c'est-à-dire aux aspects les plus raffinés et les plus élevés de la pensée humaine – l'art, la religion, le droit, etc.

On retrouve ici clairement la logique culturelle qui range la femme dans un ordre culturel inférieur à celui de l'homme, qui peut paraître assez convaincante au premier regard. Mais en même temps, la femme ne peut pas être complètement consignée dans la nature car, par certains aspects, la situation qu'elle occupe, même dans le contexte privé, montre indéniablement qu'elle est partie prenante du processus culturel. Bien entendu, il va sans dire que, sauf pour allaiter les nouveaux-nés (et les dispositifs pour l'allaitement artificiel permettent même de couper ce lien biologique), il n'y a pas de raison pour que ce soit la mère – et non le père ou toute autre personne – qui reste celle qui s'occupe des enfants. Et même en supposant que, par leur combinaison, d'autres éléments pratiques et émotionnels la maintiennent dans la sphère privée, on peut montrer que la femme a, dans ce contexte privé même, des activités qui pourraient parfaitement la placer dans la catégorie culturelle.

Pour commencer, il faut bien dire que, pour s'occuper des enfants, la femme ne se contente pas de les nourrir et de nettoyer après leur passage ; elle est en fait l'agent principal des premières étapes de la socialisation des enfants. C'est elle qui transforme les bébés et les fait passer de l'état de simples organismes à celui d'humains culturalisés en leur inculquant les bonnes manières et en leur apprenant le comportement qui fera d'eux des membres à part entière de la culture. Par ses seules fonctions de socialisation, elle ne pourrait pas être plus représentative de la culture. Mais, dans presque toutes les sociétés, vient un moment où la socialisation des garçons est transférée aux hommes. D'une façon ou d'une autre, les garçons ne sont pas considérés comme encore « réellement » socialisés ; leur entrée dans le statut d'humain à part entière (social, culturel) doit passer par des hommes. On peut encore le voir dans nos écoles où, à mesure que l'on progresse, la proportion de femmes et d'hommes s'inverse : la plupart des instituteurs d'écoles maternelles sont des femmes ; la majorité des professeurs d'université sont des hommes<sup>9</sup>.

---

<sup>9</sup> Je me rappelle avoir eu mon premier enseignant masculin à 11 ans, et en avoir été ravie – cela faisait plus grand.

On peut également parler de la cuisine. Dans la très grande majorité des sociétés, il revient aux femmes de faire la cuisine. Cela tient sans doute à des considérations pratiques – la femme devant rester à la maison avec le bébé, il est plus pratique pour elle de se charger des tâches qui se situent au foyer. Mais s'il est vrai, comme l'a dit Lévi-Strauss (1969b), que la transformation du cru en cuit représente, dans tous les systèmes de pensée, le passage de la nature à la culture, alors les femmes sont intégrées dans ce processus culturalisant et on pourrait facilement les placer dans la catégorie de la culture, triomphant de la nature. Il est toutefois intéressant de noter que lorsqu'une culture (par exemple la France ou la Chine) développe une tradition de haute cuisine – de « vraie » cuisine, par opposition à la cuisine banale que l'on fait à la maison – les chefs sont presque toujours des hommes. Le modèle reprend ainsi celui de la socialisation – les femmes se chargent des niveaux inférieurs de la conversion de la nature en culture, mais lorsque la culture distingue des niveaux supérieurs de conversion, ceux-ci sont réservés aux hommes.

En résumé, on retrouve ici encore des éléments qui expliquent que les femmes soient perçues comme occupant une position plus intermédiaire que les hommes dans la dichotomie nature/culture. *L'association « naturelle » de la femme au contexte privé (au prétexte de ses fonctions naturelles d'allaitement) se conjugue aux autres éléments qui conduisent à la considérer comme plus proche de la nature – la nature presque animale des enfants et la connotation infrasociale du groupe domestique en regard du reste de la société.* En même temps, les fonctions de socialisation et de préparation des repas qu'elle assure dans la sphère privée montrent qu'elle est un puissant agent du processus culturel, car en permanence elle transforme des ressources naturelles brutes en produits culturels. Appartenant à la culture mais apparemment liée plus fortement et plus directement à la nature, la femme est une fois de plus placée entre deux sphères.

### ***3. Le psychisme de la femme considéré comme plus proche de la nature***

Il est très mal vu de dire que non seulement la femme a un corps différent de celui de l'homme et qu'elle occupe physiquement des espaces différents de ceux des hommes mais qu'elle a aussi une structure psychique différente. Je vais affirmer que, très probablement, elle *a bien* une structure psychique différente, mais je vais largement m'inspirer de Chodorow [1974] pour montrer, en premier lieu, que cette structure psychique ne doit pas être supposée innée ; comme le montre Chodorow de façon très convaincante, on peut expliquer cette différence par certains éléments de l'expérience vécue par probablement toutes les femmes pendant leur socialisation. Toutefois, en attribuant certaines caractéristiques particulières au quasi universel

empirique du «psychisme féminin», on risque de renforcer la conception culturelle qui considère que les femmes sont plus proches de la nature.

Il convient de préciser ce que nous entendons par aspects dominants et universels du psychisme féminin. Si nous postulons que ces éléments sont l'émotivité et l'irrationalité, nous nous heurtons aux traditions de différentes régions du monde dans lesquelles les femmes sont considérées comme plus pratiques, plus pragmatiques et plus en prise avec le monde que les hommes, et où elles le sont réellement. Dans ce registre, on retrouve apparemment dans toutes les cultures une relative tendance au concret en regard d'une relative tendance à l'abstrait: la personnalité féminine est plutôt impliquée dans des sentiments concrets, avec des choses et des personnes concrètes, que dans des entités abstraites; elle tend au personnalisme et au particularisme. Une deuxième dimension, étroitement liée à la première, est celle d'une relative subjectivité en regard d'une relative objectivité: Chodorow cite l'étude de Carson (1971) qui conclut que «les hommes décrivent des expériences du soi, des autres, de l'espace et du temps de façon individualiste, objective et distante, tandis que les femmes les décrivent de façon relativement interpersonnelle, subjective et immédiate» (Carlson 1971: 270). Comme d'autres études, celle de Carson a été menée dans des sociétés occidentales, mais Chodorow considère ses résultats sur les différences entre les personnalités masculine et féminine comme «des différences générales et presque universelles» (p. 48) – pour schématiser, les hommes sont plus objectifs et plus enclins à s'exprimer en catégories relativement abstraites, et les femmes sont plus subjectives et plus enclines à s'exprimer par des phénomènes relativement concrets.

Chodorow tient un raisonnement très raffiné et fait une avancée importante en affirmant que ces différences ne sont pas innées ou programmées génétiquement; elles résultent de certains éléments des structures familiales que l'on retrouve presque universellement, à savoir le fait que «de façon universelle, les femmes doivent s'occuper des jeunes enfants et, un peu plus tard, (au moins) de la socialisation des filles» (p. 43) et que «la structure de l'éducation des enfants, renforcée par l'initiation aux rôles féminins et masculins, produit ces différences qui se répètent et sont reproduites dans la sociologie sexuelle de la vie adulte» (p. 44). Selon Chodorow, parce que c'est la mère qui socialise les enfants au début de leur vie, les garçons aussi bien que les filles développent une «identification personnelle» avec elle, c'est-à-dire une identification diffuse à sa personnalité générale, à ses comportements, à ses valeurs et à ses attitudes (p. 51). Mais un fils doit finir par s'identifier à un rôle masculin, ce qui implique de construire une identification au père. Le père étant souvent plus distant que la mère (il s'occupe rarement des enfants et passe peut-être la plus



grande partie de la journée à son travail loin de la maison), la construction d'une identification au père implique une «identification par positionnement», c'est-à-dire une identification au rôle masculin du père, ce rôle étant vu comme un groupe d'éléments abstraits, et non une identification personnelle au père en tant qu'individu réel (p. 49). Plus tard, à son entrée dans le monde social plus vaste, le garçon constate que ce monde est en fait organisé autour de critères plus abstraits et universalistes (voir Rosaldo, [1974], pp. 28-29; Chodorow: 58), comme je l'ai dit dans la section précédente; la socialisation qu'il a connue préalablement le prépare donc au type d'expérience adulte qu'il aura plus tard, expérience qui elle-même renforce cette socialisation préalable.

En revanche, pour une jeune fille, l'identification personnelle à la mère dans la petite enfance peut se poursuivre dans le processus d'apprentissage du rôle identitaire féminin. La mère étant accessible et présente lorsque la fille apprend son rôle identitaire, une fille apprend à devenir une femme en prolongeant et en développant sa relation à sa mère et en continuant à s'identifier à sa mère en tant qu'individue; elle n'a pas à prendre à l'extérieur certains éléments de son rôle (Chodorow: 51). Ce modèle prépare la fille à la situation sociale qu'elle aura plus tard, et cette situation elle-même renforce ce modèle; la fille va s'impliquer dans le monde des femmes, où les rôles formels sont très peu différents (Rosaldo: 29) et qui implique de nouveau, dans la maternité, une «identification personnelle» à ses enfants. Et le cycle reprend.

Chodorow démontre, et de façon convaincante je pense, que l'on peut expliquer la personnalité féminine, caractérisée par le personnalisme et le particularisme, en disant qu'elle découle d'une organisation socio-structurale et non de facteurs biologiques innés. Il est inutile de revenir sur ce point. Mais dans la mesure où la «personnalité féminine» est depuis longtemps un fait presque universel, on peut dire que ses caractéristiques ont peut-être encore aidé à nourrir l'idée que les femmes sont en quelque sorte moins culturelles que les hommes. C'est-à-dire que les femmes établiraient des relations avec le monde qui, du point de vue de la culture, seraient considérées comme «plus nature» – immanentes et au cœur des choses – que «culture» – transcendantes et transformant les choses par la surimposition de catégories abstraites et de valeurs transpersonnelles. Comme la nature, les relations de la femme sont souvent plus directes, passent par moins d'intermédiaires, tandis que l'homme a tendance à non seulement créer des relations plus intermédiées, mais aussi, au final, à avoir des relations plus constantes et plus fortes avec les catégories et formes de médiation qu'avec les personnes et les objets eux-mêmes.

Ainsi il n'est pas difficile de voir que la personnalité féminine pourrait nourrir l'idée de femmes «plus proches de la nature». Mais en même temps, les modes de relations caractéristiques des femmes jouent indéniablement un rôle important et puissant dans le processus culturel. Car si la relation relativement directe se situe, selon une certaine conception, en bas du spectre des fonctions spirituelles humaines, si elle se situe au cœur des choses et est source de particularisme au lieu d'être transcendante et synthétique, elle se situe aussi au sommet de ce même spectre. Considérons la relation mère-enfant. Les mères sont souvent attachées à leurs enfants considérés comme des individus, quels que soient leur sexe et leur âge, qu'ils soient beaux ou non, quel que soit leur clan et indépendamment des autres catégories auxquelles l'enfant pourrait appartenir. On pourrait considérer toutes les relations de cette qualité – non seulement entre la mère et son enfant mais tous les attachements très personnels et relativement directs – comme des défis venant «d'en bas» à la culture et à la société dans la mesure où elles représentent la capacité des fidélités individuelles à fragmenter la solidarité du groupe. Mais on pourrait aussi les considérer comme incarnant l'agent de synthèse qui profite à la culture et à la société nonobstant les fidélités à des catégories sociales particulières. Chaque société doit comporter des catégories sociales qui transcendent les fidélités personnelles, mais chaque société doit aussi produire pour tous ses membres un sentiment d'unité morale ultime rassemblant au-dessus et par-delà ces catégories sociales. Ce modèle psychique apparemment typique des femmes, qui a tendance à ignorer les catégories et à rechercher la «communion» (Chodorow: 55, reprenant Bakan 1966) directe et personnelle avec les autres pourrait donc paraître infraculturel d'un certain point de vue, mais il pourrait en même temps être associé aux processus culturels les plus élevés.

[...]

## **Conclusions**

Pour finir, on doit insister encore sur le fait que le modèle dans son intégralité est un construit culturel et non un fait naturel. La femme n'est pas «en réalité» plus proche (ou plus éloignée) de la nature que l'homme – les deux ont une conscience, les deux sont mortels. Mais il y a certainement des raisons qui la font paraître plus proche, et c'est ce que j'ai essayé de montrer dans cet article. Le résultat de ma réflexion fait apparaître un système circulaire (malheureusement) efficace: divers aspects (physiques, sociaux, psychologiques) de la situation de la femme nourrissent l'idée d'une plus grande proximité de la nature, tandis que cette idée même s'incarne au final dans des formes institutionnelles qui reproduisent la situation de la femme.

Cela veut dire que le changement social relève du même cercle : seule une réalité sociale différente peut produire une vision culturelle différente ; mais seule une vision culturelle différente peut produire une réalité sociale différente.

Dès lors, il est clair que le problème doit être abordé sur les deux fronts. Les initiatives qui viseraient uniquement à faire changer les institutions sociales – par la mise en application de quotas à l’embauche par exemple, ou par l’adoption de lois instaurant l’égalité des salaires pour un emploi identique – ne pourraient pas avoir des résultats d’envergure si le langage et les images culturelles continuaient à diffuser une vision dévalorisée des femmes. Mais en même temps, les initiatives qui cibleraient seulement les présupposés culturels – par des groupes de conscientisation masculins et féminins ou par la révision des matériels éducatifs et des images utilisées par les médias – resteraient vains si la base institutionnelle de la société n’évoluait pas pour accompagner et renforcer les nouvelles conceptions culturelles. Au final, les femmes et les hommes peuvent et doivent être impliqués à égalité dans des projets faisant appel à la créativité et à la transcendance. C’est la condition pour que les femmes soient considérées comme appartenant à la culture, dans la dialectique constante de la culture avec la nature.

### Références bibliographiques

- BAKAN D., 1966, *The Duality of Human Existence*, Boston.
- CARLSON R., 1971, « Sex Differences in Ego Functioning : Exploratory Studies of Agency and Communion », *Journal of Consulting and Clinical Psychology*, 37, pp. 267-77
- CHODOROW N., 1974, « Family Structure and Female Personality », in ROSALDO M. Z., LAMPHERE L. (Eds.), *Woman, Culture and Society*, Stanford, Californie, Stanford University Press, pp. 43-66.
- DE BEAUVOIR S., 1953, *The Second Sex*, New York, publié en version originale française en 1949.
- LÉVI-STRAUSS C., 1969a, *The Elementary Structures of Kinship*, Trans. J.H. Bell et J.R. von Sturmer ; ed. R. Needham, Boston.
- LÉVI-STRAUSS C., 1969b, *The Raw and the Cooked*, Trans. J. et D. Weightman, New York
- LOWIE R., 1956, *The Crow Indians*, New York, première publication en 1953.
- ORTNER S.B., 1973, « Sherpa Purity », *American Anthropologist*, 75, pp. 49-63.
- ROSALDO M.Z., 1974, « Woman, Culture and Society : A Theoretical Overview », in ROSALDO M.Z., LAMPHERE L. (Eds.), *Woman, Culture and Society*, Stanford, Californie, Stanford University Press, pp. 17-42.
- SIU R.G.H., 1968, *The Man of Many Qualities*, Cambridge, Massachusetts.
- ULLMAN S., 1963, « Semantic Universals » in GREENBERG J.H. (Ed.), *Universals of Language*, Cambridge, Massachusetts.

---

# Les femmes, les distinctions hommes/femmes et la politique de développement urbain

69

..... *Caroline Moser\**

---

*« Les femmes, les distinctions homme/femme et la politique de développement urbain », in : OCDE, 1995, Les femmes et la ville<sup>1</sup>. Logements, services et environnement urbain, pp. 157-171<sup>2</sup>*

---

## Introduction

Les problèmes des femmes dans les villes du tiers-monde et les aspects masculins/féminins du développement urbain font-ils l'objet d'un programme de recherche urbaine distinct ou sont-ils déjà correctement intégrés dans les programmes de recherche existants ? Cet article se propose d'examiner successivement les différents programmes de recherche sur les femmes, les inégalités entre les sexes et le développement urbain au cours des trois dernières décennies pour voir dans quelle mesure ces problèmes ont fait l'objet d'études séparées ou ont été englobés dans les grands thèmes de recherche. Ce faisant, nous comprendrons pourquoi les problèmes des

---

\* Professor of Urban Development, Université de Manchester.

<sup>1</sup> Cet article est une synthèse abrégée et amendée d'un certain nombre de problèmes étudiés par C. Moser (et L. Peake) dans « Seeing the Invisible: Women, Gender and Urban Development » dans Stren R. (Ed.), *Urban Research in the Developing World*, volume 4, Thematic Issues, Centre d'études urbaines et communautaires, Université de Toronto, Toronto. J'ai entrepris cette large analyse en tant que membre du Comité consultatif pour le projet de recherche financé par la Fondation Ford portant sur la recherche urbaine dans le monde en développement. Je remercie Richard Stren et Judith Kjellberg Bell, du Projet de recherche de Toronto, pour leur importante contribution.

<sup>2</sup> © OECD 1995.

femmes sont demeurés jusqu'ici une préoccupation marginale et nous verrons leur importance capitale pour les programmes des années 1990, où «la voix des femmes doit entrer en ligne de compte dans la définition du développement et dans les choix des pouvoirs publics en matière de politiques» (Sen et Grown 1987).

Définir un programme de recherche est toujours un processus complexe. Néanmoins, il peut être utile de distinguer, pour commencer, entre trois approches différentes de la recherche sur les femmes du monde en développement, approches qui toutes trois ont eu une influence déterminante sur le programme en constante évolution de la recherche sur les femmes dans la ville. La première approche ne tient aucun compte de la variable hommes/femmes et se fonde sur le principe que «l'homme est la norme». Cette interprétation «masculiniste» des choses conduit à ignorer que la connaissance a des dimensions féminines et masculines, ce qui ne va pas sans quelques difficultés lorsqu'il s'agit de définir les problèmes à étudier. La recherche qui ne tient pas compte des distinctions entre les sexes ignore ces problèmes, les comprend de travers ou même les banalise. La deuxième approche est celle du mouvement Women in Development (WID) (Les femmes et le développement). L'expression «WID» a été forgée au début des années 1970, aux Etats-Unis, par un groupe de femmes chercheuses et spécialistes du développement, qui se sont rendu compte que les projets de développement du tiers-monde avaient des conséquences négatives pour les femmes. Pour le WID, les femmes jouent un rôle actif dans le processus de développement, à la fois par leurs activités productives et leurs activités reproductives, et leur contribution, si souvent ignorée, à la croissance économique est capitale. Cette approche soutient donc que les femmes constituent une ressource non exploitée en matière de développement et qu'elles doivent être «associées» au processus de développement<sup>2</sup>.

Plus récemment, comme on s'est rendu compte des limitations de l'approche consistant à traiter isolément les problèmes des femmes, l'attention s'est portée sur la nécessité d'envisager les femmes par rapport aux hommes, d'où la notion de «genre» et la troisième approche de recherche, c'est-à-dire l'approche Gender and Development (GAD) (Genre et développement). Ce changement d'optique, où le concept de genre se substitue à celui de femmes, se justifie par la volonté d'envisager les problèmes féminins moins en terme de sexe, c'est-à-dire de différences biologiques entre hommes et femmes, qu'en terme de genre, c'est-à-dire de rapports sociaux entre les hommes et les femmes, rapports dans lesquels les femmes ont été systématiquement subordonnées aux hommes (Moser 1994 : 4).

---

<sup>2</sup> Pour une étude plus détaillée du développement historique du WID et du GAD et des importantes différences qui les distinguent, voir Moser (1993, chapitre 1).

Donc, le WID tend à s'intéresser aux femmes en tant que catégorie distincte de recherche, et pour elles-mêmes, et cherche plutôt à identifier les principaux problèmes des femmes et à apporter des solutions pour les aider à mieux participer aux processus de développement en répondant à leurs besoins pratiques spécifiques. Par contre, l'approche GAD met l'accent sur les rapports entre les hommes et les femmes, et sur la manière particulière dont ces rapports sont organisés dans le temps et dans l'espace – c'est-à-dire la manière dont les femmes sont subordonnées aux hommes dans ces relations asymétriques, de même que leur accès plus restreint aux ressources et leurs possibilités d'action plus limitées sur ces ressources. Les solutions que propose cette approche sont axées moins sur les femmes prises isolément que sur les moyens d'équilibrer ces rapports asymétriques, notamment en répondant aux besoins stratégiques de l'un et l'autre sexe (Moser 1989, 1993).

Néanmoins, malgré leurs différences conceptuelles, ces deux approches présentent un certain nombre de traits communs : il s'agit dans l'un et l'autre cas de recherches effectuées principalement par des femmes ; la capacité de ces femmes à s'identifier aux autres femmes, et leurs expériences communes, les amènent souvent à confondre le domaine personnel et le domaine professionnel. Peu d'hommes traitent sérieusement les distinctions hommes/femmes dans la recherche, et les femmes qui le font ne sont pas non plus très nombreuses. Le fait est que pour être prises au sérieux, bon nombre de femmes spécialistes du développement veillent à ne pas concentrer leur attention sur les problèmes féminins.

Dans la recherche urbaine, cette attitude a été exacerbée par le fait que le domaine de l'«urbain», en tant que domaine de planification, a été défini principalement en termes physiques et spatiaux se référant au travail «des hommes», et qu'il traite de problèmes tels que les transports, le logement, l'aménagement et l'infrastructure. Autant de domaines relevant des sciences exactes, ou «dures» telles que l'économie, la planification, le génie civil, l'architecture, l'administration publique et la géographie. Par contre, les sciences sociales, ou «douces» où prédominent les chercheurs femmes (mais non les problèmes des femmes), telles que la sociologie, la démographie et, dans une certaine mesure, l'anthropologie, portent sur des domaines tels que la santé, l'éducation et la famille, plus souvent traités en tant que problèmes sectoriels distincts au niveau national.

Pour finir, il importe également de faire une distinction entre la recherche spécifique sur la ville et la recherche qui inclut simplement les femmes vivant en zone urbaine. Bien qu'il existe déjà tout un corps de recherches sur les rapports entre les femmes/genre et l'«urbain», les études qui n'abordent



cette question qu'incidemment, simplement parce que l'objet d'étude se trouve « situé » en milieu urbain, sont beaucoup plus nombreuses. Mais le fait d'être situé en milieu urbain ne transforme pas automatiquement ces objets en problèmes de l'« urbain ».

## La recherche et son évolution

La recherche sur les femmes, les distinctions hommes/femmes et le développement urbain ne s'est pas effectuée de façon isolée. Il existe des rapports évidents entre les modèles macroéconomiques de développement, les paradigmes théoriques de développement, les approches de la recherche sur « les femmes et le développement » et la recherche plus axée sur la vie des femmes dans la ville. Quatre « périodes » distinctes peuvent être identifiées, qui chacune ont été dominées par un modèle théorique particulier de développement et une politique spécifique. La première a été la période de la « Modernisation et croissance des villes » (dans les années 1950 et 1960) ; la deuxième a été celle de la « Redistribution accompagnant la croissance dans les villes : les besoins fondamentaux » (dans les années 1970 et au début des années 1980) ; la troisième celle de la « Gestion des villes » (première moitié des années 1980) ; et la quatrième celle des « Solutions pour les villes en crise » (fin des années 1980 et années 1990).

Un examen détaillé de la recherche sur les femmes, les distinctions hommes/femmes et le développement urbain durant chacune des quatre périodes identifiées du développement urbain du tiers-monde met en lumière plusieurs stades successifs, importants et clairement définis, qui se répètent dans chacune des quatre « périodes » du développement urbain (mais sont peut-être plus évidents dans les derniers stades). Le premier stade est celui de la recherche *aveugle à la variable hommes/femmes*. Bien que plus caractéristique des années 1960 et 1970 que de la période actuelle, cette ignorance de la variable hommes/femmes empêche encore de nombreux chercheurs de reconnaître le caractère déterminant des rapports entre les sexes lorsqu'il s'agit d'apprécier la participation des femmes à la vie urbaine, leur rôle dans la résolution des problèmes urbains, et de planifier l'évolution future des villes.

Au deuxième stade, on s'efforce de « prouver » que les femmes sont importantes dans le processus de développement urbain envisagé, ce que l'on fait en les rendant plus « visibles ». Dans une large mesure, ce travail de « prise en compte des femmes » s'est effectué dans un cadre de recherche WID. Cette méthode « ajouter les femmes et agiter », qui a donné « les femmes et... le logement ; ... la santé ; ... l'eau ; etc. » présente de façon descriptive

la participation des femmes aux différents domaines urbains, mais tend à envisager les femmes en tant que catégorie isolée et pour elles-mêmes.

Au troisième stade, on passe des femmes en soi à la variable hommes/femmes. A ce stade, on s'efforce d'identifier les aspects masculins et féminins de la vie urbaine et de préciser dans les différents contextes les contraintes différentes qu'impose aux hommes et aux femmes l'organisation sociale des rapports entre les sexes quant à leur accès respectif et leur participation aux divers domaines de la vie urbaine. Cette recherche qui s'est effectuée dans une perspective GAD porte aussi bien sur les différences entre les femmes elles-mêmes que sur les différences entre les hommes et les femmes.

73

Enfin, le quatrième stade est celui des prescriptions et recommandations quant aux politiques à mettre en œuvre. Vu les difficultés d'ordre politique et les sensibilités «culturelles» auxquelles se heurtent les prescriptions visant à remédier aux inégalités entre les sexes – les besoins stratégiques des hommes et des femmes –, la recherche axée sur les politiques a fait un retour en arrière et est revenue au cadre de recherche WID, plus confortable, qui traite les besoins pratiques de l'un et l'autre sexe. Mais il faut bien reconnaître qu'en fin de compte toute la question est de savoir qui définit la politique – les décideurs, qui prennent les mesures au sommet et les imposent à la base, ou les femmes qui, en tant que détentrices des enjeux, imposent des mesures à partir de la base? On retrouve ces quatre stades clairement différenciés dans chacune des quatre périodes identifiées du développement du tiers-monde. Nous ne pouvons ici que mentionner ces différentes périodes, en nous contentant de mettre en lumière le cas particulièrement frappant de la recherche concernant le secteur informel.

### **La modernisation : les femmes dans des villes masculines**

Dans la première période, celle de la «Modernisation et croissance des villes» (années 1950-années 1960), la recherche ne s'est pratiquement pas préoccupée des «gens» et n'a cherché qu'à mesurer les grandes tendances spatiales et démographiques. La seule exception d'importance a été la recherche sur les migrations campagne-ville et sur les problèmes d'«intégration» et d'«assimilation» urbaines, entreprise principalement par les anthropologues. Dans le monde entier, la division du travail entre les sexes en milieu rural a déterminé les aspects masculins et féminins des schémas migratoires. Dans les villes africaines et asiatiques, où ces schémas ont été principalement masculins, les femmes n'ont que rarement été incluses dans l'analyse, laquelle parlait soit de manière générale des «gens», soit plus précisément des hommes.



Les premiers travaux décisifs des anthropologues de l'Ecole d'anthropologie urbaine de Manchester, par exemple les travaux de Max Gluckman (1958), ceux de Bill Epstein (1958) et de Clyde Mitchell (1956) sur l'Afrique urbaine subsaharienne sont sinistrement silencieux sur le sort des femmes. Dans le débat sur le changement social, le célèbre commentaire de Gluckman : « Un citoyen africain est un citoyen, un mineur africain est un mineur » (1961 : 69) faisait spécifiquement allusion aux hommes migrant vers les agglomérations urbaines minières du Copperbelt. De même dans son étude sur l'urbanisation des Khossa à East London, en Afrique du Sud, intitulée *Townsmen and Tribesmen*, Philip Mayer dit « Il » tout au long de l'ouvrage en parlant du migrant. Deux chapitres distincts consacrés aux « Filles et femmes dans la ville » montrent que sa vision des femmes en l'occurrence est plutôt celle de la prostitution, qui à son avis est pour beaucoup dans « l'immoralité des villes » (Mayer 1963 : 252)<sup>3</sup>.

Si les très intéressantes études *rurales* d'Ester Boserup ont eu une influence décisive sur le développement de la politique WID, ses études *urbaines*, par contre, ont eu beaucoup moins d'influence sur les politiques, bien que l'auteur ait consacré les deux tiers de son livre *Women's Role in Economic Development* aux zones urbaines, qu'elle définit par la formule « des femmes dans un monde d'hommes ». Ester Boserup distinguait les « villes masculines » et les « villes semi-masculines », où la préférence donnée aux travailleurs masculins sous-entendait que les femmes étaient de plus en plus « abandonnées » à leurs activités rurales traditionnelles. Ignorant le travail reproductif des femmes, elle concluait, par exemple, que dans la plupart des pays arabes, 5 pour cent des femmes, tout au plus, avaient une activité économique. « Les 95 pour cent restants, en ne parlant que des femmes adultes, ne font guère plus que préparer les repas quotidiens et s'occuper des enfants ». (1970 : 187)

## Les femmes et le secteur informel

A la fin des années 1960, la faillite de la théorie du « ruissellement » (ruissellement de la fortune vers les pauvres) a conduit à un souci croissant de la pauvreté et du chômage. Le modèle « Redistribution avec croissance : les besoins fondamentaux » (années 1970-début des années 1980) est alors devenu le modèle dominant de développement. Les études qui ont alors été consacrées aux « quartiers déshérités » et aux « taudis » et qui ont identifié les réseaux d'entraide intra-familiaux et inter-familiaux en tant que mécanismes de survie, ont presque toutes ignoré la variable hommes/femmes, ou au mieux sont restées neutres sur ce sujet. Un indicateur intéressant de l'intérêt

---

<sup>3</sup> Mayer a été assisté dans son étude par son épouse, Iona Mayer.

porté aux problèmes des femmes est le nombre de mentions du mot « femmes » dans les index des matières. Dans bon nombre d'études « classiques » de l'époque sur les quartiers déshérités en Amérique latine – celles, par exemple, de David Collier (1976) sur Lima, de Wayne Cornelius (1975) et de Susan Eckstein (1977) sur Mexico, de Lisa Peattie (1970) sur Ciudad Buayana – on ne trouve aucune mention du mot « femme ».

Les femmes sont singulièrement peu mentionnées dans les travaux axés sur les mesures d'action publique qui dans les années 1970 ont été principalement consacrés au secteur informel. En 1981, Sethuraman, de l'ILO, concluait une étude portant sur neuf villes africaines, asiatiques et latino-américaines par cette réflexion : « La participation des femmes aux secteurs informels paraît étonnamment faible » (1981 : 190). Les enquêtes de l'ILO étant axées sur l'entreprise, et surtout les grandes entreprises du secteur productif, elles sont « passées à côté » de l'immense majorité des femmes concentrées dans le travail à domicile, la sous-traitance et le travail non reconnu des épouses dans les entreprises familiales. En outre, elles ont oublié les petites entreprises individuelles du secteur des *services* et du secteur de la *distribution*, qui dans de nombreux contextes sont essentiellement des entreprises féminines (Moser 1984). Les projets visant à satisfaire les besoins fondamentaux ont identifié les femmes dans leur rôle reproductif, comme bénéficiaires des infrastructures, telles que l'adduction d'eau et l'équipement sanitaire. Bien que la recherche sur les projets de logement ait montré que « sans les femmes le projet n'aurait jamais marché » (Chauhen 1983 : 42), la variable hommes/femmes n'a jamais été retenue comme catégorie analytique et l'important rôle joué par les femmes dans la participation de la population locale a rarement été mentionné dans la recherche portant sur les mesures d'action publique<sup>4</sup>.

Dans les années 1970, l'influence de la seconde vague de féminisme qui a marqué la fin des années 1960 et la décision des Nations unies de consacrer la décennie 1975-1985 à la femme ont entraîné le développement d'un programme de recherche parallèle. Il s'agissait d'une recherche à la fois WID et GAD, entreprise principalement par des femmes, dans laquelle les perspectives WID et GAD étaient consacrées comme deux domaines d'analyse distincts.

C'est au rôle productif des femmes que s'intéressa cette recherche, dans l'intention d'« infirmer » la thèse de l'ILO selon laquelle il n'y avait que peu de femmes dans le secteur informel. Une profusion d'études vinrent bientôt

---

<sup>4</sup> Moser (1989) étudie la participation de la population locale aux projets urbains, elle évalue dans une perspective tenant compte de la variable hommes/femmes les projets d'aide à la construction de logements par les habitants eux-mêmes, entrepris par des organismes multilatéraux, des gouvernements nationaux et des ONG.

*prouver que les femmes y étaient cependant bel et bien* et démontrer le rôle capital du secteur informel comme source de revenu pour les femmes. Des travaux décisifs, tels que ceux de Nirmala Banerjee (1981) sur Calcutta, de Mira Savara (1981) sur Madras, de Lourdes Arizpe sur Mexico (1977), de Marianne Schmink (1982) et de Tom Merrick (1976) sur Belo Horizonte, de Nici Nelson (1979) et de Janet Bujra (1986) sur Nairobi, d'Eleanor Wachtel (1975) sur Nakuru, de Lee Jellinek (1978) sur Jakarta, démontrèrent et quantifièrent le taux élevé de participation féminine au secteur informel.

76

Une fois «prouvée» la présence des femmes dans le secteur informel, la recherche se tourna vers l'analyse des rapports hommes/femmes dans ce secteur en se plaçant dans une perspective GAD. A Lima, MacEwen Scott conclut, par exemple: «l'image classique de l'emploi dans le secteur informel est en fait bien plus conforme à la réalité en ce qui concerne le travail des femmes»<sup>5</sup>. Des recherches sur la production de petits articles de consommation ont montré que l'exploitation des femmes ne se limitait pas au secteur formel. Dans un contexte d'intense concurrence, les distinctions hommes/femmes jouaient souvent comme élément déterminant de la division du travail, cantonnant les femmes dans les domaines les moins lucratifs (Moser 1981: 28). La recherche a en outre permis d'identifier d'autres contraintes liées à la condition féminine dans le secteur informel, par exemple en matière d'accès aux crédits, les femmes étaient le plus souvent dans l'impossibilité de fournir des garanties (Bruce 1980; IWTC 1985); de même qu'en matière d'épargne – à Ahmedabad, faute de pouvoir disposer de leur épargne, comme l'a montré une importante étude de la SEWA (Self-Employed Women's Association), les femmes ne pouvaient pas développer leur entreprise (Sebsted 1982; Karl 1983); et, en matière de mobilité, les femmes étaient limitées, ayant à s'occuper de leurs enfants (Chant 1987).

Cependant, les implications de cette recherche axée sur les mesures d'action publique ont donné lieu à controverse. La question du travail non rémunéré des femmes dans les entreprises familiales ou celle de leur accès inégal au crédit ne pouvait être réglée que si les femmes acquéraient un pouvoir plus large sur les ressources et si la répartition des tâches au sein du ménage était modifiée. La recherche axée sur les politiques à mettre en œuvre accusa donc une tendance à revenir à une perspective WID, à traiter les femmes en tant que catégorie séparée, à mettre au point des mesures visant à accroître leurs options génératrices de revenu dans les activités spécifiquement féminines à petite échelle, qui pourraient être développées par les ONG<sup>6</sup>.

---

<sup>5</sup> Voir A.M. Scott (1989) pour un exposé plus développé et plus récent de cette thèse.

<sup>6</sup> Buvinic (1986) a mis en lumière les problèmes auxquels se heurtent les projets anti-pauvreté au stade de la mise en œuvre.

### Logements et problèmes de santé

De nombreux problèmes de santé sont liés à la structure du logement : construction inappropriée, protégeant mal de la chaleur ou du froid, du bruit, de la pluie, de la fumée, des insectes et des rongeurs ; approvisionnement en eau déficient en quantité et en qualité, cause importante de maladies et de tensions à cause du manque de temps, d'énergie et d'argent pour s'en procurer ; raccordements inexistantes ou précaires à l'électricité, obligeant le recours à des combustibles polluants et n'allégeant pas la charge domestique. Le logement devient source de maladies avec une pollution de l'air domestique, des dangers d'incendie et d'écroulement, d'électrocution, quand la structure est trop mauvaise. La surpopulation (en moyenne plus de quatre personnes par pièce dans les zones urbaines pauvres des pays du Sud) exacerbe l'inconfort et favorise la transmission d'infections respiratoires, les accidents domestiques, le stress.

Le logement en tant que lieu de travail à domicile auquel ont recours un nombre croissant de femmes du Sud est lié à des problèmes de santé tels que la présence d'agents toxiques ou l'utilisation d'équipement dangereux (pour elles mais également pour leurs enfants). La présence très prolongée des femmes dans l'espace domestique, pour le travail reproductif et productif, les expose (ainsi que leurs petits enfants) de façon beaucoup plus prononcée que les hommes aux conditions nocives des logements pour la santé. La difficulté de recourir à d'autres ressources productives (zones à usage agricole, espace pour élevage de basse-cour, arbres,...), pour divers motifs, contribue parfois à une perte de connaissances et a des conséquences sur la nutrition.

*Inspiré de Hardoy J. e.a., 1992, Environmental problems in Third World Cities, Londres, Earthscan Pub*

### La lutte des femmes dans les villes, les besoins d'infrastructures et de logements

Dans la troisième période, celle de la Gestion des villes (années 1980), le petit schéma d'approches différentes de la recherche sur les femmes se répète. La recherche latino-américaine sur «La crise de la consommation collective» et sur les mouvements sociaux urbains ne mentionnait les femmes qu'en passant et de façon descriptive. Dans son étude historique *The City and the Grass Roots* (1983), Castells a reconnu le rôle capital des femmes dans les conflits urbains, mais lorsqu'il analyse leur participation en termes de conscience féministe, il n'envisage pas la possibilité d'un rapport entre le mouvement féministe et les mouvements sociaux urbains. Cependant, toute une série de travaux complémentaires, très différents, réinterprétant la même protestation urbaine dans la perspective féministe, se sont là encore efforcés de prouver que les femmes étaient bien là – en s'appuyant sur l'argument que «les faits et gestes des hommes ne peuvent pas être généralisés et étendus à

toute la population» (West et Blumberg 1990 : 8). D'importantes études de cas ont été entreprises à Lima (Blondet 1990 ; Andreas 1985), à Buenos Aires (Feijoo 1990) et à Guadalajara (Pardinas et Dieste 1988).

Les chercheurs féministes entendaient démontrer l'importance du rôle des femmes non seulement par leur participation à la *lutte* pour telle ou telle question de consommation collective, mais aussi, vu la division du travail entre les sexes, par leur manière de *gérer* la répartition, la fourniture et l'entretien des biens de consommation au niveau du ménage et de la collectivité locale dans les villes (Moser 1989a, 1993). Là encore, la recherche est passée par un certain nombre de stades. La recherche se plaçant dans la perspective WID démontrant l'importance de la participation des femmes à la fourniture locale de services (voir Schmink 1984 ; Schmink *et al.* 1986) – par exemple pour les questions de santé à São Paulo (ISIS 1983 ; Machado 1991), la garde des enfants à Lima (Ayllon Viana 1982 ; Barrig et Fort 1987) ; l'eau à Guayaquil (Moser 1987) et à Tegucigalpa (Resources for Action 1982) ; le recyclage des déchets à Mexico (Schmink 1984 ; 1989), à Panama (Girling, Lycette et Youssef 1983), à Kingston en Jamaïque (MacLeod 1989), à Lusaka (Rakodi 1983 ; Schlyter 1988) et à Nairobi (Nimpuno-Pariente 1987) ; la maintenance des équipements à Colombo (Fernando 1987) et les services de cars dans les villages au Kenya (Kneerim 1989).

Puis, se plaçant dans la perspective GAD, la recherche a identifié les *contraintes sectorielles imposées aux femmes* et les problèmes que leur posait une planification urbaine ne tenant pas compte de la variable hommes/femmes (voir Moser 1987a). Parmi ceux-ci, les itinéraires des moyens de transport, au Brésil (Schmink 1982), les agressions physiques au Pérou (Anderson et Panzio 1986). La recherche sur les inégalités entre les sexes dans le domaine du logement a porté entre autres points sur les critères d'attribution, au Brésil (Machado 1987 : 62), à Quito (Lycette et Jaramillo 1984) ; sur le relogement, affectant l'accès à l'emploi, à Delhi (Singh 1980) ; sur les restrictions liées aux plans d'aménagement, à Lusaka (Schlyter 1984) ; sur la réglementation de zonage, à Nairobi (Nimpuno-Pariente 1987), pour n'en citer que quelques uns.

Malgré ces travaux, la plupart des décideurs de l'époque continuèrent à ne pas tenir compte de la variable hommes/femmes. A titre d'exemple, la réévaluation des principaux problèmes de l'habitat et des établissements humains effectuée sous l'égide du Centre des Nations unies pour les établissements humains (UNCHS) et éditée par Lloyd Rodwin (1987) à l'occasion de l'Année internationale du logement des sans-abri ne contenait même pas un chapitre sur les besoins particuliers des femmes, tandis que les autres chapitres ignoraient complètement la variable hommes/femmes.



Durant cette période, toute une série de domaines de recherche ont été développés, qui, sans être spécifiquement urbains, ont été identifiés comme des phénomènes urbains. Parmi ceux-ci figure la question du chef de famille. Les limitations des stéréotypes de planification concernant les familles nucléaires – l’homme étant considéré comme celui qui gagne le revenu du ménage et la femme comme devant s’occuper du logis – ont conduit à étudier les ménages urbains, notamment les ménages dont le chef de famille est une femme. Deuxièmement, la question de la répartition des ressources au sein du ménage, qui présente une grande importance pour les décideurs chargés de cibler les interventions dans la lutte contre la pauvreté. Troisièmement, dans les années 1980, la recherche sur le travail productif des femmes a donné la priorité à la participation des femmes au marché du travail officiel et aux conséquences de la mondialisation progressive des processus industriels pour la restructuration du travail féminin – à la fois féminisation de la population active industrielle dans les secteurs d’exportations ou «industrialisation conduite par les femmes» et fragmentation des processus de travail par la sous-traitance et le travail à domicile – là encore pour accroître les profits par une réduction des frais fixes des entreprises et des salaires des travailleurs extérieurs. Cette recherche a eu pour résultat intéressant d’introduire la variable hommes/femmes dans les statistiques de l’emploi.

### **Les conséquences urbaines du «parti pris masculin» dans les politiques d’ajustement structurel**

Depuis le milieu des années 1980, la recherche urbaine a été dominée par la crise économique mondiale et la série de réformes macroéconomiques de l’ajustement structurel imposée par le FMI et par la Banque mondiale en vue d’aider les économies en faillite à retrouver la santé. La manifestation la plus visible de cette quatrième période de recherche, celle des «solutions pour les villes en crise», a été l’incapacité des pouvoirs nationaux et légaux à gérer et administrer efficacement la vie urbaine, ce qui s’est accompagné d’une détérioration de la fourniture, de l’entretien et de la qualité des services urbains tels que la distribution d’eau, d’électricité, les transports, les services de santé et l’enseignement. Les priorités de la recherche féministe sont passées de la gestion aux solutions *ad hoc*, l’attention se portant plus spécialement sur deux niveaux.

Premièrement, la recherche s’est concentrée sur les conséquences particulières du préjugé masculin implicite dans les politiques d’ajustement structurel (PAS), sur le caractère variable de ces processus d’ajustement suivant qu’il s’agit des hommes ou des femmes, et sur leurs effets négatifs pour les femmes. Les conséquences spécifiquement urbaines de ce préjugé masculin

(Elson 1991 : 6 ; Moser 1992) sont : premièrement, que les méthodes utilisées par les femmes dans leurs activités non rémunérées telles que l'entretien des enfants, le ramassage du combustible pour le feu, le traitement des aliments, la préparation des repas, les soins à donner aux malades vont continuer à être appliquées quelle que soit la manière dont les ressources vont être distribuées (Elson 1991). Bien que les données d'enquête soient encore fragmentaires, les études qui ont été effectuées à Buenos Aires (Feijoo et Jelin 1989) et à Manille (Secrétariat du Commonwealth 1989) ont conduit à s'interroger sur l'intérêt des mesures d'adaptation structurelle si cette adaptation doit se faire au prix de journées de travail plus longues pour les femmes obligées de travailler davantage à la fois sur le marché du travail et dans leur foyer ; on s'est demandé jusqu'à quel point le travail des femmes était extensible (Jolly *et al.* 1987) ; alors que l'observation empirique à Guayaquil a montré que les femmes tendent à modifier la répartition de leur temps pour pouvoir assumer leur triple rôle (Moser 1992).

Le deuxième préjugé masculin portait sur la division du travail entre les sexes, une division ignorant les obstacles à la nouvelle répartition du travail prévue dans les politiques visant à faire passer la production de biens non exportables aux biens exportables en offrant des avantages incitatifs pour encourager les processus manufacturiers employant beaucoup de main d'œuvre. Dans les villes, cette politique a entraîné une montée du chômage pour les hommes employés jusque-là dans la production de biens non exportables, alors que pour les femmes attirées dans la production de biens destinés à l'exportation, leur travail à l'usine s'ajoute maintenant au travail qu'elles ont à faire chez elles et que les chômeurs masculins répugnent encore à faire – des exemples brésiliens ont été donnés (Hirata et Humphrey 1991). Les données d'enquête à Guadalajara (Gonzalez de la Rocha 1988), à Guayaquil (Moser 1992), à Queretaro (Chant 1988 ; 1991, chapitre 6) et à Mexico (Beneria et Feldman 1992) ont toutes montré un accroissement de la participation des femmes à la vie active, de même qu'une évolution de la structure des ménages, les deux phénomènes ayant pour cause la diminution du revenu des ménages.

Le troisième préjugé en faveur des hommes portait sur le principe d'une distribution égale des ressources au sein du ménage, ce qui impliquait que toute modification dans la répartition des ressources, du revenu, du prix des denrées alimentaires et des dépenses publiques accompagnant la stabilisation et les mesures d'adaptation structurelle devaient affecter de la même manière tous les membres du ménage. Les recherches urbaines effectuées en Jamaïque (Davies et Anderson 1989), au Mexique (Beneria 1990) et au Pérou (Cornia *et al.* 1987) ont montré que les mesures d'austérité altéraient les budgets des ménages, les familles pauvres éliminant souvent la viande,



le lait et les autres produits essentiels de leur régime. Au Chili, les femmes des ménages pauvres ont dû réduire plus que les autres leur consommation de nourriture durant les périodes de pénurie alimentaire (Raczynski et Serrano 1985). Au Brésil (Barroso et Amado 1989), il a été soutenu que les difficultés du ménage à faire face à la crise économique ont eu des effets destructeurs sur les relations humaines, ce qui s'est traduit par un accroissement de la violence domestique, par des troubles mentaux et par une augmentation du nombre de ménages ayant une femme à leur tête par suite de l'effondrement des structures de la famille nucléaire. Par contre, à Guadalajara, la crise a obligé les hommes à abandonner une plus large part de leur salaire au budget familial (Gonzalez de la Rocha 1988).

**Quito,  
pas d'accès au logement social pour les femmes chefs de famille**

Dans un projet « Sites and Services » situé à Quito, alors que les femmes chefs de famille représentaient 30 % du nombre de candidats à l'accession aux logements sociaux, près de la moitié d'entre elles (46 %) n'ont pas été retenues pour accéder aux logements car :

- leurs revenus étaient trop bas ;
- le fonds initial requis était trop élevé ;
- elles ne pouvaient garantir des remboursements fixes et réguliers ;
- elles n'avaient personne pouvant servir de garantie pour le premier emprunt ;
- elles étaient dans l'impossibilité de fournir, comme requis, une contribution en travail dans la construction, par surcharge de travail personnel.

*Inspiré de UNCHS (Habitat), 1995, Women in Human Settlements, Nairobi,  
d'après la recherche de Linda Peake*

Devant la difficulté de remettre en question les *a priori* sous-jacents aux politiques de restructuration, une deuxième ligne de recherche axée sur les politiques publiques a été adoptée. L'on a cherché à identifier les contraintes pesant sur les femmes du fait de la non fourniture de services de base. Les études sur la vie quotidienne des femmes à faible revenu dans des villes telles que Lima (Barrig et Fort 1987), Quito (Rodriguez 1990), Querétaro (Chant 1991), Sao Paulo (Volbeda 1989) et Oaxaca (Selby 1991), Nairobi (Mitmulah 1991), Bamako (Vaa *et al.* 1989), en Tanzanie urbaine (Tripp 1989) et à Madras (Noponen 1991) ont toutes décrit les stratégies complexes adoptées par les femmes pour faire face à l'effet combiné de la diminution du revenu, de l'augmentation des prix des produits alimentaires et de la réduction des dépenses publiques pour les secteurs sociaux tels que la santé et l'éducation, de même que de la structure de ces dépenses. Les solutions de rechange auxquelles les femmes ont eu recours comportaient l'organisation de cuisines collectives ou communales (leur offrant la possibilité de se nourrir à meilleur

compte tout en les libérant du travail domestique), à Lima (Sara-Lafosse 1984) et les «potagers de femmes» (pour leur permettre d'améliorer le régime alimentaire de leur famille) à Lusaka (Rakodi 1988), dans la Gambie périurbaine (Barrett et Browne 1988) et à Nairobi (Freeman 1991).

#### Population des villes et pourcentage de la population vivant dans les zones urbaines (1970, 1990, 2025)

	1970		1990		2025	
	Mio	%	Mio	%	Mio	%
Pop. urbaine pays peu développés	654	25	1401	34	4011	57
Pop. urbaine pays développés	698	67	881	73	1177	84

Remarque: Ne sont pas notées les données concernant «les pays les moins avancés» ou les «autres pays», d'où des pourcentages ne totalisant pas 100 %.

Source: UN, *World Urbanization Prospects*, 1993

## Conclusion

### Les villes et le développement durable: les défis des années 1990

L'examen des programmes de recherche met en lumière trois problèmes lourds de conséquences pour la recherche future. Premièrement, **durant les trois dernières décennies, la recherche urbaine, effectuée dans le cadre du mouvement WID (Women in Development) et dans l'optique GAD (Gender and Development) ont produit toute une série d'études remarquables, mais qui n'ont guère influencé les chercheurs étudiant plus généralement les problèmes urbains, ni les décideurs.** Sauf en ce qui concerne la recherche récente sur l'emploi et les marchés du travail dans les villes, le gros de la recherche sur le développement urbain est resté aveugle aux distinctions à faire entre les besoins des hommes et ceux des femmes.

Deuxièmement, cette recherche WID et GAD est encore dans une large mesure une recherche de spécialistes, principalement effectuée par des femmes, travaillant dans des domaines et des régions bien définis et séparés, ce qui a donné à une bonne partie de leurs travaux un caractère marginal et affecté le choix de carrière des chercheurs et des chercheuses. Troisièmement, lorsque cette recherche a été prise au sérieux par les décideurs, ils se sont en général sentis plus à l'aise avec la recherche effectuée dans l'optique WID, choisissant plutôt d'intervenir pour aider les femmes dans leur rôle actuel au sein de la société que de remettre en question la division du travail en fonction du sexe ou la nature de la subordination des femmes aux hommes. D'où il ressort que, tant que la recherche sur les femmes

demeurera une sorte de «pièce rapportée», ses résultats resteront hors de la ligne générale de la politique urbaine et n'influenceront pas les grands programmes d'action publique.

Pour de nombreux chercheurs, la première priorité des années 1990 est l'intégration dans le champ principal de la recherche de ce qui demeure encore une affaire de spécialistes et sa traduction dans les politiques et la pratique publiques. Une des options les plus importantes consiste à essayer de savoir pourquoi ce corps de recherche n'a pas jusqu'ici été intégré. Les difficultés sont-elles d'ordre technique ou politique? (Moser 1993, chapitre 1). Le problème est-il que l'«action publique» est essentiellement une question de «contrôle public», et que dans leurs recommandations les décideurs cherchent plus à exercer un pouvoir sur les femmes, au niveau local, qu'à leur donner un pouvoir? Les chercheurs devront répondre à ce genre de questions s'ils veulent trouver les moyens de rendre leurs résultats opérationnels et leur donner une valeur institutionnelle en les faisant entrer dans le courant principal de la recherche et de la politique urbaine.

De toute évidence, un certain nombre de programmes de recherche déjà en cours devront être poursuivis dans les années 1990, et de nombreux programmes devront être entrepris, mais cette question exigerait à elle seule un exposé et nous ne pouvons ici que donner une liste, nullement exhaustive, des questions à traiter :

- L'écoute des femmes, les écouter et les entendre ;
- Les différences entre les femmes dans le contexte urbain ;
- Trouver un point de rencontre entre les approches qui mettent l'accent sur ce que les femmes ont en commun et celles qui mettent l'accent sur leurs différences ;
- Nouvelles méthodes pour une recherche tenant compte de la variable hommes/femmes, qui permette aux femmes elles-mêmes d'identifier leurs similitudes et leurs différences ;
- Les femmes, la citoyenneté, la démocratisation et la décentralisation – jusqu'ici le rôle des femmes dans l'administration locale municipale est un des rares domaines qui aient été traités ;
- Les femmes, l'agitation sociale et la violence – un continuum qui commence dans le foyer et va au-delà, pour finir par devenir un problème concernant toute la collectivité et la ville dans son ensemble ;

- Les femmes, les hommes et le cadre de vie urbain – il n'existe pas encore de cadre général d'analyse pour identifier les aspects féminins et masculins des problèmes que pose l'environnement urbain.

### Références bibliographiques

- ANDERSON J., PANZIO N., 1986, «Transportation and public safety: Services that make service use possible» in SCHMINK, M., BRUCE, J., KOHN, M. (Eds.), *Learning about Women and Urban Services in Latin America and the Caribbean*, New York, The Population Council.
- ANDREAS C., 1985, *When Women Rebel: The Rise of Popular Feminism in Peru*, Connecticut, Lawrence Hill.
- ARIZPE L., 1977, «Women in The Informal Labor Sector: The Case of Mexico City», *Signs* 3, n° 1, pp. 25-37.
- AYLLON VIANA R., 1982, «Organisacion de una guaderia infantil con la poblacion femenina del Pueblo Joven Huascar», Présentation au colloque *Women in the Andean Region*, Lima.
- BANERJEE N., 1981, «The Weakest Link», *Institute of Development Studies Bulletin*, 12-3.
- BARRETT H., BROWNE A., 1988, «Women's horticulture in the peri-urban zone, the Gambia», *Geography* 73, n° 2, pp. 158-160.
- BARRIG M., FORT A., 1987, «La Ciudad de las Mujeres: Pobladoras y Servicios, El Caso de El Agustino», *Women, Low-Income Households and Urban Services Working Papers*, Lima.
- BARROSO C., AMADO T., 1989, «L'incidence de la crise sur la santé des femmes pauvres dans les villes. Le cas du Brésil» in UNICEF (Red.), *L'ajustement invisible: les femmes pauvres et la crise économique*, Bogota, UNICEF.
- BENERIA L., FELDMAN D. (Eds), 1992, *Unequal Burden: Economic Crises, Persistent Poverty and Women's Work*, Boulder, Westview Press.
- BLONDET C., 1990, «Establishing an identity: Women settlers in a poor Lima neighborhood» in JELIN, E. (Ed.), *Women and Social Change in Latin America*, London, Zed.
- BOSERUP E., 1970, *Women's Role in Economic Development*, New York, St. Martins Press.
- BRUCE J., 1980, *Market Women's Co-operatives: Giving Women Credit*, New York, Population Council.
- BUJRA J., 1986, «Urging women to redouble their Efforts... Class, gender and capitalist transformation in Africa» in ROBERTSON C., BERGER, I. (Eds.), *Women and Class in Africa*, New York, Africana Publishing Company, pp. 117-140.
- CASTELLS M., 1983, *The City and the Grassroots*, Londres, Edward Arnold.
- CHANT S., 1991, *Women and Survival in Mexican Cities: Perspectives on Gender, Labour Markets and Low-Income Households*, Manchester, St Martin's Press.
- CHANT S., 1987, «Family Structure and Female Labour in Queretero, Mexico» in MOMSEN, J., TOWNSEND, J. (Eds.), *Geography of Gender in the Third World*, Londres, Hutchinson.
- CHAUHEN S. (Ed.), 1983, «Green Flag Over Baldia Pit Latrines» in *Who Puts the Water In The Taps ?*, Londres, Earthscan.
- COLLIER D., 1976, *Squatters and Oligarchs: Authoritarian Rule and Policy Change in Peru*, Baltimore, John Hopkins University Press.
- CORNELIUS W., 1975, *Politics and the Migrant Poor in Mexico City*, Stanford, Stanford University Press.
- CORNIA G., JOLLY R., STEWART F. (Eds.), 1987, *Adjustment with a Human Face*, vol. 1, Oxford, Oxford University Press.

- DAVIES O., ANDERSON A., 1989, «L'incidence de la récession et l'ajustement des politiques en ce qui concerne les femmes pauvres des villes de la Jamaïque», in UNICEF (Red.), *L'ajustement invisible: les femmes pauvres et la crise économique*, Bogota, UNICEF.
- ECKSTEIN S., 1977, *The Poverty of Revolution: The State and the Urban Poor in Mexico*, Princeton, Princeton University Press.
- ELSON D., 1991, «Male Bias in Macroeconomics: The Case of Structural Adjustment» in ELSON D. (Ed.), *Male Bias in the Development Process*, Manchester, Manchester University Press.
- FEIJOO J. del C., GOGNA J., 1990, «Women in the Transition to Democracy» in JELIN E., (Ed.), *Women and Social Change in Latin America*, Londres, Zed.
- FEIJOO M. del C., JELIN E., 1989, «Les femmes dans les quartiers à faible revenu: la récession et la démocratisation des politiques», in UNICEF (Red.), *L'ajustement invisible: les femmes pauvres et la crise économique*, Bogota, UNICEF.
- FERNANDO M., 1987, «New Skills for Women: A Community Development Project in Colombo, Sri Lanka» in MOSER C. O. N., PEAKE L. (Eds.), *Women, Human Settlements and Housing*, Londres, Tavistock.
- FREEMAN D., 1991, *A City of Farmers: Informal Urban Agriculture in the Open Spaces of Nairobi, Kenya*, Kingston, McGill – Queens University Press.
- GIRLING R., LYCETTE M., YOUSSEF N., 1983, *A Preliminary Examination of the Panama Self-Help Women's Construction Project*, Washington, D.C., International Centre for Research on Women.
- GONZALEZ DE LA ROCHA M., 1988, «Economic crisis, domestic reorganization and women's work in Guadalajara, Mexico», *Bulletin of Latin American Research*, 7, 2, pp. 207-223.
- HIRATA H., HUMPHREY J., 1991, «Workers' Response to Job Loss: Female and Male Industrial Workers in Brazil», *World Development*, 19, n° 6, pp. 671-682.
- ISIS, 1983, «Women and Health: The Brazilian experience», *ISIS International Women's Journal*, n° 3.
- IWTC (International Women's Tribune Centre), 1985, «Women, Money and Credit», *Newsletter* 15, IWTC, New York.
- JELLENEK L., 1978, «Circular migration and the pondok dwelling system. A case study of ice-cream traders in Jakarta», in RIMMER P., DRAKAKIS-SMITH D., MCGEE T. G. (Eds) *Food, Shelter and Transport in Southeast Asia and the Pacific*, Canberra, Australian National University.
- JOLLY R., 1987, «Women's Needs and Adjustment policies in Developing Countries», communication au Groupe de l'OCDE sur les femmes et le développement, Paris.
- KARL M., 1983, «Women and Rural Development», in *Women in Development: A Resource Guide*, Genève, ISIS Collective.
- KNEERIM J., 1989, «Village women organize: The Mararu Kenya Bus Service», in LEONARD A. (Ed.), *Seeds: Supporting Women's Work in the Third World*, New York, Feminist Press.
- LYCETTE M., JARAMILLO C., 1984, *Low-Income Housing: A Woman's Perspective*, Washington, D.C., International Center for Research on Women.
- MACHADO L., 1987, «The problems for women-headed households in a low-income housing programme in Brazil», in MOSER C., PEAKE L. (Eds), *Women, Human Settlements and Housing*, Londres, Tavistock.
- MCLEOD R., 1989, «The Kingston Women's Construction Collective: Building for the future in Jamaica», in LEONARD A. (Ed.), *Seeds: Supporting Women's Work in the Third World*, New York, Feminist Press.
- MAYER P., 1963, *Townmen or Tribesmen*, Le Cap, Oxford University Press.
- MERRICK T., 1976, «Employment and earnings in the informal sector in Brazil: The case of Belo Horizonte», *Journal of Developing Areas*, 10-3.
- MITMULLAH W., 1991, «Hawking as a survival strategy for the urban poor in Nairobi: The case of women», *Environment and Urbanization* 3, n° 2, pp. 13-22.



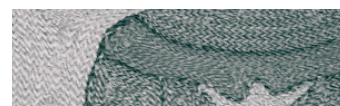
- MOSER C.O.N., 1993, *Gender Planning and Development: Theory, Practice and Training*, Londres, Routledge.
- MOSER C.O.N., 1992, «Adjustment From Below: Low-Income Women, Time and the Triple Role in Guayaquil, Ecuador», in AFSHAR H., DENNIS C. (Eds), *Women and Adjustment Policies in the Third World*, Basingstoke, Macmillan.
- MOSER C.O.N., 1989a, «Gender Planning in the Third World: Meeting practical and Strategic Gender Needs», *World Development*, vol. 17, n° 11.
- MOSER C.O.N., 1989b, «Community Participation in Urban Projects in the Third World», *Progress in Planning*, vol. 32, Part 2.
- MOSER C.O.N., 1987, «Mobilization in Women's Work: Struggles for Infrastructure in Guayaquil, Ecuador», in MOSER, C., PEAKE, L. (Eds), *Women, Human Settlements and Housing*, Londres, Tavistock.
- MOSER C.O.N., 1984, «The Informal Sector Reworked: Viability and Vulnerability in Urban Development», *Regional Development Dialogue*, vol. 5, n° 2.
- MOSER C.O.N., 1981, «Surviving in the Suburbs», *Institute of Development Studies Bulletin*, vol. 12, n° 3.
- NELSON N., 1979, «How women and men get by: The sexual division of labor in the informal sector of Nairobi squatter settlement», in BROMLEY R., GERRY C. (Eds), *Casual Work and Poverty in Third World Cities*, Londres, Wiley.
- NIMPUNO-PARIENTE P., 1987, «The Struggle for Shelter: Women in a Site and Service Project in Nairobi, Kenya», in MOSER, C., PEAKE, L. (Eds), *Women, Human Settlements and Housing*, Londres, Tavistock.
- NOPONEN H., 1991, «The dynamic of work and survival for the urban poor: A gender analysis of panel data from Madras», *Development and Change* 22, n° 2, pp. 233-260.
- PARDINAS D.L., DIESTE, C.P., 1988, in GABAYET et al. (Eds), *Mujeres y Sociedad: Salario, Hogar y Accion social en el Occidente de México*, El Colegio de Jalisco, Guadalajara.
- PEATIE, L., 1968, *The view from the Barrio*, Ann Arbor, University of Michigan Press.
- RACZYNSKI, D., SERRANO, C., 1985, *Vivir al Pobreza. Testimonios de Mujeres*, CIEPLAN-PISPAL, Santiago.
- RAKODI, C., 1988, «Urban agriculture: Research questions and Zambian evidence», *Journal of Modern African Studies* 26, n° 3, pp. 495-515.
- RAKODI, C., 1983, «The World Bank Experience: Mass Community Participation in the Lusaka Squatter Upgrading Project», in MOSER, C. (Ed.), *Evaluating Community Participation in Urban Development Projects*, Development Planning Unit Working Paper, n° 14, Londres.
- RESOURCES FOR ACTION, 1982, *Women and Shelter in Tunisia: A Survey of The Shelter Needs of Women in Low-Income Areas*, USAID Office of Housing, Washington, D.C.
- RODRIGUEZ, L., 1990, *Les Mujeres de Solanda*, Quito, CEPAM-ILDES.
- RODWIN, L., 1987, *Shelter, Settlement and Development*, Londres.
- SARA-LAFOSSE, V., 1984, *Comedores Comunes: La Mujer Frente A La Crisis (Lima: Gupo de Trabajo)*, Servicio Urbanos y Mujeres de Bajos Ingresos, Lima.
- SAVARA, M., 1981, «Organizing the Annapurna», *Institute of Development Studies Bulletin*, 12, Juillet.
- SCHLYTER, A., 1988, *Women Householders and Housing Strategies: The Case of George Lund*, The National Swedish Institute for Building Research.
- SCHMINK, M., 1989, «Community Management of Waste Recycling in Mexico: The SIRDOS», in LEONARD, A. (Ed.), *Seeds: Supporting Women's Work in the Third World*, New York, Feminist Press.
- SCHMINK, M., 1984, «The Working Group Approach to Women and Urban Services», Mimeo, Centre for Latin American Studies, Gainesville, University of Florida.
- SCHMINK, M., 1984, *Community Management of Waste Recycling: The SIRDOS*, The Population Council, New York.
- SCHMINK, M., 1982, «Women in the Urban Economy in Latin America», *Population Council Working Paper n° 1*, The Population Council, New York.

- SCHMINK, M., BRUCE, J., KOHN, M. (Eds), 1986, *Learning about Women and urban Services in Latin America and the Caribbean*, The Population Council, New York.
- Secrétariat du Commonwealth, 1989, *Engendering Adjustment for the 1990s: Report of the Commonwealth Expert Group on Women and Structural Adjustment*, Londres.
- SELBY, H., 1991, «The Oaxacan urban household and the crisis», *Urban Anthropology* 20, n° 1, pp. 87-88.
- SEN, G., GROWN, L., 1987, *Development, Crises and Alternative Visions: Third World perspectives*, New York, Monthly Review Press.
- SETHURAMAN, S,V, (Ed.), 1981, *The Urban Informal Sector in Developing Countries: Employment, Poverty and Environment (A WEP Study)*, ILO, Genève.
- SINGH, A., 1980, *Women in Cities: An Invisible Factor in Urban Planning in India (mimeo)*, The Population Council, New York.
- TRIPP, A., 1989, «Women and the changing urban household economy in Tanzania», *Journal of Modern African Studies*, n° 4, pp. 601-623.
- VAA, M., FINDLEY, S.E., DIALLO, A., 1989, «The gift economy: A study of women migrants survival strategies in a low-income Bamako neighbourhood», *Labour, Capital and Society* 22, n° 2, pp. 234-260.
- VOLBEDA, S., 1989, «Housing and survival strategies of women in metropolitan slum areas in Brazil», *Habitat International*, n° 13, pp. 157-171.
- WACHTEL, E., 1975, «Leurs affaires: les entreprises économiques des femmes à Nakuru, Kenya», Association canadienne d'études africaines, Cinquième conférence annuelle, 19-22 février, Toronto, Ontario.
- WEST. G., BLUMBERG, R., 1990 (Eds), *Women and Social Protest*, New York, Oxford University Press.

### Le Caire, logement inadapté aux besoins de genre

Fatima vivait avec sa famille élargie dans un petit appartement d'un bidonville du Caire sans eau courante. Son mari était vendeur de rue et Fatima travaillait comme employée domestique quand elle trouvait quelqu'un qui s'occupe de ses enfants. La famille a été sélectionnée pour bénéficier d'un programme de logements sociaux et a déménagé vers un appartement encore plus petit dans une autre partie de la ville. L'immeuble avait de l'eau courante, mais il n'y avait pas d'espaces communs pour s'occuper des enfants et socialiser avec d'autres femmes, et il n'y avait pas de systèmes de transport dans l'après-midi vers d'autres parties de la ville, ce qui a forcé Fatima à s'arrêter de travailler.

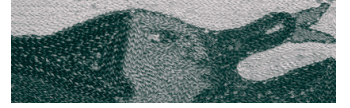
(Backgrounder Habitat II, Istanbul 1996)







2



## Mouvements sociaux et genre



---

# Les réponses collectives des femmes aux programmes de restructuration et à la pauvreté urbaine

91

..... Amy Lind\* et Martha Farmelo\*\*

---

*Gender and urban social movements. Women's community responses to restructuring and urban poverty, UNRISD, United Nations Volunteers, Inter-American Foundation, UNRISD Discussion paper 76, Extraits de UNRISD, 1996, pp. 3-7, 18, 24-25 (extraits)<sup>1</sup>*

---

*Traduit de l'anglais par Emmanuelle Chauvet*

[...]

## **Luttes pour la subsistance : une perspective comparative sur les organisations de femmes**

Les organisations et les mouvements de femmes dans les pays occidentaux industrialisés ont fait l'objet de nombreuses recherches ; jusqu'à récemment, les recherches sur les régions en développement étaient beaucoup plus rares (voir Basu 1995a, 1995b). La littérature sur les mouvements occidentaux de femmes s'est le plus souvent concentrée sur les mouvements de la classe moyenne, mais de nombreuses études montrent que les

---

\* Mary Ellen Heintz Associate Professor, Department of Women's Studies, Université de Cincinnati.

\*\* Programme «Freedom of Expression» de l'Association pour les droits civils (Asociación por los Derechos Civiles), Argentine.

<sup>1</sup> L'Institut de recherche des Nations unies pour le développement social (UNRISD) décline toute responsabilité pour les erreurs qui pourraient être relevées dans la traduction de la version originale anglaise.

organisations et mouvements de femmes pauvres et de la classe ouvrière ont eu un impact important aux États-Unis, au Canada et en Europe de l'Ouest (Katzenstrein et Muller 1987; Lovenduski 1986; Wolfe et Tucker 1995; Bookman et Morgen 1988). Comme d'autres recherches, ces études montrent que les organisations de femmes pauvres et les autres mouvements sociaux urbains ont émergé en réaction à la désindustrialisation, au chômage massif et à la nécessité de lutter pour disposer de lieux de vie décentes dans des villes profondément ségréguées et économiquement surchargées. A ces facteurs, beaucoup ajoutent ceux du non respect des droits citoyens, l'insuffisance des systèmes de santé et d'éducation, des taux de violence raciale et politique en croissance dans les zones urbaines. A la différence d'autres mouvements sociaux urbains, les organisations et mouvements de femmes apportent des solutions à un certain nombre de problèmes propres au genre comme la violence contre les femmes, la multiplicité des rôles que les femmes doivent assumer en tant que mères et en tant que travailleuses, la discrimination liée au genre au travail et/ou dans le secteur informel, les impacts des politiques sociales en terme de genre et les droits des enfants. A notre connaissance, **beaucoup des études qui portent sur le développement communautaire et le pouvoir local ignorent les rôles que les femmes jouent comme protagonistes de ces processus** (voir, par exemple, Fainstein et Fainstein 1982; Fisher et Kling 1993; Logan et Swanstrom 1990; Pickvance et Preteceille 1991). Les études qui portent spécifiquement sur les organisations de femmes sont importantes pour aider à comprendre les raisons pour lesquelles les femmes choisissent de créer leurs propres organisations et mouvements et pour permettre de voir que les formes d'action communautaire spécifiques au genre peuvent éclairer le gouvernement local et les politiques urbaines et nationales.

Les études sur les mouvements de femmes dans les pays en développement et dans les anciens pays du bloc soviétique traitent surtout des relations de ces mouvements avec les processus de développement, de démocratisation et de formation de l'Etat. Cette tendance est attribuable à des raisons historiques concrètes – par exemple le fait que bien des pays de ces régions aient connu une transition d'Etat – mais aussi à la trajectoire des connaissances académiques sur les mouvements de ces régions (Basu 1995a). En Amérique latine, les organisations de femmes sont massivement apparues dans la période de crise économique et de transition démocratique de la fin des années 1970 et du début des années 1980. Ces mouvements ont été explorés abondamment (voir par exemple Jaquette 1989; Jelin 1990; Alvarez 1990; Schild 1991; Radcliffe et Wetswood 1993; León 1994; Friedmann *et al.* 1996). Si les premières recherches portaient surtout sur les luttes des femmes contre l'autoritarisme militaire et sur les processus de participation à la démocratisation, les connais-

ces plus récentes se sont concentrées sur la dynamique du pouvoir et les inégalités structurelles qui apparaissent et se consolident dans une démocratie formelle (Alvarez 1996). Dans les années 1990, on a continué à s'intéresser aux réponses collectives des femmes à la crise économique et aux politiques d'ajustement structurel (Friedmann *et al.* 1996; Barrig 1996; Benería et Feldman 1992). Ces textes débattent du potentiel politique et des limites des organisations contemporaines de femmes, en s'interrogeant sur leur impact à long terme sur le changement institutionnel et social. Dans nombre de pays où des politiques d'ajustement structurel et/ou des politiques sociales et économiques de type néolibéral ont été introduites, les universitaires et les décideurs politiques ont commencé à analyser les stratégies collectives de survie des femmes : en Afrique (Parpart et Staudt 1989; Tripp 1992), en Amérique latine (Benería 1996; Moser 1989b), en Asie du Sud (Feldman 1992), en Europe de l'Est (Moghadam 1994) et en Amérique du Nord et en Europe de l'Ouest (Gordon 1990; Bookman et Morgen 1988; Cohen 1994).

En Amérique latine, des recherches très nombreuses ont permis de mieux connaître les réponses que les femmes ont apportées collectivement à la pauvreté urbaine et à la restructuration économique. Cette abondance s'explique en partie par une riche tradition d'organisation collective des femmes dans cette région, et parce que de nombreuses organisations de femmes ont explicitement réagi aux mesures d'ajustement (Lind 1995). Cette section s'inspire de cette littérature et affirme qu'elle est transposable à d'autres régions qui subissent des processus similaires. L'une des premières questions qui se pose est celle de la possibilité, pour ces organisations populaires de femmes, de survivre par leurs propres moyens dans les périodes de crise et d'avoir une influence sur les politiques à long terme. Sonia Alvarez (1996) affirme que les politiques de développement néolibérales ont institutionnalisé des stratégies autrefois perçues comme spontanées de réponse à une crise momentanée. Alvarez constate que les politiques de développement néolibérales mettent de plus en plus souvent les organisations de femmes dans une position paradoxale. D'un côté, beaucoup d'organisations communautaires de femmes ont été créées à la fin des années 1970 et au début des années 1980 pour mieux affronter la crise économique et les effets négatifs des politiques d'ajustement structurel. Leur lutte est donc née d'une nécessité économique, même si beaucoup d'organisations ont développé, par leur processus d'organisation, des critiques plus élaborées du pouvoir et des inégalités structurelles, et si leurs revendications politiques, semblables à celles des partis politiques et mouvements de base traditionnels, s'adressaient à l'Etat. Avec les réformes néolibérales, l'Etat-providence étant démantelé, les organisations de femmes pauvres ont perdu des financements d'Etat essentiels – ainsi que

leur accès aux services de l'Etat-providence – et sont devenues encore plus dépendantes d'«un Etat non fiable»<sup>2</sup>. Les organisations de femmes n'ont donc que peu de recours possibles hormis celui de continuer leurs luttes par leurs propres moyens, ou celui de chercher des fonds ailleurs – essentiellement auprès des ONG internationales et des agences bilatérales et multilatérales. Le paradoxe que souligne Alvarez est donc celui qui plonge les organisations dans une crise institutionnelle où elles ne savent plus à qui s'adresser.

En effet, de nombreuses organisations ont dû développer de nouvelles stratégies pour garantir leur financement et conserver leur structure institutionnelle. Dans un contexte de repli de l'Etat où les donateurs internationaux dirigent de plus en plus souvent leurs fonds vers des ONG locales et des organisations de base parce qu'elles sont de nouveaux prestataires de services, le paradoxe d'Alvarez existe bien. Les organisations de femmes pourraient en fait profiter de cet accent mis sur la participation des ONG, à supposer qu'elles soient intégrées aux nouvelles structures locales. Mais la plupart des cadres de développement ne tiennent pas compte du genre ou alors ils tiennent pour acquis que les femmes ont tout le temps de participer aux activités bénévoles de la communauté. Ainsi, *les donateurs ont certes l'intention de promouvoir la participation des ONG, de renforcer la société civile et de construire les pratiques démocratiques, mais les organisations de femmes risquent bien d'être perdantes sur toute la ligne – ou d'en rester à leur rôle de responsables bénévoles de la reproduction sociale*. Tout dépend, en grande partie, des mesures néolibérales adoptées dans chaque pays spécifiquement, des politiques qui ont été menées préalablement à ces mesures, et des effets des évolutions de la couverture sociale pour les communautés locales.

---

<sup>2</sup> Les organisations de quartier de femmes ont souvent reçu des financements publics pour gérer et animer des projets élaborés par l'Etat, par exemple des crèches, des magasins locaux, des cuisines collectives et des programmes d'éducation. Beaucoup de ces projets ont été interrompus car les Etats réduisent les dépenses sociales, cessent de soutenir les programmes communautaires et promeuvent le rôle des organisations privées dans le développement. En Equateur par exemple, 300 organisations locales ont vu cesser le financement de crèches lorsque le gouvernement actuel de Sixto Durán-Ballén (de 1992 à nos jours) a abandonné les politiques sociales de son prédécesseur Rodrigo Borja (1988-1992). Le Réseau communautaire pour le développement de l'enfant, un programme élaboré pour répondre aux besoins des enfants de moins de six ans, essentiellement par les projets de crèches, relevait de cette politique sociale. Le gouvernement Durán a créé un Fonds d'urgence pour l'investissement social dont le but est de répondre au problème du coût des mesures d'ajustement, et beaucoup d'organisations locales de femmes ont perdu leur seule source de financement (voir Delgado 1992; Ojeda 1993). Le même phénomène s'est produit dans de nombreux pays d'Amérique latine où les Etats-providence traditionnels ont été réduits et où les projets communautaires, les crèches par exemple, n'ont plus la priorité. Ainsi, pour suivre l'argument d'Alvarez, le financement essentiel dont dépendaient beaucoup d'organisations de femmes disparaît alors que la situation économique générale reste difficile pour les secteurs pauvres, ce qui oblige les organisations de femmes et les secteurs pauvres en général à compter sur «un Etat de moins en moins fiable».



En lien avec le problème précédent, une autre question se pose : jusqu'à quel point la population va-t-elle chercher des réponses collectives et à quel moment va-t-elle chercher à assurer sa survie en se retirant dans la sphère privée de la famille et des autres réseaux informels ? Lourdes Benería (1992) a constaté une «privatisation» de la lutte pour la subsistance quotidienne parallèlement au processus plus large de privatisation en cours au Mexique. Après avoir mené une étude auprès de 55 ménages à Mexico, elle conclut que les ménages pauvres sont de plus en plus responsables de la reproduction sociale, avec peu voire pas d'aide de l'Etat et même parfois sans l'aide des organisations privées ou des réseaux informels. Le travail de Benería laisse donc penser que, **dans le cas de Mexico, les femmes pauvres et leurs familles s'en remettent aux réseaux de la famille directe au lieu de s'en remettre davantage à l'Etat et de recourir aux autres formes de protection sociale et/ou d'aide sociale.** Benería observe une absence d'action collective. Alvarez observe que les femmes agissent collectivement et qu'elles n'ont pas d'autre possibilité que de continuer à le faire, même si les financements sont rares. Les deux analyses reflètent exactement les dilemmes que rencontrent, partout dans le monde, les organisations de femmes des quartiers ou les autres organisations locales (et les ménages individuels) des villes.

Les études des stratégies de survie des ménages indiquent que les femmes décident de participer aux organisations pour des raisons liées non seulement à leurs difficultés économiques mais aussi aux relations particulières qu'elles développent avec les institutions publiques et les mouvements sociaux (McFarren 1992 ; Moser 1989b ; Lind 1995). Cette observation mérite d'être explorée plus en avant car **on ne sait pas encore très bien pourquoi certaines femmes choisissent de participer et d'autres pas.** Les recherches sur le contexte politique, institutionnel, dans lequel les organisations communautaires de femmes développent leur stratégie permettent d'explorer les raisons pour lesquelles certains groupes de femmes créent des organisations, et d'étudier les relations qu'elles développent, sur la durée, avec les organisations publiques et communautaires. Elles permettent également de s'expliquer pourquoi certains groupes ont une influence profonde sur les politiques alors que d'autres n'en ont pas. Maruja Barrig (1996) avance l'idée que le mouvement des cuisines collectives à Lima au Pérou est un mouvement «basé sur les besoins». Elle s'inspire du travail original de Nancy Fraser (1989) sur le discours sur les besoins<sup>3</sup> et avance que les membres des cuisines collectives de Lima se situent elles-mêmes politiquement comme des «consommatrices» et/ou des «clientes» de l'Etat et non

---

<sup>3</sup> Le travail de Fraser (1989) analyse la sphère politique dans laquelle les «besoins essentiels» sont définis, mis en application et contestés par des acteurs différents. En particulier, elle analyse la construction des «femmes noires pauvres» comme figures stéréotypiques des bénéficiaires de l'aide de l'Etat dans le discours politique dominant aux Etats-Unis (voir également Fraser et Gordon 1994).

comme une classe politique qui pousse à un changement institutionnel plus fondamental. Plus précisément, Barrig affirme que, parce que les femmes luttent pour faire valoir leurs droits et avoir une réponse à leurs besoins en tant que femmes pauvres, mères et membres des **cuisines collectives**, les cuisines se font concurrence pour obtenir les rares ressources de l'Etat. On se trouve donc dans une situation où les cuisines se situent elles-mêmes, hiérarchiquement, comme des « clientes » de l'Etat et n'établissent pas les liens stratégiques entre leurs propres luttes et celles des autres cuisines, organisations et mouvements. Barrig montre que **ces organisations sont de plus en plus isolées des autres mouvements et, souvent, ne se coalisent pas ou n'imaginent pas une plus vaste transformation de la société, une situation, elle l'affirme, qui résulte à la fois des contraintes institutionnelles et de l'incapacité des organisations à conceptualiser de nouvelles stratégies politiques. Aussi les cuisines collectives sont-elles essentiellement réactives et incapables d'influencer la politique de l'Etat de façon significative.**

D'autres recherches ont des conclusions plus positives, quoique prudentes, quant au potentiel d'influence des organisations de femmes sur les politiques et quant à leur capacité à négocier le pouvoir au sein de leurs communautés locales – par des interactions avec les associations et/ou coopératives de quartier, les partis politiques, les municipalités, les institutions religieuses et les ONG. Verónica Schild (1991) analyse les rôles des femmes dans les organisations locales (mixtes) de Santiago (Chili) sous le régime autoritaire (1973-1980). Elle affirme que la participation des femmes à ces organisations – et leur lutte pour créer leurs propres organisations, spécifiques à leur genre – a profondément implanté le genre<sup>4</sup> dans l'arène traditionnelle de la politique de classes et dans la lutte pour les droits humains à Santiago. Par conséquent, **on ne doit pas envisager la participation des femmes uniquement en terme d'implication réelle. On doit aussi tenir compte de la capacité des femmes à négocier dans les domaines liés au genre, aux rapports de classes et aux idéologies politiques dans leur vie quotidienne, et également considérer les effets de ces actions sur l'évolution des consciences.** Schild indique que la plupart des décisions politiques qui sont prises au sein des organisations dépendent d'une part de la relation entre les organisations et les pratiques de développement de l'Etat chilien, et d'autre part de l'interprétation que les organisations font de ces pratiques. Ainsi les combats des femmes pour obtenir la satisfaction des besoins apparemment les plus essentiels – comme le droit essentiel à la vie et le droit à un lieu de vie décent –

---

<sup>4</sup> Par « implanter le genre » on veut dire 1) que les femmes ont davantage participé à la politique des classes et au combat en faveur des droits humains et, en général, ont été plus visibles dans la sphère publique ; et 2) que le genre a été intégré comme catégorie conceptuelle dans les cadres de travail qui servent, dans les processus de développement et dans les mouvements politiques, à définir les actions portant sur les rôles des femmes.

sont souvent des luttes idéologiques autour du genre et des (autres) inégalités, ces inégalités étant toutes profondément ancrées dans les cadres de travail des politiques de l'Etat, dans le droit et dans les structures communautaires (voir également Lind 1995 ; Alexander 1991).

L'analyse de Schild nous permet d'établir des liens entre les identités politiques des femmes et les politiques de développement des Etats. *La participation massive des femmes pauvres aux organisations (aussi bien mixtes que spécifiquement féminines) à Santiago, mais aussi les réseaux de solidarité sociale créés entre les organisations de femmes pauvres et de la classe moyenne, ont beaucoup contribué à l'intégration des questions de genre dans les politiques d'Etat développées par le gouvernement de transition du Président Patricio Alwyn (1990-1994).* D'autres chercheuses confirment cette idée. Parmi elles, Teresa Valdés (1994) affirme que l'abondante production de connaissance sur les Chiliennes pauvres par l'intermédiaire de l'activisme de base, anti-autoritaire et politique des années 1970 a posé la base sur laquelle les décideurs politiques ont pu s'appuyer pour défendre l'intégration des questions de genre dans les programmes politiques des années 1980 et 1990. Les études qui attribuent l'émergence des mouvements sociaux urbains directement à la solidarité internationale et aux politiques de développement ont beaucoup été critiquées (voir Mohanty 1991 ; Basu 1995a, 1995b), mais au Chili ces facteurs historiques illustrent les relations complexes et entrecroisées que les organisations de femmes des pays pauvres ont avec les institutions publiques depuis le début de leur réflexion stratégique collective.

Toutes ces études sont importantes parce qu'elles illustrent le pouvoir de transformation des organisations locales de femmes dans les années 1980 et 1990 et montrent les limites de ces organisations. Elles montrent aussi que les luttes des femmes pour leur survie sont souvent déterminées autant par leurs besoins économiques essentiels que par leurs positions, leurs rôles et leurs relations dans les structures familiales et politiques. Dans la suite de ce document, nous étudions certains exemples régionaux et voyons ce qu'ils nous apprennent sur l'intégration du genre dans les politiques d'Etat et la restructuration économique.

### **Le partage des coûts de la reproduction sociale : les cuisines collectives à Lima, Pérou**

[...] Les quartiers pauvres se sont organisés pour centraliser leurs coûts et affronter ensemble la crise économique et politique à Lima, la capitale, dont la taille a pratiquement doublé ces dix dernières années (passant de sept à

douze millions d'habitants). Les cuisines collectives des *pueblos jóvenes* (littéralement, les « villes jeunes » ou quartiers pauvres) sont un exemple de développement par les femmes d'un fort réseau activiste pour répondre au problème de pauvreté – en particulier aux problèmes de consommation et de distribution des aliments. Chaque matin, quelque 40 000 femmes pauvres de la Federación de Comedores Populares Autogestionarios (FCPA, ou Fédération des cuisines populaires autogérées) se retrouvent sur 2000 sites un peu partout dans les quartiers pauvres de Lima et mettent en commun leurs ressources humaines et matérielles pour nourrir leurs familles, à savoir quelque 200 000 personnes. Chaque *comedor* regroupe de vingt à trente amies, parentes, membres de la même paroisse et voisines. Les femmes se réunissent autour de préoccupations communes et elles sont les bienvenues, en théorie, quelles que soient leur position politique et leur affiliation religieuse. La direction est tournante, et chaque femme à son tour est chargée de la collecte des contributions, de l'achat des aliments et de la préparation des repas, en général dans la cuisine de l'une des membres. Les cuisines acceptent les dons, mais elles n'en dépendent plus.

Les premières cuisines ont été organisées entre 1979 et 1986 en réaction aux effets des programmes d'ajustement structurel qui ont à la fois réduit les revenus réels et limité – ou fait disparaître – les subventions alimentaires publiques. Jusqu'en 1990, les participantes étaient majoritairement des migrantes d'âge moyen qui cherchaient à fuir la pauvreté en milieu rural et la violence. Au lieu de directement demander à l'Etat de leur allouer des prestations sociales, les femmes ont créé des solutions autonomes, d'entraide, en exploitant leurs propres ressources.

Sur la seule période allant de septembre 1988 à mars 1989, le nombre de cuisines est passé de 700 à plus de 1000 en réaction à la mise en œuvre par le gouvernement Fujimori d'un train de lois d'ajustement structurel particulièrement drastique connu sous le nom de *paquetazo*. On a vu la même augmentation rapide en 1990, lorsque des milliers de résidentes de Lima, plus jeunes et appauvries par les évolutions récentes, ont rejoint le mouvement. La combinaison des réformes économiques intenses et des niveaux de violence sans précédent dus à la guerre interne au Pérou entraîna le développement de nouvelles formes de pauvreté chez les nouveaux arrivants à Lima et fit apparaître de « nouveaux pauvres ». Nombre de femmes de ce groupe trouvèrent refuge dans les cuisines collectives qui existaient déjà dans leur quartier, et d'autres suivirent l'exemple des autres communautés et créèrent leur propre cuisine. Certaines cuisines reçurent le soutien organisationnel de l'Eglise catholique, des partis politiques ou de l'Etat. D'autres cuisines « autonomes » reçurent d'autres soutiens. Ces cuisines présentent de nombreuses différences, par exemple dans le niveau de démocratie dans

leurs structures et leur participation, dans leur dépendance en financements extérieurs, dans leur degré d'auto-suffisance, dans la quantité et la qualité de la nourriture servie. On débat beaucoup de la relative autonomie des différents types de cuisines, et deux grandes études ont conclu que les cuisines organisées «par le haut» par l'Eglise et l'Etat étaient moins susceptibles d'induire des transformations dans les rôles de genre et de faire évoluer les consciences que les organisations autonomes. Dans les cuisines autonomes, les membres participent plus activement aux décisions et deviennent plus actives dans les processus plus généraux de planification communautaire (voir Sara-Lafosse 1984 ; Blondet 1991 ; Barrig 1996).

Aujourd'hui les cuisines collectives sont organisées en fédérations et en confédérations, dont la FCPA qui représente le mouvement auprès des représentants officiels du gouvernement, achète les aliments en gros, organise des activités liées à la micro-entreprise et développe et diffuse une vision plus globale des questions de genre et de la participation communautaire des femmes. [...]

Les cuisines communautaires sont un exemple très probant de l'action communautaire des femmes. Quinze ans de succès malgré les circonstances politiques et économiques sont une preuve de la durabilité des cuisines. Leur multiplication montre aussi qu'elles peuvent se répliquer. Les membres des organisations ont pris conscience du rôle qu'elles peuvent jouer, non seulement dans la reproduction sociale mais aussi dans l'action communautaire et civique. Les cuisines représentent une partie importante du mouvement «populaire» plus global des femmes dans le pays<sup>5</sup>. Leurs revendications et les perspectives qu'elles défendent ont beaucoup intéressé les ONG, les partis politiques, les activistes féministes, les églises et les autres groupes de base qui travaillent dans les quartiers pauvres<sup>6</sup>. [...]

---

<sup>5</sup> Virginia Vargas (1992a et 1992b) distingue trois courants dans les mouvements de femmes péruviennes : le courant féministe (c'est-à-dire des organisations qui se définissent elles-mêmes comme féministes et gardent leur autonomie vis-à-vis des partis et des institutions traditionnels dont les représentants sont essentiellement des hommes), le courant politique (c'est-à-dire les organisations de femmes alliées aux partis et institutions politiques traditionnels), et le courant populaire (c'est-à-dire les organisations de femmes pauvres, ouvrières, indigènes).

<sup>6</sup> Les cuisines collectives et les autres organisations populaires féminines de Lima ont développé des liens solides avec les autres professionnels et activistes qui se consacrent à l'éducation populaire et/ou à l'organisation politique dans les quartiers marginalisés de Lima. En général, les partis politiques, les organisations féministes et ouvrières, les églises et les autres ONG mènent traditionnellement des activités caritatives dans les quartiers les plus pauvres de Lima. Les cuisines collectives et les autres organisations populaires féminines n'ont certes pas les mêmes perspectives et programmes que d'autres organisations, par exemple que des centres de recherche féministes de la classe moyenne, mais elles ont négocié et établi des relations et des collaborations dans le cadre de nombreuses luttes, projets et processus de planification politiques, notamment depuis le développement des violences politiques dans les années 1980 et 1990. Pour plus d'informations voir Burt 1994 ; Blondet 1991 et 1996.



On a beaucoup débattu parmi les chercheurs et les activistes pour déterminer si ces organisations apportent ou non des solutions à long terme (voir par exemple Barrig 1989; Alvarez 1996). En effet, beaucoup des femmes qui participent à ces organisations le font par nécessité économique et certains observent qu'une fois qu'elles ont rejoint ces organisations elles ne peuvent plus se permettre de s'en retirer. Dans un sens, elles sont structurellement enchaînées par l'espace et les ressources qu'apportent les cuisines. Tant que dure la crise, elles ne peuvent pas trouver d'autre solution.

Mais la participation prolongée des femmes à ces cuisines peut s'expliquer par d'autres raisons. Il est difficile de généraliser, et les relations des cuisines avec d'autres acteurs comme l'Eglise catholique, les ONG et les agences donatrices ont un poids important<sup>7</sup>, mais on a affirmé que ces organisations sont une base politique importante qui permet aux membres de débattre des problèmes de la communauté et de problèmes nationaux. Les résultats comparatifs d'études menées auprès des organisations de femmes montrent que les femmes contribuent fortement à remettre en cause les inégalités de genre et à mettre à mal les fausses idées sur le genre dans les processus de planification et dans le développement du pays (Friedmann *et al.* 1996; Schild 1991; Rodriguez 1994; Valdés 1994; Basu 1995a). Ces études affirment que, souvent, **même les femmes les plus pauvres, une fois qu'elles s'organisent collectivement, remettent en question les relations structurelles élémentaires comme les rapports de genre et de classe (entre autres) qui déterminent et entravent leur vie quotidienne, leurs communautés et leurs pays.** Cette affirmation est aussi vraie pour les cuisines collectives de Lima, comme dans le cas de FEPOMUVES où les femmes se sont nécessairement impliquées dans les questions de violence politique et de droits des femmes, mais aussi de pauvreté urbaine.

Le fait que des femmes plus jeunes, natives de Lima, participent maintenant aux cuisines permet aussi une appréhension plus large de l'action communautaire des femmes. Il se peut qu'elles participent seulement par nécessité économique. Mais elles participent peut-être aussi parce que les cuisines sont devenues une pratique courante dans la vie quotidienne des jeunes Limeñas, ou, de façon plus positive, parce qu'elles donnent à leurs membres un sentiment d'*empowerment*. Il ressort clairement de l'étude de l'UNRISD, mais aussi des autres recherches citées, que la lutte pour la survie est un facteur de motivation déterminant, mais que les organisations peuvent désormais aussi être un moyen de mobiliser les femmes pour d'autres questions qui concernent la communauté (voir Lora 1994). La persévérance des

---

<sup>7</sup> Pour une analyse historique des cuisines collectives et de leurs relations avec l'Eglise catholique et les ONG, voir Sara-Lafosse 1984; Barrig 1996 et Blondet 1996.

membres qui maintiennent l'activité des cuisines malgré le contexte politique et économique<sup>8</sup> montre que, globalement, on a encore besoin d'une distribution plus adéquate des services sociaux. En outre, en participant aux cuisines, de nombreuses membres ont commencé à comprendre autrement le travail domestique. La communauté a aussi compris autrement le partage des coûts de reproduction, et ce changement s'est avéré d'une valeur inestimable pour les initiatives des femmes pauvres à Lima.

Les faiblesses de cette forme d'organisation tiennent au risque d'épuisement des membres après tant d'années de participation. Après 15 ans, l'excitation qui s'exprimait au début des cuisines est retombée. Bien des femmes sont fatiguées et préféreraient chercher des emplois que participer bénévolement aux cuisines (Barrig 1996). En outre, les femmes ont de plus en plus d'activités bénévoles qui multiplient leur charge de travail (non rémunéré) déjà épuisante. Les cuisines restent certes un bon choix de stratégie de survie, mais leurs membres sont confrontées à de nombreuses contraintes. Tout d'abord, les membres des cuisines sont essentiellement, sinon exclusivement, des femmes. L'idée du partage de la responsabilité de la reproduction a fait des progrès dans les esprits, mais les femmes restent responsables de la préparation et de la distribution de la nourriture dans les cuisines. A cet égard, le fait que les femmes puissent participer aux cuisines ne veut pas forcément dire qu'elles veulent le faire mais plutôt que les cuisines sont pour elles une nécessité de survie.

Les politiques et les projets d'aide aux cuisines aggravent souvent ce problème en ne prenant pas en compte le fait que ce sont surtout les femmes qui doivent se charger de l'approvisionnement de la communauté en nourriture et en tenant pour acquis que les femmes ont du temps et de l'énergie à volonté. Les restructurations économiques et les politiques sociales entraînent, sans que cela soit dit, le transfert des charges de reproductions vers la famille et, si l'on n'y fait pas attention, cela aggrave les inégalités de genre (Folbre 1994; Elson 1991). Les cuisines collectives illustrent les contradictions qui accompagnent l'entrée des femmes dans les processus communautaires de prises de décisions. D'un côté, les femmes se sont organisées en un mouvement de masse qui a transformé l'appréhension par les gouvernements centraux, les municipalités et les ONG du rôle traditionnel, «privé» des femmes dans l'approvisionnement en nourriture. Ce mouvement a mobilisé les femmes politiquement autour de questions d'inégalités de classe et de genre, mais aussi autour des problèmes de

---

<sup>8</sup> Dans certains quartiers pauvres de Lima, comme Villa El Salvador, les cuisines collectives sont directement attaquées par le Sentier lumineux. Malgré la mort de Maria Elena Moyano et le démantèlement temporaire de FEPOMUVES, infiltré par le Sentier lumineux, entre 1992 et 1995, les membres des cuisines continuent à se battre pour le maintien des cuisines et de l'organisation plus globale.



violence politique – l’acquisition de cette conscience publique restera un fait marquant pour les participantes elles-mêmes et pour les communautés dans lesquelles elles vivent<sup>9</sup>.

Mais cela ne suffit pas à changer les politiques et à faire évoluer des approches politiques influentes qui continuent à renforcer les inégalités de genre en ne les prenant pas en compte parmi les variables de leur cadre de référence, et ce malgré le travail que les féministes et d’autres chercheurs en sciences sociales ont mené pour intégrer le genre dans les cadres de référence du développement<sup>10</sup>. Cela ne suffit pas non plus à vraiment donner une vie meilleure aux participantes et à leurs familles. Les communautés extrêmement pauvres de Lima sont particulièrement mises à l’épreuve par les politiques économiques et sociales actuelles. Pour les cuisines collectives, cela semble augurer un combat à long terme pour répondre aux besoins des familles et atteindre les niveaux essentiels de dignité dans un système urbain qui se caractérise par des inégalités structurelles profondément enracinées.

[...]

### **L’intégration du genre dans l’espace urbain : la participation des femmes aux mouvements pour le logement et aux mouvements de sans-abri**

Souvent, c’est de façon indirecte que les femmes réagissent à la pauvreté urbaine et se constituent en une classe politique visible et partie prenante des décisions communautaires. Au départ, elles luttent pour satisfaire des besoins qui, en apparence, ne sont pas spécifiques à leur genre. **Le manque de logements abordables est l’un des catalyseur de l’implication des**

---

<sup>9</sup> Pour une analyse des réponses collectives des femmes à la violence politique à Lima avec l’exemple des cuisines collectives, voir Wappenstein 1993.

<sup>10</sup> On note cependant des exceptions notables à cette tendance. En 1995, le *Rapport sur le développement humain* (PNUD 1995), par exemple, parle exclusivement du genre considéré comme une variable de l’indice de développement humain. Ce rapport va certainement avoir une influence sur les futurs programmes politiques et de recherche. De la même façon, la publication d’UNIFEM préparée pour la Conférence de Pékin (Heyzer 1995) introduit la dimension de genre dans de nouvelles questions liées au développement comme le commerce international, les marchés mondiaux et les politiques sociales. Le concept d’égalité de genre est au cœur même de la Déclaration et du Programme d’action du Sommet mondial pour le développement social qui s’est tenu en mars 1995, ce qui indique une évolution fondamentale de la *realpolitik* – et une intégration du genre (Somavia 1995). En outre, de nombreuses économistes féministes ont commencé à intégrer le genre dans les modèles économiques et les cadres théoriques de l’économie. Voir par exemple Ferber et Nelson 1993 ; Kuiper et Sap 1995 ; Bakker 1994 ; Kabeer 1994 ; Moser 1993 ; Beneria 1995. Voir aussi le numéro spécial de *World Development* intitulé « Gender, Adjustment and Macroeconomics » (Cagatay et al. 1995) et la revue *Feminist Economics* de l’International Association for Feminist Economics (IAFFE).

femmes dans le développement local. Amrita Basu décrit les mouvements de femmes pauvres comme des processus de réaction à une «oppression commune» par lesquels les femmes se mobilisent autour de certaines questions pour ensuite découvrir que leurs actions ont des dimensions de genre. De la même façon, c'est dans un second temps seulement qu'on les décrit comme des «mouvements de femmes». Basu affirme que l'important n'est pas qu'un mouvement en particulier se décrive comme un «mouvement de femmes» mais plutôt qu'il réponde aux préoccupations des femmes et des acteurs extérieurs: «Souvent, les femmes décident de s'organiser non pas parce qu'elles attribuent une nature particulière à leurs problèmes mais parce qu'elles ont le sentiment d'être opprimées, et que ce sentiment est partagé par d'autres groupes privés de leurs droits. La domination patriarcale n'est pas plus apte en elle-même à catalyser l'activisme des femmes que l'exploitation de classe n'est susceptible de stimuler la lutte des classes... le fait que les femmes s'organisent d'elles-mêmes ou en groupe n'est pas vraiment l'élément qui va décider de la durabilité de leur activisme. La question la plus importante est de savoir si l'activisme des femmes répond à leurs propres préoccupations ou à celle d'acteurs extérieurs comme les partis politiques et l'Etat» (Basu 1995b: 10).

Comme d'autres luttes autour des questions de subsistance, l'implication des femmes dans les mouvements pour un logement abordable a été un point de départ – en réaction à une oppression commune – à partir duquel elles ont commencé à participer aux décisions communautaires et, dans certains cas, ont exercé une influence sur les politiques de développement de l'Etat. Le manque de logements abordables et le nombre sans précédent de personnes sans-abri dans les plus grandes villes du monde est un problème pour de nombreuses familles pauvres. Les femmes pauvres ont développé leurs propres stratégies en réaction à la discrimination de genre dans le logement et sur les marchés de l'emploi, mais aussi pour s'assurer des conditions de vie sûres et garantir la même sécurité à leurs familles. Les subventions publiques au logement à prix modéré étant de plus en plus rares – et la tendance s'étant aggravée ces derniers temps avec des coupes faites dans les politiques sociales de nombreux pays, qu'ils soient industrialisés ou en développement – les groupes de femmes se sont eux-mêmes attaqués au problème au lieu d'attendre ou de s'en remettre à des aides extérieures. Sur les marchés urbains du logement des pays en développement, intervient en plus l'impossibilité virtuelle pour les familles migrantes de se loger. Dans leurs cas, les femmes agissent en restant dans le cadre des rôles qu'elles ont dans la reproduction sociale et trouvent des terrains, construisent des maisons et s'occupent de leurs enfants pendant que, souvent, leurs partenaires masculins cherchent du travail en dehors de la communauté locale (Moser et Peake 1987). Les femmes sont peut-être peu représentées dans le *leadership* formel de la communauté, mais

leur engagement dans leurs combats personnels montre qu'elles sont des participantes importantes dans le développement communautaire (Bookman et Morgen 1988 ; Moser et Peake 1987 ; Radcliffe et Westwood 1993).

[...]

A Los Angeles, le Casa Loma Housing Project est un exemple de mobilisation des femmes pour obtenir des logements abordables pour leurs familles. Dans le quartier Belmont de Los Angeles, les résidents du Casa Loma Housing Project doivent passer devant des devantures de magasins incendiées lors des émeutes de 1992. Ces émeutes avaient été déclenchées par l'acquittement des agents de police qui avaient battu le jeune Afro-Américain Rodney King, un passage à tabac filmé en vidéo et qui reste gravé dans la mémoire des résidents américains de toutes les races. Les résidents de Casa Loma sont des familles à bas revenu et à revenu modéré, majoritairement des familles latinas monoparentales (elles représentent 70 pour cent des résidents). Les femmes sont organisées en comités dont les charges sont multiples et concernent aussi bien l'établissement des plans des bâtiments et des appartements que la mise en place des politiques de gestion et des services sociaux dont ont besoin les habitants de ce complexe locatif de 110 unités (par exemple des programmes de développement familial). Ouvert en 1993, Casa Loma est le premier et le plus novateur des projets de New Economics for Women (NEW), une organisation non gouvernementale locale fondée en 1985 par un groupe de dirigeantes de la Comisión Femenil Mexicana Nacional, une organisation nationale qui défend les droits des femmes latinas aux Etats-Unis.

NEW cherche à répondre aux problèmes urbains tels que le manque de logements abordables et le développement économique communautaire. Dans cet objectif, NEW porte ses efforts sur l'*empowerment* des femmes latinas par l'organisation d'un accès collectif à des logements abordables et à des gardes d'enfants de qualité, à des emplois et à des programmes de formation pour l'emploi, à des réseaux d'aide communautaire et à d'autres services sociaux. Outre Casa Loma, NEW a d'autres projets, parmi lesquels La Posada, un projet de réhabilitation de logements portant sur 60 unités avec une crèche et un centre, intégré au site, pour le développement des parents et de l'enfant. Ce centre s'adresse aux mères adolescentes et à leurs enfants. Ce projet a été lancé en 1995. La Posada logera majoritairement des familles latinas et afro-américaines. A l'avenir, NEW projette d'organiser un conseil de quartier chargé de prendre en main les problèmes du quartier de Belmont, de diriger une formation pour l'emploi et des programmes de développement de petites entreprises par des stratégies telles que l'assistance technique pour les entreprises dirigées par des membres des minorités et des prêts tournants au sein de groupes communautaires.

[...]

## **L'intégration du genre dans l'action communautaire**

Ces types d'organisations féminines – organisations de quartier, mouvements contre la violence et pour le logement – montrent les différents modes de rassemblement des femmes autour d'un sentiment commun d'oppression et avec l'objectif de satisfaire leurs besoins et ceux de leurs communautés. Ils soulèvent un certain nombre de questions sur l'importance des organisations de femmes dans le développement communautaire et dans la lutte contre les inégalités de genre dans les pratiques locales et nationales de développement. Par exemple, en quoi les relations qu'elles ont avec les institutions publiques et communautaires – y compris les gouvernements locaux et nationaux, les partis politiques, les ONG, les organisations internationales et les mouvements sociaux urbains – contribuent-elles au succès ou à l'échec des organisations de femmes ? En quoi cela influence-t-il leur durabilité ? Dans quelle mesure ces formes d'action communautaire ont-elles permis d'intégrer la dimension de genre dans la sphère politique et dans les politiques ? Dans quelle mesure leurs efforts ont-ils été reconnus par leurs familles et leurs communautés ? En quoi le transfert (souvent dissimulé) des responsabilités de protection sociale vers le niveau communautaire ignore-t-il – et peut-être aggrave-t-il – la part disproportionnée que les femmes assument dans les tâches domestiques et au sein de la communauté ? En quoi ce processus catalyse-t-il l'action collective des femmes ? Et au contraire, quand contribue-t-il à dissoudre les réseaux organisationnels et quand incite-t-il les femmes à se retirer de l'action communautaire ? Cette section va traiter de certaines de ces questions et proposer des pistes de recherche et de politiques.

[...]

### ***Genre, structures de contrainte et pouvoir local***

Tous les exemples abordés dans ce document indiquent que le catalyseur de l'action collective des femmes (ou, inversement, ce qui empêche les femmes de participer au niveau communautaire) découle du mode de structuration du genre dans les familles et les communautés, des cadres de développement et des mouvements politiques et idéologiques (entre autres), et de la façon dont des groupes de femmes perçoivent et réagissent à ces structures et pratiques. **Un moyen de comprendre l'importance (ou le manque d'importance) de l'action communautaire pour les femmes est de faire une analyse de genre du pouvoir local. Il faut pour cela analyser les rapports de pouvoir**

au sein du ménage. Cette approche a été développée dans la littérature féministe sur les stratégies de survie des ménages. Cette littérature traite largement des relations à l'intérieur du ménage et n'a pas développé de théorie sur la sphère communautaire ou plus largement sur la sphère publique (voir par exemple Benería et Feldman 1992), mais elle a posé le ménage comme catégorie analytique centrale et analysé les liens entre les ménages et les institutions plus vastes et les évolutions institutionnelles (Moser 1989a, 1989b ; Sen 1990 ; Folbre 1988). En faisant une analyse de genre du ménage et en le posant non pas comme une unité naturelle et non marchande caractérisée par l'altruisme mais comme un lieu de conflit et de coopération, comme un construit social et comme une partie essentielle de l'économie, on se donne un point de départ différent – et en fait complémentaire – pour explorer les raisons et les moyens par lesquels les femmes développent des stratégies et des approches du développement communautaire. Ces stratégies et ces approches élargissent notre appréhension des participations économique et politique. Contrairement aux études qui posent le principe des ménages en regard de l'économie et de la société civile et n'analysent pas les relations de pouvoir qui existent au sein des ménages (voir par exemple Friedmann 1987), les critiques féministes indiquent que les ménages, tout comme les institutions sociétales plus vastes, ne sont pas neutres, sûrs et cohésifs en matière de genre. Les femmes en particulier peuvent le constater dans leur vie quotidienne ; et dans des villes marquées par une crise économique grave et des mesures de restructuration, les inégalités de genre dans la structure familiale, dans les chances d'emploi, l'entretien du ménage et la prise en charge des enfants ont tendance à se creuser, et catalysent souvent l'action collective des femmes.

C'est ce que montrent les études de l'UNRISD et plusieurs autres études. Elles montrent aussi, c'est le moins que l'on puisse dire, que les hommes et les femmes vivent et interprètent la pauvreté urbaine de façons différentes, en fonction de leurs rôles dans la vie quotidienne : leurs perspectives diffèrent sur la parentalité, la violence, des environnements de vie sûrs, l'approvisionnement en nourriture, la scolarisation, les soins de santé, etc. L'étude de Benería à Mexico (1992), par exemple, montre que la crise mexicaine de la dette et les politiques d'ajustement structurel qui ont suivi ont également entraîné une « restructuration de la vie quotidienne » qui passe par : 1) une intensification du travail domestique ; 2) des changements dans les habitudes d'achat ; 3) des changements dans la vie sociale. Les femmes vivent ces effets de façons particulières, lesquelles expliquent les stratégies de survie qu'elles développent – qu'elles soient individuelles (c'est-à-dire basées sur la famille/le ménage) ou collectives (c'est-à-dire par une participation communautaire). Les études de l'UNRISD laissent penser qu'il existe des processus similaires dans d'autres villes et montrent que la participation



communautaire peut renforcer le pouvoir des femmes tout en augmentant encore leur charge de travail reproductif si et quand elle ne fait pas l'objet d'une analyse de genre. C'est particulièrement évident dans les cuisines communautaires où les femmes se plaignent d'être épuisées, de devoir prendre en charge une part inégale de l'approvisionnement en nourriture, et ce, bien que la communauté ait de plus en plus conscience de la nécessité de partager les coûts de la reproduction sociale. La restructuration de la vie quotidienne est donc un effet des mesures plus larges de restructuration et des inégalités structurelles. Elle résulte aussi de la place que prennent les communautés dans ce processus, des mécanismes de distribution et des mécanismes de décision qu'elles développent, de façon tant formelle qu'informelle.

La tendance générale au démantèlement de l'aide sociale dans de nombreux pays – et les mesures spécifiques de décentralisation qui se dégagent des nouveaux cadre politiques – accentuent encore l'urgence qu'il y a à comprendre les dimensions de genre de l'action communautaire.

[...]

### Références bibliographiques

- ALEXANDER M. J., 1991, « Redrafting morality: The Postcolonial State and Sexual Offences Bill of Trinidad and Tobago », in MOHANTY C. T. *et al.* *Third World Women and the Politics of Feminism*, Bloomington, Indiana University Press, pp. 133-152.
- ALVAREZ S., 1996, « Concluding Reflections: « Redrawing » the parameters of gender struggle », in FRIEDMANN *et al.* (Eds.), *Emergences: Women's Struggles for Livelihoods in Latin America*, Los Angeles, UCLA Latin American Studies Center.
- ALVAREZ S., 1990, *Engendering Democracy in Brazil: Women's Movements in Transition Politics*, Princeton, Princeton University Press.
- BAKKER I., 1994, « Introduction: Engendering macro-economic policy reform in the era of global restructuring and adjustment », in BAKKER I. (Ed.), *The Strategic Silence: Gender and Economic Policy*, Londres, Zed Books, Toronto, The North-South Institute, pp. 1-32.
- BARRIG M., 1996, « Women, collective kitchens and the crisis of the state in Peru », in FRIEDMANN J. *et al.* (Eds.), *Emergences: Women's Struggle for Livelihood in Latin America*, Los Angeles, UCLA Latin American Studies Center.
- BARRIG M., 1989, « The difficult equilibrium between bread and roses: Women's organizations and the transition from distatorship to democracy in Peru », in JAQUETTE J. (Ed.), *The women's movement in Latin America: Feminism and the transition democracy*, Boston, Unwin Hyman, pp. 114-148.
- BASU A., (Ed.), 1995a, *The Challenge of Local Feminism: Women's Movements in Global Perspective*, Boulder, Westview Press.
- BASU A., 1995b, « Introduction », in BASU A. (Ed.), *The Challenge of Local Feminism: Women's Movements in Global Perspective*, Boulder, Westview Press, pp. 1-24.
- BENERÍA L., 1995, « Towards a greater integration of gender in economics », *World Development*, vol. 23, n° 11, novembre, pp. 1839-1850.

- BENERÍA L., 1992, «The Mexican debt crisis: Restructuring the household and the economy», in BENERÍA L., FELDMAN S. (Eds.), *Unequal Burden: Economic Crisis, Persistent Poverty and Women's Work*, Boulder, Westview Press, pp. 83-104.
- BENERÍA L., FELDMAN S. (Eds.), 1992, *Unequal Burden: Economic Crisis, Persistent Poverty and Women's Work*, Boulder, Westview Press.
- BLONDET C., 1996, «The impact of political violence on women's organizations in Lima's poor neighborhoods», in FRIEDMANN J. et al. (Eds.), *Emergences: Women's Struggles for Livelihood in Latin America*, Los Angeles, UCLA Latin American Studies Center.
- BLONDET C., 1991, *Las mujeres y poder: una historia de Villa El Salvador*, Lima, Instituto de Estudios Paruanos.
- BOOKMAN A., MORGEN S. (Eds.), 1988, *Women and the Politics of Empowerment*, Philadelphie, Temple University Press.
- BURT J.-M., 1994, «Perú: Shining Path after Gúzman», *NACLA: Report on the Americas*, vol. XXVIII, n° 3, nov-déc, pp. 6-9.
- CAGATAY N., ELSON D., GROWN C. (Eds.), 1995, «Gender, adjustment and macroeconomics», numéro spécial de *World Development*, vol. 23, n° 11, novembre.
- COHEN M., 1994, «The implications of economic restructuring for women: The Canadian situation», in BAKKER I. (Ed.), *The Strategic Silence: Gender and Economic Policy*, Londres, Zed Press, pp. 103-116.
- DELGADO E., 1992, *Ecuador: balance de las políticas para pagar la deuda social 1987-1990*, Programa «Red Comunitaria para el Desarrollo Infantil», document non publié.
- ELSON D., 1991, *Male Bias in the Development Process*, Manchester, Manchester University Press.
- FAINSTEIN N. et FAINSTEIN S. (Eds.), 1982, *Urban Policy Under Capitalism*, Urban Affairs Annual Review n° 22, Sage Publications.
- FELDMAN S., 1992, «Crisis, Islam and gender in Bangladesh: The social construction of a female labor force», in BENERÍA L., FELDMAN S. (Eds.), *Unequal Burden: Economic Crisis, Persistent Poverty and Women's Work*, Boulder, Westview Press, pp. 105-130.
- FERBER M., NELSON J. (Eds.), 1993, *Beyond Economic Man: Feminist Theory and Economics*, Chicago, University of Chicago Press.
- FISHER R., KLING J., 1993, *Mobilizing the Community: Local Politics in the Era of the Global City*, Urban Affairs Annual Review, n°41, Sage Publications.
- FOLBRE N. 1994, *Who Pays For the Kids? Gender and the Structures of Constraint*, Londres, Routledge.
- FOLBRE N., 1988, «The black four of hearts: Towards a paradigm of household economics», in DWYER D., BRUCE J. (Eds.), *A Home Divided: Women and Income in the Third World*, Stanford, Stanford University Press, pp. 248-264.
- FRASER N., 1989, *Unruly Practises: Power, Discourse and Gender in Contemporary Social Theory*, Minneapolis, University of Minnesota Press.
- FRASER N., GORDON L., 1994, «A genealogy of dependency: Tracing a keyword of the US welfare state», *Signs*, Vol. 19, n° 2, hiver, pp. 303-337.
- FRIEDMANN J., ABERS R., AUTLER L. (Eds.), 1996, *Emergences: Women's Struggles for Livelihood in Latin America*, Los Angeles, UCLA Latin American Studies Center.
- FRIEDMANN J., 1987, *Planning in the Public Domain: From Knowledge to Action*, Princeton, Princeton University Press.
- GORDON L. (Ed.), 1990, *Women, the State and Welfare*, Madison, University of Wisconsin Press.
- HEYZER N. (Ed.), 1995, *A Commitment to the World's Women: Perspectives on Development for Beijing and Beyond*, New York, UNIFEM.
- JAQUETTE J. (Ed.), 1989, *The Women's Movement in Latin America*, Boston, Unwin Hyman.
- JELIN E. (Ed.), 1990, *Women and Social Change in Latin America*, Londres, Zed Books.
- KABEER N., 1994, *Reversed Realities: Gender Hierarchies in Development*, Londres, Thought, Verso.



- KATZENSTEIN M., MUELLER C. (Eds.), 1987, *The Women's Movements of the United States and Western Europe*, Philadelphie, Temple University Press.
- KUIPER E., SAP J., 1995, *Out of the Margin: Feminist Perspectives on Economics*, Londres, Routledge.
- LEÓN DE LEAL M., 1994, *Mujeres y participación política: avances y desafíos en América Latina*, Bogotá, Tercer Mundo Editores.
- LIND A., 1995, *Gender, Development and Women's Political Practises in Ecuador*, mémoire de doctorat, Université de Cornell.
- LOGAN J., SWANSTROM T. (Eds.), 1990, *Beyond the City Limits: Urban Policy and Economic Restructuring in Comparative Perspective*, Philadelphie, Temple University Press.
- LORA C., 1994, *The Experience of Self-Managed Community Kitchens in Lima*, rapport pour l'UNV/UNRISD, novembre.
- LOVENDUSKI J., 1986, *Women and European Politics*, Amherst, University of Massachusetts Press.
- McFARREN W., 1992, «The politics of Bolivia's economic crisis: Survival strategies of displaced tinmining households», in BENERÍA L., FELDMAN S. (Eds.), *Unequal Burden: Economic Crisis, Persistent Poverty and Women's Work*, Boulder, Westview Press, pp. 131-158.
- MOGHADAM V. (Ed.), 1994, *Identity Politics and Women: Cultural Reassertions and Feminisms in International Perspective*, Boulder, Westview Press.
- MOHANTY C. T., 1991, «Under Western eyes: Feminist scholarship and colonial discourses», in MOHANTY C. T. et al., *Third World Women and the Politics of Feminism*, Bloomington, Indiana University Press.
- MOSER C., 1993, *Gender Planning and Development*, Londres, Routledge.
- MOSER C., 1989a, «Gender planning in the Third World: Meeting practical and strategic gender needs», *World Development*, 17(11), pp. 1799-1825.
- MOSER C., 1989b, *The Impact of Recession and Structural Adjustment Policies at the Micro Level: Low-Income Women and their Households in Guayaquil, Ecuador*, document écrit pour UNICEF-Equateur.
- MOSER C., PEAKE L., 1987, *Women, Human Settlements and Housing*, Londres, Tavistock Publications.
- OJEDA L., 1993, *El descrédito de lo social: las políticas sociales en el Ecuador*, Quito, Centro para el Desarrollo Social (CDS).
- PARPART J., STAUDT K. (Eds.), 1989, *Women and the State in Africa*, Boulder, Lynne Reinner.
- PICKVANCE C., PRETECEILLE E., 1991, *State Restructuring and Local Power*, New York, Pinter Publishers.
- PNUD, 1995, *Human Development Report 1995*, New York, Oxford University Press.
- RADCLIFFE S. A., WESTWOOD S. (Eds.), 1993, «Viva»: *Women and Popular Protest in Latin America*, Londres, Routledge.
- RODRIGUEZ L., 1994, «Barrio women: Between the urban and the feminist movement», *Latin American Perspectives*, vol. 21, n° 3, été, pp. 32-48.
- SARA-LAFOSSÉ V., 1984, *Comedores comunales: la mujer frente a la crisis*, Lima, SUMBI.
- SCHILD V., 1991, *Gender, Class and Politics: Poor Neighborhood Organizing in Authoritarian Chile*, Mémoire de doctorat, Université de Toronto.
- SEN A., 1990, «Gender and cooperative conflict», in TINKER I. (Ed.), *Persistent Inequalities: Women and World Development*, Oxford, Oxford University Press, pp. 123-149.
- SOMAVÍA J., 1995, «The World Summit for Social Development: Engendering Realpolitik», in HEYZER N. (Ed.), *A Commitment to the World's Women*, New York, UNIFEM, pp. 178-184.
- TRIPP A. M., 1992, «The impact of crisis and economic reform on women in urban Tanzania», in BENERÍA L., FELDMAN S. (Eds.), *Unequal Burden: Economic Crisis, Persistent Poverty and Women's Work*, Boulder, Westview Press, pp. 159-180.

- VALDÉS T., 1994, «Movimiento de mujeres y producción de conocimientos de género : Chile, 1978-1989», in LEÓN DE LEAL M., *Mujeres y participación política : avances y desafíos en America Latina*, Bogotá, Tercer Mundo Editores, pp. 291-318.
- WAPPENSTEIN S., 1993, *Women, Violence and the Politics of Daily Survival : The Formation of a Gender-based Culture of Resistance in Lima, Peru*, thèse de maîtrise, Ithaca, Cornell University.
- WOLFE L., TUCKER J., 1995, «Feminism lives : Building a multicultural women's movement in the United States», in BASU A. (Ed.), *The Challenge of Local Feminism : Women's Movements in Global Perspective*, Boulder, Westview Press, pp. 435-462.

---

## ONG et mouvements sociaux

..... *Alejandro Bendaña\**

111  
.....

---

*NGOs and Social Movements, UNRISD, Programme Paper n° 22, Civil Society and Social Movements, juin 2006, pp. 9-12, 14-16, 20-23 (extraits)<sup>1</sup>*

---

*Traduit de l'anglais par Yves Le Scieller*

**C**e document traite des tensions – conceptuelles, politiques ou organisationnelles – qui existent entre les organisations non gouvernementales (ONG) et les «mouvements sociaux». [...] La question centrale que nous posons est de savoir si les mouvements sociaux (de résistance de masse) peuvent absorber et réorienter les ONG, ou si nous allons être témoins de l'ONGisation des mouvements et des politiques. Il ne s'agit pas ici de condamner ou d'approuver en bloc, car beaucoup d'ONG font un travail de grande valeur en collaboration avec les mouvements. On peut considérer que tous les acteurs font partie de la «société civile», mais ce terme est aussi un sujet de conflit, en particulier quand les notions de civil – comme modèles d'analyse et d'action – sont aussi façonnées par les structures de pouvoir existantes et la résistance qu'elles engendrent.

Nous devons donc aller au-delà de la perspective de la «société civile» pour affiner les distinctions politiques: nous allons évaluer les phénomènes contemporains des ONG et des mouvements sociaux dans un contexte politique plus vaste. Ceci étant dit, la distinction Nord-Sud a une importance

---

\* Directeur du Centro de Estudios Internacionales de Managua, Nicaragua.

<sup>1</sup> L'Institut de recherche des Nations unies pour le développement social (UNRISD) décline toute responsabilité pour les erreurs qui pourraient être relevées dans la traduction de la version originale anglaise.

analytique car les ONG les plus puissantes dans le monde aujourd'hui, et en particulier les ONG internationales, sont surtout établies dans le Nord, alors que les mouvements sociaux les plus puissants se trouvent dans le Sud. L'identification politique coïncide donc, dans une large mesure, avec l'identification géographique ; pour autant, nous n'entendons pas nier la croissance des ONG dans le Sud et l'apparition de mouvements sociaux dans le Nord.

Les définitions posent un problème. Les descriptions sont plus adéquates, et le rapport des Nations unies (ONU) sur l'engagement de la société civile, aussi appelé le rapport Cardoso, fait une caractérisation utile des ONG : « Organisation non gouvernementale (ONG). Les organisations présentant de l'intérêt pour l'ONU qui ne sont pas des gouvernements centraux ou n'ont pas été créées par décision intergouvernementale comprennent les associations d'entreprises, de parlementaires et d'autorités locales. Ce terme est source de grande confusion dans les milieux de l'ONU. Ailleurs, le terme ONG en est venu à désigner les ONG d'intérêt public, autrement dit, un type d'organisation de la société civile (OSC) expressément constituée pour venir en aide au grand public ou à la population en général en sensibilisant ou en fournissant des services. En font partie les organisations qui luttent pour l'environnement, le développement, les droits de l'homme et la paix, et leurs réseaux internationaux. Ces organisations peuvent ou non s'appuyer sur des membres. La Charte des Nations unies prévoit que des consultations doivent avoir lieu avec les ONG » (Nations Unies 2004 :13).

## A qui appartiennent les ONG ?

D'après le *Rapport mondial sur le développement humain* de 2002 du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), **presque un cinquième des 37 000 ONG du monde ont été fondées au cours des années 1990**. De façon très semblable aux mouvements sociaux, les ONG ont disputé des espaces occupés auparavant par des syndicats et des partis politiques, sur la scène politique mais aussi sur la scène sociale. Leur présence grandissante et leur nombre croissant sont censés faire partie intégrante de l'avènement de la société civile – et des organisations de la société civile (OSC) – au niveau national et international.

Les ONG sont en général perçues comme des entités indépendantes et critiques des gouvernements, mais il ne faut pas être naïf. Des gouvernements puissants utilisent voire créent des ONG – des GONGOs ou *Government-organised Non-Governmental Organisations* – pour promouvoir les intérêts de l'Etat. Les ONG soutiendraient indéfiniment qu'elles sont indépendantes, mais il se pourrait bien que la réalité soit très différente, soit parce que les

pouvoirs en place exercent un contrôle direct sur elles, soit parce qu'ils ont établi le cadre politique, financier ou même idéologique. Il se peut que même les gouvernements prétendent que les ONG avec lesquelles ils travaillent sont indépendantes ; mais leurs étroites relations de travail sur de nombreux sujets font douter.

### Retrait ou redéploiement de l'Etat ?

La privatisation de l'Etat doit être comprise comme une nouvelle modalité de ce que Max Weber nommait la « décharge »<sup>1</sup>. Celle-ci constituait, nous dit-il, le mode de gouvernement dominant dans des contextes caractérisés par une faible bureaucratisation et un appareil gestionnaire peu développé. Mais elle n'était nullement synonyme d'absence d'Etat ou de gouvernement. Aujourd'hui, à ces caractéristiques que connaissent encore bon nombre de pays, s'ajoutent des phénomènes nouveaux : internationalisation et financiarisation croissantes de l'économie et par conséquent perte d'influence directe des Etats sur cette dernière, expansion et transformation du capitalisme, conséquences multiples des innovations technologiques, complexification des sociétés... Autant d'éléments qui expliquent que les gouvernements, dans les pays du Sud, passent de modalités directes, permanentes, anticipées et bureaucratisées à des modalités indirectes, discontinues, ex-post et souvent peu institutionnalisées.

La décharge, aujourd'hui, se caractérise avant tout par l'usage de truchements privés comme mode dominant de la gouvernabilité. (p. 154)

La définition et les modalités du développement sont elles-mêmes privatisées. D'une part, la place croissante des ONG dans la coopération internationale est un phénomène quasi général qui, en dispersant les lieux de décision et d'action, rend encore plus complexes la coordination, la gestion, la définition de priorités et aggrave les difficultés administratives des pays les moins développés. Mais l'apparente impossibilité de contrôler tous ces acteurs privés ne doit pas faire illusion. Dès que les opérations prennent quelque ampleur ou présentent quelque intérêt, les fonctionnaires créent des ONG pour assurer à leur profit le travail administratif adéquat, et les élites nationales et leurs hommes de paille locaux tentent d'en accaparer les bénéfices : on retrouve ces configurations sur tous les continents, y compris en temps de guerre. (Hibou, 1998 : 157) [...] Ces relations étroites entre ce qui est gouvernemental et ce qui ne l'est pas ne concernent pas seulement les ONG du Sud ; il est désormais bien connu que la plupart des ONG du Nord tirent leurs revenus de leurs gouvernements et que ces derniers font souvent appel à elles en sous-traitance. (p. 165)

[...]

<sup>1</sup> Weber, M., 1991 (1923 pour l'édition originale), *Histoire économique. Esquisse d'une histoire universelle de l'économie et de la société*, Paris, Gallimard, Bibliothèque des sciences humaines.

D'autres gouvernements ne s'embarrassent pas de ces questions. Par exemple, le gouvernement des Etats-Unis n'exprime aucun scrupule à utiliser l'«aide humanitaire» des ONG, quand il se trouve qu'elle sert aussi les objectifs politiques et militaires de Washington. Cette prétendue neutralité dévoile son vrai visage lorsque les activités militaires et de secours s'entrecroisent, ce qui peut non seulement coûter sa réputation à l'organisme d'aide, mais aussi coûter la vie à certains travailleurs humanitaires.

[...]

114

Andrew S. Natsios, administrateur de l'Agence des Etats-Unis pour le développement international (USAID), a été encore plus explicite et a déclaré que les organismes de secours des ONG qui reçoivent le soutien financier des Etats-Unis sont un «bras du gouvernement des Etats-Unis». Les organisations qui ne s'associeraient pas clairement à la politique étrangère de Washington ne laisseraient d'autre choix à USAID que de rompre leur contrat et de trouver de nouveaux partenaires (Burnet 2004).

Pour leur part, de puissantes sociétés multinationales, qui font habituellement l'objet de critiques de la part de mouvements sociaux et de nombreuses ONG, comptent aussi sur des amis «à but non lucratif» qu'elles financent. Certaines des principales ONG travaillant dans le domaine de la santé reçoivent de l'aide des plus importantes sociétés de ce même domaine.

[...]

Le rapport sur les ONG créées par des entreprises cite d'autres exemples, comme la Fondation pour le progrès vers un air propre (*Foundation for Clean Air Progress* – financée par des sociétés pétrolières, des transporteurs et des sociétés chimiques), la Coalition pour la santé des animaux (*Coalition for Animal Health* – financée par des entreprises bovines, porcines et agroalimentaires) et le Centre pour la liberté des consommateurs (*Center for Consumer Freedom* – financé à l'origine par Philip Morris, mais désormais financé par des chaînes de restaurants et de bars, bien qu'il refuse de divulguer les noms de ses contributeurs). Le monde académique n'échappe pas non plus à cette situation, puisque le rapport identifie quelque 30 centres de recherche universitaires qui reçoivent des aides importantes de certaines entreprises, y compris des centres universitaires de sylviculture financés par des industries du bois et du papier, ou des centres de nutrition financés par des industries alimentaires et agroalimentaires (Common Dreams News Center 2003).

[...]



## ONG de développement : contre des acronymes ou contre l'injustice ?

Au cours des années 1980, de plus en plus d'ONG de développement ont intégré le concept de partenariat avec les bénéficiaires de leur travail. Cela peut sembler tout à fait progressiste, sauf si on tient compte du fait que de nombreux services fournis par les ONG ont relevé le gouvernement de ses propres responsabilités sociales, et renforcé ainsi le modèle néolibéral de recul de l'Etat. Pour leur part, **les agences donatrices nationales et internationales considèrent les ONG comme des agences chargées de mettre en œuvre un modèle et un programme de « développement » prédéfinis**. En un mot, les instruments des pratiques et des politiques qui sont définies dans le Nord n'ont que peu, ou pas de « partenariat » au niveau des décisions.

L'échec des politiques, d'une part, et la pression des mouvements sociaux, d'autre part, ont obligé à changer le style et la rhétorique politiques officielles. Pour rédiger ses Documents de Stratégie de Réduction de la Pauvreté (DSRP), la Banque mondiale a fait appel à ce qu'elle a dénommé des OSC pour effectuer des consultations et aider à l'« appropriation nationale ». Mais les discussions sur le cadre méthodologique et les politiques étaient très étroitement contrôlées. Il n'était pas question de remettre en cause le modèle plus vaste de développement, l'enrichissement extrême de certains, et l'inégale répartition des revenus qu'il entraîne. Au bout de deux ans, et d'après différentes études comparatives, il est devenu évident que les organisations communautaires et leurs consultations n'avaient que peu ou pas d'impact sur le développement des Stratégies de Réduction de la Pauvreté, sans parler des sacro-saints cadres macro-économiques soutenus par les institutions financières internationales et la communauté donatrice en général. Une étude danoise a conclu : « Il n'y a que peu de directives concernant la participation de la société civile, et elles ne sont formulées que vaguement ; on ne cherche pas vraiment à identifier les groupes qui constituent des participants légitimes au processus – et pourquoi. Il est difficile de savoir à l'avance quelles organisations vont être impliquées dans le développement des politiques, et le choix est largement fondé sur des relations non formelles » (Possing 2003 : 68).

Toutefois, le problème n'est pas d'avoir des directives ou d'être impliqué dans les processus de développement des politiques. Les processus peuvent varier, mais la politique a été largement prédéterminée à Washington et dans les ministères des finances locaux. Il n'est donc pas étonnant que d'importants mouvements sociaux et des syndicats aient refusé de participer ou d'être dans la liste des « consultés ». Bien au contraire, les mouvements et le réseau d'ONG qui les soutient ont maintenu une position ferme envers les institutions financières internationales et les



programmes d'ajustement structurel (PAS), et ont affirmé – et le temps leur a donné raison – que les DSRP n'étaient que du vieux vin dans de nouvelles bouteilles. Les voix critiques ont été exclues du processus de consultation, en particulier lorsque celui-ci visait simplement à établir un consensus entre le gouvernement et la société civile sur des programmes de «réduction de la pauvreté» qui n'abordaient pas les sujets de l'enrichissement illégitime et de la réduction des services sociaux. Ces voix ont insisté pour dire que le problème était plutôt celui de «l'appauvrissement» que celui de la pauvreté: une stratégie de la réduction de la pauvreté ne devait pas se substituer à une stratégie de développement national, et la réduction de la pauvreté devait être accompagnée d'une réduction de la cupidité. Comme l'a montré cette même étude, «dans de nombreux cas, la «participation» a été limitée pour permettre de sélectionner soigneusement les OSC; le processus a souvent été plus exclusif qu'inclusif» (Posing 2003: 69).

Il n'est pas surprenant que les mouvements sociaux aient été exclus, ou se soient exclus eux-mêmes, de ces processus et d'autres exercices censés établir un «consensus» sur des versions atténuées de développement néolibéral. Ce n'était pas seulement une question de résistance, c'est aussi que l'implication dans les DSRP et dans les autres initiatives de «société civile» lancées par des donateurs avait un prix, qu'elle a toujours. Des programmes sociaux essentiels, demandant souvent une large unité, ont été sacrifiés. Un clivage est apparu entre les ONG intellectuelles établies dans les villes et les majorités urbaines et rurales pauvres. Une analyse comparative des processus de DSRP en Afrique, en Amérique latine et en Asie entreprise par trois ONG indépendantes a montré que: «Du point de vue des OSC les plus proches des intérêts des pauvres, le vrai problème était de savoir si cet espace pouvait être utilisé efficacement pour contester l'ajustement structurel et l'injustice structurelle et globale. Une autre question n'a cessé de revenir dans les différents ateliers: il s'agissait de savoir si les OSC détournaient consciemment ou inconsciemment des ressources humaines et organisationnelles, déjà insuffisantes, du travail essentiel de développement et de mobilisation, ou si elles émettaient des signaux confus quant à leur position face à la mondialisation menée par les entreprises... Là où des formations de la société civile ont atteint un certain degré de maturité, leurs activités militantes couvrent un vaste spectre de sujets, et comprennent, le plus souvent, la défense de politiques qui défient directement celles qui ont été dictées par le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque mondiale (BM). Beaucoup en ont conclu que, lorsque les gouvernements s'allient au FMI/BM pour fermer toute possibilité de négociation sur les réformes économiques prescrites, les termes de véritable participation, vaste consultation, appropriation citoyenne et même de processus démocratique ne peuvent plus avoir aucun sens» (Centro de Estudios Internacionales *et al.* 2001).

Eurodad, un réseau sur la dette et le développement établi en Belgique et financé par la Commission européenne, a résumé le dilemme en posant la question suivante : « Nous – les ONG et autres partisans du changement dans l'industrie du développement – sommes peut-être en train de gagner quelques luttes politiques dans notre bataille contre les acronymes, mais ne sommes-nous pas en train de perdre la guerre pour une justice sociale et économique ? » (2003 : 9).

Ironiquement, la voie est maintenant libre pour les mouvements sociaux qui vont pouvoir déployer leurs projets d'organisation pour ne pas simplement « entendre » les « voix des pauvres », comme le voudrait la Banque mondiale, mais pour permettre à ces voix de s'organiser, de façon à non seulement être entendues, mais aussi à faire passer des changements. Le soutien aux organisations locales ne figurait pas parmi les priorités des gouvernements, encore moins dans celles des institutions financières internationales, mais c'était le cœur du programme de mobilisation des mouvements. Cela menait, constamment, à s'engager dans des débats interdits par les institutions financières internationales mais essentiels au développement et à l'autodétermination, sur des sujets tels que les politiques commerciales, la privatisation, la réglementation des investissements étrangers, la souveraineté alimentaire, la protection, les politiques du travail, entre autres, et, peut-être surtout, sur la recherche de l'autodétermination économique comme moyen d'affirmer une véritable souveraineté.

[...]

## Mouvements sociaux et campagnes

Il existe de nombreuses définitions des mouvements sociaux, mais peu s'appliquent exactement à la réalité du terrain. Il vaut peut-être mieux travailler avec les définitions faites par les mouvements eux-mêmes, comme celle du Mouvement des Travailleurs sans Terre au Brésil, l'une des principales forces sociales de la politique brésilienne, et l'un des moteurs du mouvement transnational de travailleurs agricoles et de paysans, Via Campesina. Gilmar Mauro, membre de la direction nationale du mouvement, décrit l'organisation comme « un mouvement de masse, à caractère populaire, mais aussi un mouvement syndical et politique qui lutte pour la terre, les réformes agraires et des transformations sociales ».

Comme en Amérique latine et ailleurs, soutient-il, au Brésil, la lutte pour la terre et la réforme agraire cherche à donner une voix aux populations pour atteindre rapidement les objectifs dans le domaine agraire, tout en

reconnaissant « que la lutte ne doit pas être circonscrite au secteur purement économique ». Compte tenu de la nature de l'élite et de la société brésilienne, on ne peut pas dissocier la lutte pour la réforme agraire et les autres luttes sociales des questions de pouvoir politique ; c'est pourquoi, en 2004, Mauro a déclaré : « Dès le début, nous avons organisé notre mouvement en tenant compte du fait que le bénéfice est au cœur du système capitaliste, et qu'il passe par l'exploitation des travailleurs et la défense de la propriété privée. Pour être durables, les changements dans la propriété de la terre devront s'accompagner de changements sociaux plus vastes, et ceci n'aura lieu qu'au terme d'une lutte des masses. Ce n'est pas que nous désapprouvions l'idée de négociation... mais les négociations sont possibles parce que des forces s'accumulent au cours de la lutte, et non grâce au talent d'un leader en particulier... les négociations sont le fruit de la lutte du peuple... Il est important d'articuler les programmes et les moyens de la lutte pour la solidarité avec la politique à l'échelle continentale, comme on le fait, par exemple, pour la lutte contre l'accord sur la Zone de libre-échange des Amériques (ZLEA). »

Bien sûr, tous les mouvements sociaux ne désignent pas aussi explicitement le système capitaliste – bien que ce soit le cas de la plupart en Amérique latine. Mais, globalement, tous font la même analyse du néolibéralisme et de la mondialisation néolibérale qu'ils mettent en accusation. Et avec les technologies générées par la mondialisation, les ONG et les mouvements sociaux se sont organisés et font du lobbying à l'échelle internationale. Il existe, néanmoins, d'énormes différences entre d'une part les « campagnes mondiales » ponctuelles qui visent des objectifs spécifiques et d'autres part les réseaux gérés par les mouvements qui entreprennent des changements systémiques.

Ces contradictions ont créé d'importantes tensions entre les ONG et les mouvements. Elles ne sont pas inévitables, mais elles sont fréquentes avec la polarisation de l'économie et des politiques internationales qui a caractérisé la dernière décennie. L'émergence des soi-disant « campagnes mondiales » pose un problème. Ces campagnes sont en général lancées au Nord et cherchent à appliquer leur méthodologie descendante au Sud, ce qui nuit parfois à l'organisation de mouvements locaux, empêche une plus grande prise de conscience ou une compréhension systémique. Les sujets et les objectifs de la campagne sont définis dans le Nord, et les partisans sont recrutés au Sud.

Le but de tous est peut-être de faire évoluer les politiques sociales – ou les politiques menées dans le domaine politique ou économique et qui ont un impact social – mais les stratégies diffèrent, en particulier dans l'établissement d'alliances. Ces dernières dépendent de la base sociale que peut

prétendre représenter une organisation. Les mouvements sociaux développent donc une dynamique d'organisation bien différente du travail en réseau effectué par des organismes qui se consacrent essentiellement à l'action en faveur de certaines politiques, à l'offre de certains services, et au suivi, autant d'activités caractéristiques de nombreuses ONG. Cette délimitation, ou l'absence d'une base sociale, détermine à son tour le degré de dépendance du financement externe, ainsi que la liberté de contrarier les bailleurs de fonds. La réforme de la politique peut être la première étape, mais elle peut être reléguée à la dernière place si le cadre analytique et organisationnel ne permet pas de parler des causes structurelles et mondiales de la pauvreté, des inégalités et de la violence.

On peut, dans ce contexte, étudier les différentes «campagnes» qui ont périodiquement agité la communauté internationale, et dont les ONG du Nord ont été les forces directrices. Des campagnes sur les mines antipersonnel, les enfants soldats, les armes légères, la dette extérieure, le commerce équitable, le réchauffement de la planète, la Cour pénale internationale, la corruption, la gouvernance, la famine, sont perçues comme des campagnes pour lesquelles les ONG ont réussi à obtenir l'appui de différents organismes de l'ONU et des «puissances intermédiaires» pour exiger des actions sur la scène internationale.

On a souvent considéré que beaucoup de ces campagnes avaient été des succès, mais selon quels critères ? Les critiques, qui viennent habituellement du Sud, affirment que la portée limitée des campagnes tend à dévier l'attention des problèmes plus vastes du développement et de la paix – des slogans simplistes renforcent et reflètent des analyses simplistes. Les crises humanitaires ont aussi leurs racines politiques, et les réactions ont tendance à être sélectives et influencées par les médias, en particulier lorsque des intérêts stratégiques sont en jeu. Il est bien plus facile de réagir aux images publiques du problème qu'à l'essence même du conflit, en particulier au rôle des structures du pouvoir mondial, passées et présentes, qu'aucun gouvernement riche ne souhaite sérieusement réformer.

Ainsi, le débat entre les campagnes et les mouvements ne porte pas autant sur les formes d'organisation que sur les objectifs politiques. Le politique façonne l'organisationnel. Dans quelque société que ce soit, la plupart des regroupements «radicaux» – au Nord, mais surtout au Sud – pensent que seul un changement systémique et structurel ouvrira la voie à la démocratie et à une société d'égalité et de non-discrimination. Il ne s'agit pas de rejeter la réforme en faveur de la révolution, il s'agit plutôt d'admettre les limites de la réforme tout en s'efforçant, sur les deux fronts, d'obtenir des changements plus profonds et une meilleure prise de conscience. L'organisation et la

«conscientisation» durables de la population – par opposition à des sursauts momentanés de mobilisation – commencent donc avec les éléments les plus marginalisés qui créent toujours, lentement mais sûrement, des formes de contre-pouvoir pour défier les élites locales et mondiales.

Le point de vue est très différent pour ceux qui croient, surtout au Nord mais aussi au Sud, que le système peut être influencé ou poussé à changer par un bon lobbying stratégique. Selon cette vision, les campagnes doivent être très «professionnelles» et très ciblées. On fait appel à des spécialistes du marketing et des médias pour garantir que la population victime touchera le public, avec des images larmoyantes et dégradantes de victimes du Sud, dans l'espoir d'inspirer de la honte aux cercles gouvernementaux, et des réactions charitables parmi la population de leurs pays. Avec un peu de chance, les gouvernements eux-mêmes leur attribueront des fonds pour se donner une légitimité et le prestige d'une image progressiste. Il faut fixer des objectifs à court terme, avec des échéances; une fois terminée, la campagne sera dissoute et on passera à une nouvelle cause.

Les différences entre les campagnes et les mouvements – que nous avons beaucoup simplifiées ici, pour les besoins de l'analyse – sont donc politiques et contextuelles. **Les campagnes peuvent aider à créer des mouvements si elles sont conçues explicitement pour former les populations sur les éléments systémiques et sur la nécessité d'une mobilisation durable.** Sinon, les campagnes empêchent la création de mouvements en limitant la participation à une contribution financière dans un but précis, à une présence pour assister à un sympathique concert de rock, ou à une manifestation le dimanche après-midi. Tout cela dépend, bien sûr, du contexte: culturel, mais aussi politique, puisqu'il présuppose l'existence de gouvernements qui réagissent à de telles pressions (habituellement dans le Nord), par opposition à ceux qui ne réagissent pas (généralement dans le Sud) ou, pis encore, répondent par la répression. La contradiction n'est pas inévitable et il est clair que les campagnes peuvent se dérouler de telle façon qu'elles contribuent à mieux comprendre les dynamiques politiques, économiques et mondiales.

Les campagnes peuvent faire évoluer les politiques et provoquer une prise de conscience publique, mais ces changements et cette prise de conscience ne seront peut-être pas ceux que l'on attendait et dont ont besoin les personnes les plus vulnérables dans le Sud, ou les opposants victimes des effets du militarisme du néolibéralisme mondial. Pour savoir si l'on a réussi, un éditorial favorable dans les principaux médias ne devrait pas suffire et on devrait plutôt chercher à voir si des changements positifs se sont produits dans les bidonvilles de Managua, de Manille ou de Maputo.



Il ne s'agit pas d'instaurer la paix pour avoir la stabilité, mais d'instaurer la justice comme condition préalable à une paix véritable.

Faute de changement substantiel, une grande partie du Nord a suivi la trace du Sud, et est «descendu dans la rue» pour protester contre la violence institutionnalisée protégée et promue par les organismes de Bretton Woods, l'Organisation mondiale du Commerce (OMC) et le groupe des huit (G8). A Seattle, Prague, Cancun et Gênes, on a fait campagne par une présence dans les rues et par l'utilisation de la puissance de la non-violence. A mesure que les gouvernements du Nord abandonnent les uns après les autres leurs politiques «douces», et cèdent aux exigences des Etats-Unis pour s'unir à la «coalition», les rapports entre certaines ONG et leurs gouvernements se crispent alors qu'ils étaient détendus. Globalement, cette évolution est peut-être saine puisque la polarisation a aussi apporté un démenti à ceux qui, dans le Nord, prétendaient abusivement que les pauvres sans voix du Sud avaient en quelque sorte besoin d'un porte-parole bienveillant du Nord.

[...]

### **Renforcement des capacités ou mobilisation des capacités ?**

Beaucoup d'ONG spécialisées voudraient nous faire croire que la «connaissance» est la clé du développement durable, et que la connaissance ou l'expertise se trouve au Nord et doit être transférée au Sud par le «renforcement des capacités». Parfois, les ONG les plus modestes reconnaissent que le processus d'apprentissage fonctionne dans les deux sens, mais quand on y regarde de plus près, on se rend compte que ce principe n'est pas souvent mis en œuvre.

L'organisation de recherche, British Overseas NGOs for Development (BOND) a montré que: «alors que l'accent semble maintenant avoir été mis sur l'importance de l'apprentissage, les attitudes et les pratiques dominantes des ONG ne semblent pas avoir évolué beaucoup. Quelques domaines essentiels d'apprentissage, notamment ceux qui relèvent de partenariats entre le Nord et le Sud – par exemple, l'expérience locale, les perspectives locales, les différences historiques, la pauvreté, etc. – sont encore très sous-évalués» (2003).

Encore pire, une «pratique “pas si rare” du Nord consistait à prendre au Sud des idées et des informations, à les analyser, leur donner un nouvel emballage et à les présenter ensuite comme les siennes» (Ludin 2003). On retrouve aussi cette pratique chez les chercheurs.



### La « société civile », une résurgence

[...] « Société civile ». En une époque où la méfiance et l'animosité politiques vont croissant, cette formule exprime souvent l'aspiration à plus de civilité dans les relations sociales.

Les institutions internationales, notamment les bailleurs de fonds multilatéraux, s'y intéressent aussi : pour accélérer le développement et le rendre plus efficace, elles sont tentées de court-circuiter l'Etat en aidant directement des acteurs dits « de la société civile » – entreprises privées, coopératives, associations animées par des Eglises, ONG – considérés comme les éléments indispensables d'une vie politique plus responsable, plus ouverte et plus représentative. La société civile incarne aux yeux de ceux qui l'invoquent la volonté de restituer à la société des pouvoirs économiques, sociaux ou d'expression que les Etats auraient usurpés. [...] (p. 38)

[...] Hegel est au centre de la lecture contemporaine de l'idée de société civile. L'interrogation hégélienne [...] porte sur la possibilité de créer et de perpétuer une communauté dans les conditions modernes. C'est pour y répondre qu'il introduit la distinction entre « Etat » et « société civile ». Sa solution tente d'intégrer les libertés individuelles spécifiées par la tradition du droit naturel (de Hobbes à Rousseau et à Kant) à une vision riche de la communauté dans les conditions de l'échange moderne. Des commentateurs importants comme Manfred Riegel ont souligné la nouveauté de cette redéfinition de la société civile : elle n'est plus synonyme de société politique, mais se définit par opposition, d'un côté, avec la famille, de l'autre et surtout, avec l'Etat. (p. 43)

[...] Mais, vers la fin des années 1960, un mouvement de renouveau se fit jour dans l'extrême gauche déçue par le marxisme, où l'on commençait à rejeter les partis communistes au bénéfice des mouvements sociaux, et surtout à redécouvrir Gramsci. Or ce dernier classait la société civile, avec l'Etat, dans les superstructures, et en faisait le lieu des luttes décisives pour l'hégémonie. Cela donna un nouvel élan à la critique culturelle tout en la réorientant. Finalement, le terme fut mis sur orbite dans les années 1980 après son adoption par des groupes et des intellectuels mobilisés contre les régimes autoritaires de l'Europe de l'Est (en particulier la Pologne) et d'Amérique latine. Aujourd'hui, l'idée de société civile attire aussi ceux qui prônent une « utopie post-moderne » capable de réconcilier socialisme et démocratie. [...] (p. 45)

*Khilnani S., 2001, « La "société civile", une résurgence », Critique internationale, n° 10*

Le plus souvent, le renforcement des capacités Nord-Sud se traduit par l'adoption par les acteurs du Sud – habituellement des ONG locales – de prescriptions et de méthodologies du Nord qui ont très souvent été financées par des agences donatrices du gouvernement. Il suffit de constater l'uniformité des diagnostics et des remèdes politiques adoptés partout dans le Sud – dans le développement, la résolution de conflits, la formation pour la prise en compte des questions de genre et l'éducation aux droits de l'homme –

expliqués selon un schéma d'apprentissage commun venu du Nord. Le colonialisme était, évidemment, le modèle original; mais, désormais, le Nord fournit les manuels pour résoudre beaucoup des problèmes qu'il a causés lui-même. Alors que des ministres des finances dans le Sud adoptent fidèlement les prescriptions du FMI pour stimuler la « croissance », de nombreuses ONG se chargent du travail de lutte contre la pauvreté, lui aussi prescrit par le FMI et la Banque mondiale pour réduire l'impact social de la politique de croissance économique. Dans une division virtuelle du travail, les ONG – du Nord et du Sud – développent des stratégies d'adaptation pour aider les sociétés civiles à accepter les mesures macro-économiques qui sont imposées, mais non pas pour changer ces mesures. On invite les ONG et les OSC à assumer des fonctions dont la responsabilité dépendait auparavant de l'Etat préneolibéral.

La dimension et l'impact de la pensée hégémonique du Nord sur le Sud n'est pas simplement le fait des gouvernements, elle est aussi devenue manifeste avec l'apparition de nombreuses ONG dans les pays en développement au cours des années 1990. De nombreuses ONG définissent leurs politiques en se positionnant clairement par rapport aux mouvements, aux partis et au gouvernement. D'autres prétendent être non politiques et ne pas chercher la confrontation. Dans la pratique, tout n'est pas aussi simple. Des observateurs critiques considèrent que la plupart des ONG, étrangères et nationales – parfois, la différence n'est pas évidente, ce qui fait partie du problème – contribuent à la dépolitisation de la pauvreté en adoptant le discours et le point de vue des bureaucrates technocrates de la Banque mondiale et des ministères des finances, qui prétendent aussi être non-politiques, mais qui, bien sûr, ne le sont pas.

Ainsi, certaines ONG sont heureuses de se limiter à l'espace qui leur est assigné par les institutions multilatérales et le gouvernement, pas nécessairement pour influencer la politique mais pour montrer la « participation » de la société civile dans le cadre de politiques qui ont été en grande partie définies à Washington. D'après la même vision critique, l'image que les organisations ont d'elles-mêmes est celle de « partenaires » du gouvernement, respectant les rôles qui leur ont été assignés de défenseurs des pauvres, de moniteurs et de fournisseurs de services, mais aussi de sous-traitants rémunérés qui aident à assurer la « participation de la société civile » et l'organisation des « consultations » qui améliorent l'image des gouvernements et des multilatérales. C'est ce qui s'appelle aussi « l'appropriation » par les pays en développement (des politiques et des cadres venus du Nord).

Bien sûr, la participation des ONG locales et étrangères aux services et aux programmes de lutte contre la pauvreté s'intégrait très bien dans les

«nouveaux» programmes de mobilisation de la Banque mondiale. La participation est censée éviter la confrontation, voire établir une complémentarité dans la mesure où les ONG ont perdu l'indépendance dont elles ont besoin pour contester ouvertement les politiques défavorables aux pauvres. Les prises de positions publiques ont pris la forme de recommandations qui évitent à tout prix de parler des principales causes structurelles de la pauvreté. Le résultat est une confusion dans les milieux populaires puisqu'on dit aux populations que le langage de l'efficacité et de la compétitivité devrait diluer les exigences de changements et de justice. Ces acceptions réduisent, en effet, l'espace laissé à la désobéissance civile et à la résistance des masses, et permettent d'accepter une «normalité» qui, dans le monde entier, tue et appauvrit des populations. Le «réalisme» a un coût : la fragmentation de la colère populaire porteuse de changements politiques importants (Barya 2001). Roy (2004) déclare : «Les ONG, en agissant de cette façon, altèrent la conscience publique. Elles transforment les gens en victimes dépendantes, et émoussent la résistance politique. Les ONG forment une espèce d'amortisseur entre la *sarkar* et le public. Entre l'Empire et ses sujets. Elles sont devenues les arbitres, les interprètes, les entremetteuses.»

De façon plutôt tragique, l'image altruiste des ONG peut attirer l'énergie politique des nouvelles générations qui ne consacrent pas beaucoup de temps et n'ont que peu de respect pour les partis politiques. Il n'y a pas toujours de mouvement social alternatif, ou qui soit attrayant du point de vue politique. Le résultat est que l'activisme potentiel est neutralisé tandis que les ONG deviennent une «alternative» à la politique. Ainsi, la société politique est de plus en plus éloignée de la société civile, comme les ONG sont de plus en plus éloignés des mouvements sociaux.

### La construction d'un pouvoir d'opposition à l'hégémonie

Bien que cela paraisse lointain aujourd'hui, l'époque de l'après Guerre froide a ouvert de nouveaux espaces pour des alliances inédites entre les pouvoirs de la «société civile» et ce que le ministre des affaires étrangères du Canada de l'époque, Lloyd Axworthy, a appelé la «puissance douce» (*soft power*) des gouvernements d'inspiration libérale. Un des principaux exemples de ces alliances est la Campagne internationale pour l'interdiction des mines antipersonnel qui a collaboré très étroitement avec les gouvernements du Canada, des pays nordiques et de la Suisse pour rédiger une convention, indépendamment de l'approbation des Etats-Unis et des autres puissances. Une autre coalition du même genre, dirigée par la société civile, a aidé à trouver un accord pour le Protocole de Rome pour la création de la Cour pénale internationale. Des résolutions importantes et des conférences

des Nations unies ont fait entrer ces causes humanitaires directement dans les arènes internationales alors même que des campagnes contre les armes légères et les enfants soldats n'arrivaient pas aux mêmes avancées sur le plan juridique.

Mais à la fin des années 1990, il était clair que la lune de miel entre les «puissances intermédiaires» – les Nations Unies et la communauté des ONG du Nord (c'est-à-dire la «société civile») – touchait à sa fin. Pour le commerce international et les finances internationales, les puissances «douces» ont manifesté un grand attachement aux principes néolibéraux et au consensus de Washington. En effet, «l'aide au développement» a continué, en grande partie, à être conditionnée par l'exécution des mesures d'ajustement structurel et par l'application stricte de principes macro-économiques «sains», quelles qu'en soient les conséquences sociales. Le mantra défini par la Banque mondiale était que la pauvreté ne pouvait reculer que grâce à la croissance économique, qui, de son côté, ne pouvait être que le résultat de l'élimination de presque toutes les limitations à l'investissement privé, en particulier aux investissements étrangers.

Beaucoup d'ONG du Nord ont rejeté l'orthodoxie, mais ont continué à recevoir des financements pour aider les projets de «développement» dans le Sud, y compris pour la diffusion du «savoir-faire» en matière de multilatéralisme. L'hypothèse était qu'il n'y avait pas d'alternative à l'engagement. A ce moment, le mot «coopération» a laissé la place au mot de «solidarité», les puissances populaires ont été remplacées par la société civile, et la «création de bénéfices» et le recouvrement des coûts sont devenus la règle pour le développement. Peu à peu, un changement idéologique s'est produit au cours des années 1990, provoquant souvent des divisions internes au sein des ONG les plus importantes – «des œuvres de bienfaisance» en Grande-Bretagne et en Irlande – entre les responsables de la politique au siège et le personnel responsable de la programmation sur le «terrain».

De plus en plus de ressources ont été consacrées à la «mobilisation» (*advocacy*), souvent aux dépens des projets, mais les différents volets de la mobilisation ont surtout visé des objectifs politiques particuliers comme l'allègement de la dette, l'augmentation de l'aide au développement ou l'accès aux marchés pour les produits d'exportation des pays en développement. Le fait que d'importants agents des ONG aient accepté des emplois dans les agences de développement des gouvernements et même à la Banque mondiale en dit long sur les changements de tendances – tandis que les gouvernements et les institutions financières internationales cherchaient adroitement à collaborer avec les militants et à renforcer leurs départements «société civile».

Était-on en train de renforcer la société civile aux dépens de l'Etat ? La réponse était positive pour de nombreuses ONG du Nord disant que le recul de l'Etat était une réalité irréversible, que la bonne gouvernance impliquait la création de bonnes conditions pour l'entreprise et les bénéfices privés, et que les fonctions et les entreprises de l'Etat devaient être transférées au secteur privé. Du point de vue des mouvements sociaux, ces prémisses étaient inacceptables. Beaucoup défendirent avec insistance les notions de souveraineté populaire et de bien-être social comme principes directeurs de l'Etat. Il ne fallait pas demander aux ONG d'accueillir les miséreux ni de se substituer aux fonctions de l'Etat. Si les ressources étaient plus rares, il ne fallait pas se soumettre mais plutôt organiser des ordres nationaux et internationaux alternatifs. Il y a en tout cas un rapport indéniable entre l'avènement du néolibéralisme et l'explosion du nombre d'ONG.

#### Privatisations des économies et des Etats africains

L'Etat aurait perdu de manière définitive son rôle dirigeant et la maîtrise de ses principaux instruments, à savoir la planification et l'aménagement du territoire. Pire encore, l'impossible soustraction à la contrainte extérieure et à la mondialisation, la confiscation de certaines fonctions étatiques et bureaucratiques par les bailleurs de fonds et les ONG ont entraîné dans un déclin irrémédiable des administrations publiques ébranlées par les politiques de déflation de leurs effectifs. [...]¹. En quelque sorte, l'Etat s'adapterait aux contraintes internes et externes par des opérations de privatisation. Cette forme de privatisation, à la fois imposée par les circonstances et délibérée, remet au goût du jour un mode de gouvernement indirect utilisant des intermédiaires privés.

¹ Hibou B., 1999, « De la privatisation des économies à la privatisation des Etats », in Hibou B., *De la privatisation des Etats*, Paris, Karthala, coll. « Recherches internationales ».

Mamadou Diouf, 1999, « Privatisations des économies et des Etats africains, Commentaires d'un historien », *Politique africaine*, n° 73, mars.

La construction d'un monde différent commença avec la construction d'un espace politique où les différentes organisations purent établir un dialogue et une planification. C'était le Forum Social Mondial (FSM). Pour participer à la discussion, il fallait être opposé au néolibéralisme, et les mouvements sociaux étaient privilégiés. Selon la charte de 2001 du FSM, le forum devait être un espace pluriel et diversifié, non confessionnel, non gouvernemental et non partisan pour les « instances et mouvements de la société civile qui s'opposent au néolibéralisme et à la domination du monde par le capital et toute forme d'impérialisme ». Le FSM se définissait lui-même comme un processus et non simplement comme un événement.



Les ONG du Nord pour le développement et pour la paix se sont rendu compte qu'elles ne pouvaient pas être absentes du processus du FSM (Forum Social Mondial), mais beaucoup d'entre elles se sont senties obligées de réviser leurs propres politiques pour y prendre part. Bien sûr, l'échec parallèle des tendances sociales démocratiques à ralentir les effets sociaux négatifs de la mondialisation et des politiques militaristes consécutives aux attentats du 11 septembre 2001 contre les Etats-Unis ont aidé à orienter la mobilisation vers la gauche. Les partis politiques traditionnels ont aussi été remis en question, et on leur a demandé de reconnaître la montée des mouvements sociaux, dans les principes et dans la pratique. La question qui se pose aujourd'hui est de savoir si le terrain se prépare pour faire naître une nouvelle unité ou des actions communes, points de départ d'une politique nouvelle et d'une résistance efficace. Ou si, comme nous prévient Roy : « avec l'ONGisation de la politique, la résistance risque de devenir une promesse de carrière, digne, rémunérée, raisonnable, un emploi de bureau. Avec ses avantages sociaux. La véritable résistance a de véritables conséquences... et elle ne rapporte pas de salaire » (2004).

Une fois réunis, les participants du FSM ont été plus explicites et plus radicaux dans leurs discussions sur les stratégies de résistance et de lutte contre ce qui était de plus en plus identifié comme le système capitaliste et impérialiste. Ce milieu planétaire a soutenu des principes fondamentaux contre l'oppression des femmes, pour la reconnaissance du choix de sexualité, pour l'environnement durable et pour l'alliance des acteurs locaux, nationaux et internationaux, y compris des partis politiques, des syndicats, des mouvements et des ONG. Toute nouvelle politique qui n'incluait pas ces principes n'avait en fait rien de nouveau. La difficulté est d'arriver à partager des idées nouvelles, de portée planétaire, et à trouver de nouvelles formes d'organisations qui intègrent le particulier dans les luttes universelles. Les mouvements sociaux et les ONG pourraient-ils travailler ensemble, ou au moins dans un même sens, et s'associer aux partis politiques pour développer des formes d'action collective nouvelles et/ou diverses dans le cadre de principes s'opposant au néolibéralisme et, de plus en plus, à la guerre ?

Le débat permanent au sein des forums, et au sujet des forums, s'inscrit dans une réflexion plus générale sur les moyens de créer, en partant d'une perspective commune critique radicale du néolibéralisme, des espaces d'inclusion susceptibles à la fois d'approfondir la réflexion et de mieux définir la critique, les alternatives et la stratégie d'opposition au modèle néolibéral : comment faire du FSM un outil utile de coordination des mouvements et des luttes pour s'opposer au néolibéralisme et à la guerre (Nicholson et Egireun 2004 : 92).



Mais la diversité au sein du forum est un problème autant qu'une qualité. Le FSM n'a de sens et de futur que s'il renforce et aide les luttes contre la mondialisation néolibérale. Il doit combiner des espaces de «non délibération», par exemple des conférences, des séminaires et des tables rondes, avec des espaces de délibération, par exemple les activités promues par différents mouvements sociaux. Parmi ces activités, l'Assemblée des Mouvements sociaux a été une référence dans la lutte contre la mondialisation néolibérale car elle a joué un rôle important pour les mobilisations sociales comme celles de Québec contre la Zone de libre-échange des Amériques (ZLEA), de Cancun contre l'OMC, de Gênes contre le G8, et la marche mondiale contre la guerre. Ces actions auront contribué à faire connaître le FSM comme référence dans la lutte contre «le système». **C'est quand elles ont mis l'accent sur le rapport entre le «social» et le «politique» que les mobilisations sociales ont eu le plus grand impact, et quand la relation entre les mouvements sociaux, les partis politiques et les institutions a été mise au centre du débat** (Nicholson et Egireun 2004 : 92, 94).

[...]

### Références bibliographiques

- BARYA J.-J., 2001, «Democracy, inequality and social policy in Uganda: An assessment of current government initiatives on poverty "eradication"», *Bulletin*, Centre for Basic Research, vol. 3, n° 2, août.
- BRITISH OVERSEAS NGOS FOR DEVELOPMENT (BOND), 2003, *NGO Legitimacy: Voice or Vote ?*, février, [www.globalpolicy.org/ngos/credib/2003/0202rep.htm](http://www.globalpolicy.org/ngos/credib/2003/0202rep.htm), consulté en juillet 2005.
- BURNET J. S., 2004, «In the line of fire», *New York Times*, 4 août, p. 1.
- CENTRO DE ESTUDIOS INTERNACIONALES, AFRICAN WOMEN'S ECONOMIC POLICY NETWORK (AWEPON), FOCUS ON THE GLOBAL SOUTH, 2001, *The World Bank and the PRSP: Flawed Thinking and Failing Experiences*, 16 novembre, [www.ceinicaragua.org.ni](http://www.ceinicaragua.org.ni), consulté en octobre 2004.
- COMMON DREAMS NEWS CENTER, 2003, *Corporate Money Co-Opts Nonprofit Groups, Says Report: Critics Silenced and Friends Won Through Corporate Donations*, Global Policy Forum, New York, 9 juillet, [www.globalpolicy.org/ngos/credib/2003/0711gifts.htm](http://www.globalpolicy.org/ngos/credib/2003/0711gifts.htm), consulté le 12 juillet 2005.
- EURODAD, 2003, *Eurodad Annual Conference Report: Ideology and Evolving Acronyms: Progress or Doublepeak ?*, [www.eurodad.org/uploadstore/cms/docs/CONFERENCE-REPORT.pdf](http://www.eurodad.org/uploadstore/cms/docs/CONFERENCE-REPORT.pdf), consulté le 19 avril 2006.
- LUDIN J., 2003, *Where Are We... With North-South Learning ?*, British Overseas NGOs for Development, Londres, janvier, [www.bond.org.uk/networker/2002/dec02/opinion.htm](http://www.bond.org.uk/networker/2002/dec02/opinion.htm), consulté le 19 avril 2006.
- NATIONS UNIES, 2004, «Glossaire», in *Nous, peuples: société civile, organisation des Nations Unies et gouvernance mondiale*, Rapport du Groupe de personnalités éminentes sur les relations entre l'Organisation des Nations Unies et la société civile, A/58/817, Assemblée générale des Nations unies, 58e session, Point 59 de l'ordre du jour, Renforcement du système des Nations unies, 11 juin, New York, Nations unies.

- NICHOLSON P., EGIREUN J., 2004, «The WSF, necessary shifts», *World Social Forum : A Debate on the Challenges for Its Future. Europe Transforms !*, n° 1, mars, pp. 92-96
- POSSING S., 2003, *Between Grassroots and Governments: Civil Society Experiences with the PRSPs*, DIIS Working Paper, Danish Institute for International Studies, Copenhagen, [www.diis.dk/sw3096.asp](http://www.diis.dk/sw3096.asp), consulté le 12 juillet 2005.
- ROY A., 2004, *Tide ? Or Ivory Snow ? Public Power in the Age of Empire*, discours, San Francisco, Californie, 16 août, [www.democracynow.org/static/Arundhati\\_Trans.shtml](http://www.democracynow.org/static/Arundhati_Trans.shtml), consulté le 19 avril 2006.



---

# La solidarité féministe dans les luttes anticapitalistes

131

..... Chandra Talpade Mohanty\*

---

« “Under Wester Eyes” Revisited: Feminist Solidarity through Anticapitalist Struggles », in: Mohanty Chandra Talpade, 2003, *Feminism without Borders: Decolonizing Theory, Practicing Solidarity*, Durham, Duke University Press, pp. 221-251 (extraits)<sup>1</sup>

---

*Traduit de l’anglais par Emmanuelle Chauvet*

[...]

## Méthodologies féministes : de nouvelles directions

Quelles sont les méthodologies et stratégies d’analyse féministes qui peuvent aider à révéler les questions de pouvoir (et les conditions de vie des femmes) dans les discours ouvertement fermés aux questions de genre et aux questions raciales ? La stratégie dont je vais parler ici est un exemple d’analyse critique transnationale, féministe anticapitaliste, du capitalisme et de ses diverses règles d’action, une critique qui s’inspire du matérialisme historique et donne une importance centrale aux questions raciales dans les rapports de genre. Cette analyse est ancrée et trouve son point de départ dans le lieu où se trouvent les communautés de femmes les plus marginalisées – chez les femmes pauvres, quelle que soit leur couleur de peau, dans les pays riches et néocoloniaux ; chez les femmes du tiers-monde/Sud ou des

---

\* Professor of Women’s Studies, Syracuse University, Etats-Unis.

<sup>1</sup> © Duke University Press, 2003.

deux tiers-monde<sup>2</sup>. Je pense que c'est en basant l'expérience et l'analyse dans les communautés marginalisées de femmes que l'on peut définir le paradigme de pensée de la justice sociale le plus exhaustif. Avec cette vision particularisée, on acquiert une vision plus concrète et plus globale de la justice universelle.

C'est le contraire même de la pensée des « intérêts particuliers ». En considérant l'espace de certaines des communautés de femmes les plus privées de droits au monde, et en pensant depuis ces espaces, on a davantage de chances d'imaginer une société juste et démocratique capable de traiter tous ses citoyens avec justice. Inversement, en faisant partir l'analyse des espaces des communautés privilégiées, et en la limitant à ces espaces, le risque est plus grand de voir la justice de façon plus exclusive car les privilèges empêchent de voir ceux qui n'en profitent pas. En ancrant l'analyse dans les conditions de vie et les intérêts des communautés marginalisées de femmes, je peux accéder aux modes de fonctionnement du pouvoir et les rendre visibles – pour remonter l'échelle des privilèges. Car il faut regarder vers le haut – les populations colonisées doivent se connaître et connaître leur colonisateur. De ce lieu précis de marginalisation, on peut étudier la politique de la connaissance et les attributions de pouvoir qui l'accompagnent et donc s'engager dans un travail de transformation des utilisations et des abus du pouvoir. L'analyse s'inspire de la notion de privilège épistémique développée par les théoriciennes de perspective féministe (qui trouvent leurs racines dans le matérialisme historique de Marx et Lukacs) mais aussi par les réalistes postpositivistes qui analysent l'expérience, l'identité et les effets épistémiques de la situation sociale<sup>3</sup>. Ma vision est donc de type matérialiste et « réaliste » et à l'antithèse du relativisme postmoderniste. Je pense qu'il existe des liens causaux entre d'une part les situations et le vécu social marginal et d'autre part la capacité à expliquer et à analyser les éléments de la société capitaliste. Sur le plan méthodologique, cette perspective analytique est ancrée dans le matérialisme historique. Je ne prétends pas que toutes les situations de marginalisation soient porteuses de connaissances essentielles sur le pouvoir et l'inéquité, mais je dis que, dans un système capitaliste étroitement intégré, le point de vue particulier des femmes pauvres indigènes du tiers-monde/Sud donne la vision la plus complète qui soit

<sup>2</sup> Pour des approches méthodologiques similaires, voir les travaux de Zillah Eisenstein, Maria Mies, Dorothy Smith, Cynthia Enloe et Saskia Sassen (par exemple, Eisenstein 1978, 1994, 1996, 1998, 2001 ; Mies 1982, 1986 ; Smith 1987 ; Enloe 1990, 1993 ; et Sassen 1991, 1996, 1998). On trouve un premier exemple, pionnier, de cette perspective dans le Black Feminist Statement du Collectif de la Combahee River au début des années 1980 (1982).

<sup>3</sup> Pour une discussion sur les privilèges épistémiques, voir les articles de Mohanty (2000), Moya (2000) et Macdonald (2000) dans Moya et Hames-Garcia 2000 ; voir en particulier les pages 58-62, 80-87 et 211-212.

du pouvoir systémique. Dans bien des cas de racisme lié aux questions d'environnement, par exemple, quand on choisit les quartiers où vivent les communautés pauvres de gens de couleur pour implanter des prisons ou des décharges de produits toxiques, ce n'est pas par hasard que les femmes noires pauvres, les natives américaines et les latinas sont à la tête de la lutte contre la pollution industrielle. Les trois-cinquièmes des Afro-Américains et des Latinos vivent à proximité de décharges de produits toxiques, et trois des cinq plus grands sites d'enfouissement de produits dangereux se situent dans des communautés dont la population est composée à 80 pour cent de personnes de couleur (Pardo 2001 : 501-511). Ainsi ce sont précisément les réflexions critiques des femmes pauvres de couleur sur leur vie quotidienne qui permettent les analyses de la structure de pouvoir qui ont mené à tant de victoires dans les luttes contre le racisme lié à l'environnement<sup>4</sup>. C'est un des enseignements que l'on peut tirer de l'analyse féministe.

La scientifique féministe Vandana Shiva, l'une des dirigeantes les plus en vue du mouvement de lutte contre la mondialisation, fait une critique similaire et très éclairante des accords sur les brevets et sur les droits de propriété intellectuelle approuvés par l'Organisation mondiale du commerce (OMC) depuis 1995. Comme d'autres dans les mouvements pour l'environnement et dans les mouvements pour les droits indigènes, elle affirme que l'OMC autorise la biopiraterie et pratique le piratage intellectuel en se basant sur les systèmes occidentaux de connaissance dans l'agriculture et la médecine pour favoriser les revendications des intérêts commerciaux sur des produits et des innovations tirés des traditions indigènes de la connaissance. Ainsi, en établissant les épistémologies scientifiques occidentales comme seul système scientifique légitime, l'OMC peut garantir aux entreprises des brevets sur les savoirs indigènes (comme sur le margousier en Inde) qui deviennent leur propriété intellectuelle protégée par les accords sur les droits de propriété intellectuelle. En conséquence, le nombre de brevets déposés pour des médicaments dérivés des systèmes médicaux indigènes a atteint des proportions énormes. Pour reprendre Shiva : « Par le dépôt de brevet, le savoir indigène est actuellement piraté au nom de la protection de la connaissance et de la prévention du piratage. Les connaissances qu'ont nos ancêtres, nos paysans, sur certaines graines sont récupérées par des sociétés et des scientifiques américains qui déclarent les avoir découvertes et déposent les brevets. Tout cela est possible pour une seule raison : derrière tout cela, un cadre de pensée raciste dit que le savoir venu du tiers-monde et le savoir des personnes de couleur n'est pas un savoir. C'est quand ce savoir

---

<sup>4</sup> On peut trouver des exemples de femmes engagées dans la lutte contre le racisme lié à l'environnement dans MELA (voir Pardo 2001), le magazine *ColourLines*, et dans *Voces Unidas*, la lettre d'information du South West Organizing Project, Albuquerque, Nouveau-Mexique.



tombe aux mains d'hommes blancs qui ont le capital que la créativité commence à s'exercer... Les brevets sont une réplique du colonialisme, que l'on appelle désormais mondialisation et libéralisation du commerce» (Shiva, Gordon et Wing 2000 : 32).

134

Il n'est pas seulement question ici du contraste entre d'un côté les systèmes scientifiques occidentaux et de l'autre les épistémologies et les systèmes médicaux indigènes. On parle du pouvoir colonialiste et du pouvoir des entreprises qui permettent d'établir la science occidentale et les valeurs capitalistes de propriété privée et de bénéfices comme seul système normatif, lequel permet d'exercer un pouvoir immense. Ainsi les savoirs indigènes, qui émanent souvent de processus collectifs et qui sont souvent mis en commun par les paysannes et les femmes des tribus pour être utilisés au sein du ménage, localement ou pour des utilisations publiques, sont soumis aux idéologies d'un paradigme occidental scientifique et d'entreprise qui ne comprend les droits de propriété intellectuelle qu'en termes de possession et de privatisation. Toutes les innovations qui se trouvent être collectives, qui, avec le temps, ont émergé des forêts et des fermes, sont appropriées et deviennent une propriété exclusive. L'idée de biens communs intellectuels dans laquelle la connaissance n'est pas une propriété privée mais résulte d'une accumulation et d'une transmission collectives pour le profit de tous et toutes est le contraire même de la notion de propriété privée matérielle et immatérielle qui est à la base des accords de l'OMC sur la propriété intellectuelle. Cette vision d'un bien intellectuel commun aux paysannes et aux femmes des tribus exclut en fait ces femmes de la propriété et facilite la biopiraterie par les entreprises.

C'est parce qu'elle se place au cœur du vécu et des épistémologies des paysannes et des femmes des tribus en Inde que Shiva peut faire cette analyse des droits de propriété intellectuelle, de la biopiraterie et de la mondialisation. En commençant par analyser les pratiques et le savoir des femmes indigènes, elle fait une analyse ascendante de la structure de pouvoir et remonte jusqu'aux politiques et aux pratiques approuvées par l'OMC. On a ici l'exemple évident d'une politique transnationale, anticapitaliste féministe.

Mais Shiva n'en dit pas autant sur le genre qu'elle pourrait le faire. Après tout, elle parle précisément du travail et du savoir des femmes, lesquels s'enracinent dans les expériences épistémologiques de l'une des communautés de femmes les plus marginalisées au monde – celle des paysannes pauvres des tribus indiennes. On parle très peu de cette communauté de femmes qui n'est pas mentionnée dans les calculs économiques nationaux et internationaux. Une analyse attentive aux expériences quotidiennes des femmes des tribus et à la micropolitique de leurs luttes finalement anticapitalistes éclaire la macropolitique de la restructuration à l'échelle mondiale. Elle montre que

le local et le particulier sont totalement enchâssés dans le global et l'universel et mène à penser que les questions de justice et d'équité doivent être conceptualisées en termes transfrontaliers. Autrement dit, cette lecture imagine un féminisme sans frontière en ce sens qu'il met au premier plan la nécessité d'une analyse et d'une vision de solidarité par-delà les frontières de l'OMC, des frontières créées par la privatisation de la propriété intellectuelle.

Ces exemples particuliers débouchent sur le paradigme le plus complet pour permettre de comprendre les motivations et les effets de la mondialisation telle qu'elle est définie par l'OMC. Bien entendu, si on essayait de faire la même analyse en partant de l'espace épistémologique des intérêts occidentaux d'entreprise, on ne pourrait pas aboutir à une analyse qui valorise les savoirs indigènes enracinés dans des relations communautaires et non dans des hiérarchies basées sur la recherche du profit. Dans ce cadre analytique, les femmes paysannes pauvres des tribus seraient donc invisibles car la notion même de bien intellectuel commun échappe au champ de la propriété privatisée et du profit qui sont la base même des intérêts des entreprises. Un féminisme transnational devrait de toute évidence s'attaquer précisément à ces visions du profit et de la justice incarnées dans ces perspectives analytiques contraires. L'intérêt accordé majoritairement au profit au détriment de la justice illustre ce que j'ai dit précédemment sur la situation sociale et les méthodologies analytiquement globalisantes. C'est la situation sociale des femmes des tribus telle qu'elle est explicitée par Shiva qui permet cette vision large et englobante de la justice. De la même façon, ce sont la situation sociale des entreprises et leurs intérêts étroits et autocentrés qui privatisent les droits de propriété intellectuelle au nom du profit pour les élites.

Pour l'essentiel, Shiva fait une critique de la privatisation des savoirs indigènes à l'échelle mondiale. On trouve là le signe de la montée en puissance des institutions transnationales comme l'OMC, la Banque mondiale et le Fonds monétaire international, des institutions bancaires et financières et des organes transnationaux comme l'AMI (Accord multinational sur les investissements). Partout dans le monde, ces organes ont eu des effets dévastateurs pour les populations pauvres. Fondamentalement, ce sont les filles et les femmes du monde entier, surtout dans le tiers-monde/Sud, qui paient le prix fort de la mondialisation. Ce sont les femmes et les filles pauvres qui sont les plus touchées par la dégradation de l'environnement, les guerres, les famines, la privatisation des services et les déréglementations des Etats, le démantèlement des systèmes de protection sociale, la restructuration du travail rémunéré et du travail non rémunéré, la surveillance accrue et la multiplication des incarcérations, etc. C'est pour cette raison que l'on a besoin d'un féminisme sans frontière et par-delà les frontières pour s'attaquer aux injustices du capitalisme mondial.

Les femmes et les filles représentent encore 70 pour cent des personnes pauvres dans le monde et la majorité des personnes réfugiées. Presque 80 pour cent des personnes déplacées dans le tiers-monde/Sud en Afrique, en Asie et en Amérique latine sont des filles et des femmes. Les femmes se chargent des deux tiers du travail exécuté dans le monde et gagnent moins de dix pour cent du revenu mondial. Les femmes sont propriétaires de moins d'un centième des possessions du monde alors que ce sont elles qui sont le plus durement touchées par les conséquences de la guerre, de la violence domestique et des persécutions religieuses. La théoricienne politique féministe Zillah Eisenstein affirme que le capital mondial sous sa forme racialisée et sexualisée détruit les espaces publics de la démocratie et, en silence, vide de leur pouvoir les espaces autrefois sociaux/publics des Etats-nations. Le capitalisme d'entreprise a redéfini les citoyens et en a fait des consommateurs – et les marchés mondiaux supplantent la recherche de l'équité économique, sexuelle et raciale (Eisenstein 1998, notamment chapitre 5).

C'est notamment sur le corps et dans les vies des femmes et des filles du tiers-monde/Sud – des deux tiers-monde – que le capitalisme mondial s'incrit, et c'est en considérant et en théorisant les expériences de ces communautés de femmes et de filles que nous pouvons montrer que le capitalisme est en réalité un système de sexisme et de racisme débilisant, et que nous pouvons imaginer la résistance anticapitaliste. L'analyse des effets de la mondialisation doit donc se centrer sur les expériences et les combats de ces communautés de femmes et de filles précisément.

S'inspirant de la notion de « conscience du lieu comme autrui radical du capitalisme mondial » d'Arif Dirlik (1999), Grace Lee Boggs défend l'idée importante d'un activisme civique localisé qui montre qu'en donnant une place centrale aux combats des communautés marginalisées on touche aussi aux luttes plus globales contre la mondialisation. Boggs avance que « la conscience du lieu... nous encourage tous à nous réunir autour d'expériences communes, locales et à partager nos espoirs pour organiser l'avenir de nos communautés et de nos villes. Tandis que le capitalisme mondial, parce qu'il peut à tout moment se déplacer vers une autre population et un autre lieu, n'a rien à faire des populations ou de l'environnement naturel des lieux, l'activisme civique localisé se préoccupe de la santé et de la sécurité des populations et des lieux » (Boggs 2000 : 19). Les femmes étant au centre de la vie de leurs quartiers et de leurs communautés, elles sont aussi à la tête de ces combats. On le voit bien avec l'exemple des femmes de couleur dans les luttes contre le racisme lié à l'environnement aux Etats-Unis, mais aussi dans l'exemple donné par Shiva des femmes des tribus dans la lutte contre la déforestation et pour des biens intellectuels communs. Ce sont donc les vies, les expériences et les luttes des filles et des femmes des deux tiers-monde

qui mettent au jour les dimensions raciales et sexuelles du capitalisme – et qui ouvrent des voies nécessaires et très prometteuses pour la théorisation et l'exercice de la résistance au capitalisme.

Il me semble important que cette discussion sur le capitalisme comme lieu généralisé montre aussi ce que le capitalisme signifie dans certains contextes sur les vies qu'il structure, et ce que ces effets nous disent précisément sur le capitalisme. On parle là, dans l'écrasante majorité des cas, des effets sur les vies des filles et des femmes, même si mon attention va à tous les peuples exploités. Mais les vécus particuliers des filles et des femmes, parce qu'ils passent par des expériences particularisées et propres à un contexte, englobent les autres vécus. Si elles n'étudient pas et ne théorisent pas ces expériences réelles de la mondialisation, des expériences déterminées par le genre, par la classe et par la race, les critiques de la mondialisation, fussent-elles les plus radicales, donnent en réalité l'impression d'une absence des filles et des femmes du tiers-monde/Sud. La question n'est peut-être plus simplement celle du regard occidental mais en fait celle de l'état de l'Occident lui-même et celle de sa reconfiguration permanente à l'échelle mondiale, en termes de race et de genre. Faute de le reconnaître, on ne peut pas faire le lien entre les connaissances académiques/les cadres analytiques féministes et les projets d'organisations/activistes. Avec des cadres analytiques déficients et inadaptés, on développe une action politique et une stratégie inefficaces pour la transformation sociale.

Que doit-on déduire de cette analyse ? Que nous – les chercheuses et enseignantes féministes – devons voir la mondialisation comme un lieu de recolonisation des peuples, notamment des deux tiers-monde, à étudier d'urgence. La mondialisation colonise aussi bien la vie des femmes que celle des hommes partout dans le monde et il faut qu'un projet féministe anti-impérialiste, anticapitaliste et contextualisé soit développé pour mettre au jour les formes diverses et combinées de subjugation des femmes. Les activistes et les chercheuses doivent aussi identifier et repenser les formes de résistance collective mises en œuvre chaque jour, notamment par les femmes, dans différentes communautés. Car l'exploitation qu'elles subissent actuellement, leur privilège épistémique potentiel, mais aussi les formes particulières de solidarité qu'elles mettent en œuvre, peuvent être le point de départ d'une nouvelle pensée politique libératrice à l'aube de ce siècle.

[...]

Si l'on explore de plus près les mouvements de lutte contre la mondialisation, on constate que ce sont les corps et le travail des femmes et des filles qui en constituent le cœur. Par exemple, dans les mouvements écologiques et

pour l'environnement comme le Chipko Movement en Inde et dans les mouvements indigènes contre les mines d'uranium et la contamination du lait maternel aux Etats-Unis, les femmes ne font pas seulement partie des leaders : ce sont leurs corps pris dans les rapports de genre et racialisés qui sont la clé pour mettre au jour et pour combattre les processus de recolonisation mis en place avec le contrôle de l'environnement par les entreprises. [...]

### Références bibliographiques

- BOGGS G.L., 2000, «School Violence: A Question of Place», *Monthly Review*, 52(2), pp. 18-20.
- DIRLIK A., 1999, «Place-Based Imagination: Globalism and the Politics of Place», *Review: A Journal of the Fernand Braudel Center for the Study of Economies, Historical Systems and Civilizations*, 22(2), pp. 151-187.
- EISENSTEIN Z., 2001, *Manmade Breast Cancers*, Ithaca, N.Y., Cornell University Press.
- EISENSTEIN Z., 1998, *Global Obscenities: Patriarchy, Capitalism, and the Lure of Cyber-Fantasy*, New York, New York University Press.
- EISENSTEIN Z., 1996, *Hatreds: Racialized and Sexualized Conflicts in the Twenty-First Century*, New York, Routledge.
- EISENSTEIN Z., 1994, *The Color of Gender: Reimagining Democracy*, Berkeley, University of California Press.
- EISENSTEIN Z., 1978, *Capitalist Patriarchy and the Case for Socialist Freedom*, New York, Monthly Review.
- ENLOE C., 1993, *The Morning After: Sexual Politics at the End of the Cold War*, Berkeley, University of California Press.
- ENLOE C., 1990, *Bananas, Beaches and Bases: Making Feminist Sense of International Politics*, Berkeley, University of California Press.
- MIES M., 1986, *Patriarchy and Accumulation on a World Scale: Women in the International Division of Labour*, Londres, Zed.
- MIES M., 1982, *The Lace-Makers of Narsaspur: Indian Housewives Produce for the World Market*, Londres, Zed.
- MOYA P., HAMES-GARCIA M.R. (Eds.), 2000, *Reclaiming Identity: Realist Theory and the Predicament of Postmodernism*, Berkeley, University of California Press.
- PARDO M., 2001, «Mexican-American Women Grassroots Community Activists: "Mothers of East Los Angeles"», in KIRK G., OKAZAWA-REY M. (Eds.), *Women's Lives: Multicultural Perspectives*, Mountain View (Californie), Mayfield, pp. 504-511.
- SASSEN S., 1998, *Globalization and its Discontents: Essays on the New Mobility of People and Money*, New York, New Press.
- SASSEN S., 1996, «New Employment Regimes in the Cities: The Impact on Immigrant Workers», *Journal of Ethnic and Minority Studies (JEMS)*, 22(4), pp. 579-594.
- SASSEN S., 1991, *The Global City: New York, London, Tokyo*, Princeton N.J., Princeton University Press.
- SHIVA V., GORDON R., WING B., 2000, «Global Brahmanism: The Meaning of the WTO Protests: An Interview with Dr. Vandana Shiva», *ColorLines: Race, Color, Action*, 3(2), pp. 30-32.
- SMITH D.E., 1987, *The Everyday World as Problematic: A Feminist Sociology*, Boston, Northeastern University Press.



---

## Féminisme et altermondialisation


..... *Diane Lamoureux\**

139  
.....

---

« *Féminisme et altermondialisation* », *Recherches féministes*, 17, 2, 2004, pp.171-194 (extraits)<sup>1</sup>

---

e mouvement altermondialiste, peu importe ses variantes, se targue de vouloir faire de la politique autrement. On peut le comprendre au moins de quatre façons : premièrement, comme une revalorisation du politique à une époque qui glorifie le marché comme lieu premier (sinon exclusif) de la régulation sociale ; deuxièmement, comme une volonté de montrer qu'il existe des alternatives aux discours et aux politiques (néo)libérales, d'où l'idée qu'« un autre monde est possible » ; troisièmement, comme une alternative à la gauche traditionnelle incarnée par le mouvement ouvrier, telle qu'elle s'est développée du milieu du XIX<sup>e</sup> siècle à la chute du mur de Berlin ; quatrièmement, comme une tentative de développer d'autres scènes du politique que l'Etat-nation et les parlements.

Sur ces quatre plans, il est facile de trouver dans les faits corroboration de ces prétentions. Dans un tel contexte, *il me semble intéressant de repérer certaines convergences mais aussi certaines dissonances entre le féminisme et le mouvement altermondialiste, puisque le féminisme a aussi voulu faire de la politique autrement, même si, aujourd'hui, certains de ses secteurs se satisfont du jeu politique institutionnel.* Plus particulièrement, sur un plan « programmatique », j'examinerai le rapport entre le personnel et le politique, les rapports entre les moyens et les fins dans l'action politique et la temporalité politique. [...]

---

\* Politologue, Professeure titulaire au Département de science politique, Université Laval, Canada.

<sup>1</sup> Cette collection est disponible en version numérique à l'adresse : <http://www.erudit.org/revue/rf>.



## Quelques convergences

Dans la mesure où le mouvement altermondialiste se targue de vouloir faire de la politique autrement, tout en occupant un espace politique largement laissé vacant par la gauche traditionnelle depuis le début des années 1980, il me semble intéressant de repérer, dans cette mouvance politique, diverses formes de reprises des critiques que les féministes des années 1970 avaient adressées à la gauche traditionnelle ou « nouvelle ». [...]

140

Le premier domaine de convergence est le rapport entre le personnel et le politique. Certes, dans la mouvance altermondialiste, nous sommes assez loin du slogan « le personnel est politique » qui a soutenu l'action des secteurs les plus radicaux du féminisme des années 1970, et la façon d'intégrer le personnel dans le politique ressortit plus des changements que l'on peut noter aux conditions générales du militantisme (Ion, 2001 ; Jordan, 2003 ; Sommier, 2003), qui s'effectue de plus en plus au « je », même si ce « je » peut s'insérer dans un « nous ».

Ceci implique une plus grande personnalisation de l'implication, ce qui entraîne à la fois une réflexion sur sa propre situation sociale et une volonté de se changer soi au travers de l'implication militante. [...]

La décentralisation et l'horizontalité qui caractérisent de nombreux secteurs du mouvement altermondialiste ne sont pas sans présenter des similitudes avec ce qui avait été théorisé par certains courants féministes comme s'opposant à l'organisation centralisée et hiérarchique de la gauche traditionnelle. Pour plusieurs féministes des années 1970, il était problématique de prétendre lutter pour une société plus juste et plus démocratique tout en développant des structures de lutte centralisatrices et autoritaires. Il y a donc eu une réflexion sur le rapport entre la forme du mouvement et les objectifs qu'il poursuivait. Le même questionnement est à l'œuvre dans les mouvements altermondialistes, même si tous n'en tirent pas les mêmes conclusions.

Dans cette perspective, la décentralisation était vue comme un moyen d'associer le plus grand nombre de personnes possibles à la fois à une lutte générale de transformation sociale, à l'élaboration des objectifs politiques et à la mise en œuvre des stratégies. Quant à l'horizontalité, elle est largement associée à la forme « collectif » dans le féminisme et aux groupes d'affinités dans le mouvement altermondialiste. L'objectif visé par l'horizontalité est de créer une égalité politique entre l'ensemble des participant-e-s au mouvement, dans laquelle personne ne peut prétendre à l'expertise. On ne peut toutefois certainement pas soutenir que l'ensemble des mouvements

féministes ou l'ensemble des mouvements altermondialistes fonctionnent selon ces principes de décentralisation et d'horizontalité.

Quant au rapport entre les moyens et les fins, il prolonge ce premier élément et il a été central dans les critiques que les féministes occidentales ont adressées à l'extrême-gauche dans les années 1970. Comme l'ont souligné plusieurs féministes, «le mouvement pour la libération des femmes s'inscrit dans le processus de mise en place d'une société dénuée de toute forme de domination. On ne peut pas séparer une telle société du processus qui mène à sa création» (Rowbotham 1979 : 50). Par ailleurs, *il me semble aussi que le rapport entre les moyens et les fins constitue un axe de fracture entre les «nouveaux mouvements sociaux» et les plus anciens* (Sommier 2003 : 21-25); *or ces nouveaux mouvements sociaux ont largement nourri la sensibilité politique altermondialiste.* «Ainsi, le fameux slogan “la fin justifie les moyens” ne peut fonctionner parce que cette fin n'existe pas en tant que telle. [...] Toute politique qui tend à différencier la fin et les moyens et prétend connaître le pas nécessaire pour l'avènement d'une fin donnée ne fera que rétablir une politique de l'attente et de la discipline» (Aubenas et Benasayag 2002, 55). Cela apparaît à la fois lors des grands rassemblements et actions du mouvement, de même que dans le fonctionnement plus quotidien des organisations qui le composent.

[...]

Un troisième domaine dans lequel on peut remarquer des convergences entre le féminisme et la mouvance altermondialiste, c'est celui de la temporalité politique, un autre axe important des critiques que les féministes ont adressées à la gauche traditionnelle et à l'extrême-gauche. *Alors que la gauche a été traditionnellement marquée par une pensée du progrès, largement orientée vers l'avenir<sup>2</sup>, qui reportait dans un avenir hypothétique – parce que largement relié à l'hypothèse révolutionnaire ou encore à celle de la rupture – les changements sociaux, le féminisme – et les autres nouveaux mouvements sociaux – ont eu tendance à instaurer une temporalité politique du présent.*

Cette temporalité du présent domine largement le mouvement altermondialiste même si elle y côtoie ce qu'on pourrait appeler une temporalité du passé (le retour au national et les diverses formes de souverainisme) et une temporalité de l'avenir, largement associée aux secteurs les plus radicaux du mouvement. Ce qui explique la prédominance de cette temporalité du

<sup>2</sup> Les fameux «lendemain qui chantent» qui se sont le plus souvent trouvés à ressembler à la gueule de bois des lendemains de veille.

présent, c'est probablement l'impact de l'idéologie du *no future* qui a commencé à se développer dans les années 1980, principalement dans le sillage de la réflexion écologiste mais aussi sous l'impact du postmodernisme. «L'époque est de moins en moins propice à une représentation unilinéaire du parcours de vie, à une gestion du temps qui s'accorde la durée sous la seule réserve des brisures imputées à la malchance ou à la fatalité. L'incertitude prévaut, le présent est à conquérir sans répit» [...] (Balandier 1988: 165).

142

Une temporalité politique du présent, c'est d'abord et avant tout la recherche d'alternatives ici et maintenant plutôt que d'attendre les lendemains qui (dé)chantent d'après le grand soir révolutionnaire. Cela prend la forme d'un réformisme qui n'est pas toujours radical mais qui en a la potentialité. Ce qui en fait la radicalité, c'est la dose d'utopie, à savoir de nouveauté, qu'il contient.

De façon générale, il est possible de voir dans les alternatives des expériences facilement récupérables. Mais il est aussi possible de les envisager comme des expériences fugaces d'autres rapports sociaux. Il me semble qu'une approche similaire est à l'œuvre dans des alternatives telle la démocratie participative. Si l'on prend l'exemple du budget participatif de Porto Alegre, on voit bien que celui-ci n'introduit pas l'autogestion, dans la mesure où il ne porte que sur une partie du budget de la municipalité et qu'il doit, au final, être approuvé par le gouvernement municipal, de même qu'il représente une dynamique somme toute limitée de démocratie directe. Cependant, il instaure des brèches dans l'édifice un peu vermoulu de la démocratie représentative et tente, de façon limitée, d'expérimenter une autre façon de faire de la politique, qui ne fait pas appel uniquement à des élites ou à des expert-e-s mais cherche à élargir l'assise effective de la participation politique.

Mentionnons également que cette temporalité du présent et la mise en place d'alternatives, qui ne constituent pas en soi des ruptures fondamentales mais qui ne les empêchent pas non plus, peut assez bien être reliée à une conception du pouvoir qui n'a pas tant à être pris qu'à être répandu. Car les alternatives ont pour fonction à la fois de délégitimer les formes actuelles de domination et de mettre en place une autre logique qui fonctionne sur la capacité de prise en charge, d'autonomie au sens étymologique du terme (capacité de se doter de ses propres règles) et de détermination par les collectivités de leur propre destinée.

C'est dans ce sens que, pour certains, «[l]a seule façon de concevoir un changement radical aujourd'hui ne relève pas de la conquête du pouvoir

mais de la dissolution du pouvoir» (Holloway 2003: 39). Dans cette perspective, ce qui est mis de l'avant, c'est la **nécessité de distinguer le «pouvoir sur», assimilé à la domination et le «pouvoir de», la capacité d'agir de concert. Cette distinction entre un pouvoir vertical et un pouvoir horizontal a largement occupé la réflexion féministe.**

Cela ne veut pas dire que tout est parfait, que ce soit au royaume du féminisme ou dans celui de l'altermondialisation. Ainsi, dans le féminisme s'est rapidement développée une critique portant sur la reconduction, dans le féminisme, des formes de domination présentes dans la société. C'est ainsi que des lesbiennes, des femmes de groupes racialisés, des femmes provenant du tiers-monde, ont montré la prédominance de la prise en compte de l'expérience des femmes blanches scolarisées, urbaines, appartenant aux classes moyennes et que cette expérience reflétait d'autres systèmes de domination que le féminisme avait aussi pour tâche de critiquer s'il ne voulait pas limiter son projet à l'accès de certaines femmes à des privilèges déjà détenus par certains hommes.

De la même façon, le mouvement altermondialiste est traversé par des débats qui portent à la fois sur son mode de structuration et de fonctionnement, sur les revendications qu'il met de l'avant et sur les discours qu'il développe face au néolibéralisme. [...]

### **La (non)intégration des féministes et du féminisme**

Dans cette deuxième section, je compte **mettre en lumière la difficulté d'intégration d'une analyse féministe et d'intégration des féministes dans la mouvance altermondialiste.** Sur le plan officiel, rien à reprocher au mouvement altermondialiste: le féminisme est partie prenante des enjeux qu'il défend et la plate-forme du Forum social mondial en fait un thème transversal qui doit être pris en compte dans tous les domaines.

Pourtant, il y a loin de la coupe aux lèvres. Que l'on examine les programmes des diverses éditions du Forum social mondial, les discours principaux qui s'y sont tenus ou les discussions et compte rendus de militant-e-s des mouvements altermondialistes, force est de constater que, à part les féministes, on ne se bouscule pas au portillon pour analyser l'articulation du sexisme et du néolibéralisme. Pis encore, la dimension féministe de divers enjeux sociaux est systématiquement ignorée. «Alors que l'on trouve des femmes à la tête et parmi les participants de la plupart des mouvements anti mondialisation, c'est seulement dans le mouvement d'après Beijing des "droits des femmes comme faisant partie des droits humains" que leurs programmes d'activité intègrent le

féminisme, et encore cela ne concerne-t-il que certains mouvements pour la paix et pour la justice environnementale» (Mohanty 2000 : 249).

[...]

On voit [...] se développer un phénomène qu'il avait été possible de constater dans la gauche à d'autres époques : **si certaines féministes sont prêtes à reconnaître l'importance des enjeux de classe, on ne note pas le même empressement de la part de la gauche à admettre l'existence du sexisme.** A travers leur participation à la mouvance altermondialiste ou dans des mouvements mixtes, certaines féministes ont fait leur la notion d'intersectionnalité qui permet de comprendre que « parce que les femmes de couleur ne subissent pas toujours le racisme de la même façon que les hommes de couleur ni le sexisme de la même façon que les femmes blanches, les conceptions dominantes de l'anti racisme et de l'anti sexisme sont limitées, même prises dans leurs propres termes » (Creenshaw, 1991 : 1252). [...]

[...]

On peut trouver des pistes de réflexion intéressantes de la part de féministes post-coloniales qui se concentrent sur la trame indissociable entre capitalisme, sexisme et racisme et insistent sur le fait que la mondialisation néolibérale prend appui, mais aussi transforme, les régimes internationaux et locaux de rapports de « race » ou de genre. Ainsi, « c'est en basant l'expérience et l'analyse dans les communautés marginalisées de femmes que l'on peut définir le paradigme de pensée de la justice sociale le plus exhaustif » (Mohanty 2000 : 231). Et elle ajoute plus loin : « C'est le contraire même de la pensée des "intérêts particuliers". En considérant l'espace de certaines des communautés de femmes les plus privées de droits au monde, et en pensant depuis ces espaces, on a davantage de chances d'imaginer une société juste et démocratique capable de traiter tous ses citoyens avec justice » (Mohanty 2000 : 231).

Ce travail de compréhension sera principalement le fait des féministes, mais, pour devenir partie prenante du discours altermondialiste, il ne doit pas se limiter aux féministes. C'est seulement à cette condition que le féminisme pourra devenir réellement une dimension transversale du mouvement altermondialiste et irriguer l'ensemble de sa réflexion et de ses pratiques.

En fait, le combat féministe contre la mondialisation néolibérale est d'abord et avant tout un combat pour la dignité humaine. Dignité sur le plan personnel alors que la liberté, l'égalité et la sécurité doivent être garanties à chacun-e sans exception. Dignité également sur le plan matériel dans un monde où

règnera une certaine justice sociale et dans lequel l'extrême misère devra être éradiquée. Cette lutte pour la dignité humaine ne doit pas être le fait que de quelques-unes car, comme le rappelait Condorcet au moment de la Révolution française, «un droit qui n'est pas reconnu à tous est un privilège» (1790).

C'est dans cette perspective que peuvent se nouer des alliances entre féministes des diverses régions du globe mais aussi entre féministes et altermondialistes. Ces alliances ne sont pas faciles à contruire. Plusieurs féministes qui se sont intéressées aux luttes des femmes dans les anciens pays colonisés l'ont mentionné à satiété. De même la possibilité de franchir les barrières de race et de classe ne sont pas évidentes dans le même Etat. [...]

### Références bibliographiques

- AUBENAS Florence, BENASAYAG Miguel, 2002, *Résister, c'est créer*, Paris, La Découverte.
- BALANDIER Georges, 1988, *Le désordre*, Paris, Fayard.
- CREENSHAW Kimberle, 1991, «Mapping the Margins: Intersectionality, Identity Politics, and Violence Against Women of Color», *Stanford Law Review*, 43.
- HOLLOWAY John, 2003, «Douze thèses sur l'anti-pouvoir», *Contretemps*, 6.
- ION Jacques (Dir.), 2001, *L'engagement au pluriel*, Publications de l'Université de St-Etienne.
- JORDAN Tim, 2003, *S'engager!*, Paris, Autrement.
- LEMPEN Blaise, 2003, *La démocratie sans frontières*, Lausanne, L'Âge d'Homme.
- MOHANTY Chandra Talpade, 2000, *Feminism without Borders*, Duke University Press.
- ROWBOTHAM Sheila, 1979, «The Women's Movement and Organizing for Socialism», in ROWBOTHAM Sheila, SEGAL Lynne, WAINWRIGHT Hilary, *Beyond the Fragments*, Londres, Merlin Press.
- SOMMIER Isabelle, 2003, *Le renouveau des mouvements contestataires à l'heure de la mondialisation*, (2e édition augmentée), Paris, Flammarion.

#### Sites Internet :

<http://www.awid.org/forum/plenaries/openingjkerr.html>  
<http://www.forumsocialmundial.org.br>





---

# Mouvements de quartier, genre et droits

147

..... Christine Verschuur\*

---

*Article inédit, Genève, 2007<sup>1</sup>*

---

## Persistance des inégalités de genre, mondialisation et urbanisation

When Queen Victoria wrote to Sir Theodore Martin<sup>2</sup> complaining about “this mad, wicked folly of ‘Woman’s Rights’” she may have underestimated the power of the “wicked folly”. The role and extensive reach of woman’s agency have been having a profound impact on the world, affecting the lives of all : women, men and children.

Amartya Sen 2005.

Depuis les années 1980, les politiques économiques néolibérales s’imposent partout dans le monde. Les femmes s’engagent de manière croissante dans les activités économiques, salariées ou « informelles ». Par ailleurs, elles continuent à prendre en charge la plupart des tâches de soins et entretien de la famille (tâches reproductives). Avec le modèle néolibéral, les Etats se désengagent de nombreux services publics (infrastructures et services sociaux). Ce sont généralement les femmes qui s’organisent pour compenser cette « décharge » de l’Etat et assumer le travail indispensable dans ce domaine.

---

\* Anthropologue, IUED.

<sup>1</sup> Cet article reprend des éléments de VERSCHUUR C., 2005, « Mouvements de base, genre et justice sociale : réinvention culturelle du politique par les femmes », in : HAINARD F., VERSCHUUR C., *Mouvements de quartier et environnements urbains, La prise de pouvoir des femmes dans les pays du Sud et de l’Est*, Paris, Karthala – ENDA Diapol, 370 p.

<sup>2</sup> Poète, biographe et traducteur écossais du XIX<sup>e</sup> siècle.

La « décharge » de l'Etat va de pair avec l'accroissement de l'importance des mouvements associatifs dans les quartiers, dont une des fonctions est d'assumer les services publics défaillants. [...]

Bien entendu, ni toutes les femmes ni tous les hommes ne vivent dans les mêmes conditions, et les inégalités de genre doivent être croisées avec les inégalités de classe, de race, de caste, etc. Mais, les nombreuses recherches le confirment, les inégalités de genre persistent, le système de reproduction des inégalités de genre reste inchangé, la subordination des femmes demeure.

148

Le concept « genre » s'est développé depuis les années 1970 comme un outil analytique nécessaire pour comprendre comment les femmes et les hommes agissent et interagissent comme ils le font, et comment les structures et mécanismes qui produisent les inégalités (de genre, de classe, de race, de caste) persistent.

De rapides transformations des conditions de vie et des rapports sociaux, notamment ceux entre hommes et femmes, adviennent avec l'urbanisation croissante. Si en 1950, seul 30 % de la population mondiale était urbaine, en 2030 on devrait compter 60 % de citadins. La population urbaine des pays moins développés devrait passer de 1,9 milliard en 2000 à 3,9 milliards en 2030. Dans ce processus, avec la mondialisation néolibérale, les inégalités sociales s'approfondissent, et les incidences sont considérables sur les transformations du travail (notamment celui des femmes), sur l'accès aux services de base et sur l'environnement.

Pour des raisons qui tiennent à la construction des identités et des rapports de genre, les femmes concernées par les inégalités sociales ou ethniques sont particulièrement affectées par la dégradation de l'environnement. Dans l'urgence, et devant le manque de services publics, l'on observe dans de nombreux contextes, notamment urbains, que des femmes interviennent activement dans les mouvements de base pour s'organiser, résister, proposer des solutions, alors que la plupart des hommes sont entraînés dans cette dynamique d'une manière différente. Dans cette entreprise, les femmes sont soumises à de multiples difficultés (manque de moyens, résistances) et à des pressions (menaces, déconsidération) qui entravent leur action. Cependant, on observe qu'elles revendiquent et obtiennent l'ouverture de nouveaux espaces de négociation et d'intervention, de remise en question des rapports de pouvoir entre hommes et femmes au niveau domestique, dans les organisations de base, les instances politiques.

Partant de ces constats, une recherche a été initiée en 1995, avec un réseau d'équipes de chercheurs et chercheuses dans sept pays différents, dans le cadre

du Programme MOST [*Management Of Social Transformations*, Gestion des Transformations Sociales] de l'UNESCO, avec le soutien de la coopération suisse. Elle s'est intéressée aux réponses apportées par des organisations des quartiers à l'accroissement des inégalités et la détérioration de l'environnement engendrées par ce processus d'urbanisation dans sept pays d'Amérique latine, d'Afrique de l'Ouest et d'Europe de l'Est, avec une perspective de genre. Ce réseau a travaillé ensemble jusqu'en 2005, pour transmettre ses résultats lors d'un colloque et avec la publication d'un ouvrage collectif<sup>3</sup>.

La recherche s'est penchée sur les réponses données par les femmes et les hommes aux problèmes les touchant directement, sur leurs lieux de vie. Elle a porté sur les réponses locales, collectives, de rejet de situations inacceptables et de lutte pour des conditions de vie plus dignes et pour l'obtention de droits : organiser ou réclamer un système d'assainissement ou de collecte des déchets inexistant, réclamer l'accès à l'eau ou à l'électricité à des tarifs abordables ; revendiquer un environnement immédiat non nuisible et des espaces verts ; obtenir un droit de propriété de son logement ; requérir le droit à des revenus propres ; exiger de ne pas être soumis à des violences domestiques ; prendre le droit à la parole et participer aux choix environnementaux et urbains. La sensibilité envers l'environnement représente souvent un élément central, mobilisateur, déclencheur, dans ces luttes pour une vie plus digne.

Cette recherche se devait de reconnaître la forte présence – pourtant généralement non reconnue – des femmes dans ces organisations.

La perspective de genre donne des clés de lecture pour comprendre comment les asymétries féminin-masculin structurent la perception et l'organisation concrète de la vie sociale, et notamment la représentation et l'utilisation de l'environnement et de l'espace urbain. Elle demande de se pencher sur la construction de la féminité et de la masculinité dans des contextes différents, sur le fonctionnement des institutions et des organisations structurées selon les asymétries féminin-masculin, sur les changements des rapports de pouvoir entre hommes et femmes, sur le pouvoir entendu comme constellation dispersée de rapports inégaux et, à l'intérieur de ces processus et structures, sur les capacités d'action de la personne comme sujet.

---

<sup>3</sup> Colloque international à l'IUED (Institut universitaire d'études du développement) à Genève, et lancement à cette occasion de l'ouvrage collectif : *Mouvements de quartier et environnements précaires, la prise de pouvoir des femmes dans les pays du Sud et de l'Est*, dir. Hainard F. et Verschuur Ch., Karthala, Paris, 2005. Cet article reprend des éléments de cet ouvrage.

Nous ne nous sommes pas seulement demandé comment le façonnement asymétrique de la féminité et de la masculinité se traduit en inégalités. Nous nous sommes aussi interrogés pour savoir de quelle manière il pouvait y avoir une prise de conscience de l'inégalité des rapports sociaux entre les hommes et les femmes et quelles seraient les possibilités de les changer afin de permettre à tous, sans exclure les femmes, une véritable participation aux choix et aux processus de prise de décision.

Dans cette recherche, guidée par les principes de la recherche-action, nous avons accompagné et soutenu les lents cheminements dans les prises de conscience et les revendications – ou non – de droits liés à la mise en œuvre d'actions pour améliorer, dans l'immédiat, la vie quotidienne, au niveau public tout comme au niveau domestique.

### **Les mouvements de quartiers et les inégalités entre hommes et femmes étudiés dans sept terrains différents**

Le travail de recherche mené durant sept ans sur sept quartiers précaires de différents pays nous apporte des éléments pour penser que **les mouvements de base dans les villes peuvent être des lieux de construction d'une alternative. Ils nous semblent être des lieux où les sujets-femmes et les sujets-hommes construisent de l'intérieur, sur ce territoire-là, des solutions et l'ébauche de nouveaux rapports entre hommes et femmes, sans plus attendre...** Ce sont des lieux de réinvention culturelle du politique.

Les femmes sont présentes de manière centrale dans les mouvements de base qui se sont déployés sur les terrains étudiés. La division sexuelle des tâches, qui traduit les inégalités de genre, repose sur une attribution prioritaire des tâches reproductives aux femmes (*care* en anglais). Ces tâches sont effectuées majoritairement par les femmes, non seulement au foyer mais, par extension, dans le quartier, dans les mouvements de base. Les identités de genre s'inscrivent de cette manière aussi dans les mouvements associatifs. Cet engagement des femmes à l'extérieur de l'espace domestique entre parfois en contradiction avec les stéréotypes, avec ce que l'on considère être leur place (rester à la maison) ou ce dont elles rêvent parfois que devrait être leur place (être prises en charge par leurs époux). Ces contradictions affectent également les hommes, qui – même s'ils le souhaiteraient, pour certains – ont du mal à s'investir, notamment dans les mouvements de quartier, dans des activités connotées féminines, qui enfreignent l'ordre dans la division sexuelle des tâches. Ils sont soumis à des contradictions et oppositions, intérieures ou venant d'autres hommes ou des femmes. Les femmes de ces quartiers, elles aussi, doivent lutter entre diverses attentes, correspondant aux

constructions des identités de genre, contre elles-mêmes, contre leur époux, contre l'environnement social parfois, pour s'engager à l'extérieur de leur foyer, dans des mouvements. Elles doivent parfois aussi affronter des combats très concrets, contre les autorités locales qui ne les soutiennent pas dans leurs initiatives, contre les difficultés administratives, matérielles, quotidiennes pour aller au bout de leurs projets, parfois de manière violente contre la police ou des trafiquants.

En République dominicaine par exemple, dans les quartiers La Ciénaga y Los Guandules de la ville de Santo Domingo, les femmes ont mené diverses luttes très dures. D'abord pour résister au projet d'éviction de la population du quartier, car celui-ci, situé en centre ville, suscitait les convoitises des spéculateurs fonciers. Ensuite pour tenter d'empêcher l'installation dans le quartier d'une unité de purification des eaux usées d'un quartier voisin, qui empestait l'air du quartier, et alors que le quartier ne bénéficiait lui-même pas d'un approvisionnement en eau potable. Diverses batailles ont également été menées pour améliorer leur logement (par exemple négocier avec les soldats qui assiégeaient le quartier et empêchaient l'introduction des matériaux de construction dans le quartier), ou assainir les ruelles et les espaces verts. **Malgré leurs multiples luttes, malgré la reconnaissance sociale de leur rôle central dans les mouvements de quartier, les femmes considèrent elles-mêmes que leur rôle est mineur, qu'elles n'ont fait qu'«aider».** Alors qu'elles sont généralement chefs de famille, responsables économiques de leur foyer, leur rêve est d'être entretenues par leurs maris, et de pouvoir rester au foyer. On observe ainsi une contradiction entre leurs identités et la réalité de leur place dans la division sexuelle du travail, dans les luttes et dans les mouvements.

Le processus d'engagement des femmes et des hommes dans les mouvements des quartiers est paradoxal, il peut être instrumentalisé. Les résultats nous interpellent parfois sur nos attentes de chercheurs et chercheuses, d'actrices ou d'acteurs du développement, dans le domaine des transformations des rapports de genre. Que penser par exemple du fait que les femmes du quartier de Santhiaba, au Sénégal, soutiennent à tout prix le maintien du respect de l'autorité conjugale, ou du fait que les femmes du quartier de Cayo Hueso, à Cuba, disent, après 46 années de révolution, rêver de pouvoir se consacrer à des activités typiquement féminines et socialement infra valorisées, comme un salon de maquillage... ? Dans d'autres cas, nous observons une «privatisation des luttes», où, plutôt que d'observer des répliques critiques à des situations insoutenables, organisées de manière collective, nous constatons un repli sur soi, qui correspond peut-être à d'autres stratégies ou à des opportunités limitées qu'il faudrait mieux comprendre.



Nous avons observé sur divers terrains des ébauches de changements des identités de genre, parfois la constitution et la mise en scène de nouvelles identités, des reconfigurations des rapports sociaux entre hommes et femmes. Nous pouvons définir ce cheminement, ces prises de conscience et ces pratiques quotidiennes et locales comme des «combats» : entre l'imaginaire et la réalité, entre des identités multiples et en changements, entre sphère reproductive et sphère productive, entre mouvements de base et institutions de l'Etat.

152

Cette recherche a notamment illustré comment les femmes sont parfois poussées à mener le jeu face aux violations de leurs droits, alors que les hommes semblent parfois se résigner face aux transformations en cours et réagissent en exprimant leur malaise au niveau personnel et domestique. Ces «combats» sont menés par des femmes qui ne se réclament pas du féminisme et ne cherchent pas – de manière ainsi affirmée – à renverser les rapports de pouvoir entre hommes et femmes. Elles ne cherchent pas non plus à renverser le système économique néolibéral dominant. Elles n'attendent plus quelque chose de l'Etat (plus toujours), mais montrent une volonté d'intervenir personnellement sur leurs conditions de vie. Il s'agit d'une autre manière de faire et de voir le politique.

Par la lutte autour d'enjeux de la vie quotidienne (prix de l'eau, collecte des déchets, droit à un travail dignement rémunéré, par exemple), les habitant-e-s sont amené-e-s à faire une analyse plus globale des causes socio-économiques de leurs problèmes. L'engagement dans des luttes pour faire valoir leurs droits – à un environnement sain, à l'accès à des services publics, etc. – fait apparaître des thèmes auparavant tus, qui concernent des rapports inégaux entre hommes et femmes au niveau domestique (des thèmes comme la violence domestique, l'alcoolisme, par exemple). Les processus en cours dans les quartiers permettent d'aborder des problèmes globaux, mais aussi de passer du niveau public au niveau personnel.

Le cas des femmes *manzaneras* de San Cayetano, en Argentine, est à cet égard parlant. Elles font partie d'un vaste programme, de type paternaliste et mis en place par le pouvoir central, le «Plan Vida», qui recrute des *manzaneras*, bénévoles, pour remplir des fonctions reproduisant les stéréotypes de genre. Elles sont constituées en petits groupes et appelées à s'occuper de la distribution des aliments aux femmes enceintes et aux familles ayant des enfants de moins de 5 ans. Le fait d'être regroupées a favorisé diverses autres initiatives de leur part. Ce sont elles qui ont organisé la mobilisation de tous pour empêcher une inondation dans le quartier, ce sont elles qui réclament à cause du prix excessif de l'électricité, récemment privatisée, ou pour avoir un réseau d'approvisionnement en eau potable, inexistant. Par leur seule

participation à ce mouvement, elles ont pu créer des espaces de rencontre où elles peuvent échanger sur leurs problèmes quotidiens, comme celui de la violence conjugale, dont elles n'avaient jamais eu auparavant le courage de parler ouvertement entre elles. Elles défendent celles qui en sont victimes, devant la police ou les tribunaux. Elles sentent que leur participation à ce mouvement a compté pour prendre conscience du droit de participer aux débats sur l'amélioration de leur environnement, pour connaître certains de leurs droits, pour améliorer l'image qu'elles ont d'elles-mêmes, pour s'amuser, aussi, entre elles, tout simplement. « *Devenir manzanera est ce qui m'est arrivé de plus important dans ma vie* », dira l'une d'elles.

L'engagement des femmes dans ces mouvements de base ne correspond donc pas seulement à la prise en charge d'un travail d'intérêt collectif. Cela signifie pour elles beaucoup plus qu'une simple charge supplémentaire de travail, ou que l'extension de leur rôle maternel à l'extérieur du foyer. Le problème du partage équitable des tâches entre hommes et femmes reste bien entendu posé, mais c'est, finalement, malgré tout, une manière d'entrer dans la sphère publique, de commencer à accéder à « la sphère des libres citoyens, affranchis du fardeau de la nécessité ». (Gorz 1991 : 176).

La recherche s'est également penchée sur la construction de la masculinité, elle aussi traversée par les inégalités de classe et de race. Le concept de « la masculinité hégémonique » avancé par Connell (1985) permet de comprendre que certaines manières d'être un homme sont plus valorisées que d'autres. Une pression sociale s'exerce sur les hommes pour qu'ils soient conformes aux idées dominantes sur l'identité de l'homme. [...]

Les hommes du quartier de San Cayetano n'ont, pour beaucoup d'entre eux, plus de travail, ne peuvent plus faire valoir leur masculinité dans leurs activités extérieures. Ils doivent compter sur leurs épouses pour survivre, et constatent qu'elles occupent une place croissante dans les décisions, familiales et du quartier. Les hommes vivent une crise d'identité. Certains se sont montrés intéressés pour participer aux activités collectives proposées, mais ils ont été raillés par d'autres hommes, qui jugeaient qu'ils effectuaient des tâches considérées comme féminines, mais également par des femmes.

Des espaces de parole ont été ouverts par les chercheurs avec les hommes, où ils ont pu se rencontrer en dehors de l'espace domestique, comme pour les femmes dans le mouvement des *manzaneras*. Ces espaces ont créé des opportunités pour que soient abordés les problèmes liés à la crise de l'identité masculine, notamment la violence domestique ou les souffrances liées au chômage masculin. Petit à petit, il y a une prise de conscience que les rapports entre hommes et femmes posent des problèmes (violence, charge

inégale de travail), que la réalité ne correspond plus à l'imaginaire, et parmi certains se manifeste une volonté de changer.

Une démarche similaire a pu être observée à Thiaroye-sur-Mer, à Santhiaba, au Sénégal. Dans ce quartier, les femmes ont maintenant un rôle prépondérant dans les «groupements d'intérêt économique», dans lesquels elles déploient des activités économiques de grande importance (transformation halieutique ou commerce). Elles sont devenues les principales pourvoyeuses économiques de la famille. Les femmes sont très actives au niveau du quartier, par exemple dans la création d'une mutuelle de crédit, dans un projet de mutuelle de santé, dans les réunions municipales, où elles prennent la parole. Petit à petit, leur place est reconnue et respectée. Des conseillères municipales ont été élues, les autorités politiques locales veulent les associer, et même le conseil des aînés souhaite les inviter dans leurs réunions auparavant exclusivement masculines.

De nombreux hommes, de leur côté, ne remplissent plus le rôle qui leur est socialement attribué, et l'on pourrait évoquer une crise de la masculinité. Dans cette situation en changements, les femmes et les hommes évitent la confrontation, la remise en question des rapports de pouvoir. Les femmes affirment respecter l'autorité de l'époux, tout comme les jeunes respectent l'autorité traditionnelle des aînés. La création de nouveaux espaces dans le quartier, comme le CODIS, permet d'aborder ces questions. A l'origine créés pour que des femmes et des jeunes puissent suivre des formations, ils ont servi de lieu pour renforcer la confiance en soi, mais aussi pour mettre sur le tapis les problèmes du quartier et comprendre leurs causes. Pour les hommes, l'espace du CODIS a servi de facilitateur qui leur a permis d'analyser les rapports de genre en transformation, la place des femmes dans les instances de prise de décision. *C'est, de manière imperceptible, tout un travail de déconstruction et reconstruction d'identités, notamment masculines, qui s'est développé dans cet espace.*

Dans un tout autre contexte, l'étude des quartiers a également éclairé les liens entre les changements socio-économiques et politiques et les transformations des rapports sociaux entre hommes et femmes, et la genèse d'une autre manière d'aborder le politique. En Bulgarie, après un effondrement des avantages acquis sous la période antérieure à la chute du mur de Berlin, s'est ensuivie une grave crise qui touche particulièrement les femmes (économiquement et socialement) mais aussi les hommes (forte crise d'identité) et les rapports entre hommes et femmes. Après une période de repli sur l'unité familiale, de «privatisation des luttes», de rejet des valeurs «collectives», trop associées à un récent passé politique discrédité, des initiatives communales réapparaissent. A Sofia, face à la privatisation des espaces urbains

collectifs, notamment des espaces verts, l'on assiste à un investissement du champ politique par des citoyens, femmes et hommes, organisés sous d'autres modalités que du temps du gouvernement communiste. On observe l'éveil d'une autre manière d'agir politiquement, autour de nouveaux objets de conflits, négligés auparavant, comme les espaces verts, la qualité de vie et l'environnement dans le quartier, la spéculation foncière ou la lutte contre la corruption, par des groupes de citoyens. Si la conscience d'avoir des droits n'est pas nouvelle, le fait de devoir les revendiquer et de lutter pour les obtenir l'est. La capacité à reconnaître les inégalités de genre au niveau personnel reste cependant difficile.

La situation est différente à Ouagadougou, dans un quartier également très affecté par l'insalubrité. Une association de femmes, Lagem Yam, y a développé des initiatives visant à gérer les déchets, entreprise au demeurant très dévalorisée au départ, et par ce fait même «naturellement» prise en charge par les femmes. Les activités de l'association se sont développées, avec création d'emplois, programme de formation environnementale, diversification des activités productives. Après des années de travail, on a pu constater un processus de reconnaissance sociale, les femmes ont gagné en estime, auprès d'elles-mêmes, mais aussi des hommes et des habitants du quartier dans leur ensemble. Les femmes ont été reçues à des rencontres municipales et y ont pris la parole. Elles se sont organisées pour être présentes lors de la privatisation de la filière de gestion des déchets, en se regroupant en une fédération d'associations pour essayer de disposer de plus de moyens, d'être plus crédibles et d'obtenir ainsi des parts de marché.

Dans le processus de privatisation entrepris sous l'impulsion de la Banque mondiale à Ouagadougou, les entrepreneurs privés, disposant de moyens matériels et symboliques plus importants que l'association des femmes Lagem Yam, ont bénéficié d'un accès privilégié à l'Etat-ressource. Si le regroupement d'associations a obtenu une part de marché, c'est dans des conditions qui permettent de prévoir à court terme leur éviction (interdiction d'utiliser la traction asine, éloignement entre le lieu de collecte des déchets et le lieu de résidence des membres de l'association, manque d'alphabétisation, etc). L'évolution illustre le processus de privatisation des services de l'Etat à travers lequel des intermédiaires obtiennent des bénéfices auprès de l'Etat-ressource. Parmi ces intermédiaires, une majorité est constituée d'hommes entrepreneurs, mais on observe également la présence des femmes entrepreneures aisées. Leurs objectifs sont différents de ceux des femmes des associations de base, cependant on observe parfois des alliances entre ces différentes catégories de femmes, les unes se transformant en employeuses des autres, en échange de leurs ressources symboliques et de leur savoir-faire entrepreneurial. Le renversement de situation pourra-t-il

enterrer le début de prise de conscience et de renforcement des capacités à comprendre et analyser la situation ? Dans le contexte actuel, de désenchantement et d'insatisfaction, de crise économique et politique, il n'est pas impossible que ce mouvement se développe un jour. Un programme d'alphabétisation politique avec les femmes de l'association est actuellement mené par les chercheuses afin de poursuivre le processus de prise de conscience des droits et d'apprentissage pour les revendiquer.

Dans le cas particulier de Cuba, où ont incontestablement été décrétés des droits politiques, économiques et sociaux en faveur de l'égalité entre hommes et femmes, et où des avantages symboliques et concrets ont été obtenus par les femmes, des rapports de genre restent malgré tout inégaux au niveau domestique. La division sexuelle du travail n'y est toujours pas remise en question, la charge de travail est toujours inégale, les rapports de domination entre hommes et femmes persistent. Pourtant, certaines femmes actives dans le quartier ont des occupations professionnelles à forte valeur symbolique (femme instructeur militaire ayant participé à la révolution de 1959, femmes médecins, femmes artistes, etc.). Dans le quartier étudié, l'organisation appelée « Atelier des transformations intégrales de Cayo Hueso », qui organise les consultations et la planification locale compte sur une participation importante de femmes, mais aussi d'hommes, aux discussions. Les enquêtes ont permis de révéler le souhait de discuter de thèmes comme la violence conjugale et les méfaits de l'alcoolisme parmi les hommes, la prostitution et le SIDA parmi les jeunes, liés au développement du tourisme sexuel de ces dernières années. Néanmoins, les limitations politiques qui empêchent de soulever certains sujets ou exprimer les priorités locales, les limitations matérielles qui empêchent de mettre en œuvre des projets, bloquent des évolutions concrètes dans le quartier. Un espace a été aménagé, où des activités typiquement féminines vont être déployées (salon de coiffure, de maquillage !), et que l'on peut analyser comme un « espace féminin incontesté ». Cet endroit permet de se rencontrer et de partager des préoccupations qui ne peuvent s'exprimer ailleurs. Les thèmes sensibles, apparus dans le cadre de la consultation, ou d'autres thèmes comme les difficultés bureaucratiques pour développer des activités économiques propres, pourraient y être débattus dans un cadre non contraignant. Cet « espace féminin incontesté » pourrait aussi fonctionner, en complément de l'Atelier, comme un lieu pour faire de la politique autrement.

Dans un autre contexte, dans la ville de Santo André, au Brésil, la municipalité sensible aux problèmes d'exclusion sociale a encouragé un processus de participation des habitants des favelas aux choix (notamment en mettant en place les « budgets participatifs »). Dans la favela Gamboa, des associations de quartier ont lutté durant des années pour obtenir le transfert de la popula-



tion vivant dans la favela, située sous des pylônes à haute tension, aux habitations précaires, sans accès à l'électricité ou à l'eau (sauf par des moyens piratés). Parmi les multiples revendications se trouvait celle demandant que les nouveaux logements attribués (des maisons-base de 24 m<sup>2</sup>) le soient au nom de la femme plutôt qu'à l'homme. Cela correspond à une reconnaissance de la différence de valeur du logement pour la femme ou pour l'homme. Pour la femme, le logement représente le lieu autour duquel sont tissés des réseaux d'entraide dans le quartier, essentiels pour assurer la survie ; pour l'homme il représente un capital, qui peut être échangé à n'importe quel moment en cas de besoin en numéraire. Certaines instances sont favorables à ce que les logements soient attribués en premier lieu aux femmes pour ainsi maintenir les habitants dans leur nouveau logement et avoir une continuité dans les programmes sociaux, ce qui est un souci des municipalités. Au niveau international également, des efforts sont faits pour défendre ce droit. Cela pose des problèmes juridiques non résolus, mais **l'attribution – même symbolique – du droit au logement en priorité à la femme constitue un point d'appui à partir duquel elle peut négocier d'autres changements au niveau domestique, dans les rapports entre hommes et femmes.** La municipalité concernée, qui mène un programme de lutte contre l'exclusion sociale et pour l'équité de genre, appuie cette formule. Dans un quartier «pilote», où ont été relogés d'anciens habitants de favelas, le «mouvement de défense des favelados», dont la dirigeante locale est une femme de caractère, a défendu et mis en œuvre ce droit symbolique au titre de logement pour les femmes. Il sert d'exemple dans le «mouvement de défense des favelados». Cela pose le problème de la division sexuelle des tâches domestiques, que cette mesure n'incite pas à remettre en question, mais cette pratique protège quelque peu les femmes du risque d'expulsion du logement. Selon la législation, ce droit reste bel et bien partagé entre l'homme et la femme, mais le fait d'inscrire explicitement et en premier lieu le nom de la femme lors de l'attribution du titre de propriété signifie un changement symbolique important préalable à un rééquilibrage des rapports de pouvoir.

## La puissance du genre pour façonner les rapports sociaux

Durant sept années, les chercheurs et chercheuses de ce réseau ont suivi les cheminements de divers mouvements de quartiers dans leur lente et paradoxale évolution, en étudiant comment les asymétries féminin-masculin les structuraient. Des avancées locales dans la prise de conscience et la revendication des droits peuvent être observées, mais sans soutien au niveau de la législation, elles sont souvent insuffisantes et éphémères. L'inverse est vrai aussi, et l'on constate que des législations avancées en termes d'équité de genre et de justice sociale ne produisent pas à elles seules des transforma-



tions des rapports de genre si elles ne sont pas ancrées dans des pratiques de prise de conscience et de revendication de droits.

Le genre est un outil d'analyse qui éclaire le pouvoir insoupçonné qu'a cette asymétrie entre féminité et masculinité pour façonner les rapports sociaux.

Il comprend différentes dimensions, qui sont en relation les unes avec les autres : celle des symboles – associés à l'homme et à la femme ; celle des concepts normatifs – qui mettent en avant les interprétations des sens des symboles et affirment le sens du masculin et du féminin ; celle des institutions et de l'organisation sociale, traversées par ces distinctions masculin-féminin ; celle de l'identité subjective selon le genre – comment les identités sont constituées (Scott 2000). La constitution de l'identité comporte une marge de manœuvre personnelle et des capacités d'action variables, elle n'est pas une construction préétablie ou immuable.

L'analyse de genre permet de comprendre comment les valeurs symboliques s'inscrivent dans les institutions, dans les processus sociaux, dans la perception et l'organisation sociale concrète. Les discours de légitimation se servent de la façon dont chaque société se représente le genre pour justifier, naturaliser, les inégalités. La position dominante est déclarée l'unique possible, elle est normative. Ainsi, on peut observer de quelle façon le genre possède ce pouvoir de production et reproduction des inégalités entre hommes et femmes.

Les constructions de la masculinité et de la féminité présentent certes des différences selon les contextes dans lesquels elles s'élaborent et se reproduisent, historiques, culturels, géographiques, ethniques, religieux, selon l'âge et les différentes classes sociales. Mais ce façonnement asymétrique se traduit toujours en inégalités entre hommes et femmes.

Est-ce à dire qu'il n'y a pas d'espace pour remettre en question la distribution inégale du pouvoir entre hommes et femmes ?

Dans la mesure où les actrices et acteurs sociaux prennent conscience de la manière dont la construction sociale de la féminité et de la masculinité structure la réalité, et en particulier l'accès aux droits, nous avons pu observer sur les terrains étudiés une démarche transformatrice. Cela permet d'appréhender d'une autre manière le politique, le sens de l'engagement dans une pratique de transformation sociale, pour toutes et tous, femmes et hommes, au niveau local et global. Cette démarche porte un regard fondamentalement critique sur la société et le système de reproduction des inégalités en général, et non seulement des inégalités entre hommes et femmes.

Y a-t-il maintenant une prise de conscience du fait que ces inégalités-là ne peuvent être passées sous silence sous peine de déformer la réalité ? Comment expliquer que relever et dénoncer ce type d'inégalités est parfois plus difficile que dénoncer les inégalités de classe, de race, et les autres inégalités ? S'intéresse-t-on aux rapports inégaux entre hommes et femmes dans le développement parce que l'on vise à défendre les droits – davantage bafoués chez les femmes – et la justice sociale, ou plutôt parce que l'on vise des objectifs d'efficacité en incluant les femmes ? Ne parvient-on à dénoncer ces inégalités que par l'artifice qui dit qu'elles sont contre-productives ? Inclure les femmes n'est pas toujours, loin de là, et parfois même au contraire, synonyme de réduction des inégalités, si cela ne touche pas aux mécanismes de reproduction des inégalités.

Pour aborder les rapports inégaux de genre dans le développement, il faut aussi se pencher sur les rapports de production. L'économie domestique, comme l'indiquait déjà Meillassoux en 1975, appartient à la *sphère de circulation* du capitalisme, qu'elle approvisionne en force de travail et en denrées, mais reste en dehors de la *sphère de production* capitaliste. **C'est en maintenant ses liens organiques avec l'économie domestique que l'économie capitaliste assure sa croissance et sa prospérité. Les enjeux actuels sont de maintenir cette articulation, en préservant l'une pour continuer à lui soustraire sa substance, sans la détruire, pour alimenter l'autre. Les rapports de genre inégaux permettent de maintenir ce lien organique entre l'économie capitaliste et l'économie domestique.**

Est-il alors illusoire de penser que les inégalités de genre puissent être réduites ? Scott indiquait que le genre est « une façon première de signifier des rapports de pouvoir » (Scott 2000 : 56). Dans la mesure où ces inégalités sont structurées par un ensemble de références – ancrées dans des valeurs symboliques – qui établissent des distributions de pouvoir, la difficulté est de définir avec les actrices et acteurs des stratégies politiques et de changements dans les différentes dimensions de genre.

Einstein, on le sait, avait dit qu'« il est plus difficile de désagréger un atome qu'un préjugé »... Les rapports de genre seraient-ils aussi résistants au changement qu'un atome ?

**Si les préjugés sont résistants, il n'empêche que chaque femme et chaque homme, dans un effort de compréhension de la manière dont le genre structure l'organisation concrète et symbolique de toute la vie sociale, peut agir sur cette réalité. En prenant conscience des causes des inégalités, en prenant conscience du droit à avoir des droits, en développant la volonté de changement pour faire valoir leurs droits, et en construisant leurs capacités**

pour obtenir leurs droits, les individu-e-s deviennent sujets-femmes et sujets-hommes de leur propre histoire (Rauber 2003).

Le genre est alors non seulement un outil d'analyse mais aussi un outil pour l'action. Il s'inscrit dans une démarche de transformation proche de celle de la recherche-action et des principes de l'éducation populaire.

### **Mouvements de quartier et société civile à l'épreuve du genre : instrumentalisation, prélèvement de bénéfices ou prise de conscience de droits ?**

160

Dans le cadre de la mondialisation, les « nouveaux mouvements sociaux » mettent en scène de nouveaux acteurs, de nouvelles forme d'action et de nouveaux objets de conflits. Ce ne sont plus seulement des « travailleurs » qui manifestent leur mécontentement, mais des acteurs et actrices qui se réunissent sur la base d'un rejet commun d'une situation qu'ils jugent nuisible, et qui se mobilisent au nom d'intérêts (leurs intérêts) non exclusivement matériels, mais post-matérialistes, selon A. Touraine. Ces nouveaux mouvements sociaux agissent avec une certaine idée de l'intérêt collectif, en particulier à long terme, parfois au nom de la défense des minorités ou de la défense des droits (le mouvement des sans-papiers, des sans-terre, des sans-logement...). Autour de l'affirmation de ces nouvelles valeurs, repérables par les objets de conflits, le groupe cherche parfois à obtenir la reconnaissance d'une identité particulière.

Dans les analyses des mouvements sociaux, la présence majoritaire des femmes et la division inégale des tâches en leur sein est rarement prise en compte. Lorsque les femmes se chargent de préparer les repas de milliers de *piqueteros*, assurant au mouvement *piquetero* la possibilité de réaliser une action d'éclat, cette tâche est considérée comme allant de soi pour des femmes, comme une extension de la division des tâches domestiques ; elle n'est ni reconnue ni valorisée et les femmes n'accèdent pas aux postes de responsabilité dans le mouvement. Pourtant, sans leur présence massive, sans leurs encouragements, sans leur aide concrète, ces mouvements auraient fait long feu (Rauber 2002).

On peut aussi observer comment certaines femmes – ou hommes – constituent des identités, s'appuyant sur des modèles acceptés par l'Etat ou par la société, correspondant ou non à la réalité de leurs identités actuelles, et jouent avec ces identités féminines constituées afin de renforcer leur pouvoir de négociation auprès des municipalités et obtenir des avantages. Elles mettent en scène des identités pour obtenir des changements en leur faveur

dans le cadre des associations. C'est le cas par exemple des *manzaneras* ainsi que des *piqueteras* en Argentine, ou des habitantes de la favela Gamboa au Brésil.

Dans les mouvements de quartiers que nous avons étudiés, les femmes sont très présentes et actives, mais n'exercent que rarement des responsabilités. Cela exprime le fait que les rapports de genre sont une manière d'exprimer des rapports de pouvoir, et pose la question de leurs changements. Ces mouvements sont également traversés par des rapports de pouvoir entre femmes, plus ou moins marqués et reflétant des inégalités d'accès aux ressources. Ainsi en est-il par exemple de l'expérience à Ouagadougou, où une femme entrepreneure non membre du groupement féminin de gestion des déchets s'y est associée pour bénéficier de leur capacité de mobilisation. Les principes d'horizontalité associés aux mouvements de femmes ne sont pas nécessairement repris par les mouvements de quartiers, loin de là.

161  
.....

Comment situer les mouvements de quartier dans la réflexion sur la « société civile » et dans la réflexion sur la prise de conscience des droits ? Comment les situer dans la réflexion sur les alternatives politiques et le changement ?

Les groupes de la mouvance altermondialiste (Lamoureux 2004), s'ils présentent des similarités et des affinités avec ceux du mouvement des femmes, comme les principes de décentralisation, d'horizontalité, se sont montrés incapables d'inclure une perspective de genre dans leurs critiques. Les femmes sont assimilées à des victimes, jamais à des actrices des transformations sociales. Ce qui retient leur attention est l'insertion des femmes sur le marché du travail rémunéré, mais non la réflexion sur l'inégale division sexuelle des tâches, encore moins la « décharge » sur les femmes des tâches reproductives auparavant (ou partiellement) assumées par l'Etat. Le même phénomène d'incompréhension avait créé une coupure entre les mouvements féministes et la gauche traditionnelle ou les mouvements gauchistes.

La résurgence de la société civile coïncide avec le développement du néolibéralisme dans le monde et avec la perte de crédibilité des partis politiques, notamment ceux qui se réclament de gauche. Le terme a été adopté dans les années 1980, notamment par des groupes mobilisés contre les régimes autoritaires de l'époque en Europe de l'Est et en Amérique latine. [...]

Certains auteurs, en faisant un parallèle avec l'*indirect rule* (gouvernement indirect) pratiqué notamment par les colonisateurs britanniques, s'interrogent sur les modalités des rapports entre l'Etat et les populations.

« A l'époque précoloniale, les schémas de gouvernement étaient principalement indirects sur le territoire et les populations, grâce à des proches du souverain qui contrôlaient dépendants et sujets à travers des conseils, des associations et des sociétés : les dominants nommaient les chefs mais devaient composer avec les acteurs subordonnés. Dans l'incapacité de quadriller physiquement tout le territoire, les autorités coloniales gouvernaient quant à elles en s'appuyant, d'une part, sur des intermédiaires locaux ("chefs traditionnels", traducteurs, intermédiaires administratifs) pour garder l'œil sur les populations et, d'autre part, sur des compagnies privées (sous le régime des concessions commerciales) pour gérer les richesses. [...] Et ce mode de gouvernement indirect était indissociable des processus d'enrichissement de ces intermédiaires. [...] Aujourd'hui, cette représentation de l'Etat-ressource (économique, mais aussi politique, sociale et symbolique) connaît une visibilité accrue du fait de la diffusion du discours libéral, qui donne légitimité à des pratiques auparavant cachées, du fait aussi de la déliquescence administrative, qui ouvre des potentialités accrues de privatisation, et du fait de la crise économique, sociale et politique que connaît le continent. » (Hibou 1998 : 165-166)

Sur les terrains étudiés dans cette recherche, les mouvements sont nécessairement traversés par des enjeux de pouvoir, entre hommes et femmes, entre femmes, entre les organisations de base et les différentes instances de pouvoir étatiques. Les femmes, malgré leur forte participation en nombre, sont généralement absentes des lieux de décision ou dans les espaces de négociation entre instances étatiques et organisations de base. L'appropriation de l'espace public et de l'accès à l'Etat-ressource par les femmes est limitée. Les hommes restent souvent les principaux intermédiaires pour s'approprier des bénéfices auprès de l'Etat-ressource.

Les mouvements de quartier auxquels nous nous sommes intéressés dans cette recherche ne sont pas construits autour de revendications liées au travail. Les actrices et acteurs sociaux de ces mouvements se réunissent autour d'autres intérêts qui les rassemblent. Il y a dans cela une certaine idée de l'intérêt collectif, traversé par le genre. Ces mouvements qui n'affirment pas une identité particulière, liée au travail salarié par exemple, mais qui tournent autour d'autres valeurs, constituent ainsi des mouvements culturels. Les mouvements de quartier constituent parfois un espace de transformation des identités et rapports de genre, qui s'inscrit dans la dynamique des nouveaux mouvements sociaux. Ils participent à la prise de conscience du droit à avoir des droits, s'organisent parfois pour revendiquer ces droits, tant au niveau public que personnel. Le glissement de la prise de conscience et de la revendication de droits du niveau public au niveau personnel est un des aspects essentiels dans cette démarche transformatrice.

Parmi les hommes, les actions et changements suscités par l'engagement des femmes dans les mouvements de quartier provoquent parfois un malaise, une crise de masculinité, qui s'ajoutent aux difficultés à suivre la reconfiguration des rapports sociaux dans une société en changement.

Parmi les femmes qui s'investissent dans ces organisations de quartiers, on constate que leur engagement va bien au-delà des intérêts utilitaires, fussent-ils collectifs. Paradoxalement, cette surcharge de travail est aussi source de satisfaction, parce que les femmes peuvent se retrouver entre elles, sortir de leur confinement, s'amuser, partager des joies et des peines, prendre conscience de situations oppressives similaires mais souvent tues, car touchant à l'intimité des rapports entre hommes et femmes. Ce processus de prise de conscience de droits, y compris au niveau personnel, modifie le sens de leur engagement. L'élargissement de leur action de l'espace domestique, fermé, vers un espace de quartier, public, qui permet d'apprendre à revendiquer des droits non seulement au niveau public mais également au niveau privé, est un passage qui ouvre la voie à des possibilités de changements des identités, de transformations sociales.

Les mouvements de quartier étudiés correspondent-ils à une forme de redéploiement de l'Etat, qui leur délègue des activités ? Observe-t-on la mise en place de schémas dans lesquels des intermédiaires s'approprient les bénéfices à titre personnel ? S'inscrivent-ils plutôt dans la dynamique des nouveaux mouvements sociaux, où l'on observerait des renégociations des identités et rapports de genre, où se révélerait une prise de conscience des droits ? Quels sont les enjeux de pouvoir dans l'un ou l'autre cas ?

Dans certains cas, nous observons le redéploiement de l'Etat à travers des modalités indirectes, avec des possibilités pour les intermédiaires de *prélever des bénéfices*, tant symboliques que matériels. Ces situations ne constituent pas des espaces remettant en question les mécanismes de reproduction des inégalités entre hommes et femmes.

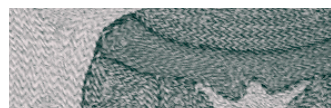
Dans d'autres cas, nous assistons, dans des mouvements de base, parmi les sujets – hommes et femmes – qui y sont engagés, à la prise de conscience et à l'affirmation de nouvelles valeurs, à un engagement qui s'articule autour de la *prise de conscience de droits*. Il s'agit non seulement du droit à avoir de l'eau ou de l'électricité à un tarif abordable, à avoir un environnement non nuisible à la santé, à avoir un travail dignement rémunéré, mais aussi un droit à ne pas être battue, à ne pas être expulsée de sa maison, à sortir librement de chez soi, à participer à la vie politique.



Dans certains mouvements de quartier étudiés, qui participent de ce travail de prise de conscience et de revendication des droits, il nous semble que des brèches s'ouvrent pour envisager des alternatives, sur ces territoires de vie, *sans plus attendre*. Ainsi pourraient s'esquisser des perspectives pour contribuer à changer le monde au niveau d'un quartier.

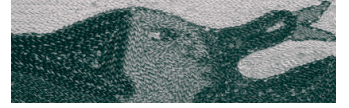
### Références bibliographiques

- CONNELL R. W., 1987, *Gender and Power*, Cambridge, Polity.
- GORZ A., 1991, *Capitalisme. Socialisme. Ecologie. Désorientations. Orientations*, Paris, Editions Galilée débats.
- HAINARD F., VERSCHUUR Ch., 2005, *Mouvements de quartier et environnements urbains, La prise de pouvoir des femmes dans les pays du Sud et de l'Est*, Paris, Karthala – ENDA Diapol.
- HIBOU B., 1998, «Retrait ou redéploiement de l'Etat?», *Critique internationale* n° 1, automne.
- KHILNANI S., 2001, «La "société civile", une résurgence», *Critique internationale*, n° 10, janvier.
- MAILER N., 1971, *Prisonnier du sexe*, Paris, Laffont.
- MEILLASSOUX C., 1975, *Femmes, greniers et capitaux*, Maspéro, Paris.
- RAUBER I., 2003, *Movimientos sociales y representación política*, La Havane, Ed. Ciencias Sociales.
- RAUBER I., 2002, «Argentine: les femmes "piqueteras"», in VERSCHUUR Ch. (dir.), avec REYSOO F., *Genre, mondialisation et pauvreté, Cahiers Genre et Développement* n° 3, Paris-Genève, L'Harmattan, pp.159-167.
- SEN A., 2005, «Foreword», in DEVAKI J., *Women, Development and the UN, A Sixty-Year Quest for Equality and Justice*, United Nations Intellectual History Project Series, Bloomington et Indianapolis, Indiana University Press, p. xix.
- SCOTT J., 2000, «Genre, une catégorie utile d'analyse historique», in BISILLIAT, J., VERSCHUUR Ch. (Dir.), *Le Genre, un outil nécessaire, introduction à une problématique, Cahiers Genre et Développement* n° 1, Paris-Genève, L'Harmattan, pp. 41-69.
- UNRISD, 2005, *Gender Equality, Striving for Justice in an Unequal World*, Genève.



---

3



**Mouvements urbains et  
environnementaux**

**Mise en scène des identités  
de genre, luttes pour les droits**

---



---

# Vouloir et pouvoir, la participation des femmes dans les organisations du mouvement urbain au Mexique

167  
.....

..... • Alejandra Massolo\*

---

*« Querer y Poder, la participacion de las mujeres en organizaciones del movimiento urbano popular en México », Revista Interamericana de Planificacion, volume XXIX, numero 114, avril-juin, 1997, pp. 46-52 (extraits)*

---

*Traduit de l'espagnol par Yves le Scieller*

[...]

## Production de l'habitat et projet de vie

La périphérie désolée et inhospitalière de Mexico et d'autres villes du pays a été urbanisée par un mouvement d'urbanisation populaire. En exerçant leurs rôles traditionnels de mère, d'épouse et de ménagère, les femmes ont eu une grande influence sur la construction et l'amélioration des habitats populaires périphériques, et ont été les véritables créatrices de l'espace habitable. Elles participent activement aux luttes pour le sol et pour défendre leur territoire, elles s'investissent dans les travaux communautaires pour aménager les terrains, percer des rues, creuser des tranchées pour l'eau et les égouts, et construire elles-mêmes leurs logements ; face aux autorités publiques, elles sont aussi des responsables tenaces lorsqu'il s'agit de formuler les besoins, les réclamations et les propositions de la communauté.

---

\* Consultante sur les questions de genre et gouvernance locale.

Pour créer leur espace habitable, les femmes adoptent des pratiques collectives qui en font les déléguées de leurs communautés et les interlocutrices des institutions. Elles deviennent aussi des médiatrices agissant pour le bien-être social, car leurs combats sont en fait des luttes pour la reproduction qu'elles doivent livrer, «contre vents et marées», en pensant à leur famille. C'est dans ce but qu'elles prennent des initiatives ingénieuses et efficaces qui projettent dans l'espace public les capacités et les expériences de genre qu'elles ont acquises dans la sphère privée.

Au centre de la ville, les femmes agissent pour conserver l'espace habité construit, un espace détérioré et menacé qui permet néanmoins de maintenir les liens avec l'ancien quartier ; c'est là que se trouve le seul logement possible : celui de la «*vecindad*» ou du «*conventillo*» (groupes de logements où s'entassent de nombreuses familles). Pour préserver l'espace construit, en pensant à leurs familles, elles s'impliquent dans des mouvements de locataires et des associations de quartier qui luttent pour pouvoir venir dans le quartier et y rester, et pour pouvoir habiter dans le centre. **Leurs pratiques collectives, ingénieuses et efficaces, leur ont permis de conserver leur logement et leurs racines dans des circonstances très difficiles.** [...], elles jouent le rôle de déléguées, d'interlocutrices et de responsables tenaces, face aux tribunaux et aux autorités, pour résoudre les problèmes des locataires. Tout comme les femmes de la périphérie, **elles deviennent les actrices sociales qui luttent pour assurer le droit à la ville.**

Les mouvements et les organisations de quartier qui sont indépendants du contrôle officiel, sont un moyen pour les femmes des secteurs populaires d'entrer dans la sphère de l'action et du débat publics. Elles rompent ainsi avec le consensus passif des femmes, elles apprennent à dénoncer des injustices et à exprimer leur révolte, **elles sécularisent l'espace politique public en désacralisant la pyramide du pouvoir, elles accèdent à des informations et acquièrent des capacités d'autogestion mais aussi des connaissances et une expérience dans le domaine des droits des citoyens** (Massolo 1995).

Après une première phase de mobilisation revendicative contre l'Etat, les organisations ont évolué vers une nouvelle phase de concertation et où elles font des propositions pour mettre en place des projets autogérés de construction de logements et de conception de l'habitat. Le problème du logement occupe alors une position prioritaire, et donne l'impulsion à des revendications à l'autogestion. Ces revendications tranchent avec les tâches communautaires traditionnelles et l'entraide dans la mesure où l'autogestion «cherche à générer de nouvelles pratiques communautaires que l'on va retrouver dans les techniques alternatives de construction, d'administration des ressources et de contrôle collectif des processus, des systèmes, des réseaux,

des aménagements et des services en général» (Coulomb 1992 : 15). Néanmoins, l'autogestion populaire se heurte à une série d'obstacles bureaucratiques, financiers et politiques qui font perdre énormément de temps, d'énergie et de ressources aux organisations sociales. La mobilisation et la pression continuent d'être des instruments indispensables du travail d'autogestion, et les femmes doivent jouer des rôles de plus en plus exigeants et diversifiés dans la gestion des questions sociales.

Les femmes produisent l'espace habitable et conservent l'espace construit, mais elles sont aussi les protagonistes de la construction de logements et d'aménagements. D'une façon ou d'une autre, les femmes ont toujours aidé les familles pauvres à construire leur propre logement, dans le cadre des projets autogérés des MUP (Mouvements Urbains Populaires), et des actions de reconstruction de logements entreprises par les organisations de sinistrés du tremblement de terre de 1985 ; mais aujourd'hui, la participation des femmes aux travaux de construction a acquis – non sans conflits et résistances – une légitimité sociale et une valeur propre.

Leur travail d'ouvrières de la construction est organisé et distribué en fonction des différents accords avec chaque organisation. Il est épuisant, il leur demande une grande volonté et leur prend du temps qui s'ajoute à celui qu'elles doivent déjà consacrer aux obligations de leurs rôles de femmes. Mais ces travaux leur permettent de prouver que la construction des maisons n'est pas exclusivement un travail d'homme ; ils leur permettent d'apprendre des techniques et des métiers, ils leur donnent une place dans la vie sociale qui s'établit autour du projet dans le quartier, et ils leur permettent de s'associer au succès du projet et au mérite d'avoir trouvé un logement (Sevilla 1992 ; Roano 1992 ; Massolo et Schteingart 1987).

Certaines organisations ont contesté le fait que les terrains et les logements appartiennent aux hommes ; grâce à l'influence de femmes agissant au nom du féminisme populaire, ou conscientes des problèmes personnels dont souffrent les femmes, la propriété revient désormais aux femmes, ou on essaie de faire en sorte qu'elle revienne aux femmes.

C'est le cas, à Mexico, de l'Union des Colons de San Miguel Teotongo (*Unión de Colonos de San Miguel Teotongo*), de l'Association Civile des Colons de Huayamilpas (*Asociación Civil de Colonos de Huayamilpas*), de l'Union Populaire des Colonies Solidarité (*Unión Popular de Colonias Solidaridad*) et de l'Assemblée des Quartiers (*Asamblea de Barrios*). Tous rapportent les mêmes effets lamentables des rapports de genre dans la vie quotidienne : l'alcoolisme, la violence et l'abandon par le conjoint ou le compagnon, l'expulsion de la femme de son domicile parce qu'elle est



membre de l'organisation communautaire et «néglige» sa famille. Plusieurs arguments justifient le transfert de la propriété des biens immobiliers aux femmes ; tout d'abord, elles se sont battues pour avoir un logement, même si elles n'ont pas fourni les fonds pour l'acheter ; ensuite, ce sont elles qui font vivre les familles, même si elles vivent avec un conjoint ou un compagnon ; enfin, elles représentent le noyau qui rassemble la famille. (Espinosa 1995 ; Castro García 1994 ; Ardaluz 1993 ; Muñoz Rojas, 1993 ; Muñoz Rojas 1993).

Au Mexique, les femmes sont les cheffes de 17 % des foyers ; la conscience de genre, qui montre que les femmes peuvent avoir accès au crédit et ont droit au logement, a aussi une influence sur les organisations des MUP et sur les politiques de logement. Par leur action démocratique, les mouvements de quartier qui défendent le droit social au logement ont réussi à faire évoluer les exigences des fonds de financement du logement populaire qui veillent désormais à ne pas faire de discrimination contre les femmes cheffes de famille et les mères célibataires, mais aussi contre les quelques hommes célibataires qui participent aux organisations. Un autre progrès important a été fait en octobre 1995 avec la proposition contenue dans la Déclaration des organisations des MUP, des ONG, des coopératives, des professionnels et de la Coalition Habitat de Mexico (*Coalición Hábitat de México*), appelée «Pacte de Guadalajara pour un habitat juste, démocratique et durable» (*Pacto de Guadalajara por un hábitat justo, democrático y sustentable*), qui préconise que les mères célibataires, les handicapés et les personnes âgées soient reconnus comme ayant droit à des subventions différenciées pour leur permettre d'accéder à un habitat de meilleure qualité.

Dans l'autogestion populaire de l'habitat, les femmes ont fait prendre en compte les intérêts pratiques de genre en commençant par défendre les besoins en alimentation et en produits de base. La crise économique des années 1980 et 1990 et les politiques d'ajustement et d'austérité ont gravement réduit le pouvoir d'achat des salaires, créé du chômage et rendu la vie plus chère, ce qui a obligé les familles pauvres à mettre en place différentes stratégies de survie pour satisfaire leurs besoins essentiels.

L'amélioration des conditions de vie dans les quartiers et les zones nouvellement peuplées n'implique pas uniquement que les femmes aient accès à un logement et aux services de base, mais aussi qu'elles puissent avoir accès à des aliments subventionnés, par exemple la tortilla et le lait, et aux structures d'approvisionnement. Les femmes ont joué un rôle central et décisif dans le *leadership* des organisations des MUP et dans les démarches et les luttes qu'elles ont menées face aux institutions responsables de la politique sociale – qui devient de plus en plus restrictive et ciblée. Elles ont ainsi obtenu l'accès à la tortilla et au lait subventionnés, aux petits-déjeuners scolaires et aux

centres populaires d'approvisionnement communautaire (Massolo, 1991 ; Espinosa, 1992 et 1995 ; Guadarrama, 1994 ; Coulomb et Sánchez Mejorada, 1992)<sup>1</sup>. En 1988, 41,9 % des enfants mexicains en âge préscolaire souffraient de malnutrition ; en 1993, le taux de mortalité infantile due à des carences alimentaires était de 55,7 pour 100 000 enfants nés vivants, et la malnutrition était la cinquième cause des décès d'enfants (Programme d'Alimentation et de Nutrition Familiale 1995).

En prenant en main le problème de l'alimentation et de l'approvisionnement, les femmes ont donné un nouveau dynamisme à la mobilisation et à l'autogestion des organisations de quartier, ont élargi leurs demandes et suscité l'intérêt d'autres femmes qui se sont jointes à l'action collective. Elles ont créé des commissions d'approvisionnement, des commissions pour la distribution de tortillas et de petits-déjeuners subventionnés, elles ont réussi à faire installer des laiteries, et elles se sont chargées de la gestion des centres populaires d'approvisionnement communautaire. Pour mener ces projets et travaux, les femmes ont dû surmonter l'indifférence, la méfiance et le mépris des dirigeants et des militants hommes, qui considèrent que ces besoins des femmes ne sont pas prioritaires et doivent être soumis à l'approbation de tous (Espinosa 1995 ; Castro García 1994).

Mais les femmes ne s'occupent pas des besoins en produits de base seulement pour une question de subsistance alimentaire de la famille ; elles découvrent aussi ensemble de nouveaux intérêts liés à l'alimentation, et elles organisent des ateliers de formation sur la nutrition et l'alimentation alternative avec l'aide des ONG. Les cuisines populaires représentent aussi une expérience nouvelle et complexe pour les femmes des organisations du MUP ; stimulées par la politique gouvernementale d'appui à l'installation de cuisines populaires, et par la célèbre expérience des femmes péruviennes, elles ont entrepris de gérer et d'installer des cantines (*comedores*) pour lutter contre la faim et la malnutrition, pour fournir des aliments à bas prix, et collectiviser la préparation des repas, permettant ainsi un gain de temps aux femmes qui participent à l'organisation. Néanmoins, les cuisines ont parfois de graves problèmes de fonctionnement : une formation insuffisante en gestion administrative, la surcharge de travail pour seulement une ou deux femmes qui font partie de la direction, une capitalisation trop faible, la bureaucratie du DIF (Développement Intégral de la Famille, organisme public d'assistance sociale qui parraine l'installation des cuisines), et les maris, qui sont mécontents à cause de la participation de leurs femmes aux activités de la cantine.

---

<sup>1</sup> En 1983, les subventions publiques à différents secteurs et services sociaux représentaient 3,3 % du PIB ; à la fin des années 1980, la proportion n'était plus que de 1,7 %, et en 1994, elle était de 0,6 % ; aujourd'hui, on estime qu'elle a encore baissé et n'atteint que 0,4 % (INEGI).

Pour les femmes, veiller aux conditions de logement est aussi un moyen de veiller à la santé. Les questions liées à l'alimentation et les préoccupations sanitaires ont donné aux questions de genre une importance particulière dans les projets et les pratiques d'autogestion populaire urbaine, et elles ont incité davantage de femmes à participer. Des comités de santé ont été créés dans les organisations de quartier ; avec l'aide des ONG, ils proposent des ateliers et des cours sur différents problèmes de santé maternelle et infantile, sur les premiers soins d'urgence, sur la médecine alternative, par exemple la phytothérapie et l'homéopathie ; ils forment les femmes de l'organisation à devenir des promotrices de la santé communautaire, et gèrent l'installation de cliniques locales qui proposent des soins de santé. Les femmes elles-mêmes ont parfois réussi à récupérer des biens publics abandonnés et non utilisés (les locaux de certains organismes gouvernementaux), à les nettoyer et les reconstruire pour en faire des installations communautaires de santé.

En décidant d'elles-mêmes de s'impliquer, les femmes ont développé une capacité à s'approprier et à contrôler l'espace du quartier, au profit du groupe. Elles ont ainsi la possibilité de rechercher dans le quartier des biens publics non utilisés et de les récupérer pour y faire installer d'autres aménagements communaux, par exemple des crèches, des jardins et des zones pour des activités éducatives, sportives et de loisir, destinés à améliorer la qualité de vie et à faciliter l'exercice des rôles de genre. Les intérêts pratiques et les initiatives des femmes montrent que, pour elles, les aménagements et les services nécessaires à la vie quotidienne des quartiers et des zones de peuplement ont une vocation plus vaste et plus complète.

Pour les femmes, comme elles le disent elles-mêmes, les projets d'autogestion de l'habitat populaire sont des projets «de vie», de «défense de la vie», nourris par les éléments éthiques essentiels de la solidarité et de la coopération qui caractérisent l'action collective des femmes dans des contextes de carences, d'injustices et de pauvreté. Pour les femmes, la défense de la vie implique non seulement de faire face et de résister aux redoutables politiques néolibérales par des stratégies de survie, de mobilisation, d'autogestion et de négociation, mais aussi de prendre conscience des droits sociaux, civils, politiques et humains indivisibles qu'il faut revendiquer et faire respecter.

Les difficultés et les tensions sont énormes, mais les femmes qui participent aux organisations des MUP montrent que la pauvreté n'empêche pas fatalement de devenir des citoyennes actives et informées, et que la défense des intérêts pratiques de genre est un premier pas vers la défense des intérêts stratégiques liés aux besoins, aux problèmes et aux droits des femmes.

## **Pouvoir participer et le pouvoir de la participation**

Toutes les études et les témoignages de nombreuses femmes montrent et confirment qu'il n'est pas facile de passer d'une volonté de participer à une participation effective à la vie publique pour défendre les intérêts de la famille et de la communauté. Les rapports de genre et les divisions sociales de genre sont omniprésentes dans les expériences des femmes et déterminent la possibilité qu'elles auront de devenir membres des organisations des MUP. Il leur faut affronter, négocier et briser une série de conditions, de résistances et d'obstacles, aussi bien dans la sphère privée qu'au sein des organisations elles-mêmes, pour pouvoir accéder à l'égalité et à la liberté et participer aux affaires de la collectivité : cela va de la nécessaire « autorisation » du conjoint ou du compagnon à la difficulté d'accéder à des postes de direction dans les organisations et de faire reconnaître le besoin d'espaces pour répondre aux problèmes particuliers liés au genre.

173  
.....

Ce sont des intérêts pratiques de genre qui motivent et légitiment la participation publique des femmes aux luttes pour le logement. Mais dans la plupart des cas ce sont aussi les souffrances des femmes victimes d'agressions physiques et verbales, de menaces, de soupçons et de pressions parce qu'elles sont réduites à une condition d'inférieures et de subordonnées dans le système asymétrique des rapports sociaux de genre, système encore accentué par la culture machiste. Des études et des témoignages émouvants indiquent – avec leurs différences et leurs nuances – que l'homme, le mari ou le compagnon bride, harcèle et/ou agresse la femme qui veut participer à un certain niveau ou avec un certain degré d'implication. La femme doit supporter la médisance des hommes, même lorsqu'il s'agit des travaux les plus durs des projets d'autogestion de l'habitat, comme la construction de logements : « J'avais beaucoup de disputes avec mon mari, lorsque je revenais couverte de ciment ; il me demandait alors : “Avec qui as-tu encore été traîner ?” » (Roano 1992 : 157). Il est même inconcevable qu'elles apprennent à « exprimer des opinions », puisque « pour mon mari, cela n'est pas permis aux femmes » (Maldonado et Hinojosa 1996 : 89).

C'est aussi la logique des dirigeants, lorsque ce sont des hommes, qui détermine la participation car, n'étant pas obligés à remplir les obligations de la division sexuelle du travail, ils établissent des horaires de réunions et d'assemblées qui se prolongent tard le soir ; les femmes sont alors victimes de violences corporelles, d'insultes et de menaces pour avoir participé, parce qu'elles rentrent tard. Les racontars et les soupçons des parents et des voisins compliquent aussi leur vie quotidienne. Les femmes doivent négocier et trouver de nombreux accords pour pouvoir participer, tout en étant obligées de remplir les obligations de leurs rôles de genre en tant que mères,

épouses et ménagères, sous le poids de la fatigue et de la culpabilité. Il arrive souvent que ces accords et ces négociations soient inutiles. Elles se retrouvent alors face au choix habituel : « soit moi, soit l'organisation ». Elles choisissent donc, parfois, de perdre leur mari ou leur compagnon pour continuer à participer. Si la participante essaie de conserver son compagnon, elle en arrive parfois à proposer un accord selon lequel elle arrête de participer, et il arrête de boire. « J'ai eu beaucoup de problèmes avec lui. Alors, je lui ai dit : "voyons, tu n'aimes pas que je fasse ceci, alors j'arrête ; mais moi, je n'aime pas que tu fasses cela ; donc, si j'arrête, toi aussi tu arrêtes" » (Roano 1992 : 173).

174

Pour pouvoir comprendre les rapports sociaux de genre au sein des organisations des MUP, et pouvoir en discuter, je considère qu'il faut introduire une distinction analytique entre les hommes-agents externes (ceux qui viennent de l'extérieur du foyer-logement et de la zone de résidence), et les hommes internes (ceux qui vivent avec leur femme à l'intérieur du foyer-logement), puisqu'ils n'ont pas la même place ni la même influence dans la vie des femmes (Massolo 1992).

**Malgré leurs divisions, leurs inégalités et contradictions, les organisations des MUP ont été un bouillon de culture efficace qui a permis au féminisme populaire urbain de se développer au Mexique.** Dès les premières années de la décennie 1980, elles ont permis aux femmes qui sont venues habiter dans ces zones de trouver des lieux de sociabilité, de solidarité et de parole, où elle sont pu élever leurs voix contre les inégalités de genre et la violence, et découvrir leurs besoins et leurs droits. Elles ont pu ouvrir des espaces propres, au sein de ces organisations, appelés commissions de femmes, parce qu'elles ont pris conscience qu'elles avaient, compte tenu de leurs intérêts de genre, besoin de leurs propres espaces de communication et de réflexion. C'est de ces commissions qu'ont surgi des idées d'activités et des projets qui font plus que revendiquer des logements, des services, des aménagements et des aliments subventionnés pour assurer le bien-être de la famille. Avec l'appui des ONG, elles soutiennent et mettent en place des ateliers d'analyse de la problématique de genre, sur la sexualité, la violence domestique, la santé, la nutrition, le SIDA, et des formations des femmes au *leadership*.

Les difficultés et les limites au pouvoir de participation des femmes commencent à reculer, et ne relèvent plus du côté obscur et caché de la vie personnelle et de la vie sociale des organisations ; mais toutes les difficultés ne sont pas encore totalement résolues. En luttant pour une meilleure qualité de logement, les femmes se valorisent, acquièrent une meilleure estime d'elles-mêmes, connaissent mieux leurs droits et leur pouvoir ; ce pouvoir découle de la cohérence et de la capacité à participer que les femmes ont



acquises en exerçant les rôles de productrices, conservatrices, gestionnaires et bienfaitrices de l'habitat populaire. En s'impliquant, les femmes ont fait entrer les domaines de l'alimentation, de la santé et du genre dans l'action collective qu'elles ont dynamisée et élargie. Leur participation donne aux femmes de nouvelles forces, même si cela fait naître des tensions, des ambiguïtés et des obstacles, que ce soit au sein de la famille, dans les organisations, sur la scène publique ou parmi les femmes elles-mêmes.

[...]

### Références bibliographiques

- ARDALUZ M. DEL S., 1993, *Organización social y mujer en el centro de la ciudad de México: el caso de la Asamblea de Barrios (1985-1993)*, thèse de doctorat, Mexico, Instituto José María Luis Mora.
- CASTRO GARCÍA C., 1994, *Mujeres protagonistas del espacio construido*, document inédit, Mexico, PIEM, El Colegio de México.
- COULOMB R., 1992, «La gestión urbana de la crisis y la crisis de la gestión urbana», in COULOMB R. (Coord.), SÁNCHEZ MEJORADA C., *Pobreza urbana, autogestión y política*, Mexico, CENVI.
- COULOMB R., SÁNCHEZ MEJORADA C., 1992, *Pobreza urbana, autogestión y política*, Mexico, CENVI.
- ESPINOSA G., 1995, *San Miguel de las mujeres. Un colectivo femenino en el movimiento urbano popular*, rapport présenté lors du V Coloquio de Estudios de Género, octobre, UNAM, PUEG, Mexico.
- ESPINOSA G., 1992, «Mujeres del Movimiento Urbano Popular, 1983-1985», in MASSOLO A. (Comp.), *Mujeres y Ciudades*, Mexico, PIEM, El Colegio de México.
- GUADARRAMA M.E., 1994, «Mujeres del Movimiento Urbano Popular: actuaciones y discurso de género», in MASSOLO A. (Comp.), *Los medios y los modos. Participación política y acción colectiva de las mujeres*, Mexico, PIEM, El Colegio de México.
- MALDONADO M., HINOJOSA M. de L., 1996, *Cuando ya no es posible retroceder. La participación permanente de las mujeres en organizaciones comunitarias urbano populares de la ciudad de México*, thèse de doctorat, Mexico, UAM-Iztapalapa.
- MASSOLO A., 1995, «La politización de lo cotidiano», *Este País*, n° 46, janvier.
- MASSOLO A., 1992, «Por amor y coraje. Mujeres en movimientos urbanos de la ciudad de México» in MASSOLO A. (Comp.), *Mujeres y Ciudades*, Mexico, PIEM, El Colegio de México.
- MASSOLO A., 1991, «De la tierra a los tortibonos: la lucha urbana de las mujeres en la ciudad de México», in FEIJÓO M. DEL C., HERZER H. (Comps.), *Las mujeres y la vida de las ciudades*, Buenos Aires, IIED/América Latina y Grupo Editor Latinoamericano.
- MASSOLO A., SCHTEINGART M. (Comps), 1987, «Participación social, reconstrucción y mujer. El sismo de 1985», *Cuaderno de Trabajo* n° 1, PIEM, El Colegio de México.
- MUÑOZ ROJAS L., 1993, *Mujer y pobreza urbana: el caso de las mujeres de Huayamilpas, Coyoacán*, thèse de doctorat, Mexico, Instituto J.M.L. Mora.
- PROGRAMA DE ALIMENTACIÓN Y NUTRICIÓN FAMILIAR, 1995, *Comisión Interinstitucional*, México
- ROANO M.T., 1992, *Mujer y pobreza urbana: presencia y ausencia. Cananea, Iztapalapa*, thèse de doctorat, FLACSO/Sede México.
- SEVILLA A., 1992, «Autoconstrucción y vida cotidiana», in MASSOLO A. (Comp.), *Mujeres y Ciudades*, Mexico, PIEM, El Colegio de México.



### Malukuku, Nicaragua

Malukuku est un petit village situé le long d'une route allant vers l'Atlantique au Nicaragua. 20 familles y étaient installées en 1985. Il devait accueillir les populations déplacées par la guerre à l'époque du gouvernement sandiniste et de la *contra*. Plus tard, il a accueilli des femmes et enfants réfugiés de la région. La prostitution se développe (proximité d'une caserne, passage de chauffeurs routiers).

En 1988 des inondations détruisent le village. Un comité de reconstruction se met en place où les femmes jouent un rôle important. Elles décident de déplacer le village sur l'autre rive du fleuve, un terrain plus élevé et plus sec.

Le comité crée une briqueterie, une menuiserie, une école et un centre de santé pour les femmes. Un nouveau pont est inauguré en 1991. Le village se développe.

Les revenus des habitants sont très bas, la criminalité, les conflits armés dans la région et l'ouragan Mich font des ravages.

Un Collectif de 40 femmes se crée, avec 4 brigades, pour reconstruire 10 maisons. Une femme de chaque brigade s'occupe des enfants. Les femmes fabriquent des briques, des charpentes, des fenêtres et des meubles. La briqueterie et la menuiserie emploient 20 femmes et vendent des produits.

Les femmes veulent être propriétaires de leur maison et engagent une lutte pour obtenir le titre de propriété pour elles et non pour leurs maris. 100 femmes obtiennent leur titre de propriété. C'est maintenant un fait accepté.

Après la phase la plus lourde de construction, la coopérative s'est concentrée sur la formation et le perfectionnement des menuisiers et le travail communautaire avec les femmes : comité de parents pour obtenir des enseignants à Malukuku ; moulin à maïs ; travail avec la clinique ; cours et rencontres sur les droits des femmes, sur la violence, la discrimination, le planning familial, l'administration, l'organisation, la planification du travail, l'alphabétisation. Plus de 1000 femmes ont pris part aux activités.

Les femmes sont maintenant respectées, se font apprécier par la commune, jouent un rôle dans la création de nouvelles sources de revenus, remettent en cause certaines valeurs avec les hommes : le respect mutuel, l'égalité des chances, les relations H/F. Ainsi, les femmes avaient un sentiment de culpabilité si les repas n'étaient pas prêts à temps ou si les hommes n'étaient pas immédiatement satisfaits, si le linge n'était pas propre à temps : ce sentiment a disparu.

« Cette tranquillité nous est venue en travaillant ensemble, c'est l'une des choses les plus importantes qui nous soit arrivée » (p. 170).

(inspiré de Soqueira Montoya G., 1995, « Menuisiers, charpentiers, maçons... La coopérative de Malukuku au Nicaragua », in Preiswerk Y. et Milbert I., Femmes, villes et environnement, IUED, CNSU ; DDC, Berne, Genève

---

## Un fleuve dans lequel nous avons appris à nager. Les femmes dans l'environnement urbain à Bogotá

177

..... Marie-Dominique de Suremain\*

---

*Un rio en el que aprendimos a nadar. Una mirada de mujer al medio ambiente urbano, (avec Rapacci María Lucía), Bogotá, ENDA América latina, 1995, pp. 25-26, dont des extraits ont été traduits et publiés in: de Suremain Marie-Dominique, 1997, « Les femmes dans l'environnement urbain » in: Bisilliat J., Face aux changements. Les femmes du Sud, Paris, L'Harmattan, pp. 172-187*

---

[...]

### Les femmes dans les mouvements populaires urbains<sup>1</sup>

Il est intéressant d'observer que, parmi les différentes organisations de femmes des quartiers populaires urbains<sup>2</sup>, peu d'organisations à part les crèches et les mères communautaires ont montré une capacité à négocier avec l'Etat, même si ces négociations sont encore difficiles. Cet exercice de citoyenneté est nouveau dans le contexte actuel, et il est important à relever. Pour autant, on ne peut pas affirmer que ces organisations sont visibles au sein de ce mouvement populaire urbain puisque celui-ci ne les intègre pas

---

\* Urbaniste, ENDA Amérique latine.

<sup>1</sup> Cette partie est extraite de: Rapacci María Lucía, de Suremain Marie-Dominique, 1995, *Un rio en el que aprendimos a nadar. Una mirada de mujer al medio ambiente urbano*, Bogotá, ENDA América latina, pp. 25-26. Traduit de l'espagnol par Saskia Velásquez.

<sup>2</sup> On peut citer les micro entreprises, les groupes de santé, d'éducation, les boutiques communautaires, les bureaux de soutien juridique, de soutien personnel et des droits de la famille, les employées domestiques, les cantines, etc.

consciemment, ou bien n'a qu'une vision partielle des éléments de la reproduction sociale dans le climat urbain. Au mieux, on peut dire que quelques indices montrent une évolution dans ce sens. Les mouvements civiques qui luttent pour le logement et les infrastructures physiques n'ont pas de procédure claire de concertation avec les groupes qui s'occupent des questions de santé, les cantines populaires ou les crèches, même si, parmi les membres de certaines Fédérations de logement, on trouve une ou deux crèches communautaires (qui s'occupent de 60 à 150 enfants et sont gérées collectivement).

178

Dans certaines localités de Bogotá, comme dans d'autres villes du pays, les mères communautaires se sont présentées en octobre 1994 aux élections des Conseils administratifs communaux, pour défendre leurs droits et les programmes sociaux. Certaines d'entre elles étaient déjà des dirigeantes communautaires, elles s'étaient occupées d'activités culturelles, de santé ou de logement, avant de devenir mères communautaires. Cette dernière expérience leur a donné des éléments nouveaux, et dans le contexte naissant de la gestion locale, elles ont acquis un statut inédit. Dans d'autres quartiers, se sont présentées des responsables de crèches qui avaient fondé des Centres communautaires locaux dans le prolongement de crèches communautaires. Elles avaient peu à peu élargi l'étendue de leurs activités, par exemple en créant un centre de santé, des services d'odontologie, un restaurant scolaire, des «journées d'échange» pour les élèves, des groupes de musique, de danse et d'écologie, etc. Ces dirigeantes ont acquis au cours des quinze dernières années une formation très complète, et ont été reconnues par leurs communautés. Leur capacité de décision et leur énergie ont fait d'elles des candidates à la gestion locale d'un style nouveau, capable d'être élues à certains postes à la place des responsables des partis traditionnels libéraux et conservateurs.

C'est dans d'autres circonstances, comme dans les «grèves générales», que se manifeste le plus nettement l'intégration des organisations de femmes dans des problématiques plus globales. Au cours des grèves menées en 1993 et 1994 dans différents quartiers de Bogotá par exemple, on a constaté la participation massive de toutes les organisations et associations de quartier, en particulier féminines, dont les revendications ont été intégrées dans les revendications générales négociées avec le gouvernement de district et le gouvernement national. Ces grèves ont été analysées par les politologues comme les premières manifestations de la territorialité et du sentiment d'appartenance à la ville, de la part de la population urbaine de la périphérie. Les individualismes de quartiers ou de sous-secteurs de quartiers ont été dépassés, de même que les clientélismes traditionnels, les réclamations thématiques sectorielles, et l'emprise de l'Etat sur la réalité populaire, afin de pouvoir défendre de manière globale la qualité de vie – et le droit à la vie même – d'une vaste zone de la ville.

### **Les femmes dans l'environnement urbain<sup>3</sup>**

Parler de développement durable des villes colombiennes ou de protection de l'environnement urbain peut paraître paradoxal et même impossible. Leur croissance rapide, conflictuelle et désordonnée est tout le contraire d'un développement contrôlé et durable. Il ne s'agit donc pas de « plaquer » un terme à la mode sur une réalité chaotique, pour la teinter de « vert », mais de discerner au milieu d'un tableau apparemment sombre, les germes d'une alternative possible.

Nous avons montré [...] l'importance du travail des femmes des quartiers populaires dans l'adaptation de leurs familles et d'elles-mêmes à la ville. Le rôle qu'elles ont joué et qu'elles continuent à jouer est déterminant comme facteur d'atténuation de la crise urbaine et environnementale, dans un contexte où l'Etat se décharge de ses responsabilités politiques et sociales de construction et de maintenance des services urbains, en les faisant effectuer par les communautés, les autorités locales et en particulier par les femmes.

Mais peut-on déduire du fait que les femmes ont assumé ce rôle de soutien que leur vocation est de continuer à le faire pour rendre durable le développement urbain actuel ? Ou pire encore, monter des politiques et programmes qui partent du fait que les femmes résolvent dans la pratique – tant bien que mal – les grandes contradictions du modèle actuel d'urbanisation, sans prétendre rien y changer ? Ce serait contribuer à leur écrasement et à leur instrumentalisation par un système qui les utilise et les nie à la fois. En raison de leur surcharge croissante, ce ne serait certainement pas un modèle de développement durable (en espagnol « sustentable »). Il est donc nécessaire d'étudier la division du travail entre hommes et femmes et le partage des responsabilités, des ressources et du pouvoir entre les différents niveaux de l'Etat et de la société civile.

Qu'apporte de plus une vision féminine et environnementale aux problèmes du développement urbain ? Probablement un regard moins sectoriel, plus intégré et également plus profond des problèmes de la ville, en ce sens qu'il relie les espaces privés et les espaces publics, la culture, les imaginaires, les relations humaines et les conditions physiques de la vie urbaine, le changement et la protection, la gratuité et la rentabilité.

---

<sup>3</sup> Cette partie est extraite de : de Suremain Marie-Dominique, 1997, « Les femmes dans l'environnement urbain » in : Bisilliat J., *Face aux changements. Les femmes du Sud*, Paris, L'Harmattan.

Ce n'est donc pas seulement en fonction du rôle traditionnel des femmes dans la reproduction sociale, rôle protecteur de la vie et rôle de maintien et d'entretien du tissu social, que nous pouvons définir leur participation face aux défis du développement urbain durable, mais à partir des profondes mutations de la société urbaine, qui leur ont fait assumer de multiples activités. Alors que leur rôle traditionnel dans la reproduction les poussait apparemment à assumer une attitude fondamentalement conservatrice face aux changements culturels, les femmes ont davantage changé d'horizon que les hommes, en entrant dans la logique du travail rémunéré et du contrôle de leur fécondité.

180

Les femmes urbaines, en particulier les femmes des quartiers populaires font dans la pratique, et de plus en plus conceptuellement, le lien entre leurs différents secteurs d'activité, entre la sphère privée et la sphère publique, entre travail rémunéré et travail gratuit, entre les générations, entre le monde des hommes et le leur propre. Ce changement culturel majeur et ses conséquences sont perçus de diverses façons par les chercheuses se penchant sur la question. Nous en citerons trois exemples.

L'identité des femmes est en expansion, dit la Mexicaine Marcela Lagarde, tandis que celle des hommes a peu changé. Les contradictions qu'elles vivent sont des conflits entre leurs différents rôles autrefois appropriés par chacun des sexes et structurellement compatibles dans la société traditionnelle, tandis que d'autres conflits surgissent, dus à la résistance des hommes face aux « progrès » des femmes.

Les femmes ont gagné en autonomie, mais la division fondamentale entre sexes n'a fait que se déplacer, disent des Canadiennes, qui étudient l'évolution du travail domestique et montrent que sa répartition a bien peu changé et que les professions de pointe et les espaces de pouvoir restent très masculins.

L'identité des hommes est en crise, dit Elisabeth Badinter, car les femmes sont entrées dans tous les espaces qui étaient spécifiquement masculins. Les hommes, loin d'être aussi autonomes que l'on croit, structurent leur identité dans la différenciation culturelle difficile et continue avec les femmes, à partir de leur fusion originelle avec leur mère. Dans le contexte actuel de changement et d'élargissement de l'identité des femmes, ils n'ont plus de point de référence absolu et se sentent perdus. À l'avenir ils n'ont d'autre alternative que la reconnaissance de leur part de féminité, car l'évolution de l'humanité nous oriente vers un être androgyne.

L'expérience sociale colombienne nous montre que les femmes ont changé l'univers et l'horizon de leurs activités et doivent gérer et aménager leur

temps d'une nouvelle manière, qu'il s'agisse de faire place au travail rémunéré ou au travail communautaire. Le lien entre ces deux espaces, le public et le privé, est vécu et décrit habituellement comme conflictuel, contraignant ou limitatif: on dit par exemple que les femmes sont «sous-employées», «sous qualifiées» ou «empêchées de participer» à cause de leurs obligations domestiques et familiales. Cependant si l'objectif devient celui de changer le modèle de développement dans lequel elles seraient toujours perdantes, cette ubiquité des femmes peut devenir un atout et un facteur d'intégration.

A partir de leur expérience, les femmes développent des concepts et des propositions politiques intégratrices. En particulier les femmes des secteurs populaires urbains parlent de lutter pour la «qualité de la vie», ce qui ne se réfère pas dans leur idée aux espaces verts du quartier, mais au fait que vivre mieux suppose des solutions dans de nombreux domaines: l'emploi, l'habitat, les services urbains, la vie personnelle, la santé, les relations familiales, la dignité, etc.

Dans d'autres cas, relevés dans des séances d'évaluation de programmes sociaux, elles utilisent un seul terme, mais lui donnent un sens complexe: par exemple, elles expliquent leurs motivations pour participer à des programmes de compostage d'ordures, de restaurants communautaires et de plantes médicinales, par une seule raison: l'amélioration de la santé. Elles participent à la lutte contre la contamination et contre la pollution, pour préserver la santé, aux programmes de distribution d'aliments, pour améliorer la santé des enfants; elles développent la culture organique et la transformation des plantes médicinales en crèmes et onguents, pour contrôler les maladies sans utiliser des produits chimiques et donc jouir d'une meilleure santé. La diminution du travail domestique, c'est pour être soi-même en meilleure santé (plus reposée, moins stressée), améliorer les relations de couple, c'est améliorer sa santé mentale, physique et psychique... Loin d'être un concept simplifié, la santé est pour elles un fil conducteur complexe, qui les mène à s'intéresser à de nombreux thèmes, qui, pour les agents de développement, concernent des spécialités techniques extrêmement différentes...

C'est à partir de la reconnaissance de cet apport de la vision des femmes que démocratiser ou humaniser le monde équivaut d'une certaine manière à le féminiser, puisqu'il s'agit que les situations et valeurs pratiquées par les femmes soient adoptées socialement de façon plus générale comme nouvelle forme de vie et modèle de développement durable.



### Les « mères communautaires », foyer de contestation

Sur le papier, l'idée est bonne : créer une multitude de crèches à domicile pour le bien-être des enfants, en particulier dans les quartiers pauvres, et autant d'emplois de « mères communautaires ». Mais ces dernières sont souvent surexploitées. Lancé il y a une dizaine d'années par l'Etat colombien, le programme de création de crèches à domicile (*hogares de bienestar* ou *hobis*), a connu un succès certain, du moins si l'on en juge par le nombre des structures d'accueil qui ont vu le jour. Aujourd'hui, 70 000 mères communautaires, vivant principalement dans les quartiers populaires, perçoivent la moitié du salaire minimum pour accueillir chez elles à la journée une quinzaine d'enfants chacune. Le coût du repas de midi des enfants est pris en charge par l'Etat, l'objectif de ce programme, géré par les associations de parents, étant surtout de lutter contre la malnutrition.

De fait, ce sont les femmes les plus pauvres qui se proposent de prendre en charge ce travail mal payé et difficile. Elles doivent s'occuper seules toute la journée d'une quinzaine d'enfants et nourrissons, leur faire la cuisine, leur proposer des activités éducatives... Outre leur modeste salaire, elles bénéficient de quelques compensations, en particulier un crédit leur permettant d'améliorer et d'adapter leur logement à cette fonction d'accueil.

Cependant, les moyens mis à la disposition des mères communautaires sont très insuffisants. Chaque hobi est utilisé en moyenne par vingt-deux personnes : les membres de la famille plus les quinze enfants. Un surpeuplement critique, auquel s'ajoute l'inadaptation des installations sanitaires et de la cuisine. Le meilleur espace de la maison est consacré aux enfants. Il faut souvent déménager les meubles matin et soir pour faire de la place. Dans ces conditions, la vie familiale est soumise à rude épreuve. Appliquant les normes officielles des équipements scolaires, les autorités sanitaires menacent souvent les *hobis* de fermeture. Ainsi les mères communautaires voient-elles leur pauvreté inspectée par des bureaucrates au lieu de recevoir de l'aide. S'il existe des crédits spécifiques destinés aux *hobis* (pour l'amélioration sanitaire, etc.), l'usure de l'habitation convertie en crèche n'est pas prise en compte. Par ailleurs, les subventions pour l'amélioration du logement populaire, dont les mères communautaires peuvent également bénéficier, sont peu accessibles en raison des méandres administratifs.

Une forte proportion de mères communautaires sont propriétaires de leur logement, avec des variations régionales importantes. A Buenaventura, port du Pacifique caractérisé par sa population d'origine africaine, 90 % des femmes interrogées sont propriétaires, tandis qu'à Bogotá, de culture andine, elles ne sont que 20 %. Dans bien des cas, ce sont elles qui ont pris l'initiative d'acheter ou de participer à l'invasion collective d'un terrain. Dans d'autres cas, les hommes demandent à ce que la maison soit au nom de leurs compagnes. A Cali, nombre de mères communautaires affirment que leurs maris ont ainsi « acheté leur liberté », cessant d'investir dans la maison et s'absentant plus souvent.

Les institutions de tutelle ont une vision utilitariste des mères communautaires. Elles considèrent celles-ci comme de simples instruments au service des

enfants et du quartier, en limitant leurs droits et en décourageant toute velléité de revendication. Les mères communautaires sont censées mettre leur capital humain au service de l'Etat et leurs réclamations sont perçues, notamment par l'administration, comme une forme d'égoïsme qui va à l'encontre de l'intérêt des enfants et des parents.

L'organisation des mères communautaires est un processus difficile, car celles-ci sont isolées et surveillées. Les autorités font leur possible pour éviter la formation de syndicats et exercent un contrôle tatillon. Les femmes qui s'absentent de leur *hobi* et se font remplacer pour aller à des réunions peuvent être menacées de renvoi. Pourtant, dans tout le pays, des associations et syndicats de mères communautaires ont pu se constituer. Ils sont parvenus à constituer un mouvement dynamique, porteur de propositions et de revendications pour améliorer non seulement les conditions de travail, mais également la conception de ce programme de crèches à domicile.

De Suremain M.-D. 1996, « Les "mères communautaires", foyer de contestation », *Vivre Autrement* n° 6, jeudi 6 juin

Ceci est très différent d'une proposition basée sur l'augmentation des responsabilités et du travail des femmes. L'extension du pouvoir des femmes doit viser non seulement à les prendre en compte, en tant qu'êtres humains, mais à valoriser socialement leurs apports.

[...]

Les femmes ne sont pas les seules à proposer l'humanisation de la société et le frein à la modernisation occidentale homogénéisante. Les mouvements environnementaux, tiers-mondistes et ethniques le réclament également, de leur point de vue fondé sur la critique du modèle dominant de développement. Les alliances stratégiques entre ces mouvements sont encore peu opérantes, chacun d'entre eux prétendant atteindre l'intégralité à partir de la transversalité de son approche. Il est certain que la question des relations hommes-femmes affecte toutes les activités humaines, que l'environnement est transnational, que les relations Nord-Sud conditionnent les conditions de vie de toute l'humanité et que l'appartenance à une culture ou une ethnie est un facteur fondamental d'identité et/ou de discrimination. La combinaison de toutes ces dimensions tend vers l'intégralité, mais personne n'a encore formulé et encore moins appliqué un modèle qui inclue toutes les dimensions à la fois, aussi bien dans les pratiques sociales que dans les conceptions, les discours et les projets. Les énumérer est facile, mais une politique réellement intégratrice est une « utopie créatrice », une démarche, plus qu'un produit fini, palpable et concret.

## Les femmes, les hommes et l'appropriation de l'espace urbain public et privé

Le logement, espace privé par excellence, a une importance socio-psychologique différente pour les hommes et pour les femmes, et le passage de la campagne à la ville a modifié le rapport traditionnel des uns et des autres à la production (dans le processus d'autoconstruction) et à l'appropriation de cet espace.

184

Le rôle que les femmes ont assumé, tel que nous l'avons décrit brièvement plus haut, s'explique par la nécessité vitale pour elles de disposer d'un lieu stable de reproduction sociale. Les femmes développent dans les quartiers une stratégie d'enracinement tandis que les hommes se caractérisent par une stratégie de mobilité. Les femmes manifestent le désir de ne plus changer de quartier, après avoir constitué à grand peine un tissu de relations sociales et avoir contribué à la construction lente et difficile du logement. Les hommes voient à priori au contraire dans le logement un capital susceptible d'être vendu à tout moment pour être réinvesti dans une autre affaire, quitte à changer de quartier et vivre de nouveau le processus de construction de la maison depuis le début.

Les femmes s'investissent activement dans le processus de construction, à partir de leur rôle traditionnel (elles préparent les aliments des hommes), mais surtout en élargissant notablement leurs activités: elles participent en général à toutes les tâches non qualifiées, portent l'eau, les matériaux, font les mélanges de ciment et, souvent, accomplissent le travail qualifié, surtout dans les programmes d'autoconstruction associative. Dans ces derniers, le règlement est le même pour tous. Les femmes assurent fréquemment la représentation de la famille dans le travail communautaire obligatoire, quand il est plus rentable pour la famille que le mari consacre son temps à une activité mieux rémunérée. Elles vont alors sur le chantier réaliser toutes les tâches définies par l'organisation de l'association. Les dirigeants des programmes d'autoconstruction se trouvent alors confrontés au fait de devoir employer sur le chantier une main d'œuvre non qualifiée. Dans certains projets, les femmes sont formées aux mêmes tâches que les hommes et les différences de force physique sont compensées par des innovations techniques. Souvent elles montrent une habileté et une constance qui suscitent l'admiration et stimulent le travail. Dans d'autres projets, l'entrée des femmes sur le chantier engendre des conflits, des rivalités et des problèmes familiaux qui peuvent être discutés ouvertement ou au contraire restent latents ou sont gérés de façon souterraine. On a signalé des cas où la violence familiale s'est accrue du fait du nouveau rôle des femmes et d'autres où les femmes ont gagné en confiance personnelle et se sont attiré le respect des hommes.

[...]

Un élément doit être pris en compte pour analyser les décisions d'amélioration du logement et ses résultats, c'est celui des changements qui interviennent dans la propriété du logement populaire. Comme nous l'avons signalé plus haut, les femmes ont acquis un contrôle grandissant de la propriété ou possession du logement populaire dans les quartiers spontanés. [Une] enquête [...] datant de 1987-1988 montrait que 45 % des femmes sont propriétaires, chiffre montant à 70 % en additionnant les cas où la propriété est partagée par l'homme et la femme. **Cependant la propriété des femmes seules était le plus souvent associée à la précarité du logement les femmes les plus pauvres apparaissant comme propriétaires des logements les plus pauvres, par suite de leur abandon par leur mari ou compagnon. Comme dans le cas des femmes chefs de famille, il ne s'agissait pas d'un choix, d'une décision d'autonomie ou de contrôle d'un espace vital, mais du résultat de l'abandon par l'homme d'une responsabilité traditionnelle attribuée à son sexe.** L'investissement monétaire et non monétaire étant réduit à celui d'une seule personne, la plus pauvre, le résultat montre une grande difficulté de consolidation du logement. En revanche, le partage du titre de propriété entre l'homme et la femme mène à une plus grande consolidation matérielle du logement.

Les enquêtes réalisées en 1992-1993 auprès de mères communautaires, non seulement confirment cette tendance, mais l'accentuent. Les chiffres augmentent sensiblement et font apparaître de nouveaux phénomènes, en particulier dans le cas de personnes vivant en couple. Le mari considère dans un certain nombre de cas que la maison est destinée essentiellement à servir de protection à la femme et aux enfants, tandis que lui, «qui sait où il sera demain ?»... Allusion aux incertitudes dues à la violence quotidienne et à la violence socio-politique mais également à la mobilité des hommes qui abandonnent leurs responsabilités. Cette interprétation de la décision des hommes de mettre la propriété au nom de leur femme se retrouve de plus en plus fréquemment. Certaines mères communautaires de la ville de Cali en arrivaient même à l'analyse suivante : «Mon mari me dit que j'ai l'alimentation des enfants assurée et la maison à mon nom. Que demander de plus ? **En mettant la maison à mon nom, il a acheté sa liberté.** Maintenant il s'en va de plus en plus souvent pour 10 ou 15 jours, sans se préoccuper et sans laisser d'argent».

Ces témoignages reflètent une tendance nouvelle que l'on peut analyser de plusieurs points de vue. Dans les quartiers populaires, les femmes disent souvent que les hommes sont «irresponsables», peu intéressés, qu'ils abandonnent facilement leur femme et leurs enfants qui leur pèsent. Le fait que des hommes, même s'ils sont encore minoritaires, abandonnent la possession

du logement comme investissement principal de leur vie afin d'obtenir plus de liberté, est un fait préoccupant, en ce sens qu'il montre une fissure profonde tant au niveau pratique que symbolique. A la fois cause et conséquence de la surcharge des femmes, c'est d'un profond déséquilibre qu'il s'agit et auquel il convient de porter attention.

Ces analyses montrent la limite de propositions visant à donner aux femmes la propriété des logements sociaux, au lieu de l'actuelle formule juridique du «patrimoine familial», inaliénable et non susceptible de saisie pour dette jusqu'à la majorité du dernier des enfants. Ce statut retire pratiquement le logement du marché foncier et lui ôte la possibilité d'être considéré comme la garantie d'un emprunt. Cette formule fut conçue dans les années 1920 comme protection de la femme et de la famille dans les programmes sociaux puis appliquée pour la légalisation de quartiers spontanés. Protectrice mais fortement limitative, en particulier quand le logement est le seul capital et la seule garantie – même non hypothécaire – qu'une famille peut offrir pour accéder à un prêt formel ou informel, cette formule est basée sur l'idée que la femme est mineure ou n'a aucune possibilité d'influence dans les décisions familiales et doit donc être protégée des éventuelles dettes acquises par le mari, ou d'une vente impromptue.

Dans certains pays latino-américains, comme le Costa Rica, des réformes en cours considèrent au contraire que la femme est la meilleure garantie pour que la famille conserve son logement de façon stable, et qu'en cas de séparation le logement doit rester à celui qui a la garde des enfants, et par conséquent presque toujours à la femme. Le logement serait donc titularisé au nom de la femme seulement. Cette proposition présente des avantages, mais aussi des inconvénients dans le sens d'un désengagement croissant des hommes, car si les femmes contribuent activement à la consolidation du logement quand la propriété appartient à l'homme, l'inverse ne se produit pas. Dans une société en mutation constante et profonde, dans laquelle les accords entre sexes se recomposent de façon partielle et fragmentée, il est difficile de proposer une formule unique et structurante. Il est probablement plus efficace de proposer différentes possibilités, adaptables à chaque famille en fonction des relations concrètes et réelles qui y règnent et d'aider à la prise de décision, plutôt que de généraliser.

Quand la femme n'a pas de relation stable, il est plus sûr pour elle d'être la titulaire directe du logement, mais dans le cas où un accord est possible avec son compagnon, il est évidemment beaucoup plus productif et sécurisant de partager avec lui la propriété du logement et d'engager les deux à un effort commun.

### Les « sans terre de la ville »

Vivre dans une favela crée un sentiment d'exclusion. Tout y est plus difficile : trouver du travail, accéder aux écoles et aux centres de santé, se ravitailler... Pour les femmes, cette situation est d'autant plus critique que la plupart des tâches reproductives leur incombent. L'espace privé est en outre perçu différemment par les femmes et les hommes : les femmes y passent une grande partie de leur temps, tout comme dans le quartier, dans lequel elles construisent une stratégie d'enracinement. Si le logement est le lieu pour tisser des réseaux d'entraide pour les femmes, il est, pour une proportion importante des hommes, un simple investissement, un capital que l'on peut échanger. Un des soucis majeurs des femmes est donc celui de ne pas être évincée du logement, pour cause de non-paiement du loyer, d'installation illégales ou d'éviction par un mari.

C'est notamment le cas des femmes de la Favela *Gamboa II* de la ville industrielle de Santo André au Brésil. Ce quartier, implanté sur un terrain de la Compagnie d'électricité de Sao Paulo, fait l'objet d'un programme municipal visant à transférer sa population sur des terrains plus appropriés.

Un programme de recherche-action mené avec une équipe de chercheurs-euses brésilien-ne-s dans le quartier a consisté à travailler avec les différents acteurs en présence, en particulier avec les associations de quartier et la municipalité. Malgré des traditions de lutte ouvrière et politique et la présence d'une municipalité sensible aux questions de genre, la participation des femmes dans la revendication de droits était dans un premier temps très réservée. Au fur et à mesure des réunions, elles comprennent qu'il leur est nécessaire de maîtriser les espaces en dehors de la sphère familiale et qu'elles deviennent, dans le processus de négociation de nouveaux espaces, des sujets de leur propre histoire. Elles soulèvent alors des questions clefs, comme l'attribution des titres de propriété aux femmes lors du transfert de la favela. Pour la municipalité, cette revendication est accueillie avec intérêt car cela facilite la continuité dans les programmes sociaux mis en œuvre. L'attribution des titres de propriété aux femmes pose plusieurs questions non résolues, que ce soit du point de vue juridique ou parce que cette option ne remet pas en question la division sexuelle des tâches. Mais le fait de prendre conscience et de revendiquer le « droit au logement » contribue à remettre en question leur rapport de soumission à l'homme. En jouant avec leur identité féminine de « gardienne stable du foyer », elles ont renforcé leur pouvoir de négociation auprès des municipalités et obtenu des avantages.

Christine Verschuur

Les relations des femmes et des hommes avec les espaces urbains publics sont également marquées par la différence des rôles. Les femmes se déplacent pour des motifs davantage liés aux enfants, à l'approvisionnement du ménage et le font davantage à pied et en transports publics que les hommes. Dans le contexte de Bogotá, caractérisé par l'augmentation constante – sauf en 1994 – des agressions et de l'insécurité quotidiennes, les femmes se sentent particulièrement vulnérables, même si du point de vue des statistiques, elles ne sont



pas plus agressées que les hommes, mais différemment. Elles réduisent donc leur mobilité, sortent peu dès la nuit tombée (vers six heures), ce qui semble avoir une incidence par exemple sur leurs possibilités d'études en cours du soir. Il n'est pas rare en effet qu'une jeune fille vivant dans des quartiers périphériques renonce à des cours en horaires nocturnes, à cause de l'insécurité d'une arrivée tardive chez elle. La vie en périphérie lointaine et la dépendance d'une succession de transports en commun se terminant par des jeeps brinquebalantes dans des encombrements sans fin dus au mauvais état des rues, aux véhicules en panne et au manque de voies autres que celles des artères principales, limitent certainement les possibilités de circulation des femmes, leur relation à la ville et au monde qui les entoure.

Dans les quartiers, les rares espaces publics aménagés le sont pour des équipements sportifs de proximité, comme des terrains de football ou de basket plus ou moins sommaires. Quand il s'agit de sport masculin, les filles n'ont guère d'alternatives pour des activités en plein air, mais quand il s'agit d'un terrain de basket ou de volley, leur usage est en général mixte. Il existe peu d'espaces de promenade dont les mères et leurs petits enfants puissent profiter.

Les femmes des quartiers populaires utilisent les espaces publics de proximité davantage que les femmes des quartiers de classe moyenne et aisée. En raison des difficultés de la vie quotidienne, elles connaissent leurs voisines et entretiennent des relations de solidarité plus étroites que les femmes qui reçoivent tous les services à domicile.

Leurs maris, par contre, font un usage différent de l'espace du quartier. Absents en semaine, ils passent souvent le dimanche avec des amis, au café ou chez eux. Leur distraction consiste à boire de la bière et à bavarder ou jouer au billard, au football ou à un jeu de «tejo», sorte de pétanque colombienne dans laquelle on lance un palet sur un but sur lequel sont placées des amorces.

Quand les exigences du travail communautaire sont plus pressantes, les hommes vont faire le travail de «pelle et de pioche» demandées par le conseil de quartier, ouvrent des tranchées ou construisent un équipement collectif. Leurs épouses et leurs enfants participent le plus souvent, comme aides, et/ou comme cuistots mais plus d'une femme manie aussi la pelle et la pioche.

Il est donc difficile de stéréotyper les relations des hommes et des femmes avec le «dedans» et le «dehors». Si les femmes sont plus liées en principe avec l'intérieur et l'espace privé, la réalité dément souvent ce mythe ou cette image. Et si les hommes travaillent effectivement plus souvent à l'extérieur du quartier, ceux qui sont au chômage, ceux qui ont des ateliers informels et ceux qui passent le dimanche enfermés chez eux ou sur des chantiers d'autoconstruction

ou d'équipements du quartier sont plus liés aux espaces privés et domestiques que les préjugés ne le font croire. De même, les femmes ne peuvent rester aussi enfermées... que certains de leurs maris le voudraient. Pour répondre aux exigences de la reproduction, elles doivent s'associer avec d'autres et participer à de nombreuses activités qui supposent de sortir et d'être confrontées aux autres, aux autorités et aux organisations populaires. Leur univers s'en trouve transformé, elles commencent à parler «bizarrement» de thèmes et de sujets inhabituels avec des professionnels et des fonctionnaires, ce qui dans un premier temps déconcerte les maris. Certains d'entre eux se sentent infériorisés et réagissent agressivement, d'autres au contraire admirent les transformations et participent à l'élargissement du monde de leur compagne.

### **Les femmes et la crise de l'eau potable**

Dans de nombreux quartiers populaires, la principale crise des services urbains signalée par les femmes est celle de l'eau : ou bien il n'existe pas d'approvisionnement par canalisations légales, ou bien le service est si irrégulier que les femmes sont obligées de faire la queue à des points de distribution et de la porter jusque chez elles ou d'attendre les horaires de fin de rationnement pour ouvrir les robinets et faire des réserves. Dans tous les cas la qualité du service est très déficiente. Si l'eau est distribuée, son coût indexé augmente très rapidement tandis que sa qualité est loin d'être satisfaisante. La contamination de l'eau provient de plusieurs causes : soit l'eau n'est pas traitée, soit son traitement est déficient, soit la dynamique même de croissance extrême des quartiers et des branchements pirates fait que se produisent de constantes infiltrations à cause des ruptures de tuyaux ou de leur ouverture pour faire de nouveaux branchements.

Les femmes doivent faire des efforts constants pour assurer l'approvisionnement en eau de leur famille et résoudre les problèmes qui résultent de son manque ou de sa mauvaise qualité, en particulier les problèmes d'hygiène, de santé, d'alimentation, d'organisation du temps et du travail de chacun, des tensions familiales et des conflits entre voisins autour des branchements pirates.

Les problèmes d'approvisionnement ne peuvent se résoudre au niveau de l'unité familiale. A Bogotá, ils sont liés à la gestion publique des bassins, des grandes infrastructures hydro-électriques, et des systèmes de distribution dans un contexte de croissance accélérée. Par contre la qualité de l'eau peut trouver des solutions au domicile dont les femmes ont la charge. La plus simple est celle qui consiste à la faire bouillir et à la décanter. Les campagnes de lutte contre le choléra ont introduit la chloration à domicile avec un succès relatif : les doses sont standardisées pour faciliter les instructions,

mais cela présente des dangers, car la contamination de l'eau n'est jamais constante. Certaines ONG ont repris l'idée de filtres lents à sable destinés à des jardins d'enfants communautaires et des centres de santé. Cependant leur fonctionnement et leur contrôle nécessitent une bonne formation technique et sociale et une intégration dans le fonctionnement normal du jardin d'enfants, faute de quoi le filtre devient une charge additionnelle pour les jardinières d'enfants, et, dans certains cas, son entretien est relégué au niveau des bas travaux de nettoyage.

Ces solutions posent toutes le problème de la division des responsabilités entre l'Etat, les communautés, les hommes et les femmes. Plus les solutions se situent au niveau domestique, plus elles surchargent les femmes de travail, mais plus leur appropriation est pour elle facteur de découvertes, d'apprentissages et d'autocontrôle sur leur vie et leur propre travail. Plus les solutions se situent au niveau collectif et général, plus les femmes perdent le contrôle sur les décisions et les solutions mises en œuvre et supportent les conséquences d'options auxquelles elles n'ont pas participé.

La stratégie à long terme est naturellement celle qui pousse les femmes à participer aux instances de décision plus politiques et plus générales, mais en attendant elles formulent des demandes concrètes pour trouver, à l'échelle domestique, des solutions autogérables, constituant un apprentissage d'une thématique complexe, technique et socioculturelle. C'est sur cette base qu'il semble opportun d'élargir progressivement le niveau des problèmes et des solutions, vers une participation qualifiée et argumentée des femmes dans de nouvelles instances de décision.

La relation des hommes et des femmes avec les techniques de potabilisation de l'eau est une relation de pouvoir visible même dans les microprojets : l'introduction dans un jardin d'enfants d'un «objet», le filtre à sable, confronte les femmes avec leurs peurs (de monter sur le toit par exemple, ou de se tromper dans le montage des canalisations) et leur insécurité face à la technique, alors que leurs maris se passionnent tout de suite et tentent de prendre les choses en main. Si les formateurs ne sont pas vigilants sur ces aspects, les femmes entrent dans une dépendance accrue, car elles substituent au fait de faire bouillir l'eau, (qu'elles contrôlent parfaitement) la non maîtrise d'une technologie qui requerra l'intervention de métiers masculins qu'elles ne dominent pas : soit un plombier ignorant de cette technologie, soit les techniciens de l'ONG promotrice, soit les maris qui ont assisté à la formation et l'interprètent sans la pratiquer.

Les pistes explorées pour répondre à ces préoccupations sont de plusieurs natures. Il n'est pas question que les jardinières d'enfants deviennent des

spécialistes de tous les corps de métiers, mais que leur formation leur donne suffisamment d'éléments pour résoudre des petits incidents quotidiens, assurer l'entretien courant et parler avec autorité aux ouvriers qualifiés qu'elles peuvent engager pour des travaux plus importants. Le problème n'est donc pas tant de faire acquérir des habiletés manuelles nouvelles, ce qui est néanmoins nécessaire, mais de faire comprendre la logique et le fonctionnement général du filtre qui permet de gérer le changement de relations personnelles et sociales que son usage entraîne. Gagner du temps est un premier bénéfice, mais gagner en compréhension du monde et en autonomie est un but beaucoup plus important ; c'est la base de toute aspiration à occuper un lieu significatif dans d'autres espaces de pouvoir. Dans certains jardins d'enfants, les femmes se sont posé concrètement toutes ces questions. On ne peut affirmer que toutes les ont résolues, mais le débat est ouvert et les gains en autonomie et capacité d'initiative de celles qui avaient la responsabilité de la surveillance du filtre sont indiscutables. Elles en tirent de plus la possibilité d'effectuer des réparations chez elles ou de promouvoir des activités dans le quartier sur les thèmes de l'environnement et de l'amélioration des réseaux. Les maris en tirent dans certains cas de la fierté, dans d'autres ils ne se mêlent de rien. Seulement exceptionnellement, ils entrent dans un dialogue sur les activités nouvelles ou proposent leur aide pour les journées de grand nettoyage des filtres qui requièrent la participation d'un grand nombre de personnes.

Dans les années qui viennent, le problème du rationnement et de la qualité de l'eau sera de plus en plus aigu. Si les femmes ne se forment pas, tant à des solutions gérables à l'échelle domestique (ce qui ne veut pas dire sans appui de l'Etat et de leurs maris) qu'à une vision plus générale et politique, et ne luttent pas pour des alternatives sociales et techniques, l'accentuation du déplacement des responsabilités vers elles sera inévitable.

### **Crise d'identité, crise de la famille et violence socioculturelle**

Tout ce qui a été dit auparavant sur le « désengagement » des hommes et leur désinvestissement personnel et collectif n'a pas fait encore l'objet de recherches approfondies, tandis que sur les progrès des femmes, souhaités ou obtenus, se concentrent tous les feux. Il s'agit de témoignages, d'intuitions et d'hypothèses que nous allons essayer d'éclairer dans les lignes qui suivent, tout en étant consciente qu'un travail systématique est nécessaire pour dépasser ce stade pragmatique.

Nous avons cité plus haut la phrase de quelqu'un disant que dans les quartiers populaires, la surcharge des femmes contrastait avec le chômage des hommes. Rien n'est plus vrai, et c'est peut-être là une des clefs du problème.

Les luttes que les femmes ont menées au coude à coude avec les hommes pour faire face à des crises qui les embarquaient tous dans une aventure définitive, les ont sorties du cadre étroit qui les maintenait dans l'ombre. Sans poursuivre au départ un objectif de changement personnel, mais au contraire de protection de leurs enfants et leurs familles, elles se sont formées et qualifiées à travers la création de multiples services. Ce qu'elles n'ont pu apprendre dans un cadre d'éducation formelle, elles l'ont inventé dans la pratique et ont appris à partir de leurs propres essais et erreurs. A travers des mécanismes différents de ceux des femmes de classes aisées qui ont pu faire des études supérieures, **les femmes dirigeantes de quartiers populaires ont vu leur identité de femmes largement déborder le cadre de la reproduction ou de la conservation de la tradition. Non sans crises personnelles et retours en arrière, mais de façon maintenant absolument visible.**

Cet élan contraste avec la crise que traversent les hommes, touchés par le chômage, le sous-emploi, le déracinement et la remise en cause de leur rôle de «*proveedores*», **maîtres du temps et des pensées de leur femme et de leurs enfants.** Face aux difficultés réelles pour assurer la subsistance matérielle de leurs familles, certains s'obstinent à empêcher leur femme de travailler, puis, si elle trouve effectivement un emploi, ils réduisent alors leurs apports à l'économie familiale, tandis qu'elle met en commun tout son revenu.

Les abandons sont fréquents, mesurables en partie par le nombre croissant de femmes chefs de famille. **La violence familiale semble en augmentation, pour de multiples raisons, mais en partie par le fait que les hommes sentent que leurs femmes échappent à leur contrôle. Les groupes familiaux changent de configuration. La famille étendue prend des formes inusuelles:** vivent ensemble des groupes de frères et sœurs, une grand-mère et ses petits-enfants, deux femmes adultes, leurs enfants et un lointain parent, etc. Dans ces nouvelles formes de famille, les femmes apparaissent comme les piliers de la permanence et les hommes deviennent des nomades. Où sont les hommes, demandent les femmes, quand on parle de redistribution des tâches domestiques... Avec qui faut-il partager ?  
[...]

Le résultat de tant de contradictions et l'excès de responsabilité des femmes oblige donc à revoir les propositions qui tendent à «*promouvoir la participation des femmes sur le marché du travail ou dans le travail communautaire*» indépendamment de leurs charges actuelles. La voie la plus recommandable serait peut-être plutôt celle de la renégociation avec l'Etat et, au niveau familial, entre hommes et femmes, de la division du travail et de la socialisation du travail domestique. [...]

---

## Associations féminines et entreprises privées dans la filière de gestion des déchets à Ouagadougou : un *empowerment* laborieux

193  
.....

..... *Kadidia Tall\**, *Mouniratou Tangara\*\**

---

*Inspiré de «Associations féminines et entreprises privées dans la filière de gestion des déchets à Ouagadougou: un empowerment laborieux», in: Hainard F., Verschuur C. (Dir.), 2005, Mouvements de quartier et environnements urbains. La prise de pouvoir des femmes dans les pays du Sud et de l'Est, Dakar-Paris, ENDA Diapol – Karthala pp. 250-259, 267-268, et de «Chapitre 3: Réalités urbaines et relations de genre dans sept pays» in: Hainard F., Verschuur C., 2004, Femmes et politiques urbaines. Ruses, luttes et stratégies, Editions UNESCO/Karthala, pp. 43-72*

---

[...]



ans cet article, nous nous intéresserons notamment à montrer les incidences de l'économie néolibérale et de la privatisation des services publics sur la situation des femmes et sur les rapports entre hommes et femmes. Du fait que les femmes sont davantage présentes dans la sphère productive et plus actives dans les associations de base, leurs capacités d'organisation et de résistance augmentent (Afshar, 1996, Kabeer, 1994, citées par Steenbeek e.a., 2002: 16). Nous ne pouvons

---

\* Conseillère en économie sociale et familiale, responsable du projet de recherche Suisse-MOST à Ouagadougou.

\*\* Ancienne étudiante de l'IUED.



donc considérer les femmes seulement comme des victimes de la mondialisation, même si celle-ci accroît les inégalités sociales. Nous nous demandons quel est l'impact de l'engagement des femmes sur le processus d'élaboration des politiques publiques, notamment en ce qui concerne la protection de l'environnement.

L'analyse que nous faisons dans ce travail porte essentiellement sur l'expérience de la recherche-action menée depuis 1997 à Ouagadougou, initialement, auprès de l'association Lagem Yam. Celle-ci est une des associations pionnières en matière de ramassage des ordures et de sensibilisation des habitants des quartiers aux questions environnementales. Elle a intégré par la suite un collectif, la CAVAD (Coordination des Coopératives et des Associations pour l'Assainissement et la Valorisation des Déchets), qui regroupe de nombreuses associations de Ouagadougou. Ce collectif s'est ensuite réorganisé en deux Groupements d'Intérêt Economique (GIE), pour tenter de répondre aux restructurations décidées par la municipalité, dans la mise en œuvre du «Projet de Développement Urbain» financé par la Banque mondiale.

Cette recherche-action constitue un travail de questionnement, de compréhension et d'analyse des rapports entre les hommes et les femmes mais aussi entre la société civile et les gouvernants, dans le cadre de la coopération internationale. Quelles sont les limites à l'*empowerment* des femmes dans le cadre des transformations des rapports hommes-femmes dans les villes en Afrique ? L'amélioration de la situation des femmes dépend de l'évolution vers plus d'égalité et d'équité entre les hommes et les femmes au sein des familles et des communautés. Cependant, cette évolution ne s'effectuera pas sans difficulté, et toutes les parties prenantes (associations de base, GIE, pouvoir central et local, partenaires techniques et financiers) devront y contribuer s'ils entendent réellement atténuer voire mettre fin à l'inégalité entre hommes et femmes. Pour transformer le système qui organise la subordination des femmes, il faudrait commencer par supprimer les stéréotypes sexistes et effacer l'image dévalorisée que les femmes ont d'elles-mêmes, renégocier la division sexuelle du travail et questionner les rapports entre la sphère privée et la sphère publique.

### **L'engagement des femmes dans des associations et dans des GIE : vers un *empowerment* ?**

L'urbanisation des villes au Burkina Faso, et plus particulièrement celle de Ouagadougou, est, avec l'accroissement démographique, le changement le plus spectaculaire du pays au cours de ces vingt dernières années. Cette situation se traduit par un changement de modèles de vie des populations qui

engendre une dynamique sociale agissant sur les rapports hommes-femmes. La forte urbanisation entraîne différents problèmes économiques et environnementaux, surtout dans la conjoncture économique mondiale très défavorable aux pays du Sud, auxquels s'ajoutent les effets des politiques d'ajustement structurel. Ceux-ci affectent différemment les hommes et les femmes.

Les deux principales villes du Burkina Faso, à savoir Ouagadougou, capitale politique, et Bobo-Dioulasso, capitale économique, sont concernées de plein fouet par la très forte croissance de leurs populations et l'extension de plus en plus importante de leurs superficies. Cela s'accompagne d'une demande grandissante des services sociaux de base alors que la capacité de couverture en services sociaux des autorités est dépassée. La fourniture des services de base devient alors inégale. Dans les deux cas, le centre ville concentre non seulement la majorité des investissements mais aussi les services collectifs, au détriment des quartiers économiquement faibles et souvent périphériques. Pour remédier à cette distribution injuste des services, les populations défavorisées « mettent la main à la pâte » en déployant toutes sortes d'initiatives. Leurs principales préoccupations concernent l'insalubrité de l'eau et de l'espace urbain qui est à l'origine de nombreuses maladies infectieuses et/ou parasitaires. Les femmes, dont il est assumé qu'elles sont responsables de la propreté et de l'assainissement, s'investissent dans ce domaine. Dans un ouvrage antérieur (Hainard et Verschuur 2002), il a déjà été dit que les hommes et femmes entretiennent des rapports différents avec l'environnement et que ces dernières sont plus concernées par les problèmes de santé y afférents, qu'il s'agisse de l'eau, de l'assainissement ou de la pollution ambiante. De même, ce sont généralement les femmes qui « gèrent » l'économie du ménage, elles se considèrent les premières concernées par la santé des enfants et des autres membres de la famille. Ainsi, de fait, les tâches d'entretien du ménage, l'apport d'eau potable, d'aliments sains et l'entretien (propreté, salubrité) du milieu environnant leur sont d'office imputés.

### **L'association féminine Lagem Yam<sup>1</sup>**

Pour l'ensemble de la ville de Ouagadougou, sur une production annuelle de déchets ménagers estimée à plus de 500 tonnes par jour, seulement 42 % sont évacués, 34 % par les opérateurs publics et 8 % par le secteur privé et les associations. Le reste, soit plus de la moitié, est en partie récupéré pour être recyclé (bouteilles, verre, ferraille, aluminium...), pour la plus grande

---

<sup>1</sup> Extraits du chapitre 3 de Hainard F. et Verschuur, Ch., 2004, *Femmes et politiques urbaines, Ruses, luttes et stratégie*, Editions UNESCO-Karthala, Paris, p. 55-59.

partie déversé dans les caniveaux et les dépôts sauvages à travers la ville, parfois brûlé.

Dans le secteur 10, actuellement seule l'association Lagem Yam (« Unissons nos intelligences ») est active en matière de gestion des déchets, la Municipalité n'assurant que le nettoyage d'une avenue deux fois par semaine.

Au démarrage, il s'agissait d'un projet pilote lancé par le CREPA<sup>2</sup>, qui a démarré en 1993 par la collecte des ordures ménagères. Un an après, les activités ont été étendues au compostage et à la commercialisation de la fraction organique des ordures. A partir de 1995, un programme de diffusion de latrines, de puisards et de points d'eau potable a été entrepris.

Des problèmes sont nés entre les membres du groupe, ceux de sexe masculin se considérant *de facto* comme les patrons des membres féminins car lettrés et chargés des affaires administratives. Ils ne participaient pas au travail de ramassage des ordures, de distribution de fiches d'abonnement et de recouvrement des redevances. Des conflits ont éclaté entre hommes et femmes. L'intervention des représentants de la Commune, du CREPA et des autorités coutumières et religieuses du quartier a permis la création de l'association Lagem Yam, qui regroupe uniquement des femmes et emploie des hommes comme gardiens et charretiers.

Les membres de l'association sont des femmes de 30 à 60 ans, les aides sont des hommes de 17 à 45 ans. Les femmes sont les responsables de l'association, les décisions étant prises au sein d'un comité de gestion, et participent toutes aux équipes de travail. Les hommes et les femmes de l'association perçoivent des salaires mensuels. Les membres de l'association ont bénéficié de formations diverses (en gestion, en administration et en animation/sensibilisation).

La collecte des déchets est réalisée à l'aide de charrettes à traction asinienne. Les autres activités menées par l'association sont le compostage de la fraction organique des ordures et la commercialisation du compost ; la diffusion et réalisation d'ouvrages d'assainissement ; des activités de sensibilisation auprès de la population sur l'hygiène et d'assainissement.

Au départ, les activités de l'association étaient dévalorisantes aux yeux des autres femmes, qui ne manquaient pas de l'exprimer ; de leur côté, certains hommes étaient réticents à la mise en place de l'association parce qu'ils

---

<sup>2</sup> CREPA : Centre Régional pour l'Eau Potable et l'Assainissement à faible coût.

pensaient qu'à travers elle, les femmes allaient acquérir une indépendance économique et échapper à leur pouvoir. Aujourd'hui cette perception des choses par les femmes a évolué au vu des résultats atteints par Lagem Yam. En effet, les retombées économiques de l'association permettent effectivement aux femmes d'avoir une certaine indépendance économique. Le fait aussi d'investir les bénéfices de l'association dans la construction d'ouvrages d'assainissement au profit de la population, sous forme d'épargne-crédit, est apprécié dans le quartier.

Le regroupement des femmes en association a favorisé l'organisation du travail de collecte et d'élimination des déchets liquides et solides et a permis aux femmes de renforcer leur capital de connaissances dans le domaine de l'environnement urbain ; il leur a permis d'accroître leur audience auprès des hommes, des autorités municipales et de l'ensemble de la population.

Cependant les femmes ressentent la nécessité de développer leurs capacités de négociation tant auprès des autorités politiques que des habitants du secteur 10, ainsi qu'avec les autres associations qui mènent les mêmes activités. Elles ont en effet subi un premier revers, en 2000, car la mairie leur a ôté le lieu qu'elles utilisaient pour le compostage, mettant en jeu la survie économique de l'association. Un endroit éloigné leur a été attribué à la place, mais qu'elles ne peuvent utiliser sans acquérir de nouveaux moyens coûteux si elles veulent conserver une rentabilité économique.

### **Privatisation des entreprises de collecte des déchets**

Les activités de collectes des ordures, leur stockage et leur transformation ont pris aujourd'hui des dimensions économiques importantes et deviennent des enjeux politiques ; c'est ainsi que les hommes s'intéressent maintenant et s'investissent dans le marché de l'assainissement urbain. Certes, l'expérience a montré qu'il y a une nécessité pour les pouvoirs publics, les organisations de base et les micro-entreprises de mettre en place des stratégies communes pour faire face aux problèmes de salubrité dans les villes et surtout dans les quartiers périphériques. Mais cette tentative souffre de conflit de légitimité entre ces différents acteurs. Les communes reprochent aux micro-entreprises de ne pas les consulter, et celles-ci se plaignent du manque de soutien de la part des autorités. Dans ce débat, ni les intérêts des femmes, ni leurs voix ne sont pris en compte. Pourtant nul ne peut nier la popularité des organisations constituées en majorité de femmes et dont la créativité et les efforts dans la collecte des ordures ne sont plus à démontrer, particulièrement au sein des quartiers les plus décentrés.

Par ailleurs, dans le cadre de la mise en œuvre du troisième Projet de Développement Urbain, les intérêts des femmes se retrouvent une fois de plus refoulés, et l'association Lagem Yam a subi un deuxième revers. La Banque mondiale, principal bailleur de fonds de ce projet, a en effet décidé de soumettre la gestion des ordures à un appel d'offres. Il s'agissait d'attribuer le marché aux entreprises qui sont les mieux organisées et disposant de meilleurs moyens matériels et humains pour effectuer le travail. La privatisation de cette activité consistait à attribuer les parts de marché aux entreprises disposant de gros moyens. Les organisations féminines de collecte de déchets ont été discriminées par le cahier de charges qui exigeait dans les zones centrales des équipements modernes, ce qui les écartait de fait puisque les moyens utilisés par les associations féminines étaient des charrettes à traction asinienne, tandis que les entreprises utilisent des tracteurs ou des camions benne. En décidant d'attribuer les parts de marché aux soumissionnaires les mieux équipés, les associations et groupements de quartiers étaient éliminés et, par conséquent, les femmes de ces associations étaient exclues. Cependant, les entreprises privées, et en particulier celles dirigées par des entrepreneuses aisées, ont établi des contacts pour sous-traiter aux associations de quartier. Les membres féminins des associations, présentes dans les quartiers, étaient sollicitées pour faire le porte-à-porte et recouvrer les redevances. Cet atout que représentait leur présence sur le territoire a été utilisé par les associations pour négocier avec les grandes entreprises.

Si d'habitude les femmes sont perçues comme des victimes qui subissent les répercussions des processus sociaux, économiques et politiques, dans ce contexte précis de la privatisation de la gestion des déchets, elles ont lutté pour ne pas être totalement évincées de la filière.

Leurs associations, dont l'objectif initial est à but social, s'est progressivement transformé en groupement à caractère socio-économique. Elles ont développé les aspects politiques d'un domaine d'activité qui leur avait jusque là été réservé et qui était considéré comme une activité domestique dévalorisée et attribuée « naturellement » aux femmes. Les associations d'assainissement et de valorisation de déchets de la ville se sont fédérées et ont coordonné leurs actions (CAVAD), ce qui leur a permis d'accroître leur pouvoir de négociation auprès des autorités et de faire reconnaître leur rôle dans la gestion de l'environnement périurbain.

Finalement, l'ensemble du collectif des associations féminines et des associations mixtes à prédominance femmes s'est divisé en deux GIE pour répondre aux appels d'offres et a obtenu trois des douze zones. Le fait d'avoir réussi à se maintenir dans la filière de la collecte des ordures dénote une forte capacité d'adaptation des associations féminines en termes

d'organisation et de mobilisation de ressources financières et matérielles, alors qu'elles étaient désavantagées du point de vue des moyens. On peut également noter chez les femmes un esprit d'entrepreneuriat naissant à l'instar des hommes, sans doute favorisées par leur instinct de survie économique et leur volonté de sauvegarder leurs droits légitimes aux yeux de leurs concitoyens, de la municipalité et des bailleurs de fonds. Elles sont pionnières dans les initiatives locales d'activités « ville-propre » et sont expérimentées dans le domaine de la collecte des ordures ménagères et publiques. En somme, grâce à leur transformation en GIE mixtes, les associations ont su à la fois surmonter les stéréotypes sexistes et mettre ensemble leurs forces pour développer davantage leur pouvoir de négociation, de sorte à pouvoir s'asseoir à la même table que les intervenants hommes à la tête des entreprises et des municipalités.

Les femmes, non seulement occupent de plus en plus de postes à responsabilité, mais elles participent aux grandes rencontres organisées par les autorités ministérielles et municipales au cours desquelles elles prennent la parole pour présenter des doléances communes aux hommes et aux femmes ; elles défendent leurs intérêts spécifiques, comme ce fut le cas de l'élaboration de cahiers des charges des appels d'offres pour l'assainissement de la ville de Ouagadougou. A leur corps défendant elles ont osé et ont réussi à influencer la préparation des textes et les conditions permettant aux associations de postuler en s'organisant en GIE en fonction de leurs moyens humains, matériels et financiers. Il est à noter que si aucune faveur ne leur a été faite, ce sont plutôt des consensus qui ont émergé grâce à leur nombre, leurs expériences, leurs acquis et leur popularité parce qu'elles ont toujours entretenu des relations avec les municipalités dans la recherche de solutions aux problèmes d'assainissement des villes, d'éducation et de sensibilisation des populations, surtout celles des secteurs périphériques. Le pouvoir de négociation des femmes et leur contribution à l'élaboration des stratégies nationales dans le système de collecte, de stockage et de transformation des ordures ménagères et publiques qui est en pleine évolution, prouvent qu'elles sont écoutées et prises en compte par les autorités publiques et ministérielles, à l'instar des hommes et les services techniques qui en étaient les seuls acteurs (décideurs). Leur mérite réside également dans le fait qu'elles aient initié des activités de collecte là où l'Etat et les municipalités étaient impuissants ou faisaient très peu de choses.

Deux changements importants sont à noter pour les femmes : d'une part la coalition faite entre les associations pour former les GIE, et d'autre part les accords signés entre les GIE et les entreprises pour réussir à respecter leurs engagements. Cela montre que les femmes peuvent aller au-delà d'une organisation en GIE pour tendre vers des entreprises plus performantes, pour peu



qu'elles soient soutenues par les politiques nationales et internationales soucieuses d'un réel *empowerment* des femmes.

En effet, tout comme le concept de genre, celui de l'*empowerment* est aussi une construction sociale. D'abord situé dans un contexte de rapport de pouvoir, l'univers du développement est façonné par un discours qui véhicule des stéréotypes induisant une certaine notion de la féminité et qui légitime certaines pratiques discriminatoires à l'encontre des femmes. En considérant que la forme de production de plus en plus valorisée est celle qui s'intègre dans l'économie du marché, le fait que la collecte des ordures relève d'un travail (qualifié de domestique) jadis attribué aux femmes et qui était non rémunéré, affecte encore aujourd'hui le statut et le pouvoir des femmes. Paradoxalement, on note que les difficultés dues à la réduction des services publics par les programmes d'ajustement structurel sont atténuées par ces femmes qui s'organisent en groupes de solidarité pour tenter de trouver des solutions alternatives aux problèmes que pose la mondialisation. Celles-ci ne sont donc pas seulement des victimes; certes, elles ont été contraintes d'accroître leurs rôles domestiques et d'élargir leur champ d'activités à travers des organisations de base et de quartiers; mais elles se sont créées de nouvelles opportunités.

A travers l'évolution du collectif et de ses associations membres en GIE, on perçoit une professionnalisation grandissante des femmes dans leurs rôles et responsabilités traditionnelles. Malgré l'organisation des associations en GIE qui paraissent prometteuses quant au positionnement des femmes parmi les intervenants dans le domaine de l'assainissement de l'environnement urbain et auprès des autorités communales et des populations, les femmes cherchent des voies et des moyens pour concilier la forme associative initiale et la forme de GIE. Auparavant, face à de nouvelles situations impliquant de nouveaux enjeux politiques ou économiques complexes, elles avaient tendance à baisser les bras ou à se faire assister par des hommes ou parrainer par des ONG; ici on constate qu'elles prennent les difficultés à bras le corps, même si cela est entaché d'un peu d'amertume et de désespoir. Elles entreprennent des réflexions et initiatives pour développer d'autres activités, parallèlement à la collecte des déchets ménagers et publics, afin de garantir la pérennité de leurs associations et des GIE tant sur le plan organisationnel que sur le plan économique. Toutefois, elles savent que leurs revenus sont faibles par rapport aux autres entreprises, qu'elles ont moins de champs que les hommes et qu'elles évoluent dans des conditions qui reproduisent les inégalités de genre. Cependant, elles considèrent la possibilité de s'organiser autour d'activités qui leur sont socialement attribuées comme un atout qu'elles peuvent utiliser pour revendiquer plus de reconnaissance.

Récemment, elles se sont investies dans un programme d’alphabétisation politique, qui encourage la réflexion sur les inégalités de genre et les identités, inspirée des principes de l’éducation populaire, pour renforcer les capacités de négociation.

### **Les organisations de base : une alternative nouvelle pour un rééquilibrage des rapports hommes/femmes ?**

Pendant longtemps, prendre des risques était l’apanage des hommes. De nos jours, de nombreuses femmes s’organisent dans la société civile où elles s’insèrent dans de nombreux réseaux aux côtés de leurs collègues masculins, soit de leur propre initiative, soit par l’action des ONG ou de l’Etat et de ses partenaires. Ces initiatives, qui sont de différents ordres, permettent aux femmes de se valoriser au sein d’activités qui leur sont traditionnellement attribuées, mais aussi de rivaliser avec les hommes sur leur propre terrain, c’est-à-dire dans des activités jusque là occupées par eux. A ces propos, Claudia Roth écrit que : « L’accès au travail fonctionne encore selon la hiérarchie des sexes : une femme peut devenir chef d’entreprise, politicienne, etc., mais les hommes ont l’avantage institué de disposer de meilleures formations, d’accéder plus facilement au secteur formel, d’avoir un meilleur revenu et la socialisation spécifique à leur sexe, avec les prérogatives correspondantes. L’idéologie capitaliste définit le monde des hommes sans référence au sexe. Mais les hommes évitent de s’aventurer dans le monde dévalorisé des femmes, et s’il arrive qu’ils le fassent, il devient un domaine masculin. Dans la société industrielle, les rôles des femmes et des hommes peuvent être interchangeables, mais, comme le remarque Ariès (1982 : 82), “le modèle unique est masculin” » (Roth, 1996 : 77-80).

Dans tous les cas, force est de constater que les femmes sont astreintes à l’utilisation de technologies et d’équipements simples, qui reflètent leur position subordonnée au sein de la société. Dans le cas précis de collectes des déchets, les femmes n’utilisent-elles pas des charrettes à traction asinienne pendant que les hommes utilisent des tracteurs et des camions-bennes ? Il est donc important de noter dans notre analyse, l’impact de la répartition des tâches et des technologies utilisées selon le sexe. La catégorie des femmes n’est certes pas homogène, et certaines disposent de matériels lourds pour mener leurs activités, mais ces cas sont encore relativement isolés au Burkina Faso.

Malgré la présence et le rôle des femmes dans la gestion de l’environnement urbain, leur savoir-faire n’est pas considéré à sa juste valeur. De même, les tâches qu’elles effectuent sont de plus en plus nombreuses et

dures physiquement, alors que la technologie dont elles disposent pour faire le travail demeure la même. Les aides et les services d'encadrement ne touchent pas les organisations de femmes au même titre que les projets initiés par les hommes. En effet, les premières ne peuvent obtenir les moyens nécessaires pour mener une action d'importance, contrairement aux seconds.

[...]

### Poids politique et *empowerment* des femmes au Burkina Faso

Le fonctionnement de la société, comme nous l'avons souligné plus haut repose sur un principe patriarcal qui n'est que faiblement remis en cause par les politiques « modernes ».

La politique actuelle au Burkina Faso semble offrir des opportunités qui encouragent les femmes dans leur combat socio-économique et politique et qui devrait déboucher sur de réelles conséquences d'autonomie et de pouvoir en leur faveur. De même, on constate que les femmes mobilisent de plus en plus leurs forces et leurs acquis dans des organisations de base et des réseaux de femmes. Cependant, les rapports inégaux entre hommes et femmes dans la répartition des rôles et des responsabilités dans nos sociétés évoluent lentement. Malgré les efforts entrepris par les femmes, on constate que l'affirmation de leur rôle d'actrices est difficile et pénible. Cependant est-il aisé pour les Etats africains d'échapper aux pressions des bailleurs de fonds, de les contrecarrer par des dénonciations ou par des actions déterminées entreprises par la société civile ? Tout dépend des rapports de domination, entretenus et légitimés, mais aussi de la non reconnaissance des savoirs et savoir-faire locaux. Selon Fatou Sow (Ayescha, Mama et Sow 2004), les connaissances des femmes sur l'environnement sont considérées comme empiriques et relevant du fétichisme, du fait qu'elles sont mesurées par les instruments de la technologie et de la science occidentale. Les tentatives récentes de revaloriser ces « savoirs traditionnels » n'ont pas été soutenues par la Banque mondiale. Et pourtant, cette dernière tient des discours en faveur de l'*empowerment* des femmes. De même, malgré les discours mystificateurs sur le renforcement du pouvoir des femmes, force est de constater que l'Indice de Potentiation du genre (adopté par la Nations unies) au Burkina Faso ne permet de rendre visible qu'une catégorie de femmes, très minoritaires et non représentatives des femmes burkinabé. Or celles qui sont oubliées représentent les femmes qui ont le plus besoin de soutien et de renforcement de leurs capacités. Elles sont dans leur grande majorité analphabètes, sans qualification professionnelle, elles sont très entreprenantes et

contribuent le plus activement au processus de développement, alors qu'elles sont de plus en plus exclues du bénéfice. Le problème de la gestion de l'environnement est un des maillons de la chaîne sur laquelle s'expriment ces rapports d'inégalité.

[...]

## Références bibliographiques

- AYESHA I. M., MAMA A., SOW F., 2004 [1997] *Sexe, genre et société: Engendrer les sciences sociales africaines*, Paris-Dakar, CODESRIA-Karthala.
- BARD C., BAUDELLOT C., MOSSUZ-LAVAU J., 2004, *Quand les femmes s'en mêlent: Genre et Pouvoir*, Paris, La Martinière.
- COMMAILLE J., 2001, «Les injonctions contradictoires des politiques publiques à l'égard des femmes», in LAUFER J., MARRY C., MARUANI M. (Dir.), *Masculin-Féminin: Questions pour les sciences de l'homme*, Paris, PUF, pp. 129-147.
- DAUNE-RICHARD A.-M., DEVREUX A.-M., 1992, «Rapports sociaux de sexe et conceptualisation sociologique», *Recherches féministes*, vol. 5, n° 2, pp. 7-30.
- DELPHY C., 2000, «Théories du patriarcat», in HIRATA H., LABORIE F., LE DOARÉ H., SENOTIER D. (Dir.), *Dictionnaire critique du féminisme*, Paris, PUF, pp. 141-146.
- DELPHY C., 1998, *L'ennemi principal. Economie politique du patriarcat*, Paris, Syllepse, (première édition dans *Partisans*, vol. 54-55, 1970).
- ENDA/WASTE, 1997, *La participation de la communauté à la gestion des déchets solides à Ouagadougou: collecte des ordures ménagères à Ouagadougou*, [http://www.waste.nl/docpdf/CS\\_cp.pdf](http://www.waste.nl/docpdf/CS_cp.pdf) consulté le 22 février 2005.
- FALQUET J., «Genre et développement»: une analyse critique des institutions internationales depuis la Conférence de Pékin, [http://www.penelopes.org/xarticle.php3?id\\_article=3358](http://www.penelopes.org/xarticle.php3?id_article=3358), consulté le 3 mars 2005.
- GOUGEON C., 1998, *Gestion des déchets municipaux: une solution alternative à Ouagadougou-Burkina Faso*, IEDES-DESS, validation de séminaire, [http://claire.gougeon.free.fr/dechets\\_ouaga.html#p1](http://claire.gougeon.free.fr/dechets_ouaga.html#p1), consulté le 19 février 2005.
- HAINARD F., VERSCHUUR C., 2001, *Femmes dans les crises urbaines: Relations de genre et environnements précaires*, Paris, Karthala-MOST.
- HOFMANN E., MARIUS-GNANOU K., 2004, *L'empowerment des femmes entre relativisme culturel et instrumentalisation dans les évaluations de la micro-finance en Inde* (version provisoire), <http://www.ced.u-bordeaux4.fr/GresPrg04/BAO4hofmann-marius.pdf>, consulté le 3 mars 2005.
- IDEA INTERNATIONAL, 2002, *Les femmes au parlement: Au delà du nombre*, Edition française, sous la direction de BALLINGTON J. et PROTAIS M.-J., <http://www.idea.int/publications/wip/upload/full%20handbook.pdf>, consulté le 3 mars 2005.
- KERGOAT D., 2000, «Division sexuelle du travail et rapports sociaux de sexe», in HIRATA H., LABORIE F., LE DOARÉ H., SENOTIER D. (Dir.), *Dictionnaire critique du féminisme*, Paris, PUF, pp. 33-54.
- MOLLER OKIN S., 2000, «Le genre, le public et le privé», in BALLMER-CAO T.-H., MOTTIER V., SGIER L., (dir.), *Genre et politique: Débats et perspectives*, Paris, Gallimard, pp. 345-390.
- NCHAMA C. M. E., 1991, *Développement et droits de l'homme en Afrique*, Paris, Publisud.
- PREISWERK Y., MILBERT I. (Dir.), 1995, *Femmes, villes et environnement*, Actes du colloque de l'IUED, Collection Yvonne Preiswerk, Berne-Genève, UNESCO-DDC-IUED.

- REYSOO F., VERSCHUUR C. (Dir.), 2003, *On m'appelle à régner*, Actes du colloque de l'IUED, Collection Yvonne Preiswerk, Berne-Genève, UNESCO-DDC-IUED.
- ROGERS A., 2001, « Analyse de quelques tendances internationales actuelles de l'alphabétisation des adultes », *Education des adultes et développement*, n°56, pp 21-32.
- ROTH C., 1996, *La séparation des sexes chez les Zara au Burkina Faso*, Paris, L'Harmattan.
- SOW F., 2004, [1997], Les relations de genre dans l'environnement, in *Sexe, genre et société : Engendrer les sciences sociales africaines*, Paris-Dakar, CODESRIA-Karthala.
- STEENBEEK G., YPEIJ A., REYSOO F., 2002, « Genre et mondialisation : exploration d'un débat », in REYSOO F. (Dir.), *Economie mondialisée et identités de genre*, Actes du colloque de l'IUED, Collection Yvonne Preiswerk, Berne-Genève, UNESCO-DDC-IUED.
- TALL K., 1995, « Division sexuelle du travail et gestion de l'environnement : la valorisation de la femme », in PREISWERK Y., MILBERT I. (Dir.), *Femmes, villes et environnement*, Actes du colloque de l'IUED, Collection Yvonne Preiswerk, Berne-Genève, UNESCO-DDC-IUED.
- TALL K., 2003, *Genre et sécurité sociale : cas des femmes de Lagem Yam*, <http://www.northsouth.ch/bilder/tall.pdf>, consulté le 25 février 2005.
- UNESCO, 1988, *Compendium des statistiques relatives à l'analphabétisme*, Paris, Office des statistiques.

---

# Transformations urbaines et rapports de pouvoir entre hommes et femmes : l'exemple de Santhiaba, Thiaroye-sur-Mer


205

..... **Mohamadou Abdoul\***

---

*Inspiré de « Transformations urbaines et rapports de pouvoir entre hommes et femmes : l'exemple de Santhiaba, Thiaroye-sur-Mer » in : Hainard F., Verschuur C. (Dir.), 2005, Mouvements de quartier et environnements urbains. La prise de pouvoir des femmes dans les pays du Sud et de l'Est, Dakar-Paris, ENDA Diapol-Karthala, pp. 275-282, 294-300 (extraits)*

---

 e texte<sup>1</sup> traite des dynamiques de changements sociaux en cours dans la Commune d'Arrondissement de Thiaroye-sur-Mer située dans la Ville de Pikine, au Sénégal, qui, à plusieurs égards, présente des similitudes avec bien d'autres contextes urbains africains. Une présence de près de huit ans sur ce terrain en interaction avec différents acteurs – en soutenant des processus de transformations dans une perspective d'équilibre de genre et en accompagnant des initiatives notamment celles entreprises par les femmes dans le sens de leur *empowerment* – nous a mis dans une position privilégiée d'observation des transformations urbaines dans un contexte de réformes administratives et d'impact des déterminants économiques et politiques internationaux sur un espace public local.

---

\* Docteur en histoire, chercheur dans l'équipe Prospective Dialogues Politiques de l'organisation internationale non gouvernementale Enda Tiers Monde, responsable du projet de recherche Suisse-MOST au Sénégal.

<sup>1</sup> Le présent texte reprend largement certaines parties de textes rédigés pour être présentés dans différents réseaux internationaux de recherche et recherche-action. Cf. références bibliographiques.



Le territoire de la commune d'arrondissement a connu durant cette période d'importants travaux d'aménagement de l'espace et de construction d'ouvrages collectifs. En attestent l'amélioration de la voirie, l'édification d'une infrastructure sociale (la Case des Tout Petits), la réhabilitation du Foyer des Jeunes et de la Culture, la construction du siège de la mairie, etc. Des structures et initiatives nouvelles ont vu le jour. La mobilisation de l'épargne locale s'est développée. Le secteur social notamment l'éducation et la santé ont pris de l'envergure. Le volet économique dans les secteurs pêche et agriculture se sont également révélés d'un dynamisme certain. A ces initiatives locales s'ajoute la mise en route de divers programmes nationaux dans lesquels la Commune d'arrondissement est concernée en tant que terrain de réalisation. Le Programme de Lutte Contre la Pauvreté (PLCP) prévoit l'accès au crédit, la réalisation d'infrastructures et la formation dans cinq quartiers de Thiaroye-sur-Mer. Le programme d'appui au développement local urbain (PADELU) envisage la construction d'infrastructures (une maison de la femme, un Centre d'Enseignement Moyen, et la réhabilitation du Centre d'Enseignement Technique Féminin). Le projet d'appui aux quartiers urbains et périurbains de Dakar (PAQPUD) se matérialisera par la construction d'ouvrages tels que des bacs à laver, des puisards, des latrines, des édifices publiques. Le programme de renforcement nutritionnel (PRN) en cours de réalisation bénéficie aux enfants de 0 à 5 ans, aux femmes enceintes et accouchées récentes.

Notre position privilégiée nous a permis de mener des investigations sur la problématique environnementale urbaine en relation avec les rapports sociaux hommes-femmes et leurs évolutions tant dans la sphère privée que publique<sup>1</sup>. Nous analysons ici les processus de changements sociaux et des rapports de genre sous l'angle des jeux d'acteurs et des enjeux de pouvoir. Cette entrée par le politique comme lieu d'exploration des mutations en œuvre dans le procès de la gestion environnementale urbaine pose en définitive la question du devenir de l'espace public local en ces temps où le global et le tout marché imposent leur diktat sur les Etats, l'économie, le politique et voire le culturel.

L'article revisite ce processus au long cours dans ses dimensions méthodologique (processus de la recherche-action), contextuelle (mode d'appréhension d'une forme d'urbanité à l'œuvre) et interactorielle et ses traductions sociales et politiques (rapports entre acteurs, jeux de pouvoir et reconfiguration de l'espace public local). Toutes ces dimensions sont analysées dans une perspective de genre qui en est le fil d'Ariane.

La recherche-action mise en pratique est ici envisagée comme modalité de construction de savoirs mais aussi comme processus d'apprentissages sur un

environnement particulier de la part de tous les acteurs. Elle a ainsi induit la construction/appropriation de savoir-faire, l'acquisition de positions fortes dans le procès du développement local.

L'analyse contextuelle se penche sur les transformations urbaines à travers la lecture qui en est généralement faite, c'est-à-dire sous le prisme de la crise et de l'informalité qui, par-delà la survie des populations, est, de notre point de vue, créatrice de sens parce que renvoyant à une certaine forme d'urbanité qui imprime son sceau aux changements urbains en cours.

Ces changements sont fondés en grande partie par le jeu d'acteurs et de pouvoir qui se traduisent par un impact direct sur l'espace public local. C'est à ce niveau que nous analyserons de façon plus systématique les rapports sociaux hommes-femmes dans les sphères privée et publique et les interrelations entre les deux. Ceci nous conduira à nous interroger sur la (re)construction de l'espace public qui, peut-être, préfigure la mise en place de nouvelles formes de gouvernance urbaine. Celle fondatrice d'une véritable démocratie participative qui procéderait d'ajustements entre différents intérêts et acteurs transformants l'espace public.

### **La recherche-action comme modalité d'acquisition de savoir-faire**

A l'entame de la seconde phase du réseau de recherche sur la problématique « *villes, environnement et rapports sociaux hommes-femmes* », nous définissons la recherche-action comme une méthodologie d'investigation qui allie, dans un même processus, la production de connaissances et la transformation d'une réalité sociale par l'action. Nous ajoutons qu'elle est une situation qui favorise des apprentissages et la mise en relation dynamique entre plusieurs acteurs engagés en toute conscience et en toute liberté dans l'élucidation d'un objet de recherche et dans l'intervention directe sur l'enjeu et/ou le problème que révèle cet objet.

Elle procède de principes selon lesquels un groupe formé d'une diversité d'acteurs mettent en place un mécanisme participatif de réflexion et d'action en adoptant une posture d'écoute des besoins concrets des terrains et sur les situations et les pratiques qui influent directement et quotidiennement sur la vie des populations. **Le postulat sous-jacent à la démarche de recherche-action est que ces populations sont les acteurs et actrices capables de transformer leurs situations et de promouvoir les transformations sociales.** En cela, la recherche-action balise l'accompagnement des populations (groupe de jeunes, femmes, etc.) dans la conduite articulée et collectivement pensée de la réflexion et de l'exécution des activités. **Cette idée est sous-tendue par**

une hypothèse d'action qui consiste en l'identification et la levée des contraintes et blocages de la participation des femmes au débat public et à la décision. C'est en cela que la recherche-action menée participe de l'élargissement de la démocratie participative.

Sur la base de cette orientation méthodologique et stratégique, notre recherche-action a été animée par une équipe de quatre membres. Un chercheur principal, membre d'une Organisation Internationale Non Gouvernementale appuyant depuis quelques années les activités de développement menées dans cette commune d'arrondissement. Trois chercheurs associés, animateurs de terrain et leaders associatifs habitant la commune d'arrondissement. Ces chercheurs associés, comme le chercheur principal, sont très impliqués dans les différentes initiatives à caractère communautaire initiées dans la commune d'arrondissement. Cette équipe interagit étroitement avec les différentes familles d'acteurs en présence dans la commune d'arrondissement (autorités municipales, représentants du pouvoir traditionnel, services déconcentrés de l'Etat, associations de jeunes, organisations professionnelles, etc.).

La recherche-action a privilégié quatre sites d'observation et niveaux divers d'interaction que sont :

- un site de transformation et de commercialisation des produits halieutiques : Pencum Sénégal, occupé par des femmes qui interagissent entre elles et avec les hommes (responsables du service déconcentré de l'Etat en l'occurrence le Service départemental des pêches ; les mareyeurs/fournisseurs des produits halieutiques pour les femmes, les employés des femmes, les décideurs, etc.)
- un projet de pré-collecte des ordures ménagères géré par un Comité des femmes de Santhiaba ;
- un projet de mise en place d'une mutuelle de santé qui connaît une forte divergence entre deux structures représentatives de la commune : l'Union locale des GIE de pêche (structure mixte dominée par les hommes) et le réseau Lebougui (structure fédérative de plusieurs associations féminines).
- un processus de redynamisation du réseau Lebougui qui regroupe plusieurs associations de femmes travaillant dans le secteur de la transformation des produits locaux et le commerce.

Ces sites d'observation sont complétés par des analyses des rapports de genre dans cet espace public local à quelque niveau que ce soit (maraîchage,

gestion du marché, etc.) du moment que notre observation de ce qui se passe dans la zone est quasi quotidienne.

La recherche-action a consisté à faire un travail de repérage des contraintes, blocages et obstacles à la participation des femmes dans le débat public et à la prise de décision. Mais nous nous sommes intéressés également aux manières de participer des femmes à ces débats et prises de décisions, notamment leur influence sur les élus et décideurs locaux, leur implication effective et directe ainsi que leurs stratégies de plaider et de lobbying. Au cours de la recherche-action, l'équipe a identifié avec les concernées, les moyens de lever les obstacles et de promouvoir leur implication dans la décision et la gestion du cadre de vie.

C'est là un processus exigeant en terme de temps et qui requiert disponibilité et patience de la part de l'équipe de recherche. Il faut savoir s'adapter aux rythmes tantôt lents et poussifs, tantôt accélérés des uns et des autres. Si le consensus existe autour de la recherche-action, son opérationnalisation ne va pas, à divers niveaux, sans difficultés. Au sein de l'équipe de recherche d'abord où les décisions, en dépit de la proclamation de la gestion commune, sont le plus souvent le fait du chercheur principal. Les chercheurs associés, dits également populaires ne se privent pas, à l'occasion, de contester cet état de fait. En leur sein aussi, les chercheurs populaires ont souvent eu des contradictions et plus spécialement entre les deux hommes et la femme. Au sein du groupe, la tension est perceptible notamment lorsque les questions financières émergent. Ayant accédé à des statuts sociaux à responsabilité sociale, les exigences, légitimes du reste, de rétribution du travail effectué se sont faites de plus en plus fortes. De sorte que chaque exercice de programmation donne lieu à d'âpres et difficiles négociations. Ensuite, entre l'équipe de recherche et les organisations avec lesquelles est réalisée la recherche-action, les rapports furent par moment heurtés. Ainsi avec cette organisation professionnelle féminine à propos du montant des frais de transport lors d'un atelier de formation. Cela eut pour résultat que la dynamique fut interrompue pendant quatre mois. De plus, l'équipe a été souvent accusée de favoriser telle structure au détriment de telle autre comme elle a par ailleurs été invitée à prendre position dans un conflit autour d'un projet de mutuelle de santé.

Les enseignements tirés de cette expérience montrent qu'il est difficile d'être neutre dans une recherche-action qui met en vis-à-vis plusieurs catégories d'acteurs. D'une manière où d'une autre on est au cœur de l'impulsion de l'intervention sociale. De fait, la recherche-action a mis en évidence le renforcement de la position et du rôle de l'équipe dans la commune d'arrondissement au point d'être incontournable dans toutes les initiatives.

De part ses ateliers, ses fora, ses appuis aux projets des femmes, ses méthodes d'information, de communication et autres médiations entre structures, la recherche-action a progressivement permis la création d'un lieu où les hommes et les femmes trouvent un espace de discussion<sup>2</sup>. La position sociale et politique de ces chercheurs s'en est trouvée raffermie au point d'être régulièrement sollicités par les autorités communales. La recherche-action a favorisé la formation des différentes parties prenantes (l'équipe de recherche, les structures féminines et leurs partenaires). Des métiers et savoir-faire se sont ainsi créés dans les domaines de ce que les populations appellent le «*développement*». Elle a également fortement contribué à la conscientisation citoyenne plus particulièrement en soulignant l'importance de la promotion politique des femmes qui sont discriminées dans les mécanismes de prise de décision, tant dans les espaces privés que publics. Cette posture méthodologique caractérisée par une très grande osmose avec le terrain a permis, grâce à l'information, la conscientisation et l'appui-conseil, de renforcer la confiance mutuelle qui a joué un rôle non négligeable dans les résultats obtenus.

Au total, cette démarche volontariste a exploré la possibilité d'une nouvelle forme de gouvernance urbaine dans laquelle les femmes sont équitablement impliquées. Nous avons en effet essayé non seulement de travailler en terme de recherche, mais aussi de promouvoir en terme d'*empowerment* des femmes et donc d'action dans un contexte d'évolution culturelle importante.

[...]

## Hommes et femmes dans l'environnement urbain

La phase I (1997-2000) de la recherche de l'équipe sénégalaise du réseau MOST – UNESCO sur «*villes, environnement, rapports sociaux hommes-femmes*» avait trait aux «*rapports sociaux hommes-femmes à travers les activités économiques féminines et la gestion du cadre de vie : cas de Santhiaba (Thiaroye-sur-Mer)*». Elle avait montré que le respect de l'autorité masculine dans les rapports conjugaux est une réalité à Santhiaba et dans la commune d'Arrondissement de Thiaroye-sur-Mer en dépit des mutations intervenues dans le paysage urbain et dans les rapports de genre. Cet état de fait est très fortement sous-tendu par les référents socioculturels et l'invoca-

---

<sup>2</sup> Cet espace s'est matérialisé par l'attribution au Comité de Développement Intégré de Santhiaba (CODIS) d'un local qui sert de lieu de ralliement et de point de rencontre et de réunions. Le CODIS est une structure dirigée par les chercheurs populaires. Elle est née grâce au projet de recherche-action et elle va continuer, à la fin du projet, à animer le suivi et le développement des initiatives conduites tout au long de ces années de compagnonnage.



tion de la tradition et de la religion qui tempèrent la « crise de la dette familiale » c'est-à-dire le fait que l'homme n'assure plus seul la subsistance du ménage et par conséquent son droit régalien sur la famille s'est quelque peu émoussé. La crise de la « dette familiale », fondement matériel de la domination masculine dans le foyer, se manifeste par une irruption des femmes dans la sphère publique, notamment à travers les activités génératrices de revenus. Ce faisant, elles participent de façon très déterminante aux dépenses des ménages en même temps qu'elles subviennent à leurs besoins propres.

L'autorité masculine n'en est pas pour autant directement remise en cause même si les femmes gagnent quelque pouvoir dans le foyer et une reconnaissance sociale dans la communauté. La crise de la « dette familiale » entraîne cependant une crise de l'identité masculine. Cette dernière ouvre aux femmes des brèches dans la sphère publique où elles participent à la gestion de l'environnement et du cadre de vie. Aussi, l'étude a également révélé que les femmes sont effectivement impliquées dans bien des activités à caractère communautaire et d'intérêt général. Même leurs organisations professionnelles, à orientation économique, recèlent une dimension de service public. Mais cette présence dans la sphère publique si elle est socialement valorisée n'est pas pour autant reconnue politiquement. Ce faisant, les femmes sont, dans l'espace public, frappées d'invisibilité et par conséquent participent peu ou pas du tout à la décision. Même si elles en ont la volonté, leur participation à la décision souffre de plusieurs contraintes et de blocages.

La phase II portant sur « Femmes et hommes dans l'espace public local : la participation au débat public et à la décision politique (Commune d'arrondissement de Thiaroye-sur-Mer) », survient dans un contexte politique nouveau. En effet depuis mars 2001, le Sénégal vit sous un régime politique dit de l'alternance. Cela est en soi historique : le parti socialiste qui a dirigé le pays pendant 40 ans a été battu aux élections présidentielles par une coalition de partis d'opposition. Par ailleurs, des élections locales ont été organisées en mai 2002. Le nouveau régime a gagné la quasi-totalité des sièges dans les collectivités locales.

Tout au long du processus de recherche-action, il a été loisible d'observer les rapports sociaux hommes-femmes dans l'espace public relativement à la prise de décision. Les lieux d'observation ont amplement montré la très faible implication et dans certains cas l'absence des femmes dans les organes de décisions des structures locales. De par leur présence dans l'espace public, elles sont néanmoins consultées notamment à certaines occasions telles que les visites entre structures et lors des ateliers, fora et autres rencontres à dimensions ou connotations sociales (baptêmes, mariages, etc.).



En ces occasions, la coopération entre les hommes et les femmes prend la forme d'une relation d'échange, de complémentarité et de négociation dans les dynamiques de la gestion et de la régulation urbaines, c'est-à-dire dans les débats publics, la prise de décision, l'élaboration, la mise en œuvre et le suivi de projets, dans la production des biens et des services, et dans l'organisation de la vie collective dans l'espace public.

Il apparaît, compte tenu des contraintes organisationnelles, des difficultés à accéder à l'information stratégique et des modes de structuration des différents organes, que les atouts et les ressources à la disposition des femmes sont très limités. Par exemple la prise de parole en public est très rare. Elle est généralement le fait des seules femmes leaders derrière lesquelles les autres font bloc. Elles aimeraient « *apprendre à parler en public et regarder les gens dans les yeux* ». **Le désir de participation à la décision se manifeste à travers les demandes réitérées d'appui à l'organisation et de formations, notamment celles qui permettent l'accès direct et le contrôle de l'information. La maîtrise technique des outils de leur action collective et la connaissance des enjeux sont ainsi des ressources très utiles pour leur participation à la décision.**

Elles ont conscience de leur représentativité sociale et économique et de la reconnaissance dont elles jouissent en tant qu'acteur important du développement local. Cette position qui renforce leur auto-estime et leur rôle de premier plan les pousse à demander que les ONG travaillent directement avec elles sans l'intermédiation des structures techniques étatiques et/ou des associations de développement animées par les jeunes. Dans les discours, et généralement en aparté, transparaissent des critiques des modes de gestion des associations ou organisations professionnelles : irrégularité des renouvellements des instances, faible représentation des femmes, opacité de la gestion, direction des structures par les mêmes personnes à travers des stratégies d'adhésion multiple, etc.

Ce faisant, les règles du jeu de la coopération sont très souvent brouillées et les régulations des rapports entre les acteurs, tant entre les femmes qu'entre celles-ci et les hommes se font, selon les cas sous forme de coopération, de négociation ou dans un climat de blocage ou de conflit généralement latent. Cette situation est souvent surdéterminée par des clivages politiques partisans. La maîtrise des enjeux de la relation sociale par les femmes est une réalité dans les différents lieux d'observation des rapports hommes/femmes. Les manifestations de désaccord avec les décisions, lorsqu'elles existent, sont cependant rarement exprimées par les femmes de façon explicite et claire y compris au sein de leurs propres structures où par exemple le refus de l'autorité de la présidente est le plus souvent tacite.

Cette situation complexifie les processus de gestion urbaine et rend difficile la mise en place de larges fédérations d'acteurs qui, si elles sont créées, connaissent au bout de quelques années d'existence le phénomène de scissiparité. Dans ces conditions, l'articulation des différentes initiatives, la mutualisation des moyens et des compétences sont un exercice particulièrement délicat et long à mettre en place.

## **Conclusion**

Même si les tendances à l'approfondissement de la démocratie participative rencontrent encore des goulots d'étranglement, il est évident que la décentralisation telle qu'elle évolue actuellement donne beaucoup de raisons d'espérer. La mondialisation, les politiques publiques inspirées par la coopération internationale, l'ouverture d'interstices et des opportunités, la diversité des acteurs et la pluralité des légitimités en ces espaces, les balbutiements de la collaboration et de la co-gestion du domaine public local sont autant de phénomènes qui élargissent l'éventail des perspectives et qui ouvrent les champs des possibles.

Sans nier que le chemin du développement local est semé d'embûches, il s'agira de parier sur l'avenir en travaillant au renforcement du scénario de la co-élaboration des normes et de la co-gestion des activités de développement local entre toutes les familles d'acteurs. C'est là tout le grand défi de la participation tant célébrée sous toutes les chapelles.

Le rôle et la place des mouvements sociaux sont, dans ces conditions, très ambigus. Leur implication dans les processus de développement local oscille entre la maîtrise d'œuvre des projets financés par la coopération internationale aux Etats et une intervention et influence effective à la définition et conduite des politiques. Selon l'un ou l'autre cas, la participation est polysémique. Sa nature prend diverses formes et modalités selon les acteurs : pouvoirs publics, organismes bilatéraux et multilatéraux d'aide au développement, ONG et organisations communautaires de base. Elle est également une variable éminemment politique. Le mode et le niveau de participation et le partage des rôles assignent chacun des acteurs en présence à des positions de pouvoir et donc à des rapports verticaux. Cette tendance lourde ouvre des perspectives de recherche sur la question des rapports entre la démocratie représentative et la démocratie participative. L'intégration de la dimension de genre dans l'analyse est en définitive un baromètre d'appréciation de l'état d'avancement de cette démocratie qu'elle soit représentative ou participative.

Au sein des mouvements sociaux, la conscience de ces enjeux et la nécessité pour eux de dégager des stratégies de participation citoyenne (y compris dans les questions liées à l'autofinancement), reste encore difficilement perceptible. Il urge de documenter plus finement ces tendances dans une perspective de genre.

Aussi devons-nous développer sur la base des résultats qui en découleront des orientations pour une nouvelle forme de gestion du développement local. Le but ultime en est que le pouvoir devrait réellement et effectivement être partagé entre les hommes et les femmes parce que basé sur une reconnaissance sociale et une valorisation politique des apports des différents acteurs qui construisent et donnent sens à leur «être» commun.

### Références bibliographiques

- ABDOUL M., 2002a, «La Gouvernance urbaine et les relations de genre : le cas du marché de la commune d'arrondissement de Thiaroye-sur-Mer (Ville de Pikine, Sénégal)», communication présentée à l'Atelier de Bamako du 9 au 11 septembre 2002 organisé par Nordiska Afrikainstitutet dans le cadre du programme de recherche Gouvernance urbaine, Genre et marchés. Thème 1 : Relations de genre et Gouvernance, à paraître.
- ABDOUL M., 2002b, *Production de la ville et informalités urbaines : l'exemple de la Commune d'arrondissement de Thiaroye-sur-Mer, ville de Pikine, Sénégal*, Groupe Multinational de Travail du CODESRIA sur processus et mutations urbaines en Afrique, à paraître.
- ABDOUL M., 2001 «Les rapports sociaux hommes-femmes à travers les activités économiques féminines et la gestion du cadre de vie : cas de Santhiaba (Thiaroye-sur-Mer)», in HAINARD, F., VERSCHUUR C., (Dir.), 2001, *Femmes dans les crises urbaines. Relations de genre et environnements précaire*, Paris, Karthala-MOST UNESCO.
- APPADURAI A., 2001, «Deep democracy: urban governmentality and the horizon of politics», *Environment & Urbanization*, vol 13, N° 2, pp. 23-43.
- COQUERY-VIDROVITCH C., 1991, «L'informel dans les villes africaines: essai d'analyse historique et sociale», in: COQUERY-VIDROVITCH C., NEDELEC S., (Dir.), *Tiers-mondes : l'informel en question ?* Paris, L'Harmattan, pp. 171-196.
- GALLISSOT R., 1991, «Société formelle ou organique et société informelle», in COQUERY-VIDROVITCH C., NEDELEC S., (Dir.), *Tiers-mondes : l'informel en question ?* Paris, L'Harmattan, pp. 21-30.
- GOITA, M., 2003, «Jeux de pouvoirs entre les différents acteurs de la décentralisation en Afrique de l'Ouest», communication présentée au Colloque International Aménagement, Décentralisation et Gouvernance locale, aménagement sous-régional et dynamique de la relation rural-urbain, Dakar Sénégal, 10-11 avril 2003, organisé par L'université Cheikh Anta Diop de Dakar et l'ENEA, Le Département de Géographie de l'Université de Conakry, Le Centre Interdisciplinaire de recherche Urbaine de l'Université de Toulouse le Mirail.
- MAXIMY, R. de, 2000, *Le commun des lieux. Cours et discours sur la ville*, Paris et Sprimont (Belgique), IRD éditions et Pierre Mardaga éditeur.

---

# Ecologie politique du pouvoir et du conflit. L'exemple du mouvement Ceinture verte au Kenya

215  
.....

..... Cyril I. Obi\*

---

*Environmental Movements in Sub-Saharan Africa. A Political Ecology of Power and Conflict, UNRISD, Civil Society and Social Movements, Programme Paper n° 15, 2005, pp. 1-2, 11-16 (extraits)<sup>1</sup>*

---

*Traduit de l'anglais par Emmanuelle Chauvet*

## Introduction

Ce document porte un regard critique sur la logique de transformation développée par les mouvements pour l'environnement dans le champ politique et dans la société en Afrique. Cette critique se base sur une analyse de ces mouvements, de leur émergence, de leurs structures et de leur profonde immersion dans les luttes sociales pour le pouvoir, l'espace et les ressources. Il accorde une attention particulière aux modes de confrontation ou de résistance de ces mouvements, confrontation avec les forces hégémoniques du capital et de l'Etat et résistance à ces forces qui contrôlent les ressources environnementales peu abondantes et de plus en plus rares. A certains égards, ces mouvements pour l'environnement sont les porteurs de la critique écologiste des monopoles politiques et économiques qui contrôlent

---

\* Politologue, Nordic Africa Institute d'Uppsala (Suède).

<sup>1</sup> L'Institut de recherche des Nations unies pour le développement social (UNRISD) décline toute responsabilité pour les erreurs qui pourraient être relevées dans la traduction de la version originale anglaise.

les écosystèmes africains pour nourrir leur recherche du profit et du pouvoir. Mais le pouvoir d'organisation de ces mouvements et leur lutte pour soustraire l'environnement au contrôle de forces autoritaires, responsables de l'exploitation, de l'extraction des ressources et de destructions les entraînent résolument dans la dialectique du conflit : répression contre résistance, expropriation contre distribution, domination contre libération.

L'objectif central de ce document est d'évaluer en quoi les mouvements pour l'environnement en Afrique ont ébranlé les habituels rapports de pouvoir qui dominent l'écosystème, ces rapports étant de type hégémonique. Il s'agit aussi d'étudier plus particulièrement en quoi ces mouvements ont entamé le monopole de l'Etat et des intérêts externes/multinationaux de l'industrie extractive sur les ressources de l'environnement. Ce document étudie les structures de ces mouvements, leur façon de mobiliser la population pour l'inciter à prendre le contrôle des ressources de son environnement. Il montre par quels moyens, en faisant jouer un soutien international, ces mouvements ont donné du poids à leurs revendications locales. Cette étude n'enjolive pas les acquis de ces mouvements. Elle cherche plutôt à apporter des éléments de connaissance sur « les épreuves et les douleurs » qu'ils ont subies dans le cadre général des « pressions révolutionnaires d'en bas » qui constituent, sur le continent, une partie déterminante du mouvement social pour une démocratie réellement centrée sur le peuple.

On n'a commencé que récemment à recueillir des informations sur les luttes des mouvements pour l'environnement en Afrique de façon systématique. On a beaucoup travaillé sur les activités de ces mouvements à l'intérieur des frontières nationales ou au sein de leurs alliances internationales ou mondiales, notamment avec la perspective des droits environnementaux et de la sécurité environnementale, mais on n'a pas assez travaillé au niveau panafricain. Cela traduit peut-être la faiblesse des alliances transfrontalières horizontales entre des mouvements africains pour l'environnement qui continuent à agir dans des pays en particulier ou qui ont des liens verticaux (c'est-à-dire directs) avec des organisations non gouvernementales (ONG) internationales ou des donateurs originaires d'autres continents que l'Afrique. [L']étude de cas qui [figure] dans ce document, [...] est l'amorce d'un projet qui vise à représenter des tendances générales au sein des mouvements pour l'environnement en Afrique, compte tenu des contraintes de temps et de lieu.

Il est important de noter également que les luttes des mouvements pour l'environnement en Afrique subsaharienne ne sont vraiment devenues visibles que pendant la dernière décennie du xx<sup>e</sup> siècle, plus particulièrement après la fin de la Guerre froide à la fin des années 1980, à un moment qui a coïn-

cidé avec l'émergence des facteurs environnementaux dans les questions de sécurité à l'échelle mondiale et dans les affaires du monde (Miller 1995: 1-13). En se déplaçant, la pensée a davantage cherché à transcender les notions de souveraineté centrées sur l'Etat et à affronter la réalité de l'interdépendance économique et écologique mondiale (Obi 1997: 1). La théorie, répandue dans certains cercles occidentaux, d'une Afrique représentant la principale menace environnementale à la sécurité mondiale a aussi joué un rôle important dans cette transition<sup>2</sup>. Selon cette école de pensée, l'Afrique est un continent rongé par les problèmes de surpopulation, de maladies et par des guerres ethniques ou tribales violentes qui entraînent une dégradation de l'environnement et des conflits environnementaux, obligent certains groupes à fuir et à émigrer pour se réfugier dans les régions plus prospères de la planète, en particulier à l'Ouest, et créent ainsi une menace pour la paix et la sécurité du monde (Obi 2000a: 47). Les universitaires et les décideurs politiques de cette école ont choisi de noyer dans la bureaucratie les mouvements pour l'environnement nouvellement apparus. Ils ont également voulu dépolitiser ces mouvements pour les empêcher de menacer des intérêts économiques africains vitaux pour l'Occident ou de casser l'image négative de l'Afrique dans les médias et les cercles officiels.

Mais, à un autre niveau, les activités des groupes de la société civile mondiale et la légitimation, partout dans le monde, des discours sur les droits, sur la protection et sur la démocratisation ont nourri des plateformes, des espaces, où s'est développé tout un langage qui a permis aux mouvements pour l'environnement en Afrique de donner de la force à leur combat et de recevoir le soutien du monde entier à leurs causes locales. Ces mouvements ont également profité de «l'infrastructure et de l'interconnectivité» qui accompagnent la mondialisation – la révolution des technologies de l'information et des communications – pour recueillir, traiter et diffuser partout dans le monde les preuves de la gravité de leur situation (les preuves, par exemple, des représailles qu'ils subissent, de la violation des droits par l'Etat et le capital, et de la corruption). Ils ont ainsi pu faire jouer des pressions internationales en faveur du respect des droits de la citoyenneté et de l'humanité des peuples, pressions qui se sont exercées sur les Etats africains et sur les classes dirigeantes, mais aussi sur les multinationales étrangères.

On constate donc une fusion de l'environnemental et du politique dans les luttes des mouvements sociaux. En effet, comme le notent Hildyard (1999) et Suliman (1999), l'environnement en Afrique est «le domaine d'intérêts concurrents». En fait, ces intérêts ne sont pas seulement concurrents, ils deviennent plus conflictuels à mesure que s'approfondissent les contradictions

---

<sup>2</sup> Homer-Dixon 1996; Kaplan 1994; Klare 1996



sociales entre la nature et le système dominant de l'économie de marché, et alors que les relations de pouvoir dans le domaine de l'environnement continuent à profiter à quelques-uns et menacent les éléments de l'environnement essentiels à la survie de la majorité. Aussi, selon Salih, les mouvements de libération sont-ils également des mouvements pour l'environnement qui agissent dans le cadre des «luttres pour les moyens de subsistance» (Salih 1999: 12). Par conséquent, selon cette perspective, on ne peut pas analytiquement séparer les mouvements pour l'environnement en Afrique des mouvements pour la démocratie.

218

Il est important également de montrer la dimension de genre des combats pour l'environnement en Afrique, tant à l'époque coloniale qu'à l'époque post-coloniale. Les femmes sont victimes de ce qu'Amadiume (1995: 43) nomme «des processus de militarisation et de masculinisation» des mouvements sociaux qui traduisent également une prédominance des hommes dans le contrôle de l'environnement. Du fait de cette «virilité», les femmes se trouvent «les plus marginalisées parmi les marginalisés» dans des sociétés dont les interactions avec la nature déterminent la survie. En même temps, elles s'avèrent les principales victimes de la dégradation de l'environnement. Les rôles domestiques et reproductifs dont elles ont la responsabilité les obligent à surexploiter l'environnement. Ce dernier étant dégradé, les femmes doivent parcourir de longues distances pour aller ramasser du bois de chauffage sur leurs terres et trouver de l'eau pour la maison. Aussi les femmes sont-elles les premières touchées lorsque le capital s'introduit dans l'environnement (c'est-à-dire lorsque les capitaux étrangers cherchent à exploiter des ressources naturelles comme le bois, les minerais, le pétrole et le tourisme). Elles sont dépossédées, paupérisées et on leur refuse l'accès à des ressources déterminantes pour leur survie. En Afrique subsaharienne, dans des pays gouvernés par des régimes à parti unique, par des régimes militaires, ou par des «démocraties sans choix», les relations de pouvoir dans le domaine de l'environnement penchent en défaveur des femmes.

Les femmes sont aussi les plus touchées par la répression d'Etat. Elles sont battues, emprisonnées et parfois violées par des membres des forces de sécurité. En Afrique, depuis les années 1980, la question du genre entre en jeu dans l'écologie de la libération menée par les mouvements pour l'environnement (on veut dire par là que les mouvements pour l'environnement ont intégré la dimension du genre dans la notion de libération), et les femmes ont commencé à avoir des rôles importants. On peut le constater dans l'exemple du mouvement Ceinture verte au Kenya [...].

## **Le mouvement Ceinture verte**

### ***Historique***

Le mouvement Ceinture verte au Kenya est un [...] exemple marquant qui montre comment, sur fond d'écologie, un peuple a pu défier l'autoritarisme, la corruption et le monopole sur les ressources en Afrique subsaharienne. Il a été salué partout dans le monde, notamment pour le rôle qu'il a joué dans l'*empowerment* économique des femmes, dans la conservation des ressources forestières et l'éducation à la sauvegarde de l'environnement. Plus récemment, il a été salué pour son combat sans relâche contre les violations des droits humains et contre les expropriations de terrains publics au bénéfice d'intérêts privés, expropriations décidées au Kenya par l'Etat et les officiels du parti au pouvoir conjointement avec leurs partenaires en affaires, locaux ou étrangers. Le mouvement Ceinture verte pour l'environnement au Kenya a défié les hégémonies qui dominent le pays, notamment celles qui touchent la propriété, le contrôle et l'utilisation de la terre – les éléments essentiels de la survie et de la reproduction pour les paysans et les pauvres des zones urbaines. Dans la même logique, les programmes du Mouvement qui visent à renforcer le pouvoir des femmes par des plantations d'arbres et en les incitant à s'impliquer dans la gestion de l'environnement sont un défi direct aux relations patriarcales dominantes et à la marginalisation des femmes exclues du contrôle des ressources de l'environnement.

Le mouvement Ceinture verte est donc profondément impliqué dans la contestation du contrôle de l'environnement. Le cœur de la lutte est la résistance aux expropriations de terrains publics faites par l'Etat pour des intérêts privés, et elle est menée par des paysans, des pauvres et les classes populaires des zones urbaines, c'est-à-dire les personnes aux revenus les plus bas comme les chômeurs, les petits commerçants, les squatteurs et les travailleurs à bas salaire. Les expropriations sont de plus en plus fréquentes et menacent la subsistance et la sécurité alimentaire des plus pauvres. En fait, ce combat demande la démocratisation du pouvoir exercé sur la terre et vise à assurer un même accès aux bénéfices du développement durable pour tous les citoyens kenyans ainsi qu'une répartition égale de ces bénéfices.

Le mouvement Ceinture verte a été créé en 1977 par Wangari Maathai, professeure d'anatomie vétérinaire. Il est né d'un programme du Conseil national des femmes du Kenya, Envirocare, et est vite devenu un mouvement populaire de femmes pour une gestion durable de l'environnement et pour l'*empowerment* économique des femmes (cité dans Dankelman et Davidson 1988 : 147-148). Il a réussi à montrer les liens qui existent entre d'une part la dégradation de l'environnement, la marginalisation des femmes

et la pauvreté, et d'autre part la nécessité d'approcher le développement par la base, en commençant par renforcer le pouvoir des femmes pour leur permettre d'intervenir directement et de contrôler la gestion de l'environnement. Ce projet avait pour objectif premier d'assurer la conservation des ressources de l'environnement et de mettre en place une gestion durable de ces ressources, mais il visait plus fondamentalement à garantir aux femmes des sources de revenu indépendantes et un contrôle effectif de l'environnement.

Selon les propres termes de la fondatrice du mouvement, Wangari Maathai (1995: 1): «Le mouvement Ceinture verte est une organisation nationale indigène et populaire dont les activités sont développées essentiellement par des femmes. Elle a une vocation environnementale et sa principale activité est de planter des arbres et de répondre prioritairement aux besoins ressentis par les communautés.»

On peut donc dire que le mouvement avait pour but de défendre le contrôle de l'environnement au Kenya par la plantation d'arbres et par la reforestation. On dit qu'aujourd'hui environ 20 millions d'arbres ont été plantés dans le cadre des projets du mouvement Ceinture verte. Et ce mouvement a beaucoup fait pour l'*empowerment* des femmes car la plantation d'arbres leur a assuré une source de revenu stable (le mouvement Ceinture verte rémunérait les femmes en fonction du nombre de plantations réussies) et la reforestation leur a garanti des provisions durables de nourriture et d'énergie domestique (bois de chauffage).

Le mouvement Ceinture verte a ainsi adopté une perspective de genre très porteuse qui a formé un tout cohérent avec les questions relatives aux éléments écologiques essentiels à la survie et avec les questions de développement. Selon le site Internet du Right Livelihood Award: «Le mouvement Ceinture verte s'est développé rapidement. Au début des années 1980, on estimait à 600 le nombre de pépinières, et ces pépinières mobilisaient 2000 à 3000 femmes. Environ 2 000 ceintures vertes publiques, regroupant chacune un millier de jeunes plants environ, avaient été créées, et plus d'un demi-million d'écoliers étaient impliqués. Quelque 15 000 agriculteurs avaient planté des lots boisés sur leurs exploitations<sup>3</sup>.»

Outre la plantation de plus de 20 millions d'arbres par les femmes au Kenya, le succès du mouvement Ceinture verte a entraîné la création d'un réseau Ceinture verte panafricain comptant des membres dans six pays d'Afrique. Le mouvement Ceinture verte du Kenya a donc donné une voix à des femmes

---

<sup>3</sup> [www.rightlivelihood.se/recipe/maathai.htm](http://www.rightlivelihood.se/recipe/maathai.htm), consulté en décembre 2003.

jusqu'alors marginalisées et à qui on avait systématiquement refusé l'accès aux ressources de l'environnement et le contrôle sur ces mêmes ressources. La question de la terre était particulièrement importante car la terre est essentielle pour la survie des femmes et des personnes aux revenus les plus bas dans les zones urbaines et en même temps déterminante dans la reproduction du capitalisme et pour les réseaux d'influence politique au Kenya.

Les principaux programmes du mouvement Ceinture verte montrent combien il s'implique auprès du peuple dans l'écologie politique au Kenya. Ils portent sur : la sécurité alimentaire, les ateliers panafricains de formation, la promotion, les safaris Ceinture verte, les arbres de la paix, la Charte de la Terre, l'éducation civique, les réseaux économiques<sup>4</sup>.

A ce stade, il convient de resituer l'importance de la terre au Kenya dans une perspective historique. Comme dans d'autres régions d'Afrique subsaharienne, l'intégration des colonies dans l'économie internationale capitaliste s'est faite, entre autres, par la marchandisation des terres africaines et par leur expropriation pure et simple grâce à l'instrument de l'Etat colonial. De cette façon, les meilleures terres ont été expropriées et mises sous le contrôle des administrateurs coloniaux, puis données à des colons blancs ou à des entreprises affiliées au pouvoir colonial. Cette main basse réalisée par la force sur la terre africaine et la dépossession qu'elle a entraînée pour les Africains, qui se sont alors trouvés obligés de migrer, de s'installer illégalement sur de nouveaux espaces, qui a même parfois entraîné l'extinction de certains groupes, symbolise la perte de pouvoir des Africains sur leur terre et sur leurs moyens de subsistance. En termes spirituels, parce que la plupart des religions traditionnelles africaines établissent un lien fort entre les êtres, leur vie et la terre, la perte de la terre au profit des colonisateurs a été particulièrement dévastatrice. En fait, cette perte signifiait l'impuissance et la défaite. La terre était un symbole et une réserve de richesse mais aussi une source de nourriture, de substances médicinales, de matières premières et d'énergie. Elle était le lieu de repos des ancêtres. Sur tout le continent, perdre la terre revenait à perdre sa souveraineté. Il était logique que les politiques de résistance nationaliste cherchent à rallier les populations autour des thèmes de la reconquête et du contrôle de la terre.

L'histoire de la terre au Kenya a déjà été assez largement et assez bien traitée pour qu'on ne la développe pas en détail ici<sup>5</sup>. Il convient de retenir que, dans la lutte pour l'indépendance du Kenya, la confiscation des meilleures terres agricoles par les colons blancs et la marginalisation des Kenyans

---

<sup>4</sup> [www.geocities.com/gbm0001](http://www.geocities.com/gbm0001), consulté en décembre 2003.

<sup>5</sup> Kanogo 1987 ; Sorrenson 1967 ; Klopp 2000.

propriétaires originels de la terre ont été le socle de la résistance et du conflit des Mau Mau contre les autorités coloniales dans les années 1950. Il est important également de garder à l'esprit l'observation de Klopp (2000: 6) qui dit, en reprenant Shipton, que « la terre est importante idiomatiquement pour la mise en place et la contestation des relations de pouvoir ». Il est donc logique que les accusations et les revendications contenues dans les activités du mouvement Ceinture verte et portées par sa large base populaire aient visé les relations de pouvoir existantes au Kenya, et notamment la domination du parti au pouvoir, la Kenya African National Union (KANU), sur l'environnement. La KANU était au pouvoir depuis l'indépendance en 1963 et n'a autorisé le multipartisme que dans les années 1990 après avoir cédé à des revendications intérieures et des pressions extérieures. En pleine crise économique et alors que des réformes inspirées de l'économie de marché avaient réduit les revenus et les dépenses publics, la classe dirigeante s'était en effet mise à utiliser l'environnement pour maintenir ses réseaux d'influence, notamment en multipliant les attributions de terrains publics à des individus fortunés, à de hauts fonctionnaires et à certains intérêts économiques. Cette poussée de l'élite dirigeante entraînait une nouvelle réduction de l'espace environnemental accessible aux femmes et aux autres groupes et a alimenté un cycle de répressions, de résistances et de conflits. C'est précisément à cette poussée que le mouvement Ceinture verte résiste et barre le chemin.

### *Pouvoir et conflit*

Le mouvement Ceinture verte, qui souligne la place centrale des femmes dans le contrôle de l'environnement au Kenya, a entraîné l'Etat dans une lutte pour le pouvoir émaillée de conflits. Ses activités de plantation d'arbres et ses campagnes pour la gestion de l'environnement créaient des emplois et des revenus, assuraient une sécurité alimentaire et des moyens de subsistance à des millions de Kenyans, de jeunes et d'enfants. Il n'est donc pas très surprenant que, par son action dans l'écologie politique, il ait heurté les intérêts hégémoniques au Kenya. Dans une critique de la dictature et de son monopole sur les ressources de l'environnement, Maathai (1995: 11) dit: « Un facteur important pour expliquer la dictature en Afrique est l'existence d'une tradition qui veut que le "gagnant" acquière le pouvoir absolu et prenne le contrôle des ressources nationales. Les "gagnants", même s'ils l'emportent avec un vote minoritaire, héritent de toute la terre et de toutes ses richesses... absolument toutes les richesses ! Et ils font donc tout pour conserver ce pouvoir, les privilèges et l'apparat qui vont avec. »

### **Des femmes continuent d'occuper les postes de flux d'huile de Chevron**

Plus de 3000 femmes Ijaw du clan Gbaramatu et d'autres communautés continuent, dans le cadre de leurs protestations, l'occupation directe des postes de flux d'huile de l'Etat du delta du Nigéria. Paroles de femmes depuis le poste de flux d'huile occupé d'Abiteye.

« Chevron nous a négligés. Cette compagnie nous néglige depuis déjà bien longtemps. Par exemple, à chaque fois que du pétrole est déversé, elle ne fait pas un nettoyage en bonne et due forme et ne paie pas d'indemnités. Nos toits sont détruits par les produits chimiques. Nous n'avons pas de bonne eau potable dans nos rivières. Nos poissons sont tués quotidiennement par les produits chimiques et les poissons que l'on pêche dans nos rivières sentent le pétrole. Chevron sait comment s'y prendre : on nous intimide au moyen de soldats, de policiers, de bateaux de guerre et on nous dit que, quand du pétrole est déversé, c'est de notre faute.

Nous en avons assez de nous plaindre. Même le gouvernement nigérian et Chevron nous ont traités comme des esclaves. Depuis 30 ans, qu'est-ce que Chevron nous a apporté à part ce grand complexe industriel et toutes ces machines qui font du bruit ? Qu'est-ce qu'on a obtenu ? Chevron nous a menacés en disant que si nous portons plainte, ils arrêteront la production, quitteront notre communauté et nous souffrirons. Comme si on avait retiré des avantages de leur présence ! Avant les années 1970, quand nous vivions sans Chevron, la vie était naturelle et agréable. Nous étions heureux. Quand nous allions à la rivière pour pêcher ou à la forêt pour chasser, nous pouvions attraper toutes sortes de poissons et d'animaux de la brousse. Aujourd'hui, cette expérience est bien triste. Ma suggestion, c'est que Chevron quitte notre communauté une fois pour toutes et ne revienne jamais. Vous voyez, dans notre communauté, nous avons des jeunes filles de Lagos, Warri, Benin City, Enugu, Imo, Osun et d'autres parties du Nigeria qui viennent ici chaque jour et chaque nuit pour se prostituer auprès des hommes et du personnel de Chevron et propager toutes sortes de maladies. Cette histoire est trop longue et trop triste. Allez, vous, (ERA) dire à Chevron que nous ne sommes plus des esclaves ; même les esclaves comprennent leur état et luttent pour leur liberté. »

M<sup>me</sup> Felicia Itsero, 67 ans, mère et grand-mère

« Nous sommes des femmes de Kenghangbene et d'autres communautés proches. La station de flux d'huile Chevron d'Abiteye se trouve à Kenghangbene. Nous procédons ici à une manifestation pacifique, sans armes, seulement des feuilles. Nous sommes pacifiques. Nous occupons cette usine parce que nous sommes en colère. Nous sommes en colère parce que, depuis 1970, la compagnie s'est installée et le résultat pour nous, c'est seulement la pollution de nos rivières et de nos criques, la destruction de nos forêts et de nos mangroves et le bruit du brûlage à la torche. Nous nous sommes plaints et nous avons protesté. Toutes nos plaintes et nos protestations n'ont pas du tout été écoutées par Chevron. Nous n'avons aucun résultat. Prenez par exemple mon village de Warri. Entre le village et ici, le voyage par bateau est



d'environ deux heures et nous n'avons pas de clinique, pas de bonne eau potable, pas de route, pas d'électricité et nous n'avons pas non plus les autres conditions nécessaires à la vie. Nous avons des femmes célibataires, des femmes mariées et des petites filles. Les vieilles femmes, les jeunes et les petites filles sont venues ici protester. Personne ne nous mobilise pour faire ce que nous faisons. Nous sommes en colère. Nous dormons ici le jour et la nuit. On nous prive de nos droits en tant que peuple, nos droits à l'emploi, à un environnement sain, etc. Nous serons ici jusqu'à ce que Chevron réponde à nos exigences. »

M<sup>me</sup> Josephine Ogoba, 48 ans, mère de quatre enfants.  
Chef des femmes qui protestent.

*Environmental Rights Action/Friends of the Earth (FoE, Nigeria), 29 juillet 2002, [http://www.casac.ca/french/questions/chevron\\_niger\\_delta.htm](http://www.casac.ca/french/questions/chevron_niger_delta.htm), consulté le 28 avril 2007*

Maathai lie la dictature à la privation de ressources pour les citoyens, à la violation des droits et à la dégradation de l'environnement. Elle montre en effet que le mouvement est une critique écologique de la personnalisation du pouvoir au Kenya (Maathai, 1995 : 7) : « Dans de nombreux Etats africains, y compris celui que je connais le mieux, le Kenya, les citoyens sont devenus des prisonniers dans leur propre pays. On les prive de la liberté d'expression, de la liberté de mouvement, de réunion et d'association... Tous ces droits sont utilisés comme s'ils étaient des possessions personnelles des chefs d'Etat et des personnes qu'elles ont nommées. »

Pour atteindre ses objectifs, le mouvement Ceinture verte a adopté une approche politique évidente qui lui permet de critiquer le pouvoir hégémonique et en même temps d'avoir une plateforme pour revendiquer un changement de pouvoir. Dans cette logique, le mouvement Ceinture verte a inscrit ses combats dans une politique kenyane d'opposition. Le mouvement a donc critiqué le gouvernement/parti au pouvoir mais il a aussi subi la répression de l'Etat, reçu des intimidations et été victime d'attaques. En réaction, il a mobilisé le peuple pour bloquer les tentatives de détournement des terrains publics par le gouvernement à des fins privées, et il a mobilisé des soutiens internationaux. Le mouvement Ceinture verte a non seulement reçu le soutien de groupes de défense des droits comme Amnesty International, la Gaia Foundation et le Sierra Club, mais il a aussi reçu des prix comme l'African Prize, le Goldman Prize, le Right Livelihood Award en 1984 et le Global 500 Award du Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE). Le mouvement Ceinture verte a également reçu le soutien diplomatique de certains pays, et il a même gagné le soutien du Secrétaire général des Nations unies, Kofi Annan, qui a fait pression sur le gouvernement kenyan pour qu'il respecte les droits humains et les droits des citoyens dans un cadre démocratique.

Depuis la fin des années 1980, par l'intermédiaire de l'écologie, le mouvement est donc entré dans la sphère politique. Comme l'a résumé Maathai dans le *Courrier de l'UNESCO*, le magazine de l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture : « Si on veut sauver l'environnement, il faut commencer par protéger les personnes, car les êtres humains appartiennent à la diversité biologique. Et si nous n'arrivons pas à protéger notre espèce humaine, à quoi bon planter des arbres ? » (Anbarasan 1999 : 46).

En 1989, par exemple, le mouvement Ceinture verte a mobilisé le peuple pour empêcher le gouvernement de mener à bien un projet de construction, dans le parc Uhuru à Nairobi, d'une structure qui aurait été la plus haute d'Afrique. Il a organisé une campagne publique et des manifestations et a fait pression sur des donateurs, des investisseurs internationaux et des ONG internationales pour qu'ils n'apportent pas leur soutien à la construction de cette structure dans un parc public<sup>6</sup> (Ndegwa 1996). En réaction à ces pressions, les investisseurs étrangers se sont retirés du projet, qui a été abandonné. En octobre 1998, Wangari a pris la tête d'un groupe d'activistes pour replanter des arbres dans la réserve forestière de Kurura, sur des parcelles qui avaient été nettoyées après avoir été découpées et distribuées par le gouvernement à des promoteurs privés pour permettre la construction d'un lotissement de luxe. On soupçonnait la vente d'avoir pour seul but de recueillir des fonds pour le parti au pouvoir en prévision des élections présidentielles à venir. Les 150 gardes armés présents sur le site de construction dans la forêt de Kurura prirent la fuite lorsqu'ils se retrouvèrent face aux manifestants en colère qui détruisirent du matériel de construction et plantèrent environ 2000 jeunes plants sur le site. Cet acte de résistance par la replantation d'arbres signifiait symboliquement que le peuple revendiquait la terre. L'année suivante, en janvier 1999, lorsque Maathai et ses partisans retournèrent sur le site et plantèrent d'autres jeunes plants au cours d'une manifestation dans la réserve forestière de Kurura, ils furent attaqués par 200 agents de sécurité. Maathai, deux députés membres de l'opposition, deux environnementalistes allemands, des journalistes locaux et étrangers et des membres du groupe de Maathai furent frappés si violemment qu'ils durent être hospitalisés<sup>7</sup>. En février, des émeutes éclatèrent à Nairobi, impliquant des étudiants qui manifestaient contre le transfert de certaines parties de la forêt de Kurura à des promoteurs privés. Malgré les prétendues excuses du ministre de la Justice, le mouvement Ceinture verte a organisé d'autres manifestations contre l'attribution illégale de terrains, manifestations violemment dispersées par la police, et ce encore en 2000 (Klopp 2000 ; *The Independent on Sunday*, 2 février 1999). On peut retenir en particulier la campagne contre l'appropriation de terrains dans certaines parties de la forêt

---

<sup>6</sup> S. Nasong'o, correspondance avec l'auteur, 2002.

<sup>7</sup> Voir [www.sigi.org/Alert](http://www.sigi.org/Alert), consulté en décembre 2003.

Onturiri sur le mont Kenya ; et la campagne, lancée après la publication d'un rapport d'une délégation du Nyayo Settlement Scheme (*Daily Nation*, 2001), contre des coupes aveugles faites dans cette même forêt, inscrite au patrimoine mondial par l'UNESCO en 1997. Maathai s'est aussi exprimée très directement sur les appropriations de terres et sur leurs liens avec la corruption et la politique de réseaux du parti au pouvoir : « Dans la ville de Nairobi, par exemple, la corruption a permis l'appropriation d'espaces publics essentiels à un bon environnement urbain et à une bonne qualité de vie. Dans ces espaces publics, d'immenses villas, des centres communautaires, des temples et des complexes sportifs poussent comme des champignons, au profit exclusif des membres des communautés qui s'enrichissent grâce à la corruption » (Maathai 1995 : 15).

Le mouvement Ceinture verte au Kenya montre donc clairement [...] que l'*empowerment* des mouvements locaux permet de dénoncer, et même, dans certains cas, de bloquer en partie, l'expropriation et la détérioration effrénées de l'environnement africain. Mais il montre également que l'Etat reste un acteur central dans le contrôle des ressources relativement rares de l'environnement alors même qu'il s'allie à des élites politiques locales et à des intérêts économiques étrangers pour priver son peuple de ses droits et pour le déposer de ressources essentielles pour sa survie et son développement. Malgré tout, le plus important est que les mouvements pour l'environnement, par leur action politique, montrent que le pouvoir alternatif du peuple a un potentiel immense en matière de gestion de l'environnement en Afrique.

Il est également important de noter que ces mouvements, dont beaucoup s'articulent autour d'un leader charismatique ou héroïque, ont des limites, par exemple des faiblesses institutionnelles et organisationnelles qui entraînent un certain factionnalisme, un manque général de transparence dans les prises de décision et dans la gestion des ressources. Par ailleurs, les mouvements doivent toujours faire appel à des gouvernements et donateurs étrangers pour exercer des pressions sur les gouvernements africains. Bien qu'elle soit fructueuse à court terme, cette tendance limite l'efficacité de ces mouvements auprès de leur auditoire local/populaire à long terme.

Encore aujourd'hui, ces mouvements doivent poursuivre leur réflexion pour trouver un équilibre entre la satisfaction des besoins locaux des populations et la protection des forêts pour un développement durable. Pour définir les limites acceptables de l'extraction locale et de l'utilisation des ressources, les mouvements pour l'environnement vont devoir accorder plus d'attention à la question du seuil d'exploitation de la terre, ou de sa capacité de charge en regard des besoins à satisfaire impérativement pour permettre aux populations locales de survivre.

## **Conclusion**

Indéniablement, l'Etat et les réformes néolibérales qu'il a adoptées pour permettre l'instauration d'une économie de marché, notamment en Afrique subsaharienne, ont contribué à la poursuite de la détérioration des conditions sociales et environnementales dans le monde depuis la Conférence des Nations unies sur l'environnement et le développement, ou Sommet de la Terre, à Rio de Janeiro en 1992. Ces réformes économiques et politiques ont encore plus dépossédé les citoyens de leur environnement, et elles ont intensifié la marchandisation, l'exploitation et la dégradation de la nature. Elles ont entraîné un transfert massif des ressources renouvelables et non renouvelables de l'Afrique vers le marché mondial et, au final, vers des coffres de banques loin du continent. Les lois du marché, telles que définies par les institutions de Bretton Woods, subordonnent l'environnement à la rentabilité et aux logiques d'extraction des ressources pour accumuler le capital. Elles sont incompatibles avec les questions de survie et de subsistance auxquelles sont confrontés des millions d'Africains qui dépendent directement de la terre et se trouvent pris dans cette concurrence entre les forces de l'industrie extractive et ceux qui leur résistent – une concurrence qui se situe au cœur du combat actuel pour le contrôle de l'environnement en Afrique.

De façon concomitante, les Etats africains, de plus en plus affaiblis par les pressions populaires pour la démocratie alors même qu'ils entamaient des politiques difficiles de réformes de marché – lesquelles ont fini par réduire à néant le bien-être des citoyens –, ont réagi à la lutte pour le contrôle de l'environnement de deux façons. L'Etat, tout en se «désengageant de l'économie», a plus fermement affirmé son contrôle physique sur l'environnement pour pouvoir le soumettre et ainsi accumuler par l'extraction des ressources naturelles. Il a aussi permis aux élites politiques locales et à des intérêts économiques étrangers de s'emparer encore davantage de l'environnement et de mieux le contrôler pour, en retour, se voir remettre une partie des bénéfices de l'extraction des ressources et de la marchandisation de la nature. L'Etat en Afrique ne cesse donc de renforcer son rôle de gardien par lequel il garantit au capital international l'accès à l'environnement local tout en réprimant l'opposition locale. Parallèlement, dans sa pulsion accumulatrice, l'élite dirigeante locale a ouvert un nouveau front en développant des partenariats avec le capital étranger, ou, dans le cadre de ses réseaux économiques et politiques locaux, en s'assurant le monopole des ressources de l'environnement. Ces élites convoitent particulièrement les sols riches en minerais, les terres de grande valeur écologique situées sur les côtes, dans les montagnes, les forêts et les vallées, et les terrains dans les capitales ou les villes commerciales. Elles convoitent également les terres agricoles riches. Dans la plupart des villes, des terrains sont expropriés soit pour

permettre la promotion immobilière soit pour construire des résidences de luxe, symboles de la richesse et du pouvoir de leur propriétaire.

On comprend donc bien pourquoi l'environnement en Afrique est le sujet et le lieu des luttes les plus intenses qui existent depuis la fin de la Guerre froide. Et ce d'autant plus que, sur le continent africain, ces luttes se déroulent au cœur même de la zone disputée, que leur objet est le contrôle des ressources de cette zone et qu'elles finissent par en dégrader l'environnement. L'environnement politique international (et la rhétorique des donateurs) prévoit bien la participation de groupes jusque-là exclus ou marginalisés à la gestion des ressources de l'environnement, et on peut effectivement constater des progrès dans le respect des droits humains, dont ceux des minorités. Mais les Etats africains continuent à réprimer les mouvements pour l'environnement et les mouvements de lutte contre l'exclusion de la majorité de la population empêchée de réellement participer à la gestion et au contrôle des ressources de l'environnement.

On sait que, dans leur lutte pour le contrôle de l'environnement par le peuple, les mouvements pour l'environnement en Afrique subsaharienne s'en prennent souvent à l'Etat et à des groupes internationaux, mais leurs efforts restent majoritairement locaux et cantonnés à l'intérieur des frontières nationales. Pour l'instant, le nombre de réseaux transfrontaliers de mouvements pour l'environnement en Afrique reste faible, pour de nombreuses raisons historiques et structurelles. Ces mouvements rencontrent une très forte hostilité de l'Etat, mais ils doivent aussi contrer les stratégies du monde des affaires qui, d'une part, soutiennent la répression des mouvements pour l'environnement par l'Etat, et d'autre part créent des ONG pour l'environnement qui vont ensuite s'allier avec des mouvements pour l'environnement pour mieux les subvertir de l'intérieur<sup>8</sup>. La gouvernance pour l'environnement est donc une question profondément conflictuelle dans toute l'Afrique subsaharienne. Elle traduit les contradictions ancrées dans l'environnement et qui sont à l'origine même des luttes pour le contrôle et l'hégémonie.

L'écologie politique du conflit, si l'on considère la résistance [...] du mouvement Ceinture verte à l'Etat [...] au Kenya, montre bien que la mobilisation et la participation du peuple à la gestion de l'environnement relèvent de la dialectique des luttes sociales. Ainsi grâce à une mobilisation locale efficace et à un soutien international constant, [l']organisation a en partie réussi à exercer son pouvoir de blocage pour résister à de nouvelles expropriations et elle a élevé ses causes locales jusqu'au cœur de la lutte pour la

---

<sup>8</sup> On fait ici référence aux prétendues ONG financées par des intérêts économiques pour briser les rangs des ONG activistes.



démocratie. Concrètement, il existe donc en Afrique subsaharienne une lame de fond favorable à une mobilisation sociale contre les projets hégémoniques de l'Etat et contre les modes mondiaux d'accumulation qui dépossèdent le peuple et dégradent l'environnement. C'est de ces mouvements populaires, qui affrontent quotidiennement la puissance de l'Etat et du capital mondial, que va finir par surgir un modèle social et démocratique viable pour l'environnement et qui garantira la participation du peuple à l'exercice du pouvoir sur les écosystèmes en Afrique.

### Références bibliographiques

- AMADIUME I., 1995, «Gender, political systems and social movements: A West African perspective», in MAMDANI M., WAMBA-DIA-WAMBA E. (Eds.), *African Studies in Social Movements and Democracy*, Dakar, Conseil pour le développement de la recherche en sciences sociales (CODESRIA).
- ANBARASAN E., 1999, «Wangari Muta Maathai: Kenya's Green Militant», *UNESCO Courier*, décembre, pp. 46-50.
- DANKELMAN I., DAVIDSON J., 1988, *Women and Environment in the Third World: Alliance for the Future*, Londres, Earthscan Publications en association avec l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN).
- HILDYARD N., 1999, «Blood, babies and the social roots of conflict», in SULIMAN M. (Ed.), *Ecology, Politics and Violent Conflict*, Londres, Zed Books et l'Institute for African Alternatives.
- HOMER-DIXON T., 1996, «Environmental scarcity, mass violence and the limits to ingenuity», *Current History*, vol. 95, novembre, pp. 359-365.
- KANOGO T., 1987, *Squatters and the Roots of Mau Mau, 1905-1963*, Londres, James Currey.
- KAPLAN R., 1994, «The coming anarchy: How scarcity, crime, overpopulation, tribalism and disease are rapidly destroying the social fabric of our planet», *Atlantic Monthly*, février, [www.theatlantic.com/politics/foreign/anarchy.htm](http://www.theatlantic.com/politics/foreign/anarchy.htm), consulté en décembre 2003.
- KLARE M., 1996, «Redefining security: The new global schisms», *Current History*, vol. 95, novembre, pp. 353-358.
- KLOPP J., 2000, «Pilfering the public: The problem of land grabbing in contemporary Kenya», *Africa Today*, vol. 47, n° 1, hiver, pp. 7-28.
- MAATHAI W., 1995, «Bottlenecks of Development in Africa», discours à la Quatrième Conférence des Nations unies sur les femmes de Beijing, Chine, 30 août-15 septembre, <http://gos.sbc.edu/m/maathai.html>, consulté en décembre 2003.
- MILLER M., 1995, *The Third World in Global Environmental Politics*, Boulder, Colorado, Lynne Rienner.
- NDEGWA S., 1996, *The Two Faces of Civil Society: NGOs and Politics in Africa*, West Hartford, Connecticut, Kumarian Press.
- OBI C., 2000, «Globalized images of environmental security in Africa», *Review of African Political Economy*, n° 83, pp. 47-62.
- OBI C., 1997, «Globalisation and local resistance: The case of the Ogoni versus Shell», *New Political Economy*, vol. 2, n° 1, pp. 137-148.
- SALIH M., 1999, *Environmental Politics and Liberation in Contemporary Africa*, Londres, Kluwer Academic Publishers.
- SORRENSEN M., 1967, *Land Reform in the Kikuyu Country*, Nairobi, Oxford University Press.
- SULIMAN M., 1999, *Ecology, Politics and Violent Conflict*, Londres, Zed Books en association avec l'Institute for African Alternatives.



### Discours de réception du prix Nobel de la Paix 2004

[...]

Pour partie, ce sont les expériences et les observations de la nature que j'ai pu faire pendant mon enfance à la campagne au Kenya qui ont inspiré mon action. Mais j'ai également été marquée et enrichie par l'éducation formelle que j'ai eu le privilège de recevoir au Kenya, aux Etats-Unis et en Allemagne. Pendant mon enfance, j'ai assisté à l'abattage de forêts entières qui ont laissé place à des plantations commerciales. Par ce processus, on a détruit la biodiversité locale et anéanti la capacité de rétention des eaux des forêts.

Vos Excellences, Mesdames et Messieurs,

En 1977, nous avons créé le Mouvement ceinture verte en partie pour répondre aux besoins que les femmes avaient identifiés dans les régions rurales, à savoir des besoins en bois de chauffage et en eau potable, un meilleur équilibre alimentaire, des besoins de logement et de revenu.

Partout en Afrique ce sont les femmes qui doivent s'occuper des autres ; c'est à elles surtout que revient la responsabilité de labourer la terre et de nourrir les familles. Par conséquent, voyant diminuer les ressources qui ne permettent plus d'assurer la subsistance des familles, les femmes sont souvent les premières à prendre conscience des dommages causés à l'environnement.

Les femmes que nous avons rencontrées nous avaient raconté qu'elles n'arrivaient plus à satisfaire leurs besoins essentiels. Cette situation était due à la dégradation de leur environnement immédiat et à l'introduction d'une agriculture qui avait supplanté la culture des produits vivriers. Mais le commerce international contrôlait le cours des produits exportés par ces petites exploitations ; aussi ne pouvait-on leur garantir un revenu raisonnable et juste. J'ai alors compris que, par la destruction, le pillage ou une mauvaise gestion de l'environnement, nous mettions en péril notre qualité de vie et celle des générations futures.

Tout naturellement nous avons donc choisi de planter des arbres pour répondre à certains besoins essentiels identifiés par les femmes. C'est aussi qu'il est simple de planter des arbres, que cela ne coûte pas cher et que cela assure de bons résultats, rapidement et dans un délai raisonnable. Cette rapidité permet de maintenir la motivation et l'engagement des personnes impliquées.

Ensemble, nous avons donc planté plus de 30 millions d'arbres qui ont fourni aux femmes du combustible, de la nourriture, des logements et un revenu pour financer l'éducation de leurs enfants et satisfaire les besoins de leurs ménages. Cette activité crée également des emplois et régénère les sols et les sources d'eau. Par leur engagement, les femmes acquièrent un certain pouvoir pour décider de leur vie, notamment parce que ce travail leur donne une stature et une position sociale et économique dans leur famille. Notre travail se poursuit.

Au début, il fut difficile car, dans son histoire, notre peuple a été amené à croire que parce qu'il est pauvre il est dépourvu non seulement du capital mais aussi des connaissances et des compétences qui pourraient lui permettre de répondre aux défis qui se présentent. Il est conditionné à croire que les solutions à ses problèmes doivent venir «de l'extérieur». En outre, les femmes n'avaient pas compris que, pour que leurs besoins soient satisfaits, il fallait que leur environnement soit sain et bien géré. Elles ne savaient pas non plus que la dégradation de l'environnement oblige à se débattre pour accéder à des ressources rares et qu'elle peut même être source de pauvreté voire de conflit. Elles n'étaient pas conscientes non plus des injustices de l'organisation de l'économie internationale.

Pour aider les communautés à comprendre ces liens, nous avons développé un programme d'éducation citoyenne dans lequel les personnes identifient leurs problèmes, les causes de ces problèmes et les solutions possibles. Elles font alors le lien entre leurs actions personnelles et les problèmes qu'elles constatent dans l'environnement et dans la société. Elles découvrent les nombreux maux dont souffre notre monde: la corruption, la violence contre les femmes et les enfants, les ruptures et l'éclatement des familles et la désintégration de certaines cultures et de certaines communautés. Elles observent aussi les ravages de la toxicomanie et des abus de substances chimiques, notamment chez les jeunes. Et aussi les maladies dévastatrices qui résistent aux traitements et prennent des proportions épidémiques. Le VIH/sida, le paludisme et les maladies liées à la malnutrition sont particulièrement inquiétantes.

Sur le front de l'environnement, ces personnes constatent que de nombreuses activités humaines ravagent l'environnement et les sociétés, avec, par exemple, la destruction de nombreux écosystèmes par la déforestation, l'instabilité climatique et la contamination des sols et de l'eau, qui, toutes, entraînent une pauvreté épouvantable.

Dans ce processus, ces personnes réalisent qu'elles doivent participer aux solutions. Elles se découvrent un potentiel inconnu et acquièrent la capacité à surmonter l'inertie et à agir. Elles finissent par réaliser qu'elles sont les premières gardiennes et les premières bénéficiaires de l'environnement qui les fait vivre.

Des communautés entières en viennent aussi à comprendre que, certes, il est important d'affirmer la responsabilité des gouvernements, mais qu'il est tout aussi important que, dans les relations qu'elles ont avec d'autres communautés, elles montrent elles-mêmes les valeurs de *leadership* qu'elles attendent de leurs dirigeants: la justice, l'intégrité et la confiance.

A l'origine, les activités du mouvement Ceinture verte consistaient à planter des arbres et n'avaient donc pas de lien direct avec les questions de démocratie et de paix. Mais il est vite devenu évident qu'il était impossible d'établir une gouvernance responsable de l'environnement en l'absence d'un espace démocratique. Les arbres sont donc devenus le symbole de la lutte pour la démocratie au Kenya. Les citoyens se sont mobilisés pour s'opposer au nombreux abus du pouvoir, à la corruption et à la mauvaise gestion de l'environnement. Dans

le parc Uhuru de Nairobi, à Freedom Corner et dans de nombreuses régions du pays, on a planté des arbres de la paix pour demander la libération de prisonniers de conscience et une transition pacifique vers la démocratie.

Par le Mouvement ceinture verte, des milliers de citoyens ordinaires se sont mobilisés et ont acquis le pouvoir d'agir et de provoquer le changement. Ils ont appris à surmonter leur peur et un sentiment d'impuissance et se sont mis en mouvement pour défendre les droits démocratiques.

[...]

*Extraits de Wangari Maathai – Nobel Lecture, Oslo, décembre 2004*  
© The Nobel Foundation 2004

*Traduit de l'anglais par Emmanuelle Chauvet*

---

# Les survivantes de Bhopal luttent pour une justice écologique

233

..... Jashodhara Dasgupta\*

---

*Article inédit, Lucknow, 2007<sup>1</sup>*

---

*Traduit de l'anglais par Nathalie Reichert*

## Introduction

Certains aiment croire que l'*empowerment* des femmes n'est possible que lorsqu'une intervention, par exemple une formation sur les questions de genre, est menée par une agence de développement. On aime croire également que la connaissance qui intègre les questions de genre ne peut naître que d'une analyse de genre menée par un bureau d'étude spécialiste des questions de genre. Les résultats des luttes menées par les survivantes de la plus grande catastrophe industrielle au monde, la fuite de gaz à Bhopal (Inde) en 1984, viennent contredire ces présupposés. Les femmes ont entrepris ce long et pénible combat pour faire valoir leurs droits, et il leur a permis, de façon paradoxale, de se développer et de renforcer leur pouvoir. Cette étude de cas décrit certains des processus grâce auxquels les survivantes, dans leur lutte vieille de plus de vingt ans, se sont affirmées et ont

---

\* Chercheuse et activiste, dirigeante de l'organisation Sahayog pour l'égalité entre les genres et la santé des femmes, Inde.

<sup>1</sup> Remerciements : Cet article s'inspire du rapport *Leaving our Fears Behind. Women's Rights Claiming after The Bhopal Gas Disaster*, étude de cas sur l'Inde rédigée dans le cadre du projet du Royal Tropical Institute (KIT) *Développement de méthodologies pour des approches basées sur les droits selon la perspective des acteurs (Developing Methodologies for Rights-Based Approaches from An Actor Oriented Perspective)*.

demandé que des comptes leur soient rendus, à la fois par leur gouvernement mais aussi par la plus grande multinationale chimique au monde.

Même si l'incident déclencheur n'a pas eu un impact plus fort sur l'un des deux sexes, le processus de revendication des droits a, lui, été influencé par les considérations de genre. Ce document affirme que les mouvements féminins de revendication des droits naissent généralement des dures expériences de violation de droits que les femmes ont pu subir. **Le processus de revendication des droits peut provoquer un changement de paradigme et faire passer les femmes d'une attitude passive et fataliste face aux violations de leurs droits considérées comme un malheur inévitable à la prise de conscience du «droit à avoir des droits».** Cette perception de soi-même comme «ayant droit à des droits» peut conduire à élargir la portée de la revendication des droits, dans la sphère publique comme dans la sphère privée. En prenant conscience de leurs droits, les femmes sont susceptibles de développer leurs capacités et d'être plus efficaces dans la revendication d'autres droits.

234

### **La catastrophe de la fuite de gaz de Bhopal**

**La catastrophe de la fuite de gaz de Bhopal de décembre 1984 est certainement la plus terrible catastrophe industrielle au monde, et ce d'autant plus qu'elle a été provoquée par une négligence criminelle de la part d'une entreprise.** Peu après minuit le 2 décembre 1984, un dysfonctionnement dans les réservoirs de stockage de l'usine de Union Carbide (UC) a provoqué une énorme fuite d'un mélange mortel de MIC (méthylisocyanate), de cyanure hydrogéné, de phosgène et d'autres gaz toxiques. Le nuage blanc de gaz s'est répandu sur un quartier endormi dans l'une des zones les plus pauvres de la ville située près de la gare. Faute de système d'alarme, beaucoup sont morts dans leur sommeil ; d'autres se sont réveillés – suffoquant, le souffle coupé, et aveuglés. Les populations ont fui dans la précipitation, tentant de sauver leurs vies ou d'atteindre l'hôpital, certains mourant sur le chemin. Des femmes ont fait des fausses couches au bord de la route tandis que le poison envahissait leur organisme. Des milliers de personnes moururent cette nuit-là ; les autorités locales entassèrent les corps inanimés dans des camions et les jetèrent dans des fosses communes ou dans le fleuve. Certains reprirent conscience au contact de l'eau froide du fleuve ; certains blessés furent peut-être enterrés vivants. Depuis, des dizaines de milliers d'autres survivants ont succombé : **on estime que plus de cent cinquante mille personnes ont été touchées par la fuite, la plupart appartenant à un groupe défavorisé résidant dans les quartiers pauvres.**

On a parlé de la catastrophe dans le monde entier puisque la fuite toxique s'était produite dans une usine abandonnée appartenant à une multination-

nale. Le Président directeur général de l'entreprise Union Carbide, Warren Anderson, n'a jamais été jugé en Inde. Union Carbide a cédé l'usine au gouvernement de l'état du Madhya Pradesh et y a laissé, en violation de son contrat initial, des milliers de tonnes de déchets toxiques entreposés en plein air. Des recherches ont montré plus tard, dans les années 1990, une forte pollution des eaux souterraines provoquée par les produits toxiques entreposés dans l'usine. La municipalité a déclaré que l'eau de plus de 100 pompes manuelles était impropre à la consommation. Cependant les communautés qui utilisent cette eau contaminée n'ont pas droit aux soins sanitaires accordés aux personnes directement touchées par les gaz. En 2001, UC a fusionné avec DOW Chemicals et est ainsi devenue la plus grande entreprise chimique au monde. Pourtant, DOW a refusé d'accepter toute responsabilité dans la catastrophe de Bhopal.

## **Le mouvement de revendication des droits**

Pour les habitants pauvres des quartiers les plus défavorisés de Bhopal, le cauchemar n'a fait que commencer en 1984. En plus d'avoir perdu des membres de leur famille, dont certains rapportaient le revenu qui permettait à la famille de vivre, les survivants ont hérité pour la vie de diverses maladies chroniques liées à leur exposition aux gaz toxiques. Beaucoup des hommes qui faisaient un travail physique ont perdu leur moyen de subsistance. Les poisons ont touché les yeux, les poumons, le système sanguin, les nerfs et les muscles, et les appareils digestifs et reproductifs des victimes. Les femmes ont continué à faire des fausses couches, elles ont donné le jour à des bébés mort-nés et eu des problèmes de cycle menstruel. Les toxines ont attaqué les systèmes immunitaires et pourtant aucune recherche n'a été menée sur les effets à long terme de l'exposition à ces gaz toxiques. Union Carbide n'a jamais publié d'informations sur ce que contenaient vraiment ces gaz propagés ni sur les antidotes envisagés. Les traitements médicaux n'étaient accordés qu'aux personnes souffrant de symptômes et restaient onéreux ; les familles ont continué à perdre leurs proches à cause de l'exposition aux gaz.

Les familles touchées par la fuite de gaz auraient eu besoin de secours immédiats ; ensuite elles auraient eu besoin d'indemnisations équitablement distribuées, d'accéder à des formations, à l'emploi, à la sécurité sociale pour les plus vulnérables d'entre elles, et elles auraient surtout eu besoin de soins médicaux adaptés et efficaces. Elles réclamaient aussi que justice soit faite : que Union Carbide, qui allait devenir DOW Chemical, reconnaisse sa négligence criminelle, laquelle avait conduit à cette fuite, et soit jugé en Inde pour la mort de milliers d'Indiens. Mais le gouvernement ne se considérant



pas comme responsable du sort des habitants pauvres des bidonvilles, aucun de ces droits ne pouvait être revendiqué pour eux.

La corruption répandue et l'apathie de l'Etat face aux survivants ont fait de chaque étape une lutte à contre courant : dans les bureaux, les assemblées législatives, les municipalités, les hôpitaux, dans les rues et les tribunaux. Plusieurs fois le gouvernement a remis en question des décisions de justice rendues en faveur des survivants ; parfois les autorités ont carrément refusé d'appliquer des décisions de justice ou elles ont retardé leur mise en œuvre en espérant que les victimes allaient finir par renoncer. Cette lutte sur la durée se poursuit encore aujourd'hui et illustre l'extraordinaire ténacité et le courage des survivantes confrontées à la pauvreté, à des maladies chroniques et invalidantes, à des préjudices liés à leur classe, à leur appartenance et à leur genre.

Dans un premier temps, les survivants ont créé des organisations de masse luttant à la fois pour obtenir des moyens de subsistance, des indemnités, une protection sociale et des soins de santé. Plus tard, des mouvements populaires féminins sont nés, pilotés principalement par les survivantes elles-mêmes afin de continuer à revendiquer leurs droits. Selon l'une des dirigeantes, Rashida Bi, « au début les hommes ont dirigé, parce qu'ils étaient éduqués et savaient parler, et parce qu'ils avaient déjà acquis de l'expérience dans d'autres campagnes. Mais... très vite ils se sont désintéressés du mouvement. Les femmes, elles, ont persévéré... dans (notre organisation), ce sont les femmes qui prennent les décisions politiques ».

## Les femmes transformées

Les gaz mortels qui ont envahi les ruelles du vieux Bhopal le 3 décembre 1984 allaient avoir d'autres effets inattendus – ils allaient bouleverser la vie de nombreuses femmes au-delà de l'imaginable. Par exemple, Rashida Bi appartenait à la minorité musulmane et n'avait pas reçu d'éducation officielle. Elle avait été mariée à 13 ans et roulait des cigarettes à la main (des *beedis*), travaillant à domicile et respectant le *purdah* (elle était voilée). Shabana<sup>2</sup> était une jeune veuve musulmane résidant dans le quartier 36, la zone la plus touchée, avec ses deux très jeunes enfants au moment de la fuite. Jusqu'en décembre 1984, aucune d'entre elles n'était sortie au-delà de la ruelle dans laquelle elle résidait. Aujourd'hui, elles sont toutes devenues des militantes actives qui dirigent ou ont dirigé les organisations de survi-

---

<sup>2</sup> Son nom a été changé.

vants les plus puissantes telles que BGP MUS<sup>3</sup> et BGP MSKS<sup>4</sup>. Ces organisations ont pu défier le gouvernement indien ainsi que la puissance des sociétés transnationales.

Immédiatement après la catastrophe, les femmes des communautés touchées ont dû choisir entre s'appauvrir et sortir pour aller chercher des moyens de subsistance. Une fois à l'extérieur, elles se sont impliquées dans de nombreuses luttes pour faire valoir leurs droits tout en s'accrochant à leurs moyens de subsistance. Au niveau professionnel, ces femmes ont revendiqué leurs droits de travailleuses, et, dans le domaine public, elles ont participé aux grands mouvements de manifestation contre l'insuffisance des secours, des programmes de réhabilitation, des indemnisations et de la justice. Pendant cette même période, ces femmes sont également devenues de ferventes militantes écologistes car c'étaient elles qui étaient le plus durement touchées par les gaz sur le long terme : des générations de jeunes filles et de femmes ont continué à subir des cycles irréguliers, à faire des fausses couches, à donner naissance à des bébés malformés et à les nourrir d'un lait maternel empoisonné. On raconte même que des familles sont réticentes à l'idée d'accueillir chez elles des jeunes mariées provenant des zones touchées.

Au début, les femmes en savaient très peu sur ce que l'usine produisait, et c'est après l'horrible catastrophe de la fuite de gaz qu'elles ont compris qu'il s'agissait d'une substance toxique potentiellement mortelle. Peu à peu elles ont été informées des multiples effets nocifs de l'exposition à ces produits chimiques, effets qui non seulement allaient se faire sentir toute leur vie mais allaient également toucher leurs enfants à naître et ceux qui étaient déjà nés. Les déchets toxiques répandus autour de l'usine ont également eu des conséquences visibles pour les communautés alentour, leurs enfants, leur sol, leur eau. Après la fuite de gaz, le slogan était : « Union Carbide a commis un crime à notre encontre », mais les femmes ont ensuite compris que « toutes les multinationales ont répandu tellement de poison dans notre pays qu'elles nous tuent à petit feu sans armes ».

Avec le temps, elles ont également compris que l'Etat était lui aussi responsable parce qu'il avait invité une entreprise productrice de gaz toxiques et de matières dangereuses dans leur ville, et qu'elles allaient également devoir se battre contre lui. Dès que les femmes comprirent les intérêts politiques et

---

<sup>3</sup> *Bhopal Gas Peedit Mahila Udyog Sangathan* – BGP MUS (Organisation des travailleuses des zones touchées de Bhopal).

<sup>4</sup> *Bhopal Gas Peedit Mahila Stationery Karmchari Sangh* – BGP SKS (Syndicat des travailleuses fabriquant de fournitures des zones touchées de Bhopal).

économiques des entreprises productrices de pesticides, elles furent déterminées à empêcher leur pénétration dans le pays. Les militantes manifestèrent localement, à l'échelle nationale, dans les tribunaux, au sein même des entreprises à l'échelle internationale. Des survivantes débarquèrent dans les bureaux de DOW à Mumbai brandissant des balais en scandant le slogan «DOW du balai!» (*jhaadu maro DOW ko*). Elles se rendirent dans les bureaux de DOW dans le monde entier, rencontrèrent de hauts responsables de DOW en Europe et aux Etats-Unis, et remirent un balai à chacun et en disant: «Venez nettoyer notre sol et notre eau car le lait de nos mères est contaminé et nous donnons encore naissance à des monstres dix-huit ans après le drame.»<sup>5</sup>

Le sentiment de plus en plus fort d'avoir été «traitées injustement» eut pour effet de libérer les énergies au sein de la population et de faire prendre conscience des injustices sociales qui existaient ailleurs. Par conséquent, les survivantes de Bhopal exprimèrent sans hésitation leur solidarité avec les autres mouvements écologiques tels que le mouvement contre le barrage géant de Narmada Bachao Andolan<sup>6</sup>. En même temps, sur le plan personnel, elles luttèrent en permanence contre des conceptions culturelles qui déterminaient ce qu'elles pouvaient et ne pouvaient pas faire en tant que femmes. Au même moment, elles ont dû gérer des crises dans leurs relations personnelles et dans leurs vies privées. Par cet enchevêtrement complexe d'aspects personnels et d'aspects politiques dans le processus de revendication des droits, les femmes ont pu aller bien au-delà du rôle qui leur était attribué en tant que femmes dans la société, comme le montrent les histoires qui suivent.

### **La longue marche du syndicat des fabricantes de fournitures de bureau**

Dans le cadre de programmes de réhabilitation après la fuite de gaz, le gouvernement créa en 1985 des ateliers afin de former les populations et de leur donner de nouvelles compétences génératrices de revenu. Deux ateliers regroupant 50 hindoues et 50 musulmanes des communautés gravement touchées par la fuite formèrent les femmes à la production de fournitures de bureau. Après la formation, le gouvernement leur demanda de partir mais elles considéraient que l'Etat «leur devait un emploi stable puisqu'elles avaient été exposées aux gaz et que de nombreuses innocentes étaient mortes sans

---

<sup>5</sup> Rashida Bi citée dans Mukherjee 2002.

<sup>6</sup> Un mouvement contre les barrages géants, les déplacements de population et le manque de réinsertion.

raison». Elles décidèrent de former un syndicat appelé le BGP MSKS (voir ci-dessus), et elles entamèrent une lutte interminable pour obtenir une reconnaissance en tant que travailleuses et des emplois stables. Leurs revendications évoluèrent et elles réclamèrent de meilleurs salaires, plus de travail, des congés réguliers, et une protection juridique dans le cadre du Factories Act.

A partir d'avril 1989, les femmes entamèrent un sit-in (*dharna*) pour exiger du gouvernement du Madhya Pradesh le respect du principe «A travail égal, salaire égal». Après trois mois de manifestations devant les bureaux du Ministre en Chef de l'Etat, en juin 1989, les femmes décidèrent de présenter leurs revendications au Premier Ministre du pays. N'ayant pas de quoi se payer les billets de train, elles se mirent en route à pied en direction de New Delhi avec leurs enfants dans les bras. Elles partaient pour 750 km de marche à travers des forêts, des vallées pleines de voleurs et des terrains difficiles, le tout au plus fort de l'été.

Les femmes n'avaient pas de nourriture et durent s'en remettre à la bienveillance des villageois, des responsables et dirigeants locaux pour obtenir du lait ou des aliments. Elles dormirent par terre ou dans des abris fournis par des personnes émues par la catastrophe de Bhopal. Les femmes ne savaient pas où se trouvait Delhi, mais elles marchèrent les unes derrière les autres pendant cinq semaines, jusqu'à ce que leurs sandales soient complètement usées et qu'elles doivent envelopper leurs pieds blessés dans des feuilles d'arbres. Elles marchèrent parfois toute la nuit avec leurs enfants endormis dans les bras: «Nous pensions que puisque nous étions parties nous allions bien arriver à quelque chose». Lorsqu'elles parvinrent enfin à Delhi le premier Ministre était trop occupé pour leur accorder un entretien.

Mais elles ne se sont pas laissées décourager par cet échec: depuis, elles ont manifesté devant l'Assemblée législative, devant plusieurs Secrétaires d'Etat, devant plusieurs Premiers ministres mais on ne leur a jamais accordé d'audience. «Nous étions jeunes et maintenant nous sommes vieilles (*jawan se budhey ban gaye*), mais nous n'avons rien obtenu» disent-elles. La plupart des femmes qui font partie de ce syndicat étaient au début analphabètes, elles ne connaissaient pas le fonctionnement du gouvernement et ignoraient leurs droits. Champa Devi Shukla, l'une des dirigeantes du groupe, se souvient: «A l'époque, nous ne connaissions même pas nos droits; pas même le fait que nous avions droit à une indemnisation, ou que l'entreprise pouvait être tenue pour responsable».

Le processus de revendication des droits des fabricantes de fournitures de bureau montre une évolution dans leur compréhension des droits. «Plus nous allons de l'avant, et plus les choses deviennent claires» déclarent les

femmes, « nous voyons de plus en plus de problèmes pour lesquels nous devons nous battre ». Ces femmes font également partie d'un mouvement plus vaste des survivants de Bhopal réclamant justice et indemnités. Elles ont exigé de recevoir de meilleurs soins de santé en tant que survivantes de la fuite et ont en même temps lutté contre la corruption qui gangrenait le système de santé. Elles ont participé au mouvement pour obtenir une eau potable pour les populations résidant près des sites de décharge des déchets toxiques. Elles ont participé à d'autres luttes contre les dégâts écologiques provoqués par la construction de barrages géants.

240

Mais elles voient dans cette lutte sans fin pour revendiquer leurs droits un enrichissement personnel : « C'est seulement en se battant que l'on obtient quelque chose, et ces luttes nous ont donné plus de force. Si les femmes du monde connaissaient vraiment leur force, elles déplaceraient des montagnes. Inutile de se décourager et de déprimer » (*Ladne se hi milta hai, ladai mein taqat hai. Aurat agar apni taqat pehchan le to puri duniya ko hila sakti hai. Mayusi se kuch nahin hoga*). Rashida Bi, l'une des dirigeantes du BGP MSKS, se souvient que : « Les femmes qui étaient tenues au silence peuvent maintenant s'exprimer sur des problèmes devant le monde entier. »

Rashida Bi est au premier plan du combat des survivantes pour la justice, les soins sanitaires, les indemnités et le droit à des moyens de subsistance depuis presque deux décennies. Lorsqu'on a demandé à Rashida Bi ce qui avait donné aux femmes la force de continuer à revendiquer leurs droits pendant vingt ans, elle a déclaré : « Nous-mêmes ne savons pas d'où vient cette énergie. Mais nous gardons bien en mémoire cette nuit fatidique... »<sup>7</sup>. L'image terrible de toutes ces morts violentes a marqué la mémoire collective des survivantes de façon indélébile, et leur sert de moteur dans cette lutte pour la justice.

Aujourd'hui Rashida Bi est la co-lauréate de deux prix internationaux pour son engagement écologiste, elle participe à des comités d'état pour faciliter la répartition des indemnités, et a représenté la cause de Bhopal dans de nombreux pays du monde. Avec sa co-lauréate Champa Devi Shukla, elle dirige l'organisation Chingari Trust qui œuvre pour que les populations touchées par le gaz reçoivent un soutien médical. Rashida Bi déclare, « Rien n'est aussi puissant que le pouvoir du peuple (*insaani taaqat ke aagey koi taaqat nahi*) – nous devons lutter, la puissance naît de la lutte (*ladai se taaqat milta hai*) ».

---

<sup>7</sup> Rashida Bi, lors d'un entretien le, 18 août 2004.

## L'histoire de Shabana : « Le voile ne peut pas nous nourrir »

L'histoire de Shabana suit un modèle similaire de revendication des droits, mais elle a en plus une dimension personnelle importante. Shabana était une jeune veuve qui vivait au moment de la fuite avec ses deux très jeunes enfants dans le quartier 36, qui se trouve dans la zone la plus touchée par la fuite. Les membres de sa famille étaient très malades et elle voulait absolument gagner de l'argent, mais elle n'avait jamais quitté son quartier. Elle raconte qu'elle s'est inscrite dans un Centre de Couture créé par une responsable du gouvernement et qu'elle a encouragé d'autres femmes à s'inscrire comme elle. Plus de 2000 femmes étaient employées dans le centre et elles gagnaient 350 roupies par mois.

241

En 1986, le gouvernement décida soudain de fermer le Centre, et Shabana et ses voisines, avec leurs *burqas* (voiles) et des pancartes à la main, allèrent rejoindre une manifestation organisée par un groupe politique. Le Centre rouvrit et l'organisation de femmes survécut et se développa. En 1987, les femmes s'associèrent à un militant qui s'occupait des demandes d'indemnisation. Avec d'autres femmes de son groupe, Shabana parcourut toute la ville pour recruter de nouvelles militantes pour son organisation et pour regrouper 10000 plaintes ou revendications de femmes. Elles défilèrent avec des slogans indiquant leurs revendications. De nouveau en 1989, l'Etat ferma leur Centre. Les femmes continuèrent de se réunir dans un parc public chaque semaine. Shabana se souvient d'avoir eu faim pendant cette période d'extrême pauvreté : « Nous avons nourri notre organisation de notre sueur et de notre sang (*khoon pasiney se seencha hai*) ».

Leur organisation déposa une pétition auprès de la Cour Suprême pour obtenir une allocation de survie, mais la lutte pour obtenir des moyens de subsistance pour chaque famille touchée fut longue et difficile : « On n'obtient rien du gouvernement sans lutter, que ce soit des emplois, des soins de santé ou des indemnisations » déclare Shabana. « Nous avons dû nous battre avec chaque gouvernement successif et taper du pied. Aucun des gouvernements n'a fait quoi que se soit spontanément pour les personnes touchées par les gaz. Jamais aucun ministre n'a tenu ses promesses ». Elle éprouve de la rage contre le gouvernement de l'Inde qui n'a pas su rétablir la justice, et elle soupçonne des malversations qui auraient permis à Warren Anderson de ne pas être jugé à Bhopal : « Il est coupable, il faut le ramener ici et le punir ».

A l'époque, des représentants des survivants devaient se rendre dans d'autres pays pour y rencontrer les survivants d'accidents similaires dans le secteur chimique. Shabana fut sélectionnée, mais sa famille, paniquée à l'idée de ce voyage, refusa de la laisser partir. Grâce au soutien de l'organisation, elle put



partir et passer deux mois en Thaïlande, en Angleterre et aux États-Unis à raconter l'expérience de Bhopal aux médias, à des étudiants et à d'autres groupes de survivants, y compris à des survivants des usines de Union Carbide Canada.

Shabana fut surprise de remarquer que les survivants des autres pays étaient bien mieux traités que ceux de Bhopal, de voir que leurs vies n'avaient pas été bouleversées par de graves problèmes de santé. Elle se rappelait avoir rencontré à Bhopal des femmes atteintes de tumeurs, de problèmes de cycle et de problèmes respiratoires que les médecins refusaient même d'examiner, et à qui ils refusaient encore davantage de remettre un certificat affirmant que la cause de leur maladie était la fuite de gaz. Une discrimination aussi flagrante renforça encore son sentiment d'injustice : « J'ai en permanence ce combat à l'esprit (*woh sangharsh mere man mein jaari hai*), c'est devenu une habitude maintenant. J'ai pris connaissance de mes propres droits ; et j'ai su que je devais me battre si je voulais que mes intérêts soient défendus. Je ne crains pas la police, si besoin, je peux même m'adresser directement au Ministre en Chef ».

Shabana pense que cette lutte lui a fait prendre conscience de sa propre valeur : « Moi aussi j'ai un but, moi aussi je suis quelqu'un d'important (*Apna bhi koi muqam hai, hum bhi kuch hain*). Nous les femmes, pour nous battre, nous avons donné le peu d'argent que nous avions, nous avons mis nos bijoux en gage, nous avons donné nos petites contributions, notre temps, notre mobilisation et notre engagement ; si nous arrêtons de nous battre, nous n'obtiendrons jamais la justice ». Elle est consciente du fait que les luttes ont également permis de surmonter toutes les inhibitions : « Nous les femmes avons appris que nous pouvions tout faire, une fois que nous descendons dans la rue. Des plaintes ont bien été déposées contre nous, mais nous savions que la police ne nous toucherait pas. Nous les avons combattus, nous avons même attrapé le Chef de la Police par le col – nous nous sommes comportées comme de vrais bandits ! (*puri badtamizi ki*) ».

**Ce processus de revendication de ses droits a fait vivre à Shabana une véritable expérience de libération personnelle.** Shabana se souvient que lors des premiers défilés, la plupart des femmes étaient voilées, mais maintenant les choses ont changé : « L'époque de l'oppression est révolue, nous nous sommes débarrassées de nos voiles. Lorsque nous luttons pour avoir de quoi manger, ce n'est pas le voile qui va nous nourrir. (*Apne pet ki ladai mein burqa khane ko nahin deti*)... Nous sommes animées d'un tel feu que si quelqu'un ose se mettre dans notre chemin, nous allons l'attraper par le col. Ce sont les circonstances qui ont fait de moi ce que je suis : une femme toujours prête à se battre (*Haalat ne mujhe itna jujharu banaya*). Aujourd'hui je ne crains plus rien du tout ».

Shabana a épousé l'un de ses collègues mais a fini par divorcer. Le cœur brisé par cette expérience, elle a quitté l'organisation. Mais elle a entamé des poursuites contre son ex-mari pour réclamer une pension alimentaire, «pour montrer que je n'avais peur de rien, pour lui donner une bonne leçon». Sur un plan plus personnel et plus profond, la demande de pension alimentaire de Shabana au tribunal est une revendication d'égalité dans les relations intimes.

Shabana déclare avec insistance que les femmes «n'ont plus besoin de rester à la maison et de tout endurer maintenant qu'elles savent qu'elles peuvent se rendre au commissariat... Je refuse de tolérer toute injustice, celle de l'Etat autant que celle du foyer familial».

## **Analyse**

Les femmes touchées par cette fuite de gaz étaient au début inexpérimentées, naïves, elles ne quittaient pas leur foyer et, pour la plupart, portaient le voile. Pendant leurs années de participation au mouvement, ces femmes semblent avoir pris la mesure des injustices, au point qu'elles ont maintenant une analyse bien plus précise des enjeux politiques dans bien d'autres domaines. C'est comme si chaque lutte contre une violation leur apportait des connaissances et des expériences supplémentaires pour nourrir et renforcer leur combat pour la revendication suivante, comme dans un cercle vertueux. A l'époque de cette étude de cas, on a pu observer qu'on se situait à une «étape clé» de la prise de conscience de leurs droits par les femmes, un moment où elles résistent à toute violation de leurs droits, même dans leur vie privée.

Le rôle clé joué par les femmes semble avoir provoqué la remise en question des rapports de pouvoir existants entre les sexes tant au niveau social que personnel. Lorsque les femmes enlevèrent leurs voiles, un arrêté religieux (*fatwa*) fut édicté contre elles, mais elles ne se laissèrent pas intimider; comme Shabana le déclare: «Nous nous battons pour avoir à manger, et le voile ne peut pas nous nourrir». Le sentiment général est que cette revendication de leurs droits a bouleversé irrévocablement la situation des femmes. Comme le déclare Shanti Devi de BGP MUS<sup>8</sup> «Une fois que vous êtes sortie et que vous avez laissé vos peurs derrière vous, la vie ne peut pas vous retenir; elle ne peut que vous faire avancer». Parce qu'elles se sont soutenues mutuellement et ont été solidaires, les femmes ont non seulement pu mieux se faire entendre dans les décisions qui les concernent mais elles ont aussi pu surmonter leurs traumatismes et leurs pertes personnels.

Les revendications au niveau interpersonnel sont souvent les plus difficiles, surtout pour les femmes. L'injustice dans une relation intime est immédiatement remise en question – Shabana refuse «de tolérer toute forme d'injustice, étatique ou domestique». Lorsqu'on a demandé aux femmes du Groupe des fournitures de bureau comment elles avaient trouvé le courage de quitter leurs foyers pour défendre leurs droits, elles ont répondu : «Oui, on nous a battues, jetées contre le mur ; nos vêtements ont été jetés par la fenêtre ; mais cela ne nous a pas fait peur». Au niveau personnel, cette revendication de leurs droits a provoqué une prise de conscience politique. Cela a aussi radicalement bouleversé l'image qu'elles ont d'elles-mêmes ; elles se voient maintenant comme des «ayant droit à des droits».

Les histoires de ces femmes montrent que le processus de revendication a libéré leur détermination, leur énergie et a permis une prise de conscience politique. Toutes ces forces ont inversé les relations de pouvoir entre les genres. Cela s'est produit dans le domaine domestique mais aussi vis-à-vis des diktats religieux. Le simple fait de descendre librement dans la rue et de se déplacer sans restriction a marqué une grande transformation, qui a son tour a fait sauter les inhibitions qui pouvaient empêcher les femmes de revendiquer leurs droits : «Nous les femmes, nous avons appris que tout était possible une fois que nous osions sortir dans la rue». Elles sont conscientes de leur nouvelle force : demander à tout responsable de rendre des comptes. On voit que la revendication des droits peut être en soi une expérience qui renforce le pouvoir des femmes.

## Conclusion

Le mouvement des survivantes de Bhopal est devenu un processus de revendication des droits qui a été influencé par les considérations de genre même si la fuite de gaz n'était pas au début un accident touchant plutôt un sexe que l'autre. Les femmes sont devenues les soutiens de famille quand les hommes ont été trop diminués par les effets de la fuite de gaz ; mais, confrontées à des discriminations sexuelles et de classe au travail, et elles se sont impliquées dans des mouvements de revendication des droits plus vastes. Engagées dans un mouvement plus large, elles ont vécu des expériences libératrices aux niveaux personnel et social.

Ce processus de revendication dure depuis deux décennies et il a permis aux femmes de mener leur propre analyse de genre de la situation et de mieux comprendre ou de remettre en question les rapports de genre existants. Le

---

<sup>8</sup> Shanti Devi lors d'un entretien.

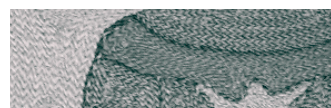
mouvement de revendication dans le domaine public a permis, dans ce cas, une prise de conscience accrue des droits des personnes dans le domaine privé. Cela semble être un changement de paradigme, puisque celles qui revendiquaient leurs droits ont pris conscience de leur simple «droit à avoir des droits», elles ont acquis la capacité d'identifier toute violation et de revendiquer de nouveaux droits. Il semble qu'en s'engageant dans de longues luttes pour revendiquer leurs droits collectifs, les femmes entraînent une redéfinition de leurs rôles de genre dans la société et puissent reconstruire leur propre espace en tant que femmes.

### Références bibliographiques

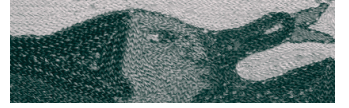
- ALVARES C., 1986, « A Walk through Bhopal », in WEIR D., *The Bhopal Syndrome : Pesticide manufacturing in the Third World*, Malaisie, International Organization of Consumers' Unions, Regional Office for the Asia and the Pacific.
- CHOUHAN T.R. et al., 2004, *Bhopal The Inside Story*, Goa et New York, Other India Press et Apex Press, édition mise à jour.
- COMMISSION ON HUMAN RIGHTS, SUB-COMMISSION ON THE PROMOTION AND PROTECTION OF HUMAN RIGHTS, 2002, *Economic, Social And Cultural Rights. Human Rights Principles and Responsibilities for Transnational Corporations and Other Business Enterprises*, cinquante-quatrième session, session du groupe de travail sur les méthodes de travail et les activités des sociétés multinationales, document E/CN.4/Sub.2/2002/WG.2/WP.1 du 29 mai 2002.
- ECKERMAN I., 2005, *The Bhopal Saga. Causes and Consequences of the World's Largest Industrial Disaster*, Inde, Universities Press.
- « Elusive Justice », *Seminar*, n° 544, décembre 2004.
- MUKHERJEE S., 2002, *Bhopal Gas Tragedy: A book for young people*, Tulika Publishers.
- MUKHERJEE S., 2002, *Dancing in the Streets: Narratives of Resistance in Bhopal*, India International Centre Quarterly.
- MUKHOPADHYAY M., 2004, *Rights Based Approaches in Development*, Issue Paper, Amsterdam, KIT (Royal Tropical Institute).
- NYAMU-MUSEMBI C., 2002, *Towards an actor oriented perspective on human rights*, IDS Working Paper 169
- PRAJAPATI H.L., 2003, *Gas Tragedy. An Eye Witness*, Mittal Publications.
- SARANGI S., 1995, « The Movement in Bhopal and its lessons », *Social Justice*, Vol. 23, no 4.

Sources sur Internet :

AFP, 29 Nov. 2004, *Victims of Bhopal gas leak still struggling to mend their lives*,  
[http://www.channelnewsasia.com/stories/afp\\_asiapacific/view/119581/1/.htm](http://www.channelnewsasia.com/stories/afp_asiapacific/view/119581/1/.htm)  
[www.bhopal.net](http://www.bhopal.net)  
[Remember-Bhopal@lists.essential.org](mailto:Remember-Bhopal@lists.essential.org)



4



## Recherche et politiques publiques à l'épreuve du genre : l'angle mort ?





---

# Comment les programmes de foresterie participative maintiennent-ils les exclusions de genre, de caste, de classe ? L'exemple du Népal

249

..... Marlène Buchy\* et Suman Subba\*\*

---

*Article inédit<sup>1</sup>, La Haye, 2007*

---

*Traduit de l'anglais par Emmanuelle Chauvet*

Ces deux dernières décennies ont vu l'émergence, le développement et l'institutionnalisation de processus participatifs. Dans la gestion des ressources naturelles, ces processus ont pris diverses formes désignées sous les termes généraux de foresterie communautaire (au Népal), de gestion forestière collective (en Inde) ou, de façon plus générique, de foresterie participative.

Le développement, par les habitants d'une région, de méthodes collaboratives pour la gestion d'un capital commun en ressources naturelles n'est pas un concept nouveau. Mais, en Inde et au Népal, les modèles récents de sylviculture participative construits à partir de cadres politiques et légaux

---

\* Lecturer on Rural Development, Environment and Population Studies, Institute of Social Studies, La Haye

\*\* Conseillère technique pour la Deutsche Gesellschaft für Technische Zusammenarbeit (GTZ).

<sup>1</sup> Une partie des données a été collectée avec le soutien de AusAID et avec l'aide d'une partie du personnel du projet NACRAMP. Toutefois, les opinions exprimées dans cet article ne traduisent que les positions des auteurs. Nous remercions particulièrement le D<sup>r</sup> Ram B. Chhetri avec qui nous avons pu avoir des discussions stimulantes et éclairantes.

très particuliers sont présentés comme des processus structurés nouveaux renforçant le pouvoir des populations locales. Au Népal, la foresterie communautaire s'articule autour de l'idée de partenariat entre le Département des forêts et les communautés locales. Le Département des forêts accepte de transférer la responsabilité de la gestion de certaines parcelles de forêts (uniquement des parcelles dégradées) à des institutions locales organisées, comme les Forest Users Groups (FUG) qui sont des groupes d'utilisateurs. En contrepartie de leur travail de régénération et de protection, ces FUG ont le droit de recevoir une part variable des bénéfices de la vente de divers produits de la sylviculture. Les FUG se composent de membres bénévoles de la communauté qui élisent un bureau du comité chargé de gérer les ressources communautaires.

Ce modèle ayant été construit autour des concepts de participation et de partenariat, on a supposé que tous les membres de la communauté allaient avoir la possibilité de participer et de bénéficier du processus. Mais de plus en plus d'éléments venus du terrain démentent cette hypothèse. La réalité sociale des sociétés rurales et leurs relations avec les ressources naturelles sont souvent plus complexes et embrouillées qu'on ne le dit. Des études plus détaillées ont montré que les « communautés » sont des entités très diverses et parfois divisées (Leach, Mearns et Scoones 1999). Des mécanismes d'« exclusion participative » (Agarwal 2001 : 1623) désavantagent les femmes et les pauvres et, dans la gestion des ressources naturelles, les résultats de la participation sont loin d'être équitables (Lama et Buchy 2002 ; Sarin 2001 ; Singh 2001). Dans les textes, les politiques reconnaissent bien les impératifs d'équité sociale et de lutte contre la pauvreté, mais ces problèmes ne sont toujours pas résolus après quelques décennies de programmes de sylviculture communautaire (Upreti 2001). Et lorsque les actions de régénération des terres dégradées et d'augmentation de la biomasse disponible réussissent, elles font naître de nouvelles tensions autour des nouveaux enjeux liés au contrôle des ressources du village.

Cet article s'inspire de la littérature sur ce sujet et d'un travail de terrain mené récemment dans les districts népalais de Sindhu Palchok et de Kavre Palanchok. Dans huit communautés (Jalapani, Sharadadevi, Bhir Kuna, Bhalubani, Duguna Gadhi, Tanga, Bagam et Lacha), nous avons mené des discussions de groupe informelles et quelques entretiens individuels portant plus particulièrement sur l'estimation des besoins et sur les questions de participation aux processus de gestion communautaire. **Cet article cherche à expliquer pourquoi les modèles institutionnels formels, comme celui de la foresterie communautaire, n'ont inclus ni les dimensions de genre ni les dimensions sociales dans leurs variables fondamentales.** Pour

commencer, nous allons présenter brièvement les résultats d'une analyse de genre et étudier les raisons pour lesquelles les femmes restent exclues de la plupart des processus de décision. Nous allons ensuite étudier plus particulièrement les limites intrinsèques des processus participatifs formels. Nous affirmons qu'en mettant l'accent sur la dimension biophysique de la gestion des ressources naturelles, comme on le fait actuellement dans la plupart des cas, et en ne s'attaquant pas aux questions de pouvoir, on empêche tout progrès significatif vers l'équité de genre et l'équité sociale, et que les changements qui sont nécessaires vont bien plus loin que de simples ajustements institutionnels.

## **Rôles de genre et besoins selon le genre**

Chacun sait de nos jours que les femmes et les hommes jouent des rôles différents et ont des besoins différents. Mais ces rôles et ces besoins diffèrent aussi d'un groupe ethnique ou d'une caste à l'autre, et, au Népal, les catégories génériques des «femmes» et des «hommes» ne sont en aucun cas des catégories homogènes. Une étude sur le genre devrait donc également prendre en compte les stratifications sociales à l'intérieur des catégories de genre. La culture dominante au Népal est la culture hindoue et l'organisation de la société népalaise suit le système hindou très hiérarchique des castes. La région étudiée se caractérise par la domination des communautés Brahmin/Chhetri et Newar sur les Sherpa et les Tamang (qui se trouvent aussi être des groupes bouddhistes). Depuis longtemps, le système des castes influence la politique générale mais il impose aussi aux différents groupes, en particulier aux groupes de genre, des normes socioculturelles particulières. Dans l'analyse qui va suivre, nous essayons de montrer les principales caractéristiques du rapport entre le genre et la gestion des ressources naturelles dans la région de notre étude. Nous essayons également d'étudier le traitement des questions de genre dans la politique de foresterie traditionnelle.

### ***Qui fait quoi ?***

Dans les huit communautés que nous avons visitées, les rôles de genre sont assez bien définis, et ils le sont plus précisément dans les communautés Brahmin/Chhetri et Newar. Dans les communautés Sherpa et Tamang, la division du travail est souvent négociée au niveau des ménages. Les femmes, qui sont plus ou moins les seules responsables dans la sphère domestique (travaux du ménage, soins et éducation des enfants), sont aussi impliquées dans toutes les activités agricoles (sauf dans le labourage) ; dans les zones de moyenne montagne, elles sont aussi les seules responsables du bétail.

Les hommes et les femmes disent que le ramassage du fourrage est l'activité qui demande le plus de travail ; de nombreuses femmes y consacrent chaque jour plus de quatre heures. Les femmes sont également les responsables exclusives de la traite des vaches, mais ce sont les hommes qui organisent la vente de l'excédent. La division du travail est similaire dans la zone de haute montagne (de 1500 à 3000 mètres d'altitude). Tout au long de l'année, le bétail est déplacé entre les pâturages communs, les forêts et les terres agricoles privées restées en jachères. Les femmes restent parfois dix à quinze jours seules avec leurs enfants dans leur *goth*<sup>2</sup>. En hiver, lorsque le fourrage est peu abondant, les hommes grimpent dans les chênes et coupent des branches qu'ils donnent en fourrage aux animaux. Les enfants participent aussi en surveillant le bétail, en ramassant du fourrage et du bois de chauffage ; le plus souvent, les filles restent au *goth* alors que leurs frères vont à l'école.

Le ramassage du bois de chauffage est essentiellement sous la responsabilité des femmes, mais, dans de nombreux endroits, les hommes y participent aussi. L'état des forêts communautaires a une incidence sur l'activité de ramassage du bois de chauffage : dans certains cas, la reforestation ayant progressé, la forêt offre une bonne source de combustible, tandis que, dans d'autres cas, il faut se rendre dans des forêts non protégées et les distances à parcourir sont donc plus longues.

La richesse a une influence sur la division du travail dans la mesure où les femmes des ménages appartenant aux castes supérieures délèguent certaines responsabilités à des employées ; l'âge et la position dans la famille (fille ou belle-fille) contribuent également à déterminer qui fait quoi.

### *Qui détient quoi ?*

Seuls les hommes sont propriétaires ; la loi ne permet pas aux femmes d'hériter de la terre et, aux termes d'une loi récente (le *Mukuti Ain*), les femmes n'ont de droit sur les biens de leurs parents que tant qu'elles ne sont pas mariées. Elles peuvent accéder à la terre par le mariage et aux forêts communes par les pratiques traditionnelles, mais elles n'ont que peu de contrôle, voire aucun contrôle, sur les ressources naturelles (Agarwal 1994).

Beaucoup de membres des basses castes ne possèdent pas de terre non plus – ce qui signifie qu'ils n'ont qu'un accès limité à la terre et n'ont aucun contrôle sur cette ressource. On a noté que pendant le règne des Rana (1846-1951), le

---

<sup>2</sup> Le *goth* est un camp provisoire installé dans les zones de pâturage. La tente-hutte, construite à partir de nattes de bambou, peut accueillir un foyer où les femmes fabriquent le fromage, une zone de couchage pour un adulte et quelques enfants et une étable pour de la volaille et du petit bétail.

système traditionnel *Kipat* de protection et de gestion de la forêt des Tamang garantissait aux basses castes un certain accès et un certain contrôle sur la terre. Le *Kipat* est un système antique de bail des terres communes qui s'applique aux forêts et aux terres agricoles et qui a été reconnu par la monarchie. Sur les terres soumises au *Kipat*, la communauté accordait aux personnes le droit de labourer certaines zones et de ramasser les produits de la forêt (Barlett et Malla 1992). Mais pendant le règne des Rana (des dirigeants féodaux qui renversèrent le roi), le régime attribua des surfaces de plus en plus vastes à des groupes influents pour négocier ou récompenser leur soutien politique. Par conséquent, les communautés locales se trouvèrent peu à peu dépossédées des éléments qui garantissaient leur sécurité collective. Les Tamang, alors obligés de louer les terres des Brahmin et des Chhetri, se trouvèrent dépendants de ces nouveaux propriétaires terriens. Faute de temps, et parce que la question est délicate, il a été difficile de savoir comment l'argent se partage entre les genres et comment les décisions sont prises au niveau des ménages. Dans les communautés sherpa, les femmes semblent avoir un certain contrôle sur les affaires financières de la famille, ce qui n'est pas le cas dans les communautés brahmin/chhetri. De toute évidence les femmes ont des perspectives limitées parce qu'elles manquent de biens ; elles ont donc un moindre pouvoir de négociation au sein des ménages et de la communauté (Agarwal 2001).

### *Qui a besoin de quoi ?*

Une estimation des besoins dans le domaine de la formation, faite par le projet Nepal Australia Community Resource Management (NACRM) en 1998 dans notre zone d'étude, montre que les hommes et les femmes, et les populations des basses castes en général, ont des besoins différents (Eijnatten 1998). Bien que les besoins aient été étudiés dans une perspective de formation, les domaines identifiés reflètent des problèmes socio-économiques plus larges qui touchent les différents genres et les pauvres. Alors que, par exemple, « les mauvais niveaux d'éducation, de connaissance et de conscience » se classent parmi les problèmes prioritaires pour les femmes, les hommes et les membres des basses castes, les problèmes liés à un « statut social inférieur » se situent haut dans le classement des priorités pour les femmes et les membres des basses castes mais ne sont pas applicables pour les hommes qui ont un meilleur statut.

« La discrimination entre les femmes et les hommes », « une charge de travail importante », « la domination par la famille » et « l'absence de représentation dans les comités des FUG » sont des problèmes fortement prioritaires pour les femmes alors, que pour les membres des basses castes, l'infériorité du statut social se traduit en « discrimination par la société »

et par le fait qu'«on ne les écoute pas». Par conséquent, un grand besoin d'*empowerment* des femmes et des membres des basses castes semble exister.

Le manque d'accès à la connaissance, et notamment l'analphabétisme, est un problème pour tous. Mais, souvent, les femmes et les hommes n'expriment pas les mêmes besoins de connaissances. Pour les hommes, le «besoin d'améliorer l'aptitude à gérer les forêts» apparaît comme une grande priorité quand le «manque de compétences agricoles et vétérinaires» fait partie des priorités moyennes. Les femmes, quant à elles, classent les problèmes liés à «l'épargne et aux revenus» et à la «politique sylvicole communautaire» comme de grandes priorités, mais comme priorité moyenne le manque de connaissances sur «l'assainissement, l'épargne et le crédit et les techniques sylvicoles» (Eijnatten 1998 : 16-17). Les différentes attentes en matière de compétences dans l'organisation communautaire sont également assez révélatrices. Les femmes placent leur «capacité de décision» et l'«horaire des réunions» au sommet de leurs priorités alors que les hommes y placent plutôt les difficultés à «mettre les décisions en application», «la prédominance de la politique» et «une utilisation inappropriée des fonds», «un faible niveau d'indépendance et une incapacité à contrôler les empiètements». Pour les membres des basses castes, c'est la mobilisation sociale qui est un problème (*ibid.* : 18).

Les besoins exprimés selon les genres étant différents, les attentes placées dans la foresterie communautaire pour satisfaire ces besoins vont être très différentes. Pour les forestiers et les animateurs de la communauté, ces différences signifient que, lors de l'estimation des ressources et pendant la préparation des plans de travail forestiers, les besoins à identifier clairement et à prendre en compte seront ceux des femmes mais aussi les besoins particuliers des basses castes. Il faudra aussi attirer l'attention du personnel de terrain sur la différence entre les besoins pratiques comme l'accès au fourrage et au bois, et les besoins stratégiques comme la participation aux décisions ou l'accès au crédit.

### *Qui veut quoi ?*

Les femmes et les hommes veulent récolter des produits sylvicoles différents et ils n'attendent pas les mêmes résultats de leur participation aux activités du projet. Dans son étude en moyenne montagne, Paudel (1999) a montré les différents produits sylvicoles dont les femmes, les hommes et les populations des basses castes ont prioritairement besoin (tableau 1). Logiquement, un programme de foresterie communautaire ciblant les besoins des femmes et des pauvres aurait dû donner la priorité à la production de fourrage et de bois de chauffage, les deux produits dont ces deux



groupes ont le plus besoin. Mais la priorité a été donnée aux arbres produisant du bois de coupe et, pire encore, aux pins qui n'ont aucune valeur fourragère et qui ne produisent pas de tapis végétal. De nombreuses femmes ont exprimé leur souhait de voir les pinèdes partiellement remplacées par des arbres à fonctions multiples. Elles ont observé que les plantations de conifères empêchent la croissance de la sous-couche végétale, ce qui réduit la disponibilité de fourrage. Si cela ne pose pas de problème pour une famille qui possède de la terre, c'est en revanche une grande préoccupation pour les sans-terre. De la même façon, les populations des basses castes ont tendance à considérer le bois de chauffage comme une priorité alors que le bois de coupe sera une priorité pour les groupes plus à l'aise.

**Tableau 1 : Utilisation prioritaire des produits de la forêt selon les différents groupes sociaux**

Priorités	Femmes	Hommes	Basses castes
Première	Fourrage herbacé	Bois de coupe	Bois de coupe
Deuxième	Bois de chauffage/ pâturage	Bois de chauffage	Herbe pour pâturage
Troisième	Tapis végétal	Fourrage/outils agricoles	Fourrage herbacé/litière
Quatrième	Fourrage non ligneux	Produits forestiers non ligneux	Produits forestiers

Source : Paudel, 1999, p. 38

Au cours d'un atelier organisé avec les groupes de base à Patlepani, Sindhu Palchok, en octobre 2001, on a demandé aux femmes et aux hommes d'exprimer leurs priorités pour une nouvelle phase du projet NACRM. Les femmes ont identifié l'éducation (alphabétisation, conscientisation et aptitude à diriger) comme première priorité tandis que les activités liées à la production de fourrage et à l'économie agricole se classaient en deuxième et troisième positions. Le plus important pour les femmes était clairement de renforcer les compétences et de développer les activités génératrices de revenu au niveau du ménage, tandis que les hommes plaçaient leurs priorités dans la révision des plans opérationnels, le développement institutionnel et le renforcement des FUG, ainsi que dans l'identification et l'estimation des ressources. Cela ne signifie pas que les hommes ne sont pas intéressés par des activités génératrices de revenu (c'est même précisément pour cette raison qu'ils s'intéressent à la gestion sylvicole), mais leur souci premier va

aux activités liées à la gestion de la forêt plutôt qu'aux activités liées à la gestion agricole. Cette différence reflète bien sûr la division des responsabilités entre les genres au sein du ménage.

Mais au cours de cet atelier, les femmes ont également exprimé leur intérêt pour la gestion des cultures de bambou et elles ont contesté le contrôle exclusif des hommes sur ces cultures. Les femmes ne veulent donc pas se cantonner à la foresterie d'autosubsistance et préféreraient s'impliquer dans la sylviculture de production. **Nombre de projets forestiers, se basant sur une analyse superficielle des rôles et des besoins de genre, ont tendance à résumer les intérêts de genre à une opposition entre besoin du ménage et besoins de production au lieu de faire une analyse de la situation au cas par cas.** On ne peut pas résumer en disant simplement que les hommes veulent du bois de chauffage et les femmes des produits non ligneux ; les uns et les autres attendent peut-être différents produits ligneux, différentes essences, différentes pratiques sylvicoles et donc une palette plus large de produits.

**Pendant plus de trois décennies, la sylviculture dans cette région du Népal s'est concentrée presque exclusivement sur le développement de pinèdes pour recréer des ressources en biomasse et mettre fin à la dégradation des sols. Parce que les femmes et les pauvres dépendent de différentes ressources naturelles, le modèle monospécifique des pinèdes ne peut pas *de facto* profiter simultanément à toutes les femmes et à tous les pauvres.**

### ***La politique mise en œuvre***

Malgré des différences de genre évidentes dans l'accès, le contrôle et l'utilisation des ressources naturelles, les versions antérieures de la politique de sylviculture communautaire au Népal ne parlaient pas des questions de genre. Dans le Plan agricole général de 1988, un document pour la gestion de la forêt sur vingt-cinq ans, on ne trouve aucune mention des questions de genre. Le Plan général révisé de 1990, organisé autour de douze programmes sectoriels, reconnaît pour la première fois que les pauvres, les sans-terre et les femmes sont à la fois des groupes défavorisés et les premiers utilisateurs des forêts. Mais le document ne donne aucune indication sur la façon d'intégrer les questions de genre en pratique et dans la stratégie. Le Plan de perspective agricole (1995), qui reconnaît lui aussi le rôle des femmes, et le Plan général sylvicole, ont été intégrés dans le Neuvième Plan quinquennal de développement national (1997-2002). Les femmes y sont là aussi reconnues comme principales utilisatrices, et le plan marque un grand progrès en formulant des directives pour une intégration obligatoire des femmes dans les comités d'utilisateurs de la forêt.

L'Evaluation technique commune de la foresterie communautaire (2001) a reconnu le rôle des femmes et a proposé de renforcer leur participation en impliquant obligatoirement une femme et un homme par ménage. Ces initiatives politiques récentes ont une portée très limitée et ne répondent pas aux questions stratégiques.

### **Bilan : exclusion, coûts élevés et faibles bénéfices**

La foresterie communautaire s'adapte-t-elle à la diversité des rôles, des besoins et des intérêts au sein de chaque communauté ? Les publications récentes sur l'impact de la foresterie communautaire au Népal et de la gestion commune de la forêt en Inde ont révélé que les femmes et les pauvres étaient exclus des processus de décision. Ils sont absents ou muets lors des réunions de comités et, souvent, ils ne connaissent même pas les décisions qui ont été prises ni les activités en cours (Agarwal 2001 ; Malla 2000 ; Sarin 2001 ; Singh 2001 ; Upreti 2001). Nombre de femmes et de pauvres sont *de facto* exclus pour plusieurs raisons. Dans la plupart des cas, les femmes ne peuvent pas participer aux réunions qui ont lieu à des heures qui ne leur conviennent pas ; en outre, elles manquent d'informations ou de confiance en elles lorsqu'elles doivent affronter la résistance des hommes et de la caste dominante (pour une analyse de l'exclusion particulièrement dans la région étudiée, voir Lama et Buchy 2002). Lorsqu'on a parlé de la formation des FUG et de la préparation des plans opérationnels, on a constaté que, pour la plupart, les femmes n'étaient pas complètement impliquées dans les premières étapes (d'identification des utilisateurs et d'estimation des ressources) de la planification des activités de l'Evaluation participative rurale (Participatory Rural Appraisal, PRA). Bien des femmes (toutes castes confondues) ne savent même pas ce qui se passe lors des phases initiales de la formation des FUG.

Certes, on compte des femmes parmi les membres du comité, mais leur participation à la gestion forestière ou au processus de décision pour le développement communautaire reste insuffisante (Tumbahangphe 1997). Les hommes commencent par discuter entre eux pour se mettre d'accord. C'est seulement ensuite qu'ils vont peut-être aller voir le groupe des femmes pour que leur décision soit entérinée, les femmes donnant leur assentiment sans manifester d'opposition. Le nombre de FUG exclusivement féminins est en augmentation<sup>3</sup>, de même que le nombre de femmes membres des comités de FUG, mais la représentation des femmes reste très insuffisante. Même s'ils arrivent à s'exprimer lors des réunions de village,

---

<sup>3</sup> Sur les 6062 FUG existant au Népal, 162 sont des comités exclusivement féminins (Bhatia 1999).

les femmes pauvres et les membres des basses castes ne sont pas entendus (Joshi 1997) car les élites des villages ne les écoutent pas. L'Évaluation technique commune de la foresterie communautaire (2001) recommande une augmentation du nombre de femmes et une participation féminine plus importante lors des réunions, ce qui devrait faire progresser cette participation au niveau des comités, mais cela ne garantit pas que les femmes vont s'exprimer ni qu'elles vont être entendues.

Le programme d'alphabétisation du NACRMP est un bon exemple d'intervention pratique utile. Dans la région couverte par le projet, on a mis en place un certain nombre de groupes pour apprendre aux femmes les bases essentielles de l'alphabétisation. Cette mesure a notablement renforcé l'assurance des femmes et leur capacité à s'impliquer d'elles-mêmes dans les FUG. On n'a pas fait d'étude d'impact, mais beaucoup de femmes et beaucoup d'hommes ont remarqué que le programme avait fortement contribué à rétablir l'équilibre entre les genres. Parce qu'elles pouvaient accéder aux informations écrites, les femmes se sont trouvées dans une position plus forte pour interroger ou pour contester les décisions des FUG. Dans un village, un aîné s'est même plaint de ce que les femmes avaient, après avoir participé au programme, ouvertement contesté certaines décisions du comité du FUG, ce qui ne s'était jamais vu. L'alphabétisation a également permis aux femmes de développer des processus de pensée plus complexes, et donc de faire une analyse plus critique de leur situation. Les femmes rencontrées en entretiens se sentaient aussi plus fortes pour rencontrer les agences de développement locales et les ONG et elles pouvaient exprimer leurs demandes de façon plus éloquente. Mais le programme s'adressait seulement aux femmes et il n'a pas profité aux hommes illettrés et dominés des sections pauvres de la société.

Les groupes exclus sont souvent aussi ceux qui souffrent le plus des changements dans la gestion des ressources. Pour commencer, en fermant des forêts pour les protéger, mais sans consulter au préalable les populations concernées, on a soudainement privé les femmes et les pauvres de l'accès à des lieux où ils allaient traditionnellement chercher le bois de chauffage et le fourrage. L'élevage en étable a accru la charge de travail des femmes, qui ont dû parcourir une plus grande distance pour aller chercher du fourrage. Une analyse coûts-bénéfices de la foresterie communautaire menée récemment dans deux FUG des Koshi Hills par Bhattarai et Ojha (2001) montre que le bilan est négatif pour les pauvres alors que les groupes à revenu moyen tirent les bénéfices nets les plus élevés.

Le bilan net est négatif pour les pauvres parce qu'ils utilisent des produits à faible valeur (fourrage, feuillage pour litière) qui sont aussi ceux qui

demandent plus de travail. Le bénéfice net est le plus élevé pour le groupe à revenu moyen parce qu'il est le plus grand utilisateur des produits de la forêt, et parce que ces produits, par exemple le bois de coupe, ont une forte valeur ajoutée. Le coût absolu est le plus faible pour les pauvres parce qu'ils investissent peu dans les décisions et dans les opérations sylvicoles (les coûts d'opportunité du travail étant élevés). Les coûts absolus et les bénéfices sont maximaux pour les riches.

Les auteurs de cette analyse montrent également que, par exemple, des ménages aisés qui ont accès à leurs ressources propres et qui, par conséquent, dépendent moins de la forêt communautaire, décident parfois de se retirer de certaines opérations sylvicoles coûteuses. L'exemple de l'élitage montre combien le système est inéquitable. L'élitage demande un travail long et fastidieux pour obtenir un bois de chauffage de mauvaise qualité. Dans les FUG observés dans le cadre de l'étude, seuls les ménages pauvres y participaient. L'élitage est important pour la qualité future du bois de coupe et il est donc essentiel pour garantir les bénéfices de la plantation. Les pauvres doivent donc consacrer beaucoup de temps à une activité qui leur rapporte un produit de faible qualité, et ils devront ensuite partager le bois de coupe à parts égales avec les autres membres de la communauté qui n'auront rien fait pour en garantir la qualité.

L'étude des impacts socio-économiques de la scierie communautaire de Chaubas dans le Sindhu Palchok (Eijnatten et Shrestha 2001) constate aussi des bénéfices socio-économiques globaux, mais elle révèle que ce sont les hommes des castes les plus hautes qui en ont le plus profité. Le temps moyen consacré au ramassage du bois de chauffage a diminué pour un grand nombre de ménages. L'émigration de Chaubas semble s'être ralentie. Mais, dans l'échantillon de l'étude, les groupes brahmin/chhetri et pahari ont gagné une moyenne de 1700 roupies par ménage alors que les groupes tamang et sarki/damai ont gagné, en moyenne, respectivement 440 et 660 roupies (*ibid.* : 9).

Le niveau d'éducation s'est aussi élevé depuis l'étude de 1995. Seuls 27 % des hommes sont analphabètes, alors que le taux est de 60 % pour les femmes. Entre 1995 et 2000, le pourcentage de garçons scolarisés a progressé de 60 % à 94 % tandis que le pourcentage de filles scolarisées n'a progressé que de 63 % à 73 % (*ibid.* : 17).

La foresterie communautaire ne reconnaît pas la disparité sociale dans la communauté ou ne s'adapte pas à cette disparité. Dans l'illusion d'une intégration de toutes et tous grâce aux processus participatifs, on invite tous les membres à participer quels que soient leur genre et leur caste,



mais aussi indépendamment de leur richesse, des biens qu'ils possèdent et de leurs chances de réussite. Baviskar affirme qu'en donnant «des droits fonciers égaux à tous les ménages, on produit, dans les activités liées à la forêt, un nivellement de la communauté» (2001 : 253). Pour d'autres auteurs, les groupes de propriétaires terriens aisés devraient être totalement exclus de ces programmes, ou, tout au moins, les bénéfices ne devraient pas en être partagés de façon égale mais en fonction des besoins. Tanaka (1998) insiste sur le fait que les ménages des castes supérieures ou hautes sont plus souvent propriétaires de forêts que les ménages des basses castes, mais que l'accès aux forêts communautaires est égal pour tous ces groupes, en conséquence de quoi les groupes aisés sont doublement favorisés. Pour Tanaka, les groupes aisés ne devraient pas pouvoir profiter des activités communes autant que les autres groupes, et les groupes défavorisés devraient recevoir des bénéfices plus grands.

L'inéquité entre les FUG est, elle aussi, rarement évoquée. Toutes les communautés n'ont pas accès à un capital égal en ressources naturelles. Là encore, le Département des forêts n'a pas de directive claire lui disant de travailler prioritairement avec les plus pauvres. Le manque de personnel s'est aggravé récemment, ce qui explique en partie un certain retard dans la préparation des nouveaux plans opérationnels, un retard qui force les FUG à acheter l'expertise professionnelle de travailleurs indépendants. Seuls les groupes aisés vont pouvoir s'offrir cette aide qui devrait en théorie être donnée par le Département des forêts. Ce processus va creuser les différences entre les FUG.

L'évaluation des effets de la foresterie communautaire au Népal en termes d'évolution des rapports sociaux et des rapports de genre mène à un triste constat. On utilise trop souvent le prétexte de la culture pour expliquer ou justifier les inégalités sociales et les inégalités de genre («Comment changer le système des castes ?»). Ce prétexte rend toute intervention constructive compliquée ou gêne toute évolution. Malheureusement **une étude plus récente sur des FUG exclusivement féminins montre les mêmes tendances à l'exclusion sociale** (Buchy & Rai à paraître). **D'une part, les données montrent que les groupes de femmes héritent, en moyenne, de forêts en plus mauvais état ou de plus petite surface que les FUG mixtes. Les FUG féminins doivent donc travailler davantage pour des résultats moindres à court terme. D'autre part, dans les groupes féminins, ce sont une fois de plus les femmes des hautes castes qui dominent le comité du groupe et qui prennent des décisions renforçant les inégalités.** Par exemple, bien que les groupes étudiés reconnaissent les inégalités structurelles, ils refusent de mettre en place des mesures de discrimination positive comme des prêts à taux d'intérêts différents selon le statut économique de



l'emprunteuse. En fait les taux d'intérêts sont prohibitifs et excluent les femmes plus pauvres. Les questions de genre doivent donc être abordées aussi dans le contexte de la différenciation sociale et non uniquement perçues comme un problème de genre.

### *Structures locales de pouvoir*

On promeut et on diffuse la foresterie communautaire comme si le pouvoir et les relations de pouvoir entre les parties ou au sein des communautés locales n'avaient aucune incidence, ou comme si elles allaient reculer grâce à une meilleure communication ou à une organisation institutionnelle plus favorable. Selon Cleaver (1999: 598), c'est comme si «les questions de pouvoir et plus globalement les considérations politiques devaient être évitées parce qu'elles risquent de faire apparaître des divisions et des obstacles». **Au niveau communautaire, des individus puissants captent souvent les nouveaux droits et exploitent les nouvelles perspectives en excluant les autres** (Hughes 1993). **Les personnes aisées et les membres des hautes castes dominant en général les réunions de village et s'imposent pour diriger le village. Dans la plupart des FUG visités, les femmes venant de groupes des hautes castes participent davantage aux assemblées et aux comités de villages que les femmes des basses castes.** Les hommes des familles aisées et des groupes de hautes castes contrôlent la plupart des éléments de décision. Certes le règlement des FUG précise que leur comité doit représenter équitablement toutes les classes et toutes les castes, mais ce n'est pas le cas dans la plupart des FUG. Il est fréquent que le personnel du Département des forêts soit complice de la dynamique du pouvoir local : souvent, il ne connaît pas les problèmes d'exclusion ou ne les considère pas comme intéressants pour la protection de la forêt et il choisit par conséquent de les ignorer. Souvent aussi, les pauvres et les femmes sont coupés des canaux de communication et ne savent pas toujours que les FUG sont formés ou quels rôles ils pourraient y jouer.

En occupant les postes dominants dans les comités des FUG, les membres des comités ont en plus la possibilité de développer des compétences de *leadership*, d'acquérir des connaissances et de nouvelles informations sur la foresterie communautaire et de se rapprocher de la gestion des affaires locales. Parce que les hautes castes s'imposent dans ce processus (le plus souvent avec des hommes, mais lorsque des femmes sont impliquées, elles viennent à coup sûr des hautes castes), ce sont elles qui, au final, profitent le plus de l'ouverture du politique. On connaît quelques cas de présidents de FUG qui ont utilisé leur poste comme tremplin pour entrer dans la vie politique locale. La concentration des mandats politiques (président de FUG, représentant au Comité de développement de village,

représentant FECOFUN<sup>4</sup>) entre les mains de quelques uns accroît l'exclusion des femmes et des hommes des basses castes pour de nombreuses années à venir. Avec la nouvelle loi de décentralisation, qui délègue une grande partie de la gestion des affaires locales (y compris les budgets) au niveau des Comités de développement de village, le poste de représentant est encore plus stratégique. **La décentralisation peut être considérée comme une étape nécessaire vers un changement positif, mais elle donne les moyens de renforcer encore le pouvoir des élites locales** (Nederveen Pieterse 2001).

L'information est une grande source de pouvoir. Tout comme les hommes s'abstiennent souvent de décrire les activités de foresterie communautaire à leurs femmes (Chhetri et Rana 1995), les élites locales ne diffusent pas les informations qu'elles détiennent aux ménages pauvres. En général, l'information est diffusée par le bouche-à-oreille, soit par les membres du comité soit par le voisinage. **Les élites et les dirigeants locaux n'informent pas systématiquement les ménages pauvres puisque l'exclusivité de l'information est source de pouvoir.** En fait, l'information a toujours été gardée par quelques individus de la communauté qui l'utilisent pour maintenir leur contrôle sur les autres (FECOFUN Steering Committee 1996). Parce qu'ils ne sont pas assez nombreux et parce qu'ils n'ont pas toutes les informations, les représentants du Département des forêts se contentent généralement de diffuser les informations par les canaux habituels.

Même lorsque les populations des basses castes savent que le règlement des FUG leur donne le droit d'utiliser la forêt, elles ne vont pas forcément vouloir exercer ce droit. Leur manque de pouvoir, lié à leur dépendance pour assurer leur subsistance, les empêche de participer aux décisions concernant la gestion de la forêt. Les basses castes sont défavorisées socialement et économiquement car elles occupent les couches sociales les plus basses et, souvent, ne possèdent que peu de terre (Collet *et al.* 1996). Traditionnellement, les relations entre les familles des hautes et des basses castes sont de type patron-client. **Les populations des basses castes dépendent souvent des hautes castes pour obtenir un emploi ou pour affermer leurs terres** (Bhatia 1999). **Cette position les empêche d'exprimer leurs opinions et leurs intérêts lors des assemblées et des réunions publiques** (NACFP 1997). **La structure actuelle du pouvoir local est donc l'un des obstacles les plus importants à la participation des femmes et des pauvres, et les programmes de foresterie communautaire ne cherchent pas à résoudre ce problème.**

<sup>4</sup> FECOFUN est une ONG de bénévoles, qui fédère les Groupes d'utilisateurs des forêts. Son principal objectif est l'information sur la foresterie communautaire et la formation sur les questions liées à la forêt et au développement rural.

Récemment, les donateurs ont commencé à favoriser le cadre des moyens de subsistance durables (*sustainable livelihoods framework*) qui se veut une approche plus intégrée basée sur l'approche des systèmes agraires. Malheureusement les questions de pouvoir au sein des communautés et au sein du Département des Forêts, mais aussi entre le département et les communautés, continuent d'être ignorées (Bauman et Sinha 2001).

## Perspectives

La foresterie communautaire et, par conséquent, les processus participatifs dans la gestion des ressources naturelles, présentent un certain nombre d'insuffisances sociales graves. Les femmes et les pauvres ne vont pas pouvoir participer du jour au lendemain, mais il est temps que le Département des forêts s'attaque à cette question. Parce que ses dépenses ont été réduites, le Département ne peut recruter du personnel nouveau (le nombre de femmes dans le personnel est très limité) et il faut sensibiliser le personnel actuel aux questions d'équité sociale et de genre. Cela passe par la formation, mais aussi par des incitations. Par exemple, le personnel ne reçoit actuellement aucune prime financière ni professionnelle pour se rendre dans des endroits reculés et entrer en contact avec des groupes de femmes isolés ou des communautés des basses castes. Les membres du personnel gouvernemental sont eux-mêmes des membres des hautes castes pour la plupart; ils doivent donc commencer par surmonter leurs propres déformations et préjugés sociaux.

Cet article montre que la foresterie communautaire n'a pas répondu aux questions d'équité de genre pour des raisons techniques de mise en œuvre de la politique mais aussi pour des raisons conceptuelles, car le terme même de foresterie communautaire repose sur de fausses hypothèses quant à des dynamiques sociales complexes. Il est peut-être temps de faire face à la réalité et à un fait très simple : **tant qu'elles ne se centrent pas sur la transformation des rapports de pouvoir, les approches participatives dépolitisées ne peuvent pas aboutir à une égalité de genre.** Au lieu de simplement reverdir le paysage rural, la foresterie communautaire doit donc promouvoir et soutenir le changement social et la création de moyens de subsistance compte tenu de la pauvreté endémique du pays.

Concrètement, l'intégration transversale du genre<sup>5</sup> au niveau de la mise en œuvre de la politique mais aussi au sein du Ministère et du Département des

---

<sup>5</sup> Au moment où cet article est mis sous presse, le Ministère des forêts et de la conservation des sols a créé une Unité focale genre qui va créer une plateforme de discussion sur le genre.

forêts pourrait permettre d'arriver à ce résultat. Si le point central de la politique est l'équité sociale et de genre, le personnel qui travaille dans la foresterie va aussi devoir changer d'attitude. La deuxième édition des *Principes de la foresterie communautaire* présente déjà des éléments pratiques pour la prise en compte des questions de genre et d'équité, et on pourrait donner plus de force à ces éléments en les complétant de discussions précises sur le rôle et l'attitude des forestiers dans la perpétuation de l'inéquité sociale et de genre. De façon plus stratégique, pour que la foresterie se développe avec une plus grande conscience sociale, son organisation doit évoluer et permettre de promouvoir la participation, le genre, l'équité et la justice sociale. Pour cela il faut très certainement que la communauté internationale soutiennent la participation d'une manière générale et soit prête à accepter la contestation de ses propres priorités, de sa portée et également de son sens.

### Références bibliographiques

- AGARWAL B., 2001, «Participatory Exclusions, Community Forestry and Gender: An Analysis for South Asia and a Conceptual Framework», *World Development* 29 (10), pp. 1623-1648.
- AGARWAL B., 1994, *A Field of One's Own: Gender and Land Rights in South Asia*, Cambridge University Press, Cambridge.
- BARLETT A.G., MALLA Y.B., 1992, «Local Forest Management and Forest Policy in Nepal», *Journal of World Forest Resource Management*, 6: 99, pp. 99-116.
- BAUMAN P., SINHA S., 2001, «Linking Development with Democratic Processes in India: Political Capital and Sustainable Livelihoods Analysis», *Natural Resource Perspectives* 68, Overseas Development Institute, Londres.
- BAVISKAR A., 2001, «Forest Management as Political Practice: Indian Experiences with the Accommodation of Multiple Interests», *International Journal of Agricultural Resources, Governance and Ecology*, 1 (3/4), pp. 243-263.
- BHATIA A. (Ed.), 1999, *Participatory Forest Management: Implications for Policy and Human Resources Development in the Hindu Kush-Himalayas*, vol. IV, ICIMOD, Katmandou.
- BHATTARAI B., OJHA H., 2001, «Distributional Impact of Community Forestry: Who is Benefiting from Nepal's Community Forests», *Nepal Net*, Forest Action Research Series, 00/01, 13 p., [www.Nepalnet2001.org.np/](http://www.Nepalnet2001.org.np/).
- BUCHY M., RAI B. (à paraître), «De-romanticising Women-only community forest user groups in Nepal», in RESURRECTION B., ELMHIRST R. (Eds.), *Gender and Natural Resource Management in Asia: Livelihoods, Mobility and Interventions*.
- CHHETRI G., RANA S., 1995, *A Gender Analysis of Women's Participation in Community Forestry*, NACFP Discussion Paper, Nepal Australia Community Forestry Project, Katmandou, Népal.
- CLEAVER F., 1999, «Paradoxes of Participation: Questioning Participatory Approaches to Development», *Journal of International Development*, 11(4), pp. 597-612.
- COLLET G., CHHETRI G., JACKSON W.J., SHEPHERD K.R., 1996, *Nepal-Australia Community Forestry Project: Socio-Economic Impact Study*, Technical Report 2/96, ANUTECH Pty Ltd., Canberra, Australie.

- EIJNATTEN J. van, 1998, *Training Needs Assessment of Forest User Groups*, Discussion Paper, Nepal-Australia Community Resource Management Project, Katmandou, Népal.
- EIJNATTEN J. van, SHRESTHA S., 2001, *Socio-Economic Change in 4 FUGs Operating the Chaubas Bhumlu Community Sawmill*, Discussion paper, Nepal-Australia Community Resource Management Project, Katmandou, Népal.
- FEDERATION OF COMMUNITY FOREST USERS IN NEPAL (FECOFUN) STEERING COMMITTEE, 1996, «FECOFUN: A Federation with a Mission», *Forest Trees and People Newsletter*, 31, pp. 22-26.
- HUGHES E., 1993, «Status, Property and Forest Management: Women's Role in Community Forestry in Nepal», *TRI NEWS*, 12(2), pp. 46-49.
- JOSHI A.L., 1997, «Empowering Local Users in Forest Management of Nepal», *Banko Janakari*, 7(2), pp. 32-38.
- LAMA A., BUCHY M., 2002, «Gender, Class, Caste and Participation: The Case of Community Forestry in Nepal», *Indian Journal of Women Studies*, 9(1), pp. 28-41.
- LEACH M., MEARNES R., SCOONES I., 1999, «Environmental Entitlements: Dynamics and Institutions in Community-based Natural Resource Management», *World Development*, 27(2), pp. 225-247.
- MALLA Y.B., 2000, «Impact of Community Forestry Policy on Rural Livelihoods and Food Security in Nepal», *Unasylva*, 51(202), pp. 37-45.
- NEDERVEEN PIETERSE J., 2001, «Participatory Democratization Reconceived», *Futures*, 33(5), pp. 407-422.
- NEPAL-AUSTRALIA COMMUNITY FORESTRY PROJECT (NACFP), 1997, *Review of User Groups in Sindhu Palchowk and Kabhre Palanchowk Districts*, rapport à l'AusAID (non publié).
- PAUDEL D., 1999, *Distributional Impact of Community Forestry Programs on Different Social Groups in the Mid-Hills of Nepal*, mémoire de maîtrise non publié, Dowing College, Cambridge.
- SARIN M., 2001, «Empowerment and Disempowerment of Forest Women in Uttarakhand, India», *Gender, Technology and Development*, 5(3), pp. 341-364.
- SINGH M., 2001, «Women and Community Forests in Orissa: Rights and Management», *Indian Journal of Gender Studies*, 8(2), pp. 257-270.
- TANAKA Y., 1998, «Guardians of the Forest», *Tropical Forest Update*, 8(2), pp. 14-15.
- TUMBAHANGPHE N., 1997, «Gender Sensitization Process in Nepal-United Kingdom Community Forestry Project», in WICKRAMASINGHE A. (Ed.), *Development Issues Across Region: Women, Land and Forestry*, CORRENSA, Sri Lanka, pp. 221-228.
- UPRETI B., 2001, «Beyond Rhetorical Success: Advancing the Potential for the Community Forestry Program in Nepal to Address Equity Concerns», in WOLLENBERG E., EDMUNDS D., BUCK L., FOX J., BRODT S. (Eds.), *Social Learning in Community Forests*, CIFOR, Bogor, pp. 189-205.



## Femmes, énergie, foresterie et environnement Checklist

### Contexte général et utilisation des arbres par les femmes

#### *Consommation, impact, élaboration*

1. Les rôles, les droits, les contraintes, les besoins et les attentes des femmes ont-ils été identifiés dans tous les domaines qui les concernent ? [...]
2. Ces informations ont-elles été recueillies au cours de consultations séparées avec les femmes elles-mêmes, dans un endroit où elles ont pu répondre librement, par exemple dans des groupes de discussion restreints, ou par des enquêtrices ?
3. Les femmes ont-elles été identifiées comme catégorie cible séparée, avec également des objectifs explicites spécifiques ? Et ces objectifs ont-ils été fixés conformément aux priorités des femmes ?
4. Quelles conséquences les changements prévus dans la gestion de la forêt, dans l'utilisation de l'énergie et dans la conservation de l'environnement vont-ils avoir pour les femmes ? [...]
5. Les femmes peuvent-elles participer (a) en principe et (b) en pratique, à l'élaboration et à la planification des activités du projet ?
6. La procédure de suivi et d'évaluation choisie permet-elle de voir les effets du projet pour les femmes et pour des catégories particulièrement vulnérables de femmes ?
7. Le succès du projet se mesure-t-il à partir de ce que les femmes elles-mêmes perçoivent comme des profits tangibles ? (par exemple, pas nécessairement par le nombre d'arbres plantés ou le nombre de nouvelles cuisinières introduites mais en termes de gain de temps, de revenu, de statut, etc.)

#### *Femmes, arbres et environnement*

8. Comment les ressources des arbres, des forêts et de la brousse sont-elles utilisées dans la tradition locale ? Faire la distinction entre l'utilisation par les ménages et la production marchande. Dresser la liste des divers usages en séparant les utilisations faites par les hommes et celles qui sont faites par les femmes et, si possible, celles de différentes catégories de femmes. Penser aux éléments suivants :
  - Le bois de construction, le bois utilisé pour la fabrication des outils et des ustensiles ;
  - Le combustible pour la cuisine, le chauffage, l'éclairage, la transformation des aliments et l'industrie domestique ;
  - Les aliments tels que les fruits, les noix, les graines, les huiles, le miel, les champignons ;
  - Le fourrage pour le petit bétail élevé à proximité de la maison et pour le troupeau ;
  - Les autres produits tels que les traitements médicaux, les teintures, les résines, les gommes et les matériaux servant à fabriquer les toits de chaume, les paillasses, les paniers, la corde, les vêtements, etc. ;
  - Les sources d'ombre pour les humains et le (petit) bétail.



9. Quelle fonction doivent servir les aliments et le fourrage pour la survie des humains et du bétail, y compris le petit bétail élevé par les femmes, et notamment dans les périodes de sécheresse et de difficultés saisonnières ? [...]
10. Dans quelle mesure les intérêts des femmes et ceux des hommes s'opposent-ils lorsque l'on parle des arbres ou de certaines essences d'arbres ?
11. Dans quelle mesure et pour quelles raisons trouve-t-on moins de produits sauvages ?
12. Dans quelle mesure les autres utilisations de la terre limitent-elles la quantité de produits sauvages disponibles ? Et dans quelle mesure les autres travaux empêchent-ils une utilisation optimale de ces produits ?
13. Localement, comment perçoit-on les fonctions écologiques des arbres ? Notamment chez les femmes ?

*La charge de travail des femmes et la distribution du temps chez les femmes*

14. Identifier les tâches dont se chargent les femmes pour s'occuper de la famille, pour assurer la santé, pour leurs tâches domestiques, pour leurs obligations sociales, l'agriculture marchande et vivrière, le stockage et la transformation des récoltes, le troupeau, le petit bétail et la basse-cour, la pêche, l'apiculture, la collecte du combustible, du fourrage et de l'eau, la foresterie, les industries domestiques exploitant les produits de la forêt et les autres industries domestiques, la vente, etc.
15. Dans quelle mesure ces tâches sont-elles aussi prises en charge par les hommes ou les enfants ?
16. Quelle durée les femmes consacrent-elles à leurs diverses tâches ?
17. Les changements dans l'environnement et dans les politiques de développement obligent-ils les femmes à consacrer davantage de temps à leurs tâches traditionnelles ? Par exemple à l'approvisionnement en eau, en combustible, en fourrage, en aliments et autres produits sauvages ; à se rendre sur des terres plus marginales parce que les hommes revendiquent les meilleures parcelles ; etc.
18. Les femmes doivent-elles travailler davantage pour soutenir les nouvelles activités des hommes dans des cultures qui demandent plus de main d'œuvre ou impliquent l'extension des zones cultivées ? Ou doivent-elles reprendre des activités traditionnellement masculines parce que les hommes se concentrent sur de nouvelles activités ou ont migré vers des zones urbaines ?
19. A-t-on essayé de faire une estimation de la valeur économique de toutes les activités des femmes (par une étude de la distribution du temps entre les différentes tâches, etc.) ?
20. Jusqu'à quel point les droits traditionnels des femmes et les perspectives qui leur sont traditionnellement ouvertes ont-ils été réduits par les processus de dégradation et de modernisation ? Leur a-t-on proposé des compensations – par l'éducation par exemple, etc. ?
21. A quelles stratégies d'adaptation les femmes recourent-elles lorsqu'elles ne peuvent plus faire face à l'augmentation de leur charge de travail,

comme celles des points 17 et 18 ? Réduisent-elles certaines activités ou y renoncent-elles ? Vont-elles chercher moins de combustible, ramassent-elles une autre sorte de combustible, changent-elles leurs pratiques culinaires, etc. ?

22. Quels effets ces adaptations ont-elles sur le revenu des femmes, sur la valeur nutritionnelle des repas de la famille, sur la quantité de biomasse disponible pour fertiliser les sols, etc. ?
23. Comment les femmes elles-mêmes perçoivent-elles leurs problèmes d'utilisation du temps et quelles solutions envisagent-elles à court terme et à long terme, si elles en envisagent ?

### Crise énergétique et foresterie

24. Dans quelle mesure la quantité de bois de chauffage disponible a-t-elle reculé ?
25. Du bois de chauffage est-il en vente pour les populations locales et les populations urbaines, y compris sous forme de charbon ? Qui se charge de la collecte, du transport et de la vente du bois et qui fabrique le charbon ? Quelle est la division des bénéfices au sein des ménages ?
26. Peut-on utiliser les déchets agricoles et le fumier ? Quelle quantité est utilisée sur les terres et quelle quantité comme combustible ?
27. Comment les populations, et notamment les femmes, expliquent-elles la dégradation écologique et la rareté des produits sauvages ?
28. Comment analysent-elles leur propre comportement dans ce contexte ?
29. Quels sont les éléments dont la rareté est ressentie comme la plus grave (eau, fourrage, combustibles, fertilisants de la biomasse, bois sauvage, autres produits sauvages) ?
30. Observe-t-on des changements dans les pratiques culinaires, dans les choix alimentaires, dans la quantité d'aliments, dans le nombre de repas, etc. ?
31. Ces changements sont-ils dus au manque de combustible, au manque d'aliments ou au manque de temps ?
32. Comment ces changements sont-ils perçus dans leurs répercussions sur la valeur nutritionnelle des repas de la famille ?
33. A-t-on essayé, avec l'aide de professionnels, de définir un régime optimal en prenant en considération les préférences locales, la disponibilité des produits dans la zone, la valeur nutritionnelle, le temps et les combustibles nécessaires ?
34. A-t-on étudié les possibilités d'économie d'échelle dans la collecte et l'utilisation du combustible (avec des structures locales de transports, des cuisines collectives et d'autres mises en communs de l'utilisation de l'énergie) ?
35. A-t-on envisagé d'adopter des méthodes, autres que de nouvelles cuisinières, qui permettent de consommer moins de combustibles, et ces méthodes ont-elles été prises en considération avant toutes les autres solutions ?
36. Les femmes sont-elles consultées pour la création de cuisinières plus performantes, et pour les essais de ces cuisinières, et donne-t-on la

prééminence aux priorités des femmes ? Par exemple pour déterminer les caractéristiques nécessaires, la diversité des utilisations, le coût d'achat et les coûts associés, la garantie de construction et d'entretien, le revenu supplémentaire pour l'utilisation ou la construction d'une cuisinière plus performante, etc.

37. Le projet traite-t-il de la planification énergétique globale des familles, prenant en considération les questions nutritionnelles et les possibilités pour les femmes de gagner un revenu ? Et cette planification se fait-elle à partir d'une recherche-action participative ?
38. Y aurait-il une possibilité d'introduire et d'utiliser l'énergie solaire et éolienne ou, si l'eau est disponible en quantité suffisante, du biogaz ?
39. Selon les femmes, quels sont les éléments de l'environnement qui devraient être restaurés ou améliorés en priorité ?
40. Quel peut être le rôle de la foresterie classique à cet égard ?
41. Quels moyens d'encouragement peut-on trouver pour compenser le délai entre l'investissement pour la plantation d'arbres et les bénéfices finaux ? Quelle valeur, positive ou limitée, pourraient avoir des moyens d'encouragement comme la conscientisation, des projets de type travail contre combustible ou des emplois à bas salaire ?
42. Comment intégrer au mieux des éléments de sylviculture dans les systèmes agricoles locaux ? Par exemple :
  - graminées à croissance rapide, herbe, haies, arbustes donnant, entre autres, du petit bois ;
  - agriculture partagée ou élevage de petits ruminants ;
  - amélioration du jardin domestique, plantation de clôtures végétales ;
  - plantation d'essences multi-usage à proximité de la maison ;
  - choix d'essences qui protègent des vents ;
  - choix d'essences qui fournissent du fourrage ;
  - *et cetera.*
43. Comment exploiter ou utiliser au mieux les connaissances des femmes sur les essences autochtones ?
44. Quels sont les domaines dans lesquels les femmes ont besoin de soutien/formation ? Peut-être par exemple en lien avec les techniques de plantation et de culture.

#### **Accès des femmes aux ressources et perspectives pour les femmes**

45. Identifier les principales contraintes qui pèsent sur les femmes. Par exemple le manque de mobilité, de temps, le manque de garantie de leurs droits, le manque d'accès à la formation, aux programmes de vulgarisation, au crédit et à la commercialisation.
46. Comment surmonter les contraintes de temps et de mobilité ? [...]
47. Au regard de la tradition puis des nouveaux contextes, qui détient quels droits sur quels arbres et à quels emplacements ?
48. Comment garantir les futurs droits aux arbres des femmes dans les projets de foresterie ?
49. Comment ces droits peuvent-ils être garantis en particulier pour les femmes sans-terre et les ménages dont les chefs sont des femmes ?

50. Quelles formes (embryonnaires) d'organisations de femmes existent actuellement au niveau local ? Et comment s'appuyer sur ces organisations pour promouvoir la constitution de groupes de femmes dans le cadre du projet ?
51. Comment développer les fonctions importantes que peuvent jouer ces groupes de femmes dans
- la création d'une capacité à revendiquer ;
  - la mise en place d'un lieu d'ancrage du projet ;
  - le maintien de l'accord de la communauté ?
52. Que peut offrir le projet en termes d'accès aux nouvelles technologies, de formation, de programmes de vulgarisation, de crédit et de commercialisation ? Et comment faire pour que ces avantages soient durables ?

*« Chapter III – Checklist » in Women, Energy, Forestry and Environment, Policy on an operational footing : main points and checklist, Directorate General for International Cooperation/ Netherlands Ministry of Foreign Affairs, 1990*

*Traduit de l'anglais par Emmanuelle Chauvet*

---

## Genre et gestion de l'eau : institutions, politiques et pratiques au Gujarat

..... Sara Ahmed\*

271

---

«*Mainstreaming gender equity in water management: institutions, policy and practise in Gujarat, India*», in: *Natural Resources Management and Gender. A Global Source book*, Amsterdam et Londres, KIT Publishers et Oxfam Publishing, *Critical reviews and annotated bibliographies series*, 2002, pp. 33-39, 42<sup>1</sup>

---

Traduit de l'anglais par Emmanuelle Chauvet



Le symbolisme universel de l'eau comme fluide premier – purificateur, régénérateur, créateur et destructeur – se mêle étroitement, dans diverses cultures, aux rôles des femmes porteuses de vie et nourricières, collectrices et gestionnaires de l'eau du ménage (Beekman et Costin 2000). En Inde, non seulement l'eau est sacrée, mais les fleuves sont aussi considérés comme des déesses, avec chacune sa propre histoire et ses propres vertus. Dans l'état occidental du Gujarat, d'anciens puits à escaliers portent aussi le titre de mère ou *mata* car on croit que les lieux sacrés du pouvoir féminin (*shakti*) comportent toujours des pièces d'eau sacrées. Sur la relation entre l'eau et les femmes, il existe de nombreuses histoires, mythes, rites et coutumes qui évoquent le pouvoir de vie de l'eau et parlent de femmes qui, dans des périodes de difficultés, se sacrifient en se noyant dans des puits et des bassins.

---

\* Chercheuse indépendante sur les questions de genre et gouvernance dans le secteur de l'eau.

<sup>1</sup> Ce texte a été traduit de l'anglais avec l'aimable autorisation de Royal Tropical Institute (KIT) Publishers, [www.kit.nl](http://www.kit.nl), et d'Oxfam GB, [www.oxfam.org.uk](http://www.oxfam.org.uk). KIT Publishers et Oxfam GB déclinent toute responsabilité pour les erreurs qui pourraient être relevées dans la traduction.

Les responsables de la planification des ressources en eau ont pris en compte la multiplicité des rôles tenus par les femmes, chargées de l'approvisionnement du ménage en eau mais aussi de la protection de la santé de la famille et de la gestion de l'eau au niveau communautaire, et cherchent de plus en plus à les intégrer aux projets de développement relatifs à l'eau (Green, Joeques et Leach 1998). Des ressources ont effectivement été distribuées et on a multiplié les déclarations de bonnes intentions, mais la rhétorique du rôle des femmes gestionnaires *privilégiées* «*par nature*» de l'eau oublie que les femmes (et les hommes) ont des besoins en eau contradictoires. D'un côté on comprend bien que le manque d'eau nuit à la santé des femmes et entraîne des corvées d'eau, et que donc il a des retombées sur l'éducation des filles, sur le temps disponible pour un travail productif et sur les stratégies d'adaptation au niveau du ménage et de la communauté (van Wijk-Sijbesma 1998 ; Coates 1999). D'un autre côté, les réformes des politiques d'irrigation sont limitées, et même les nouveaux projets de gestion participative de l'irrigation restent centrés sur les hommes agriculteurs, propriétaires et donc gestionnaires de la terre, et principaux décideurs en matière de besoins d'irrigation (Zwarteveen 1998).

Cet article étudie les politiques de l'eau et les réformes institutionnelles menées au Gujarat, un Etat qui connaît actuellement sa troisième année consécutive de sécheresse. Il montre que certaines ONG ont réussi à négocier des espaces pour permettre aux femmes marginalisées de participer davantage aux décisions et donc d'organiser une utilisation équitable et durable de l'eau à des fins à la fois domestiques et productives dans les régions rurales. Le projet de Politique nationale de l'eau (1998) porte sur l'utilisation de l'eau de façon globale, mais la différenciation et la fragmentation des institutions chargées de la gestion de l'eau, et aussi, pour une large part, les ONG qui prônent une approche décentralisée, obligent à considérer séparément les secteurs de l'eau potable et de l'eau d'irrigation. Cet article se limite au Gujarat, en partie parce que la diversité de l'Inde rend toute généralisation difficile, et en partie parce que le Gujarat a récemment vu apparaître des partenariats nouveaux et encourageants entre l'Etat et la société civile, partenariats qui ont permis de mettre en place une organisation institutionnelle alternative dans la gestion des ressources limitées en eau. Il s'appuie sur des conclusions du Shastri Collaborative Research Project sur le thème «Changement rural, rapports de genre et organisations de développement, 1998-2001», avec le financement de l'Agence canadienne pour le développement international (ACDI).



## **La gestion de l'eau pour les besoins domestiques : les contraintes de l'institutionnalisation des questions de genre**

Par tradition, les puits et les bassins étaient les principaux moyens de recueillir de l'eau au Gujarat, et ils fournissaient de l'eau pour les usages domestique et agricole. Le choix des sites se faisait avec grand soin. La construction d'un puits à escaliers était un événement important dans la communauté et se faisait sous le patronage de la caste dominante pour qui elle était considérée comme l'une des sept tâches sacrées à accomplir dans une vie. Les communautés étaient responsables de l'entretien quotidien de leurs équipements hydriques, mais on n'a que peu d'informations sur l'organisation sociale du secteur de l'eau potable alors que l'on connaît bien celui de l'irrigation. «La société dans son ensemble comprend qu'on ne peut pas priver une personne d'eau... les castes les plus hautes peuvent faire valoir des droits sur les puits et revendiquer un privilège d'extraction de l'eau, mais elles n'ont *pas de droit sur l'eau elle-même*» (Moensch 1998). Les individus ont droit à l'eau potable, même dans les moments de pénurie, mais le concept de pureté rituelle détermine souvent quelle personne peut puiser de l'eau et en quel lieu, ce qui parfois faire naître des conflits sociaux.

### ***Problèmes de surexploitation et de distribution***

De nos jours, environ 77,4 % des besoins totaux en eau potable au Gujarat sont encore couverts par les eaux de la nappe phréatique (Kumar et Talati 2000). Malheureusement, ces sources font l'objet d'une exploitation intense depuis le début des années 1900 avec la mécanisation de l'extraction de l'eau. Après l'Indépendance, l'émergence d'un fort lobby agricole et la Révolution verte ont encore accru cette exploitation. Par conséquent, le niveau des sources a dangereusement baissé et le lessivage des terres cultivées a corrompu les eaux. En outre, la saturation des sols en eau et les intrusions salines dans plusieurs régions côtières et de basse altitude de l'Etat ont nui au potentiel agricole et à la potabilité de l'eau. Ces dernières années, des marchés se sont développés autour de l'eau des nappes souterraines, mais ils restent très inégalitaires et les tentatives de développement de mécanismes légaux de contrôle de l'extraction de l'eau souterraine n'ont eu que des effets limités car il est très difficile de déterminer les droits à l'eau (Dubash 2000). De façon peu surprenante, «ce qui était l'affaire de tout le monde (la gestion des ressources de la communauté en eau) n'est plus l'affaire de personne» (un villageois de la région de Saurashtra, au Gujarat, souvent touchée par la sécheresse, cité dans Agarwal et Narain 1997).

La première responsabilité du Bureau pour l'approvisionnement en eau et le traitement des eaux usées du Gujarat, organe autonome créé en 1979,

est l'approvisionnement de l'Etat en eau potable par le développement de sources dans les villages de moins de 500 habitants et par la mise en œuvre de plans régionaux d'approvisionnement en eau. Plus de 340 de ces plans d'approvisionnement transfèrent l'eau de régions riches en eau vers des régions qui en manquent, au moyen de pipelines qui s'étendent sur de très longues distances. Ces plans provoquent de nombreux conflits et sont très critiqués. Les pipelines sont percés ici et là par des villageois qui ne sont pas les bénéficiaires directs des plans et les utilisateurs situés plus loin le long du pipeline n'ont ainsi qu'un accès réduit à l'eau. De plus, l'alimentation en électricité pour acheminer l'eau est irrégulière, en particulier pendant les mois d'été, ce qui réduit la fréquence, la durée d'approvisionnement et la quantité d'eau disponible. Par ailleurs, la distribution d'eau obéit aux relations sociales et aux rapports de pouvoir, par exemple les rapports de classe et de caste, qui déterminent des questions aussi cruciales que le lieu de stockage de l'eau, sa distribution entre les différents groupes et le moment où elle sera distribuée.

### *Les droits à l'eau*

En 2000, la Cour suprême, la plus haute instance judiciaire en Inde, a déclaré que l'accès à une eau propre était un droit fondamental pour chaque citoyen et que l'Etat était tenu de fournir cette eau. En lui-même, le principe des droits humains ne garantit pas l'approvisionnement en eau potable, mais il impose une obligation légale et un cadre d'action. Bien sûr, reste la question des moyens que l'Etat décide d'utiliser et des intérêts qu'il va servir. Dans le projet de Politique nationale de l'eau en Inde (1998) et dans le Projet de politique de l'eau au Gujarat (2000), on trouve le changement de paradigme qui s'est produit partout dans le monde : l'eau, auparavant perçue comme un bien social que le gouvernement devait fournir gratuitement, est désormais reconnue comme une ressource économique disponible en quantité limitée. Le rôle de l'Etat est donc d'agir en médiateur et de fournir l'eau potable en fonction du niveau de service que les utilisateurs veulent maintenir, entretenir et financer. Les humains et les animaux sont « à servir prioritairement » dès que l'eau est disponible, mais les utilisateurs ruraux sont censés fournir 10 % des coûts du capital et être totalement responsables de l'exploitation et de l'entretien à travers le gouvernement local, c'est-à-dire les institutions *panchayati raj* (IPR) ou, plus précisément, les *pani samitis* (comités de l'eau). Mais les subventions aux IPR étant encore en grande partie contrôlées par l'Etat, celui-ci reste le principal responsable d'un approvisionnement minimum en eau pour les régions rurales. En outre, les responsabilités qui ont été attribuées à ces instances locales demandent des compétences financières et de gestion considérables et qu'elles n'ont pas, pas plus qu'elles n'ont le pouvoir de

fixer les tarifs de l'eau ou de trouver d'autres ressources financières (UNICEF 1997).

Compte tenu des contraintes institutionnelles liées à la mise en place d'une participation communautaire effective, les questions de genre n'ont pas vraiment la priorité malgré les 73<sup>e</sup> et 74<sup>e</sup> amendements constitutionnels de 1993 qui appellent à une représentation des femmes à hauteur d'un tiers dans les IPR élus. Selon une étude récente du *Rapport de la première commission nationale sur l'eau en Inde* (1999) réalisée par l'un de ses membres, les femmes « n'ont pas voix au chapitre pour la planification des ressources en eau dans ce pays », bien qu'elles soient toujours présentées comme responsables de l'approvisionnement et de la gestion de l'eau au niveau des ménages (Iyer 2001). La Politique de l'eau du Gujarat affirme qu'il est important de s'adresser aux femmes parce qu'elles sont « les utilisatrices qui s'intéressent et s'impliquent le plus dans l'approvisionnement en eau dans les régions rurales, dans la consommation domestique d'eau dans les régions urbaines, dans les questions de santé et d'assainissement, et parce qu'elles sont au moins aussi concernées que les hommes par la production agricole » (Gouvernement du Gujarat 2000).

L'évaluation des besoins selon le genre est subsumée dans l'idée générale de « participation des personnes concernées » où la « consultation au sein des communautés » est synonyme de consultation avec les hommes parce qu'ils sont chefs de famille et/ou leaders communautaires. Faire participer les femmes se résume souvent à utiliser leur travail, en particulier pour reconstruire après la sécheresse. Les projets de renforcement des capacités qui ont cherché à « équiper » les femmes et à « renforcer leur pouvoir » pour qu'elles puissent participer plus effectivement et plus efficacement à la gestion de l'eau se sont souvent basés sur un raisonnement de type gagnant-gagnant : « Les femmes qui sont formées à la gestion et à l'entretien des systèmes d'eau communautaires ont souvent de meilleurs résultats que les hommes, car elles sont moins susceptibles de migrer, elles ont plus l'habitude du travail bénévole, et on leur fait plus confiance pour une administration honnête des fonds » (World Bank Water Resources Management Policy 1993, cité dans Green, Joeques et Leach 1998).

Dans ce contexte, la section suivante étudie l'implication des femmes des zones rurales dans la gestion de l'eau dans le cadre du projet de la Self-Employed Women's Association (SEWA) à Ahmedabad. Elle présente les conclusions qui se dégagent de cette expérience pour la gouvernance décentralisée de l'eau.

## SEWA : une Campagne pour l'eau, les femmes et le travail

Créée en 1972, la SEWA (Self Employed Women's Association) est le plus grand syndicat du Gujarat et compte plus de 200 000 membres, travailleuses du secteur informel. Partant du constat que l'insuffisance de l'accès à l'eau pour les femmes pauvres a des conséquences directes sur leurs moyens de subsistance (temps, revenu, santé), la SEWA a lancé sa Campagne pour l'eau en 1995. Depuis le milieu des années 1980, lorsqu'elle a été invitée par le GWSSB à former un *pani samitis* dans le cadre du Santalpur Water Supply Project soutenu par les Pays-Bas, dans le district de Banaskantha, la SEWA est impliquée dans la gestion des ressources naturelles, en particulier de l'eau, au Gujarat.

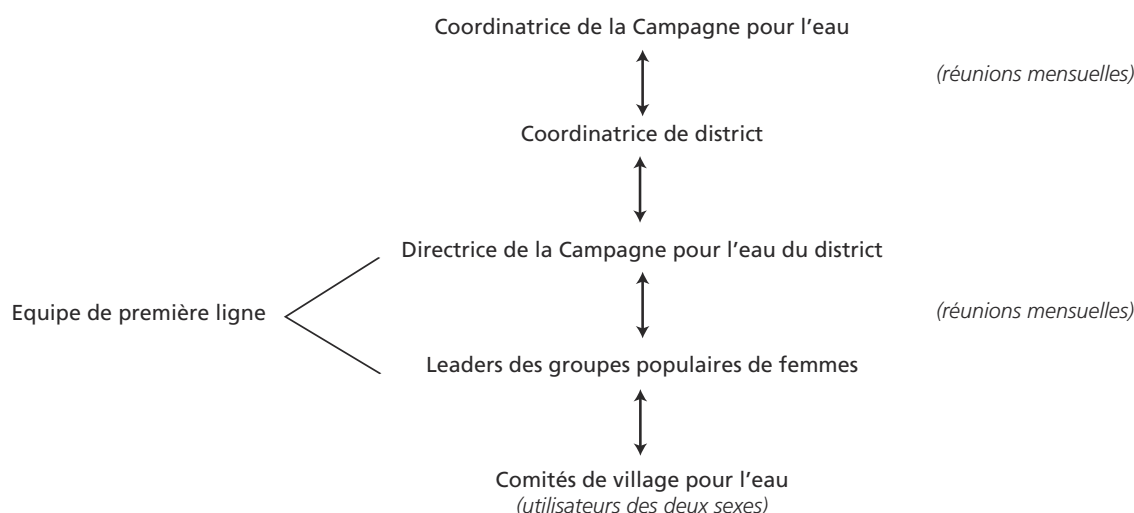
### La Campagne

La Campagne est tout à la fois un mouvement et un choix de développement. Elle résulte d'un engagement à mettre en place une gestion de l'eau décentralisée et attentive aux contextes culturels et environnementaux spécifiques aux 11 districts où elle se déploie. Elle traduit les différences dans les besoins hydriques de plus de 35 000 membres venant de divers contextes socio-économiques. La structure organisationnelle de la Campagne (schéma 1) montre une approche coordonnée, décentralisée, de la gestion de l'eau, une approche qui implique divers intérêts à trois niveaux d'action et d'interaction : l'Etat, le district, le village.

La Campagne a les objectifs suivants :

- mieux informer les femmes et la communauté sur les problèmes liés à l'eau ;
- créer et entretenir des sources d'eau communautaires avec des groupes locaux d'utilisateurs d'eau dirigés par des femmes ;
- renforcer encore les capacités des femmes en leur proposant des formations techniques et des formations au *leadership* pour leur permettre d'être plus efficaces dans la gestion des ressources ;
- permettre aux femmes d'être les « propriétaires » des ressources en eau, par exemple en enregistrant au nom des femmes les bassins de récupération des eaux de pluie des ménages ;
- créer des liens avec les autres organisations, nationales et internationales, pour promouvoir des politiques de l'eau qui tiennent compte du genre.

Schéma 1 : Structure organisationnelle de la Campagne pour l'eau



Chaque équipe a une Directrice de campagne qui dirige l'équipe de première ligne au niveau du district et qui est chargée de coordonner les activités de la Campagne et de faire la liaison avec les autorités du district et la coordinatrice de district de la SEWA (Ahmed 2002). Dans son travail, la directrice est aidée par un groupe de 5 à 8 leaders de groupes de femmes (*ageyvals*) venues de villages du district et qui se rencontrent tous les mois pour faire le bilan de leurs activités, discuter des stratégies et planifier le mois à venir. La principale tâche de l'équipe de première ligne est d'identifier les problèmes au niveau du village, de mobiliser les femmes des régions rurales par des réunions et des discussions de groupes et de mettre en place des comités d'utilisateurs pour la gestion des ressources en eau. Au niveau de l'Etat, des réunions mensuelles sont organisées, au cours desquelles toutes les coordinatrices de districts et toutes les équipes de première ligne se rencontrent pour parler de leurs expériences et de leurs problèmes, et pour chercher des solutions collectives avec la directrice de la Campagne et les autres responsables de la SEWA.

De plus, tous les mois, des réunions d'information sont organisées dans certains villages où la Campagne réussit particulièrement bien, pour présenter aux autres membres les stratégies qui marchent (les « meilleures pratiques »). Ces réunions mettent en jeu un processus d'apprentissage horizontal, qui permet aux membres d'échanger leurs expériences respectives tout en découvrant des régions de l'Etat qu'elles n'auraient pas pu visiter autrement. Leur but est de montrer *de visu* comment certains problèmes liés à l'eau ont été résolus par les membres locales de la Campagne. Ces réunions sont l'occasion, pour les femmes du village accueillant la réunion, de « mettre en avant »

leur travail et leurs efforts, elles leur permettent de prendre confiance en elles-mêmes et d'affirmer leur identité. Elles sont donc un exercice de renforcement des capacités, mais aussi une expérience source d'*empowerment*. Tous les districts se succèdent pour accueillir la réunion, qui devient alors une sortie éducative et sociale pour les participantes.

La SEWA peut travailler aux trois niveaux parce qu'elle s'appuie avant tout sur ses membres et consacre une très grande partie de son temps et de ses ressources à des activités collectives (réunions, programmes de formation, etc.). Et surtout, **la SEWA a pu lier l'accès à l'eau à d'autres droits basés sur le genre (droits fonciers) et avec ses activités dans le domaine de la protection sociale (santé, éducation et crédit)**. La force de la Campagne tient à ce qu'elle crée des interconnexions entre les actions menées au niveau communautaire, au niveau du district et au niveau macro (de l'Etat). Les nouvelles de la Campagne et de ses activités connexes sont diffusées dans *Ansuya*, la lettre d'information trimestrielle de la SEWA, mais aussi par des vidéos et par d'autres supports visuels développés par la Research Academy de la SEWA à Ahmedabad.

### *La formation à l'entretien des pompes manuelles*

L'un des plus grands succès de la SEWA est le programme de formation à l'entretien des pompes manuelles organisé au cours du dernier semestre de l'an 2000 par l'Institut de formation Jalseva du Gujarat pour les membres de la Campagne dans différents districts. Pour la première fois, l'Institut organisait un programme pour les femmes, dans une langue qu'elles comprenaient, le programme comportait des éléments techniques et pratiques, et il était organisé à des heures qui convenaient aux femmes. Malgré les difficultés de communication inévitables avec une administration exclusivement masculine et composée d'ingénieurs comme celle du Bureau pour l'approvisionnement et l'assainissement de l'eau du Gujarat, la SEWA œuvre pour une reconnaissance de principe, en attendant le passage à la pratique, du rôle des utilisatrices dans la gestion de l'eau, et pour faire admettre que, dès lors que l'on étudie cette question de façon holistique, on constate des besoins différents selon le genre. Par exemple, la brochure de Campagne de la SEWA montre que, dans les zones où les femmes participent à la production de sel, les travailleuses ont besoin de différents types d'eau – les travailleuses de l'aquaculture ont besoin d'une eau saumâtre, l'impression à la main nécessite l'utilisation d'eau douce, et toutes les travailleuses ont besoin d'eau potable pour boire. Mais du point de vue des ingénieurs, l'eau n'est qu'une ressource comme une autre, qui doit être accessible au plus grand nombre d'utilisateurs possible par les moyens les plus rentables, et la SEWA est considérée comme une organisation de travail social typique.



### ***Développement des capacités locales et communautaires***

Au niveau communautaire, la SEWA doit à nouveau se poser un certain nombre de questions. Par exemple, dans toutes les réunions, les femmes ont répété qu'il leur était difficile de reconstruire des institutions communautaires par l'action collective. Le niveau inférieur de la structure de la Campagne reste en effet le plus délicat et le plus difficile à maintenir. Une forte résistance cherche à empêcher la participation des femmes au processus de décision, en particulier lorsque la question de l'eau soulève celle des droits fonciers alors que la terre appartient majoritairement aux hommes. De nombreux villages sont le théâtre de conflits avec les intérêts en place, en particulier les *panchayats*; et les femmes activistes et leaders doivent aussi se battre au niveau personnel, au sein de leur ménage. La SEWA sait que le renforcement des capacités locales pour la mise en place d'une gestion décentralisée de l'eau est un processus douloureusement lent, qui nécessite le soutien des femmes mais aussi celui des autres parties concernées : les hommes, les organisations communautaires et l'Etat. On aurait du mal à faire la liste de toutes les victoires de la Campagne dans ce domaine, mais il est utile de résumer les « meilleures pratiques » qui se dégagent et qui pourraient permettre de définir une gouvernance de l'eau attentive aux questions de genre (Capoor 2000) :

- une approche organisationnelle ascendante qui traduit les priorités des femmes de la base par une participation croissante, des équipes de première ligne, des possibilités d'apprentissage horizontal et des échanges d'information ;
- une approche globale des questions liées à l'eau qui prend en compte ses multiples utilisations, ses multiples utilisateurs et les diverses questions liées aux moyens de subsistance dans un contexte d'égalité et d'utilisation pertinente de l'eau ;
- un fonctionnement souple, non hiérarchique, propice à la participation des femmes et qui ne menace pas les hommes ;
- des projets innovants et continus de renforcement des capacités, avec une utilisation des médias populaires et traditionnels de communication et de diffusion des informations ;
- des interactions constructives et permanentes avec les principales institutions en charge de la gestion de l'eau à tous les niveaux de gouvernance, et non une position antagoniste et de confrontation.

[...]

### **Conclusion : vers un nouveau paradigme d'implication des femmes dans la gestion de l'eau**

L'élément décisif dans [le] cas qui [vient] d'être évoqué est le fait que [...] la SEWA a lié l'eau à d'autres questions cruciales pour la survie des femmes (la santé, la sécurité sociale, les sources de revenu) et a replacé les organisations de femmes concernées par la gestion de l'eau dans le cadre plus large de la participation des femmes aux institutions communautaires telles que les groupes d'entraide et les IPR. [Ce] cas montre également que la contribution des femmes aux projets pour la conservation de l'eau doit être plus visible. Parce que la relation des femmes avec l'eau est souvent non monétaire (Bhatt 1995), leurs contributions vont être considérées comme secondaires en regard de celle des hommes, même dans les activités productives. Dès lors, les ONG devraient utiliser des outils pour «quantifier», ou au moins mettre en évidence, la valeur ajoutée qu'apportent les efforts des femmes dans l'utilisation et la gestion de l'eau. C'est essentiel, tout d'abord au niveau micro, pour renforcer la mobilisation des hommes et des femmes. C'est essentiel aussi pour pouvoir défendre des politiques qui permettront de sortir le discours sur l'implication des femmes d'une simple perspective instrumentaliste se basant sur des rôles de genre supposés naturels. Ces politiques permettront ainsi de voir émerger une perspective attentive aux complexités de la dynamique de genre présente dans les stratégies de survie en zone rurale et dans la participation des femmes (Cleaver 2000).

[Ce] cas [montre] que nous avons besoin d'une masse critique de femmes et d'hommes sensibles aux questions de genre à divers niveaux institutionnels : le ménage, la communauté, les organisations animatrices et les administrations en charge des questions hydriques. Dans chaque arène institutionnelle s'expriment des rapports de genre et une stratification sociale contestés (Kabeer 1994) qui fondent les luttes pour les droits sur les ressources en eau et qui font que la construction des processus de pouvoir et des processus d'exclusion de l'accès/contrôle des ressources est aussi une lutte de sens. Pour reprendre les termes de Jackson, «les ressources ne sont pas seulement des biens matériels, elles sont aussi des arguments effectifs, des constructions symboliques, des marqueurs, elles racontent des histoires et portent des informations ; autant de choses tout aussi importantes que les titres et les baux pour mettre en place des droits à l'eau en tenant compte du genre» (1998). En dernière analyse, l'intégration transversale du genre dans les politiques et les pratiques institutionnelles relève à la fois d'un processus technique et d'un processus politique. Ces processus appellent des changements dans la culture, les objectifs et les stratégies organisationnelles

(Coates 1999) et dans les processus d'apprentissage et de «désapprentissage» des perceptions implicites qui ont cours sur le rôle des hommes et des femmes dans la gestion de l'eau.

## Références bibliographiques

- AGARWAL A., NARAIN S. (Eds.), 1997, *Dying wisdom : rise, fall and potential of traditional water harvesting systems in India*, New Delhi, Centre for Science and Environment, Fifth Citizen's Report.
- AHMED S., 2002, «Engendering water policy : the state, NGOs and gendered outcomes in rural Gujarat», présentation à la Planning Commission/DFIDI/Overseas Development Group, Université d'East Anglia, atelier *Women's Empowerment and Natural Resources*, New Delhi.
- BEEKMAN G.B., COSTIN T. M., 2000, «Water: symbolic view», in TORTAJADA C. (Ed.), *Women and water management: the Latin American Experience*, New Delhi, Oxford University Press.
- BHATT M., 1995, «Women in water management: the need for local planning», *Development in Practise*, vol. 5, n° 3, pp. 254-258.
- CAPOOR A., 2000, *SEWA's Millenium Water Campaign: second interim report (draft)*, Ahmedabad, SEWA.
- CLEAVER F., 2000, «Analysing gender roles in community natural resource management: negotiation, life-courses and social inclusion», *IDS Bulletin*, vol. 31, n° 2, pp. 60-67.
- COATES S., 1999, «A gender and development approach to water, sanitation and hygiene programmes», *Water Aid Briefing Paper*.
- GOUVERNEMENT DU GUJARAT, 2000, *Draft Water Policy*.
- GREEN C., JOEKES S., LEACH M., 1998, «Questionable links: approaches to gender in environmental research and policy», in JACKSON C., PEARSON R. (Eds.), *Feminist visions of development: gender analysis and policy*, Londres, Routledge.
- IYER R. R., 2001, «Water: charting a course for the future», *Economic and Political Weekly*, vol. 36, n° 13, pp. 1115-1122.
- JACKSON C., 1998, «Gender, irrigation and environment: arguing for agency», in MERREY D., BAVISKAR S. (Eds.), *Gender analysis and reform of irrigation management: concepts, cases and gaps in knowledge*, Colombo, International Water Management Institute.
- KABEER N., 1994, *Reversed realities: gender hierarchies in development thought*, Londres, Verso.
- KUMAR M. D., TALATI J., 2000, «Mitigating drinking water crisis in rural Gujarat: seeking technological and institutional options», *Water and Energy International*, vol. 57, n° 2, pp. 43-54.
- MOENSCH M., 1998, «Allocating the common heritage: debates over water rights and governance structures in India», *Economic and Political Weekly*, vol. 33, n° 26, pp. A46-A53.
- UNICEF, 1997, *Fresh water for India's children and nature*, New Delhi, UNICEF et Genève, WWF
- WIJK-SIJBESMA C. van, 1998, «Gender in water resources management, water supply and sanitation: roles and realities revisited», *Technical Series 33-E*, La Haye, International Reference Centre on Water.
- ZWARTEVEEN M., 1998, «Identifying gender aspects of new irrigation management policies», in MERREY D., BAVISKAR S. (Eds.), *Gender analysis and reform of irrigation management: concepts, cases and gaps in knowledge*, Colombo, International Water Management Institute.

### Objectif stratégique K.1 de la plateforme d'action de Beijing

[...]

L'objectif de Beijing d'assurer la disponibilité et l'accessibilité d'eau potable à tous d'ici à l'an 2000 est lamentablement hors de portée; un tiers de la population du monde vit dans des pays où il y a inaccessibilité ou pénurie d'eau<sup>1</sup>. Pendant les années 1990, 900 millions de plus de personnes ont gagné l'accès à de meilleures réserves d'eau, cependant 1,1 billion de personnes vivant dans des bidonvilles de zones rurales et urbaines dépendent encore d'une eau insalubre<sup>2</sup>. Dans beaucoup de régions du monde, les femmes sont responsables de l'usage et de la gestion des ressources en eau, ainsi que de l'assainissement et de la santé générale. Les femmes et les filles assument la longue et dangereuse tâche d'aller chercher de l'eau, beaucoup d'entre elles portant de lourds récipients jusqu'à quatre et cinq heures. Comme les femmes sont en contact régulier avec de l'eau contaminée, elles sont plus exposées aux maladies liées à la consommation d'eau impropre et à la pollution. Par exemple, 70 pour cent des aveugles du monde sont des femmes affectées de trachome, une infection bactérienne des yeux fréquente dans des zones où l'accès à l'eau potable est limité<sup>3</sup>. Selon des études effectuées en Ethiopie, au Ghana, en Tanzanie et en Inde, «l'eau à portée de la main apporte une plus grande confiance en soi, moins de harcèlement des femmes et une meilleure assistance scolaire des filles»<sup>4</sup>. En Amérique latine, des réformes néo-libérales de la terre ont placé fermement la propriété des terres entre les mains des hommes, laissant les femmes sans accès aux ressources en eau et sans contrôle sur elles. [...]

Une étude de 121 projets d'approvisionnement d'eau a révélé que seuls dix-sept pour cent des projets ont apporté des avantages concrets aux femmes<sup>5</sup>. Sur le plan positif, il y a un nombre croissant de réseaux et d'ONG qui s'intéressent au thème du genre et de l'eau, comme l'Alliance genre et eau, un réseau de 300 organisations et d'individus offrant des activités d'information et de partage des connaissances<sup>6</sup>.

[...]

Source: INSTRAW, 2005, *Les femmes et l'environnement: Nouveaux défis. Beijing a 10 ans: De la politique à la pratique*, pp. 3, 4, 6, en ligne à l'adresse: <http://www.un-instraw.org/fr/images/stories/beijing/womenandtheenvironmentfr.pdf>

<sup>1</sup> Pénurie d'eau se réfère aux conditions dans lesquelles l'eau n'est pas disponible facilement ou est rationnée. Pour une discussion des différences entre les difficultés hydrologiques et les difficultés sociales en matière d'eau, voir: Ohlsson L., Appelgren B., 1998, «Eau et carence de ressource sociale: Approches différentes basées sur la société pour l'évaluation et la gestion de la rareté de l'eau», *La page de l'eau*, <http://www.thewaterpage.com/SocialResourceScarcity.htm>.

<sup>2</sup> Organisation mondiale de la santé, 2004, *Hériter le monde: L'atlas de la santé des enfants et l'environnement*, Genève, p. 14, <http://www.who.int/ceh/publications/en/04water.pdf>.

<sup>3</sup> WEDO et UNEP, 2004, p. 64.

<sup>4</sup> Taskforce de l'Inter-agence sur le genre et l'eau, 2004, *Une perspective de genre sur les ressources en eau et l'assainissement*, papier soumis à la Commission de l'ONU sur le développement durable, [http://www.un.org/esa/sustdev/sdissues/water/backgroundunder\\_csd13.pdf](http://www.un.org/esa/sustdev/sdissues/water/backgroundunder_csd13.pdf).

<sup>5</sup> Cleaver F., 2003, *Mythes de genre et fables féministes: replacer le genre dans les politiques et pratiques*, Sussex, Institut d'études du développement, [http://www.syianda.org/docs/clever\\_gendermyths.doc](http://www.syianda.org/docs/clever_gendermyths.doc).

<sup>6</sup> Alliance genre et eau, <http://www.genderandwateralliance.org>.

---

# Gestion de l'eau, privatisation et droits

283

---


*Divers articles*

---

## I. Les femmes du Kerala contre Coca-Cola

**Vandana Shiva**

« Les femmes du Kerala contre Coca-Cola »,  
*Le Monde diplomatique*, mars 2005, pp. 20-21

xpulsé en 1977 par le gouvernement, Coca-Cola a repris pied en Inde le 23 octobre 1993, au moment même où Pepsi-Cola s'y implantait. Les deux entreprises possèdent 90 « usines d'embouteillage » qui sont en réalité... des « usines de pompage » : 52 unités appartiennent à Coca-Cola et 38 à Pepsi-Cola. Chacune extrait entre 1 million et 1,5 million de litres d'eau par jour.

En raison de leurs procédés de fabrication, ces boissons gazeuses présentent des risques. D'abord, parce que le pompage des nappes pratiqué par leurs usines dépouille les pauvres du droit à se fournir en eau potable. Ensuite, parce que ces usines rejettent des déchets toxiques qui menacent l'environnement et la santé. Enfin, parce que les sodas sont des boissons dangereuses – le Parlement indien a mis sur pied une commission mixte chargée d'enquêter sur la présence de résidus de pesticides.

Pendant plus d'un an, des femmes des tribus de Plachimada, dans le district de Palaghat, au Kerala, ont organisé des sit-in pour protester contre l'assèchement des nappes phréatiques par Coca-Cola. « Les habitants, écrit Virender Kumar, journaliste au quotidien *Mathrubhumi*, portent sur la tête

de lourdes charges d'eau potable qu'ils doivent aller chercher loin, pendant que des camions de boissons gazeuses sortent de l'usine Coca<sup>1</sup>.» Il faut 9 litres d'eau potable pour faire 1 litre de Coca.

Les femmes adivasies<sup>2</sup> de Plachimada ont entamé leur mouvement peu après l'ouverture de l'usine Coca-Cola, dont la production devait atteindre, en mars 2000, 1 224 000 bouteilles de Coca-Cola, Fanta, Sprite, Limca, Thums Up, Kinley Soda et Maaza. Le *panchayat* local<sup>3</sup> lui avait accordé sous conditions l'autorisation de puiser l'eau à l'aide de pompes motorisées. Mais la multinationale s'est mise à puiser, en toute illégalité, des millions de litres d'eau pure dans plus de six puits forés par ses soins et équipés de pompes électriques ultrapuissantes. Le niveau des nappes a terriblement baissé, passant de 45 mètres à 150 mètres de profondeur.

Non contente de voler l'eau de la collectivité, Coca-Cola a pollué le peu qu'il en restait, rejetant les eaux souillées dans les forages à sec creusés sur ses installations pour enfouir les déchets solides. Auparavant, l'entreprise déposait ses déchets en dehors, si bien qu'à la saison des pluies leur dissémination dans les rizières, les canaux et les puits constituait une menace des plus sérieuses pour la santé publique. Ce n'est plus le cas. Mais la contamination des sources aquifères n'en est pas moins réelle.

D'où l'assèchement de 260 puits, dont le forage avait été assuré par les autorités pour subvenir aux besoins en eau potable et à l'arrosage agricole. Dans cette région du Kerala, appelée «grenier à riz», les rendements agricoles ont diminué de 10%. Et Coca-Cola, c'est le comble, redistribue ses déchets toxiques aux villageois sous forme d'engrais. Les tests ont pourtant montré que ceux-ci ont une forte teneur en cadmium et en plomb, substances cancérogènes.

Des représentants des tribus et des paysans ont donc également dénoncé la contamination des réserves aquifères et des sources, et les forages effectués à tort et à travers, qui ont gravement compromis les récoltes ; ils ont réclamé la protection des sources d'eau potable, des mares et des réservoirs, l'entretien des voies navigables et des canaux.

Sommé de s'expliquer, Coca-Cola a refusé de fournir au *panchayat* les explications demandées. Ce dernier lui a donc notifié la suppression de sa licence d'exploitation. La multinationale a essayé d'acheter le président,

---

<sup>1</sup> Virender Kumar, «Lettre ouverte au chef du gouvernement», *Mathrubhumi*, Thiruvananthapuram (Kerala), 10 mars 2003.

<sup>2</sup> NdT : le terme «adivasi» désigne les tribus autochtones où le système de castes n'a pas cours.

<sup>3</sup> Conseil exerçant l'autorité au niveau du village.



M. Anil Krishnan, en lui offrant 300 millions de roupies. En vain. Toutefois, si le panchayat lui a retiré son permis d'exploiter, le gouvernement du Kerala a continué à protéger l'entreprise. Il lui verse quelque 2 millions de roupies (36 000 euros) au titre de subvention à la politique industrielle régionale. Dans tous les Etats où ils ont des usines, Pepsi et Coca touchent des aides similaires, pour des boissons dont la valeur nutritionnelle est nulle, en comparaison des boissons indiennes (*nimbu pani*, *lassi*, *panna*, *sattu*...).

De plus en plus, l'industrie des boissons gazeuses utilise le sirop de maïs, à haute teneur en fructose. Non seulement cet édulcorant est néfaste pour la santé, mais la production de maïs sert déjà à la fabrication industrielle d'aliments pour le bétail. C'est autant de moins pour la consommation humaine, et, en réalité, cela prive les pauvres d'un produit de base essentiel, à bon marché. En outre, le remplacement d'édulcorants plus sains tirés de la canne à sucre, tels que le *gur* et le *khandsari*, lèse les paysans, à qui ces produits assuraient des moyens de subsistance. Bref, Coca-Cola et Pepsi-Cola ont sur la chaîne alimentaire et l'économie un impact énorme.

En 2003, les autorités sanitaires ont informé les habitants de Plachimada que la pollution de l'eau la rendait impropre à la consommation. Les femmes furent les premières à dénoncer cet «hydropiratage» lors d'un *dharna* (sit-in) devant les grilles de la compagnie.

Amorcé à l'initiative des femmes adivasies, le mouvement a déclenché une vague de soutien nationale et internationale. Sous la pression de ce mouvement de plus en plus puissant et en raison de la sécheresse venue encore aggraver la crise de l'eau, le chef du gouvernement du Kerala a enfin ordonné, le 17 février 2004, la fermeture de l'usine Coca-Cola. Les alliances arc-en-ciel forgées au départ entre les femmes de la région ont fini par mobiliser l'ensemble du *panchayat*. De son côté, celui de Perumatty (au Kerala) a déposé auprès du tribunal suprême de cet Etat une plainte contre la multinationale, au nom de l'intérêt public.

Le 16 décembre 2003, le juge Balakrishnana Nair a ordonné à Coca-Cola de cesser ses pompages pirates dans la nappe de Plachimada. Les attendus du jugement valent autant que la décision elle-même. En effet, le magistrat a notamment précisé: «La doctrine de la confiance publique repose avant tout sur le principe voulant que certaines ressources telles que l'air, l'eau de mer, les forêts ont pour la population dans son ensemble une si grande importance qu'il serait totalement injustifié d'en faire l'objet de la propriété privée. Lesdites ressources sont un don de la nature et devraient être gratuitement mises à la disposition de chacun, quelle que soit sa position sociale.» Et le magistrat de poursuivre: «Puisque cette doctrine impose

au gouvernement de protéger ces ressources de telle sorte que tout le monde puisse en profiter, il ne peut autoriser qu'elles soient utilisées par des propriétaires privés ou à des fins commerciales (...). Tous les citoyens sans exception sont les bénéficiaires des côtes, des cours d'eau, de l'air, des forêts, des terres fragiles d'un point de vue écologique. En tant qu'administrateur, l'Etat a de par la loi le devoir de protéger les ressources naturelles, qui ne peuvent être transférées à la propriété privée.» En clair : l'eau est un bien public. L'Etat et ses diverses administrations ont le devoir de protéger les nappes phréatiques contre une exploitation excessive, et, en la matière, leur inaction est une violation du droit à la vie garanti par l'article 21 de la Constitution indienne. La Cour suprême a toujours affirmé que le droit de jouir d'une eau et d'un air non pollués faisait partie intégrante du droit à la vie défini dans cet article.

Même en l'absence d'une loi régissant l'utilisation des nappes phréatiques, le panchayat et l'Etat sont tenus de s'opposer à la surexploitation de ces réserves souterraines. Et le droit de propriété de Coca-Cola ne s'étend pas aux nappes situées sous les terres lui appartenant. Nul n'a le droit de s'en arroger une grande partie, et le gouvernement aucun pouvoir d'autoriser un tiers privé à extraire cette eau dans de telles quantités. D'où les deux ordres émis par le tribunal : Coca-Cola cessera de pomper l'eau pour son usage dans un délai d'un mois jour pour jour ; le *panchayat* et l'Etat s'assureront que, passé ce délai, la décision sera appliquée.

La révolte des femmes, cœur et âme du mouvement, a été relayée par des juristes, des parlementaires, des scientifiques, des écrivains... La lutte s'étend à d'autres régions où Coca et Pepsi pompent les réserves aquifères. A Jaipur, la capitale du Rajasthan, après l'ouverture de l'usine Coca-Cola, en 1999, le niveau des nappes est passé de 12 mètres de profondeur à 37,5 mètres. A Mehdiganj, une localité située à 20 kilomètres de la ville sainte de Varanasi (Bénarès), il s'est approfondi de 12 mètres, et les champs cultivés autour de l'usine sont désormais pollués. A Singhchancher, un village du district de Ballia (dans l'est de l'Uttar Pradesh), l'unité de Coca-Cola a pollué eaux et terres. Partout la protestation s'organise. Mais, le plus souvent, les autorités publiques répondent aux manifestations par la violence. A Jaipur, le militant pacifiste Siddharaj Dodda a été arrêté en octobre 2004 pour avoir participé à une marche exigeant la fermeture de l'usine.

### Des chaînes humaines autour des usines

A l'assèchement des puits s'ajoutent les risques de contamination. Le tribunal suprême du Rajasthan a interdit à la vente les boissons produites par Coca et Pepsi, car ces derniers ont refusé de détailler la liste de leurs

composants, alors que des études ont montré qu'elles contenaient des pesticides dangereux pour la santé<sup>4</sup>. Les deux géants ont porté l'affaire devant la Cour suprême, mais celle-ci a rejeté l'appel et suivi le tribunal du Rajasthan en ordonnant la publication de la composition précise des produits. Pour l'heure, ces boissons demeurent interdites dans la région.

Une étude menée en 1999 par All India Coordinated Research Project on Pesticide Residue (AICRP) a montré que 60 % des produits alimentaires vendus sur le marché sont contaminés par des pesticides et que 14 % d'entre eux contenaient des doses supérieures au maximum autorisé. Cela remet en cause le mythe selon lequel les multinationales privilégient la sécurité, ce qui les rendrait plus fiables que le secteur public. Ce préjugé contre l'administration publique des biens et des services a contribué à faire accepter la privatisation. Pourtant, ce recours au privé ne permet pas de fournir une eau de qualité à un prix abordable.

Le 20 janvier 2005, dans toute l'Inde, des chaînes humaines se sont formées autour des usines Coca et Pepsi. Des tribunaux populaires ont notifié aux «hydropirates» l'ordre de quitter le pays. Le cas de Plachimada prouve que la population peut l'emporter sur des entreprises privées. Les mouvements pour la préservation de l'eau vont d'ailleurs bien au-delà. Ils concernent aussi les barrages – et les grands projets qui prévoient de détourner le cours de toutes les rivières de la péninsule indienne suscitent une opposition croissante<sup>5</sup>. Ils dénoncent les privatisations encouragées par la Banque mondiale et la privatisation de la fourniture d'eau à Delhi<sup>6</sup>. Le pillage ne pourrait avoir lieu sans l'aide des Etats centralisateurs. Cette bataille contre le vol de l'eau ne concerne pas que l'Inde. La surexploitation des nappes phréatiques et les grands projets jouent à l'encontre de la préservation de la Terre. Il faut savoir que si chaque partie de la planète recevait autant de précipitations, à la même fréquence et selon le même schéma, les mêmes plantes pousseraient partout et l'on trouverait partout les mêmes espèces animales. La planète est faite de diversité. Le cycle hydrologique est une démocratie – un système de distribution pour toutes les espèces vivantes. Faute de démocratie de l'eau, il ne peut y avoir de vie démocratique.

<sup>4</sup> Les boissons contenaient divers pesticides. La commission du gouvernement a conclu que ces résidus étaient «dans les limites des normes» acceptées en Inde... Aux Etats-Unis, les bouteilles de Coca ne contiennent aucune trace de pesticides.

<sup>5</sup> Roy A., 1999, *Le Coût de la vie*, Paris, Gallimard.

<sup>6</sup> Le retraitement des eaux a été confié à Degremont, filiale de Suez. A Delhi, les prix de l'eau ont été multipliés par dix ces dernières années.

## II. Les femmes de l'armée zapatiste des femmes mazahuacas menacent de fermer les robinets de Mexico

Anne Vigna

« Des Indiennes, des fusils et des caméras », *Manière de voir* n° 81, juin-juillet 2005

288



Il fallait s'y attendre : l'armée et la police fédérale ont finalement pris possession, le 8 février 2005, de l'usine d'assainissement située à Villa de Allende, à 130 km au nord-ouest de Mexico, devant une ligne de femmes mazahuas impuissantes, avec leurs armes rafistolées. Les menaces – « fermer les robinets de Mexico » – de l'Armée zapatiste des femmes mazahuas pour la défense de l'eau ont donc été prises au sérieux par les autorités, et « il n'y a plus d'inquiétude à avoir » a dit le capitaine de police aux caméras : « l'eau de la ville de Mexico est bien gardée ».

En septembre 2004 pourtant, devant d'autres caméras, les policiers avaient eu ordre de ne pas intervenir. Face à eux, trois cents femmes mazahuas, des jeunes et très vieilles, portant des armes datant de la révolution zapatiste de 1910, venues manifester devant le palais présidentiel de M. Vicente Fox pour « défendre l'eau ». Les policiers en riaient franchement : les premières lignes avaient plus de 70 ans et, surtout, leurs armes étaient ridicules, certaines avaient été fabriquées le matin même avec deux bouts de bois et du gros scotch noir...

Pourtant, les caméras sont nombreuses ce jour-là et les Indiennes sont sur tous les écrans. La « commandante » Victoria qui commente les événements devant un parterre de journalistes est prise au sérieux : « nous, armée zapatiste des femmes mazahuas pour la défense de l'eau, sommes prêtes à mourir pour obtenir un plan de développement durable de l'eau dans la vallée de Mexico. Nous demandons aux habitants de la capitale de cesser de gaspiller de l'eau. L'eau est un bien précieux, nous, les Mazahuas, dont les terres recèlent le précieux breuvage, prenons aujourd'hui les armes pour protéger ce bien. » Une délégation est aussitôt reçue, la Commission nationale de l'eau (CNA) est sommée d'agir, et le Ministre de l'Environnement, M. Alberto Cardenas Jiménez, est envoyé sur place quelques jours après. Incroyable, murmurent les Mexicains, un ministre est allé chez les Indiens...

La presse visitera également les communautés mazahuas. Elles n'ont jamais disposé d'un réseau d'eau, alors que leurs fleuves et leurs sources alimentent dix millions de citoyens de la capitale dans le cadre du système cutzamala, un des systèmes hydrauliques les plus importants au monde, qui

comprend barrages, usines d'assainissement et des kilomètres d'aqueducs. Depuis 1982, l'eau est pompée sur ces terres, à 130 km de Mexico, et le système part encore de plus loin, de l'Etat du Michoacan, à six heures de la capitale...

En 2003 et encore en 2004, les terres des Mazahuas ont été inondées à la suite d'un débordement des barrages du système, mal entretenus. Les cultures perdues n'ont jamais été indemnisées. La « goutte d'eau en trop », celle qui enclenche la lutte « quand on n'a plus rien à manger », disent les Mazahuas. Mais leur colère était née avant, à force de voir l'industrie forestière couper le bois, le gouvernement pomper l'eau et « personne qui se demande si l'eau n'a pas besoin de l'arbre et comment nous, le peuple Mazahua, pouvons survivre sans eux », dira Lupe au quotidien national *La Jornada*.

289  
.....

Devant les caméras, les femmes font quelques démonstrations de leur savoir-faire militaire, et les autorités s'apprêtent à « tout mettre en œuvre pour aider les communautés ». Mais, à chaque réunion, les femmes sortent des bureaux, les bouches cousues par de gros Scotch : elles n'obtiennent pas leur « plan de développement durable ».

La route qui, en trois heures, relie la capitale aux communautés mazahuas suit parfois les énormes pipelines en béton. Sur les chemins, des femmes tirent des ânes chargés de bidons. Février 2005, l'eau n'est toujours pas arrivée, malgré les promesses du gouvernement. « Un âne peut porter jusqu'à 80 litres d'eau », raconte Guadalupe, qui marche 4 heures pour rapporter l'eau chez elle. A quelques centaines de mètres, l'aqueduc serpente dans la vallée : « 17 mètres cubes d'eau par seconde qui partent à la capitale », récite par cœur Guadalupe en déversant un énorme sac de linge qu'elle va laver au ruisseau, tandis que sa fille charge une eau savonneuse dans les bidons.

Une dizaine de femmes lavent et se lavent déjà dans les ruisseaux. Le soir, les mêmes, accompagnées des enfants, seront dans la salle communale pour répondre aux questions des journalistes : pourquoi les armes ? Pourquoi l'armée zapatiste ? Pourquoi les femmes ? « Zapata luttait pour la terre et la liberté. Nous luttons pour la même chose. Nos richesses naturelles s'épuisent, nos fleuves sont pollués, nos hommes partent tous travailler en ville. Si ce sont les femmes qui se battent pour l'eau, c'est d'abord parce que nous la portons, nous l'utilisons plus que les hommes. Mais nous savons aussi que l'eau est vitale pour l'avenir de nos enfants, de notre culture sur ces terres de plus en plus désertées. » Celle qui parle s'appelle Iris et vient d'avoir 19 ans. Elle porte l'habit traditionnel des Mazahuas, et à sa jupe brodée, un téléphone portable sonne régulièrement. Il s'agit d'autres *compañeras*, dit-elle, qui sont en réunion pas très loin de là.

« Si nous demandons un usage raisonné de l'eau, la reforestation de nos terres, c'est aussi pour les habitants de la capitale. Sans lutte, sans cette prise de conscience, le système cutzamala ne durera pas dix ans. Nous le voyons chaque année, il y a moins d'eau. Nous avons plus conscience du problème qu'un ingénieur de la CNA. Ce n'est pas normal, mais c'est ainsi. » Victoria parle lentement en buvant « le thé des montagnes ». La nuit est froide chez les Mazahuas et on aperçoit au loin les dernières traces de neige. Les femmes mazahuas ont toujours répété qu'elles se battaient pour tout un pays. « Le gouvernement doit cesser de gaspiller les richesses naturelles et de nous mépriser, nous, les peuples autochtones », ajoute Beatriz, grand-mère de 21 petits-enfants.

Les Mazahuas, comme les Nahuas ou les descendants des Mayas, racontent souvent que leur vie ne vaut pas cher pour les autorités. En longeant un canal du système cutzamala, Manuel s'approche des tombes et les lit à voix basse : « Ces deux-là avaient 15 ans, ils jouaient près du canal. » Environ 70 Mazahuas, jeunes et adultes, sont morts dans ce canal à ciel ouvert. Les Mazahuas ne savent pas nager et le courant est trop fort. « A chaque mort, on demande qu'ils couvrent le canal, mais ils ne nous ont jamais écoutés ».

Le sous-directeur de la CNA s'agace de l'arrivée de journalistes étrangers et des questions sur la dangerosité du canal. « C'est un sujet en or, n'est-ce pas ? Des femmes et des fusils... ». Finalement, M. Jésus Campos reconnaît la légitimité de la lutte des femmes : « Il faut que nous protégeons mieux ces terres, et c'est vrai que ces gens méritent un peu plus d'égards ». Pourtant le fonctionnaire refuse de se prononcer sur une gestion commune de l'eau avec les Mazahuas.

« Le gouvernement nous croit toujours illettrés alors que nos méthodes de lutte sont modernes, s'emporte Manuel. Nous lançons des communiqués de presse, nous sommes organisés en réseau, nous avons des portables, pourquoi refuse-t-il de nous considérer ? ». Les communautés Mazahuas ont entendu parler de réunions internationales sur l'eau et connaissent en particulier l'existence du prochain Forum mondial de l'eau, qui doit avoir lieu à Mexico, justement, en 2006. La question est de savoir si elles auront le droit à une tribune « ou si le gouvernement tentera de cacher au monde la lutte des Indiens. Mais nous parlerons, nous irons devant les caméras, nous avons de l'expérience maintenant », dit dans un sourire M. Santiago Pérez, avocat et défenseur de mouvements sociaux, qui aide les Mazahuas.

Pour l'instant, l'arme « médias » s'est révélée la plus efficace de toutes, même si c'est le fusil porté par une Indienne qui a au début attiré les caméras. Quand on leur demande s'il n'y a pas une contradiction à défendre l'eau avec les



armes, Victoria sourit et réfléchit : « Si, dit-elle, car l'eau, c'est la vie ; mais pour nous, les Mazahuas, la vie aujourd'hui se défend ainsi. Nous avons un fusil dans une main, et, de l'autre, nous plantons des arbres. Chaque arbre nous apportera 2000 litres d'eau supplémentaires. Si la ville, demain, comprend l'importance de notre lutte, alors, oui, nous aurons de l'eau à l'avenir. »

Les uns après les autres, les journalistes quittent les terres mazahuas. Les femmes notent leurs numéros de portable, leur rappellent gentiment l'importance de l'eau, la nécessité de « réveiller le pays », et de « ne pas gaspiller l'eau » de retour dans leur appartements de Mexico. Elles posent une dernière fois pour les photographes, le regard déterminé, l'arme au poing. Les militaires, au loin, observent la scène : avec leurs imposantes mitraillettes pour garder les aqueducs, ils n'attirent pas vraiment les objectifs.

### III. Nestlé et le commerce de l'eau en bouteille

*ATTAC Suisse*

« Nestlé et le commerce de l'eau en bouteille », *Angles d'ATTAC*, 2005, disponible en ligne à l'adresse : [http://suisse.attac.org/article.php3?id\\_article=799](http://suisse.attac.org/article.php3?id_article=799)

**A**lors que l'eau potable se fait de plus en plus rare sur la planète, des multinationales comme Nestlé investissent massivement dans le nouveau commerce très lucratif de l'eau en bouteille. Cet article propose un tour d'horizon des modalités, paramètres et conséquences de ce nouveau marché qui transforme un élément vital en source de profit.

#### Le nouveau marché de l'or bleu

On assiste actuellement à une crise mondiale de l'eau, qui se manifeste à travers la pénurie croissante d'eau potable et la multiplication des maladies hydriques, causées par la pollution industrielle, la contamination des lacs et rivières, le traitement insuffisant des eaux usées, l'assèchement des sources, etc. Selon une estimation des Nations unies, 36 000 personnes meurent chaque jour par manque d'eau potable ou par ingestion d'eau contaminée ; 1,5 milliard de gens sont privés d'accès à l'eau, et ce chiffre atteindra en 2025 les deux tiers de la population mondiale.

Face à cette catastrophe humanitaire, les gouvernements et institutions internationales prônent la privatisation, la commercialisation et l'exportation de

l'eau, justifiant ces mesures par l'effet prétendu bénéfique du libre-marché. Lors du deuxième Forum Mondial de l'Eau à La Haye en 2000, l'eau a été officiellement définie non pas comme un « bien commun » ou un « droit humain » mais comme un « besoin essentiel », ce qui permet d'en faire désormais une marchandise soumise aux lois de l'offre et de la demande.

Les entreprises privées intéressées par le marché de l'eau soutiennent activement ce programme qui leur ouvre des possibilités de profit énormes. Il s'agit d'une part des sociétés transnationales de distribution d'eau comme Suez (ex-Suez-Lyonnaise des Eaux) et Veolia (ex-Vivendi), d'autre part des quatre multinationales qui se partagent le marché de l'eau en bouteille : Nestlé, Danone, Coca-Cola et PepsiCo.

### **Nestlé Waters, champion de l'eau en bouteille**

Nestlé est le numéro un mondial du marché de l'eau en bouteille, avec environ 17 % du marché global. Nestlé Waters, la division eau du groupe Nestlé, avait en 2004 un bilan de 8,04 milliards de francs suisses de chiffre d'affaire ; en 2003, près de 20 % des investissements de Nestlé avaient été faits dans ce secteur. Autrement dit, ce marché est non seulement très lucratif mais aussi en pleine croissance. C'est dans les années 1980, alors que l'eau en bouteille devenait progressivement un produit de consommation de masse, que Nestlé a commencé à conquérir ce marché en établissant des sites de production et en rachetant de nombreuses entreprises d'embouteillage en Amérique du Nord et en Europe. Actuellement, Nestlé Waters est présente dans 130 pays, et détient 77 filiales, dont cinq marques internationales (Perrier, Vittel, Contrex, Acqua Panna, San Pellegrino), une septantaine de marques régionales prévues pour un marché local (comme Poland Spring ou Arrowhead aux Etats-Unis, Vera en Italie, San Narciso en Espagne, Saint Spring en Russie, Baraka en Egypte, La Vie au Vietnam, etc.), et deux « marques mondiales à production multi-site », concept qui consiste à commercialiser sous une marque unique une eau pompée à des lieux différents, ce qui réduit les coûts logistiques tout en visant un marché global. Il s'agit de la marque Nestlé Aquarel, apparue en 2000 et vendue déjà dans 11 pays européens, et de Nestlé Pure Life, lancée en 1998 au Pakistan, destinées surtout aux pays du Sud, et qui contient ce qu'on appelle de l'eau de synthèse, ou de l'eau traitée [...].

Le nom de Nestlé est rarement mentionné sur les étiquettes, pour réduire les risques de boycott en cas de scandale alimentaire, mais aussi pour bénéficier d'une large palette de produits différenciés. Pour conquérir le marché mondial, la stratégie de Nestlé consiste en effet à combiner la vente de marques connues

au niveau national et international avec des marques locales et régionales, de jongler avec plusieurs produits de différentes catégories, marques, prix et clientèles-cibles. Cette multiplication et diversification de l'offre s'illustre aussi par l'émergence, aux Etats-Unis puis en Europe, du «Home and Office Delivery». Ce service de livraison de fontaines à eau est un produit totalement superflu, mais qui actuellement envahit les entreprises, administrations et centres commerciaux. Nestlé est le principal détenteur de ce marché en Europe.

### **Pourquoi les gens achètent-ils de l'eau en bouteille ?**

L'eau nous est amenée presque gratuitement à domicile par les services publics. Pourtant, les gens achètent et boivent de plus en plus d'eau en bouteille. En 1970, le marché de l'eau embouteillée représentait un billion de litres vendu dans le monde par année ; en 1980, ce chiffre avait doublé ; à la fin des années 1980, il s'agissait de 7,5 billions de litres par année ; et en 2003, on était passé à 84 billions de litres (Clarke 2005 : 9). **On assiste ici à l'émergence d'une «nouvelle culture de la consommation de l'eau en bouteille»** (id. : 66). Celle-ci est le résultat d'une campagne marketing et médiatique très puissante et efficace, qui cherche notamment à nous convaincre que l'eau en bouteille serait un produit plus pur, plus sûr et de meilleure qualité que l'eau du robinet. On peut voir là une «double stratégie» de manipulation : dans un premier temps, il s'agit d'entretenir la méfiance du public envers l'eau du réseau, et de décrédibiliser les services publics de gestion de l'eau qui de leur côté n'ont aucun budget publicitaire pour défendre leur image. Dans un deuxième temps, il reste à proposer une solution rassurante, une alternative nécessaire (id. : 66-67). Cette tactique a été appliquée par exemple au Pakistan, où Nestlé a organisé des séminaires pour sensibiliser les gens au problème de l'hygiène de l'eau en insistant sur l'état catastrophique de l'eau municipale, quelques mois avant de lancer la marque Pure Life. L'eau en bouteille doit aussi son succès aux campagnes des nutritionnistes qui ont commencé dans les années 1990 à dénoncer les problèmes d'obésité et de déshydratation, accusant l'industrie des fast-foods et des boissons gazeuses. Dès lors, l'eau en bouteille a été présentée par la publicité comme une alternative aux boissons sucrées, une boisson associée à une vie saine, active et sportive. De même, on insiste sur la fraîcheur et le goût agréable de l'eau en bouteille, dont la consommation deviendrait alors un plaisir raffiné, un luxe, voire un signe extérieur de richesse, de statut ou de classe. Pureté, sécurité, nature, santé, bien-être, hédonisme, dynamisme ou distinction sociale... autant de notions qui font l'impasse sur le fait que l'eau du robinet contient en moyenne autant de minéraux utiles à l'organisme, et offre la même qualité que l'eau en bouteille : les normes et les contrôles qui réglementent l'eau du réseau sont

même en général plus strictes que celles de l'eau embouteillée, et cette dernière présente en réalité des conditions peu propices à une véritable sécurité alimentaire – stagnation de l'eau dans du plastique, longs délais de consommation liés au transport et au stockage, etc. Une étude du Natural Resource Defense Council dans des supermarchés américains a d'ailleurs montré qu'un tiers des eaux en bouteille vendues dans le commerce contenaient des substances indésirables. Autrement dit, on achète de l'eau en bouteille non pas pour son contenu objectif mais pour son image, pour les symboles qu'elle véhicule. **En l'affublant de toute une série de connotations sociales, symboliques et imaginaires, l'industrie a réussi à transformer un élément presque inodore, incolore et gratuit en un pur produit commercial.**

### **L'eau en bouteille, une fausse solution à la crise de l'eau**

Loin de résoudre les problèmes sanitaires dans les pays du Sud, comme le prétend notamment Nestlé, l'eau en bouteille ne fait qu'aggraver la crise humanitaire et l'inégalité sociale. Tout d'abord en raison de son prix exorbitant : certes, elle peut approvisionner les classes supérieures des deux hémisphères, mais elle reste totalement inabordable pour les populations démunies du Sud. Plus grave, le commerce de l'eau embouteillée a tendance à « décourager les pouvoirs publics d'investir dans l'amélioration de la distribution d'eau potable » (Attac-Suisse : 118) ; en ce sens, ce marché contribue à faire baisser ou à maintenir une mauvaise qualité de l'eau du réseau. De plus, l'exploitation des sources par des multinationales est préjudiciable pour les systèmes traditionnels de gestion et de distribution d'eau ; Nestlé achète dans le monde entier, souvent à des prix dérisoires, des concessions de prélèvement sur les sources dont elle garde ensuite le monopole en excluant les communautés locales qui se voient privées de leur accès vital et légitime à l'eau potable. Au niveau écologique, la surexploitation des sources engendre des dégâts irréparables sur l'équilibre environnemental. Pour répondre à une demande en croissance exponentielle, Nestlé réalise souvent des forages et des drainages excessifs qui dépassent le taux de reconstitution naturelle des nappes phréatiques et conduisent à l'assèchement des réserves d'eau – après quoi la multinationale déplace ses usines dans un autre site. Le cas le plus fameux est celui du Parc d'eau de São Lourenço au Brésil, qui abrite plusieurs sources d'eau minérale connue pour sa haute minéralisation et ses propriétés curatives. Nestlé y a installé en 1994 des usines de pompage et d'embouteillage pour y produire son eau de synthèse Pure Life. Depuis 1996, Nestlé a foré illégalement deux puits de plus de 150 mètres de profondeur pour y pomper 30 000 litres par jour, ce qui a conduit au changement de composition des minéraux dans certaines

sources et même au tarissement de l'une d'elles. Enfin, une étude du WWF en 2001 a montré que l'industrie de l'eau en bouteille utilisait 1,5 million de tonnes de plastique chaque année. Un cinquième seulement de ces bouteilles sont recyclées – la production étant moins coûteuse que le recyclage. Tony Clarke (2005 : 61-65) montre comment l'industrie de l'eau en bouteille et l'industrie du plastique travaillent main dans la main pour d'une part éviter et contourner les législations en matière de recyclage, et d'autre part pour élaborer des plans marketing qui visent à faire croire au public que leur produit respecte l'environnement.

### **Actions possibles et résistances citoyennes**

295  
.....

Comment réagir contre cette marchandisation irresponsable et désastreuse d'une ressource naturelle vitale qui devrait rester un bien collectif ? La première chose à faire est sans doute de boire l'eau du robinet qui, en Suisse du moins, a encore le multiple avantage d'être publique, bon marché, sûre, saine et de bonne qualité. Mais au-delà de cet acte de « consommation » nécessaire mais insuffisant [...], des actions politiques sont possibles et utiles. On peut citer par exemple l'impact international de la campagne du Mouvement brésilien de citoyenneté pour l'eau qui, si elle n'est pas encore arrivée totalement à ses fins, a du moins attiré l'attention du public sur les activités de Nestlé dans le parc de São Laurenço. En Amérique du Nord, la présence de Nestlé a plusieurs fois été l'objet de controverses politiques, comme dans les états du Wisconsin, du Michigan ou en Floride. En 2001 par exemple, l'administration du Michigan a accordé pour 100 USD à Nestlé Waters North America une licence d'exploitation de 4 sources près des Grandes Chutes du Michigan, où Nestlé a installé une usine qui pompait 380 à 1100 litres d'eau par minutes, vendus sous la marque « Ice Mountain ». Grâce à un mouvement de résistance créé par trois tribus indiennes, une plainte a été déposée et a conduit en novembre 2003 à une décision du tribunal de fermer l'exploitation. Un autre exemple réjouissant nous est fourni par le travail d'Attac-Neuchâtel, à l'origine d'un mouvement citoyen qui a pu empêcher en 2001 que Nestlé reçoive une concession d'exploitation sur l'eau minérale d'une source à Bevaix. Ces succès – tout relatifs et provisoires qu'ils sont – nous montrent l'intérêt et l'importance des mouvements de résistance face aux multinationales. Plus en amont, la création des Forums alternatifs mondiaux de l'eau (en 2003 à Florence, en 2005 à Genève, et [...] en 2006 au Mexique) reflète la volonté actuelle de différents représentant-e-s de la société civile de se mobiliser et de se coordonner pour défendre à tous les niveaux un modèle de gestion publique, collective et citoyenne de l'eau.

## Références bibliographiques

ATTAC-SUISSE, 2004, *Attac contre l'empire Nestlé*, Attac Suisse

CLARKE T., 2005, *Inside The Bottle. An Expose Of The Bottled Water Industry*, Canada, Institut Polaris.

296

### Pas de paiement, pas d'eau

« La première camionnette qui circule est là pour assurer la sécurité dans la cité, l'autre transporte les employés chargés de couper l'eau », dit Cecilia Davis, qui habite dans un *township* de la banlieue du Cap. Ces camionnettes véhiculent les employés municipaux. « Ce sont eux qui viennent couper l'eau. Que faire sans eau ? »

Cecilia Davis est une mère célibataire, avec quatre enfants vivant avec elles et sans revenus, situation qui n'est pas inhabituelle dans le *township*, où 60 % des habitants sont au chômage. La maison est un abri en ciment froid et sombre de trois pièces, pourvu d'un robinet mais sans eau. Ces dernières années, sa facture mensuelle d'eau a augmenté de 300 %. Comme elle n'est plus en mesure de la régler, la ville lui a coupé l'eau depuis douze mois. Sa vie tourne aujourd'hui autour de l'eau qu'elle cherche dans le voisinage, à raison de sept seaux par jour.

Source : Carty 2003

## IV. Des femmes repeuplent la mer d'Aral

PNUE / WEDO

*Les femmes et l'environnement, PNUE, WEDO, United Nations Foundation, New York, 2003, pp. 100-101 ; disponible en ligne à l'adresse : <http://www.unep.org/Documents/Multilingual/Default.asp?DocumentID=468&ArticleID=4488&l=fr>*



La mer d'Aral était autrefois la quatrième mer intérieure au monde par l'étendue, située entre le Kazakhstan au Nord et le Karakalpakstan, région autonome de l'Ouzbékistan, au Sud. La population locale vivait de la pêche, du transport maritime commercial, de l'industrie (notamment de la préparation du poisson) et de l'agriculture. Les problèmes ont commencé au début des années 1960 avec le détournement des rivières Amu Darya et Syr Darya, qui alimentent toutes deux la mer d'Aral. L'eau était destinée à l'irrigation de la culture à grande échelle du coton en Ouzbékistan et du blé au Kazakhstan. L'Union soviétique espérait alors devenir indépendante dans ces deux productions. Mais ce qu'elle n'avait pas



prévu, c'était l'impact sur la mer d'Aral. Soudainement, les débits ont baissé considérablement, et le niveau de l'eau a chuté de 23 mètres. La superficie s'est réduite de 60 % approximativement, et le volume de presque 80 %, tandis que le taux de salinité passait de 10 à 45 g/l. La mer d'Aral s'est maintenant scindée en deux parties, l'une au Sud et l'autre au Nord.

La pollution a également affecté cette mer, en raison souvent d'essais d'armes chimiques et biologiques, de projets industriels et de la pollution des eaux des rivières par des produits chimiques agricoles et des défoliants. Au fur et à mesure que l'eau disparaissait, de vastes plaines de sel émergeaient. Les tempêtes charriaient la poussière salée sur plus de 200 km, la déposant sur les pâturages et les terres arables. Dans toute la zone, les hivers sont désormais plus rigoureux, les été plus chauds et la saison de croissance agricole plus courte.

Aujourd'hui, la mer d'Aral n'est plus que l'ombre de ce qu'elle était naguère. Les prévisions d'une étude récente indiquent que la partie occidentale de sa région sud, beaucoup plus étendue, va disparaître d'ici 2018 ; la partie orientale pourrait durer indéfiniment. Le nord de la mer d'Aral devrait être sauvé par la construction d'un barrage en béton, d'un coût de 86 millions de dollars, qui va permettre au niveau de l'eau de s'élever dans cette partie, ce qui s'accompagnera d'une diminution de la salinité.

Ces mesures sont importantes, mais les conséquences sont déjà énormes et tragiques : la mer d'Aral est considérée comme l'une des plus grandes catastrophes humaines, économiques et environnementales. Des déserts entourent d'anciens ports, les poissons ont disparu, des chantiers de construction navale et des conserveries de poisson ont fermé, l'agriculture a été gravement affectée, les arbres sont morts et la biodiversité s'est appauvrie. Les riverains ont perdu leur emploi et beaucoup se sont déplacés ; s'ils restent, c'est parce qu'ils sont trop pauvres pour partir. Des problèmes de santé dus à la pollution ont été aggravés par le manque de nourriture saine et de services de santé.

En Ouzbékistan, l'incidence des problèmes de santé est plusieurs fois supérieure dans la région du Karakalpakstan que dans le reste du pays. On enregistre des taux alarmants d'affections des reins, d'anémie, de tuberculose, de cancer du foie, de fausses couches et de décès prématurés. Le lait maternel est fréquemment pollué par des résidus de pesticides organochlorés et la mortalité maternelle et infantile est élevée. Les femmes sont en général les plus gravement affectées par cette crise environnementale car elles portent le fardeau des soins à dispenser aux membres malades de leur famille, alors même que leur propre santé, en particulier quand il s'agit de questions de

reproduction, se détériore également. Beaucoup souffrent de la frustration intense de ne plus être en mesure d'assurer une alimentation adéquate à leur famille.

Dans la partie nord de la mer d'Aral, des initiatives en cours visent à réhabiliter les moyens locaux de subsistance. L'ONG kazakhe Aral Tinesee, créée en 1998, encourage les pêcheurs à retourner à la mer après y avoir réintroduit des poissons d'eau salée ainsi que des filets de pêche appropriés. Zannath Makhambetova, jeune femme entreprenante, a été la première présidente de cette organisation, après avoir été élue par 600 membres masculins. Elle est aujourd'hui la directrice et la cofondatrice du centre de l'ONG à Astana, anciennement Almaty.

Au cours d'une présentation avant le Sommet mondial pour le développement durable, elle s'est exprimée en ces termes : « Vous avez vu beaucoup d'hommes sur mes photos. Ils pêchaient. Mais nous, les femmes, étions les initiatrices, les organisatrices. Dans les anciens pays soviétiques, ce sont les femmes qui s'adaptent le mieux aux situations nouvelles. Elles sont moins facilement corruptibles et elles sont plus souples dans le travail. Je voudrais vous suggérer de dire dans vos recommandations aux gouvernements réunis à Johannesburg que les projets de développement durable devraient toujours placer des femmes à des postes clés » (Makhambetova 2002).

#### Référence bibliographique

MAKHAMBETOVA Z., 2002, « Building up a sustainable community on the edge of the dying Aral Sea », in FEAC, 2002, *Why Women are Essential for Sustainable Development*, Results of the European Women's Conference for a Sustainable Future, Célakovice (Prague), 24-17 mars 2002, Munich/Prague, FEAC, pp.83-98.

### Faits et chiffres

- 2,4 milliards de personnes au monde, en d'autres termes les 2/5 de la population mondiale, n'ont pas accès à des services de santé.
- 1,1 milliard de personnes au monde, soit 1/6 de la population mondiale, n'a pas accès à l'eau potable.
- 2,2 millions de personnes dans les pays en développement, dont la plupart sont des enfants, meurent chaque année de maladies liées au manque d'accès à l'eau propre et potable, aux services de santé adéquats et à un manque d'hygiène.
- 6000 garçons et filles meurent chaque jour de maladies liées au manque d'accès à l'eau propre et potable, aux services de santé adéquats et à un manque d'hygiène.
- La distance moyenne parcourue par une femme en Afrique et en Asie pour la collecte d'eau est de 6 kilomètres.
- Le poids de l'eau qu'une femme en Asie et en Afrique porte sur la tête est l'équivalent de la franchise de bagages autorisée par les compagnies aériennes (20 kilogrammes)
- Dans les pays en développement, une personne utilise en moyenne 10 litres d'eau par jour. Au Royaume-Uni, une personne utilise en moyenne 135 litres d'eau par jour.
- Chaque fois que vous tirez la chasse d'eau, vous utilisez la même quantité d'eau qu'une personne utilise en une journée dans le tiers-monde pour laver, cuisiner et boire.
- Au cours des dix dernières années, la diarrhée a tué plus de filles et de garçons que la totalité des personnes qui ont péri depuis la Seconde Guerre mondiale.
- En Chine, en Indonésie et en Inde, deux fois plus de personnes meurent de la diarrhée que du VIH/sida.
- La population de Nairobi au Kenya paie cinq fois plus pour un litre d'eau qu'un citoyen nord-américain.
- Une initiative guatémaltèque en 1998 pour promouvoir la nécessité de se laver les mains a réduit de 322 000 les décès causés par la diarrhée.
- 1,5 milliard de personnes dans le monde souffrent d'infections parasitaires causées par les déchets solides qui polluent l'environnement et qui peuvent être contrôlés par une meilleure hygiène de l'eau et un meilleur système d'assainissement. Ces infections peuvent causer la malnutrition, l'anémie et un retard dans la croissance.
- En Chine, au Mexique et au Vietnam, les communautés pratiquent des mesures de propreté écologiques.

*The Water Supply and Sanitation Collaborative Council, LAVER, Faits et Chiffres  
(WASH Facts and Figures)*

## V. Le Centre des droits humains et de l'environnement à Córdoba en Argentine

Valeria Libedinsky

2007, article inédit, Córdoba, 2007

300

**A** partir des années 1990, en particulier à partir de 1994, d'importants mouvements sociaux sont nés en Argentine en réaction à l'importante précarisation du travail et au manque de travail qui touchait non seulement les secteurs les plus pauvres mais aussi ce qu'on appelle la « classe moyenne » (moyens et petits commerçants, employés des usines, professionnels indépendants et sous contrat, etc.). Ainsi, à partir d'un problème commun, des groupes organisés se sont formés : des clubs de troc (*clubes de trueque*), des assemblées de quartier (*asambleas barriales*), des organisations de chômeurs (*organizaciones de trabajadores desocupados*), des récupérations d'usine (*fabricas recuperadas*), des groupes de chômeurs (*piqueteros*), etc. Peu à peu, ces nouvelles formes d'organisation sociale se sont mises en place pour créer de nouveaux lieux de discussion et des espaces de dialogue avec le gouvernement, avec l'objectif final de chercher des réponses aux problèmes de plus en plus importants liés, entre autres, à la détérioration sociale.

Le mouvement social, avec son organisation citoyenne particulière, comprend de nouvelles modalités d'action, comme l'autonomie et la gestion directe dans les transports, les services publics, la terre, le logement, les infrastructures, ou comme la participation des citoyens, l'horizontalité dans les processus de décision. Un aspect marquant est l'ancrage dans les quartiers via des événements culturels et sociaux, des achats communautaires, des micro-entreprises, des cantines populaires, etc. De cette manière, le mouvement social montre clairement combien l'Etat est coupé de la réalité sociale et il concrétise en même temps de nouvelles formes de lien orientées vers la communauté sur la base du social. Ces liens réaffirment la culture populaire, défendent l'espace national, reconnaissent les problèmes sociaux des familles tels que la surpopulation dans les logements, les problèmes de santé qui touchent particulièrement les enfants et qui sont liés aux inondations, aux pollutions, aux décharges à ciel ouvert, à la manipulation des déchets et à la recherche permanente de solutions pour pallier les problèmes économiques.

On observe aujourd'hui, et tout particulièrement dans les communautés pauvres, que ce sont les femmes qui s'occupent des problèmes de leurs

foyers mais aussi des problèmes quotidiens de leurs communautés auxquels l'Etat n'apporte pas de solution satisfaisante. Les femmes se trouvent donc chargées de la santé, des cantines communautaires et de la gestion des aliments, de la gestion des services publics absents des quartiers, de la collecte d'eau dans les quartiers équipés d'un robinet communautaire, du traitement des eaux contaminées (par les matières fécales à cause d'un mauvais assainissement), de la manipulation des déchets, etc. Toutes ces tâches sociales et environnementales ont des répercussions directes sur la santé mentale et physique des femmes qui sont exposées de façon répétée à la pollution et à la dégradation de l'environnement. Les enfants à leur charge sont à leur tour affectés, même pendant que les femmes se consacrent aux travaux communautaires car parfois elles doivent les garder avec elles faute d'endroits où les laisser et parce qu'il est risqué de les laisser seuls à la maison.

Sur le terrain, on observe dans le discours des femmes une préoccupation évidente pour la pollution environnementale. La capacité d'adaptation des femmes est remarquable lorsqu'il s'agit de représenter la communauté dans les questions socio-environnementales. On constate que les hommes n'interviennent que dans certaines démarches, manifestations ou travaux communautaires qui correspondent aux normes de la « masculinité » virile. Le machisme enraciné conduit donc les hommes à être moins présents dans les affaires de la communauté : l'homme s'occupe de tâches plus importantes que ces questions sociales, qui concernent les femmes.

En général, les femmes ne sont pas conscientes du rôle qu'elles jouent au quotidien dans la gestion de l'environnement parce qu'elles effectuent très « naturellement » ces tâches qui ne sont pas perçues comme relevant de la cause environnementale. Ces tâches s'inscrivent dans les revendications quotidiennes pour une meilleure qualité de l'eau, pour une infrastructure électrique au profit de tout le quartier, pour le nettoyage des décharges et des friches où les hautes herbes cachent des dangers pour les enfants et les femmes.

Une recherche appelée Programme d'accroissement des demandes d'accès à la justice (PRD) du Centre des droits humains et de l'environnement (CEDHA) s'est déroulée dans une zone semi-rurale de Chacras de la Merced – sur 14 km<sup>2</sup> et avec 300 familles – dans la ville de Córdoba en Argentine. Le centre des droits humains et de l'environnement a pour objectif de construire un rapport plus harmonieux entre l'environnement et les populations. Il s'occupe d'améliorer l'accès à la justice des victimes des atteintes aux droits humains dues à la dégradation de l'environnement et à la gestion non durable des ressources naturelles. Le Centre cherche de cette manière à

prévenir les futures atteintes aux droits, en mettant en place différentes approches pour aborder le problème.

En articulant différentes approches de recherche, le PRD se concentre sur l'identification des problèmes environnementaux les plus graves et urgents qui affectent les droits des personnes vivant dans les secteurs pauvres. Le programme effectue également des recherches sur les atteintes aux droits humains et sur les politiques discriminatoires et/ou négatives en matière d'environnement. Lorsque des problèmes de détérioration de l'environnement sont identifiés, les cas sont transférés à la «Clinique juridique», qui est chargée d'évaluer les possibilités de recours légal pour chaque cas particulier. La «Clinique Juridique» se définit comme un laboratoire de traitement des litiges d'intérêt public et de réflexion juridique qui travaille sur des cas réels d'atteintes aux droits humains, qu'elles découlent de la dégradation de l'environnement ou de la gestion non durable des ressources naturelles. Son objectif premier est de promouvoir la prise de conscience sociale parmi les avocats et les étudiants qui en font partie, dans leur travail de mise en œuvre du droit, celui-ci étant entendu comme un outil de transformation sociale et producteur de politiques publiques.

Les habitants de Chacras de la Merced boivent une eau contaminée par les matières fécales parce que le quartier est approvisionné en eau par le fleuve Suquía constamment pollué par le déversement des résidus des égouts avant tout traitement ou après un assainissement insuffisant. La station d'épuration des eaux résiduelles de la Mairie de Córdoba (EDAR Bajo Grande) est la principale responsable de cette pollution. Depuis 1992, les habitants ont déposé de nombreuses réclamations devant les organismes locaux pour demander une eau potable car l'eau contaminée les expose à des maladies telles que la typhoïde, la gastro-entérite virale et bactérienne et l'hépatite A. Dans ce contexte, il était important de représenter toute la communauté de Chacras de la Merced pour protéger sa santé mais aussi pour dépolluer le fleuve Suquía.

Ce programme a réalisé un travail avec la communauté, et ensuite en lien avec la «Clinique juridique». Dans un premier temps, les habitants étaient réticents à participer lorsqu'on leur parlait de la situation et des possibles suites judiciaires de cette affaire parce qu'ils n'accordaient aucun crédit à la justice. Mais des discussions ont été organisées dans les écoles du quartier sur les problèmes d'utilisation de l'eau contaminée, sur le droit à l'eau et la participation des citoyens, et les habitants ont compris et accepté de s'engager. Ce sont les femmes qui ont organisé le recueil de signatures pour le dépôt de plainte. En lien permanent avec le CEDHA, elles ont organisé des réunions, le barrage de routes, des manifestations auprès de l'usine de traite-



ment des résidus des bassins de récupération, elles se sont fait entendre auprès des médias et devant les juges au cours de la procédure judiciaire.

L'intervention de la «Clinique juridique» a permis de faire réaménager la station d'épuration et de faire poser des conduites pour le réseau d'eau potable. Aujourd'hui, les habitants sont conscients du problème et de leurs droits, ils cherchent à connaître les recours possibles devant les organismes responsables, ils suivent la progression de leurs démarches, ils s'engagent. Les hommes participent à ces activités, mais ce sont les femmes qui, dans le prolongement de leur rôle de mère, font tout pour protéger leurs enfants ainsi que les habitants de la région.

## Femmes, eau et assainissement Checklist

(Cette liste ne vise pas à l'exhaustivité. Elle traite plutôt des points principaux, quitte à s'autoriser des répétitions lorsqu'il semble utile de prendre en compte des perspectives différentes)

### Politiques / Attitudes

1. Quelles sont les politiques et les attitudes du gouvernement, des dirigeants locaux et des responsables de la gestion des projets à l'égard de l'implication des femmes ?
2. Ces acteurs conçoivent-ils explicitement l'implication des femmes à la fois comme une condition nécessaire à l'amélioration du projet et comme un préalable à une véritable promotion des intérêts des femmes ?
3. Le projet promeut-il alors systématiquement la sensibilisation des dirigeants locaux et de son propre personnel ?
4. Cela se reflète-t-il dans la formation et la composition de l'équipe ?

### Constats de base

5. Les méthodes existantes d'approvisionnement en eau et d'assainissement ont-elles été soigneusement étudiées ?
6. Les résultats obtenus ont-ils été analysés en fonction des groupes d'utilisateurs : hommes et femmes, groupes professionnels et niveaux de revenu ?
7. Les femmes pauvres ont-elles été directement interrogées, en tant que personnes ressources, sur leurs rôles spécifiques, leurs besoins, leurs problèmes et perspectives ?
8. Ces recherches ont-elles été réalisées de façon appropriée, c'est-à-dire, dans un lieu suffisamment informel, par des enquêtrices, qui demandaient à savoir comment les choses se passent réellement plutôt qu'à identifier la personne officiellement responsable ?
9. Les points suivants ont-ils été explorés de façon à obtenir une image détaillée des enjeux de l'eau et de l'assainissement pour les femmes ?
  - La contribution des femmes à la santé de la famille de manière générale ;
  - leur contribution à l'hygiène de la famille en particulier ;
  - leur rôle d'éducatrice en matière de santé et d'hygiène ;
  - les tâches qu'elles assument pour la collecte, le stockage et l'utilisation de l'eau ;
  - l'étendue de l'aide apportée par les enfants, les hommes et les moyens de transport lors de la collecte ;
  - leurs tâches en matière d'organisation sanitaire ;
  - les problèmes qu'elles rencontrent pour avoir leur intimité dans le domaine sanitaire ;
  - la contribution qu'elles apportent traditionnellement à l'élaboration, à l'entretien et à la gestion des installations sanitaires ;
  - leur accès aux équipements et services, comparativement à l'accès des hommes et des femmes plus riches ;
  - l'utilisation de l'eau dans leur foyer ;

- les méthodes qu'elles utilisent pour transformer/exploiter l'eau ou les déchets (culture des légumes, fertilisants, combustible, matériaux de construction);
- les exigences concurrentes qui pèsent de manière générale sur le temps disponible et l'énergie des femmes;
- la part de ce temps disponible et de cette énergie consacrée à l'eau et à l'assainissement;
- l'influence négative de la charge de travail des femmes sur leur santé;
- l'influence négative de la charge de travail des femmes sur leurs autres tâches: s'occuper des enfants, cultiver des légumes, désherber, moissonner, etc.;
- l'influence négative de la charge de travail des femmes sur leur capacité à se lancer dans de nouvelles activités, comme la création de revenu, l'action communautaire et l'auto-développement.

### Éléments complémentaires de préparation

10. Dans quelle mesure les éléments énumérés au point 9 sont-ils pris en compte dans les objectifs du projet ?
11. Les changements souhaités par les femmes dans ces domaines ont-ils été identifiés ?
12. A-t-on développé un système de suivi des changements induits par le projet sur ces mêmes éléments ? Ce système repose-t-il sur une consultation permanente des femmes ?
13. Les objectifs du projet sont-ils suffisamment souples pour permettre le développement de procédures systématiques pour impliquer les femmes ?

### Participation et charge de travail

14. Le projet contribue-t-il à libérer du temps et de l'énergie, que les femmes peuvent consacrer à leurs autres tâches et à de nouvelles activités qu'elles souhaitent entreprendre ?
15. Existe-t-il une prise de conscience suffisante des bienfaits résultant ou pouvant résulter de tout cela, que ce soit directement pour les femmes, pour les ménages ou pour la communauté ?
16. Le projet fait-il suffisamment appel à la communauté dans sa totalité, prenant soin de ne pas surcharger les femmes plus que d'ordinaire ?
17. Quelles sont les mesures qui ont été prises pour surmonter les obstacles culturels/pratiques à la participation des femmes ? Par exemple :
  - des horaires et des lieux adaptés pour les réunions;
  - une disposition adéquate des lieux de réunion;
  - des personnes de sexe féminin dans l'équipe des intermédiaires/au sein de l'équipe de projet;
  - des cadres informels pour les groupes de femmes;
  - une sensibilisation des dirigeants locaux.

### Points de départ

18. La participation des femmes est-elle possible et réelle dans les domaines qui touchent tous leurs intérêts et leurs rôles-clés ?
19. L'expertise locale des femmes est-elle utilisée pour le repérage de lieux adéquats et pour assurer un agencement approprié des installations ?

20. Le repérage et l'agencement sont-ils faits avec une attention suffisante pour les facteurs sociaux, comme la facilité d'accès pour tous, la prévention des phénomènes de domination et de nuisance et le respect de l'intimité ?
21. Les femmes sont-elles consultées durant le processus de sélection de candidats pertinents qui seront formés pour assurer l'entretien et la gestion au niveau local : des personnes assez disponibles, motivées, dignes de confiance et qualifiées ?
22. La parfaite connaissance qu'ont les femmes des systèmes éducatifs traditionnels est-elle utilisée comme une base pour une éducation à la santé efficace et pour la communication du projet de manière générale ?

### Construction, entretien, gestion et utilisation réelle

23. Les femmes sont-elles en mesure de participer aux chantiers de construction à bas prix sans pour autant être exagérément surchargées ?
24. Quelles compétences et connaissances spécifiques peuvent-elles apporter ? Quel travail peuvent-elles effectuer de manière bénévole ? Quelles ressources financières personnelles peuvent-elles apporter et quels fonds peuvent-elles mobiliser au sein de la communauté ?
25. Comment est-il possible d'intégrer dans le projet les tâches traditionnelles des femmes en matière d'entretien ?
26. Leur formation est-elle appropriée ? L'augmentation de la charge de travail est-elle suffisamment compensée ? Les femmes bénéficient-elles d'une aide extérieure suffisante en cas de grosse réparation ? La gestion du projet prend-elle assez bien en compte la nécessité de s'assurer que les femmes puissent réellement maîtriser l'entretien des installations ?
27. A-t-on noté le rôle de gestionnaire que les femmes assument de manière informelle ? Le projet s'appuie-t-il sur ce constat pour constituer une partie de l'équipe formelle de gestion à partir du groupe des utilisateurs principaux ?
28. Le projet comprend-il un suivi précis pour une utilisation réelle et appropriée des nouvelles installations ?
29. Peut-on trouver un minimum de 80 % des installations en bon ordre de marche ? La fréquence et la durée des interruptions de service restent-elles dans les limites fixées ?
30. Lorsque les installations sont hors service, les utilisateurs disposent-ils d'alternatives acceptables pour assurer leur approvisionnement en eau potable ainsi que l'évacuation des excréments ?
31. Dans quelle mesure a-t-on pu constater une amélioration générale des comportements en matière d'hygiène ? (approvisionnement, stockage et pompage sécurisés de l'eau consommée, bonne hygiène personnelle et scolaire, etc.)

### Progression de l'implication des femmes

32. Des catégories cibles ont-elles été identifiées en fonction des besoins exprimés, avec une attention toute particulière pour les besoins des femmes pauvres ?

33. De quelle façon les utilisateurs peuvent-ils participer aux décisions, au moins sur les points suivants :
- la conception et le choix du lieu des points d'eau et des équipements d'assainissement ;
  - les installations d'eau complémentaires pour le lavage, l'hygiène corporelle et l'abreuvement du bétail ;
  - les financements supplémentaires de la communauté et les modes de paiement ;
  - le contrôle des opérations, les horaires de fonctionnement ;
  - la responsabilité de l'équipe opérationnelle vis-à-vis de la communauté ;
34. L'éducation à la santé utilise-t-elle suffisamment l'approche marketing : exploration des besoins, des intérêts, des problèmes, des compétences et des capacités pratiques de chaque groupe cible, en particulier des femmes ?
35. L'éducation à la santé part-elle de cette approche marketing pour utiliser ensuite une approche participative, en aidant les groupes cibles dans les processus collectifs d'identification et de résolution des problèmes ?
36. Le projet s'appuie-t-il suffisamment sur ces deux approches pour être acceptable et efficace ?
37. Les hommes, en tant que membres de la communauté, sont-ils aussi impliqués dans ce type d'éducation à la santé ?
38. Le projet fournit-il aux utilisateurs suffisamment d'informations sur les implications techniques, financières, organisationnelles et sanitaires des différentes options possibles pour leur permettre de faire leurs choix en toute connaissance de cause ?

### Questions de conclusion

39. Les femmes, et particulièrement les femmes pauvres, peuvent-elles participer, dans la pratique et pas seulement pour la forme, à la conception et à la réalisation des activités du projet ?
40. Ont-elles dans la pratique un accès à :
- l'information sur le projet/l'information des utilisateurs ;
  - une éducation à la santé adaptée ;
  - la planification et la mise en œuvre de programmes d'éducation sanitaire et d'action sanitaire ;
  - des formations pour améliorer leurs compétences techniques, administratives et de gestion ;
  - des associations et coopératives d'utilisateurs de l'eau, en qualité de membres officiels ayant le droit de vote ;
  - des postes, à tous les niveaux de responsabilité, touchant l'entretien ou la gestion de l'eau, l'assainissement et l'amélioration des conditions sanitaires ?
41. Les femmes sont-elles en mesure de participer dans la mesure de leurs capacités et de leurs souhaits personnels, sans que cela les empêche de garder leurs activités actuelles et sans leur fermer de nouvelles perspectives ?
42. Les femmes ont-elles, individuellement ou par l'intermédiaire d'une organisation, une influence sur le fonctionnement, l'entretien et la gestion de l'eau et des services sanitaires ?

43. L'équipe du projet, à tous les niveaux, est-elle consciente des objectifs généraux et des méthodes d'implication des femmes? A-t-elle été familiarisée avec ces objectifs et méthodes? Le projet recrute-t-il suffisamment de personnel supplémentaire et d'expertise de recherche sur les problèmes des femmes en matière d'eau, d'assainissement et d'hygiène?

44. Peut-on noter certaines améliorations dans la vie des femmes?

Par exemple :

- la réduction de la charge de travail des femmes ;
- l'augmentation de leur disponibilité en temps, en énergie et amélioration de leurs perspectives pour s'occuper des enfants, de l'éducation, pour créer des revenus, etc. ;
- l'amélioration de la santé individuelle et familiale ;
- l'amélioration du statut social découlant de la participation aux prises de décision.

45. Peut-on observer certaines conséquences négatives pour la vie des femmes?

Par exemple :

- l'augmentation de la charge de travail ;
- aucun accès aux revenus ou aux produits résultant de la transformation de l'eau et des déchets ou d'une plus grande disponibilité en temps et en énergie ;
- le recul de l'autorité traditionnelle sur l'approvisionnement en eau, sur les soins, et sur le développement communautaire ;
- l'impossibilité pour les groupes sociaux à bas revenus, comme les femmes chefs de famille, d'accéder aux services ;
- ce sont les groupes sociaux favorisés qui tirent le plus grand profit des services proposés.

*« Chapter III – Checklist » in Women, Water and Sanitation. Policy on an operational footing: main points and checklist, Directorate General for International Cooperation/ Netherlands Ministry of Foreign Affairs, 1990*

*Traduit de l'anglais par Aurélie Cailleaud*



---

# Changement climatique : analyse de genre et expériences des organisations de femmes

309


..... Irene Dankelman\*

---

*« Climate change : learning from gender analysis and women's experiences of organising for sustainable development », Gender and Development, Climate Change, Vol. 10, n° 2, Taylor and Francis Ltd., [www.informaworld.com](http://www.informaworld.com), traduit et reproduit avec l'autorisation de l'éditeur, juillet 2002, pp. 21-29*

---

*Traduit de l'anglais par Emmanuelle Chauvet*

 Le changement climatique<sup>1</sup> n'est pas un phénomène prévu pour un futur lointain mais un processus en cours en ce moment même. Le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), créé par les Nations unies en 1988 pour rassembler des données et produire des connaissances sur le changement climatique, a présenté son Troisième rapport d'évaluation (Groupe de travail 1) en 2001. Il concluait que le réchauffement mondial était une réalité, et que des éléments nouveaux et plus probants permettaient d'affirmer que la plus grande partie du réchauffement observé ces 50 dernières années était attribuable aux activités

---

\* Biologiste, Institute for Science, Innovation and Society, Université de Nimègue (Pays-Bas).

<sup>1</sup> Dans le langage du GIEC, le changement climatique désigne tout changement du climat dans le temps, qu'il soit dû à la variabilité naturelle ou à l'activité humaine. La Convention cadre des Nations unies sur les changements climatiques donne une autre acception : un changement climatique est un changement du climat, imputé directement ou indirectement à l'activité humaine, qui modifie la composition de l'atmosphère terrestre et qui s'ajoute à la variabilité naturelle observée sur des périodes comparables.

humaines. Des observations de plus en plus nombreuses montrent que la planète se réchauffe et que d'autres changements sont en cours dans le système climatique. L'encadré ci-dessous présente ces changements.

#### Observation et prévision des changements liés au climat

- La température moyenne à la surface de la terre a augmenté d'environ 0,6 °C au cours du xx<sup>e</sup> siècle, entraînant des hausses dans les températures minimales et maximales, et davantage de jours de chaleur.
- Le manteau neigeux et la calotte glaciaire ont diminué.
- Le niveau global des mers s'est élevé et la charge calorifique de l'océan a augmenté.
- Des précipitations plus fréquentes, liées au réchauffement, vont causer des inondations plus nombreuses dans certaines régions d'Asie et d'Afrique.
- On prévoit une plus grande fréquence et une plus grande intensité des sécheresses.

Source : GIEC, 2001a

#### Les dimensions humaines du changement climatique

Il est clair que les interventions humaines sont largement responsables de ces changements dans les systèmes climatiques mondial et locaux (IPCC, 2001b). Les émissions de gaz à effet de serre dues aux activités humaines continuent à modifier l'atmosphère. Des concentrations plus fortes de gaz à effet de serre comme le dioxyde de carbone et le méthane réchauffent la surface de la terre. Environ les trois quarts des émissions humaines de dioxyde de carbone sont dus à la combustion d'énergies fossiles ; le quart restant est dû à une réaffectation des terres, notamment à l'extension de l'agriculture vers les terres forestières. Plus de la moitié de l'augmentation des émissions de méthane est causée par les activités humaines comme l'utilisation des énergies fossiles, l'élevage de bétail, la riziculture et l'enfouissement des déchets.

Ces constatations posent les questions suivantes : qui cause les changements climatiques et quels sont les principaux effets de ces changements pour différentes parties de la population et différents secteurs de l'environnement ? En répondant à ces questions, on montre pourquoi le changement climatique est une question de développement et en quoi il a un caractère politique. Dans l'histoire, les nations industrialisées ont émis 80 pour cent de leurs gaz à effet de serre à cause de leur industrialisation accélérée. Dans les pays industrialisés, le développement économique et social s'est produit

aux dépens du monde colonisé. De nos jours, la plupart des gaz à effet de serre sont émis dans l'atmosphère par ces mêmes pays industrialisés qui brûlent de grandes quantités d'énergies fossiles. En même temps, les pays industrialisés dont les Etats-Unis, le Canada, le Japon et l'Australie sont les pays les plus réfractaires dans les négociations sur le changement climatique au sein des Nations unies (CJN 2001a).

### *Qui en souffre le plus ?*

Ironiquement, c'est surtout dans le monde en développement que les effets du réchauffement climatique et les catastrophes liées à ce phénomène se sont manifestés : en 1998, la fonte des neiges en Chine et en Inde a causé 5550 morts. Aux Philippines, au Bangladesh, aux Caraïbes et en Amérique centrale, les typhons, les cyclones et les ouragans ont tué 15 800 personnes. En 1999, de fortes pluies et des coulées de boue ont tué 50 000 personnes au Venezuela. En 2000, des pluies, des inondations et des cyclones ont pris une ampleur catastrophique au Mozambique, frappé 800 000 personnes, causé 700 morts, et détruit les logements de 250 000 personnes qui se sont trouvées sans logis. Cette catastrophe a augmenté l'incidence du paludisme et d'autres maladies tropicales et a dévasté la production alimentaire. Les populations à faible revenu ont peu de recours lorsqu'elles sont touchées par ces catastrophes : elles n'ont pas les assurances, l'épargne suffisantes, ni les structures de protection sociale qui leur permettraient de s'adapter à de tels drames. En conséquence, elles perdent la vie ou sont blessées, elles perdent leur logement et doivent aller chercher refuge dans d'autres régions du pays. Tout cela fait augmenter le nombre de réfugiés environnementaux, lesquels ne sont pas encore reconnus par les Nations unies (CJN, 2001).

### *Les effets prévus sur les moyens de subsistance et la sécurité humaine*

Le Deuxième rapport du groupe de travail du GIEC (IPPC, 2001b) conclut que les changements apparus récemment dans le climat de certaines régions, tout particulièrement les augmentations de températures, ont déjà eu des effets sur de nombreux systèmes physiques et biologiques. Certaines régions ont vu la fréquence des inondations et des sécheresses augmenter. Parmi les effets négatifs sur les moyens de subsistance et la sécurité humaine, on prévoit :

- un recul général des potentiels de rendement des cultures dans la plupart des régions tropicales et sub-tropicales, et donc un risque majeur pour la sécurité alimentaire ;
- un recul de la disponibilité en eau pour les populations de nombreuses régions pauvres en eau, notamment dans les régions sub-tropicales ;

- une augmentation du nombre de personnes exposées à des maladies à transmission vectorielle comme le paludisme, et à des maladies transmises par l'eau comme le choléra, ainsi qu'une progression de la mortalité due aux fortes chaleurs ;
- dans de nombreuses régions, une augmentation du risque d'inondation ; elle concerne des dizaines de millions d'habitants d'installations humaines, et résulte de la progression des fortes pluies et de l'augmentation du niveau des mers.

312

Le GIEC conclut que les populations les plus démunies sont les plus vulnérables aux effets négatifs du changement climatique, et les moins capables de s'adapter à ces effets. La vulnérabilité des populations humaines et des systèmes naturels aux méfaits du changement climatique varie beaucoup d'une région à l'autre, et d'une population à l'autre dans une même région. Les populations des petites îles et des zones côtières de basse altitude risquent tout particulièrement de souffrir des problèmes sociaux et économiques qui résultent de l'élévation du niveau des mers et des tempêtes (IPPC 2001b).

Tout indique donc qu'il existe de grandes disparités entre les responsables et les victimes du changement climatique. Les conséquences du changement climatique vont frapper les pays en développement et les populations pauvres de ces pays de façon disproportionnée, elles vont exacerber les inégalités dans la santé et dans l'accès à une nourriture adaptée, dans l'accès à l'eau propre et aux autres ressources. Pour reprendre une conclusion du Climate Justice Network : « Le changement climatique doit très certainement être abordé sous l'angle de la justice environnementale ; et **il faut bien voir les liens qui existent entre les questions environnementales que pose le changement climatique et les injustices sociales, comme le racisme et l'inégalité économique.** » (CJN 2001a). Derrière les principales causes, manifestations et conséquences du changement climatique, on trouve des questions liées à la distribution inégale du bien-être et du pouvoir.

### **Analyse de genre et environnement physique**

Le changement climatique a-t-il une dimension de genre ? Le GIEC conclut que « les conséquences du changement climatique seront distribuées différemment entre différentes régions, générations, classes d'âge, niveaux de revenus, professions et genres. » (IPPC, 2001b). Pour déterminer les dimensions de genre du changement climatique, il est utile d'explorer les études sur la relation entre le genre et l'environnement.

Depuis le milieu des années 1980, plusieurs études ont montré que la relation des communautés à leur environnement physique n'est pas neutre du point de vue du genre. On a beaucoup parlé du fait que les femmes des zones rurales, dans les pays en développement en particulier, ont des interactions plus directes avec leur environnement, et sont touchées de façon disproportionnée par les conséquences négatives du changement climatique. Selon le Centre for Science and Environment (CSE), basé à New Delhi (Inde), dans son rapport *The State of India's Environment Report* de 1985, «aucun groupe, probablement, ne souffre plus de la destruction de l'environnement que les femmes pauvres qui vivent dans les villages. Chaque jour qui se lève annonce une nouvelle marche sans fin pour aller chercher le bois, le fourrage, l'eau... A mesure que les conditions écologiques se dégradent, la marche s'allonge encore et devient encore plus fatigante. Entre la pauvreté et la destruction de l'environnement, les femmes pauvres des zones rurales en Inde risquent fort d'atteindre les limites de leur résistance physique» (CSE 1985 : 172).

Plusieurs publications présentant de nombreuses études de cas ont depuis lors décrit les différents rôles des femmes dans la gestion et l'utilisation de la terre, de l'eau, de l'énergie et de la biodiversité. Selon des analyses féministes comme celle d'Esther Boserup (1989), c'est en fait la «femme-cueilleuse» et non l'«homme-chasseur» qui, dans la tradition, a fourni des provisions durables de nourriture. On a aussi souligné le rôle important des femmes dans les actions de sauvegarde de l'environnement et donc dans la protection des moyens de subsistance et la survie de leurs communautés. Ce phénomène n'a rien de nouveau. Au XVIII<sup>e</sup> siècle, les femmes, sous la direction d'Amrita Devi, s'engagèrent directement dans un combat environnemental pour la survie au Rajasthan, en Inde (Shiva 1998). Lorsque, dans les années 1970, une suite de graves sécheresses a frappé le Cap Vert, une organisation de femmes, Ação Democrática Feminina Gaúcha – qui à l'origine était active surtout dans le domaine social et dans l'éducation – commença à donner une grande place aux questions d'environnement. Cette organisation est devenue Friends of the Earth Brazil (Dankelman et Davidson 1988).

Dans l'article qu'elle a écrit sur les transitions écologiques et l'évolution du contexte de travail des femmes, Geeta Menon (1991) définit le travail comme l'interaction active, basée sur l'exercice d'une action, des humains avec le monde matériel. Dans le passé, cette interaction dépendait étroitement de l'environnement naturel dans lequel survivaient les populations humaines. Bien des économies traditionnelles reposaient sur une division du travail entre les genres dans laquelle les femmes étaient typiquement les principales responsables de certains domaines liés à la gestion des ressources. Le lien des femmes avec l'environnement est donc en grande partie enraciné dans leur travail.

Des auteures comme Dankelman et Davidson (1988) et Kelkar et Nathan (1991) ont affirmé qu'on avait tort de parler des femmes comme d'un groupe homogène car elles se distinguent par de grandes différences économiques, culturelles et sociales. Des facteurs de différenciation tels que la classe et la caste, la parenté, l'âge, la nationalité et le groupe socio-culturel sont des variables importantes. L'analyse de ces différences est tout aussi déterminante que l'étude des différences entre les femmes et les hommes (Kelkar et Nathan 1991).

On a encore mieux appréhendé le problème lorsque l'on a compris qu'il n'était pas suffisant d'étudier la position des femmes dans l'environnement. Les relations de pouvoir entre les deux sexes sont des facteurs déterminants.

L'accès aux ressources naturelles comme la terre, l'eau et les forêts, et le contrôle effectif de ces ressources, sont des indicateurs importants pour déterminer les positions de genre. L'utilisation et la gestion de ces ressources, mais aussi les décisions aux niveaux micro, meso et macro, sont différentes selon le genre. Il est facile de comprendre que si des ressources essentielles deviennent plus rares ou de moins bonne qualité, leur gestion demandera davantage de travail, d'efforts et d'énergie et que la personne responsable de ces ressources aura alors des choix de développement plus limités. Pour que la situation des femmes s'améliore (en regard de celle des hommes), mais aussi pour que l'environnement puisse être plus sain et plus productif, les femmes doivent avoir un contrôle sur les ressources, les rôles et les tâches doivent être redistribués et les stéréotypes doivent évoluer.

Les relations entre les femmes et leur environnement ne sont pas toujours positives. Dans les documents directeurs de NEDA (1997a et b) *Genre et environnement: Un équilibre délicat entre profits et pertes* (*Gender and Environment: A Delicate Balance Between Profit and Loss*) et *Les droits des femmes aux ressources naturelles, à la terre et à l'eau* (*Rights of Women to Natural Resources, Land and Water*), il est dit que la différenciation selon le genre a une importance cruciale pour analyser les effets des mesures politiques et des changements environnementaux sur les rapports de genre. Il est également dit que cette différenciation est essentielle pour analyser les effets d'un changement dans les positions relatives et dans les statuts relatifs des hommes et des femmes sur les moyens de subsistance. Des mesures apparemment positives à court terme si l'on adopte la perspective de genre peuvent également être favorables au développement durable à long terme. Mais cela n'est pas toujours le cas et, par exemple, des activités génératrices de revenus pour les femmes peuvent demander de gros apports en ressources énergétiques locales.



## **Le changement climatique est-il neutre du point de vue du genre ?**

Le changement climatique est souvent considéré comme un problème technique appelant des solutions techniques. En réalité, cette question complexe comporte de nombreux éléments sociaux et politiques. De la même façon, on affirme souvent que le changement climatique est neutre du point de vue du genre – c'est-à-dire qu'il aurait les mêmes conséquences pour les femmes et pour les hommes. Pourtant, dans bien des cas on constate qu'au sein d'une communauté les hommes et les femmes ont des interactions différentes avec l'environnement physique.

Nous devons étudier de façon précise les aspects de genre du changement climatique. Pour cela, nous pouvons nous inspirer d'études existantes qui ont exploré les aspects spécifiques au genre de la prévention des catastrophes et de l'atténuation de leurs effets. Des études de ce type ont été présentées lors de la réunion du groupe d'experts organisée en novembre 2001 à Ankara par la Division des Nations unies pour l'avancement des femmes et l'Inter-Agency Secretariat of the International Strategy for Disaster Reduction (UN/ISDR) sur le thème « Gestion de l'environnement et atténuation des effets des catastrophes : Une perspective de genre ». Les études de cas présentées lors de cette réunion portaient sur différentes régions du monde et elles ont montré que les femmes n'ont pas les mêmes positions ni les mêmes rôles que les hommes dans la prévention et l'atténuation des effets des catastrophes naturelles (UN DAW 2001).

La suite de ce texte présente plusieurs domaines et degrés d'interaction entre d'une part les rôles et les rapports de genre et d'autre part les causes et les effets du changement climatique (adapté de Wamakonya et Skutsch 2001).

### ***1. Les modèles d'utilisation des ressources spécifiques au genre et potentiellement nuisibles pour l'environnement***

Bien que les femmes soient les principales responsables des ressources en énergie dans nombre de ménages dans le Sud, ce sont souvent des organisations dominées par des hommes qui décident des politiques et des programmes énergétiques. Les secteurs de l'électricité et du pétrole au Nord et au Sud sont dominés par des hommes, et la majorité des institutions de financement sont elles aussi dominées par des hommes. Wamakonya et Skutsch (2001) constatent une évolution dans le partage hommes/femmes de l'utilisation des services des industries énergétiques : les femmes utilisent davantage les voitures et prennent plus de décisions de consommation qu'elles ne le faisaient dans le passé.

## **2. Les effets du changement climatique selon le genre**

Du fait de leur statut et de leurs activités, les femmes ne vivent pas la pauvreté de la même façon que les hommes et elles sont souvent plus vulnérables que les hommes au changement climatique et à ses effets. Par conséquent, le changement climatique a certainement une dimension de genre (Denton 2000). La vie et les moyens de subsistance des femmes ne sont pas menacés uniquement par de grandes catastrophes. Une saison des pluies très forte ou une grave sécheresse peuvent causer des problèmes moins spectaculaires qui auront tout de même des conséquences négatives pour les femmes, sur les rôles qu'elles jouent et les tâches dont elles se chargent au quotidien, et les obligeront ainsi à assumer des charges plus lourdes.

## **3. Les aspects de genre de l'atténuation des effets des catastrophes et de l'adaptation**

Plusieurs études sur les catastrophes constatent que l'atténuation des effets des catastrophes et la gestion de l'environnement ont des dimensions de genre (comme le montre Kumar-Range 2001). Souvent, les stratégies d'adaptation des femmes aux catastrophes sont différentes de celles des hommes. Par exemple, une étude de cas dans les *charlands* au Bangladesh (des parcelles de terre nées de l'accrétion de limons dans les lits des fleuves et qui sont très souvent inondées) a montré que les connaissances et les pratiques indigènes féminines en matière de gestion de l'environnement ont un rôle déterminant dans la gestion de ces terres mais que leur contribution passe souvent inaperçue. Parce que dans leur vie quotidienne elles procèdent souvent à des innovations et à des adaptations, on sait que les femmes ont la capacité technologique de s'adapter à des changements dans leurs conditions de vie (Chowdhury 2001).

## **4. Genre et décision relative au changement climatique**

Comme on l'a déjà vu, les femmes ne jouent qu'un rôle limité dans la production du secteur énergétique ou dans les politiques énergétiques. Au cours des négociations sur le changement climatique, on a très peu parlé de la nécessité d'impliquer les femmes dans les délibérations ou de traiter des aspects de genre. A Marrakech, lors de la CoP7 (la Septième conférence des parties) en 2001, la délégation de Samoa a présenté une résolution appelant à une participation plus égalitaire des femmes aux négociations. Le ministre Jan Pronk, président de la réunion CoP6 à La Haye en novembre 2000, a souligné combien «il est essentiel que le processus de promotion et de coopération pour l'éducation, la formation et l'information du public sur les questions de changement climatique se fasse sur la base participative la plus

large possible. Dans les ménages des pays en développement, **les femmes sont souvent les principales responsables de l'approvisionnement en énergie et les principales utilisatrices d'énergie. Par conséquent, la participation des femmes et des organisations de femmes est essentielle.**» (Wamukonya et Skutsch 2001 : 1). Certes, le nombre de femmes ministres de l'environnement a progressé, mais à la CoP6 seulement 20 pour cent des délégués étaient des femmes et, dans le secteur économique – où sont prises beaucoup des décisions qui touchent au changement climatique – ce chiffre est encore plus bas. Les bonnes pratiques peuvent facilement être copiées. La délégation des Pays-Bas ayant été dirigée avec succès par une femme pour la CoP6, d'autres pays sont suivis son exemple pour la CoP7.

### ***5. Capacité humaine***

Selon Wamukonya et Skutsch (2001), il est important de renforcer les capacités pour mettre en œuvre la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques et le Protocole de Kyoto, mais des inégalités basées sur le genre persistent dans l'éducation, la formation et la technologie. Les auteurs en concluent qu'il est important d'élaborer des programmes de renforcement des capacités qui tiennent compte des questions de genre pour atténuer les effets du changement climatique.

### **L'organisation des femmes pour le développement durable**

On parle souvent des aspects de genre du changement climatique en présentant les femmes comme des victimes. Mais nombre d'études montrent que les femmes agissent et s'organisent autour des questions d'environnement et de développement durable. Par exemple, dans le processus de préparation de Conférence des Nations unies sur l'environnement et le développement (CNUED) qui a eu lieu à Rio en 1992, les femmes se sont organisées comme jamais auparavant. En 1991, 1500 femmes venues de 83 pays se sont réunies à Miami pour le Premier congrès mondial des femmes pour une planète saine.

Pendant le congrès, **des femmes de toutes les parties du monde ont apporté des témoignages saisissants et évoqué leurs combats contre les dévastations écologiques et économiques devant un tribunal composé de cinq éminentes magistrates. Sur la base de ces témoignages et de leurs propres expériences, les participantes du congrès ont développé l'Agenda d'action 21 des femmes.** L'agenda d'action, qui comportait des recommandations et des propositions d'actions pour créer une planète saine, était censé être un modèle pour l'intégration de la dimension de genre dans les décisions

locales, nationales et internationales au XXI<sup>e</sup> siècle. Son but était précisément de promouvoir la participation active et égale des femmes en prévision de la CNUED, et de favoriser la participation des femmes dans la mise en œuvre du plan d'action de la conférence, l'Agenda 21 (WEDO 1992).

L'Agenda d'action 21 des femmes s'est avéré être un texte puissant qui a permis de faire pression pour que le processus de la CNUED tienne davantage compte des questions de genre. Il a aussi été un point de référence et une source d'inspiration pour tous les groupes de femmes venus du monde entier. Si l'agenda d'action était aussi fort, c'est parce qu'il avait été élaboré au terme d'un processus de portée mondiale, parce qu'il s'inspirait des expériences personnelles des femmes, de leurs opinions et de leurs visions, et parce qu'il était lié au processus de la CNUED. D'une portée large, présentant une analyse de différentes thématiques, le document pouvait être utilisé et appliqué dans de nombreux contextes. Le solide soutien de Maurice Strong, Directeur général de la CNUED, très favorable à la participation des femmes au processus de la CNUED, et présent lors du congrès, a aussi été d'une grande importance. Les leaders féminines, par exemple Bella Abzug, fondatrice de la Women's Environment and Development Organization (WEDO), présentèrent le document devant les forums les plus importants.

La faiblesse du document tient à ce qu'il a été développé au cours d'une seule réunion rassemblant « seulement » 1500 femmes et non dans le cadre d'un processus mondial de consultation. De cette façon, des groupes locaux et des réseaux régionaux pouvaient difficilement considérer ce texte comme le leur. On a essayé d'inclure des perspectives régionales dans des suppléments régionaux, mais le document a été majoritairement perçu comme un texte général. Après la CNUED, l'utilisation de l'Agenda d'action 21 des femmes a été freinée faute d'un plan de suivi conséquent permettant de poursuivre la mise en œuvre. Néanmoins, l'Agenda d'action 21 des femmes a été un outil important pour le lobbying.

Lors de la CNUED, de nombreuses organisations de femmes se sont retrouvées pour évoquer leurs expériences et présenter leurs idées sur l'environnement et le développement sous la Tente des femmes ou *Planeta Femea*. Cette Tente des femmes avait été mise en place conjointement par des organisations de femmes brésiliennes et par WEDO. Son objectif premier était d'offrir aux groupes et réseaux de femmes un espace physique où ils pouvaient se réunir tous les jours dans le cadre du forum des ONG sur les thèmes de l'Agenda d'action 21 des femmes. La tente, la plus grande de Flamingo Park, a montré l'énergie et l'engagement de nombreuses participantes (et de certains participants) pour un développement durable juste. La tente a été importante pour les participantes parce qu'elle leur a permis de

créer des réseaux et de donner plus de force à leurs projets mondiaux. Elle a aussi été un stimulant précieux pour les organisations de femmes brésiliennes après la CNUED.

La distance physique considérable qui séparait le Forum des réunions officielles des Nations unies a été un gros obstacle au déroulement des activités des ONG membres du Forum des ONG. La conférence officielle était presque inatteignable pour les activistes des ONG. La Tente des femmes n'a été ouverte que pendant deux semaines et l'Agenda d'action des femmes a été le résultat d'une représentation limitée des femmes du monde. Mais la Tente et l'Agenda ont été une source d'inspiration pour des actions ultérieures dans des domaines précis, par exemple dans le domaine des femmes et biodiversité (et plus tard pour «Femmes dans la diversité»), et dans certaines régions (la création en Europe de «Women in Europe for a Common Future»).

319  
.....

Le résultat de la CNUED, l'Agenda 21, prouve le succès de ces initiatives. Dans ce document officiel, les «femmes» sont identifiées comme l'un des neuf «groupes importants» qui vont aider à la mise en œuvre de l'Agenda 21. Le mouvement des femmes a beaucoup profité de cette reconnaissance du rôle des femmes dans le développement durable et de la définition d'actions précises permettant de leur donner une meilleure position et des rôles plus importants. Depuis 1992, de nombreuses organisations de femmes ont eu recours à ce chapitre précis de l'Agenda 21 pour mettre leurs préoccupations en avant et valoriser leurs activités. Des engagements clairs ont été pris dans l'Agenda 21, mais l'évaluation des progrès dans la position des femmes en lien avec le développement durable dans la décennie qui a suivi 1992, évaluation présentée dans le «Women's Dialogue Paper for the WSSD» (voir plus loin), a montré que la mise en œuvre aux niveaux national et international était encore limitée (UN ECOSOC/CSD 2001).

Dans le processus de préparation du Sommet mondial sur le développement durable (SMDD) [...] à Johannesburg en 2002, les organisations de femmes expriment de nouveau leurs principales préoccupations et leurs idées. Elles font également part des expériences qu'elles ont vécues ces dix dernières années dans presque tous les domaines du développement durable. Une version révisée de l'agenda, *l'Agenda 2015 des femmes pour une planète saine et paisible*, est actuellement élaborée dans le cadre d'un processus de consultation de portée mondiale. De plus, les groupes de femmes participent activement aux réunions préparatoires qui se tiennent aux Nations unies – dans lesquelles WEDO joue un rôle d'animateur. Dans les pays et les sous-régions, de nombreuses organisations de femmes ont organisé des réunions de préparation aux séances du SMDD. Pour faciliter le



processus, un *Resource Book on Gender and Environment* a été développé par le Stakeholder Forum for a Common Future (Hemmati et Seliger 2001).

Outre ces processus à l'échelle internationale, les femmes mobilisées pour le développement durable ont organisé de nombreux regroupements régionaux et thématiques. Depuis le début des années 1990, des réseaux comme la Women and Water Alliance, Diverse Women for Diversity et ENERGIA [...] ont été créés. En Amérique centrale, les efforts de l'UICN (Union internationale pour la conservation de la nature) ont permis de renforcer l'analyse de genre au sein des ministères de l'environnement. Dans ces régions, non seulement la participation des femmes devient plus visible, mais elle contribue aussi à une analyse des aspects de genre dans des secteurs précis. Les femmes qui vivent et travaillent «sur le terrain», comme les femmes de GROOTS [...], aident à intégrer le concept de moyens de subsistance et d'habitat durables dans les questions traitées aux niveaux local, national et international. Dans ce contexte, l'intégration du genre dans les Agenda 21 locaux, à laquelle se sont engagés beaucoup de groupes de femmes et d'autorités locales, est un processus important.

## Conclusions

Les organisations de femmes avaient déjà investi le domaine de l'environnement et du développement il y a quinze ans, mais beaucoup de leurs initiatives sont maintenant arrivées à maturité et de nouvelles initiatives se sont développées cette dernière décennie. Toutes ces expériences, notamment celles de la décennie qui vient de s'écouler, dégagent quelques conclusions : il est essentiel de travailler dans des organisations bien établies avec des femmes engagées et expérimentées ayant eu des parcours divers.

WEDO dirige des programmes dans les domaines tels que gouvernance et genre, justice économique et sociale et développement durable. La coopération et l'établissement de réseaux entre des groupes locaux, nationaux, régionaux et internationaux et dans des domaines précis est très utile. La communication entre tous les niveaux, facilitée depuis 1992 par l'utilisation générale des technologies de l'information et de la communication, est un outil important.

Il faut relier les questions du niveau macro à la réalité vécue par les populations, et notamment à la réalité vécue par les femmes pauvres des zones rurales. Il est essentiel que les femmes soient impliquées dans les processus officiels comme elles l'ont été dans les dialogues multipartites préalables au SMDD. De la même façon, la coopération entre les femmes dans les délégations



tions officielles peut être très utile. Aussi la création du réseau Women Leaders on the Environment en Finlande en mars 2002 est-elle un développement utile. L'un des avantages les plus intéressants du réseau est qu'il permet à des femmes activistes de différentes régions, aux parcours divers et d'âges différents, de travailler ensemble et de s'entraider.

Ce ne sont là que quelques exemples d'expériences vécues par les femmes et par les organisations de femmes qui travaillent dans le domaine du développement durable. Cet article ne permet pas de parler des centaines d'autres exemples de femmes actives aux niveaux local, national et international. Pour beaucoup d'entre elles, développer une activité dans le domaine des changements climatiques et de la justice à l'échelle du monde est un défi nouveau. L'analyse qui vient d'être faite montre qu'une collaboration entre les femmes sur les questions de genre et de changement climatique est possible.

### Références bibliographiques

- BOSERUP E., 1989, *Women's Roles in Economic Development*, Londres, Earthscan.
- CSE (Centre for Science and Environment), 1985, *The State of India's Environment 1984-1985: The Second Citizen's Report*, New Delhi, CSE.
- CJN (CLIMATE JUSTICE NETWORK), 2001a, *Climate Change and Colonialism*, <http://www.risingtide.nl/issues/colonialism.html>, consulté en avril 2002.
- CJN (CLIMATE JUSTICE NETWORK), 2001b, *Hidden Statistics: Environmental Refugees*, <http://www.risingtide.nl>, consulté en avril 2002.
- CHOWDHURY M., 2001, « Women's Technological Innovations and Adaptation for Disaster Mitigation: A Case Study of Charlands in Bangladesh », article préparé pour la réunion d'experts de l'UNDAW/ISDR sur *Environmental Management and the Mitigation of Natural Disasters: A Gender Perspective*, Ankara, 6-9 novembre 2001.
- DANKELMAN I., DAVIDSON J., 1988, *Women and Environment in the Third World: Alliance for the Future*, Londres, Earthscan.
- DENTON F., 2000, « Gender impact of climate change: a human security dimension », *Energia News*, 3(3), pp. 13-14.
- HEMMATI M., SELIGER K. (Eds.), 2001, *The Stakeholder Toolkit: A Resource for Women and NGOs*, UNED Forum, <http://www.earthsummit.org/toolkits/women/index.htm>, consulté en avril 2002.
- IPPC (INTERNATIONAL PANEL ON CLIMATE CHANGE), 2001a, *Summary for Policymakers* rapport du groupe de travail I de l'IPCC, <http://www.ipcc.ch>, consulté en avril 2002.
- KELKAR G., NATHAN D., 1991, *Gender and Tribe: Women, Land and Forests in Jharkhand*, New Delhi, Kali for Women.
- KUMAR-RANGE S., 2001, « Environmental Management and Disaster Risk Reduction: A Gender Perspective » article préparé pour la réunion d'experts de l'UNDAW/ISDR sur *Environmental Management and the Mitigation of Natural Disasters: A Gender Perspective*, Ankara, 6-9 novembre 2001.
- MENON G., 1991, « Ecological Transitions and the Changing Context of Women's Work in Tribal India », *Purusartha* 14, pp. 291-314.
- NEDA (NETHERLANDS DEVELOPMENT ASSISTANCE), 1997a, *Gender and Environment: A Delicate Balance Between Profit and Loss*, Working Paper on Women and Development n° 1, La Haye, Ministère des Affaires étrangères.

- NEDA (NETHERLANDS DEVELOPMENT ASSISTANCE), 1997b, *Rights of Women to Natural Resources, Land and Water*, Working Paper on Women and Development n° 2, La Haye, Ministère des Affaires étrangères.
- SHIVA V., 1998, *Staying Alive : Women, Ecology and Development*, Londres, Zed Books.
- UN DAW (UNITED NATIONS DIVISION FOR THE ADVANCEMENT OF WOMEN), 2001, *Environmental Management and the Mitigation of Natural Disasters : A Gender Perspective*, Rapport de la réunion du Groupe d'experts, Ankara, Turquie, 6-98 novembre 2001, New York, UN DAW.
- UN ECOSOC/CSD, 2001, «Dialogue Paper by Women», multi-stakeholder dialogue segment of the second session of the Preparatory Commission for the WSSD, New York, 28 janvier-8 février 2002.
- WAMUKONYA N., SKUTSCH M., 2001, «Is there a Gender Angle to the Climate Change Negotiations ?» article présenté pour ENERGIA pour la CSD9 (Commission on Sustainable Development, session 9), New York, 16-27 avril 2001.
- WEDO, 1992, *World Women's Congress for a Healthy Planet*, rapport du congrès, 8-12 novembre 1991, Miami, rassemblant «Women's Action Agenda 21» et «Findings of the Tribunal», New York, WEDO.

---

# Les questions de genre dans les contextes de catastrophe naturelle : points clés et pistes de recherche

323

..... *Elaine Enarson\**

---

*« Gender Issues in Natural Disasters : Talking Points on Research Needs » in : Selected issues papers. Crises, Women and Other Gender Concerns, ILO InFocus Programme on Crisis Response and Reconstruction, Recovery and Reconstruction Department, 2002, Genève, pp. 5-12<sup>1</sup>*

---

*Traduit de l'anglais par Emmanuelle Chauvet*



s'inscrivant dans des contextes géographiques, culturels, politico-économiques et sociaux différents, les rapports de genre comme les catastrophes naturelles font l'objet de constructions sociales différentes et ont des conséquences sociales complexes pour les femmes et pour les hommes. Mais, afin de nourrir le débat, cet article souligne les points communs et non les différences, les effets négatifs des catastrophes plutôt que les pistes qu'elles ouvrent, et il insiste sur les problèmes que rencontrent les femmes du fait des inégalités de genre dans ces contextes de catastrophe naturelle.

---

\* Assistant professor in Applied Disaster and Emergency Studies à Brandon University (Canada)

<sup>1</sup> © International Labour Organization 2002. Droits pour la traduction française © 2006 IUED. Traduit et reproduit avec l'autorisation de l'OIT.

## 1. Le genre a été négligé dans la recherche, la planification et la pratique des interventions en cas de catastrophe, mais un nouveau paradigme se fait jour

Les questions de genre n'ont pas toujours été intégrées à la recherche et à la pratique dans les contextes de catastrophe naturelle, et, lorsqu'elles l'ont été, c'est comme variable démographique ou comme caractéristique personnelle et non comme sources de relations sociales complexes et dynamiques. Le genre est également considéré comme un facteur pertinent pour les femmes mais beaucoup moins pour les hommes, et comme une conséquence des différences de classes sociales, c'est-à-dire que les femmes seraient victimes des catastrophes parce qu'elles sont pauvres. L'intégration du genre dans l'analyse et sur le terrain a beaucoup progressé (par exemple avec Oxfam et son approche du genre dans les situations d'urgence), mais **ni les gouvernements ni les ONG n'ont encore totalement intégré les rapports de genre dans la liste des facteurs de vulnérabilité et de réponse aux catastrophes. Ils n'impliquent pas non plus les femmes en partenaires égales dans l'atténuation des effets des catastrophes naturelles ni dans la planification communautaire.**

Par opposition à l'approche technocratique adoptée dans la gestion de la plupart des urgences, la théorie de la vulnérabilité et la théorie féministe proposent une approche alternative qui, par le développement durable, permet d'aller vers plus de justice sociale et d'égalité entre les genres tout en atténuant les effets des catastrophes naturelles. Partout actuellement, des chercheurs, basés essentiellement dans les sociétés en développement, exploitent les études de cas, les récits de survivants et les rapports des travailleurs de terrain pour faire une analyse de l'économie politique « genrée » des catastrophes naturelles. Mais le genre s'intègre de façon moins évidente dans la planification et les politiques telles qu'elles sont actuellement pratiquées dans les contextes de catastrophe naturelle. Les femmes et les enfants ont pourtant été identifiés comme « déterminants pour la prévention » au cours de la Décennie internationale de la prévention des catastrophes naturelles, et les femmes ont pourtant organisé des conférences sur ces questions en Amérique centrale et aux Caraïbes (1993), en Australie (1995), au Pakistan (Duryog Nivaran, 1996), à Bruxelles (1996), à Washington D.C. (InterAction, 1998), en Colombie britannique (1998), à Miami (juin 2000) et au Bangladesh (2000). En regardant les catastrophes « par les yeux des femmes », les responsables de la planification voient apparaître de nouvelles questions, ils peuvent identifier de graves failles dans le système et donner au genre une place centrale dans le développement et dans les activités menées dans les contextes de catastrophe naturelle. Voici quelques questions qui se posent aux chercheurs et aux décideurs politiques :

- Peut-on et devrait-on développer un programme de recherche transculturelle sur le genre dans les contextes de catastrophe naturelle ?
- Quels sont les modèles fonctionnels existants qui permettent de réellement intégrer l'analyse de genre à la planification dans les contextes de catastrophe, au niveau de la communauté et au niveau institutionnel ?
- Quels sont les meilleurs moyens de faire adopter les perspectives de genre aux praticiens (décideurs politiques, responsables de la planification, travailleurs de terrain, volontaires locaux des secours d'urgence) et de leur donner des connaissances empiriques en matière de genre dans ces contextes de catastrophe ?

## **2. Le genre est un élément puissant qui détermine directement et indirectement la réaction des personnes aux catastrophes. Les femmes sont particulièrement touchées par les conséquences sociales des catastrophes environnementales**

Les catastrophes naturelles ont souvent des conséquences sur les communautés humaines globalement, mais tous les habitants ne sont pas égaux devant les risques et tous n'ont pas les mêmes moyens pour les surmonter. On sait que les ménages pauvres sont particulièrement vulnérables, mais certains éléments montrent aussi l'impact d'effets spécifiques au genre, comme, par exemple, les indicateurs suivants :

- les taux de mortalité, de blessures et de maladies après les catastrophes, qui sont souvent (sinon toujours) plus élevés chez les jeunes filles et les femmes ;
- les pertes économiques, qui ont des conséquences disproportionnées pour les femmes économiquement vulnérables (avec par exemple les pertes agricoles pour les paysannes, la destruction d'entreprises à domicile créées par des femmes, un accès restreint à l'aide économique après la catastrophe) ;
- la redistribution des charges de travail, qui montre que le cycle de préparation-aide-reconstruction-atténuation des effets des catastrophes oblige les femmes à assumer des responsabilités supplémentaires dans la sphère domestique, dans leur emploi rémunéré et dans la communauté ;
- les symptômes de stress post-catastrophe, qui sont souvent (sinon toujours) plus fréquents chez les femmes ;

- des taux accrus de violences sexuelles et conjugales contre les jeunes filles et les femmes dans les contextes de catastrophe naturelle.

En outre, on sait qu'il existe un grand nombre de différences liées au genre dans la communication d'urgence ; dans les décisions prises par les ménages pour se préparer aux catastrophes, évacuer, atténuer les effets de ces catastrophes et utiliser les biens fournis par l'aide d'urgence ; dans le travail bénévole d'aide et de relèvement (par exemple dans la recherche des survivants, le secours qui leur est porté et leur prise en charge émotionnelle et matérielle) ; dans l'accès des personnes évacuées aux centres d'accueil ; dans les emplois de planification en situation de catastrophe et dans les programmes de secours et de relèvement ; et dans d'autres domaines liés à la pratique des interventions dans le contexte des catastrophes.

S'ils connaissent les aspects qui viennent d'être évoqués mais aussi d'autres aspects du genre dans les contextes de catastrophe, les praticiens et les responsables de la planification feront une distribution plus efficace des ressources limitées. Voici quelques questions qui se posent aux chercheurs et aux décideurs politiques :

- Quels sont les indicateurs sociaux qui peuvent le mieux prévoir l'impact relatif des catastrophes naturelles sur les femmes et les hommes, les filles et les garçons ?
- Les responsables de la planification aux niveaux institutionnel et communautaire disposent-ils de données spécifiques au genre sur ces questions ?
- Dans des contextes environnementaux, politico-économiques, sociaux et culturels divers, comment les rapports de genre influencent-ils l'impact des catastrophes naturelles et les réactions (souvent) différentes des femmes et des hommes ? Quels sont les modèles communs qui se dégagent de divers contextes de catastrophes et de différentes cultures ?

### **3. A cause des inégalités de genre, les femmes sont plus vulnérables aux catastrophes. Des forces et des changements sociaux à l'échelle mondiale placent davantage de personnes en situation de risque et ont des conséquences disproportionnées pour les femmes**

Loin d'être des *événements* « naturels » et spontanés résultant de l'installation de populations dans un environnement fondamentalement incertain, les catastrophes naturelles sont des *processus* sociaux précipités par des



événements naturels mais ancrés dans des rapports sociaux et des modèles historiques. Les inégalités de genre sont un facteur important de la construction sociale du risque.

La subordination des femmes est l'une des causes fondamentales de leur vulnérabilité aux catastrophes. Parce qu'elles vivent dans l'insécurité économique (notamment avec de forts taux de pauvreté, des emplois précaires ou à domicile, une épargne insuffisante et un faible accès au crédit), les femmes ont besoin d'une aide financière plus importante après les catastrophes. Parce que leurs déplacements sont freinés par des barrières idéologiques, elles risquent de ne pas avoir accès aux informations qui pourraient les sauver, ni aux centres d'accueil ni aux biens distribués par les secours. Parce que les hommes ont le rôle dominant dans les décisions en cas de catastrophe, les femmes ne peuvent pas atténuer les effets de dangers connus (par exemple en mettant le bétail, les outils et les biens du ménage en sécurité, ou en déterminant des plans d'évacuation), alors qu'elles ont, souvent plus que les hommes, la volonté de le faire. La domination des hommes risque aussi de détourner l'aide d'urgence des besoins de la famille vers des intérêts personnels et elle crée souvent des biais de genre dans les programmes de secours et de reconstruction (par exemple lorsque les fonds de l'aide sont attribués aux chefs de famille masculins ou lorsqu'on limite l'emploi rémunéré des femmes dans le redressement). Les violences conjugales et sexuelles amplifient les besoins des femmes lors des crises, mais les politiques de logement post-catastrophes et les projets de santé publique dans ces contextes de catastrophe ne les prennent pas en compte. Parce qu'elles doivent souvent s'occuper des autres, les femmes assument de très vastes responsabilités dans tout le cycle des catastrophes et elles ont à faire face à une charge de travail émotionnelle et matérielle considérablement accrue et potentiellement dangereuse si elles se dévouent trop pour les autres. Si les programmes d'aide cherchent à atteindre les femmes par l'intermédiaire des ménages, le chef du ménage étant souvent un homme, les pratiques hétérosexistes et les rapports de parenté vont d'avantage exposer les femmes qui ne sont pas dans la norme (par exemple les veuves, les célibataires, les homosexuelles et les mères célibataires).

Si les femmes sont plus exposées au risque, c'est également parce que les questions de genre s'entrecroisent avec les relations de pouvoir (par exemple avec les inégalités sociales fondées sur l'origine ou l'appartenance ethniques, la classe sociale, l'âge) et à cause des modèles mondiaux de développement. La mondialisation économique accentue l'insécurité économique des femmes (par exemple en multipliant les emplois précaires, avec les suppressions d'emploi dues à la restructuration industrielle, avec le développement des emplois dans le secteur informel) et augmente leur charge de travail non rémunéré (entre autres parce que les coupes opérées dans les

services publics, dans le cadre de programmes d'ajustement structurel, touchent les services utilisés en grande majorité par les femmes). Les migrations urbaines et l'hyper-urbanisation obligent les femmes à accepter des conditions de vie dangereuses et à travailler dans le secteur informel au cœur d'énormes centres urbains où elles sont de plus en plus exposées à la pollution de l'environnement et à des catastrophes, comme les glissements de terrain et les tremblements de terre. La dégradation de l'environnement fait courir un danger évident aux femmes qui sont les principales utilisatrices et gestionnaires des ressources naturelles (on voit par exemple les conséquences d'une sécheresse pour les paysannes ou celles de la désertification pour la collecte du bois de chauffage).

Les tendances démographiques, elles aussi, exposent les femmes à un risque relatif accru. Avec une longévité plus grande, la population risque d'être plus âgée et plus féminisée, plus sujette à des dégradations physiques et/ou mentales. Parce que, partout dans le monde, le nombre de femmes cheffes de ménage augmente, les femmes se trouvent surchargées de responsabilités lors des crises, ce qui accentue généralement leur insécurité économique et risque d'empêcher les mères célibataires et leurs enfants d'accéder aux secours si ces derniers ciblent les ménages dirigés par des hommes. C'est aussi l'évolution des structures des ménages qui expose davantage les femmes. Parce que les pourcentages de femmes vivant seules augmentent, les risques d'isolement social progressent et l'accès des femmes aux alertes-catastrophes ou aux informations sur le redressement est insuffisant ; parallèlement, un plus grand nombre de femmes âgées et fragiles vivent dans des résidences collectives ou dans des foyers où elles risquent d'avoir de gros besoins d'aide en cas de catastrophe.

Les rapports de genre aggravent également la vulnérabilité des hommes, par exemple à travers les risques parfois « héroïques » qu'ils prennent pour rechercher et secourir des victimes ou à travers leurs stratégies « d'adaptation » autodestructrices impliquant des violences interpersonnelles et des abus de drogues, et parce que les normes de la masculinité risquent de les empêcher de demander l'aide nécessaire.

Pour que les programmes d'aide et de reconstruction réduisent les risques des populations face à des événements naturels futurs au lieu de les reproduire, il est essentiel de comprendre les causes de la vulnérabilité de genre. Voici quelques questions que doivent se poser les chercheurs et les décideurs politiques :

- Comment et dans quelle mesure les rapports de genre, les modèles de développement ou les changements démographiques déterminent-ils l'ex-

position des femmes et des hommes aux conséquences des catastrophes et aux pertes dues aux catastrophes mais aussi leur capacité à se relever ?

- Quelle valeur ces modèles généraux ont-ils dans des contextes précis ? De quelles données spécifiques selon les sexes les responsables institutionnels et communautaires de la planification vont-ils pouvoir disposer (par exemple sur l'insécurité économique, facteur de vulnérabilité aux catastrophes, ou sur les schémas de genre dans le redressement économique après la catastrophe) ?
- Jusqu'à quel point les schémas de genre, sources d'une plus grande vulnérabilité aux catastrophes, ont-ils été pris en compte dans l'élaboration et la mise en œuvre des politiques de réponse aux urgences, d'aide et de reconstruction ? Avec quels effets ?

329  
.....

#### **4. Les effets des catastrophes sur les femmes ne sont pas universels ni partout identiques. Des femmes très vulnérables ont des besoins et des intérêts précis avant, pendant et après les catastrophes**

En prenant en compte les rapports de genre, on va certainement constater que les personnes qui risquent d'être le plus durement touchées et d'avoir besoin d'une assistance à long terme pour se relever des catastrophes environnementales sont notamment :

- les femmes démunies, ayant de faibles revenus et qui vivent dans l'insécurité économique ; les travailleuses précaires ou les chômeuses ; les travailleuses à domicile et les travailleuses du secteur informel ; les petites paysannes ; les femmes qui travaillent dans des emplois ou des professions libérales de soins aux personnes ;
- les femmes appartenant à des groupes raciaux, ethniques, culturels subordonnés ; les nouvelles immigrées et les femmes sans papiers ; les travailleuses migrantes ;
- les femmes cheffes de ménage, les femmes qui se trouvent dans des ménages élargis et complexes, les femmes qui s'occupent de nombreuses personnes à charge ;
- les femmes âgées fragiles, les femmes sous-alimentées, celles qui ont des problèmes de santé chroniques, qui souffrent de problèmes mentaux ou physiques, et les femmes à mobilité réduite pour cause de grossesse ou de maternité ;

- les veuves et les célibataires ; les femmes isolées socialement ; les femmes vivant en zone rurale ;
- les femmes victimes de violences domestiques et sexuelles et celles qui ont des hébergements précaires dans des refuges ;
- les femmes analphabètes fonctionnelles ; celles qui ne parlent pas couramment la langue véhiculaire de leur région.

330

Les jeunes filles et les femmes très vulnérables risquent de ne pas être socialement visibles et d'échapper aux plans d'aide lors des catastrophes, mais elles n'en ont pas moins des besoins urgents. Par exemple : un lieu d'évacuation sûr, accessible et un hébergement temporaire ; un accès équitable à la nourriture, aux vêtements et à d'autres biens distribués par les secours ; une aide au transport et une communication d'urgence dans les langues de leur communauté ; la prise en charge des enfants et des autres survivants à leur charge ; des soins de santé reproductive et des services de santé mentale qui prennent en compte les questions de genre lors de l'évacuation, du transfert et de l'installation sur de nouveaux sites ; des mesures visant à réduire la violence contre les femmes dans les contextes de catastrophe ; une aide à long terme pour le redressement économique et l'accès à des emplois rémunérés dans l'aide et la reconstruction en cas de catastrophe.

Les interventions dans les contextes de catastrophe doivent suivre des schémas adaptés au contexte en termes de préparation, d'impact, de réponse et de redressement. Voici quelques questions qui se posent aux chercheurs et aux décideurs politiques :

- Dans les études de cas sur les catastrophes, quels sont les indicateurs sociaux qui permettent le mieux de prévoir les vulnérabilités, et sur quels hommes et quelles femmes portent-ils ? Les responsables institutionnels et communautaires de la planification peuvent-ils disposer de données spécifiques selon le sexe ?
- Quels sont les modèles existants qui permettent d'intégrer l'analyse de genre dans les estimations de vulnérabilité préalables à la catastrophe, puis de mettre en place une collaboration entre les responsables de la planification des interventions en cas de catastrophe et les organisations de femmes qui connaissent à la fois les structures de pouvoir locales et les femmes et les jeunes filles très vulnérables ?

- Quels sont, à court terme, les besoins spécifiques des jeunes filles et des femmes vulnérables dans des contextes précis ? Quels sont les intérêts à long terme des femmes dans la reconstruction ?

**5. Le genre détermine autant la capacité que la vulnérabilité.  
Les femmes sont de réelles actrices pleines de ressources  
pour répondre aux catastrophes, mais elles sont souvent  
considérées comme des victimes impuissantes**

Transmises par les médias, les images de femmes en larmes attendant passivement que des hommes puissamment armés viennent les secourir établissent, traduisent et renforcent des notions profondément ancrées sur le genre. Ces notions déterminent les réponses que les organisations, les dirigeants politiques et les habitants locaux apportent aux catastrophes. En réalité, les rapports de genre et la division du travail selon le genre placent les femmes au centre et non à la marge des catastrophes, et ce, aussi bien en tant qu'actrices réelles de la réponse à la catastrophe qu'en tant que victimes probables.

331  
.....

Dans le cadre de leur travail reproductif dans le contexte des catastrophes, les femmes doivent :

- atténuer les effets des désastres sur les maisons et les biens ;
- en cas de catastrophe annoncée (par exemple, un cyclone, des inondations), organiser les préparatifs de la famille, des proches, des voisins et des membres de la communauté ;
- s'assurer qu'elles recevront de l'aide tant des autorités chargées de répondre à l'urgence que des autres intervenants (aide en nourriture, en eau, en vêtements, soins médicaux, hébergement d'urgence et logement temporaire, aide économique, matériaux de reconstruction, information) ;
- répondre aux besoins immédiats de survie des membres de la famille ;
- s'occuper de l'évacuation temporaire du ménage et de son relogement temporaire ou définitif ;
- faire ou organiser les réparations et reconstruire la résidence du ménage.

Dans le cadre de leur travail productif en situation de catastrophe, les femmes doivent :

- réduire les risques pour la terre, le bétail, les outils et les autres ressources économiques ;
- préparer le ménage à affronter les crises (par exemple en développant des cultures qui résisteront à la sécheresse, en organisant des provisions de nourriture d'urgence) ;
- préparer, nettoyer et remettre en état les lieux de travail et les espaces consacrés au travail à domicile ;
- répondre aux besoins des survivants en investissant les emplois ou les professions qualifiés dans le domaine des services aux personnes et des services sociaux (par exemple les emplois de garde d'enfants, d'intervention et de conseil en cas de crise, d'enseignantes ou de travailleuses sociales) ou les emplois salariés d'aide en cas de catastrophe (par exemple dans des programmes de type travail contre nourriture, dans l'aide d'urgence, dans les équipes médicales de première ligne) ;
- s'adapter à des conditions économiques nouvelles (par exemple en migrant, en suivant de nouvelles formations ou en occupant de nouveaux emplois).

Dans le cadre de leur travail pour la communauté, les femmes doivent :

- identifier et aider les jeunes filles et les femmes très vulnérables (par exemple les mères célibataires, les femmes isolées en zone rurale, les employées domestiques étrangères, les enfants et les femmes vivant dans des foyers d'accueil pour femmes battues) ;
- prendre en charge, de façon bénévole, la préparation, l'évacuation, les recherches et les secours, l'aide et le travail de relèvement du quartier ou/et de la communauté ;
- assumer un *leadership* politique formel et informel pendant la crise et pendant la reconstruction, en exprimant par exemple les besoins des femmes, en s'organisant politiquement contre les biais liés au genre et à l'origine ethnique qui peuvent marquer le processus d'aide.

Parce qu'elles connaissent la communauté locale, parce qu'elles appartiennent à des réseaux sociaux forts, parce qu'elles jouent des rôles clés dans la famille, et parce qu'elles font un travail réel, les femmes sont des actrices sociales pleines de ressources en cas de crise. Pourtant, elles ne sont que rarement reconnues comme étant en « première ligne » pour répondre aux



**catastrophes.** Les chercheurs et les décideurs politiques doivent se poser les questions suivantes :

- Quels sont les modèles existants qui permettent de réellement intégrer les groupes et les organisations communautaires de femmes dans la planification, la réponse et les projets d'atténuation en cas de catastrophe ?
- Dans les contextes de catastrophe, quels sont, à court et à long termes, les besoins des femmes, lorsqu'elles sont les principales responsables de la préparation du ménage, de la prise en charge à long terme ou lorsqu'elles sont employées et bénévoles ?
- Quels sont les obstacles, de nature institutionnelle ou d'autre nature, qui empêchent de pleinement répondre à ces besoins ? Dans quelles circonstances apparaissent-ils et quels effets ont-ils ?
- Historiquement et dans des contextes spécifiques, comment les femmes ont-elles été impliquées politiquement, et indépendamment de leur classe et de leur culture, dans les décisions visant à résoudre les problèmes liés aux catastrophes ?
- Les femmes participent-elles aux discussions menées pour préparer les communautés à mieux résister aux catastrophes, et, si oui, qui sont les femmes impliquées ?

## **6. Les questions de genre doivent être réellement intégrées dans la recherche, la planification et la pratique des organisations dans les contextes de catastrophe**

Les observations qui précèdent montrent la nécessité d'intégrer pleinement l'analyse de genre à la planification et à la pratique dans les contextes de catastrophe, à l'aide des éléments suivants :

- un soutien matériel à un programme de recherche global intégrant les questions de genre de façon à identifier, dans des contextes précis, les besoins immédiats et les intérêts à long terme des femmes particulièrement vulnérables aux catastrophes ;
- la création de données détaillées selon le sexe sur la vulnérabilité de la communauté et l'évaluation des capacités ;

- un soutien à des projets de recherche-action, des évaluations de programmes et des études de cas élaborées et mises en œuvre avec des femmes particulièrement exposées dans des communautés vulnérables ;
- une implication des femmes issues de groupes sociaux vulnérables comme partenaires pleines et égales dans la planification communautaire des réponses aux catastrophes et dans les projets « non structurels » d'atténuation des effets des catastrophes ;
- le développement de matériel traitant des questions de genre dans les contextes de catastrophe, ce matériel devant être utilisé lors des formations croisées de représentants des organisations de femmes et de représentants des organisations d'aide ;
- une meilleure information sur les biais de genre qui existent dans la pratique des interventions en cas de catastrophe, par exemple par la formation, par le développement de guides pour la planification, par le recrutement de collaborateurs-trices permanent-e-s conscient-e-s des questions de genre, et par la mise en place de mécanismes de responsabilité des professionnels dans le traitement de ces questions de genre ;
- un soutien à des audits de genre réguliers pour identifier les facteurs qui creusent ou réduisent les biais de genre dans la culture, dans les politiques et dans les pratiques des institutions et des organisations à mission d'urgence.

### Références bibliographiques

- BLAIKIE P., BLAIKIE P.M., *et al.* (Eds.), 1994, *At Risk: Natural Hazards, People's Vulnerability, and Disasters*, Londres, Routledge.
- BYRNE B., BADEN S., 1995, *Gender, Emergencies and Humanitarian Assistance*, Bridge Briefing on Development and Gender, Oxford, Institute of Development Studies, European Commission.
- DEPARTMENT OF HUMANITARIAN AFFAIRS NEWS, 1997, *Focus: Women in Emergencies* (22), Genève, UNDHA.
- DOWNS R.E. *et al.* (Eds.), 1991, *The Political Economy of African Famine*, Philadelphie, Gordon and Breach Science Publishers.
- DUFKA C., 1988, « The Mexico City Earthquake Disaster », *Social Casework: The Journal of Contemporary Social Work* (69), pp. 162-170.
- EADE D., WILLIAMS S. (Eds.), 1995, *The Oxfam Handbook of Development and Relief*, vols. 1-3, Oxford, Oxfam.
- ENARSON E., 1999, « Violence Against Women in Disasters: A Study of Domestic Violence programs in the United States and Canada », *Violence Against Women* 5 (7), pp. 742-768.

- ENARSON E., FORDHAM M., 1999, «Lines that Divide, Ties that Bind: Race, Class, and Gender in Women's Flood Recovery in the US and UK», Paper presented to the European Sociological Association meetings, Amsterdam.
- ENARSON E., 1998, *Through Women's Eyes: A Gendered Research Agenda for Disaster Social Science*, *Disasters* 22 (2), pp. 157-173.
- ENARSON E., MORROW B.H. (Eds.), 1998, *The Gendered Terrain of Disaster: Through Women's Eyes*, Westport, CT, Greenwood/Praeger.
- ENARSON E., 1997, «A Gendered Perspective: The Voices of Women», in PEACOCK W.G., MORROW B.H., GLADWIN H., *Hurricane Andrew: Race, Gender and the Sociology of Disaster* Londres, Routledge, pp. 116-140.
- FERNANDO P., FERNANDO V. (Eds.), 1997, *South Asian Women: Facing Disasters, Securing Life*, Colombo, Sri Lanka, Duryog Nivaran, ITDG.
- FORDHAM M., 1999, «The Intersection of Gender and Social Class in Disaster: Balancing Resilience and Vulnerability», *International Journal of Mass Emergencies and Disasters* 17 (1), pp. 15-37.
- FORDHAM M., 1998, «Making Women Visible in Disasters: Problematising the Private Domain», *Disasters*, 22 (2), pp. 126-143.
- FOTHERGILL A., 1999, «Women's Roles in a Disaster», *Applied Behavioral Science Review* 7 (2), pp. 125-143.
- FOTHERGILL A., 1996, «Gender, Risk, and Disaster», *International Journal of Mass Emergencies and Disasters* 14 (1), pp. 33-56.
- GIBBS S., 1990, *Women's Role in the Red Cross/Red Crescent*, HDI Studies on Development #1, Genève, Institut Henry Dunant.
- GUHA-SAPIR D., 1997, «Women in the Front Line», *Le Courrier de l'UNESCO* (Octobre), pp. 27-29.
- HOSSAIN H., et al. (Eds.), 1992, «Chapter 3» in *From Crisis to Development: Coping with Disasters in Bangladesh*, Dhaka, University Press Limited, pp. 55-80.
- IKEDA K., 1995, «Gender Differences in Human Loss and Vulnerability in Natural Disasters: A Case Study from Bangladesh», *Indian Journal of Gender Studies* 2 (2), pp. 171-193.
- INTERNATIONAL DECADE FOR NATURAL DISASTER REDUCTION, 1995, «Women and Children: Key to Prevention», *STOP Disasters* (24).
- KHNONDKER H., 1996, «Women and Floods in Bangladesh», *International Journal of Mass Emergencies and Disasters* 14 (3), pp. 281-292.
- KRISHNARAJ M., 1997, «Gender Issues in Disaster Management: The Latur Earthquake», *Gender, Technology and Development* 1 (3), pp. 395-411.
- LEAGUE OF RED CROSS AND RED CRESCENT SOCIETIES, 1991, *Working With Women in Emergency Relief and Rehabilitation Programmes*, Field Studies Paper #2, Genève.
- LENTIN R. (Ed.), 1997, *Gender and Catastrophe*, Londres, Zed Books.
- MORRIS, P., 1998, *Weaving Gender in Disaster and Refugee Assistance*, Commission on the Advancement of Women, New York.
- MORROW B.H., PHILLIPS B. (Eds.), 1999, «Special Issue on Women and Disasters», *International Journal of Mass Emergencies and Disasters* 17 (1).
- MORROW B.H., GLADWIN H., et al. (Eds.), 1997, *Hurricane Andrew: Ethnicity, Gender and the Sociology of Disasters*, Londres, Routledge, pp. 116-140.
- MORROW B.H., ENARSON E., 1996, «Hurricane Andrew Through Women's Eyes: Issues and Recommendations», *International Journal of Mass Emergencies and Disasters* 14 (1), pp. 5-22.
- REARDON G., 1993, *Women and the Environment: Gender and Development*, Oxford, Oxfam.
- RIVERS J., 1982, «Women and Children Last: An Essay on Sex Discrimination in Disasters», *Disasters* 6 (4), pp. 256-67.
- SHAW R., 1992, «"Nature", "Culture", and Disasters» in CROLL E., PARKIN D. (Eds.), *Bush Base: Forest Farm. Culture, Environment, and Development*, New York, Routledge/EIDOS, pp. 200-217.

- VAUGHAN M., 1987, *The Story of an African Famine: Gender and Famine in Twentieth-Century Malawi*, Cambridge, Cambridge University Press.
- WALKER B. (Ed.), 1994, *Women and Emergencies*, Oxford, Oxfam.
- WIEST R., MOCELLIN J., THANDIWE MOTISI D., 1994, *The Needs of Women in Disasters and Emergencies*, Report prepared for the Disaster Management Training Programme of the United Nations Development Programme and the Office of the United Nations Disaster Relief Coordinator, Winnipeg, Manitoba, The University of Manitoba Disaster Research Institute.

### Les femmes et les catastrophes naturelles au Bangladesh

Le Bangladesh est souvent frappé par des cyclones, des inondations et d'autres catastrophes naturelles. Après le cyclone et le raz-de-marée particulièrement dévastateurs d'avril 1991, on a estimé que le nombre de personnes touchées s'élevait à 20 millions et le nombre de morts à 150 000. Environ 90 % des récoltes des régions touchées ont été détruites, plusieurs millions de têtes de bétail ont été tuées, et 3 millions de personnes ont perdu leur logement. Parmi les 150 000 morts, 140 000 étaient des femmes et des enfants. Cet article avance quelques pistes pour expliquer le fait qu'au Bangladesh les hommes survivent plus souvent que les femmes aux catastrophes naturelles.

Quelque indicateur socio-économique que l'on prenne, on constate que les femmes du Bangladesh sont désavantagées, si on compare leur situation avec celle des hommes. Par exemple, le taux d'alphabétisation des hommes est de 30 %, alors qu'il est de moins de 15 % pour les femmes. Les femmes souffrent plus souvent de malnutrition et, contrairement à ce que l'on voit dans la plupart des autres pays, elles ont une espérance de vie plus courte que les hommes. En termes d'emploi, de revenu et de distribution des ressources économiques, les femmes sont victimes de discriminations. Elles se trouvent donc relativement impuissantes lorsque des catastrophes naturelles se produisent.

Le Bangladesh est une société patriarcale où l'on attend des femmes qu'elles jouent un rôle de subordonnées qui, pour une grande part, les confine à la maison et se réduit à porter et à élever les enfants. Au Bangladesh, toute la vie d'une femme se trouve dans sa maison. Si cette maison disparaît dans un cyclone ou une inondation, la femme perd tout. Ce lien profond et exclusif aggrave la perte en cas de destruction du domicile, ce qu'aucune mesure d'aide temporaire ne peut compenser.

Dans la société bangladaise, les femmes, qu'elles soient jeunes ou âgées, ne peuvent vivre seules. Elles doivent avoir un « protecteur » masculin qui peut être le père, un frère ou le mari. La perte de leurs « protecteurs » dans une catastrophe naturelle peut exposer les femmes à des dangers plus graves que la catastrophe elle-même. Pour les orphelines, les adolescentes, les jeunes femmes adultes ou les veuves, aucun refuge n'est sûr, et les femmes qui restent seules à la suite d'une catastrophe sont souvent victimes de gangs qui les enlèvent et les vendent comme prostituées ou esclaves.

Pour les femmes, il est particulièrement difficile d'obtenir de l'aide à cause des restrictions du *purdah*, parce qu'elles sont enfermées et séparées des hommes. Par conséquent, ce sont presque exclusivement les membres masculins de la famille qui sortent pour aller chercher les biens fournis par les secours. En général, les femmes célibataires, les veuves et les femmes séparées de leurs maris ou abandonnées par leurs maris ne peuvent pas sortir de chez elles; elles sont ainsi privées de ces biens distribués. Faute d'un système de distribution fiable, seules les personnes qui se présentent aux centres de distribution peuvent accéder à ces biens. Dans les foules qui se battent pour obtenir les produits de secours, les hommes arrivent à se procurer les biens distribués mieux que les quelques femmes qui ont pu atteindre le centre. Apparemment, ceux qui travaillent dans l'aide humanitaire n'ont pas encore compris que la grande majorité des femmes ne peut pas ou ne va pas sortir en public pour recevoir une assistance.

Cette même réalité s'applique à l'aide médicale. La plupart des médecins et des personnels de santé qui se portent volontaires pour secourir les régions dévastées par des inondations ou un cyclone sont des hommes. La majorité des femmes vivant en zone rurale avec l'impératif du *purdah* ne peut pas consulter un médecin homme et ne fait donc pas soigner ses maladies ni ses blessures. La distribution gratuite de médicaments peut être dangereuse car les populations ne connaissent pas les indications des traitements et ne savent pas comment les utiliser. On a rapporté des cas de confusion entre des pastilles de purification de l'eau et des traitements de la diarrhée après le cyclone de 1991, ce qui a aggravé l'état de santé de nombreuses personnes.

### **Les obstacles au changement social**

L'interaction des facteurs physiques et des facteurs sociaux empêche les Bangladaises d'agir rapidement et de façon décisive lorsqu'elles sont confrontées à une crise. Par exemple, leurs vêtements entravent leurs mouvements, et il est encore plus difficile pour elles, lorsqu'elles doivent faire face à une catastrophe, de lutter pour leur survie, quand elles sont encombrées par leurs enfants et par tous les biens qu'elles possèdent. D'autres obstacles, mentaux, résultent de la subordination à laquelle elles sont contraintes chez elles. En se conformant à ce rôle, parce qu'elles doivent toujours se tourner vers les hommes pour qu'ils les dirigent, les guident et leur donnent des ordres, les Bangladaises ont perdu presque toutes les forces et le courage qu'elles ont naturellement. Etant rarement en position de prendre des initiatives en lien avec le monde extérieur, les femmes ne prennent pas non plus d'initiatives dans un contexte de catastrophe. C'est pour cette raison que, souvent, les femmes ne se rendent pas dans les abris anti-cyclones, même si elles se trouvent à proximité. Cependant, il y a une raison plus importante qui tient à la force de leur attachement à leur domicile, aux animaux domestiques, au peu de biens qu'elles possèdent et à la certitude que tout cela sera en danger si la famille part. Les abris anti-cyclones sont de toute façon très insuffisants actuellement. Mais, avant de prévoir la mise en place de nouveaux refuges, il faut explorer attentivement les attitudes psychologiques des femmes vis-à-vis de leur domicile et de leurs biens et la question de la sécurité d'une maison temporairement désertée.

Parallèlement, le rôle des médias envers les Bangladaises doit aussi évoluer. Après toutes les catastrophes naturelles, la majorité des reportages décrivent les pertes et les drames que vivent les femmes. Mais ces mêmes médias ne disent rien de la discrimination à grande échelle dont souffrent ces femmes, une discrimination qui est à l'origine de leur vulnérabilité aux drames.

On trouve, chez les hommes comme chez les femmes, un profond fatalisme devant des situations telles que les catastrophes naturelles, la pauvreté, l'analphabétisme et les problèmes de santé, et ce fatalisme est un obstacle au changement social. L'éducation du plus grand nombre est nécessaire, de même que l'information et la répétition régulière des consignes, par exemple pour se préparer aux catastrophes naturelles. Sans une mobilisation sociale adéquate, la distribution de l'aide d'urgence et la construction d'abris anti-cyclones plus nombreux ne serviront à rien.

Les régions frappées régulièrement par des cyclones dévastateurs et des raz-de-marée pourraient être des lieux privilégiés de reconstruction et de réhabilitation sociales. Les populations de ces régions doivent être encouragées à adopter de nouveaux styles de vie et à trouver de nouveaux moyens de subsistance adaptés aux exigences de leur environnement hostile. Mais ces changements ne réussiront que si la place des femmes dans la société est redéfinie de façon à ce qu'elles soient impliquées à tous les niveaux. On manquerait de réalisme si on traitait la position des Bangladaises lors des catastrophes naturelles sans prendre en compte leur situation dans la société en général, quand c'est précisément cette situation qui les rend si vulnérables aux catastrophes.

Rowshan R., 1994, « Women and Natural Disasters in Bangladesh » in : Sims J. (dir.), *An Anthology on Women, Health and Environment*, Genève, OMS, WHO/EHG/94.11, pp. 83-85

Traduit de l'anglais par Emmanuelle Chauvet



---

# Les mécanismes d'application des recommandations internationales : biais de genre ?

339

---

*Divers articles*

---

## I. Le plus gros échec : l'égalité de genre

**Ewa Charkiewicz**

« *Success at a Price. Is Failure Preferable ?* », *DAWN Informs*, août 2002, p. 4

*Traduit de l'anglais par Emmanuelle Chauvet*



Les conférences mondiales sont mises en scène comme des pièces de théâtre, avec, à l'échelle du monde, les Etats-Unis dans le rôle du méchant, l'Union européenne jouant le gentil et le Sud dans le rôle de la victime qui a besoin du secours des nobles ONG du Nord ou de la Banque mondiale. Ce scénario met délibérément en doute la capacité des pays en développement à agir dans la gouvernance mondiale et éclipse beaucoup d'autres complexités. Mais il montre également que, pour pouvoir s'exercer, le pouvoir cherche à utiliser les stratégies discursives les plus porteuses, parfois avec succès mais parfois en vain. Le pouvoir n'est pas acquis et statique, et on le comprend mieux à travers ses effets et ses applications, par exemple à travers des textes négociés et à travers ce qui se dit et ce qui est tu dans les salles de conférence. A Bali [quatrième et dernière conférence de préparation du Sommet de Johannesburg], ce sont les résistances à l'hégémonie des Etats-Unis et le coût de ces résistances qui ont permis les lectures les plus intéressantes du pouvoir.

A la conférence préparatoire de Bali, les gentils et les méchants ont passé des accords qui ont empêché l'adoption ou entraîné l'abandon de toutes les références aux droits humains des femmes et aux droits en matière de

reproduction mentionnés dans les textes provisoires. Les textes parlent bien des femmes, mais en termes contestables. Les femmes et le genre n'apparaissent dans aucun crochet du texte, ce qui veut dire que cette absence a été consensuelle. Dans la plupart des cas, le consensus a été atteint au plus petit dénominateur commun. Les ONG participantes et les délégations n'ont eu aucun mal à renoncer à l'égalité de genre ou à la mettre de côté.

Il y a dix ans, on trouvait une déclaration sur le rôle des femmes dans le développement durable à presque chaque page de l'Agenda 21, ce qui ne veut pas dire que la conduite des affaires par les gouvernements s'en soit trouvée changée pour autant. Le fait que, dix ans plus tard, les références aux femmes et à l'égalité de genre soient moins nombreuses dans les 76 pages du texte préparatoire au Sommet de Johannesburg est symbolique de l'évolution des pouvoirs. Non seulement on ne parle plus des droits des femmes, mais on ne mentionne pas non plus la «population» et la «croissance de la population», la pierre angulaire du discours pour l'environnement à l'époque de Rio. La question de la population a causé de grandes querelles dans le processus de Rio, quand on a débattu des causes des crises environnementales : était-ce la croissance de la consommation au Nord, source de gaspillage, ou la croissance de la population et la pauvreté au Sud ? Aujourd'hui, la «population» est sortie du débat, de même que les questions épineuses de contrôle des naissances, d'avortement, d'accès à la contraception, de droits humains des femmes et de droits en matière de reproduction, de soins accessibles géographiquement et financièrement. Pour être juste, il faut dire que l'approche de la santé est moins technocratique dans le document de Johannesburg que dans l'Agenda 21.

Dans les 76 pages du texte provisoire de Johannesburg, on trouve 30 références au genre et/ou aux femmes, mais aucune n'est entre crochets. Ces références portent majoritairement sur le rôle des femmes comme contributrices et comme ressources pour le développement durable, mais pas sur le changement des rapports de genre. Il n'est fait aucune mention des droits humains des femmes. Il n'est pas rare que les femmes et les enfants et/ou les peuples indigènes soient pris en compte comme catégories collectives de victimes, comme un seul groupe impuissant, vulnérable, et qui a besoin du secours des hommes au sens traditionnel, éco-modernisé et patriarcal du terme, des hommes qui définissent les termes et le contenu du discours sur le développement durable et qui gardent intacte leur position privilégiée dans la société et dans la hiérarchie de genre.

Les références au rôle et à la position des femmes se concentrent dans la Partie II sur la pauvreté. L'égalité entre les genres est mentionnée comme l'un des éléments de définition de la bonne gouvernance, laquelle s'entend

par des politiques sociales, environnementales et économiques saines, l'égalité de genre étant mise dans la même catégorie que les mesures de lutte contre la corruption. Mais quand il est question de forêt, de pêche, d'agriculture et d'extraction minière, le rôle et la capacité d'action des femmes et les différences de genre sont rarement voire pas du tout mentionnés.

Au chapitre santé, l'accès des femmes aux soins est mentionné avec la condition suivante: «en accordant une attention particulière aux soins maternels et obstétricaux». Une commentatrice féministe a noté que la notion de «soins essentiels se trouve en filigrane dans le document – mais qu'inclut le terme «essentiels» et qu'exclut-il?». Le texte parle bien de «santé de la reproduction pour tous à un âge approprié» en se référant aux textes des conférences des Nations unies, dont la Conférence internationale sur la population et le développement et la Conférence mondiale sur les femmes. Mais la longue lutte qui a été menée pour que les droits humains des femmes et les droits en matière de reproduction soient cités a été perdue parce que trois acteurs importants – les Etats-Unis, l'Union européenne et le Groupe des 77 – ont passé un accord tacite. Des pays comme le Canada et la Norvège, ainsi que les gouvernements de plusieurs pays en développement, se sont battus seuls pour défendre l'égalité de genre et les droits humains des femmes.

L'Union européenne et le Groupe des 77 ayant passé un accord tacite, le texte comprend un appel à une protection effective des savoirs traditionnels et pour une reconnaissance des communautés locales comme gardiennes des savoirs traditionnels – cet accord a été considéré comme du marchandage dont le but était de souder une alliance pour les négociations. Les expert-es en genre l'ont interprété comme un soutien à des pratiques telles que les mutilations génitales féminines et à d'autres pratiques et préjugés moins violents en apparence mais néanmoins mortels qui empêchent les femmes d'accéder à des soins de santé modernes, même lorsqu'ils sont accessibles géographiquement et financièrement.

L'absence des femmes et du genre dans le texte parle d'elle-même si on la met en regard des nombreuses références aux communautés et à la propriété locale de la biodiversité, des forêts, etc. Le concept de communautés, de propriété et de contrôle communautaire sur les ressources et les savoirs locaux est l'une des icônes du débat sur l'écologie. Malheureusement, lors du Sommet mondial sur le développement social comme à d'autres occasions, il a été utilisé comme un écran de fumée pour masquer les différences de pouvoir qui existent au sein des communautés du fait des rapports de genre, de classe, du fait de l'ethnicité et de l'âge.

### Objectif stratégique K.1 de la plateforme d'action de Beijing

« Assurer une participation active des femmes aux prises de décision concernant l'environnement à tous les niveaux

Mesures à prendre :

Les gouvernements, les organisations internationales et non gouvernementales et les organismes du secteur privé devraient :

- donner aux femmes la possibilité égale de participer aux prises de décision concernant l'environnement à tous les niveaux ;
- permettre aux femmes d'avoir plus largement accès à l'information, à l'éducation, aux compétences et aux technologies ;
- encourager la préservation et l'utilisation des connaissances, innovations et pratiques des femmes des communautés autochtones et locales, et garantir les droits de propriété intellectuelle de ces femmes et la biodiversité ;
- réduire les risques liés à l'environnement auxquels sont exposées les femmes et inciter les institutions à se préoccuper de la dégradation de l'environnement et des conséquences qui en résultent pour les femmes ;
- donner le pouvoir d'agir aux femmes en tant que productrices et consommatrices ;
- promouvoir la participation des femmes et tenir compte de la spécificité de leurs problèmes dans les travaux de la Commission du développement durable, du Fonds pour l'environnement mondial, d'autres organes de l'ONU et des institutions financières internationales. »

*Plateforme d'action de Beijing, 1995*

« Faire progresser l'égalité entre les sexes, en renversant les divers handicaps sociaux et économiques qui rendent les femmes privées de la parole et impuissantes, peut aussi être une des meilleures façons de sauver l'environnement. »

Amartya SEN, 1998<sup>1</sup>

Malgré les mesures prises pour inclure la participation des femmes et l'intégration du concept de genre dans les politiques environnementales nationales et internationales, les actions exécutées sur le plan pratique restent insignifiantes en comparaison. Bien que certains pays aient réussi à mettre sur pied un changement institutionnel et que les femmes aient généralement plutôt gagné du terrain, elles demeurent largement sous-représentées dans les postes décisionnels<sup>2</sup>. Selon l'Union interparlementaire, le pourcentage mondial des femmes au parlement a augmenté de 11,7 pour cent en janvier 1997 à 15,6 pour cent en novembre 2004 ; aujourd'hui, il y a quatorze pays dans le monde où les femmes détiennent 30 pour cent ou plus des sièges parlementaires<sup>3</sup>. En 2003, trente-cinq des ministres de l'environnement du monde étaient des femmes, sur 22 en 2002. Ces chiffres ont augmenté légèrement, bien qu'ils soient toujours en-dessous de la cible de 50/50 de

<sup>1</sup> Sen A., 2000, « Population et égalité de genre », *La Nation*, 24/31 juillet, pp. 16-18.

<sup>2</sup> Pour plus d'informations sur les femmes et la prise de décision, télécharger le Rapport de progrès de l'INSTRAW sur le *Domaine critique G : les femmes au pouvoir et à la prise de décision*, <http://www.un-instraw.org>.

<sup>3</sup> Les femmes aux parlements nationaux, Union interparlementaire, <http://www.wipu.org/wmn-e/world.htm>.

représentation égale. Par ailleurs, les femmes ont joué un rôle crucial pour organiser des mouvements populaires et des campagnes sur les problèmes de l'environnement. Le mouvement Ceinture verte, fondé par la lauréate du Prix Nobel de la Paix en 2004 Wangari Maathai et surtout composé de femmes pauvres urbaines, plante des arbres dans le but de combattre l'érosion du sol et de fournir une ressource durable de bois-énergie.<sup>4</sup>

[...]

Malgré la sombre image globale concernant la participation des femmes dans les sphères décisionnelles de l'environnement, des actions par des organisations populaires de femmes et certains états démontrent que certains changements efficaces et d'une portée considérable sont possibles. Les femmes cherchent activement à se faire écouter dans les forums de prise de décisions, depuis les organisateurs d'unions féminines au Nord-Est du Brésil qui mobilisent la participation des femmes et leur éducation sur le développement, la sécheresse et la dégradation environnementale<sup>5</sup>, jusqu'à l'organisation mondiale des femmes qui prit place avant le sommet mondial de l'ONU de 2002 sur le développement durable (WSSD) et qui eut pour résultat un nouvel agenda 2015 des femmes pour une planète saine et paisible<sup>6</sup>. Une liste de plus en plus longue de pays, allant de l'Égypte, l'Indonésie et le Malawi à l'Allemagne, au Salvador et la Jamaïque, ont pris des mesures sur les plans pratique et politique pour garantir la participation des femmes et l'intégration des questions de genre dans les politiques et programmes environnementaux. La Jamaïque a changé les stratégies de recrutement avec succès pour accroître le *leadership* des femmes dans l'administration de l'environnement et des ressources naturelles; l'Inde, l'Ouganda, le Brésil et les Philippines réservent un pourcentage de sièges aux femmes dans leurs organismes décisionnels nationaux et locaux<sup>7</sup>; et le Salvador, Costa Rica, le Mexique et l'Égypte ont créé des unités de genre au sein de leurs ministères de l'environnement pour contrôler et augmenter la participation des femmes et l'intégration du concept de genre<sup>8</sup>.

[...]

Les barrières qui mettent une entrave à la participation active des femmes dans le secteur décisionnel de l'environnement, à la sauvegarde de la biodiversité et aux droits de propriété intellectuelle, ainsi qu'à la protection et l'action concernant la dégradation et les risques environnementaux sont encore formidables. Le manque de volonté politique ainsi qu'une incompréhension générale et un manque d'action sont aggravés par les taux élevés d'analphabétisme et la féminisation de la pauvreté, tous deux limitant l'accès et les chances des femmes. La ligne de partage numérique sexospécifique réduit encore plus les chances des femmes d'accéder à l'information pour la prise de décisions et la participation.

[...]

<sup>4</sup> Mouvement Ceinture verte, <http://www.greenbeltmovement.org>.

<sup>5</sup> *Les femmes et l'environnement*, 2004, New York, WEDO et UNEP, <http://www.unep.org/Documents.Multilingual/Default.asp?DocumentID=67&ArticleID=4488&l=en>.

<sup>6</sup> *Agenda de l'action des femmes pour une planète saine et paisible 2015*, WEDO, 2002, [http://www.wedo.org/files/agenda2015\\_eng.pdf.00](http://www.wedo.org/files/agenda2015_eng.pdf.00)

<sup>7</sup> Sass J., 2001, *Les femmes, les hommes et le changement environnemental: les dimensions de genre des politiques et programmes environnementaux*, Washington D.C., Bureau de référence sur la population, [http://www.prb.org/pdf/WomenMen Environ\\_Eng.pdf](http://www.prb.org/pdf/WomenMen Environ_Eng.pdf).

<sup>8</sup> Clay R., 2003, « Parler plus fort: les voix des femmes dans la prise de décision sur l'environnement », *Perspectives de santé environnementale*, 111(1).

### Objectif stratégique K.2 de la plateforme de Beijing

« Intégrer les besoins, préoccupations et opinions des femmes dans les politiques et programmes en faveur du développement durable

Mesures à prendre :

Les gouvernements, les organisations internationales et non gouvernementales et les institutions du secteur privé devraient :

- tenir compte dans les politiques générales, des résultats des recherches ayant trait aux problèmes spécifiques des femmes, afin de mettre en place des établissements humains viables ;
- promouvoir l'éducation des femmes et des filles dans les domaines des sciences, des techniques, de l'économie, etc. ;
- appuyer les efforts visant à assurer aux femmes l'accès au logement, à l'eau potable et aux sources d'énergie ;
- faire le nécessaire pour assurer l'accès de tous à l'eau salubre d'ici en l'an 2000 ;
- encourager à investir dans des activités technologiques et industrielles non nuisibles pour l'environnement ;
- favoriser la commercialisation d'aliments organiques, les moyens de recyclage et l'étiquetage des produits. »

*Plateforme d'action de Beijing, 1995*

[...]

Selon la révision du lobby 2004 des femmes européennes de l'exécution de Beijing de l'Union européenne : « pendant les dix dernières années aucune loi n'a été adoptée qui traite directement des femmes et de l'environnement... très souvent, les politiques environnementales actuelles semblent augmenter les inégalités entre les sexes car elles ignorent purement et simplement toutes questions liées aux enjeux sexospécifiques dans leurs projets de loi et exécutions »<sup>9</sup>.

*Source : INSTRAW, 2005, Les femmes et l'environnement : Nouveaux défis. Beijing a 10 ans : De la politique à la pratique, pp. 3, 4, 6, en ligne à l'adresse : <http://www.un-instraw.org/fr/images/stories/beijing/womenandtheenvironmentfr.pdf>*

<sup>9</sup> Lobby des femmes européennes, 1995-2005 : *Revue de la mise en œuvre de la plateforme d'action de Beijing par l'Union européenne*, Bruxelles.



## II. Les Agendas 21 locaux

**Jules Falquet (dir.)**

*Ecologie : quand les femmes comptent, Paris, L'Harmattan, 2002, pp. 179-189 (extraits)*



Les Agendas 21 locaux naissent comme un mécanisme privilégié d'application concrète des recommandations de l'Agenda 21 adopté à la Conférence de Rio. Ils sont prévus par le chapitre 28 du Traité de Rio, qui établit en particulier la nécessité de consulter et d'associer la société civile et ses différents secteurs dans la mise en œuvre de l'Agenda 21. Ils inaugurent ainsi un processus très important de consultation et de participation des citoyen·nes et des acteurs locaux, ouvrant la voie à une nouvelle gestion des affaires publiques, plus participative et plus démocratique – ce qui, en soi, fait déjà partie des objectifs de la «durabilité». Cependant, la disposition qui prévoit leur mise en place n'a aucun caractère contraignant, et ils se sont mis en place de manière très diverse selon les contextes régionaux, nationaux et même locaux, ce qui permet d'observer un fourmillement d'initiatives diverses.

345

### En France : un lent démarrage

En France, le terme anglais d'Agenda 21 a été traduit par « Action 21 ». Dès 1993, le Ministère de l'aménagement du territoire et de l'environnement a mis en place un dispositif des « Chartes d'écologie urbaine », remanié l'année suivante pour devenir les « Chartes pour l'environnement/Programmes partenariaux pour un développement durable ». On peut à cet égard parler d'Agendas 21 locaux de première génération. Simultanément, se met en place la Commission française du développement durable (CFDD), aujourd'hui rattachée au Ministère de l'aménagement du territoire et de l'environnement après l'avoir été au Commissariat au plan. En 1996, la préparation de la conférence d'Habitat II et la tenue d'assises régionales, puis nationales, du développement durable, ont permis une meilleure appropriation des concepts du développement durable par l'Etat, les villes et les régions, ainsi que par les acteurs associatifs et les grands secteurs d'activité. Une deuxième génération d'Agendas 21 apparaît avec la loi d'orientation sur l'aménagement et le développement durable du territoire, qui incite à mettre en place les Agendas 21 locaux dans le cadre de la signature de contrats particuliers dans les contrats de plan Etat-région.

Le Ministère de l'aménagement du territoire et de l'environnement (MATE), en lien avec ses partenaires institutionnels, est le principal point de référence

pour la mise en place des Agendas 21 locaux. Il a choisi de donner une grande latitude aux collectivités locales, leur laissant l'initiative d'élaborer leur propre Agenda. Le MATE a cependant mis en place une incitation financière et des bases méthodologiques communes susceptibles de guider les collectivités dans cet exercice nouveau et complexe. Les projets sont soit sectoriels (implication des citoyens dans la lutte contre l'effet de serre, réhabilitation de friches industrielles, agriculture, conception de zones d'activité intercommunale à haute qualité environnementale...), soit des projets de territoires. Cette initiative a permis la constitution d'un réseau de références et d'une banque de données et de réflexions sur les « bonnes expériences » extrêmement utiles pour continuer.

[...]

Depuis 1993, 75 collectivités locales, représentant dix millions d'habitantes, ont élaboré leurs Agendas 21, qui s'apparentent à des projets stratégiques à 10-15 ans. Actuellement, 500 collectivités sont porteuses de projets et la mise en place de nouveaux agendas est attendue dans les prochaines années.

[...]

### **Les Agendas 21 en Europe : le Nord en avance**

Pour l'application des Agendas 21 locaux en Europe, on peut distinguer trois grandes périodes et groupes de pays. Pionniers, la Suède, les Pays-Bas et le Royaume-Uni se sont engagés dans cette voie dès 1992. Le Danemark, la Finlande, la Norvège, l'Autriche et l'Allemagne leur ont emboîté le pas dans un deuxième temps, à partir de 1995-1996. Retardataires, la France, l'Irlande, l'Espagne et l'Italie ne présentent encore qu'un faible nombre d'initiatives locales. La conférence de Hanovre, en février 2000, troisième conférence organisée par la Campagne européenne des villes durables, a permis de faire le point, montrant un certain essoufflement des pays du Nord, alors que l'Italie et l'Espagne semblent désormais enthousiastes pour faire avancer les Agendas 21.

En Italie, ce n'est que grâce aux collectivités locales que le Plan national de développement durable défini en 1993 a commencé à prendre vie, notamment dans la région d'Emilie-Romagne, où se forme en 1999 un réseau de 150 villes durables, à l'initiative de Ferrare et de Modène. La ville de Bologne pour sa part a élaboré un plan à grande échelle de la métropole, considéré comme un bon exemple de la prise en compte de la durabilité en matière de développement urbain. Elle participe également au projet interna-

tional de réduction des émissions de CO<sub>2</sub> du CIEL (Conseil international pour les initiatives environnementales locales). Ces initiatives ont été à leur tour relayées à l'échelle nationale par un nouveau Plan de développement durable, ainsi qu'un projet pilote pour les villes moyennes et la création de deux agences techniques destinées à appuyer les projets d'Agendas 21. En Espagne, où aucune véritable politique nationale en la matière n'a été définie, ce sont également les régions qui ont pris l'initiative, comme l'Aragon, la Navarre et la Catalogne. La Diputació de Barcelone, administration dont les compétences s'étendent à l'ensemble de la province, a lancé un programme d'audit pour la mise en place d'Agendas 21 avec une centaine de communes, et constitué un réseau de villes et de villages durables, auquel 150 municipalités catalanes ont déjà adhéré. Il est intéressant de remarquer que si l'Espagne et l'Italie voient d'un bon œil la possibilité de recevoir un appui méthodologique de structures internationales comme le réseau Villes-santé ou le CIEL, la France les juge de culture trop anglo-saxonne. Le fait est que dans ces deux pays comme dans le nord de l'Europe, les démarches liées aux Agendas 21 font ressortir en premier lieu la question de la qualité de la vie et de l'environnement.

Parmi les pays intermédiaires, le Danemark est un de ceux qui se montrent le plus actif: dès 1988, il s'était doté d'un plan national pour l'environnement et le développement. En 1994, il lançait une campagne en faveur de modes de vie durables, visant notamment à aider les particulièr-es à transformer leurs modes de vie et de consommation au quotidien. Aujourd'hui, plus de 70 % des municipalités sont engagées dans la lutte contre l'effet de serre, et on trouve au Danemark aussi bien des «communautés vertes» que huit villes regroupées en une «conurbation verte ouverte» et tout un réseau d'éco-villages. La grande activité du milieu associatif n'est pas étrangère à ces succès.

A tout seigneur, tout honneur: la Suède, qui avait accueilli la Conférence de Stockholm en 1972, fait actuellement figure de pays pionnier en matière d'Agendas 21 locaux. Aujourd'hui, l'ensemble de ses 288 collectivités locales ont engagé les procédures correspondantes, en mettant en avant les questions de l'environnement et de la participation. Elles ont réalisé un important travail sur les indicateurs, afin de coller aux réalités, ainsi chaque «éco-municipalité» réévalue régulièrement les objectifs écologiques qu'elle s'est fixés. Les régions sont également actives dans ce processus, comme le montre notamment le projet écologique «Environnement à l'Ouest-Agenda 21» de Göteborg-och-Bohus. Enfin, un programme d'aide à la durabilité écologique locale a été mis en place à l'échelle nationale. Ce dynamisme est facilité par la forte implication des associations, notamment Alliance climat (OMS), les associations nationales environnementalistes et les associations nationales d'élus.

Enfin, les Pays-Bas offrent un exemple remarquable de rigoureuse planification stratégique appliquée à l'environnement. Dans ce pays fortement centralisé, les plans nationaux d'environnement, couvrant tous les secteurs d'activité, sont régulièrement révisés. La clé du développement durable aux Pays-Bas est la préservation de la «capacité de charge» du milieu naturel, fondée sur le savant calcul de «l'empreinte écologique» (définie comme l'évaluation de la capacité biophysique de surfaces terrestres nécessaires à la production des ressources dont les villes ont besoin et à l'absorption de leurs déchets. Elle permet de chiffrer les ressources utilisées pour le développement direct ou indirect des villes.) La politique environnementale des Pays-Bas est appuyée sur des mesures fiscales et réglementaires importantes, ainsi que sur l'utilisation de systèmes de management environnemental, d'éco-techniques et d'éco-procédés adaptés. Elle est de plus intégrée dans une approche globale de planification stratégique, notamment avec le système ABC, qui permet la localisation optimale des entreprises en fonction de leurs activités, de la densité urbaine et de l'accès.

Cependant, il faut noter que dans l'ensemble de l'Europe, la démarche des Agendas 21 reste difficile à mettre en place. Globalement, les initiatives demeurent marginales et ne constituent pas une réelle priorité politique des gouvernements nationaux. *En l'absence de stimulation forte des gouvernements, on constate que la mise en place des Agendas 21 reste tributaire de l'existence d'associations environnementalistes actives, de l'initiative citoyenne et des rapports de forces politiques au sein des collectivités locales (par exemple, la présence de partis Verts aux conseils municipaux).*

## Genre et Agendas 21 dans le monde : des expériences mitigées

Les Agendas 21 locaux ne peuvent être véritablement participatifs, et donc durables, que s'ils incluent largement la participation des femmes. D'un côté, celles-ci ont beaucoup à apporter et sont porteuses de projets novateurs, comme le montre le travail réalisé par WEDO dans les pays du Sud. De l'autre, leur participation est limitée par de nombreux facteurs [...].

### *L'appui de WEDO aux initiatives latino-américaines et des Caraïbes*

WEDO et le Conseil international pour les initiatives environnementales locales (CIEL) ont travaillé sur la question du rôle spécifique des femmes dans le processus des Agendas 21 locaux. Il s'agit en effet d'une opportunité rêvée pour faire croître la participation des femmes au développement durable. Cependant, jusqu'à présent, seule une minorité des collectivités locales a compris l'intérêt d'y inclure une approche de genre explicite. Il est

certain en revanche qu'il existe un grand potentiel dans ce domaine, et CIEL et WEDO s'emploient à le développer.

Une enquête réalisée en 1996 sur les Agendas 21 locaux de 2500 municipalités a fait apparaître que les femmes avaient été intégrées dans 53 % des cas, et a mis en relief l'existence de plusieurs villes très actives dans l'incorporation des questions de genre aux processus locaux des Agendas 21. Un atelier organisé par WEDO en juillet 2000 a permis de réunir des femmes d'origines géographiques différentes pour comprendre chaque approche régionale. L'atelier a donné l'occasion de réfléchir aux difficultés existantes, parmi lesquelles les principales sont : le manque d'information permettant tant aux femmes qu'aux hommes de faire le lien entre l'environnement et le rôle des femmes ainsi que le manque d'intérêt et de volonté politique des autorités locales qui souvent ne souhaitent pas modifier les rapports existants entre hommes et femmes.

Les ONG, pour leur part, ont travaillé activement à renforcer la participation des femmes au niveau des gouvernements locaux. Le réseau d'ONG de Trinidad et Tobago, par exemple, a développé un projet intitulé *engendering local governments*, organisé une série d'ateliers pilotes de discussion sur les équilibres de genre dans les structures politiques, à destination des élues et des activistes. Ciblant des gouvernements locaux, il a réalisé des formations politiques pour plus de 300 femmes, incluant des sessions sur les mécanismes législatifs, l'histoire et les fonctions des gouvernements municipaux, et les stratégies pour introduire une perspective de genre, notamment dans les budgets. Il a aussi organisé des sessions de formation en analyse de genre et en planification à destination des élues et des femmes dans la fonction publique. Certaines de ces femmes se sont intéressées de près aux questions environnementales.

Ce même concept *engendering local governments* a été appliqué au Brésil dans le cas des Agendas 21 locaux. Le Réseau pour le développement humain (REDEH), qui travaille au plan national, en coopération avec des groupes de femmes locaux, a développé tout un processus de renforcement du rôle dirigeant des femmes au niveau local. La méthodologie englobe différents domaines nécessaires à la pleine participation des femmes : comprendre la planification, les budgets et l'usage des indicateurs. Après huit ans de travail acharné, de nombreux gouvernements locaux ont commencé à incorporer la perspective de genre et les femmes commencent à être considérées comme d'importantes actrices dans la formulation des politiques locales. [...]

Il est certain que les agendas 21 locaux constituent un des dispositifs-clés de l'application des engagements de l'Agenda 21, puisqu'il est à la fois l'ins-

trument de la participation citoyenne et l'outil adapté à la dimension locale et territoriale, si importante pour le développement durable. Concernant les questions de genre, il s'agit d'un mécanisme particulièrement intéressant pour les femmes, dont la participation est souvent plus importante au niveau local, qui allie proximité et quotidienneté, deux démarches qui leur sont familières.

Cependant, même si les femmes participent à ce processus, y compris de manière active et organisée, il n'est pas certain que la perspective de genre soit suffisamment prise en compte dans la plupart des cas. Par ailleurs, [...] il existe des difficultés spécifiques qui entravent la pleine participation des femmes, surtout dans un cadre mixte. D'abord, de nombreuses femmes ne sont pas libres de leurs mouvements, leur famille répugnant à les laisser sortir ou s'absenter. Ensuite, la cherté des déplacements et/ou la rareté des moyens de transport constituent souvent des obstacles plus importants pour elles. De plus, la charge de travail (rémunéré et domestique) qui pèse sur elles, combinée à des horaires et des lieux de réunion souvent inadaptés, limite leur investissement. De surcroît, elles sont souvent reléguées aux thèmes considérés comme féminins et leur participation est généralement tenue pour moins importante que celle des hommes. Cependant, elles manifestent généralement une grande volonté de participer, une capacité certaine de propositions et font preuve d'originalité et d'esprit pratique dans leur manière d'aborder les questions. Ancrées dans la vie quotidienne et la préoccupation du bien-être de leur famille et de la « communauté » (rôles féminins traditionnels), directement concernées par l'usage au quotidien de la ville ou des services en milieu rural, elles constituent un potentiel important pour la poursuite du développement des Agendas 21 locaux.

D'une manière générale, il semble que le processus de mise en route des Agendas 21 locaux ait commencé tardivement dans la plupart des pays. Plusieurs problèmes se posent :

- les Agendas 21 font parfois « doublon » avec les politiques nationales diverses de gestion du territoire, et leur lisibilité en tant que politiques spécifiques n'est pas toujours évidente ;
- ils font quelquefois davantage figure de projets politiques locaux que de véritables instruments de gestion de l'environnement, ce qui explique éventuellement la faible contribution des associations ;
- leur mise en œuvre est longue et relativement lourde, notamment du fait de leur caractère participatif.



Afin qu'ils portent tous les fruits que l'on peut en espérer, un effort d'information et de communication doit encore être réalisé, de manière à ce que ces processus soient connus, que leurs objectifs soient clairement identifiés et qu'ils puissent ainsi susciter un intérêt plus massif et une plus grande participation des différents acteurs que l'on espère y voir s'impliquer : société civile, associations, groupements de femmes et de jeunes, entreprises, collectivités locales.

### III. Mouvements pour l'environnement, politiques et Agenda 21 en Amérique latine

351

**María Pilar García-Guadilla**

*Environmental Movements, Politics and Agenda 21 in Latin America, Civil Society and Social Movements, Programme Paper n° 16, UNRISD, octobre 2005, pp. iv-v (extraits)*



Le désintérêt des gouvernements, des organisations non gouvernementales (ONG) et des mouvements sociaux d'Amérique latine pour Action 21 [...] et le peu de soutien qu'ils lui ont apporté peuvent s'expliquer en partie par les crises économiques, politiques et sociales qu'a traversées la région et qui ont dicté des priorités différentes de celles d'Action 21. Les principales préoccupations de la région au cours de la décennie passée ont été la pauvreté et la stabilité politique, et non pas le développement durable. Les notions mêmes de développement durable et de démocratie participative, trop larges pour que leur signification puisse faire l'objet d'un accord entre gouvernements, ONG et mouvements sociaux d'Amérique latine – même les ONG et les mouvements sociaux ne peuvent pas s'entendre sur une définition à leur donner – ont fait obstacle à la mise en œuvre d'Action 21.

[Dans ce contexte, une analyse des] valeurs, attentes et propositions des gouvernements et des organisations et mouvements sociaux et écologiques d'Amérique latine, en essayant de dégager les principes et les modèles économiques et politiques qu'ils proposent pour accéder au développement durable, [...] montre les différences de perspective et la difficulté de parvenir à un programme consensuel. [Cette] analyse illustre la grande hétérogénéité des valeurs, attentes et revendications des ONG et des mouvements sociaux : certains d'entre eux dénoncent la mondialisation économique, le libre-échange, la privatisation et l'aggravation de la pauvreté et des inégalités sociales comme les causes des problèmes d'environnement, tandis que d'autres se

concentrent sur l'écologie et négligent les causes sociopolitiques ; d'aucuns acceptent Action 21 comme base de dialogue avec les gouvernements et les institutions internationales multilatérales et comme plate-forme de règlement des problèmes, tandis que d'autres rejettent ce programme pour des raisons de fond, critiquant non seulement le modèle économique mais aussi le « modèle de civilisation » qu'il reflète, et proposent un programme de substitution. Les informations et données qui ont permis cette comparaison viennent essentiellement de l'analyse du contenu des programmes officiel et parallèle adoptés à Rio de Janeiro, ainsi que des multiples documents, officiels et autres, émanant des réunions tenues entre 1992 et 2002, telles que le Sommet mondial pour le développement social, la Quatrième Conférence internationale sur les femmes, la Session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies consacrée à un examen et une évaluation de la mise en œuvre d'Action 21 (Sommet Planète Terre), le Forum social mondial (Porto Alegre) et les réunions préparatoires du Sommet mondial sur le développement durable (Sommet de Johannesburg) notamment.

Au cours des dix années qui se sont écoulées depuis le Sommet Planète Terre, institutions internationales et gouvernements se sont inspirés d'Action 21 pour définir leurs buts et leur pratique et proposer des politiques, mais les espaces, mécanismes, valeurs et programmes qui pouvaient gagner les gouvernements et les mouvements sociaux d'Amérique latine au développement durable faisaient défaut. Aussi le grand pari du Sommet de Johannesburg a-t-il été [...] de créer de nouveaux lieux où la société civile puisse participer au processus décisionnel et d'encourager un dialogue sur le type de développement souhaité pour la prochaine décennie. Avec son raisonnement instrumentaliste et « technico-scientifique », le programme Action 21 laisse de côté [...] la vision, les buts et propositions d'un groupe important d'organisations et de mouvements sociaux. Il ne jette pas à lui seul les bases d'un accord démocratique. Un vaste dialogue centré sur le développement durable doit être inspiré par une démarche humaniste et non pas compter sur la technologie ou la croissance économique en soi. Il doit aussi être fondé sur l'une des caractéristiques de la démocratie, c'est-à-dire le pluralisme, qui suppose que soit reconnue et acceptée la grande diversité des croyances et des valeurs humaines. Pour que cela soit possible, il faut que toutes les parties aient le même pouvoir de négociation. Comme ce n'est pas le cas des mouvements sociaux, ceux-ci doivent l'acquérir en renforçant leurs réseaux et en créant ainsi un espace à partir duquel il soit possible de participer à la construction collective et démocratique d'un cadre viable et équitable pour le développement durable.

---

# Education populaire, genre et transformations sociales : réflexions à partir des études réalisées en République dominicaine et à Cuba

353  
.....

..... *Isabel Rauber\**

---

*« Education populaire, genre et transformations sociales : réflexions à partir des études réalisées en République dominicaine et à Cuba » in: Hainard F., Verschuur C. (Dir.), 2005, Mouvements de quartier et environnements urbains. La prise de pouvoir des femmes dans les pays du Sud et de l'Est, Dakar-Paris, ENDA Diapol-Karthala, pp. 101-123 (extraits)*

---

[...]

## **Enquêter, apprendre, enseigner, transformer**

Je présenterai ici le travail que nous avons mené à partir de la recherche-action participative (RAP) et de l'éducation populaire. Ces deux démarches présupposent la reconnaissance de « l'autre » en tant qu'être humain complet, capable de reconnaître sa réalité, de penser par lui-même et d'agir à partir d'objectifs définis au préalable. « L'autre » prend alors une valeur substantielle sans laquelle toute action de la connaissance ou du savoir est impensable. Il s'agit, entre les chercheurs et les personnes « objet » de la recherche, d'une relation telle que les frontières entre les uns et les autres s'estompent ou disparaissent. Plus d'une fois, pendant la recherche, les rôles respectifs se sont échangés, ce qui a contribué à faire progresser la connaissance de chacun.

---

\* Philosophe, responsable du projet Suisse-MOST en République dominicaine et à Cuba.

Je soulignerais, parmi les différentes expériences menées avec les mouvements sociaux latino-américains, celles qui ont eu lieu avec : la Confederación Nacional Indígena de Ecuador (la Confédération Nationale Indigène de l'Equateur), la Central Obrera Boliviana (la Centrale Ouvrière Bolivienne), la Central de Trabajadores Argentinos (la Centrale des Travailleurs Argentins), el Movimiento Sin Tierra y Vía Campesina de Brasil (Mouvement des Sans Terre et Voie Paysanne du Brésil), les mouvements de quartiers de Bogota, de Lima, de Buenos Aires et du Grand Buenos Aires, de Mexico, de Saint-Domingue et de La Havane. Les réflexions ici seront surtout fondées sur les recherches effectuées au sein du réseau Most-Unesco (1997-2004), d'abord à Saint-Domingue, dans les quartiers de La Ciénaga et de Los Gandules, et ensuite à La Havane, dans le quartier de Cayo Hueso.

Chaque action fit surgir de très nombreuses questions et la recherche de réponses fut un facteur direct de changements (mais pas nécessairement immédiats). Les expériences et les savoirs (connaissances, imaginaires, identités...) des femmes et des hommes des quartiers qui participaient à la recherche ont fourni le point de départ.

Quels étaient les objectifs ? Contribuer au renforcement d'une prise de conscience des hommes et des femmes, en particulier quant à la signification du regard de genre et à l'importance de leur intégration dans les processus de transformations sociales. Ces objectifs étaient motivés par l'intérêt de connaître et d'appuyer, depuis la base, les processus collectifs *d'empowerment* qui se produisaient dans ces quartiers, en s'intéressant en particulier aux *rapports sociaux* entre les hommes et les femmes ; tout ceci en lien avec les transformations que ces actions entraînaient dans leur espace culturel urbain. Notre recherche-action participative s'est articulée à l'éducation populaire. Elle pose comme principe que la relation savoir-pouvoir et pouvoir-savoir est aussi valable que celle qui existe entre connaissance-pouvoir et pouvoir-connaissance. Et, **de même que l'éducation populaire cherche à transformer radicalement le rôle éducatif et social de l'éducateur, la RAP revendique la modification radicale des rôles entre les chercheurs et les personnes « objet » de la recherche, ainsi que la transformation du rôle social des études ; celles-ci sont articulées aux processus de transformation sociale, et plus concrètement aux acteurs de ces changements. C'est pour cela que, dans un sens strict, il n'y a pas de sujets ni d'objets de l'étude ; il s'agit d'un dialogue complexe en perpétuel développement.**

### ***Considérations théorico-méthodologiques***

Ce que nous appelons actuellement *l'éducation populaire* en Amérique latine est né dans les années 1960 et provient des expériences d'enseignement

impulsées et théorisées par le pédagogue brésilien Paulo Freire. Sa proposition révolutionna (et révolutionne encore) profondément la structure éducative élitiste et ankylosée établie par le pouvoir. Elle a aussi remis en question le contenu du travail intellectuel et de l'enseignement<sup>1</sup>.

Différents concepts et méthodes se sont développés à partir du postulat selon lequel «le peuple a un savoir qu'il s'agit d'amener à la conscience». Des axes divers d'intervention pratique apparaissent dans l'éducation populaire. Ils sont presque toujours associés à des processus de transformation sociale. Les interprétations à ce sujet s'opposent souvent. Certaines mettent l'accent sur le populaire, d'autres sur l'éducation. A partir de là s'est déployé un éventail de tendances et de courants dans l'éducation populaire en Amérique latine et dans d'autres pays du tiers-monde.

Tous sont légitimes. Néanmoins je pense qu'il convient de rappeler les principes constitutifs qui animent notre travail :

- le savoir est une forme de pouvoir ;
- le peuple a un savoir propre qu'il faut faire émerger et préserver ;
- il faut former l'éducateur ;
- éduquer est un processus théorico-pratique complexe dont le point de départ et la référence permanente sont l'expérience et le vécu concrets d'élèves et d'éducateurs ;
- l'acte pédagogique est un processus qui articule intégralement expérience, réflexion et transformation ;
- l'éducation populaire implique d'avoir une conception du monde ; elle ne se réduit pas à un ensemble de méthodes et de techniques ;
- l'éducation populaire a un sens stratégique de libération ;
- elle établit parmi ses objectifs celui de construire la conscience collective de soi et pour soi des opprimés ;

---

<sup>1</sup> Sa réflexion philosophique de départ rejoint celle de Marx dans les *Manuscrits de 44...* ; *L'idéologie allemande* ; les *Thèses sur Feuerbach*. Ce sont des énoncés qui se renforcent avec ceux de Gramsci au sujet de la « philosophie de la praxis », du bon sens et des travaux de l'intellectuel organique. Historiquement, la geste de l'éducation populaire s'apparente à la naissance de la Révolution cubaine, avec l'ouverture initiée par le Concile Vatican II et avec les événements de mai 1968 en France. Elle se transforme aussi en discussion avec la tergiversation, l'occultation et la manipulation de l'histoire de la lutte des peuples par les gouvernements successifs des différents pays du continent (assidûment remplacés par des dictatures militaires).

- elle suppose un positionnement éthique actif du côté des opprimés et de leur libération ;

Selon les caractéristiques, les besoins et les objectifs du collectif social, l'éducation populaire permet de renforcer les processus

- d'alphabétisation, en particulier pour les adultes ;
- de luttes sociales pour modifier de façon immédiate les conditions de vie ;
- de création d'organisations sociales sectorielles ou communautaires, comme les mouvements de paysans et les vastes mouvements de quartiers ;
- de participation politique de la société civile.

L'expérience montre que l'éducation populaire, en lien avec la recherche participative, contribue à

- renforcer les processus démocratiques à l'intérieur des organisations sociales ;
- approfondir la prise de conscience pour la transformation de la société ;
- reconnaître les femmes (auto-reconnaissance) en tant qu'actrices sociales ;
- prendre conscience de la dimension politique de l'inégalité et de la discrimination dans les rapports sociaux (et familiaux) entre les hommes et les femmes ;
- former politiquement des militants de base ;
- promouvoir des processus qui favorisent la constitution d'acteurs sociaux et politiques.

Sa méthodologie acquiert une spécificité propre car elle est liée à sa vocation pratique de transformation sociale, et à son pari éthique (cohérence faire-dire-vivre et moyen-fin-processus). Elle participe ainsi à la construction du sens collectif de l'action sociale<sup>2</sup>.

C'est particulièrement important en ce qui concerne la construction, à *partir de la base*, de processus cognitifs pour les mouvements sociaux et les organi-

---

<sup>2</sup> Elle s'appuie aussi pour cela sur la déconstruction de processus concrets, d'expériences de lutte et de construction d'organisations, de collectifs sociaux, pour, sur cette base, extraire toute la connaissance, le savoir et la pensée contenus dans la pratique développée par ces acteurs.



sations populaires. Elle contribue à définir les objectifs et les moyens nécessaires, à favoriser l'auto-constitution d'acteurs-sujets, surtout chez les femmes<sup>3</sup>.

## Brève présentation des terrains de recherche

### 1. Saint-Domingue (1997-2000)

L'étude porte sur les quartiers de La Ciénaga et de Los Guandules, situés dans la zone centrale de la ville de Saint-Domingue. Ces quartiers ont toutes les caractéristiques des quartiers périphériques pauvres de la région. Ils sont construits sur la rive de la rivière Ozama, sur des terrains boueux, avec une barrière naturelle vers la ville, constituée par de hautes falaises qui coupent et isolent la ville de la rivière. Los Guandules et La Ciénaga de Guachupita, séparés presque imperceptiblement par un canal d'eaux usées, forment un agglomérat chaotique du point de vue urbanistique, très mal ravitaillé en eau, en services et peu pourvu en zones vertes.

Les hommes et les femmes perçoivent ces problèmes de façon différente. Celles-ci, par leur travail ménager et familial, par leur plus grande présence dans le quartier, et par leur contact permanent avec ces difficultés, y sont davantage sensibilisées. D'où leur participation majoritaire dans les organisations communautaires. L'étude a mis en évidence que pour les hommes la sécurité personnelle importe davantage que le problème des ordures ou de l'eau.

Notre premier objectif a été de connaître et d'aider à comprendre comment s'établissent et se développent aujourd'hui les rapports sociaux, communautaires et familiaux, entre les hommes et les femmes ; ensuite nous avons travaillé sur la manière dont les femmes perçoivent, assument et se projettent dans la vie quotidienne ; comment elles s'inscrivent dans la dynamique et le fonctionnement des organisations communautaires, par exemple en proposant des actions.

Notre équipe et les organisations de quartier avec lesquelles nous avons travaillé<sup>4</sup> souhaitent réfléchir sur les conditions du développement de l'*empowerment* des femmes (processus qui existe depuis des années, en

---

<sup>3</sup> Devant cette crise de civilisation marquée par la voracité destructrice du capital et la concentration des pouvoirs supranationaux qui en découlent, certains pourraient penser qu'il n'est pas pertinent de faire appel à des processus constitutifs de prise de conscience, de pouvoir (*empowerment*), d'organisation, de propositions avec des acteurs sociaux issus des couches populaires. C'est pourtant la meilleure voie pour affronter et construire une vie sociale équitable, juste et solidaire.

<sup>4</sup> Notre travail nous a conduit à contacter le Comité de Défense des Droits des Quartiers (COPADEBA) et la Ville Alternative, une ONG en lien avec ce Comité. Grâce à eux, nous avons pu agir avec les organisations sociales et communautaires locales, principalement avec celles qui constituent la CODECIGUA (Coordination des Organisations de La Ciénaga et Los Guandules).

réaction à la féminisation de la pauvreté) et sur ses perspectives : une transformation des rapports de pouvoir asymétriques et discriminatoires entre hommes et femmes, ou bien leur consolidation. Ceci en lien avec le contexte urbain et environnemental de leurs rapports sociaux.

## 2. La Havane (2001-2004)

Dans la ville de La Havane, nous avons choisi le quartier central de Cayo Hueso. Ce quartier a une importante tradition de développement de la culture cubaine, et de participation dans les luttes révolutionnaires. Très densément peuplé, il connaît des problèmes de logement, de service d'eau et de manque d'espaces verts et récréatifs. Le bloc de logements – le *solar* comme on l'appelle familièrement – est aussi un acteur dynamique du quartier. C'est là que vivent ensemble des dizaines de familles qui cherchaient au départ un logement temporaire ; mais les enfants y ont grandi, ensuite les petits-enfants et puis les arrière petits-enfants... le transitoire est devenu permanent. Les constructions sont défectueuses, leur réparation problématique, car cela suppose des ressources et la détermination des occupants qui, tout en souhaitant améliorer leurs logements, ne veulent pas abandonner leur *solar* ni leur quartier.

A Cayo Hueso aussi, **hommes et femmes perçoivent et habitent différemment le *solar* et le quartier. Progressivement nous saisissons les différentes façons de se les approprier sur un mode critique. Nous cherchons à analyser avec les habitants la manière dont ils abordent leur environnement.** Dans cette perspective, nous avons réalisé un suivi précis du processus d'élaboration du Plan Communautaire ; avec la participation des habitantes du quartier, nous avons procédé à un repérage des problèmes, des besoins, des suggestions et des désirs de la population. A partir de là, nous avons élaboré un agenda des actions à entreprendre par le Conseil Populaire (gouvernement local) en concertation avec les organisations sociales du lieu<sup>5</sup>.

Ce projet totalement innovant, étalé sur trois ans, a été très prenant et la notion de participation s'est enrichie : aborder les questions sous l'angle du genre introduit des perspectives nouvelles quant aux façons de construire collectivement des solutions. Ce fut une découverte pour tous. Au premier abord, tout semblait déjà clair et résolu. Il semblait donc que notre recherche se transformerait en constat. Les progrès obtenus par les femmes sur le plan

---

<sup>5</sup> Nous avons travaillé avec l'Atelier de Transformation Intégrale du quartier de Cayo Hueso, organisation communautaire chargée de coordonner et d'impulser la réalisation du plan communautaire et d'y associer les organisations locales : Comités de Défense de la Révolution, Fédération des Femmes Cubaines, Cercles de Grands-parents, Associations d'Anciens Combattants, Maisons de la Culture Communautaire entre autres.

socio-économique depuis la révolution et l'existence d'un code très avancé de la famille stipulant la présence de la femme dans tous les milieux professionnels, politiques et culturels témoignent des progrès de son émancipation. Notre information provient du diagnostic réalisé par l'organisation communautaire «Atelier de Transformation Intégrale», mais nous avons aussi effectué des entretiens de groupe, des visites aux différents *solares* et nous avons maintenu un dialogue fructueux avec des personnalités clés de l'endroit, en particulier avec les femmes. Nous avons repéré des problèmes concernant l'utilisation et la classification de l'information obtenue quant au regard des hommes et des femmes sur leur environnement et leurs besoins. Non pas que le point de vue de la femme ait été ignoré mais il n'apparaissait pas de façon différenciée dans le diagnostic et dans les propositions. Ainsi l'on n'avait pas fait ressortir ses apports critiques sur les conceptions et les conduites machistes pourtant bien présentes dans les rapports de genre, dans l'appropriation du quartier et dans la définition des problèmes communautaires, que ce soit au niveau des solutions ou de l'établissement des priorités. Le milieu communautaire à Cuba est surtout un espace féminin et, comme nous l'avons dit plus haut, les attentes des hommes et des femmes ne sont pas les mêmes. Nous avons cherché alors à savoir ce qu'entraînerait à terme une proposition de solutions différentes. Plus que de souligner les divergences, cela supposait d'analyser les regards différents et de mettre à jour les inégalités qu'ils enferment et projettent.

Comme l'a reconnu *María del Carmen, travailleuse sociale de l'Atelier et responsable du domaine de la femme*, «pour moi, le fait de comprendre le sens critique du concept de genre fut une véritable révélation. Nous l'utilisons, mais surtout comme guide pour voir ce que disaient les hommes et les femmes, sans articuler les liens entre les deux positions. Nous n'allions pas au-delà, nous n'entrons pas dans la critique des inégalités entre eux, ni dans la façon de les surmonter à travers des solutions collectives. Cette étude a été très importante parce que nous nous en sommes rendues compte.»

Cette recherche nous a confortés dans l'idée que la véritable connaissance est théorico-pratique. Il lui faut donc du temps, un temps qui ne peut être imposé par l'équipe de recherche et dont le rythme dépend de la participation des habitants. En outre, dans le cas concret de Cuba, une sorte de barrière culturelle a gêné la compréhension (ou l'extériorisation de cette compréhension) de l'impact du regard de genre sur les processus de construction de la nouvelle société. Au-delà du machisme, on observe tant chez les hommes que chez les femmes une attitude défensive croissante qui s'est développée durant les années de résistance à une situation de guerre larvée avec les Etats-Unis; une résistance qui a renforcé le besoin de défendre contre vents et marées l'égalité déjà obtenue. Cela entraîne une non-remise

en cause de l'acquis et un appauvrissement de l'expérience transformatrice, donc de l'enseignement à tirer pour progresser en approfondissant de façon critique le processus révolutionnaire.

### Recherche-action participative, *empowerment* féminin et genre

L'éducation populaire et la recherche participative ont constitué les piliers fondamentaux de nos études ces dernières années. En interaction permanente avec les acteurs et les actrices sociaux des quartiers analysés, nous avons fait apparaître les regards critiques sur l'expérience en cours, qui ont contribué à la prise de conscience et à l'*empowerment* social des femmes. Il est donc particulièrement intéressant de souligner les aspects suivants :

- La présence des femmes dans un milieu traditionnellement considéré comme faisant partie de l'espace politique masculin remet en question la division sexiste de l'espace dans la communauté et dans la ville. Les regards de genre cherchent à mettre en évidence la connexion entre cet usage culturellement enraciné et la réalisation de tâches qui sont considérées comme propres aux femmes ou aux hommes.

A Saint-Domingue, les logements occupent une place importante dans l'environnement socio-économique des quartiers étudiés. Ils sont petits, à peine une ou deux pièces, et étroits. Dans chacun d'eux vivent quatre à six personnes. Beaucoup d'entre eux sont en mauvais état, sans salle de bain et avec des latrines à l'usage de plusieurs familles, construites dans le patio. [...]

La maison et la rue, articulées autour de la porte, délimitent néanmoins deux sphères qui désignent dans l'imaginaire des femmes la distance entre ce qui est d'autrui (la rue) et ce qui est propre (la maison), le monde extérieur et la famille.

[...]

La présence massive et croissante des femmes dans les organisations de quartier, dans les luttes pour la survie et pour l'amélioration des services suppose une remise en question de cette division et de cette appropriation sexiste traditionnelle des espaces ; les femmes tendent, néanmoins, à légitimer leur transgression en considérant leur participation en dehors de la maison comme un prolongement de l'aide qu'elles doivent à leur mari.

Les entretiens de groupe, l'enquête et notre présence permanente dans le quartier, sous la forme d'une espèce de déambulation pédagogique, nous

ont permis d'établir qu'il est peu fréquent que les femmes ratifient leur rôle dans les milieux en dehors du foyer. Celles qui y consentent, atteignant par là des niveaux moyens de représentation et de responsabilité communautaire, ont tendance à y effectuer des tâches secondaires visant souvent à améliorer les conditions de réalisation des responsabilités masculines. Il est fréquent, dans cette situation, que la femme se définisse elle-même comme l'accompagnatrice des efforts de son mari. *«Je dois l'accompagner, dit une habitante de Guachupita, parce que c'est une lutte qui est très dure et il ne peut pas tout faire tout seul. Je dois le soutenir.»*

Dans le quartier de Cayo Hueso, [...], malgré les nombreux progrès des femmes en matière de droits et leur activité réelle dans les divers milieux de la vie sociale, les idées anciennes se maintiennent dans les représentations des femmes sur ce que *doivent être* l'homme et la femme respectivement.

361  
.....

Il se trouve que les femmes étudient, travaillent, participent, s'organisent et dirigent leur propre histoire. Mais malgré les changements depuis la Révolution cubaine, qui a modifié leur place dans le domaine public, la majorité d'entre elles se représentent la division sexuelle des rôles dans le domaine privé différemment de celle qui a été obtenue dans le domaine public. Les changements observés dans le domaine public n'ont pas modifié la division des rôles masculins et féminins dans le domaine privé. Ceci entraîne une surcharge de tâches et de responsabilités dans les domaines publics et privés qu'il est difficile de mener seule. C'est pourquoi les familles arrivent à inclure deux générations; il est naturel, par exemple, que les grands-mères s'occupent des petits-enfants pour que les mères puissent remplir leurs obligations actuelles<sup>6</sup>; les hommes tentent de s'adapter, mais sont très en retard par rapport à la vitesse des changements que produit la pleine insertion de la femme dans la vie sociale. Ainsi «beaucoup de femmes cubaines continuent d'être le centre du travail domestique, sans abandonner leur fonction productive et reproductive, ce qui entraîne une inégalité familiale dans la distribution des ressources tels que le repos, le travail, l'organisation du foyer et le soin des enfants.» (César 2005 : 100-101).

- C'est précisément lorsque nous nous rendons compte de cette contradiction entre l'intégration de la femme au monde public et le besoin d'assumer de façon collective la charge des tâches domestiques qu'émerge un concept de transition qui résume et met en évidence plus précisément ce moment que nous pourrions définir comme crise des anciens

---

<sup>6</sup> Norma Vasallo souligne que «la femme cubaine souffre de la surcharge domestique, multipliée par les conditions dans lesquelles elle doit actuellement réaliser ces tâches, elle sent qu'elle fait partie du milieu politique et elle ne veut pas y renoncer». (Vasalli, 2002, p. 24)

paradigmes et des identités concernant l'être et le *devoir être* de l'homme et de la femme, et que s'annoncent de nouveaux modèles. Il s'agit du concept «d'aide», repris aux habitants de ces quartiers: «mon mari m'aide dans les besognes de la maison», ou «j'aide ma femme dans ce que je peux...». La recherche participative et l'éducation populaire qui ont été développées tant dans la République dominicaine qu'à Cuba ont permis d'utiliser clairement ce terme pour travailler à la remise en question de la division sexuelle des tâches, avec les hommes et les femmes<sup>7</sup>.

Ce concept est ambivalent car il tient compte, d'une part, d'un progrès vers de nouveaux rôles homme-femme, mais il permet aussi de masquer la survie de l'ancienne culture et des anciens modèles.

- Quelles que soient les interprétations que chacun donne de sa situation et de son activité dans le domaine public ou dans le domaine privé, il est certain que les processus d'éducation populaire qu'impulsent les organisations communautaires et auxquels nous avons parfois participé, contribuent à la reconnaissance de la femme en tant qu'actrice sociale, à égalité de conditions, de capacités et de droits. Ce qui se reflète, par exemple, dans les politiques de qualification et de formation des femmes adoptées par les organisations de quartier dans la République dominicaine, et dans la prise en compte du genre dans la formation socio-politique de ses membres. Tels sont les résultats à moyen terme de notre travail; ils sont importants même s'ils ne sont pas directement mesurables ou quantifiables.

En République dominicaine, lors de la remise de résultats de la recherche aux organisations de quartier de COPADEBA et de CODECIGUA et, par leur truchement, aux habitants des quartiers ayant participé au processus d'étude, les conclusions fondamentales de l'étude ont été présentées dans le texte *Genre et pauvreté* qui fut distribué et discuté avec la population. Une décision collective fut prise d'intégrer le sujet «genre» aux séances de formation de leur groupement, puisqu'on repérait, non sans surprise, que des préjugés survivaient au-delà de ce que l'on pouvait supposer. [...]

Dans le cas de Cuba, la portée de notre recherche action s'est traduite par la demande que nous ont faite les organisations locales du quartier, en

<sup>7</sup> Les conséquences sur les hommes et les femmes des quartiers pendant le processus de restitution ont été notables, étant donné que, bien que le terme «aide» soit d'un usage courant entre eux, la rationalisation et la réappropriation critique de sa signification sociale et culturelle leur a permis une reconnaissance de leurs progrès et des obstacles à leurs efforts. Nous avons, en général, identifié une augmentation de l'estime du groupe par lui-même lorsque nous avons vérifié que ces réflexions étaient un produit du travail réalisé ensemble.



particulier l'Atelier de Transformation Intégrale du quartier, pour réaliser des séminaires et des conférences sur le genre, la communication et la participation sociale dans les processus communautaires [...].

- On constate l'émergence d'un profil politico-citoyen des femmes, en tant qu'actrices sociales, lorsqu'elles exigent de mieux participer aux organisations communautaires et d'accéder à des positions de représentation et de direction. Le processus d'*empowerment* croissant des femmes s'applique d'abord à ce qui concerne leur vie quotidienne et celle de leur famille. Ceci entraîne la reconnaissance et l'intériorisation critique de l'existence de rôles discriminatoires envers les femmes, avec ce que cela suppose de limitations pour elles.

Dans le cas de CODECIGUA, la participation des femmes dans les organisations de quartier est majoritaire et positive, ce qui témoigne d'un certain niveau d'*empowerment* dans le milieu communautaire. Mais on peut aussi remarquer que, quoique les femmes constituent la majorité et soient extrêmement actives dans les tâches communautaires, quoiqu'elles soient les porte-drapeaux des luttes pour survivre, ce sont les hommes qui sont majoritaires dans les postes de représentation. Leur participation aux prises de décisions et aux évaluations des processus de lutte et d'organisation sont pourtant loin de correspondre à leur implication. Une des explications possibles est l'auto-discrimination et l'absence d'estime de soi des femmes. Mais la prééminence de l'autorité masculine en tant que référence « acceptée » par la communauté, par les femmes elles-mêmes et par toute la société en est la principale raison.

Cette situation évolue en traversant une phase qu'on pourrait qualifier d'infantile, caractérisée par l'affrontement hostile femmes-hommes. Les femmes tendent à se poser en victimes, et à rejeter la participation des hommes dans les secteurs encore perçus comme leur appartenant ; bref, les hommes sont rendus directement responsables de la situation d'exclusion et de subordination.

Les femmes ne s'intègrent pas à la vie publique pour chercher leur libération, ni pour obtenir une égalité. Elles ne se considèrent pas comme féministes ; elles assument le rôle qu'elles estiment devoir jouer quand le mari devient chômeur ou abandonne le foyer, mais c'est un rôle de mère et d'épouse inscrit dans la tradition. Beaucoup de ces femmes engagées au Brésil, en Argentine, au Mexique et ailleurs, regrettent l'absence d'un homme (le mari) qui s'occupe d'elles et de leurs enfants. Lorsque les femmes commencent à se sentir plus fortes parce qu'elles sont organisées, et qu'à partir de là, elles peuvent résoudre les questions de survie, elles

commencent à modifier leur conception de la liberté, de la solidarité et de leur place dans la société.

Dans le cas de Cuba, la situation est différente grâce au niveau de formation, d'intégration socio-économique et d'indépendance atteint par les femmes au cours de plus de 46 ans de révolution. La formation et le support social leur permettent d'accéder à des postes de direction. Il est donc « naturel » à Cuba de rencontrer des femmes scientifiques, politiques, ministres, parlementaires... Néanmoins, dans l'espace communautaire que nous avons étudié, elles continuent, malgré tout, à identifier leur foyer comme le lieu privilégié de leur identité ; elles sont nombreuses à avoir exprimé le regret d'un passé où elles étaient « soutenues » économiquement par leur mari<sup>8</sup>. La notion d'aide mentionnée plus haut est très présente, annonçant une modification (positive) des rôles traditionnels homme-femme.

Après 1991, au cours de cette période très difficile appelée à Cuba « période spéciale », la modification des rôles traditionnels au sein de la famille a trouvé une nouvelle impulsion ; l'obligation de partager les tâches et les responsabilités pour garantir la survie quotidienne a battu en brèche des préjugés et des barrières que les progrès juridiques n'avaient pu éliminer : des hommes se sont chargés des courses alimentaires, des pères se sont occupés des enfants hospitalisés pour que leur épouse puisse travailler, ou encore des femmes ont accepté que leur mari s'occupe de la cuisine et entretienne le linge.

« La participation de l'homme a beaucoup augmenté pendant la période spéciale (...). Car il était difficile d'avoir un micro-ondes ou des équipements modernes pour alléger les tâches domestiques. Les femmes cubaines sont les héroïnes de la Période Spéciale. Mais les hommes ont fait les réparations domestiques, (...), les courses, sont allés au marché, ont cherché les enfants, etc. La valeur économique du travail domestique et la valeur sociale idéologique du travail éducatif des femmes ont été exposées. » (César 2004 : 103-104)

Les codes de cohabitation familiale ont enrichi les relations et ont profondément modifié les fondements identitaires des hommes et des femmes, ouvrant par là de nouvelles perspectives. On peut donc dire que cette étape a eu des conséquences positives pour l'organisation de la famille, de

---

<sup>8</sup> Les paroles de la chanson populaire qui disent « Je veux un *vieux* qui me soutienne » font allusion, non seulement, à une jeune fille qui cherche un homme mûr pour pouvoir vivre à l'aise, mais exprime aussi un idéal de vie selon lequel la femme, pour pouvoir bien vivre, doit être soutenue par son mari.

la communauté et de la vie sociale en général; néanmoins, «*Dans la première étape de la période spéciale, (...) la femme, à cause de problèmes domestiques, a dû renoncer à quelque chose et sa pleine participation dans la vie publique a été affectée.*» (César 2005 : 103)

On ne peut donc pas affirmer que le machisme a disparu de Cuba, ce n'est pas un «rajout» culturel dont on puisse se «débarrasser» rapidement. Mais nous pouvons considérer qu'un processus s'est enclenché à partir des progrès obtenus par la femme cubaine, pour remettre en cause les paradigmes patriarcaux concernant les identités et les rôles de genre.

[...]

- Les processus de RAP que nous avons en particulier développés ces dernières années en République dominicaine et à Cuba, renforcent nos convictions de départ quant à la nécessité d'encourager des mouvements articulés autour d'un macro-processus de transformation des sociétés. C'est important pour découvrir des acteurs et des actrices sociaux et les amener à une prise de conscience par l'appropriation critique de leurs expériences de lutte sur le terrain social.

[...]

- Selon notre expérience, les liens que nous établissons entre l'éducation populaire et la recherche-action participative influent directement sur deux aspects des processus de connaissance-transformation-autotransformation auxquels nous avons participé :
  - la construction collective de connaissances et de savoirs répond à un *pour quoi faire* lui aussi collectif; c'est-à-dire qu'elle aboutit au développement de transformations sociales auquel participent tous les acteurs et les chercheurs impliqués;
  - le résultat des recherches présente un double intérêt pour les uns et les autres : non seulement comme une nouvelle connaissance, mais aussi en tant qu'outil qui permet de renforcer – de façon critique – les processus en cours. Sont concernés les identités collectives en voie de formation, l'organisation sectorielle ou intersectorielle, les capacités individuelles, groupales et collectives pour l'action, la conscience *de soi* et du *pour soi*, l'*empowerment* des acteurs et des actrices du processus de recherche qui désentravent les sources d'asymétries et de discrimination entre hommes et femmes.

Dans cette perspective, l'action fait partie du processus même de recherche, qui se renforce avec les résultats concrets obtenus, et présente, à son tour, des défis et des demandes croissantes d'actions nouvelles.

La restitution de l'objet de la recherche à l'ensemble des participants permet une ré-appropriation critique de leur expérience, de leur histoire, et représente donc un renforcement de leurs capacités d'intervention et de transformation sociale.

- Est aussi soulignée la dimension éthique de cette recherche-action. Il s'agit de lutter contre la tendance à instrumentaliser l'éducation populaire ou le processus de la RAP, qui apparaît avec la réduction, pour des raisons méthodologiques, de l'éducation populaire et avec l'utilisation d'un ensemble de méthodes pour atteindre les objectifs, ce qui, prétendument, permettrait de considérer que le processus de connaissance est « achevé ».

Bien sûr, on peut agir *comme si* l'on faisait de la RAP et de l'éducation populaire, mais on risque d'alimenter des pratiques élitistes du savoir-connaître-agir. Le désaccord prolongé et fastidieux entre le savoir académique – qui serait le seul « scientifique » et valable – et le savoir populaire en est un exemple ; ce n'est pas un hasard si, malgré des décennies d'expérience et de savoirs accumulés, on a très peu avancé vers la construction d'un dialogue des savoirs qui serait pourtant nécessaire et fécond.

### Références bibliographiques

- BISILLIAT J., VERSCHUUR C. (Dir.), 2000, *Le Genre : un outil nécessaire*, Cahiers genre et développement, n° 1, Paris, L'Harmattan.
- CÉSAR M.-A., 2005, *Mujer y política social en Cuba*, La Havane, Mercié Ediciones.
- HAINARD F., VERSCHUUR C. (Dir.), 2001, *Femmes dans les crises urbaines*, Paris, Karthala-MOST.
- RAUBER I., 2003, « Argentine : Les femmes "piqueteras" », in Verschuur C., Reysoo F. (Dir.), *Genre, mondialisation et pauvreté*, Cahiers genre et développement, n° 3, Paris, L'Harmattan.
- RAUBER I., 2000, *Género y pobreza*, Santo Domingo, UNESCO.
- RAUBER I., 1998, *Género y poder*, Buenos Aires, UMA.
- RAUBER I., 1996, Ciencias Sociales y educación popular : ideas para un diálogo de saberes, in : HARNECKER M., RAUBER I., *Memoria oral y educación popular, reflexiones metodológicas*, Bogotá, CENDAL.
- REYSOO F., VERSCHUUR, C. (Dir.), 2003, *On m'appelle à régner. Mondialisation, pouvoirs et rapports de genre*, Les colloques genre de l'IUED, Genève, IUED, UNESCO, DDC.
- VASALLO Baurreta N., 2002, « Ecos del pasado, voces del presente », in FEMENÍAS M.-L. (Comp.), *Perfiles del feminismo iberoamericano*, Buenos Aires, Catálogos.

### **Se constituer en sujets des transformations sociales**

[...] La personne qui est exploitée, parce qu'elle est exploitée, n'est pas nécessairement intéressée par le fait de changer sa situation d'exploitation ; il lui faut dans un premier temps prendre conscience de sa condition d'exploitée, comprendre qui sont ceux qui l'exploitent et pourquoi, et cela ne suffit toujours pas. Il faut qu'elle veuille inverser cette situation et la modifier en sa faveur (selon ses désirs, ses aspirations, ses rêves et ses intérêts). C'est seulement alors que se pose la question des changements auxquels elle aspire, la question de leur possibilité, et la recherche de moyens pour les réaliser. Ainsi, la notion de sujet implique l'existence d'une prise de conscience concrète de la nécessité de changement, l'existence de la volonté de changement, et la capacité à construire ces changements (dialectique de vouloir et pouvoir).

[...]

Les mouvements de quartiers populaires des zones urbaines sont constitués en majeure partie d'hommes et de femmes, fondateurs ou membres actifs ou sein de ces mouvements, qui ont une expérience de lutte et d'organisation syndicale correspondant au « temps où ils travaillaient », lorsqu'ils avaient un emploi salarié. En se revendiquant comme travailleurs, ils font du territoire où ils vivent leur nouvel objectif de résistance, de lutte, d'organisation et de proposition de transformation de la société. Il n'est pas étrange d'entendre dire, par exemple, qu'aujourd'hui « la nouvelle usine est dans le quartier ». La position défensive de lutte pour la survie se combine nécessairement avec la position offensive qui a pour but de transformer à la racine la situation d'exclusion, sous peine de s'y enfermer. Ainsi en est-il des travailleurs urbains qui luttent pour un emploi stable et la refondation d'une structure productrice qui le rende possible ; des paysans boliviens qui défendent leur droit de cultiver la feuille de coca – tradition culturelle des peuples indigènes de la zone andine –, ce qui implique aussi de lutter contre l'ingérence nord-américaine dans la région (« Plan Dignité ») ; des paysans sans terre du Brésil, qui veulent une réforme agraire qui mette fin aux grands latifundios improductifs et donne ces terres aux travailleurs sans terre, mais qui interviennent aussi à l'échelle nationale en demandant une discussion sur la terre à un niveau national ; des indigènes équatoriens et des secteurs populaires urbains, en lutte pour leur droit à être – collectivement – les sujets de leur histoire ; de même des peuples du Chiapas, du Pérou, du Guatemala, etc.

Dans les processus de résistance aux politiques de mort, dans la lutte pour la vie – qui demande du travail, du pain, la santé et l'éducation – des problématiques spécifiques à différents secteurs (fragments) sociaux ont émergé, secteurs qui se sont constitués et ont été visualisés socialement comme des acteurs sociaux.

On peut appeler acteurs sociaux tous ces groupes, secteurs, classes, organisations ou mouvements qui interviennent dans la vie sociale avec des objectifs déterminés propres à chacun, sans que cela suppose précisément une continuité dans leurs activités en tant qu'acteurs sociaux, que ce soit en rapport avec leurs propres intérêts ou en appui aux interventions d'autres acteurs sociaux. Il existe une relation étroite entre acteurs et sujets sociaux : tout sujet

est un acteur social, mais tous les acteurs ne finissent pas par se constituer comme sujets. Les acteurs tendent à se constituer comme sujets dans la mesure où ils s'engagent dans un processus (ou s'intègrent à un autre déjà existant) d'insertion répétée et continue dans la vie sociale, ce qui implique – en même temps que le développement de leurs luttes et leurs niveaux et formes d'organisations – le développement de leur conscience.

Strictement parlant, chaque acteur pris séparément ne peut pas devenir sujet. Le concept de sujet, en ce sens, en tant que sujet de transformation sociale, présuppose l'articulation des différents acteurs impliqués en elle (en plus des articulations qui ont lieu à l'intérieur de chaque secteur social ou mouvement); il est donc pluriel et multiple. Il pose la question de l'organisation interne, du développement de nouvelles relations entre les membres, non pas hiérarchiques, avec des subordonnés, mais horizontales. Il exige également le respect des différences. Tout cela implique l'approfondissement de la démocratie sur la base de l'initiative et de la participation pleine de chacun. Ainsi, loin d'accepter le divorce entre le social et le politique, il affirme son lien indissoluble en se constituant comment sujet (et acteurs) sociopolitique(s).

Ces acteurs constituent de nouvelles identités et construisent du sens dans la mesure où – dans la lutte pour la survie et la transformation de la société dans laquelle ils vivent – leur conscience et leur organisation se développent, c'est-à-dire dans la mesure où ils vont s'assurant comme individus conscients de leur histoire.

Toutes ces dispersions et fragmentations d'identités, de réalités, de pertinences, de préférences, d'imaginaires et d'aspirations – entre autres questions – montrent qu'un seul des acteurs sociaux, sociopolitiques ou politiques ne peut pas s'ériger en représentant du tout. En plus des fractures signalées, celle qui existe entre le social et le politique, entre le revendicatif et le politique, entre les acteurs sociaux et les organisations politiques partisans, a une influence et met en évidence une profonde crise de représentation.

La perte de pouvoir de la classe ouvrière, le caractère défensif de ses luttes et la crise de représentation et de légitimité de ses organisations syndicales se combine avec l'absence de référents organiques du mouvement, avec la crise des organisations politiques en général et de gauche en particulier, c'est-à-dire avec l'absence ou la faiblesse des référents possibles de la classe.

[...]

La conscience politique de classe, de peuple opprimé, de pays du tiers-monde, etc., n'est pas donnée aux « porteurs » depuis l'extérieur; ce sont les acteurs-sujets concrets eux-mêmes qui acquièrent – par un processus de réflexion critique – cette conscience, de la même manière qu'ils la construisent, à travers leurs interventions directes dans le processus de lutte pour leurs revendications sectorielles et générales. Cela veut dire, en premier lieu, que la conscience politique n'est pas le reflet (subjectif) mécanique des structures économiques (objectives). Dans un deuxième temps, cela veut dire que la conscience politique ne peut pas être « introduite » dans les personnes (ni



inculquée ou imposée). Et, dans un troisième temps, que la modification de la conscience sociale des acteurs-sujets dépend de leur intervention dans la vie sociale. Les classes, les groupes ou secteurs sociaux, les individus, atteignent un degré de conscience politique et sociale déterminée (et peuvent avancer dans son développement), par leur pleine participation dans le processus de transformation sociale, et, en réfléchissant de façon critique et collective, se rapprochent les uns des autres par leurs réussites et leurs échecs ou insuffisances, ce qui fait partie du processus de construction de la conscience collective.

La conscience – le fait d’avoir une conscience politique – ne peut alors pas être entendue comme une condition qui puisse « s’installer » dans chaque sujet individuel de l’extérieur, en dehors de ses modes et conditions de vie, de ses formes d’organisation (ou pas), et de sa participation dans les luttes. Cette conscience est l’œuvre propre des acteurs-sujets qui prennent conscience eux-mêmes, à travers le processus de questionnement-transformation de leur réalité, et surtout à travers le processus de réflexion et de maturation collective sur eux-mêmes.

*Rauber I., 2003, « Movimientos sociales y representación política »,  
La Havane, Ed. Ciencias sociales, pp. 45-61 (extraits)*

*Traduit de l’espagnol par Saskia Velásquez*



---

## Anciens et nouveaux enjeux pour la recherche-action

371

..... **Germán Solinís\***

---

*Adapté de «De nouveaux enjeux pour la recherche-action» in: Hainard F., Verschuur C. (Dir), 2005, Mouvements de quartier et environnements urbains. La prise de pouvoir des femmes dans les pays du Sud et de l'Est, Dakar-Paris, ENDA-Diapol-Karthala, pp. 83-97.*

---

Ce texte a pour but de dresser un tableau succinct des principaux facteurs proposés par le versant le plus classique de la recherche-action (RA) latino-américaine, de préciser ce que l'on peut aujourd'hui comprendre par ce rapport et d'évoquer la difficulté de parler de RA dans un monde qui, dans bien des régions, n'a presque plus rien à voir avec le monde qui a produit ce terme il y a presque 50 ans.

Lorsque les sciences sociales se penchent sur des processus de transformation, elles se basent sur des présupposés, plus ou moins explicites, qui affirment que ces processus peuvent être orientés dans une direction donnée. Ainsi, la recherche en sciences sociales se fait entre la production de connaissances et l'action «raisonnée» en vue d'une amélioration ou d'une réforme sociale. La volonté d'intervenir dans les dynamiques sociales pour améliorer leur résultat est l'élément moteur de cette approche. Il est bien connu, par exemple, que **Durkheim pensait que ses recherches «ne mériteraient pas une heure de peine» si elles ne devaient avoir qu'un intérêt spéculatif** (Durkheim 1895 ; 1897).

---

\* UNESCO, Programme Management of Social Transformations (MOST)

L'orientation de la recherche vers des applications concrètes ou, tout au moins, vers la production d'informations «utiles» ou vers des fins pratiques, sera l'une des tendances qui marquera la différence entre une «recherche pure» et une «recherche appliquée». Néanmoins, force est de constater que **la RA n'est pas une autre manière de faire de la recherche appliquée.**

Ceci dit, dès que le rapport entre la recherche et l'action est devenu un nom commun (la «recherche-action» ou «RA»), son référent s'est fait imprécis et équivoque. Parmi les explications les plus courantes, il y a l'étendue trop ample et la polysémie de chacun des domaines couverts par les deux termes accolés. Plus exactement, il est en soi impossible d'en faire un «paradigme» normatif. Le rapport entre «recherche» et «action» appartient à des facteurs historiques, culturels, voire des projets politiques et de transformation sociale.

Comme on le sait, le terme original, «*action-research*», a été proposé aux Etats-Unis par Kurt Lewin dans les années 1940. Cette époque et ce pays ont également vu se développer les analyses de la célèbre Ecole de Chicago qui a apporté des éléments importants sur les enquêtes quantitatives, l'engagement des chercheurs et les recherches participatives. **En Amérique latine, l'émergence du courant «*investigación-acción*» s'est faite autour de trois courants: l'éducation populaire et l'alphabétisation des adultes, la critique des politiques de développement par la nouvelle force des pays du tiers-monde et certains courants de la «Théologie de la libération», comme on le verra par la suite.**

## Connaissance-pratique

En fait, le débat théorie-pratique est aussi vieux que la civilisation occidentale. L'idée d'une théorie pure, désintéressée parce que ne visant aucun but et aucune modification des conditions existantes, est, on le sait, d'origine grecque. Depuis Platon, l'idée a fait son chemin, se complexifiant à la fois dans sa composition et dans l'interaction de ses éléments constitutifs. Aristote a d'abord apporté la poïétique à une dyade en danger de dichotomisation<sup>1</sup>. Avec le pragmatisme et le «progressisme», l'observation et l'expérimentation deviennent les seules sources de vérité. Une science ainsi construite devient forcément agissante et l'action, à l'aide de cette science, devient progrès. Mais celui qui agit doit le faire sur la base d'un choix opéré sur l'ensemble des pratiques possibles. Ainsi, Kant envisage le problème sous l'angle de la justification des choix et des fins de la pratique humaine, autrement dit, de la «théorie morale» (Kant 1785 ; 1787 ; 1788).

---

<sup>1</sup> Voir surtout *Le Banquet* de Platon et *La Poétique* d'Aristote.

Avec le développement de la conscience historique, un nouveau pas est franchi, cette fois-ci en direction de la société. Si, depuis Hegel, la théorie ne doit plus se contenter de comprendre le monde et, si après Kant, il fallait qu'elle le transforme, Marx, lui, centre le problème sur le sujet d'une double action sur soi-même ainsi que sur le monde : le groupe sans intérêt particulier et non plus l'individu intéressé. Ce saut opéré de l'individu au monde nous mène, quand la dimension est plus sociale que collective, à un pas de l'Etat. La RA, dans ses idéaux de transformations révolutionnaires et de prise de pouvoir conduit, comme nous le verrons, de la recherche à la dimension politique par le truchement d'un citoyen-scientifique qui habitera et, ce faisant, construira la « cité ».

Si « le monde », lieu et objet de la connaissance théorique, était au début assimilé au royaume des idées et, ensuite, à celui de la morale ; si l'on a fait après un détour par l'observation et l'expérimentation, considérées par le pragmatisme comme étant nécessaires pour que le monde devienne enfin l'espace que nous tous construisons dans l'intérêt collectif, tout cela est bien ainsi à cause du rapport direct entre la théorie et la pratique. On ne peut les séparer, de la même façon que l'on ne peut scinder l'*homo faber* de l'*homo sapiens*.

Le problème est donc posé. S'il est impossible de les dissocier l'une de l'autre, la question est maintenant de savoir comment les structurer ? Jusqu'où devrait-on aller ? Ou : quel étrange détournement éloignerait l'une de l'autre ? Et encore : quel rôle attribuer, sinon à l'intellectuel, du moins au chercheur et, surtout, au chercheur en sciences sociales ?

L'approche de la RA, telle qu'elle a été développée par son principal représentant en Amérique latine, Orlando Fals Borda, a donné, à partir du dernier tiers du siècle dernier, certaines réponses à ces questions. Mais l'approche en question est aussi un courant qui a émergé progressivement à l'intérieur d'un processus historiquement centré et d'origines régionales diverses. On reconnaît aujourd'hui l'importance des travaux pionniers de Paulo Freire, formateur brésilien engagé dans une pédagogie ancrée dans l'action émancipatrice de peuples placés sous le joug de diverses formes d'oppression.

Si l'on prend en compte la célèbre typologie proposée par Habermas sur l'action pratique, ordonnée en échelons selon leur degré de rationalité<sup>2</sup>, le plus haut niveau est celui de l'action « téléologique » ou « stratégique ». Il relève de

---

<sup>2</sup> Cette typologie des formes d'action distingue quatre niveaux. Le premier est celui de l'« action communicative » qui vise simplement un entendement entre des sujets. Dans l'« action dramaturgique » du deuxième niveau, les sujets deviennent, dans leur interaction, des « acteurs » face à un « public ». La troisième catégorie, propre aux groupes sociaux qui dirigent leur action sur la base de valeurs partagées, est l'« action gérée par une norme ». Le quatrième, enfin est l'agir stratégique (Habermas 1979 ; 1987 ; 2006).

l'action dirigée vers une fin préétablie, comme résultat d'une sélection opérée entre différentes alternatives (stratégies). Or ce niveau suprême de l'action rationnellement dirigée est celui qui se trouve en toile de fond dans le courant de la RA telle qu'elle a été pratiquée traditionnellement en Amérique latine.

Le lien RA dévoile une forme particulière de recherche en sciences sociales. Elle appartient à une pratique précise de la construction de connaissances qui préconise l'interrelation entre deux processus complexes : ceux de la production de connaissances et ceux de la pratique directe sur le terrain, comprenant objets et sujets des enquêtes.

374

L'interrelation des deux processus s'étend dans un vaste domaine d'exigences et peut aller jusqu'à l'engagement éthique, voire politique, des acteurs scientifiques. L'engagement ou la manière dont les « chercheurs-acteurs » se lient à la RA ne dépend pas uniquement de leurs choix, mais aussi des origines historico-culturelles de l'encadrement scientifique de la RA, depuis l'empirisme expérimental jusqu'à l'engagement militant.

## Recherche-action en Amérique latine

Si l'on revient aux origines latino-américaines liées à l'alphabétisation des adultes, Paulo Freire apparaît comme premier référent. Depuis les années 1960, il avait mené de nombreuses expériences d'éducation de base, surtout au Brésil, son pays, à partir de la dictature militaire, mais aussi au Chili. Son travail s'est concentré sur l'alphabétisation des paysans et villageois adultes. Constatant que l'être humain était devenu l'objet de manipulation, les principes fondamentaux qui ont animé l'œuvre de Freire sont les suivants :

- La conception classique de l'éducation empêche l'élève de réfléchir, elle « apprivoise » et aliène l'être humain en le faisant devenir un membre de plus du *statu quo*.
- L'élève n'est pas plus un réceptacle passif de l'éducation qu'il n'en est un objet. Il est, au contraire, un sujet actif.
- L'éducation doit être une activité globale d'acquisition de compétences et de sensibilisation<sup>3</sup>. C'est par cette sensibilisation que l'élève deviendra un sujet de sa propre histoire.

---

<sup>3</sup> La sensibilisation, ou plutôt « conscientisation », est définie comme processus de prise de conscience ou d'« éveil de la conscience » et d'expression d'insatisfactions d'abord personnelles, et ensuite collectives, accompagné d'un changement de mentalité pour mieux comprendre la place que l'on occupe dans la nature et dans la société ; c'est, enfin, la capacité d'analyser de manière critique les causes et conséquences des actions.



- La prise de parole est un acte qui «humanise» car il permet à l'être humain de sortir de la domination manipulatrice pour prendre le chemin de l'émancipation.

La prise de parole synthétise ici deux dimensions consubstantielles : réflexion et action. Pierre angulaire de la dimension dialogique, elle renvoie aux domaines de l'altérité et de la sociabilité ; puisque personne ne prononce mot sans l'autre, et si toute parole est dirigée vers l'écoute de l'autre, l'acte de la parole implique nécessairement une rencontre entre les êtres humains. En outre, s'il y a dialogue, celui-ci se réalise dans des situations concrètes d'ordre social, culturel, politique ou économique, c'est-à-dire, dans l'Histoire, d'où son importance pour l'action transformatrice.

375  
.....

Le point de départ est donc la pratique d'une nouvelle façon de penser l'éducation ou la formation dans son sens global et, ce faisant, de s'assurer que la démocratisation et l'émancipation existent grâce à la culture (considérant que l'éducation en fait partie)<sup>4</sup>. Il s'agissait, à l'époque du travail de Freire, d'opérer une révolution à l'intérieur de la «culture décadente» et de l'«éducation manipulatrice» véhiculant toutes les deux des «idéologies aliénantes», qui cachaient et masquaient la réalité. A la place, Freire a ainsi proposé la «pédagogie génératrice» – et non plus reproductrice – pour la construction d'un homme nouveau, réellement libre ; comme instrument de transformation ancré profondément dans la réalité.

C'est ainsi que le principe d'action de Freire part de l'éducation, passe par la sensibilisation et aboutit à la transformation : «La transformation du monde par l'action d'un peuple libéré grâce à l'éducation... L'annonce de la nouvelle et véritable société qui s'instaure comme alternative vis-à-vis de l'ordre anachronique dans lequel elle évolue». Voici, en un mot, la fin stratégique de son action (Freire 1969 ; Freire 1970).

L'une des conséquences de cette «pédagogie de la liberté» au fur et à mesure que s'opère le passage de la conscience «magique ou naïve» à la conscience «critique ou politique» est justement la participation politique et la formation de groupes de défense et de pression pouvant aller jusqu'à la contestation et de là jusqu'à la révolte.

De son côté, Orlando Fals Borda, en bon «scientifique social», comme on appelle les chercheurs en sciences sociales en Amérique latine, bien que faisant aussi de la tactique un point essentiel, dépasse la seule action formatrice pour

---

<sup>4</sup> La véritable formation, ajoute Freire, est «...praxis, réflexion et action de l'homme sur le monde pour le transformer», reprenant, d'une autre façon, la triade aristotélicienne : *praxis*, *thêôria*, *poiétique*.

se consacrer surtout à la réforme d'une science trop impliquée, d'une part, avec l'idéologie et, de l'autre, avec la «théorie pure». Si l'apport de Freire, initiateur des «expériences engagées de terrain» dans la voie que nous venons de présenter, est indiscutable, Fals Borda est le représentant principal de la méthode de l'*Investigación-acción participativa* (recherche-action participante, RAP), qu'il a officiellement investie en 1977 pendant le célèbre Congrès de Cartagena (Colombie). Son point de départ n'est pas la sensibilisation ou «conscientisation», mais la critique des politiques de développement socio-économique imposées aux pays d'Amérique latine, et qu'il opposera aux politiques «participantes», de la «démocratie directe» dirait-on aujourd'hui. Il s'appuie sur quatre principes fondamentaux :

- Les pays du tiers-monde sont contraints à vivre des injustices socio-économiques structurelles, effets de la lutte internationale des classes.
- La science, produit culturel, n'a pas de valeur absolue; elle comporte, par conséquent, des valeurs de classe implicites et opère sur des vérités relatives.
- La science doit générer des connaissances utiles à des fins bien déterminées.
- Etant donné que la structure d'injustice s'appuie idéologiquement sur une connaissance, les rapports de production des connaissances doivent être transformés.

Il s'agit bien ici d'un processus de création intellectuelle et de pratique endogène des peuples du tiers-monde élaboré en réinterprétant des thèses de Marx et de Gramsci sur l'engagement des scientifiques. On doit rappeler ici que, outre les techniques dialogiques de Freire, les principales influences proviennent des idées importantes qui ont tant influencé les années 1960 en Amérique latine : la théorie de la dépendance (Celso Furtado et Fernando H. Cardoso), la théorie de l'exploitation (Pablo González Casanova), la théorie de la subversion (Camilo Torres) et la théologie de la libération (Gustavo Gutiérrez). Pour reprendre les propos de Fals Borda lui-même, la RAP «...n'est ni une méthode de recherche, ni une technique d'éducation d'adultes, ni une action politique, mais les trois à la fois, dans une succession non consécutive».

Certes, la RAP vise à atteindre le développement d'une autre manière, mettant l'accent sur le rôle actif des populations indigènes et des savoirs vernaculaires, mais elle vise aussi à la *construction d'un pouvoir populaire qui appartiendrait aux classes et groupes assujettis et à leurs organismes... en vue d'avancer vers le changement social dans un système politique participatif*. Ce «pouvoir populaire» est conçu comme la capacité des commu-

nautés et groupes de base à agir politiquement, à articuler et à « systématiser » connaissances et savoirs, de façon à ce que ces groupes puissent jouer un rôle de protagonistes dans l'amélioration des conditions générales d'existence de la société et dans la défense des intérêts de classe ou de groupe. Il s'agit donc de donner aux groupes de base davantage de pouvoir et d'autonomie, de développer les diverses formes de participation (les anglophones parleraient à ce propos d'*empowerment*) qui devraient reformuler la constitution d'un nouvel Etat.

L'objet principal de la méthode de Fals Borda se trouve dans les modes alternatifs de production du savoir acquis par l'expérience (le savoir populaire et le savoir du bon sens quotidien). Ces modes doivent être « synthétisés » pour ensuite être « systématisés » et « élargis » à l'aide d'une action induite par des « agents externes de changement » (intellectuels et « acteurs du changement »)<sup>5</sup>. La RAP revendique en outre la création d'outils scientifiques propres aux classes laborieuses et la formation d'organisations de base et de brigades (*sic*) d'éducation afin que les populations arrivent à augmenter leurs revenus et à améliorer leur niveau de vie.

Comme celle de Freire, la démarche propose de travailler avec les communautés paysannes pour encourager leur participation aux processus de développement, ou de changement, par l'élaboration de la pensée socio-politique des bases populaires. Mais au lieu d'insister seulement sur la sensibilisation (ou la « conscientisation »), l'approche de la RAP fait de l'auto-organisation la pièce maîtresse de sa stratégie. Enfin, sa double composition de « recherche scientifique » et d'« action politique » vise à transformer la réalité socio-économique.

*Mutatis mutandis*, pour toutes ces raisons, les « études de genre », par exemple, ont un rapport, dans un certain sens, avec la recherche-action. Si l'on considère l'analyse des rapports sociaux hommes-femmes comme un champ thématique, la recherche-action pourrait apporter à ce champ une méthode et une approche de recherche en sciences sociales très adéquate pour au moins quatre raisons. La plus importante est l'objectif de changer une situation considérée comme philosophiquement naturelle, éthiquement injuste et incorrecte politiquement. La seconde est aussi essentiellement reliée à la recherche-action : il s'agit de l'indissociable lien entre théorie et pratique. La troisième raison est la double question de l'émancipation et de la qualité du

---

<sup>5</sup> Avant-garde de service, non sectaire, non messianique, non « verticaliste » (ne s'imposant pas du haut vers la base – top down –), les intellectuels « deviendraient les professeurs du changement pacifique en aidant les classes dominées à acquérir une compréhension plus claire de ce qu'ils savent déjà grâce à leur expérience, et en élargissant leurs connaissances de façon à ce qu'ils prennent part à la tâche créatrice de production d'une nouvelle société » (Fals Borda 1987b).

sujet comme protagoniste, élément central de la recherche-action, résultat de la « conscientisation » et au cœur des études féministes. La dernière de ces grandes raisons, qui nous permettrait d'affirmer **le lien entre recherche-action et « études de genre » est que toutes les deux relèvent du constat selon lequel les paradigmes théoriques ou épistémologiques des sciences sociales ne sont pas indépendants de différentes formes de domination idéologique.**

Les logiques de ces liens entre la recherche action participative et la recherche féministe pourraient encore être creusées.

378

### Gageures et ouvertures

Les stratégies scientifiques de transformation de la réalité peuvent être vues comme une sorte de nouvelle « utopie sociale »... La praxis, comme solution aux tensions dialectiques entre savoirs appartenant à des rationalités diverses (heuristique, cartésienne, académique, professionnelle, empirique, pratique, holistique...), trouve certes une nouvelle signification dès lors que l'on situe la culture et la politique (dans leurs sens les plus larges) au centre de ces stratégies de transformation. Quoi qu'il en soit, il y a toujours une production préalable de connaissances, car « aucune action ne peut être entamée si des recherches de base n'ont été menées auparavant »... Ainsi, la question de l'interdépendance entre science et action reste ouverte par l'autonomie acquise des processus de production de connaissance.

Les premiers éléments de conclusion relèvent d'une part, de la relative distinction entre la recherche-action (telle qu'elle est née en Amérique latine et dont on vient de citer les éléments essentiels) et la nécessité épistémologique de l'interrelation entre théorie et praxis. D'autre part, entre la recherche et l'action, un faisceau de possibilités émane des conditions historiques propres aux berceaux des pratiques de la recherche et de l'action.

Du côté de l'action, nous avons toute une palette de possibilités d'« intervention finaliste », façons de conduire les analyses qu'il convient plutôt d'appeler une « recherche appliquée ». Ainsi, en Occident, nous avons surtout (mais pas exclusivement) dans certains pays de culture anglo-saxonne, les tendances principales du *community development*, de l'*action-research*, ou des études d'application clinique (surtout d'approche psycho-sociologique). Alors que dans d'autres pays influencés par la culture latine comme la Belgique, le Canada, la France ou la Suisse, on s'est beaucoup plus rapproché des origines de la RA en travaillant sur des approches d'action communautaire, des études de développement ou des essais d'influence des politiques sociales. Pour ne citer que les pionniers en France, tous trois

néanmoins très différents, nous avons dans les années 1970 et 1980: G. Lebvret, P.H. Chombart de Lauwe et H. Desroche. Trois tendances peuvent résumer *grosso modo* les possibilités d'intervention de la «recherche appliquée» qui, comme on l'a vu, ne peut être confondue avec la RA :

- L'application des connaissances, qui procède par la prise en compte des résultats des recherches pour des applications pratiques, ce qui suppose de mettre la connaissance au service d'une fin, mais qui ne signifie pas une «recherche appliquée».
- La politique de la recherche et l'expertise. L'intervention des chercheurs sollicités par des institutions (organismes publics, internationaux, ONG, professionnels...) pour des réalisations directes (plans, études), ou pour des expérimentations permettant de tester des méthodes d'analyse et de préparation de l'action, plus proche de l'archétype de la «recherche appliquée».
- La restitution des connaissances. Les conclusions des travaux peuvent être soumises aux acteurs sociaux, seuls capables, en dernière instance, et surtout si on a su les comprendre, de construire et de mener à bien leurs propres projets. Dans l'espoir que des processus d'appropriation de la connaissance (résultats et manières de faire) s'instaurent au sein des populations.

Il est un fait que la RA jouit depuis quelques années d'une certaine reconnaissance dans quelques milieux internationaux. Ceci pourrait avoir une double explication: d'une part, la nécessité de plus en plus présente de trouver des solutions aux nombreux problèmes sociaux dus aux échecs du développement et des politiques pragmatiques d'intervention. D'autre part, les chercheurs engagés ont accompli un travail de diffusion des méthodes classiques de la RA, dépassant et mettant au jour des stratégies et des tactiques trop conjoncturelles, et surtout travaillant sur l'implication et le rôle du chercheur vis-à-vis des populations.

En ce début de siècle, on le sait, les conditions historiques ne sont plus les mêmes qu'aux moments de l'émergence et de l'essor de la recherche-action dans les pays américains (depuis les Etats-Unis jusqu'au Brésil, en passant par le Mexique, le Pérou ou la Colombie). La pratique, les apprentissages historiques, le recul du temps et les transformations sociales de la nouvelle réalité mondiale, occidentale et plus particulièrement latino-américaine, d'aujourd'hui imposent une réflexion critique fondamentale, notamment si l'on se réclame de la pratique spécifique de la RA, qui par conséquent, doit aller au-delà de la «recherche appliquée». Cette critique

devrait se construire au moins sur le statut de la connaissance dans l'ensemble de nouveaux enjeux sociaux et culturels.

La technique et l'économie ont guidé les nouvelles pratiques, quotidiennes et structurelles; l'idéologie et les représentations de la réalité ont, de leur côté, apporté leurs conditions à la recomposition des rapports de pouvoir dans de nouveaux exercices politiques. Les acteurs qui avaient commencé à trouver une place dans la société à la fin du siècle dernier doivent se placer aujourd'hui dans une autre structure en construction qui les obligera sans aucun doute à se replacer aussi dans de nouvelles logiques où d'autres puissants acteurs internationaux se trouvent déjà. Parallèlement se développent de nouvelles luttes et de nouveaux mouvements qui obligent d'ores et déjà à reconsidérer les anciennes catégories conceptuelles et conduisent à l'émergence de nouvelles méthodes et théories.

Les projets de développement des sociétés, de planification des pays et d'alliance multilatérale pour la paix qui ont apporté l'espoir dynamique de la seconde moitié du siècle dernier semblent aujourd'hui avoir tous échoué, alors que les problèmes restent essentiellement les mêmes, quoique plus radicalisés: pauvreté, épidémies, autoritarismes divers sous étiquette démocratique ou non.

Dans ce sombre paysage, le spectre d'une science capable de contribuer à la résolution de ces problèmes revient hanter tant les lieux de prise de décision ou de débats ou «plateformes de partenariats entre acteurs mixtes», que certains milieux intellectuels liés d'une manière ou d'une autre au champ du développement et à la conviction que la nature des politiques sociales appartient à l'ordre de la rationalité scientifique.

### Références bibliographiques

- ALTRICHTER H., POSCH P., SOMEKH, B., 1993, *Teachers Investigate their Work. An introduction to the methods of action research*, Londres, Routledge.
- CARDOSO F. E., 1977, «The Consumption of Dependency Theory in the United States», *Latin American Research Review* (12) 3.
- CARDOSO F. E., con Faletto E., 1969, *Dependencia y desarrollo en América Latina*, México/Buenos Aires, Siglo XXI.
- DESROCHE H., 1984, «Recherche coopérative et recherche-action», *Communications éducatives et développements coopératifs nord-sud*, Université d'Ottawa, pp.33-57.
- DESROCHE H., 1982, «Les auteurs et les acteurs: la recherche coopérative comme recherche-action», ASSCOD (*Archives de sciences sociales de la coopération et du développement*) N°59, pp.39-64.
- CHOMBART DE LAUWE P.H., 1982, «Planification urbaine et médiation des sciences humaines», *Architecture & Comportement Vol.2 N°1*, pp. 59-67.



- CHOMBART DE LAUWE P. H., 1975, *La culture et le pouvoir*, Paris, Stock.
- DURKHEIM E., 1897, *Le suicide*, Paris, PUF.
- DURKHEIM E., 1895, *Les règles de la méthode sociologique*, Paris, PUF (12<sup>e</sup> édition, 2007).
- FALS BORDA O., 1994, «Mouvements sociaux et pouvoir politique. Développements en Amérique latine», *Futur antérieur: Amérique latine, démocratie et exclusion*, Paris, L'Harmattan, pp. 199-218.
- FALS BORDA O., 1987a, *Ciencia propia y colonialismo intelectual. Los nuevos rumbos*, Bogotá, Carlos Valencia.
- FALS BORDA O., 1987b: «The application of participatory action-research in Latin America», *International Sociology* 2 (4), pp. 329-347.
- FALS BORDA O., 1986, *Conocimiento y poder popular. Lecciones con campesinos de Nicaragua, México y Colombia*, Bogotá, Siglo XXI.
- FALS BORDA O., 1978, *El problema de cómo investigar la realidad para transformarla por la praxis*, Bogotá, Tercer Mundo.
- FREIRE P., 1969, *La educación como práctica de la libertad*, México, Siglo XXI.
- FREIRE P., 1970, *Pedagogía del oprimido*, Montevideo, Tierra Nueva.
- FURTADO C., 1984, *Cultura e desenvolvimento em época de crise*, RJ, Paz e Terra.
- FURTADO C., 1974: *O mito do desenvolvimento econômico*, RJ, Paz e Terra.
- FURTADO C., 1961: *Desenvolvimento e subdesenvolvimento*, RJ, Fundo de Cultura.
- GONZÁLEZ CASANOVA P., 1994, *Etat et politique dans le tiers-monde*, Paris, L'Harmattan.
- GONZÁLEZ CASANOVA P., 1970, *Sociología de la explotación*, México, Siglo XXI.
- GRUNDY, S., 1982, «Three modes of action research» in: KEMMIS S., McTAGGART R. (Eds.), *The Action Research Reader* (3<sup>e</sup> éd.), Victoria, Deakin University, pp. 353-364.
- GUTIÉRREZ G., 1983, *Beber en su propio pozo. En el itinerario de un pueblo*, Lima, CEP.
- GUTIÉRREZ G., 1971, *Teología de la Liberación*, Perspectivas, Lima, CEP.
- HABERMAS J., 2006, *Théorie et pratique*, Paris, Payot.
- HABERMAS J., 1987, *Théorie de l'agir communicationnel*, Paris, Fayard, collection L'espace du politique.
- HABERMAS J., 1979, *Connaissance et intérêt*, Paris, Tel Gallimard.
- KANT E., 1788, *Critique de la raison pratique*, Paris, PUF, coll. Quadrige grands textes.
- KANT E., 1787, *Critique de la raison pure*, Paris, PUF (7<sup>e</sup> édition), coll. Quadrige grands textes.
- KANT E., 1785, *Fondements de la métaphysique des mœurs*, Paris, Delagrave.
- LAMMERIK M. P., 1998, «Community managed rural water supply: experiences from participatory action research in Kenya, Cameroon, Nepal, Pakistan, Guatemala and Colombia», *Community Development Journal*, vol. 33, n° 4, pp. 342-352.
- LEBVRET, G., 1980, «Essai sur un complexe d'Athéna: de la recherche-action comme révélateur des blocages heuristiques», *ASSCOD (Archives de sciences sociales de la coopération et du développement) N° 51*, pp. 25-38
- LÓPEZ DE CEBALLOS P., 1998, *Un método para la investigación-acción participativa*, Madrid, Ed. Popular (3<sup>e</sup> éd.).
- LEWIN, K., 1946, «Action research and minority problems», in: LEWIN G. (Ed.), *Resolving Social Conflicts: Selected Papers on Group Dynamics* (éd. 1973), Londres, Souvenir Press, pp. 201-216.
- RAHMAN A., 1993, *People's Self-Development. Perspectives on Participatory Action Research. A Journey Through Experience*, Londres, Zed Books.
- RAHMAN A., FALS BORDA O., 1992, «La situación actual y las perspectivas de la investigación-acción participativa en el mundo», in: SALAZAR M. C., *La investigación-acción participativa*, Madrid, ed. Popular.
- SOLINÍS G. (Dir.), 2005, *Construire des gouvernances: entre citoyens, décideurs et scientifiques*, Bruxelles, Editions Peter Lang.
- SOLINÍS G., 2006, «Participation» in: GHORRA-GOBIN C. (Dir.), *Dictionnaire des mondialisations*, Paris, Armand Colin pp. 285-288.
- TORRES C., 1965, *La revolución, imperativo cristiano*, Bogotá, Ediciones del Caribe.

### **Les chercheuses féministes et les méthodologies relevant de la « recherche participative » et de la « recherche participative d'action »**

Il y a longtemps que les chercheuses féministes sont attirées par les idéaux et les méthodologies relevant de la « recherche participative » et de la « recherche participative d'action » (à laquelle on fait souvent référence par ses initiales anglaises, PAR). Pour définir en quelques mots ces deux traditions de recherche, issues de l'action politique de libération des années 1960, disons qu'elles s'engagent en faveur de l'émancipation des groupes marginalisés et opprimés. En conséquence, elles respectent les principes selon lesquels il faut respecter, apprécier et mettre au premier plan l'expérience vécue et le savoir indigène des personnes sur qui porte la recherche. Elles essaient aussi de concevoir et de perfectionner des méthodes et des modèles de pratique de recherche qui minimisent les rapports hiérarchiques entre spécialiste et sujet de la recherche, et qui impliquent une approche véritablement collaboratrice d'un bout à l'autre de tous les stades du processus de recherche (Reason 1994).

Dans l'optique de la recherche participative, les spécialistes de la recherche universitaire ne sont pas « les seuls détenteurs de la vérité et du savoir » ; on remet en question le modèle universitaire traditionnel où des « spécialistes de la recherche, en fonction de questions d'intérêt théorique ou de recherches antérieures, formulaient une hypothèse de recherche, identifiaient les besoins en matière de données, puis se mettaient au travail de recherche » ; et on encourage les parties prenantes issues de la collectivité (par exemple les prestataires de services) ou encore les activistes, à définir les questions qui leur semblent importantes au vu de leur propre expérience. Ainsi, « les questions de recherche [peuvent-elles] dériver, non de recherches antérieures ou de considérations théoriques, mais des univers de la vie de tous les jours de personnes qui recherchent elles-mêmes des solutions créatives aux défis qu'elles rencontrent » (Grant 1999 : 9). Il n'est pas question, pour autant, quand on formule un projet ou qu'on interprète les résultats, d'ignorer les publications existant sur un sujet ; mais on les passe en revue pour y trouver des exemples appropriés d'autres endroits ou d'autres groupes ayant des problèmes similaires pour lesquels ont été trouvées de bonnes solutions (« meilleures pratiques »).

La recherche participative d'action exige en outre que l'on travaille effectivement avec les personnes impliquées, afin de les aider à réaliser un changement. Tout en faisant leurs ces principes, les chercheuses féministes ont montré qu'il manquait souvent à la PAR une conscience de la façon dont les conceptions « masculinistes » du savoir, d'une part, et la dynamique de genre au sein du processus de recherche lui-même, d'autre part, entravaient la mise au premier plan de l'expérience des femmes et leur pleine participation aux sujets de recherche. Les féministes ont également insisté sur la nécessité pour la recherche participative de permettre une prise de contrôle par les sujets de recherche, que l'on qualifie alors de « co-sujets ». Cela signifie que les personnes participant à la recherche en co-dirigent le processus et aussi que les produits de la recherche sont leur « propriété » commune. Une telle démocratisation de l'entreprise de recherche est censée faire naître ou renforcer chez les sujets de la recherche une foi dans leur capacité à entraîner des changements sociaux.

Les féministes défendent donc la recherche participative pour des raisons éthiques, mais aussi parce qu'elles y voient un progrès en matière de validité scientifique. En effet, les chercheurs ne peuvent plus se reposer sur leur qualité de spécialiste et doivent mettre en question leurs préconceptions. De plus, la participation des sujets à la conception et à la réalisation d'un projet augmente son exactitude, en apportant une garantie supplémentaire sur deux points, au moins : que seront incluses dans la recherche les questions les plus importantes aux yeux des sujets ; et que les instruments de recherche ne seront pas aliénants pour les personnes sur qui porte la recherche, les questions posées étant de nature à permettre effectivement aux sujets de faire part aux spécialistes de leurs expériences (Renzetti 1997). De plus, une approche participative peut s'avérer essentielle pour avoir accès à des populations difficiles à atteindre – des populations auxquelles on a accès uniquement sur leurs propres termes (Grant 1999 : 9). [...]

Damaris R., 2001, *Retour sur les méthodologies de recherche féministes. Document de travail. Soumis à Condition féminine Canada, Direction de la recherche*, pp. 30-31, disponible à l'adresse : [http://www.swc-cfc.gc.ca/pubs/pubspr/revisiting/revisiting\\_f.pdf](http://www.swc-cfc.gc.ca/pubs/pubspr/revisiting/revisiting_f.pdf)

#### Bibliographie sur la recherche féministe et la recherche participative d'action

- BORLAND K., 1991, « 'That's not what I said' : interpretive conflict in oral narrative research », in : BERGER GLUCK S., PATAI D. (Dir.), *Women's Words: The Feminist Practice of Oral History*, New York et Londres, Routledge, pp. 63-76.
- CANCIAN F.M., 1996, « Participatory research and alternative strategies for activist sociology », in : GOTTFRIED H. (Dir.), *Feminism and Social Change: Bridging Theory and Practice*, Chicago, University of Illinois Press, pp. 187-205.
- DICK B., 1997, *Participative Processes*, document en ligne disponible à l'adresse : <http://www.scu.edu.au/schools/sawd/arr/partproc.html> (consulté le 2 février 2000).
- GATENBY B., HUMPHRIES M., 2000, « Feminist participatory action research : methodological and ethical issues », *Women's Studies International Forum* 23 (1), pp. 89-105.
- GRANT K.R. et al., 1999, *Integrating the Social Sciences and Humanities in the Canadian Institutes for Health Research*, Rapport soumis au Conseil de recherches en sciences humaines du Canada et à la Fondation canadienne de la recherche sur les services de santé, Winnipeg, University of Manitoba, Department of Sociology.
- GUSTAFSON D.L., 2000, « Best laid plans: examining contradictions between intent and outcome in a feminist, collaborative research project », *Qualitative Health Research* 10 (6), pp. 717-732.
- HUMPHRIES B., 1997, « From critical thought to emancipatory action : contradictory research goals ? », *Sociological Research Online* 2 (1), document en ligne disponible à l'adresse : <http://www.socresonline.org.uk/2/1/3.html> (consulté le 1<sup>er</sup> décembre 1999).
- JOYAPPA V., MARTIN D.J., 1996, « Exploring alternative research epistemologies for adult education : participatory research, feminist research and feminist participatory research », *Adult Education Quarterly* 47 (1), pp. 1-14.
- KELLY L., BURTON S., REGAN L., 1994, « Researching women's lives or studying women's oppression ? Reflections on what constitutes feminist research », in MAYNARD M., PURVIS J. (Dir.), *Researching Women's Lives from a Feminist Perspective*, Londres, Taylor & Francis, pp. 27-48.
- KIRBY S., MCKENNA K., 1989, *Experience; Research; Social Change: Methods from the Margins*, Toronto, Garamond.
- KNIGHT M.G., 2000, « Ethics in qualitative research : multicultural feminist activist research », *Theory into Practice* 39 (3), pp. 170-176.

- MIES M., 1991, « Women's research or feminist research ? The debate surrounding feminist science and methodology », in FONOW M.J., COOK J.A. (Dir.), *Beyond Methodology: Feminist Scholarship as Lived Research*, Indianapolis, Indiana University Press, pp. 60-84.
- OPIE A., 1992, « Qualitative research, appropriation of 'other' and empowerment », *Feminist Review* 40 (Printemps), pp. 52-69.
- REASON P., 1994, « Three approaches to participative enquiry », in DENZIN N.K., LINCOLN Y.S. (Dir.), *Handbook of Qualitative Research*, Thousand Oaks (CA), Sage, pp. 324-339.
- RENZETTI C.M., 1997, « Confessions of a reformed positivist: feminist participatory research as good social science », in SCHWARZ M.D., (Dir.) *Researching Sexual Violence against Women: Methodological and Personal Perspectives*, Thousand Oaks (CA), Sage, pp. 131-143.
- SHAW B., 1995, « Contradictions between action and theory: feminist participatory research in Goa, India », *Antipode: a Radical Journal of Geography* 27 (1), pp. 91-99.
- SPALTER-ROTH R., HARTMANN H., 1996, « Small happinesses: the feminist struggle to integrate social research with social activism », in GOTTFRIED H. (Dir.), *Feminism and Social Change: Bridging Theory and Practice*, Chicago, University of Illinois Press, pp. 206-224.
- SPARR P., 1998, « Looking through the telescope from both ends: participatory research and action as a feminist political practice », *Women's Studies Quarterly* 26 (3/4), pp. 68-76.
- VANDERPLAAT M., 1999, « Locating the feminist scholar: relational empowerment and social activism », *Qualitative Health Research* 9 (6), pp. 773-785.
- WOLF D.L., 1996, « Situating feminist dilemmas in fieldwork », in WOLF D.L. (Dir.), *Feminist Dilemmas in Fieldwork*, Boulder (CO), Westview Press, pp. 1-55.

---

# Organisations populaires et réseaux de solidarité de femmes : la redécouverte d'une ressource pour les politiques

385

..... *Maxine Molyneux\**

---

*« Women's Grass-Roots Organisations and Solidarity Networks : A rediscovered policy resource », présentation au colloque de l'IUED « Des brèches dans la ville. Organisations urbaines, environnement et transformation des rapports de genre », Genève, novembre 2005<sup>1</sup>*

---

*Traduit de l'anglais par Emmanuelle Chauvet*

## Introduction : la valorisation du capital social des femmes

Ces dernières années, le concept de capital social est apparu dans les débats politiques portant sur des domaines aussi divers que la régénération communautaire, la santé, la migration, l'éducation, la protection sociale et le développement. Compris en général, selon la définition de Putnam, comme le ciment social que créent la vie associative et les réseaux citoyens de soutien et de solidarité, le capital social semble aussi susceptible de faire progresser la productivité, d'aider les plus pauvres, de renforcer la démocratie, de reconstruire les communautés déchirées par la guerre, et d'apporter plus de bien-être mental et physique. Dans un sens plus général, il est également

---

\* Professeure de sociologie à l'Institute for the Study of the Americas de la School of Advanced Studies de l'Université de Londres.

<sup>1</sup> Cet article s'inspire d'un document écrit pour le *Barrow Cadbury Trust* dans le cadre du *Global Exchange Forum* organisé en 2005 sur le thème *Women's Social Capital* et avec le soutien du *Foreign Policy Centre*.

salué comme le rempart essentiel contre les tendances socialement corrosives qui accompagnent la vie économique contemporaine. Par extension, il est l'antithèse de la célébration de l'individualisme du chacun pour soi, corollaire naturel de la gouvernance de marché. **L'intérêt porté actuellement au capital social témoigne d'une reconnaissance croissante de l'importance de la vie sociale dans le bien-être des individus, mais aussi du rôle qu'elle peut jouer dans les politiques gouvernementales et en matière de services aux personnes.** En établissant des interactions civiques et sociales plus riches et en coopérant pour des objectifs communs, les citoyens améliorent leur qualité de vie, mais ils permettent aussi de mettre en place des projets politiques plus efficaces et plus responsables.

Les publications sur le capital social et sur sa visibilité croissante dans le domaine des politiques publiques sont nombreuses. Mais, **de façon surprenante, cette littérature ne parle pas du rôle que jouent les femmes dans la création et le maintien de la vie sociale par l'intermédiaire des réseaux féminins et des formes de solidarité féminines** (Molyneux 2002). Pourtant, partout dans le monde, les femmes participent à des activités bénévoles et communautaires très diverses pour des œuvres caritatives, des églises, des groupes familiaux, des groupes de voisinage ou des clubs. Ce sont souvent les femmes qui ont les liens locaux et familiaux les plus forts ; elles forment des réseaux, s'impliquent dans des relations d'aide mutuelle et comptent souvent parmi les personnes les plus actives dans les groupes de quartier et dans la vie associative locale. On les retrouve au cœur des organisations bénévoles d'entraide pour la santé, l'éducation, dans les programmes qui organisent l'alimentation dans les quartiers aussi bien que dans les programmes de logement, dans les associations culturelles, dans l'aide aux communautés soudainement frappées par le chômage, dans la gestion de groupes de troc, dans la garde des enfants et la gestion de foyers pour les femmes victimes de violences ou marginalisées. Cette gamme d'activités s'inscrit dans ce que certains ont nommé « l'économie sociale » au sens où les motivations des citoyens qui s'impliquent dans ces formes de coopération ne sont pas prioritairement, voire pas du tout, matérielles. **L'économie sociale peut jouer un rôle important dans la lutte contre des formes diverses d'exclusion sociale tout en donnant aux femmes des espaces de sécurité – où elles peuvent construire des relations basées sur la confiance, développer des compétences et acquérir de l'expérience.**

Ces activités font plus qu'améliorer la qualité de la vie sociale, elles montrent bien que ni les Etats ni les marchés ne peuvent répondre à tous les besoins sociaux. Par choix ou par obligation, les citoyens assurent donc leur propre protection sociale, leur propre bien-être et leur propre sécurité en recourant à une combinaison d'institutions sociales formelles et informelles.



Pour satisfaire leurs besoins essentiels, celles et ceux dont les moyens de subsistance sont précaires n'ont probablement pas d'autre solution que de s'en remettre aux réseaux informels et à l'aide qu'ils apportent. Les recherches sur les moyens de subsistance des ménages, sur les réseaux sociaux et les institutions bénévoles ont montré que de nombreuses personnes recourent à des organisations informelles indépendantes ou partenaires de l'Etat. On trouve souvent des femmes dans ces activités, notamment dans les activités liées aux soins à la personne, aussi bien dans les quartiers déshérités des villes du monde industrialisé que dans les pays du Sud en développement.

Partout dans le monde et dans des environnements socio-économiques très différents, les femmes jouent un rôle vital par leur contribution aux ressources des ménages à bas revenus et par leur implication dans l'économie informelle des échanges – échanges de crédit, de soins ou de services. Garder les enfants des voisins et voisines, faire les courses, la cuisine, le repassage, emprunter et prêter, toutes ces activités sont essentielles à la survie des ménages vivant dans la marge. Souvent aussi, les femmes participent à des stratégies de survie *collectives*. Elles mettent en place des unions de crédit, des cantines et de petites coopératives qu'elles gèrent avec succès. Elles s'organisent également autour des services, exigent de meilleurs systèmes de collecte des ordures, un meilleur entretien des routes, une plus grande sécurité et une meilleure gestion communautaire. Les femmes sont souvent impliquées dans des projets de santé, de logement et d'éducation, elles travaillent parfois avec des ONG, elles s'auto-suffisent souvent, et, de plus en plus maintenant, elles collaborent avec les projets publics de lutte contre la pauvreté. Face à des difficultés économiques graves, les organisations de base de femmes se sont multipliées pour permettre aux quartiers d'accéder à une nourriture à bon marché. Pour cela, elles ont mis en place des jardins urbains où elles ont produit des aliments, ou des cuisines collectives permettant de mieux répondre aux besoins locaux. Au Pérou, par exemple, pendant la crise économique des années 1980, quelque 800 000 cuisines collectives entièrement gérées par des femmes ont servi plus de 2 millions de personnes. L'investissement des femmes est également essentiel dans les situations de conflit ou d'après conflit : en collaborant pour mettre en œuvre des programmes communs, elles ont à la fois permis de rapprocher des communautés profondément divisées et participé à la difficile reconstruction post-conflit. Comble du tragique, ce sont les femmes qui doivent prendre en charge des communautés entières dans les régions d'Afrique touchées par le VIH/SIDA et s'occuper des millions d'orphelins et de malades, alors qu'elles sont maintenant elles-mêmes plus frappées par la pandémie que les hommes.

Dans les pays industrialisés du Nord où l'Etat répond à de nombreux besoins, les groupes de femmes participent activement à la vie sociale en aidant les

personnes à qui l'Etat ou le marché n'apportent pas de solutions adaptées. Il s'agit, par exemple, d'aider les femmes qui travaillent en gardant leurs enfants aux heures où ils ne sont plus pris en charge par les crèches, de s'occuper des personnes âgées ou des personnes dépendantes, ou encore d'aider les femmes qui veulent reprendre le travail à accéder à une formation. Les organisations de femmes sont souvent créées pour répondre à des besoins urgents auxquels les services gouvernementaux ne répondent pas, par exemple avec des centres d'accueil et d'aide aux femmes victimes d'abus, ou avec des centres d'aide et de soutien juridique aux victimes de viol. Les organisations de femmes soutiennent aussi celles qui échappent au système d'aide sociale ou qui souffrent de divers types d'exclusion, par exemple les demandeuses d'asile, les femmes apatrides et celles qui vivent dans les marges de l'économie informelle. Dans ces situations, il peut être plus facile de travailler avec des associations informelles qu'avec les agences gouvernementales. En d'autres termes, les associations informelles peuvent non seulement répondre à des besoins auxquels les services gouvernementaux ne répondent pas, mais elles peuvent aussi, à condition d'avoir les fonds adéquats, être une alternative plus satisfaisante que les services gérés par l'Etat.

### **Le capital social des femmes : éléments communs**

Comme on vient de le voir, les activités, réseaux et associations de femmes jouent un rôle important dans le maintien d'une vie sociale, mais ils manquent trop souvent de ressources et de soutien. Cette absence de moyens s'explique en partie par certaines caractéristiques typiques des organisations de base de femmes, caractéristiques résumées dans l'encadré 1 ci-contre.

Du fait de ces différences, les réseaux de femmes et les réseaux d'hommes se trouvent souvent dans des espaces sociaux différents. Typiquement, les réseaux d'hommes sont liés à la sphère publique du travail et de la politique alors que les réseaux et les associations de femmes sont plus proches du domicile. Les études menées sur les réseaux informels d'aide aux populations immigrées se sont plutôt concentrées sur l'entraide des hommes dans la recherche d'emploi et la prise de contacts professionnels. Les recherches sur les organisations de femmes immigrées sont rares, mais il semble qu'à quelques exceptions près, les réseaux de femmes s'occupent plutôt de problèmes domestiques que de questions économiques et d'emploi.

Les réseaux dépendent des ressources qui les font vivre – du temps et de l'argent, en général les deux. La plupart des femmes, qui doivent conjuguer un travail rémunéré avec des responsabilités familiales, ont un accès plus limité à ces ressources. En outre, le différentiel de salaire entre les hommes

et les femmes désavantagent les femmes. Les réseaux féminins disposent en général de ressources économiques plus limitées, mais ils s'appuient davantage sur le temps et les échanges non monétisés (de travail, de compétences) qui peuvent s'intégrer dans la vie quotidienne des femmes. En outre, parce que les relations de pouvoir et les privilèges transparaissent dans les réseaux sociaux, les femmes se trouvent exclues des réseaux porteurs de pouvoir économique et politique. Lorsque les femmes créent leur réseau, elles servent en général le groupe (c'est-à-dire qu'elles créent un capital social de « liens ») plutôt qu'elles ne développent des contacts avec le monde plus vaste des pouvoirs économique et politique (lesquels représentent un capital social de « relations »). Mais le simple fait de travailler ensemble dans un but commun peut donner un élan vital qui va permettre de développer des compétences de gestion et d'entrer dans la sphère du pouvoir.

### Encadré 1 – Caractéristiques des associations de femmes

Les réseaux sont le reflet des relations sociales. Ils obéissent aux divisions sociales selon le genre, lesquelles déterminent l'accès aux ressources telles que le temps, l'argent et le statut. Les formes d'implications sont diverses, mais le « capital social des femmes » présente partout des éléments communs qui le distinguent de celui des hommes.

Les réseaux de femmes :

- sont basés à proximité du domicile, dans le voisinage plutôt que dans la sphère publique du monde du travail ;
- mettent en jeu des échanges de temps et de compétences plutôt que d'argent ;
- comprennent une part importante de travail bénévole et de soins à la personne ;
- impliquent généralement l'affectif et l'éthique, un certain degré d'altruisme, et mobilisent souvent des sentiments liés à la maternité ;
- peuvent créer des relations au-delà des divisions communautaires ;
- mais créent véritablement des « liens » (bonding) et non simplement des « relations » (bridging).

Les éléments communs qui viennent d'être décrits permettent d'expliquer l'invisibilité et la marginalisation des réseaux de femmes dans les débats dominants. Les femmes restent impliquées dans des relations de pouvoir inégales et les espaces sociaux qu'elles occupent obéissent à la division de genre. En général, elles ont moins de pouvoir dans le domaine public et disposent de moins de moyens. Malgré les évolutions récentes, leur travail est encore considéré comme moins important que leurs responsabilités familiales. En effet, la plus grande part du travail des femmes, qu'il soit rémunéré ou non, est typiquement considéré comme un prolongement naturel des responsabilités familiales et domestiques féminines, et, par conséquent, il est invisible ou tenu pour acquis. Même lorsque les femmes ont un travail rémunéré,

les constructions sociales ramènent leur bénévolat ou leur activisme local à un prolongement « naturel » du rôle de soins qui leur est assigné par la division sociale du travail – c'est tout simplement « le travail des femmes ».

Parce que le travail des femmes est naturalisé, il est considéré comme extérieur à la sphère des relations économiques ; en résumé, il ne relève pas du travail rémunéré. On pourrait alors se demander pourquoi les femmes font ce travail. D'une certaine façon, la question en elle-même est un problème : elle signifie que les individus n'agissent que pour leur seul intérêt personnel et pour des motifs matériels, comme celui de recevoir de l'argent. Mais la motivation est bien plus complexe et met en jeu des questions d'identité et des formes de gratification qui échappent à ces catégories matérielles. En s'occupant des autres, par exemple, on peut trouver une satisfaction et un sens qui ne se traduisent pas en espèces, comme le montre le statut professionnel des infirmières et infirmiers et des enseignant-e-s. On peut associer ce type de travail aux notions de satisfaction, d'estime de soi, de reconnaissance et de respect, mais il demeure majoritairement féminin, et, pour cette raison, il est souvent sous-évalué et il passe inaperçu. Comme le montre l'encadré 2, les identités féminines sont aussi la base de l'action collective.

### Encadré 2 – Identité et affect

Dans des régions comme l'Amérique latine, les constructions culturelles associent fortement la féminité à la maternité. En général, on considère que la première responsabilité des femmes est de satisfaire les besoins des enfants et du ménage. Pour nombre de femmes, le statut de mère et celui d'épouse restent des identités primaires importantes qui peuvent motiver un engagement dans l'action publique. Pensons par exemple aux Mères des disparus en Argentine, des femmes au foyer ordinaires qui sont descendues dans la rue pour défier le gouvernement en protestant contre la disparition et la torture de leurs enfants pendant les années de Guerre sale, alors que le pays était soumis à la terreur d'Etat.

Souvent les groupes de femmes s'engagent dans les mouvements pour la paix par souci pour leurs familles et participent à des campagnes contre les violences civiles, par exemple en Irlande du Nord où ils ont travaillé dans des projets de base pour réconcilier des communautés divisées. La solidarité des femmes autour de ces questions peut être le point de départ d'une sorte de citoyenneté informelle qui fait sortir les préoccupations et activités domestiques des femmes de l'isolement de leur famille et les projette dans les espaces publics et la vie publique. Les organisations populaires ont souvent ce potentiel de transformation par lequel des acteurs privés deviennent des citoyens publics après avoir vécu l'expérience d'un engagement dans une activité collective. Dans ce processus, les organisatrices de manifestations de quartier ou les activistes engagés dans l'entraide deviennent des leaders communautaires capables de négocier avec les gouvernements au nom des besoins de leur communauté.

Grâce à leurs caractéristiques spécifiques, les organisations de femmes sont parfois particulièrement bien placées pour connaître des besoins sociaux dont les autres organisations se désintéressent ou auxquels elles peuvent difficilement répondre. Mais pour ces mêmes raisons, les organisations de femmes doivent souvent se battre pour obtenir des ressources et dépendent en grande partie de soutiens bénévoles. La partie suivante étudie les relations des organisations de femmes avec les autres acteurs impliqués dans la conduite des politiques, et analyse les défis qui découlent de ces relations.

## **Les organisations de femmes et les acteurs du développement des politiques**

391  
.....

Les acteurs impliqués dans le développement des politiques reconnaissent de plus en plus le travail que font les femmes dans les groupes et associations (même s'ils ne le font que partiellement, ou de façon problématique). Les ONG ont réalisé que les femmes étaient leurs alliées naturelles dans leurs projets de participation communautaire dans la santé, l'éducation et les services aux personnes ; les gouvernements aussi font de plus en plus appel aux femmes pour mettre en œuvre et appuyer leurs programmes publics de lutte contre la pauvreté, de régénération communautaire ou de protection sociale. On doit se féliciter de cette prise de conscience, à condition qu'elle s'accompagne de programmes visant des objectifs communs tout en restant attentifs aux besoins des femmes. Mais la prudence s'impose car, malheureusement, ce n'est en général pas le cas. Au contraire, les expériences connues de collaboration entre des agences extérieures et des organisations et réseaux de femmes montrent des tensions fréquentes entre les besoins des participantes et les objectifs de l'agence extérieure. Quelles sont ces tensions, et quelles leçons les organisations de femmes et leurs partenaires ont-elles tirées de leur expérience à ce jour ?

### ***Instrumentalisation***

« La dure réalité est que les gouvernements ne font pas attention aux femmes. Ils veulent bien les consulter mais ne reconnaissent tout simplement pas qu'elles ont déjà peu de ressources et qu'elles ont donc besoin de recevoir les moyens adéquats en compensation du temps qu'elles sacrifient et des ressources qu'elles mobilisent pour faire fonctionner leurs organisations. C'est simple, les organisations de femmes ont accès à peu de ressources, voire à pas de ressources du tout. »

(Une activiste d'une organisation de femmes)

Un premier problème apparaît lorsque les organisations de femmes et/ou leur travail bénévole ne sont plus seulement le pilier central de la politique sociale mais deviennent un *substitut à une action gouvernementale appropriée*. Les

groupes de femmes sont alors confrontés à deux types de risques : celui de devoir continuer à lutter sans financement tout en assumant des responsabilités pour lesquelles ils n'ont pas les ressources adéquates ; ou celui d'une fusion dans les programmes publics dans des conditions inacceptables qui permettent aux agences gouvernementales de reprendre le projet en adoptant des méthodes qui en trahissent l'idée originale et les bonnes pratiques. Par exemple, un projet mené et administré par des femmes pour répondre aux besoins de femmes vulnérables et leur offrir un espace sûr sera plus à même d'établir confiance et estime de soi chez les participantes qu'un projet administré par des hommes et adapté aux priorités et directives du gouvernement. L'idée est ici de dire que lorsqu'elles travaillent avec les organisations de femmes, les agences extérieures doivent permettre à ces organisations de se renforcer en respectant leur expérience et leur autonomie et ne doivent pas simplement les utiliser pour combler les lacunes de l'offre de services par l'Etat.

### *Captation*

Un deuxième problème, corollaire du premier, est celui de la captation ou de la cooptation des organisations populaires, qui consiste à faire participer les femmes pour s'approprier les bénéfices politiques directs de leur investissement. Certaines pratiques clientélistes ou de cooptation de gouvernements, groupes et partis politiques soucieux de leurs propres intérêts peuvent, à court terme, profiter aux organisations populaires, qui se voient reconnues et récompensées. Mais ces organisations risquent de rapidement perdre leur légitimité dans leur communauté et auprès des femmes qu'elles cherchent à aider. L'utilisation des organisations de femmes à des fins politiques est courante partout dans le monde. Par exemple, les *comedores populares* péruviens, dont il a été question précédemment, étaient au départ un mouvement de femmes. Mais leurs dirigeantes se sont étroitement et publiquement associées au gouvernement, et les *comedores* ont peu à peu été récupérés par les agences gouvernementales. Lorsque la popularité du gouvernement a baissé, les organisations de femmes ont souffert par association et ont perdu la confiance du public, alors même que, dans le processus, elles avaient aussi perdu leur autonomie et oublié leurs objectifs.

En Europe, les groupes communautaires sont devenus la pierre angulaire des projets de développement locaux des gouvernements, et des fonds publics servent à soutenir le secteur bénévole et communautaire. Cette injection de ressources a été saluée, mais on s'inquiète de plus en plus du poids administratif que le développement de la bureaucratie gouvernementale fait peser sur les organisations impliquées. Beaucoup y voient une entrave à leur capacité de mobilisation et pensent que la pression à laquelle elles sont soumises pour



s'aligner sur les priorités du gouvernement les éloigne et les empêche de réagir aux besoins locaux.

### *Surcharge*

Le troisième problème est lié au type et à la quantité de travail que les ONG ou les projets d'Etat demandent aux femmes. Dans bien des cas, il s'agit de se charger des travaux que les hommes refusent de faire, comme le ménage dans les écoles ou le nettoyage des quartiers, ou des travaux qui apportent une maigre satisfaction ou une maigre reconnaissance des efforts qu'ils ont demandés, en partant apparemment de l'hypothèse que les femmes aiment et ont le temps d'accomplir ces tâches, contrairement aux hommes; pourtant, en réalité, bien des femmes impliquées dans ces programmes n'ont que peu de temps et doivent à la fois assurer la survie du ménage et prendre les enfants en charge, tout en essayant de rapporter un revenu. Les responsables de projet cherchent rarement à vraiment connaître le contexte dans lequel vivent les femmes sur qui ils s'appuient. Et ils se trompent en pensant qu'elles sont toujours disponibles et volontaires pour se charger du travail qui leur a été attribué. C'est pourquoi on observe chez les bénévoles et les participantes une forte rotation qui nuit à la stabilité et à l'efficacité du projet.

Dans bien des cas, les projets ou programmes choisissent et intègrent les femmes et leurs réseaux essentiellement pour servir leurs propres besoins et ne prennent pas en considération ceux des femmes elles-mêmes. Si le travail des femmes était valorisé, et si on comprenait que les femmes doivent répondre à de nombreuses contraintes, on comprendrait qu'elles ne doivent pas être assaillies de charges supplémentaires et qu'elles doivent au contraire recevoir le soutien dont elles ont besoin pour pleinement participer au programme. En particulier, elles auraient probablement besoin que les programmes prévoient des systèmes flexibles de garde d'enfants ou des formations apportant des compétences reconnues sur le marché, ou encore des services de santé et d'éducation. Les véritables besoins des femmes sont rarement pris en compte dans le développement des programmes qui dépendent de leur capital social, alors que ces considérations pourraient avoir un impact positif à long terme. D'autant plus que, parce qu'elles participent à ces programmes, les femmes risquent d'avoir à supporter des coûts d'opportunité en manquant des chances d'emploi rémunéré ou de formation.

## Principes d'organisation

### *Une approche coopérative : organisation autonome et agence externe*

Connaissant les dangers d'instrumentalisation, de captation et de surcharge, on peut maintenant étudier le type de relation que les organisations populaires de femmes peuvent essayer de développer avec les agences externes. Dans toute structure organisationnelle, les relations avec les autres soulèvent cette question fondamentale : qui fixe les priorités ?

394

La question de l'organisation est débattue depuis longtemps dans les mouvements de femmes et chez les activistes des partis politiques, des syndicats et des organisations populaires. Deux questions sont particulièrement controversées ; celle de l'autonomie et celle des principes directeurs de l'organisation interne. Avec le temps, on a vu progresser l'idée d'espaces autonomes exclusivement féminins. Il s'agit d'espaces dans lesquels les participantes peuvent définir des programmes d'action, débattre des objectifs et développer des stratégies à l'abri des influences extérieures. Les structures d'organisation horizontales et non hiérarchiques sont souvent considérées comme une meilleure garantie de respect des principes démocratiques car elles favorisent le débat et une plus forte participation à la formulation des objectifs.

Quant à savoir qui fixe les priorités, il existe trois réponses classiques – les décisions dépendent de la collectivité ; d'un agent externe ; ou elles sont prises sur une base commune, coopérative. La prise de décisions collective est en général associée aux organisations autonomes dans lesquelles les femmes fixent elles-mêmes leurs objectifs et décident de leur propre organisation et de leur propre but. Dans ce cas, l'association s'auto-dirige, elle ne reconnaît pas d'autorité supérieure et elle est indépendante des autres agences politiques. Ce sont alors les membres qui détiennent l'autorité. On trouve des exemples de ce type d'organisation dans des projets indépendants comme les centres Rape Crisis<sup>2</sup>, les organisations de troc et les unions de crédit.

A l'opposé, lorsque c'est une agence externe qui fixe les priorités, l'autorité et l'initiative viennent de l'extérieur et se situent au-dessus de la collectivité. Le contrôle des activités, le but de l'organisation et le développement du groupe de femmes sont assujettis à cette autorité externe – qu'elles coïncident ou non avec ce que les membres ont décidé.

La troisième possibilité consiste en une **approche coopérative dans laquelle une agence externe, une ONG par exemple, travaille avec l'organisation de**

---

<sup>2</sup> NDT : centres d'aide aux victimes de viol.

femmes. Ensemble, l'agence externe et l'organisation fixent les priorités, s'accordent sur leur style de travail et prennent les décisions sur une base participative et démocratique. Un principe d'organisation différent et une conception différente de l'autorité sous-tendent ce genre de relation – coopérative et associative en ce sens que des organisations indépendantes de femmes, avec leurs objectifs propres et leur autonomie institutionnelle, choisissent de s'allier à d'autres organisations dont elles partagent les idées sur un certain nombre de questions. Cette approche peut être qualifiée d'associative car les organisations gardent un statut quasiment indépendant au sein d'une alliance d'intérêts. Elles ne sont pas régies par une puissance supérieure, et elles ne sont pas non plus totalement indépendantes, mais la collectivité garde le contrôle de sa propre organisation et détermine ses propres priorités. Les organisations de femmes peuvent ainsi choisir de déléguer du pouvoir à des agences extérieures, des ONG ou des services du gouvernement par exemple. Ce type d'arrangement ne peut fonctionner que s'il est basé sur la confiance et s'appuie sur des cahiers des charges déterminés. Dans ce modèle, le pouvoir et l'autorité sont négociés et la coopération n'est possible que si l'organisation avec laquelle les femmes entament une coopération reprend tout ou partie de leurs demandes. Ce type de lien permet d'éviter de choisir entre deux extrêmes, l'autonomie et l'intégration, alors même que ce choix a longtemps divisé les différents courants au sein des mouvements de femmes. Ce lien peut permettre de fixer des priorités concrètes. Mais il porte un risque de cooptation si l'organisation de femmes perd sa capacité de décision. Pour minimiser ce risque, les mouvements de femmes peuvent fixer des conditions à l'organisation avec laquelle elles se préparent à coopérer. Bien entendu, dans cette situation, le résultat dépendra de la force et de la capacité de négociation du mouvement de femmes concerné.

***Interventions de transformation :  
de l'importance des détails pratiques pour les organisations de femmes***

Au-delà de ces problèmes d'organisation, d'autres questions importantes doivent être prises en compte pour que les projets des femmes aient un impact maximal pour celles à qui ils s'adressent. On peut poser que le projet a des effets positifs s'il met en jeu des processus qui développent les capacités des femmes en leur donnant la possibilité de contester les relations d'inégalité et de subordination qui existent dans les sphères publique et privée. Trois principes permettent ici de concevoir des moyens d'atteindre cet objectif : l'appropriation, l'estime de soi et l'*empowerment*.

*Appropriation* : L'expérience avec les organisations de femmes permet d'affirmer que la question de « l'appropriation » est centrale. C'est lorsque les

projets ne leur sont pas imposés d'en haut et se développent à partir d'une relation organique entre les participantes que les organisations, et donc leurs projets, fonctionnent le mieux. Il est rare que des associations populaires efficaces naissent d'une simple intervention extérieure. Pour que le projet réussisse, il est donc très important que les participantes s'approprient le projet et ses objectifs et qu'elles s'identifient à ses valeurs. Sur des projets précis, on peut se poser certaines questions clés, comme :

- Les participantes peuvent-elles s'exprimer sur les objectifs, la définition, l'évaluation et la gestion du projet ?
- Ces éléments prennent-ils en compte les contraintes des femmes ?
- Sont-ils facilement compatibles avec les obligations familiales ? Reconnaisent-ils les obligations de soins, de garde des enfants, de gestion du temps ?

*Estime de soi* : La capacité des projets à promouvoir l'estime et le respect de soi des participantes est un deuxième ingrédient vital pour leur réussite. Elle découle de l'appropriation, mais elle dépend aussi de l'organisation interne du projet et du mode de formulation de ses objectifs. De tous les bienfaits de la participation au secteur à but non lucratif, l'estime de soi est l'un des plus importants et elle peut compenser certains désavantages, par exemple les contraintes de temps. Le projet peut être un lieu où les personnes impliquées, les volontaires comme les bénéficiaires, se sentent valorisées, et où le travail collectif est vécu comme une expérience positive. Ces questions sont vitales pour les projets qui travaillent avec des groupes généralement stigmatisés et exclus, car la construction de l'estime de soi et de la confiance en soi est souvent le premier pas qui permettra d'atteindre d'autres objectifs. Pour vraiment prendre ces éléments en compte, les projets et programmes doivent se poser les questions suivantes :

- Les principes d'égalité sont-ils intégrés à la définition du programme ?
- Quels sont les principes qui régissent l'organisation interne et la distribution des tâches ?
- Quelle est la place des participantes dans le projet ?
- Le programme comprend-il une sensibilisation aux droits ?
- La formation et les ressources sont-elles distribuées de façon à développer les capacités des femmes ?

- L'indépendance économique et le bien-être (la santé aussi bien mentale que physique, la liberté d'échapper à la violence) sont-ils une priorité ?

« Il s'agit de regarder au-delà des urgences quotidiennes qui monopolisent souvent le temps et les ressources des femmes. De plus en plus, nous cherchons à faire vivre nos propres organisations avec une approche structurée, le but étant de développer des stratégies pour accroître notre influence et, surtout, pour renforcer notre pouvoir et transformer nos vies et celles des femmes que nous aidons. Fondamentalement, les femmes apprennent à nager dans le bain des politiques. »

(La coordinatrice d'un réseau populaire de femmes)

*Empowerment* : Une troisième question est importante : les projets contribuent-ils de façon significative à l'*empowerment* de leurs participantes ? Au lieu de simplement satisfaire des besoins immédiats, on peut élargir les objectifs des projets et développer chez les participantes des connaissances et des compétences reconnues sur le marché, et stimuler la participation citoyenne. Dans tous les cas, une question difficile se pose : quels avantages les participantes retirent-elles du projet, aussi bien collectivement qu'individuellement ? Quelles transformations importantes leur participation au projet est-elle susceptible de provoquer ? Elles peuvent en tirer certains profits matériels, elles vont probablement réaliser un profit subjectif en développant une meilleure estime d'elles-mêmes et une certaine camaraderie. Elles vont peut-être penser que travailler ensemble pour un projet auquel elles croient est une gratification suffisante. Mais le projet réussira encore mieux s'il propose également aux femmes d'améliorer leurs compétences avec, par exemple, des programmes d'éducation, d'apprentissage des langues, d'information sur les droits des citoyens et citoyennes, de développement de capacités de *leadership*. Les personnes impliquées dans les projets ont besoin de voir les résultats de leurs efforts et elles ont besoin de constater des succès tangibles et durables. Les bénéficiaires du projet doivent au minimum repartir avec de meilleurs atouts. Pour des groupes socialement désavantagés et politiquement marginalisés, la possibilité de s'exprimer dans les domaines publics – sur la politique et sur les politiques – et celle d'agir collectivement pour défendre des objectifs stratégiques sont des acquis importants car ils traduisent un certain *empowerment*.

Pour s'assurer que ces idées sont inscrites au fondement même du projet, on peut instaurer des règles claires de responsabilité devant les membres, c'est-à-dire mettre en place des méthodes garantissant que le projet répond aux besoins et aux préoccupations de ses membres. On peut par exemple se poser les questions suivantes :

- Vise-t-on explicitement un *empowerment* social et économique des femmes, avec des résultats définissables ?

- Les femmes vont-elles acquérir des compétences de *leadership* et des connaissances qui leur permettront de négocier dans la sphère publique du travail et de la politique ?
- Le programme donne-t-il une place centrale à la transformation des rapports de genre, et prévoit-il la possibilité d'impliquer les hommes selon des modalités qui permettront d'instaurer une plus grande égalité de genre ?

Les questions génériques de définition du projet sont fondamentales pour les interventions de transformation et pour l'établissement d'un mécanisme de responsabilité. Mais pour pouvoir être efficaces, les programmes doivent être définis en fonction du contexte dans lequel ils vont être mis en œuvre. Ils auront un impact direct sur la dynamique de l'organisation et sur ses buts.

### *Empowerment économique*

Comme on l'a déjà vu, les réseaux de femmes ont en général moins de ressources économiques que les réseaux d'hommes. Ils dépendent du temps que leur consacrent leurs membres et d'échanges de travail non monétisés. Mais ces derniers temps, dans le cadre de la lutte contre la pauvreté et pour l'intégration sociale, les programmes générateurs de revenus pour les femmes mis en œuvre en collaboration avec des groupes de femmes ont remporté de grands succès. Par exemple, pour garantir le remboursement des emprunts, les plans de micro-finance utilisent des techniques de prêts qui s'appuient sur des groupes de femmes d'une même famille ou d'une même communauté. On retrouve la même idée dans le développement des fonds communautaires qui s'appuient sur les liens sociaux des femmes pour mobiliser des ressources et investir dans les programmes de développement local. Des coopératives, des unions informelles peuvent aussi être à la base d'activités telles que des unions de crédit qui visent à procurer aux femmes des ressources économiques qu'elles contrôlent mieux et dans des conditions meilleures que celles qui sont consenties par des agences informelles ou commerciales. En Inde, la SEWA, l'association des travailleuses indépendantes, aide les femmes pauvres à obtenir des crédits pour créer leur petite entreprise. La SEWA a plus de trente ans, et c'est maintenant une vaste organisation qui compte plus de 700 000 membres. Elle aide à la création de coopératives pour les femmes qui travaillent aux marges de l'économie, et elle gère sa propre banque d'épargne et de crédit. De plus, elle propose un programme de soins primaires et vient de lancer une assurance pour ses membres. Le succès de la SEWA en fait un modèle pour des initiatives similaires partout dans le monde.



Ces initiatives montrent de quelle façon on peut utiliser le capital social des femmes pour améliorer leur accès aux ressources économiques dans un contexte général où cet accès est difficile pour elles. Grâce à des projets bien conçus, les femmes peuvent sortir de la pauvreté et s'assurer des moyens de subsistance ; ensemble elles peuvent créer de petites entreprises, acquérir des compétences et trouver des marchés pour leurs produits et services. *L'empowerment économique est un pas vers l'empowerment politique s'il sert à garantir les moyens de subsistance, s'il crée une force organisationnelle et permet aux personnes impliquées de se considérer comme des citoyennes à part entière des lieux et des sociétés dans lesquels elles vivent.*

## **Des communautés sous pression**

Les conflits en tous genres, que ce soient des guerres ou des violences de proximité, ont de lourds effets sur la vie sociale. Mais dans le droit international et dans le travail de régénération communautaire, c'est seulement récemment qu'on a reconnu que ces conflits et violences ont des conséquences particulières pour les femmes. Les femmes et les enfants sont exposés aux effets de la violence et de la dislocation sociale – dans les cas les plus extrêmes, par les viols, les vols et les enlèvements mais, plus généralement, parce que ce sont les femmes qui doivent répondre aux besoins émotionnels de la famille tout en faisant face aux problèmes du quotidien. Dans de nombreux contextes, les femmes jouent un rôle important dans le rapprochement des communautés divisées et dans la mise en œuvre des projets de reconstruction post-conflit ; parfois, les groupes de femmes sont les seuls capables de s'élever au-dessus des divisions communautaires et politiques pour trouver des moyens de coopérer dans l'intérêt commun. Le rôle des femmes dans les mouvements pour la paix est aujourd'hui largement reconnu ; elles peuvent être considérées comme des pacificatrices et des médiatrices précieuses, et pourtant elles ne sont que trop rarement impliquées directement dans les négociations inter-communautaires ou de paix ou dans les politiques de reconstruction post-conflit. Souvent, leurs organisations naissent de leur propre expérience, parfois de leurs drames personnels, ce qui leur permet d'obtenir la confiance et le respect de la communauté dans laquelle elles situent leur action. Plus généralement, les organisations de femmes peuvent jouer un rôle vital dans ce domaine et peuvent inspirer une confiance bien plus grande que les projets gouvernementaux traditionnels.

Mais les situations de conflit révèlent le caractère dual du capital social. Dans les communautés sous pression, le capital social peut renforcer les liens, mais il peut en même temps creuser les divisions existantes, créer des

**identités exclusives et exacerber les tensions.** Lorsque plusieurs communautés doivent lutter pour leurs ressources, celle qui réussit le mieux à défendre ses intérêts et à satisfaire ses besoins risque d'être accusée de recevoir un traitement de faveur, les tensions risquent de s'intensifier et les groupes risquent de se replier sur leurs intérêts et leurs identités. Dans ces circonstances, les femmes sont souvent soumises à des pressions très fortes qui les incitent à renoncer à leurs propres intérêts au profit des intérêts que les leaders de la communauté présentent comme généraux. Il est alors difficile pour elles de garder leur autonomie, et elles risquent d'être récupérées par des forces politiques qui cherchent à les utiliser dans leur propre intérêt. Souvent, dans les situations de conflit, les organisations de femmes sont sur la corde raide et doivent trouver l'équilibre entre leur loyauté envers leur propre communauté et un travail qui implique de contester certaines idées de leurs leaders sur la place des femmes dans la société. Ces organisations doivent alors choisir leur stratégie avec beaucoup de précautions, et il est important qu'elles puissent profiter de l'expérience vécues par d'autres dans des situations semblables et qu'elles puissent s'appuyer sur des réseaux plus vastes, régionaux et nationaux. Les réseaux peuvent aussi devenir des porte-parole efficaces dans la définition des politiques et, à condition de s'accorder sur des principes communs et sur un programme commun, ils peuvent avoir une visibilité et un impact considérables.

## Régénération civique

Au niveau des quartiers, comme on l'a déjà vu, les réseaux informels de femmes soulagent souvent leurs membres d'une partie de leurs responsabilités domestiques et de soins aux personnes. Ils proposent aussi des services qui permettent de satisfaire les besoins de santé et d'éducation. Ce sont des ressources déterminantes pour les communautés, notamment pour celles qui se trouvent dans des situations particulièrement difficiles. Ces activités peuvent certes apporter une aide pratique, mais elles ne sont pas nécessairement porteuses des changements qui vont permettre aux femmes de se mêler à la vie publique et de participer aux décisions qui concernent leurs communautés et leurs vies. Les programmes de régénération communautaire offrent aux groupes et aux réseaux de femmes une formidable occasion de mettre en avant de nouvelles idées sur l'organisation spatiale et sociale des services, mais, pour profiter de cette chance, les programmes doivent faire de gros efforts pour impliquer les femmes. Les moyens de le faire sont divers et peuvent impliquer non seulement les agences du gouvernement et les ONG mais aussi le secteur privé lorsque c'est pertinent. On peut par exemple aider la communauté à s'organiser et reconnaître les réseaux informels comme devant être partie prenante des décisions.

Les ONG peuvent encourager les femmes à s'engager en les sensibilisant, en menant des programmes pour le *leadership* et la participation politique, autant d'éléments déterminants pour que les réseaux de femmes deviennent effectivement des acteurs importants des processus de décision. Parallèlement, en mettant les préoccupations des femmes en relation avec des questions politiques plus larges, on peut s'assurer que les organisations ne restent pas centrées sur elles-mêmes et exclusives.

## Conclusions

Partout dans le monde, l'expérience montre que les réseaux et organisations de femmes ont trouvé des solutions à certains problèmes de collaboration avec les ONG et les gouvernements. Mais, très souvent, ces problèmes ne sont pas pris en compte dans les nouveaux programmes publics. Il est alors très important de savoir comment les projets qui impliquent des femmes, soit qu'elles y participent, soit qu'elles en soient les bénéficiaires, peuvent atteindre deux objectifs simultanément : d'une part apporter des résultats à long terme, c'est-à-dire *durables*, dans la lutte contre la pauvreté, l'inégalité et l'injustice ; d'autre part définir des stratégies efficaces permettant aux femmes de surmonter les diverses formes d'injustice de genre dont elles sont victimes. Considérant l'intérêt des politiques pour le capital social, les éléments dont on dispose permettent de dégager trois grandes conclusions : tout d'abord nous devons savoir qu'à se concentrer sur le capital social, on risque de soutenir des mesures de « replâtrage » sur des questions structurelles plus profondes, notamment sur les inégalités dans la distribution du pouvoir et des moyens et sur les coûts sociaux (différents pour les femmes et pour les hommes) des politiques macro-économiques et publiques. Le capital social que représentent les réseaux et les activités associatives peut être un atout important dans la lutte contre la pauvreté et la désintégration sociale et peut contribuer à l'établissement d'une couverture sociale efficace. Mais il ne se substitue pas à des politiques de développement sérieuses.

Deuxièmement, pour développer des projets et des politiques de promotion du capital social sans renforcer les divisions sociales et les relations de pouvoir existantes, il est essentiel d'adopter une perspective de genre critique. On peut alors se demander de quelles ressources en capital social les femmes disposent, et aussi s'interroger sur ce que ces ressources leur permettent de faire et d'être. Les femmes ne peuvent utiliser « leur » capital social et avoir plus de prise sur les ressources et plus d'influence sur les politiques que si elles peuvent développer leurs compétences, politiques et économiques, collectives et individuelles. C'est précisément ce que les organisations de femmes cherchent à faire par des programmes de formation, des

stratégies d'*empowerment* et en aidant à formuler les revendications collectives et individuelles des femmes à la citoyenneté.

Troisièmement, le capital social pose un certain nombre de questions : quels objectifs doit-il servir, qui en profite et pourquoi ? Il est vain de se dire qu'en soutenant le capital social on va rétablir une quelconque « communauté » traditionnelle idéale ou des « valeurs familiales » – les intérêts des femmes ne sont que trop souvent noyés dans ce genre d'imprécation. Il est utile de soutenir la vie associative des femmes à condition qu'en s'impliquant elles puissent aussi se faire entendre et être présentes dans leurs collectivités et au-delà, et que les modalités de leur participation donnent plus de force à leurs revendications de citoyenneté au lieu de les étouffer.

En somme, l'intérêt actuel des politiques pour les organisations populaires de femmes a un potentiel ambivalent si on l'étudie selon une perspective de genre. Mais il peut être positif s'il s'inscrit dans la continuité des efforts actuellement déployés pour construire des mouvements citoyens et soutenir les formes démocratiques d'activité associative ; s'il suit des modalités qui renforcent les initiatives locales et aident à affronter les effrayantes plaies des sociétés modernes – la criminalité organisée, les administrations publiques corrompues, les élites exclusives ou les communautés autoritaires. Les responsables des politiques publiques feraient bien de s'intéresser à ce que font les femmes et de soutenir celles qui font un travail constructif. On ne définira des politiques efficaces que si l'on adopte une approche critique et plus fine du capital social, une approche qui prenne les organisations de femmes et les rapports de genre plus au sérieux.

### Références bibliographiques

- DURSTON, J., 2001, « Capital Social, parte del problema, parte de la solución. Su papel en la persistencia y en la superación de la pobreza en América Latina y el Caribe », [www.eclac.cl](http://www.eclac.cl)
- EDWARDS, M., date inconnue, « Enthusiasts, Tacticians and Sceptics: The World Bank, Civil Society and Social Capital », [www.worldbank.org/poverty/scapital](http://www.worldbank.org/poverty/scapital).
- FINE, B., 2001, *Social Capital versus Social Theory: Political Economy and Social Science at the Turn of the Millennium*, Londres et New York, Routledge.
- FOX, J., 1997, « The World Bank and Social Capital: Contesting the Concept in Practice », *Journal of International Development* 9(7), pp. 963-971.
- GONZALES DE LA ROCHA, M., 1994, *The Resources of Poverty.*, Oxford, Blackwell.
- HARRISS, J., DE RENZIO, P., 1997, « Policy Arena: « Missing Link » or Analytically Missing ? The Concept of Social Capital – An Introductory Bibliographic Essay », *Journal of International Development* 9(7), pp. 919-937.
- KLIKSBERG, B., date inconnue, « Capital Social y Cultura: Claves Olvidadas del Desarrollo », [www.worldbank.org/poverty/scapital](http://www.worldbank.org/poverty/scapital).

- MAYOUX, L., 2001, «Tackling the Down Side: Social Capital, Women's Empowerment and West African Micro-Finance», *Development and Change* 32(3), pp. 435-464.
- MOLYNEUX, M., 2003, *Los movimientos de Mujeres: Estudios Comparativos y Históricos*, España, Cátedra.
- MOLYNEUX, M., 2002, «Gender and the Silences of Social Capital: Lessons from Latin America», *Development and Change*, 33: 2, April, pp. 167-189.
- Molyneux, M., 2001, «Ethnography and Global Processes», in *Ethnography* 2(2).
- MOLYNEUX, M., 2000a, *Women's Movements in International Perspective*, Basingstoke, Palgrave.
- MOLYNEUX, M., 2000b, «Citizenship and Social Policy in Comparative Perspective», in REUBEN, S. (Ed.) *La Política Social en una Epoca de Transición*, pp. 23-47, San José, Universidad de Costa Rica.
- MOSER, C., 1996, *Confronting Crisis: A Comparative Study of Household Responses to Poverty and Vulnerability in Four Poor Urban Communities*, Washington DC, Banque mondiale.
- NUSSBAUM, M., 2002, «Women's Capabilities and Social Justice», in MOLYNEUX, M., RAZAVI, S., *Gender Justice, Democracy and Rights*, Oxford, Oxford University Press.
- PEARSON, R., 1997, «Renegotiating the Reproductive Bargain: Gender Analysis of Economic Transition in Cuba in the 1990s», *Development and Change* 28(4), pp. 671-706.
- PORTES, A., 1998, «Social Capital: Its Origins and Applications in Modern Sociology», *Annual Review of Sociology*, 24, pp. 1-24.
- PORTES, A., LANDOLT, P., 2000, «Social Capital: Promise and Pitfalls of its Role in Development», *Journal of Latin American Studies* 32, pp. 529-547.
- WOOLCOCK, M., 1998, «Social Capital and Economic Development: Toward a Theoretical Synthesis and Policy Framework», *Theory and Society* 27, pp. 151-208.
- WOOLCOCK, M., 1999, «Managing Risk, Shocks, and Opportunity in Developing Economies: The Role of Social Capital», [www.worldbank.org/poverty/scapital](http://www.worldbank.org/poverty/scapital).

